

ANNUAIRE
DE
LÉGISLATION FRANÇAISE,

PUBLIÉ PAR LA
SOCIÉTÉ DE LÉGISLATION COMPARÉE,
CONTENANT LE TEXTE
DES
PRINCIPALES LOIS VOTÉES EN FRANCE
EN 1932.

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE

*Ouvrage honoré de subventions accordées par la Confédération
des Sociétés scientifiques sur les crédits alloués par le Parlement
et par la Fondation Carnegie*

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE.

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^e et Ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée.

20, rue Soufflot (5^e Arr.).

1933

LISTE DES COLLABORATEURS

MM. ADAM (Léon), président de chambre honoraire à la Cour d'appel de Caen.

BERGER-VACHON (V.), professeur du droit criminel à la Faculté de droit d'Alger.

BINOCHÉ (Edmond), docteur en droit, avocat honoraire à la Cour d'appel de Paris, juge au Tribunal du Havre.

CAPITANT (René), professeur à la Faculté de droit et des sciences politiques à Strasbourg.

FONT-RÉAULX (Pierre de), auditeur au Conseil d'Etat.

GOURAND (Jean), diplômé de l'Ecole des hautes études commerciales.

GUIBOURG (Léon), président de chambre honoraire à la Cour d'appel de Paris.

HÉRON DE VILLEFOSSE (E.), docteur en droit.

JULLIOT DE LA MORANDIÈRE (Léon), professeur à la Faculté de droit de Paris.

LELOIR (Georges), docteur en droit, président de chambre honoraire à la Cour d'appel de Paris.

LEMOINE, conseiller honoraire à la Cour d'appel de Paris.

MAILLARD (Georges), avocat à la Cour d'appel de Paris, vice-président du Comité technique de la propriété industrielle.

MAYER (André), avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation.

NAST (Alfred), docteur en droit, membre du Conseil supérieur de la Coopération.

PAUL-HENRY (L.), avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation.

POURTIER (Eugène), arbitre-rapporteur au Tribunal de commerce de la Seine.

SERRE (Henri), docteur en droit, avocat à la Cour d'appel de Paris.

SUMIEN (Paul), directeur honoraire du Ministère du Travail, professeur à l'Ecole des sciences politiques.

TROULLIER (Albert), ancien président du Tribunal de commerce.

TABLE DES MATIÈRES

FRANCE

	Pages
Notice générale sur les travaux du Parlement français et les actes réglementaires du pouvoir exécutif pendant l'année 1932. Par M. Edmond BINOCHÉ, docteur en droit, avocat honoraire à la Cour d'appel de Paris, juge au tribunal du Havre, avec le concours de M. Jean GOURAND, diplômé de l'Ecole des hautes études commerciales pour la rubrique « Finances ».....	1
I. — Loi du 4 février 1932 portant réglementation des modes de gestion dans les sociétés d'assurances sur la vie, les sociétés tontinières, les entreprises de capitalisation et d'épargne. Notice par M. Paul SUMIEN, directeur honoraire du Ministère du travail, professeur à l'Ecole des sciences politiques.....	54
II. — Loi du 16 février 1932 relative au régime fiscal des valeurs mobilières et des sociétés. Notice par M. L.-Paul HENRY, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation.	59
III. — Loi du 5 mars 1932 ayant pour objet d'associer le jury à la Cour d'assises pour l'application de la peine. Notice par M. Léon ADAM, président de Chambre honoraire à la Cour d'appel de Caen.....	63
IV. — Loi du 9 mars 1932 créant une Cour spéciale de justice militaire chargée de la révision des jugements rendus dans la zone des opérations des armées de terre et de mer par des juridictions d'exception. Notice par M. Henri SERRE, docteur en droit, avocat à la Cour d'appel de Paris.....	67
V. — Loi du 10 mars 1932 modifiant l'article 49 du Code civil relatif aux mentions apposées en marge des actes de l'état civil. Notice par M. E. HÉRON DE VILLEFOSSE, docteur en droit.....	75
VI. — Loi du 11 mars 1932 modifiant les titres III et V du livre I ^{er} du Code du travail et l'article 2101 du Code civil. Notice par M. Eugène POURTIER, arbitre-rapporteur au Tribunal de Commerce de la Seine.....	79

	Pages
VII. — Loi du 2 avril 1932 ajoutant un paragraphe à l'article 1558 du Code civil. Notice par M. LÉOS JULLIOT DE LA MORANDIÈRE, professeur à la Faculté de droit de Paris.....	88
VIII. — Loi du 6 avril 1932 modifiant les articles 2, 50, alinéa 1 ^{er} , et 59, alinéa 1 ^{er} du Code de procédure civile en ce qui concerne la compétence des tribunaux : 1° en matière pension alimentaire ; 2° en matière de contestations relatives à des fournitures, travaux, locations, louage d'ouvrage et d'industrie.....	90
IX. — Loi du 13 avril 1932 modifiant les paragraphes 3 et 4 de l'article 592 du Code de procédure civile relative aux saisies-exécution. Notice par M. LEMOINE, conseiller honoraire à la Cour d'appel de Paris.	93
X. — Loi du 13 avril 1932 tendant à réprimer en matière de divorce ou de séparation de corps. Notice et notes par M. Georges LELOIR, docteur en droit, président de Chambre honoraire à la Cour d'appel de Paris.....	95
XI. — Loi du 20 avril 1932 rendant obligatoire l'indication d'origine de certains produits étrangers. Notice et notes par M. Georges MAILLARD, avocat à la Cour d'appel de Paris, vice-président du Comité technique de la propriété industrielle.	98
XII. — Loi du 20 avril 1932 modifiant la loi du 19 décembre 1917 relatif aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes..	116
XIII. — Loi du 20 avril 1932 tendant à la suppression des fumées Notice par M. L.-Paul HEHRY, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation.....	124
XIV. — Loi du 20 avril 1932 ouvrant un recours devant le tribunal des conflits contre les décisions définitives rendues par les tribunaux judiciaires et les tribunaux administratifs lorsqu'elles présentent contrariété aboutissant à un déni de justice. Notice par M. Pierre DE FONT-RÉAULX, auditeur au Conseil d'Etat	126
XV. — Loi du 21 avril 1932 créant des warants-pétroliers. Notice par M. Albert TROULLIER, ancien président du Tribunal de Commerce.	133
XVI. — Loi du 2 août 1932 facilitant la construction de locaux à usage artisanal. Notice par M. Alfred NAST, docteur en droit, membre du Conseil supérieur de la Coopération.....	142
XVII. — Loi du 10 août 1932 protégeant la main-d'œuvre nationale. Notice par M. Léon GUIBOURG, président de chambre honoraire à la Cour d'appel de Paris.....	147

TABLE DES MATIÈRES

XI

	Pages
XVIII. — Loi du 11 décembre 1932 fixant le statut de l'aviation marchande.	
Notice par M. Léon GUIBOURG, président de chambre honoraire à la Cour d'appel de Paris.....	154
XIX. — Loi du 25 décembre 1932 ayant pour objet d'étendre à l'agriculture les dispositions de la loi du 27 mars 1907 concernant les conseils de prud'hommes.	
Notice par M. Eugène POURTIER, arbitre-rapporteur au Tribunal de Commerce de la Seine.....	172

ALSACE ET LORRAINE

Notice générale par M. René CAPITANT, professeur à la Faculté de droit et des sciences politiques, à Strasbourg.....	177
I. — Droit public.....	178
II. — Droit privé.....	183
III. — Législation économique et sociale.....	184
IV. — Loi du 9 avril 1932 portant modification des lois locales relatives à l'impôt sur les professions, à l'impôt sur les traitements et salaires et à l'impôt sur les capitaux dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.....	186
V. — Loi de finances du 31 mars 1932, art. 46, alin. 2, introduisant en Alsace et Lorraine l'art. 83 de la loi du 13 juillet 1925 (art. 24 des lois codifiées par le décret du 15 octobre 1926) relatif à la taxe spéciale sur le chiffre d'affaires.....	196
VI. — Loi du 1 ^{er} août 1932 tendant à faciliter le recrutement des magistrats du ressort de la Cour d'appel de Colmar.....	197
VII. — Loi du 6 janvier 1932 portant modification de la législation des frais de justice, en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.....	199
VIII. — Loi du 25 mars accordant la remise des amendes et des frais de justice non encore acquittés, résultant de condamnations prononcées en matière pénale par les tribunaux allemands, avant le 11 novembre 1918, à l'égard de certains Alsaciens et Lorrains..	212

ALGÉRIE

Textes législatifs et réglementaires promulgués pendant l'année 1932.

Par M. V. BERGER-VACHON, professeur de droit criminel à la Faculté de droit d'Alger.....	215
I. — Droit public et administratif.....	215
II. — Droit privé et droit criminel.....	223
III. — Législation économique et sociale.....	223

TUNISIE

	Pages
Textes législatifs et réglementaires promulgués pendant l'année 1932.	
Par M. V. BERGER-VACHON, professeur de droit criminel à la Faculté de droit d'Alger.....	227
I. — Droit public et administratif.....	227
II. — Droit privé et droit criminel.....	232
III. — Législation économique et sociale.....	233

MAROC

Textes législatifs et réglementaires promulgués pendant l'année 1932.	
Par M. V. BERGER-VACHON, professeur de droit criminel à la Faculté de droit d'Alger.....	237
I. — Droit public et administratif.....	237
II. — Droit privé et droit criminel.....	244
III. — Législation économique et sociale.....	246

COLONIES ET PROTECTORATS

Par M. André MAYER, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation.	251
---	-----

FRANCE.

NOTICE GÉNÉRALE SUR LES TRAVAUX DU PARLEMENT FRANÇAIS ET LES ACTES RÉGLEMENTAIRES DU POUVOIR EXÉCUTIF PENDANT L'ANNÉE 1932.

Par M. Edmond BINOCHÉ, docteur en droit, avocat honoraire à la Cour d'appel de Paris, juge au Tribunal du Havre, avec le concours de M. Jean GOURAND, diplômé de l'École des Hautes études commerciales, pour la rubrique *Finances*.

Le 12 janvier 1932, le ministère présidé par M. Pierre Laval a offert au président de la République sa démission collective, à la suite du décès de M. Maginot, ministre la Guerre, et de la maladie de M. Briand, qui nécessitaient un remaniement du cabinet.

M. Pierre Laval, ayant été chargé de former un ministère, reconstitua le précédent, sauf le remplacement de M. Briand aux Affaires étrangères par M. Pierre Laval, président du Conseil, et la nomination de MM. Tardieu au ministère de la Guerre, Pierre Cathala à l'Intérieur et Achille Fould à l'Agriculture : Décrets du 14 janvier 1932 (*J. Off.*, 14 janvier 1932).

Le 16 février 1932, le cabinet Laval a été mis en minorité sur une demande de discussion immédiate, devant le Sénat, d'une interpellation de M. Peyronnet sur la politique générale. Le gouvernement réclamait le renvoi de la discussion au 19 février, et le président du Conseil avait posé la question de confiance. L'ajournement ayant été repoussé par 157 voix contre 134, le ministère a donné sa démission. Cet incident venait à la suite de votes successifs de la Chambre, qui avaient adopté, à l'encontre de la minorité de gauche, qui s'était retirée de la salle des séances, diverses mesures telles que l'élection des députés à un seul tour de scrutin, le suffrage des femmes, le vote obligatoire (nuit du 11 au 12 février 1932).

Le président de la République a d'abord chargé M. Painlevé de former un ministère. Celui-ci ayant vainement tenté de composer un cabinet de concentration, puis un cabinet radical-socialiste, ce fut M. Tardieu qui reçut du chef de l'Etat la mission de former le ministère, et réussit à le composer en faisant appel à des hommes politiques appartenant à la majorité du cabinet démissionnaire.

Ce fut, sauf quelques changements de personnes, un ministère de la nuance du précédent : MM. André Tardieu à la présidence du Conseil et aux Affaires étrangères, Paul Reynaud à la justice et au contrôle des administrations publiques, Mahieu à l'Intérieur, Flandin aux Finances, François Piétri à la Défense nationale, Pierre Laval au Travail. Le nouveau gouvernement, s'il marque le maintien de la même orientation politique, présente, en fait de modification, la diminution du nombre des ministres et sous-secrétaires d'Etat (13 ministres et 8 sous-secrétaires d'Etat, soit 7 membres de moins que les précédents cabinets) ; et aussi la réunion des anciens ministres de la Guerre, de la Marine militaire et de l'Air sous l'autorité d'un même ministre, dit de la Défense nationale : Décrets du 20 février 1932 (*J. Off.*, 21 février 1932). Ces modifications n'ont pas survécu au ministère qui les avait introduites.

Les 1^{er} et 8 mai 1932 ont eu lieu les élections législatives. Le 6 mai 1932, le Président de la République, au cours d'une visite à une exposition de l'Association des écrivains combattants, est tombé sous les balles d'un Russe nommé Gorguloff et succomba le lendemain, laissant la France dans le deuil et dans la réprobation d'un si sauvage attentat.

La Chambre des députés, celle d'avant les élections, et le Sénat, réunis à Versailles en congrès, le 10 mai 1932, ont élu président de la République M. Albert Lebrun, président du Sénat, et ce par 633 voix contre 114 à un socialiste, M. Paul Faure (*J. Off.*, 11 mai 1932).

Les élections législatives des 1^{er} et 8 mai, ont abouti à la formation d'une nouvelle Chambre des députés orientée plus à gauche que la précédente. Le ministère Tardieu a remis sa démission entre les mains du nouveau président de la République et a été chargé de l'expédition des affaires courantes jusqu'à la constitution d'un nouveau ministère, les pouvoirs de l'ancienne Chambre ne devant expirer que le 31 mai 1932.

Lorsque la nouvelle Chambre se fut réunie, M. Edouard Herriot, auquel le président de la République avait confié la mission de former un ministère, présenta à l'agrément du chef de l'Etat un cabinet composé en majeure partie de personnalités du groupe radical-socialiste et comprenant notamment MM. Herriot comme président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, René Renoult à la Justice, Camille Chautemps à l'Intérieur, Germain-Martin aux Finances, Palmade au Budget, Paul-Boncour à la Guerre, Georges Leygues à la Marine, Paul Painlevé au ministère de l'Air, et onze sous-secrétaires d'Etat. Ce ministère fut constitué suivant décrets du 3 juin 1932 (*J. Off.*, 4 juin 1932).

Pendant les vacances parlementaires, le Parlement fut convoqué le 16 septembre en session extraordinaire afin de discuter un pro-

jet de loi relatif à la conversion de certaines rentes françaises sur l'Etat. Une discussion rapide aboutit au vote de la loi du 17 septembre 1932 autorisant le remboursement de ces titres ou leur conversion en rentes 4 $\frac{1}{2}$ pour cent portant jouissance du 1^{er} novembre 1932. Cette loi est suivie d'un décret de même date fixant les conditions générales de son application et notamment certaines mesures en faveur des petits rentiers (*J. Off.*, 18 septembre 1932).

Le 16 octobre 1932 eurent lieu les élections pour le renouvellement triennal du tiers des membres du Sénat, ce qui faisait 111 sièges à pourvoir. Le résultat de ces élections n'a pas marqué de changement notable d'orientation politique.

Le 14 décembre 1932, après une longue discussion au sujet de l'échéance du 15 décembre de la dette de la France envers les Etats-Unis, la Chambre des députés a, en dépit de l'appel pressant de M. Herriot, président du Conseil, repoussé à une forte majorité la solution du paiement avec réserves que proposait le gouvernement. Celui-ci a alors quitté la salle et remis sa démission au président de la République. Après le départ des membres du cabinet, la Chambre a voté la motion proposée par les commissions des finances et des affaires étrangères et invitant le gouvernement, dans l'attente des négociations générales nécessaires, à différer le paiement de l'échéance du 15 décembre 1932.

Après une tentative infructueuse de M. Camille Chautemps, un ministère fut constitué sous la présidence de M. Paul-Boncour, comprenant notamment M. Abel Gardey comme garde des Sceaux, MM. Camille Chautemps à l'Intérieur, Henry Chéron aux Finances, Edouard Daladier à la Guerre, Georges Leygues à la Marine, Paul Painlevé comme ministre de l'Air, Anatole de Monzie à l'Education nationale. Ce cabinet, qui comprenait ainsi de nombreux membres du cabinet précédent, et quelques nouveaux ministres, fut constitué par décrets du 18 décembre (*J. Off.*, 19 décembre 1932).

Les principaux actes des pouvoirs législatif et exécutif au cours de l'année 1932 sont les suivants :

I. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Une loi du 12 janvier 1932 porte ratification de la convention de Londres du 31 mai 1929 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, intervenue entre l'Allemagne, l'Australie, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, l'Etat libre d'Irlande, les Etats-Unis d'Amérique, la Finlande, la France, l'Angleterre, l'Inde, l'Italie, le Japon, la Norvège, les Pays-Bas, la Suède et l'Union

des républiques soviétiques socialistes (*J. Off.*, 21 janvier 1932). Un décret du 23 novembre 1932 porte promulgation de cette convention internationale (*J. Off.*, 26-27 décembre 1932).

Une loi du 25 janvier 1932 porte approbation de la convention relative à la délimitation de la frontière sur la ligne Coni-Vintimille, conclue entre la France et l'Italie le 8 juillet 1930 (*J. Off.*, 1^{er}-2 février 1932).

Une loi du 26 janvier 1932 porte ratification de la convention de Londres du 5 juillet 1930 sur les lignes de charge. Cette convention, signée entre un grand nombre de nations, a pour but d'établir, d'un commun accord, des principes et des règlements à l'effet de sauvegarder la vie humaine et la propriété en mer en ce qui concerne les limites d'immersion auxquelles il sera licite de charger les navires affectés à des voyages internationaux (*J. Off.*, 1^{er}-2 février 1932). Un décret du 24 novembre 1932 porte promulgation de cette convention internationale (*J. Off.*, 26-27 décembre 1932).

Une loi du 15 février 1932 porte approbation de la convention signée à Paris entre la France et l'Espagne, le 16 juillet 1928, relative au fonctionnement de la gare internationale de Canfranc et de la voie de jonction de cette gare avec la station des Forges-d'Abel (*J. Off.*, 21 février 1932). Un décret du 16 novembre 1932 porte promulgation de cette convention internationale (*J. Off.*, 19 novembre 1932).

Une loi du 19 février 1932 est relative à la délimitation de la frontière entre la France et l'Espagne dans l'intérieur du tunnel du Somport (*J. Off.*, 21 février 1932). Un décret du 16 novembre 1932 porte promulgation de la convention relative à cette délimitation, signée à Paris le 12 juin 1928 entre la France et l'Espagne (*J. Off.*, 19 novembre 1932).

Une loi du 16 mars 1932 autorise le président de la République à ratifier le *modus vivendi* commercial, signé le 22 mai 1931 entre la France et la République du Chili (*J. Off.*, 21-22 mars 1932).

Une loi du 31 mars 1932 porte approbation de l'accord financier intervenu à Paris le 3 mars 1932 entre les gouvernements tchécoslovaque et français (*J. Off.*, 3 avril 1932).

Une loi du 31 mars 1932 tend à la ratification de la convention et des statuts établissant une union internationale de secours ouverts à la signature des Etats le 12 juillet 1927 et signés par le Gouvernement français le 9 décembre 1927 (*J. Off.*, 11-12 avril 1932). Un décret du 3 juin 1932 porte promulgation de ces convention et statuts (*J. Off.*, 11 juin 1932).

Une loi du 31 mars 1932 porte approbation de la convention consulaire entre la France et la Tchécoslovaquie signée à Paris le 3 juin 1927 (*J. Off.*, 11-12 avril 1932). Un décret du 21 juin 1932 porte promulgation de cette convention (*J. Off.*, 26 juin 1932).

Une loi du 6 avril 1932 tend à approuver l'échange de lettres du 9 janvier 1930 entre la France et la Tchécoslovaquie modifiant la convention commerciale franco-tchécoslovaque du 2 juillet 1928 (*J. Off.*, 11-12 avril 1932).

Une loi du 6 avril 1932 porte approbation de l'échange de lettres signé le 28 février 1930 entre la France et le Danemark et instituant des additions et modifications au traité de commerce franco-danois du 22 août 1742, à la convention provisoire et additionnelle de commerce et de navigation du 9 février 1842 et aux articles additionnels du 9 février 1910 (*J. Off.*, 11-12 avril 1932).

Une loi du 19 avril 1932 porte approbation d'une convention conclue pour un échange de mandats de poste et de mandats télégraphiques entre la France et l'Etat libre d'Irlande (*J. Off.*, 27 avril 1932).

Une loi du 19 avril 1932 porte approbation d'une convention conclue pour un échange de mandats de poste et de mandats télégraphiques entre la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord (*J. Off.*, 27 avril 1932).

Une loi du 19 avril 1932 tend à l'approbation d'un arrangement commercial entre la France et la Hongrie, signé à Lillafured le 25 septembre 1931 (*J. Off.*, 6-7 mai 1932).

Une loi du 19 avril 1932 tend à l'approbation d'un arrangement commercial entre la France et la Yougoslavie, signé à Belgrade le 7 novembre 1931 (*J. Off.*, 6-7 mai 1932).

Une loi du 20 avril 1932 porte modification de droits de douane en application de l'avenant du 21 décembre 1929 à la convention commerciale franco-hongroise du 13 octobre 1925 (*J. Off.*, 22 avril 1932).

Une loi du 28 avril 1932 porte approbation de la convention d'établissement entre la France et l'Italie, signée à Rome le 3 juin 1930 (*J. Off.*, 6-7 mai 1932).

Une loi du 30 avril 1932 tend à l'approbation d'un avenant à la convention commerciale franco-roumaine du 27 août 1930, signé le 5 janvier 1932 et d'un arrangement signé le même jour entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume de Roumanie, concernant le traitement préférentiel du blé roumain (*J. Off.*, 6-7 mai 1932). Des décrets du 21 mai 1932 portent promulgation de ces avenant et arrangement (*J. Off.*, 22 mai 1932).

Une loi du 30 avril 1932 tend à approuver un protocole signé à Tallinn le 11 juillet 1930 portant modification de la convention de commerce et de navigation, signée à Paris le 15 mars 1929 entre la France et l'Estonie (*J. Off.*, 6-7 mai 1932). Un décret du 20 novembre 1932 porte promulgation de ce protocole (*J. Off.*, 26 novembre 1932).

Une loi du 30 avril 1932 tend à l'approbation du protocole signé

à Tallinn le 30 octobre 1930 entre la France et l'Estonie et portant modification de la convention de commerce franco-estonienne du 15 mars 1929 (*J. Off.*, 6-7 mai 1932). Un décret du 20 novembre 1932 porte promulgation de ce protocole (*J. Off.*, 26 novembre 1932).

Une loi du 30 avril 1932 tend à l'approbation de l'accord commercial franco-italien signé à Rome le 10 février 1931 (*J. Off.*, 6-7 mai 1932).

Une loi du 3 mai 1932 tend à approuver l'avenant à la convention commerciale entre la France et la Hongrie, signé le 21 décembre 1929 (*J. Off.*, 6-7 mai 1932).

Une loi du 3 mai 1932 tend à l'approbation de la convention de commerce et de navigation, signée le 27 août 1930 entre la France et le royaume de Roumanie (*J. Off.*, 6-7 mai 1932). Un décret du 21 mai 1932 porte promulgation de cette convention (*J. Off.*, 22 mai 1932).

Une loi du 3 mai 1932 porte approbation des convention et arrangements de l'Union postale universelle, signés à Londres le 28 juin 1929 (*J. Off.*, 6-7 mai 1932).

Une loi du 4 mai 1932 tend à la ratification de l'acte, en date du 27 novembre 1924, portant adhésion de la France, sous certaines réserves, à la convention sur le régime international des ports maritimes, en date à Genève du 9 décembre 1923, signée par l'Allemagne, la Belgique, le Brésil, la Grande-Bretagne, la Nouvelle-Zélande, l'Inde, la Bulgarie, le Chili, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Grèce, la Hongrie, l'Italie, le Japon, la Lithuanie, la Norvège, les Pays-Bas, le Salvador, le royaume des Serbes, Croates, Slovénes, le Siam, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie et l'Uruguay, ensemble le statut y annexé, ainsi que du protocole de signature de ladite convention (*J. Off.*, 26 mai 1932). Un décret du 25 août 1932 porte promulgation de cet acte (*J. Off.*, 11 septembre 1932).

Une loi du 14 mai 1932 porte approbation de la convention signée à Berne entre la France et la Suisse le 19 novembre 1930 au sujet de la concession de la chute du Chatelot (*J. Off.*, 26 mai 1932). Un décret du 5 août 1932 porte promulgation de cette convention (*J. Off.*, 10 août 1932).

Une loi du 30 juin 1932 tend à l'approbation du protocole annexé à la convention de commerce et de navigation du 30 janvier 1929 entre la France et le royaume de Yougoslavie, signé à Belgrade le 12 mars 1930 (*J. Off.*, 6 juillet 1932).

Une loi du 18 juillet 1932 porte ratification de la convention signée à Paris, le 18 juin 1932(entre la France et la Belgique pour éviter, à l'importation, les doubles impositions en matière d'impôt sur le chiffre d'affaires et de taxe de transmission (*J. Off.*, 18-19 juillet 1932). Un décret du 30 juillet 1932 porte promulgation de cette convention (*J. Off.*, 31 juillet 1932).

Une loi du 5 août 1932 porte approbation d'un avenant à la convention commerciale entre la France et la république tchécoslovaque du 2 juillet 1928 (*J. Off.*, 10 août 1932).

Une loi du 25 octobre 1932 porte approbation de la convention conclue le 7 novembre 1929 entre la France et la Belgique et qui a pour objet de régler l'indemnisation des victimes civiles de la guerre ou de leurs ayants droit possédant les nationalités française et belge (*J. Off.*, 27 octobre 1932).

Une loi du 27 décembre 1932 porte approbation du traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage conclu entre la France et la Finlande à Paris le 28 avril 1930 (*J. Off.*, 5 janvier 1933).

Une loi du 30 décembre 1932 autorise le ministre des Finances à accorder la garantie de l'Etat à une tranche de 100 millions de schillings d'un emprunt du gouvernement fédéral d'Autriche (*J. Off.*, 31 décembre 1932).

Un décret du 6 janvier 1932 porte publication et mise en application provisoire de l'avenant à la convention commerciale franco-tchécoslovaque du 2 juillet 1928 signé à Paris le 1^{er} décembre 1931 (*J. Off.*, 10 janvier 1932).

Un décret du 6 janvier 1932 porte publication et mise en application provisoire de l'avenant à l'accord franco-allemand du 17 août 1927 signé à Paris le 30 novembre 1931 (*J. Off.*, 10 janvier 1932).

Un décret du 1^{er} février 1932 porte promulgation de la convention pour l'application de certaines mesures sanitaires au Congo belge et à l'Afrique équatoriale française signée à Paris le 29 juillet 1931 entre la France et la Belgique (*J. Off.*, 10 février, 20 mars 1932).

Un décret du 10 février 1932 modifie le décret du 22 janvier 1931 réglementant le concours pour l'admission aux emplois d'attaché d'ambassade et de consul suppléant (*J. Off.*, 15-16 février 1932).

Un décret du 12 février 1932 porte promulgation de la convention internationale pour la création à Paris d'un office international de chimie, signée à Paris le 29 octobre 1927 (*J. Off.*, 15-16 février 1932).

Un décret du 15 février 1932 porte publication et mise en application provisoire de l'avenant à la convention de commerce et de navigation du 27 août 1930 entre la République française et le royaume de Roumanie, signé à Paris le 5 janvier 1932 (*J. Off.*, 19 février 1932).

Un décret du 22 février 1932 porte promulgation de la convention relative au sérum antidiphtérique signée à Paris le 1^{er} août 1930 (*J. Off.*, 24 février 1932).

Un décret du 7 mars 1932 approuve l'arrangement en vue de l'exécution de la convention conclue le 21 mai 1927 relative au

régime spécial de retraites des ouvriers mineurs signé à Paris, le 7 septembre 1931, entre la France et la Belgique (*J. Off.*, 19 mars 1932).

Un décret du 10 mars 1932 porte publication et mise en application provisoire de la convention de compensation entre la France et la Hongrie, signée à Budapest le 4 mars 1932 (*J. Off.*, 11 mars 1932).

Un décret du 16 mars 1932 porte promulgation du traité concernant la réglementation de l'importation des armes et munitions et des matériels de guerre en Ethiopie signé à Paris le 21 août 1930 entre la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Ethiopie (*J. Off.*, 21-22 mars 1932).

Un décret du 19 mars 1932 porte promulgation de la convention internationale pour l'unification de la présentation des résultats d'analyse des matières destinées à l'alimentation de l'homme et des animaux signée à Paris le 30 juin 1931 (*J. Off.*, 15 avril 1932).

Un décret du 24 mars porte publication et mise en application provisoire de la convention de compensation entre la France et la Lettonie signée à Riga le 8 mars 1932 (*J. Off.*, 26 mars 1932).

Un décret du 25 mars 1932 porte publication et mise en application provisoire de l'avenant à l'arrangement commercial franco-hellénique du 23 mai 1931 signé à Paris le 7 mars 1932 (*J. Off.*, 26-27 mars 1932).

Un décret du 26 mars 1932 porte publication et mise en application provisoire du protocole franco-estonien signé à Tallinn le 16 mars 1932 et relatif à l'importation de certaines marchandises (bois, boissons) (*J. Off.*, 31 mars 1932).

Un décret du 26 mars 1932 porte publication et mise en application provisoire d'un arrangement entre la France et l'Autriche, signé à Vienne le 21 mars 1932 et relatif à des droits sur les bois (*J. Off.*, 31 mars 1932).

Un décret du 26 mars 1932 porte publication et mise en application provisoire du protocole additionnel à la convention commerciale franco-tchécoslovaque du 2 juillet 1928 signé le 23 septembre 1931 à Prague (*J. Off.*, 6 avril 1932).

Un décret du 26 mars 1932 porte promulgation du projet de convention concernant la simplification de l'inspection des émigrants à bord des navires adoptée par la conférence internationale du travail dans sa huitième session tenue à Genève du 26 mai au 5 juin 1926 (*J. Off.*, 15 avril 1932).

Un décret du 2 avril 1932 porte publication et mise en application provisoire de l'avenant à la convention commerciale franco-tchécoslovaque du 2 juillet 1928 signé le 23 mars 1932 à Paris (*J. Off.*, 6, 23 avril 1932).

Un décret du 2 avril 1932 porte approbation des avenants à la convention de concession du chemin de fer de Tanger à Fez et

au cahier des charges conclus le 10 août 1927 (*J. Off.*, 15 avril 1932).

Un décret du 8 avril 1932 porte admission de divers produits tunisiens au bénéfice du régime douanier institué par l'article 3 de la loi du 30 mars 1928 (*J. Off.*, 14 avril 1932).

Un décret du 15 avril 1932 porte publication et mise en application provisoire de l'avenant au *modus vivendi* commercial du 20 juillet 1928 entre la France et la Lithuanie signé à Paris (*J. Off.*, 20 avril 1932).

Un décret du 17 avril 1932 porte publication et mise en application provisoire de la convention de compensation entre la France et l'Estonie signée à Tallinn le 26 mars 1932 (*J. Off.*, 20 avril 1932).

Un décret du 20 avril 1932 porte promulgation de l'accord relatif aux signaux maritimes signé à Lisbonne le 23 octobre 1930 (*J. Off.*, 27 mai 1932).

Un décret du 29 avril 1932 porte publication et mise en application provisoire de l'accord de compensation conclu entre la France et l'Autriche le 16 avril 1932 (*J. Off.*, 30 avril 1932).

Un décret du 13 mai 1932 porte promulgation de la convention sanitaire vétérinaire signée à Paris le 24 avril 1929 entre la France et la Pologne et de l'arrangement concernant la modification du paragraphe 1^{er} de l'article 14 de la convention (*J. Off.*, 14 mai 1932).

Un décret du 21 mai 1932 porte promulgation de l'arrangement concernant le traitement préférentiel du blé yougoslave signé à Belgrade le 7 novembre 1931 entre la France et la Yougoslavie (*J. Off.*, 22 mai 1932).

Un décret du 26 mai 1932 porte réglementation dans la métropole du commerce des armes avec l'Ethiopie (*J. Off.*, 3 juin 1932).

Un décret du 2 juin 1932 porte promulgation de l'accord avec la Tchécoslovaquie relatif au règlement de la dette de ce pays envers les autres puissances créancières de réparations au titre des traités de Versailles, Saint-Germain, Trianon et Neuilly, et signé à La Haye le 20 janvier 1930 (*J. Off.*, 4 juin 1932).

Un décret du 14 juin 1932 porte promulgation de l'arrangement signé à La Haye le 20 janvier 1930 entre les puissances créancières (Autriche, Hongrie, Bulgarie, dettes de libération) en ce qui concerne les biens d'Etat cédés par l'Autriche, la Hongrie et la Bulgarie, les dettes de libération et la répartition des réparations non allemandes (*J. Off.*, 20-21 juin 1932).

Un décret du 27 juin 1932 rend applicable aux individus condamnés par les juridictions françaises de l'Empire chérifien la loi du 14 août 1885 sur les moyens de prévenir la récidive (*J. Off.*, 6 juillet 1932).

Un décret du 1^{er} juillet 1932 porte publication et mise en application provisoire du troisième avenant à la convention commerciale entre la France et la Hongrie du 13 octobre 1925, signé à Paris le 23 juin 1932 (*J. Off.*, 15-16 juillet 1932).

Un décret du 5 juillet 1932 porte promulgation de l'accord comportant une adjonction à l'article 1^{er} de la déclaration de Paris du 31 mai 1886 signé à Luxembourg le 28 août 1931 entre la France et le Luxembourg (*J. Off.*, 17 juillet 1932).

Un décret du 27 juillet 1932 porte publication et mise en application provisoire de la convention de compensation entre la France et la Grèce, signée à Athènes le 9 juillet 1932 (*J. Off.*, 29 juillet 1932).

Un décret du 28 juillet 1932 porte promulgation de l'arrangement commercial relatif à l'importation de certaines denrées et marchandises, signé à Budapest le 25 septembre 1931 entre la France et la Hongrie (*J. Off.*, 30 juillet 1932).

Un décret du 28 juillet 1932 porte publication et mise en application provisoire de l'arrangement relatif à l'application des contingents conclus entre la France et la Suisse le 24 juin 1932 (*J. Off.*, 4 août 1932).

Un décret du 30 juillet 1932 porte promulgation du traité d'arbitrage signé le 10 juillet 1929 entre la France et l'Espagne (*J. Off.*, 3 août 1932).

Un décret du 1^{er} août 1932 porte promulgation de la convention portant réglementation des lignes aériennes signée à Athènes le 5 juin 1931 entre la France et la Grèce (*J. Off.*, 10 août 1932).

Un décret du 4 août 1932 porte publication et mise en application provisoire de l'arrangement commercial franco-japonais relatif à l'Indochine, signé à Paris le 13 mai 1932 (*J. Off.*, 18 août 1932).

Un décret du 5 août 1932 porte admission au tarif minimum les viandes de porc originaires des Etats-Unis d'Amérique (*J. Off.*, 10 août 1932).

Un décret du 5 août 1932 porte promulgation de la convention d'amitié et de bon voisinage entre la République française, agissant en qualité de puissance mandataire pour la Syrie et le Liban, d'une part, et les royaumes du Hedjaz, Nedj et dépendances, d'autre part, signée à Djeddah le 10 novembre 1931 (*J. Off.*, 12 août 1932).

Un autre décret du 5 août 1932 porte promulgation du traité d'amitié signé à Djeddah le 10 novembre 1931 entre la France et les royaumes du Hedjaz, Nedj et dépendances (*J. Off.*, 12 août 1932).

Un décret du 6 août 1932 fixe les attributions du service de l'arbitrage international et du tribunal arbitral mixte (*J. Off.*, 11 août 1932).

Un décret du 25 août 1932 tend à la ratification de la convention internationale concernant les statistiques économiques en date à Genève du 14 décembre 1928, signée par la France, l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Brésil, la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, l'Union sud-africaine, l'Etat libre d'Irlande,

la Bulgarie, le Danemark, la ville libre de Dantzig, l'Egypte, l'Estonie, la Finlande, la Grèce, la Hongrie, l'Italie, le Japon, la Lettonie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, ensemble le protocole en date du même jour et signé par les mêmes Etats (*J. Off.*, 3 septembre 1932).

Un décret du 25 août 1932 porte promulgation de la convention facilitant au moyen de mandats-poste la transmission de sommes d'argent entre la France et l'Algérie d'une part, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, d'autre part, signée à Paris, le 15 mai 1929, entre la France et la Grande-Bretagne (*J. Off.*, 5-6 septembre 1932).

Un décret du 26 août 1932 porte publication et mise en application provisoire du protocole additionnel à la convention commerciale franco-polonaise signé à Paris le 12 août 1932 (*J. Off.*, 26-27 septembre 1932).

Un décret du 5 octobre 1932 porte publication et mise en application provisoire de l'avenant commercial franco-portugais signé à Paris le 12 juillet 1932 (*J. Off.*, 8 octobre 1932).

Un décret du 5 octobre 1932 porte suppression de la surtaxe compensatrice de l'écart des changes pour les marchandises originaires du Portugal (*J. Off.*, 8 octobre 1932).

Un décret du 12 octobre 1932 est relatif à la représentation du gouvernement français devant la Cour de La Haye et les tribunaux d'arbitrage (*J. Off.*, 17-18 octobre 1932).

Un décret du 8 novembre 1932 porte promulgation de la convention pour l'échange des mandats-poste signée à Washington le 19 août 1931 entre la France et les Etats-Unis d'Amérique (*J. Off.*, 19 novembre 1932).

Un décret du 8 novembre 1932 approuve l'arrangement entre les autorités compétentes de la République française et du royaume de Yougoslavie dans le but de faciliter l'admission des stagiaires dans les deux pays signé à Paris le 29 juillet 1932 (*J. Off.*, 19 novembre 1932).

Un décret du 9 novembre 1932 porte admission du liège brut, râpé ou en planches, importé de Tunisie au bénéfice du régime douanier institué par l'article 3 de la loi du 30 mars 1928 (*J. Off.*, 17 novembre 1932).

Un décret du 12 novembre 1932 porte publication et mise en application provisoire de certaines dispositions d'un avenant à l'arrangement conclu entre la France et l'Allemagne au sujet des échanges commerciaux du bassin de la Sarre avec le territoire douanier allemand en date du 23 février 1928 (*J. Off.*, 14-15 novembre 1932).

Un décret du 14 novembre 1932 porte publication et mise en application de l'accord intervenu le 26 août 1932 par échange de

lettres entre la France et la Belgique concernant les conditions de circulation des bateaux belges en France (*J. Off.*, 1^{er} décembre 1932).

Un décret du 22 novembre 1932 porte publication et mise en application provisoire de la convention de compensation entre la France et le Chili, signée à Santiago le 11 novembre 1932. Cette convention organise le règlement par le système de la compensation, des créances résultant d'opérations commerciales entre les deux pays (*J. Off.*, 23 novembre 1932).

Deux décrets du 12 décembre 1932 portent promulgation de la convention concernant l'échange des mandats-poste avec l'Irlande signée à Dublin le 2 avril 1929 entre la France et l'Irlande et du projet de convention concernant la réparation des maladies professionnelles adopté par la conférence internationale du travail dans sa septième session tenue à Genève du 19 mai au 10 juin 1925 (*J. Off.*, 24 décembre 1932).

Un décret du 12 décembre 1932 porte promulgation de la convention relative à l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international et du protocole additionnel signés à Varsovie le 12 octobre 1929 (*J. Off.*, 26-27 décembre 1932).

Un décret du 31 décembre 1932 porte publication et mise en application provisoire de l'accord franco-allemand sur les paiements commerciaux signé à Berlin le 24 décembre 1932 (*J. Off.*, 4 janvier 1933).

Une convention a été signée le 24 mars 1932 à Paris entre la France et la Commission de gouvernement du territoire de la Sarre au sujet de la circulation automobile entre la France et la Sarre (*J. Off.*, 29 mai 1932).

Des lettres ont été échangées entre le ministre des Affaires étrangères et l'ambassadeur d'Italie à Paris au sujet des certificats d'origine et des factures accompagnant les marchandises (*J. Off.*, 14 janvier, 4 mai 1932).

Des lettres ont été échangées le 26 mai 1932 entre le gouvernement français et le gouvernement italien relatives à la prorogation du *modus vivendi* d'établissement provisoire franco-italien (*J. Off.*, 29 mai 1932).

Un échange de lettres a eu lieu entre l'ambassadeur d'Italie en France et le ministre des Affaires étrangères relativement à la prorogation du *modus vivendi* d'établissement provisoire franco-italien (*J. Off.*, 25 novembre 1932).

Par une déclaration en date du 28 octobre 1932, enregistrée à la Société des Nations le 30 décembre 1932, les gouvernements français et yougo-slave ont convenu de renouveler pour cinq années, à dater du 2 décembre 1932, le traité signé par eux à Paris, le 11 novembre 1927. La convention de conciliation et d'arbitrage prévue à l'article 2 dudit traité et signée le même jour demeurera en vigueur pour la même durée (*J. Off.*, 7 janvier 1933).

II. — ARMÉE

Six lois en date du 16 février 1932 modifient ou complètent de nombreux articles de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée, notamment les articles 7, 21, 23, 31, 34, 36, 42, 45, 61, 63, 64, 75, 80, 85. Ces dispositions nouvelles sont relatives aux avantages accordés aux militaires ayant obtenu un brevet de préparation militaire ou d'aptitude physique ; à la préparation militaire à donner dans les grandes écoles de l'Etat ; aux engagements dans certaines unités ; aux emplois réservés aux anciens militaires ; aux rengagements (*J. Off.*, 18, 19 février 1932).

Une loi du 16 février 1932 porte : 1° déclassement d'ouvrages de fortifications ; 2° additions et modifications au tableau de classement des places de guerre et postes défensifs de la France (*J. Off.*, 22-23, 24 février, 26 mars 1932).

Une loi du 4 mars 1932 complète et modifie certaines dispositions de la loi du 9 mars 1928, portant revision du Code de justice militaire pour l'armée de terre (*J. Off.*, du 8, *errata* au *J. Off.* du 10).

Une loi du 4 mars 1932 ratifie le décret du 7 novembre 1930 et le tableau y annexé fixant la nomenclature des emplois non pourvus par voie de concours, mais pour l'application desquels le droit de priorité prévu par le deuxième paragraphe de l'article 7 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée ne joue pas (*J. Off.*, 7-8 mars 1932).

Une loi du 16 mars 1932 modifie et complète la loi du 28 mars 1928 relative à la constitution des cadres et effectifs de l'armée (*J. Off.*, 18, 20 mars 1932).

Une loi du 17 mars 1932 porte modifications aux articles 6, 8, 9, 10 et 11, ainsi qu'à certains tableaux des séries A, B, C de la loi du 28 mars 1928 relative à la constitution des cadres et effectifs de l'armée (*J. Off.*, 19 mars 1932).

Une loi du 12 avril 1932 modifie ainsi qu'il suit le paragraphe 1^{er} de l'article 81 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée : « Tout militaire engagé ou rengagé qui, étant sous les drapeaux, subit une condamnation à la peine de l'emprisonnement, pour une durée de trois mois au moins, est déchu de tous ses droits à la haute paye pendant un temps double de la durée de la peine encourue, et de tous ses droits à la dispense des périodes d'instruction » (*J. Off.*, 14 avril 1932).

Une loi du 17 avril 1932 modifie la loi du 20 août 1926 ayant créé la médaille des évadés, destinée à commémorer les actes ou les tentatives d'évasion accomplis par des prisonniers de guerre (*J. Off.*, 28 avril 1932).

Une loi du 28 novembre 1932 modifie, en ce qui concerne le

ministère de la Guerre, les dispositions de la loi du 13 juillet 1923 sur les récompenses nationales, modifiée par la loi du 21 juillet 1927, prorogée par celle du 5 juillet 1928 et modifiée à nouveau par la loi du 31 mars 1931 (*J. Off.*, 2 décembre 1932).

Une loi du 13 décembre 1932 est relative à l'attribution de la médaille commémorative du Levant, créée par la loi du 18 juillet 1922, aux fonctionnaires civils du Levant cités et décorés de la croix de guerre des théâtres d'opérations extérieurs pour leur participation aux opérations militaires de la période 1925-1926 (*J. Off.*, 17 décembre 1932).

Deux décrets du 25 janvier 1932 et deux autres du 11 février modifient le décret du 19 septembre 1919 concernant la réorganisation de l'Ecole du service de santé militaire et le décret du 10 février 1920 concernant la réorganisation de l'Ecole d'application du service de santé militaire (*J. Off.*, 28 janvier, 18 février 1932).

Un décret du 11 février 1932 modifie le décret du 15 avril 1910 relatif aux conditions dans lesquelles les officiers du corps de santé de l'armée active peuvent être autorisés à occuper, en temps de paix, des fonctions civiles (*J. Off.*, 18 février 1932).

Un décret du 9 mars et une instruction ministérielle du 11 mars 1932 sont relatifs aux engagements prévus par l'article 64 de la loi du 21 mars 1928 sur le recrutement de l'armée complété par l'article 3 de la loi du 24 juin 1931 (*J. Off.*, 14-15 mars 1932).

Un décret du 10 mars 1932 porte règlement sur l'organisation et le fonctionnement des conseils d'enquête appelés à donner leur avis sur la révocation des fonctionnaires de l'enseignement et de l'administration de l'Ecole polytechnique (*J. Off.*, 18 mars 1932).

Un décret du 25 mars 1932 modifie le décret du 1^{er} décembre 1928 sur l'organisation de la gendarmerie (*J. Off.*, 7 avril 1932).

Un décret du 13 avril 1932 est relatif à la nomination des sergents huissiers appariteurs près les tribunaux militaires. Ces emplois sont réservés au choix et à la nomination du ministre et attribués par préférence aux sergents surveillants des établissements pénitentiaires militaires devenus physiquement incapables de continuer à assurer ce service, et subsidiairement aux sous-officiers de carrière âgés de 25 ans au moins et de 40 ans au plus et comptant trois ans de grade de sous-officier (*J. Off.*, 20 avril 1932).

Un décret du 6 mai 1932 institue un haut comité chargé de coordonner les besoins de la défense nationale, et comprenant les ministres de la Guerre, de la Marine et de l'Air, l'inspecteur général de la défense aérienne du territoire, les vice-présidents des conseils supérieurs et les chefs des états-majors généraux de l'armée, de la marine et de l'air ; éventuellement, les secrétaires

généraux ou hauts fonctionnaires chargés de l'administration générale de ces trois départements (*J. Off.*, 6-7 juin 1932).

Un décret du 10 mai 1932 modifie le décret du 4 juin 1928 précisant les conditions d'application de l'article 17 de la loi du 30 mars 1928 relative au statut des sous-officiers de carrière en ce qui concerne le corps autonome des secrétaires d'état-major et du recrutement et les compagnies sahariennes (*J. Off.*, 21 mai 1932).

Un décret du 13 mai 1932 modifie le décret du 16 octobre 1928 fixant le nombre, le siège et le ressort des tribunaux militaires permanents, les autorités militaires auxquelles sont dévolus les pouvoirs attribués par la loi au général commandant la circonscription territoriale et la composition du corps de la justice militaire (*J. Off.*, 3 juin 1932).

Un décret du 20 mai 1932 porte règlement d'administration publique sur les conseils d'enquête des militaires non officiers de l'armée active (*J. Off.*, 2, 5 juin 1932).

Un décret du 25 mai 1932 modifie, relativement à la légion étrangère, l'ordonnance du 16 mars 1836 portant règlement d'après la hiérarchie militaire des grades et des fonctions sur la progression de l'avancement et la nomination aux emplois dans l'armée en exécution de la loi du 14 avril 1832 (*J. Off.*, 1^{er} juin 1932).

Un décret du 28 mai 1932 modifie le décret du 14 février 1905 sur le recrutement du corps de l'intendance et l'avancement dans ce corps (*J. Off.*, 1^{er} juin 1932).

Un décret du 3 juin 1932 fixe la composition de la commission chargée d'émettre un avis sur le maintien en service, jusqu'à la délivrance de leur livret de pension, des fonctionnaires civils du ministère de la Défense nationale (guerre), admis à faire valoir leurs droits à la retraite (*J. Off.*, 9 juin 1932).

Un décret du 3 juin 1932 modifie le décret du 22 août 1928 fixant l'organisation de l'Ecole d'application du service de santé des troupes coloniales (*J. Off.*, 11 juin 1932).

Un décret du même jour, 3 juin 1932, modifie le décret du 22 août 1928 instituant un concours pour le titre de médecin, chirurgien, spécialiste des hôpitaux coloniaux et de pharmacien chimiste du service de santé colonial (*J. Off.*, 11 juin 1932).

Un décret du 3 juin 1932 modifie le décret du 22 août 1928 instituant un concours pour le titre d'assistant des hôpitaux coloniaux (*J. Off.*, 11 juin 1932).

Un décret du 13 juin 1932 modifie l'article 7 du décret du 19 août 1929 instituant un concours pour l'admission aux emplois de médecin et de pharmacien sous-lieutenant de l'armée active des troupes métropolitaines. Ce décret est suivi d'une modification à l'instruction du 19 août 1929 pour l'application du décret de même date (*J. Off.*, 7 juillet 1932).

Un décret du 24 juin 1932 modifie l'article 196 du décret du 25 novembre 1885 portant règlement sur le service de santé à l'intérieur (*J. Off.*, 9 juillet 1932).

Un décret du 5 juillet 1932 concerne le recrutement, la situation, les attributions et les droits des adjudants spécialistes du service du génie (*J. Off.*, 13 juillet 1932).

Un décret du 9 juillet 1932 est relatif à la limitation du nombre des engagés et des rengagés dans les troupes métropolitaines (*J. Off.*, 14 juillet 1932); ce décret a été modifié par celui du 15 novembre 1932 (*J. Off.*, 24 novembre 1932).

Un décret du 22 juillet 1932 est relatif à l'administration et à la comptabilité des corps de gendarmerie (*J. Off.*, 30 juillet 1932).

Un décret du 31 juillet 1932 modifie le décret du 14 août 1906 relatif à la résiliation des actes d'engagement et de rengagement dans la légion étrangère (*J. Off.*, 11 août 1932).

Deux décrets du 16 août 1932 modifient, en ce qui concerne les primes, la réglementation sur la solde et les tarifs des troupes métropolitaines et coloniales. Ces décrets, pris en exécution de la loi du 15 juillet 1932 tendant au rétablissement de l'équilibre budgétaire, ont pour effet de réduire les primes d'engagement et de rengagement des militaires (*J. Off.*, 19, 20 août 1932). Une instruction du 23 août est relative à l'application de ces décrets (*J. Off.*, 24 août 1932).

Un décret du 25 août 1932 modifie le décret du 30 mai 1924 portant règlement du service dans l'armée, relativement aux permissions et congés des militaires (*J. Off.*, 31 août, 1^{er} septembre 1932).

Un décret du 25 août 1932 porte règlement d'administration publique pour l'application de l'article 77 de la loi de finances du 31 mars 1932. Une instruction en date du 29 août 1932 est relative à l'application des articles 77, 78, 79, 80 et 93 de cette loi. Il s'agit de la prolongation de la limite d'âge applicable à certains officiers (*J. Off.*, 31 août, 3, 10 septembre 1932).

Un décret du 27 août 1932 porte règlement sur l'administration des sections de commis et ouvriers militaires d'administration (*J. Off.*, 9 septembre 1932).

Un décret du 2 septembre 1932 est relatif au recrutement des officiers d'administration des services de l'intendance et de santé des troupes métropolitaines. Il est suivi d'une instruction du 3 septembre pour l'application de ce décret (*J. Off.*, 10 septembre 1932).

Deux décrets du 6 septembre 1932 modifient la réglementation sur la solde des troupes métropolitaines et des troupes coloniales en ce qui concerne les allocations des militaires en permission de 24 heures et de 36 heures. Ils sont suivis d'une instruction de même date pour leur application (*J. Off.*, 9, 10 septembre 1932).

Un décret du 12 novembre 1932 modifie le décret du 25 novembre 1889 portant règlement sur le service de santé de l'armée (*J. Off.*, 27 novembre 1932).

Un décret du 6 décembre 1932 modifie le décret du 14 août 1906 relatif à la résiliation des actes d'engagement et de rengagement dans la légion étrangère (*J. Off.*, 9 décembre 1932).

Un décret du 22 décembre 1932 modifie le décret du 26 décembre 1902 sur la comptabilité matières du département de la guerre (*J. Off.*, 25 décembre 1932, 1^{er} janvier 1933).

Un autre décret du 22 décembre 1932 modifie le décret du 3 mars 1899 portant règlement sur le service de casernement (*J. Off.*, 25 décembre 1932, 1^{er} janvier 1933).

Une instruction modificative du 4 mai 1932 est relative à l'application de la loi du 30 mars 1928 sur le statut des sous-officiers de carrière, modifiée par l'article 90 de la loi du 31 mars 1932 (*J. Off.*, 6-7, 9-10 mai 1932).

Pensions. — Une loi du 5 avril 1932 proroge jusqu'au 31 décembre 1932 le délai imparti aux victimes de la guerre par la loi du 9 janvier 1926 complétée par la loi du 26 mars 1927 et la loi du 30 décembre 1928 pour la présentation au titre de la loi du 31 mars 1919, des demandes de pensions d'invalidité (*J. Off.*, 7 avril 1932).

Un décret du 30 septembre 1932 rend applicables aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des Colonies la loi du 19 juillet 1930 et le décret du 21 août 1930 étendant aux ascendants des militaires morts pour la France le bénéfice de la loi du 2 janvier 1918 (*J. Off.*, 14 octobre 1932).

Un décret du 13 décembre 1932 modifie le décret du 25 septembre 1920 relatif à l'organisation et l'entretien des cimetières militaires (*J. Off.*, 28 décembre 1932).

III. — MARINE

Une loi du 13 décembre 1932 est relative au recrutement de l'armée de mer et à l'organisation de ses réserves (*J. Off.*, 16 décembre 1932). C'est une œuvre importante de codification qui comprend 112 articles répartis sous 10 titres (1).

Une loi du 13 décembre 1932 fixe pour cinq ans, à dater du 1^{er} décembre 1932, le contingent de décorations avec traitement attribué au ministère de la Marine pour le personnel des divers

(1) V. *Lois nouvelles* 1^{er} janvier 1933, 3^e partie, p. 11.

corps de l'armée de mer en activité de service (*J. Off.*, 16 décembre 1932).

Un décret du 11 février 1932 porte modification à l'organisation des marins pompiers (*J. Off.*, 15-16 février 1932).

Un décret du 9 mars 1932 modifie le décret du 17 juillet 1908 portant organisation du corps des équipages de la flotte (*J. Off.*, 12, 14-15 mars 1932).

Deux décrets du 10 mars 1932 sont relatifs l'un à la composition d'une commission de classement, l'autre à la solde des marins (*J. Off.*, 12 mars 1932).

Un décret du 30 avril 1932 modifie le décret du 23 août 1929 fixant les règles de recrutement des ingénieurs des directions de travaux et des agents techniques des travaux maritimes (*J. Off.*, 14 mai 1932).

Un décret du 12 mai 1932 modifie l'article 10 du décret du 11 juin 1929 déterminant les règles de recrutement et de l'instruction des officiers du commissariat (*J. Off.*, 14 mai 1932).

Un décret et un arrêté ministériel du 12 mai 1932 modifient le décret et l'arrêté du 18 avril 1929 relatifs à l'admission dans le cadre actif des enseignes de vaisseau de première classe de réserve (*J. Off.*, 20 mai 1932).

Un décret du 2 juin 1932 porte organisation du commandement de la défense du littoral (*J. Off.*, 11 juin 1932).

Un décret du 21 juin 1932 porte réorganisation du personnel des agents techniques du service hydrographique (*J. Off.*, 26 juin 1932).

Deux décrets du 28 juin 1932 modifient, l'un, le décret du 17 juillet 1908 portant organisation du corps des équipages de la flotte, l'autre, le décret du 19 février 1931 portant organisation des écoles techniques ordinaires des arsenaux de la marine (*J. Off.*, 30 juin 1932).

Un décret du 28 juin 1932 porte réorganisation du comité technique de la commission permanente d'essais et de la commission permanente de contrôle et de révision du règlement (*J. Off.*, 3 juillet 1932).

Un décret du 9 juillet 1932 est relatif à la réorganisation du service dans les défenses fixes (*J. Off.*, 23 juillet 1932).

Un décret du 19 juillet 1932 fixe les limites d'âge pour la retraite des officiers d'artillerie coloniale appartenant à la marine (*J. Off.*, 23 juillet 1932).

Un décret du 20 juillet 1932 est relatif à l'organisation et à la comptabilité des travaux de la marine (*J. Off.*, 23, 27 juillet 1932).

Un décret du 29 juillet 1932 est relatif à l'organisation du Conseil supérieur de la Marine (*J. Off.*, 4 août 1932).

Un décret du 27 août 1932 modifie le décret du 6 juin 1929 relatif à l'avancement du personnel navigant de l'aéronautique (*J. Off.*, 8 septembre 1932).

Un décret du 1^{er} octobre 1932 modifie celui du 28 décembre 1926 portant organisation du corps des marins indigènes d'Algérie. Un autre décret de même date modifie le décret du 31 décembre 1926 portant organisation du corps des marins indigènes de Tunisie (*J. Off.*, 3-4 octobre 1932).

Un décret du 10 octobre 1932 modifie le décret du 13 avril 1923 portant organisation de l'Ecole navale et de l'Ecole d'application des enseignes de vaisseau (*J. Off.*, 16 octobre 1932).

Un décret du 11 novembre 1932 est relatif à l'organisation de l'établissement des pupilles de la marine (*J. Off.*, 27, 30 novembre 1932).

Un décret du 11 novembre 1932 modifie le décret du 17 juillet 1908 portant organisation du corps des équipages de la flotte (*J. Off.*, 27, 30 novembre 1932).

Un décret du 29 novembre 1932 modifie le décret du 22 avril 1927 portant organisation de la marine militaire (*J. Off.*, 8 décembre 1932).

Un décret du 5 décembre 1932 modifie le décret du 17 juillet 1908 portant organisation du corps des équipages de la flotte (*J. Off.*, 8 décembre 1932).

Un décret du 13 décembre 1932 modifie le décret du 28 décembre 1926 portant organisation du corps des marins indigènes de l'Algérie (*J. Off.*, 21 décembre 1932).

IV. — MATIÈRES ADMINISTRATIVES

Une loi du 25 mars 1932 est relative à l'élection des députés. Elle fixe le délai des déclarations de candidature, détermine les opérations incombant à la commission administrative chargée de la révision des listes électorales et fixe le nombre des députés conformément à un tableau annexé à la loi. Le nombre total des circonscriptions électorales est de 615 (*J. Off.*, 27 mars 1932).

La loi portant fixation du budget général de l'exercice 1932, en date du 31 mars 1932 contient, dans son titre III, des dispositions spéciales concernant : la concession de logements dans les bâtiments de l'Etat (art. 71) ; les retraites des fonctionnaires et employés civils et militaires (art. 72 et suiv.) ; le cadre spécial d'officiers d'état-major (art. 81 et suiv.) ; les pensions civiles et militaires (art. 95 et suiv.) ; les chemins ruraux (art. 109, 110) ; la mise de fonctionnaires à la disposition du ministre (art. 111) ; les nominations de gouverneur ou résident supérieur des colonies (art. 112) ; la gratuité de l'externat (art. 113) ; les caisses régionales de crédit agricole (art. 130 et suiv.) ; les allocations aux grands invalides (art. 145 et suiv.) (*J. Off.*, 1^{er}, 3, 10, 17 avril, 9-10 mai 1932).

Une loi du 2 avril 1932 modifie la loi du 20 mars 1914 réglementant l'affichage électoral et complète les mesures destinées à assurer la sincérité des opérations (*J. Off.*, 4-5 avril 1932).

Une loi du 21 avril 1932 porte augmentation du crédit prévu au chapitre 8 de l'article 2 de la loi du 18 avril 1931 pour être affecté au fonctionnement des commissions d'évaluation et au paiement des frais d'expertises nécessaires pour l'application de la loi du 8 avril 1930 concernant la réparation des dommages de caractère exceptionnel causés par les orages et les crues du 1^{er} au 10 mars 1930 (*J. Off.*, 23 avril 1932).

Une loi du 12 mai 1932, relative au Conseil général de la Seine, modifie l'article 94 de la loi du 10 août 1871 en appliquant la dite loi au département de la Seine, à l'exception de certains articles, et en spécifiant que certaines délibérations du Conseil général de la Seine ne sont définitives que si elles ont été prises sur la proposition du préfet de la Seine et en conformité de cette proposition (*J. Off.*, 14 mai 1932).

Une loi du 24 mai 1932 proroge jusqu'au 31 décembre 1934 la loi du 14 février 1931 sur la fixation des prix de journée dans les établissements hospitaliers (*J. Off.*, 6-7 juin 1932).

Une loi du 15 juillet 1932, votée pour parvenir à un rétablissement au moins partiel de l'équilibre budgétaire, comprend un certain nombre de dispositions tendant à la compression des dépenses et d'autres, sous le titre de réaménagements fiscaux, augmentant la quotité de l'impôt sur le revenu (*J. Off.*, 16 juillet 1932).

Une loi du 16 juillet 1932 accorde une dotation annuelle de 200.000 francs aux anciens présidents de la République française lorsqu'une loi aura déclaré qu'ils ont bien mérité de la patrie (*J. Off.*, 18-19 juillet 1932).

Une loi du 24 juillet 1932 complète l'article 1^{er} de la loi du 16 juillet 1912 sur l'exercice des professions ambulantes et la réglementation de la circulation des nomades. Il est ajouté à l'article 1^{er} de la loi du 16 juillet 1912 un paragraphe ainsi conçu : « Les commerçants et industriels ambulants ou forains visés au présent article ne seront soumis à aucune mesure exorbitante du droit commun, notamment à aucune réglementation exceptionnelle de prophylaxie, d'anthropométrie ou autres applicables à l'une ou l'autre des catégories réglées par les articles suivants » (*J. Off.*, 25-26 juillet 1932).

Un décret du 6 février 1932 fixe les missions ou délégations d'ordre administratif pouvant être confiées aux membres des conseils de préfecture interdépartementaux. Aux termes de ce décret, « les missions administratives déterminées dont les membres des conseils de préfecture peuvent, aux termes de l'article 7 du décret du 23 février 1928, être chargés par les préfets des départe-

tements où siègent les conseils de préfecture interdépartementaux, sont limitées à la représentation du préfet dans les commissions administratives, dans les adjudications de travaux publics et dans les conseils de revision, ainsi qu'aux délégations de signature, à l'exclusion de toutes autres missions ou délégations, quelles qu'elles soient, et notamment de celles qui ont un caractère représentatif » (*J. Off.*, 8-9 février 1932).

Un décret du 9 février 1932 modifie le règlement d'administration publique du 23 juillet 1930 relatif au statut des fonctionnaires et employés communaux (*J. Off.*, 18 février 1932).

Des décrets, pris au mois de mars, sous le ministère Tardieu, sont à mentionner, bien que leurs effets aient eu une destinée éphémère. Un décret du 21 mars 1932 portait création à la vice-présidence du Conseil des ministres d'un service de contrôle des administrations publiques, chargé, sous l'autorité directe du vice-président du Conseil des ministres, de centraliser les rapports des corps de contrôle et d'inspection des différents départements ministériels (*J. Off.*, 3 mars 1932).

Des décrets et arrêtés du 29 mars 1932 réglaient l'organisation du ministère de la Défense nationale, lequel centralisait les anciens ministères de la Guerre, de la Marine et de l'Air (*J. Off.*, 28-29, 30 mars 1932). Mais depuis l'entrée en fonctions de la nouvelle Chambre, ce système a été abandonné et les trois ministères concourant à la défense nationale ont repris leur individualité.

Plusieurs décrets du 21 mai 1932, pris à la suite de l'attentat commis contre le président Doumer, sont inspirés de la nécessité d'intensifier la surveillance des étrangers en France et les mesures de protection à l'égard de la personne du président de la République. Rentrent dans cette catégorie : 1° Un décret modifiant l'article 3 du décret du 10 juillet 1929 concernant le régime des cartes d'identité d'étrangers ; 2° Un décret complétant le décret du 10 juillet 1929 en ce qui concerne la délivrance des cartes d'identité des étrangers et la déclaration dans les hôtels et garnis ; 3° Un décret portant rattachement à la préfecture de police du service de sûreté de la présidence de la République ; 4° Un décret réglementant les attributions du contrôleur général chargé des voyages officiels (*J. Off.*, 22 mai 1932).

Un décret du 30 juillet 1932 porte règlement d'administration publique fixant les conditions d'application de la loi du 14 mai 1932 (comité supérieur de l'aménagement et de l'organisation générale de la région parisienne (*J. Off.*, 31 juillet 1932).

Un décret du 6 août 1932 modifie le décret du 17 avril 1930 relatif à la réparation des dommages causés par les orages et les crues du 1^{er} au 10 mars 1930 (*J. Off.*, 10 août 1932).

Un décret du 26 octobre 1932 modifie le décret du 30 juillet 1932 sur le fonctionnement du comité supérieur de l'aménagement et

de l'organisation générale de la région parisienne (*J. Off.*, 28 octobre 1932).

Un décret du 16 novembre 1932 dispose que la juridiction des fonctionnaires et agents affectés au contrôle général des services de police administrative à la direction de la sûreté générale à Paris (section économique) est étendue à tous les départements pour l'exercice de leurs attributions (*J. Off.*, 23 novembre 1932).

Un décret du 12 décembre 1932 est relatif à l'impôt sur les jeux dans les cercles (*J. Off.*, 15 décembre 1932).

V. — JUSTICE

Organisation. — Une loi du 13 février confère, par modification de l'article 1^{er} de la loi du 21 novembre 1872, le droit aux domestiques et gens de maison d'être jurés (*J. Off.*, 15-16, 17 février 1932).

Une loi du 4 mars 1932 complète et modifie certaines dispositions de la loi du 9 mars 1928 portant révision du code de justice militaire pour l'armée de terre (*J. Off.*, 8 mars 1932 ; *Errata*, *J. Off.*, 10 mars 1932) (1).

Une loi du 9 mars 1932 institue temporairement une cour spéciale de justice militaire, composée de six membres, dont trois conseillers à la Cour d'appel de Paris et trois anciens combattants, et chargée de la révision des jugements rendus dans la zone des opérations des armées de terre et de mer par des juridictions d'exception (*J. Off.*, 12 mars 1932). L'application de son article 2 est réglée par un décret du 17 mai 1932 (*J. Off.*, 3 juin 1932) (2).

Une loi du 20 avril 1932 ouvre un recours devant le tribunal des conflits contre les décisions définitives rendues par les tribunaux judiciaires et les tribunaux administratifs lorsqu'elles présentent contrariété aboutissant à un déni de justice (*J. Off.*, 22 avril 1932).

Un décret du 13 février 1932 modifie le décret du 2 août 1879 portant règlement du Conseil d'Etat (*J. Off.*, 19 février 1932).

Un décret du 5 mars 1932 modifie le statut du personnel des services extérieurs de l'administration pénitentiaire (*J. Off.*, 12 mars 1932).

(1) V. *Lois Nouvelles* du 15 mars 1932, 3^e partie, pp. 243 et suiv., avec commentaire.

(2) V. le commentaire de M. Viatte, *Recueil général des lois, décrets et arrêtés*, 1932, 6^e livraison, 1^{re} partie, p. 173 (Paris, 6, rue de Mézières).

Un décret du 2 mai 1932 porte modification de l'article 29 de l'ordonnance du 15 janvier 1826 portant règlement pour le service de la Cour de cassation. Il s'agit de la prise de rang des magistrats de cette juridiction qui passent du parquet au siège ou y reviennent après avoir été appelés à d'autres fonctions dans l'ordre judiciaire (*J. Off.*, 5 mai 1932).

Un décret du 4 août 1932 modifie le décret du 5 juin 1909 portant organisation de l'administration centrale du ministère de la Justice (*J. Off.*, 27 octobre 1932).

Un décret du 5 septembre 1932 fixe l'organisation des commissions d'évaluation décennale prévues à l'article 15 de la loi du 17 avril 1919, pour procéder aux évaluations des offices publics et ministériels (*J. Off.*, 8 septembre 1932).

Un décret du 25 décembre 1932 a prorogé, pour une année à compter du 1^{er} janvier 1933, la durée de cinq ans fixée par l'article 11 du décret du 29 janvier 1927, relatif au tarif des notaires, pour l'application des dispositions de ce décret (*J. Off.*, 26-27 décembre 1932).

Un arrêté ministériel du 31 janvier 1932 règle le recrutement et l'avancement des magistrats du cadre français détachés dans les juridictions de Syrie et du Liban (*J. Off.*, 10 février 1932).

Lois en matière civile. — Une loi du 13 février 1932 déclare abrogé le 5^o du premier alinéa de l'article 76 du Code civil prescrivant la mention qu'il n'existe aucune opposition pouvant empêcher le mariage (*J. Off.*, 15-16 février 1932) (1).

Une loi du 10 mars 1932 modifie l'article 49 du Code civil relatif aux mentions apposées en marge des actes de l'état civil. L'article unique de cette loi est ainsi rédigé : « Dans tous les cas où la mention d'un acte relatif à l'état civil devra avoir lieu en marge d'un acte déjà dressé ou transcrit, elle sera faite d'office. L'officier de l'état civil qui aura dressé ou transcrit l'acte donnant lieu à mention effectuera cette mention, dans les trois jours, sur les registres qu'il détient et, si le double du registre où la mention doit être effectuée se trouve au greffe, il adressera un avis au procureur de la République de son arrondissement. Si l'acte en marge duquel doit être effectuée cette mention a été dressé ou transcrit dans une autre commune, l'avis sera adressé, dans le délai de trois jours, à l'officier de l'état civil de cette commune et celui-ci

(1) V. *Lois Nouvelles*, 1^{er} mars 1932, 3^e partie, p. 205, et 15 juin 1932, 1^{re} partie, pp. 170 et s., (commentaire par M. Edouard Lévy). Cf. *Recueil général des lois, décrets et arrêtés*, 4^e livraison 1931, 1^{re} partie, p. 118 (Paris, 6, rue de Mézières).

en avisera aussitôt, si le double du registre est au greffe, le procureur de la République de son arrondissement. Si l'acte en marge duquel une mention devra être effectuée a été dressé ou transcrit dans une colonie ou à l'étranger, l'officier de l'état civil qui a dressé ou transcrit l'acte donnant lieu à mention en avisera, dans les trois jours, le ministre des Colonies ou le ministre des Affaires étrangères » (*J. Off.*, 12 mars 1932).

Une loi du 10 mars 1932 maintient provisoirement dans les lieux les locataires commerçants menacés d'expulsion (*J. Off.*, 12 mars 1932).

Une loi du 2 avril complète l'article 1558 du Code civil par le paragraphe suivant : « L'immeuble dotal pourra, avec la permission de justice, être donné à bail, en totalité ou en partie, pour une durée qui ne dépassera pas ving-cinq ans. Il sera statué par le tribunal de première instance, sur rapport d'un juge, et le procureur de la République entendu en ses conclusions » (*J. Off.*, 4-5 avril 1932).

Une loi du 18 juillet 1932 proroge jusqu'au 1^{er} janvier 1933 les dispositions de la loi du 10 mars 1932, maintenant provisoirement dans les lieux les locataires commerçants menacés d'expulsion (*J. Off.*, 18-19 juillet 1932).

Lois de procédure civile. — Une loi du 24 février 1932 est relative à la forme dans laquelle les actes de ventes publiques mobilières doivent être dressés et au délai dans lequel ils doivent être soumis à l'enregistrement. Aux termes de cette loi :

« Article premier. — Les actes de ventes mobilières dressés par des commissaires-priseurs ou autres officiers ministériels ou publics sont signés par l'officier vendeur et par les parties. Toutefois, la signature des parties n'est pas exigée dans les actes suivants : procès-verbal d'arrangement, procès-verbal d'adjudication et procès-verbal de livraison. Dans le cas où la signature des parties est requise, si elles ne savent ou ne peuvent signer ou si l'une d'elles ne sait ou ne peut signer, l'acte sera soumis, outre la signature de l'officier vendeur, à celles de deux témoins domiciliés.

« Art. 2. — Le délai pour faire enregistrer les actes de ventes mobilières est fixé à dix jours » (*J. Off.*, 26 février 1932).

Une loi du 6 avril 1932 modifie les articles 2, 50, alinéa 1^{er}, et 59, alinéa 1^{er}, du Code de procédure civile en ce qui concerne la compétence des tribunaux : 1^o en matière de pension alimentaire ; 2^o en matière de contestations relatives à des fournitures, travaux, locations, louage d'ouvrage et d'industrie. Voici ces diverses modifications :

Art. 2 : « La demande en pension alimentaire prévue par les

articles 205 et 206 du Code civil peut être portée par l'ascendant demandeur devant le juge de paix de son domicile. »

Art. 50, alinéa 1^{er} : « En matière de pension alimentaire, le défendeur peut être cité en conciliation devant le juge de paix du domicile de l'ascendant demandeur. »

Art. 59, alinéa 1^{er} : « En matière de pension alimentaire, l'instance peut être portée devant le tribunal du domicile de l'ascendant demandeur. »

Art. 2, 50, alinéa 1^{er}, et 59, alinéa 1^{er} : « Les contestations relatives à des fournitures, travaux, locations, louage d'ouvrage ou d'industrie, peuvent être portées devant le juge du lieu où la convention a été contractée ou exécutée lorsqu'une des parties sera domiciliée en ce lieu. » (*J. Off.*, 8 avril 1932).

Une loi du 13 avril 1932 modifie les paragraphes 3 et 4 de l'article 592 du Code de procédure civile relatif aux saisies-exécutions. Ces paragraphes sont ainsi rédigés : Ne pourront être saisis : « 3° Les livres relatifs à la profession du saisi jusqu'à la somme de 5.000 francs, à son choix ; 4° Les machines et instruments servant à l'enseignement, pratique ou exercice des sciences et arts, jusqu'à concurrence de la même somme, et au choix du saisi » (*J. Off.*, 15 avril 1932).

Matières pénales. — Une loi du 5 mars 1932 a pour objet d'associer le jury à la Cour d'assises pour l'application de la peine. La principale réforme de la loi consiste en ce que, si la culpabilité de l'accusé est reconnue, la cour et le jury se réuniront pour délibérer sur l'application de la peine, même dans le cas où, d'après les débats, le fait se trouverait n'être plus de la compétence de la Cour d'assises. Il est voté au scrutin secret et séparément pour chaque accusé. La peine est prononcée à la majorité absolue des votants, en recourant s'il est nécessaire à plusieurs tours de scrutin, et en écartant de la délibération, à chaque tour, la peine la plus forte proposée au tour précédent. La Cour et le jury peuvent ordonner, s'il y échet, qu'il soit sursis à l'exécution de la peine. La minute de l'arrêt rendu après délibération de la Cour et du jury, sera signée séance tenante, tant par le président que par le chef du jury. Elle le sera par le président, dans les vingt-quatre heures de la prononciation de l'arrêt, dans les autres cas (*J. Off.*, 7-8 mars 1932).

Une loi du 13 avril 1932 tend à réprimer la fraude en matière de divorce ou de séparation de corps, par les dispositions suivantes : « Quiconque aura, par des manœuvres dolosives ou de fausses allégations, tenu ou tenté de tenir son conjoint dans l'ignorance d'une procédure de divorce ou de séparation de corps dirigée contre lui, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 100 francs à 10.000 francs ou de

l'une de ces deux peines seulement. En cas de récidive, la peine d'emprisonnement sera toujours prononcée » (*J. Off.*, 15 avril 1932).

Des décrets du 3 juin 1932 portent application, sous certaines réserves, de la loi d'amnistie du 26 décembre 1931 devant les juridictions militaires françaises du Maroc, de Tunisie et du Levant (*J. Off.*, 4 juin 1932).

Matières diverses (Expropriation ; Occupation temporaire ; Récompenses). — Une loi du 6 avril 1932 élève de 1.500 à 2.500 francs la limite jusqu'à laquelle l'administration est dispensée de procéder aux formalités de la purge des privilèges et hypothèques en cas d'acquisition sur expropriation pour cause d'utilité publique d'un immeuble de faible valeur (*J. Off.*, 8 avril 1932).

Une loi du 17 avril 1932 modifie l'article 41 de la loi du 3 mai 1841, modifiée par les lois des 6 novembre 1918 et 17 juillet 1921, en vue d'allouer aux jurés d'expropriation une indemnité de session. Elle dispose en ces termes : « Les jurés reçoivent, s'ils le requièrent, une indemnité de déplacement kilométrique, une indemnité de séjour et une indemnité de session, dont le montant et les conditions seront fixés par un règlement d'administration publique. Ces indemnités sont taxées par le magistrat directeur et acquittées comme frais urgents » (*J. Off.*, 19 avril 1932).

Une loi du 28 avril 1932 permet la révision exceptionnelle des indemnités dues en matière d'occupation temporaire en vertu de l'article 43 de la loi du 21 avril 1810. Aux termes de cette loi : « Tout propriétaire d'un terrain occupé antérieurement au 1^{er} juillet 1928, en vertu de l'article 43 de la loi du 21 avril 1810, modifié par les lois des 27 juillet 1880 et 16 décembre 1922, aura le droit de faire reviser l'évaluation du produit net du terrain occupé d'après son état au moment où l'occupation a commencé et sa valeur locative actuelle. L'indemnité à lui due par le concessionnaire sera fixée au double du produit ainsi révisé à compter du jour de la demande en révision. La demande en révision prévue par la présente loi devra être intentée, à peine de forclusion, dans les six mois à dater de sa promulgation » (*J. Off.*, 30 avril 1932) (1).

Une loi du 30 mars 1932 déclare qu'Aristide Briand, ancien président du Conseil, a bien mérité de la patrie (*J. Off.*, 1^{er} avril 1932).

Une loi du 29 novembre 1932 déclare que M. Paul Doumer, ancien président de la République, a bien mérité de la patrie (*J. Off.*, 30 novembre 1932).

(1) V. commentaire de M. Valeray, *Recueil général des lois, décrets et arrêtés* 1932, 11^e livraison, 1^{re} partie, p. 274 (Paris, 6, rue de Mézières)

VI. — INSTRUCTION PUBLIQUE ET BEAUX-ARTS

Instruction publique. — Une loi du 9 avril 1932 modifie l'article 39 de la loi du 25 juillet 1919 sur l'enseignement technique, industriel et commercial (*J. Off.*, 13 avril 1932).

Une loi du 9 avril 1932 proroge jusqu'à l'expiration du service militaire actif légal la protection de l'Etat pour les pupilles de la nation appelés sous les drapeaux. Un délai de six mois est en outre accordé aux pupilles après leur libération pour faire valoir le droit résultant pour eux de l'article 1^{er}, 5^e alinéa, de la loi du 27 juillet 1917, modifiée par la loi du 26 octobre 1922 (*J. Off.*, 13 avril 1932).

Une loi du 26 avril 1932 règle l'avancement du personnel de l'instruction publique (*J. Off.*, 29 avril 1932).

Une loi du 30 décembre 1932 est relative à la titularisation des instituteurs et institutrices suppléants, intérimaires et stagiaires pourvus seulement du brevet élémentaire (*J. Off.*, 19 janvier 1933).

Une loi du 31 décembre 1932 accorde la personnalité civile et l'autonomie financière au Collège de France (*J. Off.*, 19 janvier 1933).

Un décret du 15 février 1932 modifie l'article 3 du décret du 28 mai 1921 relatif aux professeurs et maîtres de conférences honoraires des facultés (*J. Off.*, 25 février 1932).

Un décret du 19 février 1932 est relatif à la nomination des inspecteurs primaires, inspectrices des écoles maternelles, secrétaires et commis d'inspection académique (*J. Off.*, 25 février 1932).

Un décret du 26 février 1932 modifie le décret du 5 juillet 1907 portant règlement de l'Ecole centrale des arts et manufactures (*J. Off.*, 20 avril 1932).

Un décret et un arrêté des 4 et 9 mars 1932 portent réorganisation des études et des examens afférents au certificat de capacité en droit (*J. Off.*, 11 mars, 14 mai 1932).

Deux décrets ont été rendus le 21 mars 1932, dont l'un modifie le décret du 5 novembre 1909 relatif aux peines disciplinaires applicables au personnel des écoles nationales professionnelles et des écoles nationales d'horlogerie, et l'autre complète le décret du 12 juillet 1921 relatif à la composition du conseil de discipline des écoles pratiques de commerce et d'industrie (*J. Off.*, 27 mars 1932).

Un décret du 28 avril 1932 est relatif à la vérification des alcoomètres et densimètres (*J. Off.*, 8 mai 1932).

Deux décrets en date du 19 juillet 1932 sont relatifs aux études et épreuves en vue du grade de docteur en médecine et un décret de même date porte révision des titres initiaux en vue du diplôme d'Etat de chirurgien-dentiste (*J. Off.*, 27 juillet 1932).

Un décret du 22 juillet 1932 modifie l'article 4 du décret du 22 janvier 1932 relatif à la licence ès lettres exigée des aspirants aux fonctions de l'enseignement secondaire (*J. Off.*, 31 juillet 1932).

Un décret du 27 juillet 1932 modifie les articles 11 et 16 du décret du 20 septembre 1920 relatif à la licence ès lettres (*J. Off.*, 31 juillet 1932).

Un décret du 30 juillet 1932 est relatif à l'organisation du Conseil général des bâtiments civils (*J. Off.*, 5 août 1932).

Un décret du 3 août 1932 modifie le décret du 2 août 1922 relatif à la licence en droit (*J. Off.*, 8-9 août 1932).

Un décret du 28 octobre 1932 institue des comités départementaux de constructions scolaires (*J. Off.*, 30 octobre 1932).

Un décret du 12 décembre 1932 modifie le décret du 12 juillet 1921 relatif aux écoles pratiques de commerce et d'industrie (enseignement technique) (*J. Off.*, 22 décembre 1932).

Beaux-Arts. — Un décret du 4 février 1932 fixe le régime disciplinaire applicable au personnel administratif et au personnel de gardiennage du Conservatoire national de musique et de déclamation, et de la bibliothèque, des archives et du musée de l'Opéra, ainsi qu'au personnel du contrôle des films cinématographiques (*J. Off.*, 12 février 1932).

Un autre décret du même jour modifie le décret du 8 octobre 1905, portant règlement organique du Conservatoire national de musique et de déclamation (*J. Off.*, 12 février 1932).

Un décret du 22 avril 1932 modifie la composition du Conseil supérieur des Beaux-Arts (*J. Off.*, 29 avril 1932).

Un décret du 21 juillet 1932 porte réglementation de la production cinématographique (*J. Off.*, 29 juillet 1932).

Un décret du 29 juillet 1932 modifie le décret du 14 octobre 1931 relatif à la caisse de retraites du personnel du théâtre national de l'Opéra (*J. Off.*, 4 août 1932).

VII. — COMMERCE ET INDUSTRIE

Une loi du 7 janvier 1932 tend à assurer la sauvegarde de la production des bananes dans les colonies, pays de protectorat ou territoires sous mandat français (*J. Off.*, 8 janvier 1932).

Une loi du 9 janvier 1932 porte modification des droits de douane applicables à certaines catégories de porcelaines. Un décret du même jour est relatif à l'application de cette loi (*J. Off.*, 10, 11-12 janvier 1932).

Une loi du 11 janvier 1932 porte approbation d'un décret appliquant une surtaxe douanière à certaines importations australiennes (*J. Off.*, 25-26 janvier 1932).

Une loi du 21 janvier 1932 abroge l'article 11 de la loi du 2 mars 1928 qui prévoyait un régime spécial de douane pour les prestations en nature destinées à la reconstitution des régions libérées (*J. Off.*, 23 janvier 1932).

Une loi du 6 mars 1932 exonère des droits de douane et de la taxe sur le chiffre d'affaires les bâtiments de guerre construits pour des puissances étrangères (*J. Off.*, 7-8 mars 1932).

Une loi du 21 mars 1932 modifie les droits de douane en ce qui concerne les chaussures en caoutchouc (*J. Off.*, 21-22 mars 1932).

Une loi du 2 avril 1932 modifie le régime douanier des produits marocains à l'entrée en France et en Algérie (*J. Off.*, 4-5, 14 avril 1932).

Une loi du 14 avril 1932 modifie le tarif douanier en ce qui concerne les articles confectionnés en tissus élastiques tressés, tissés, guipés ou tricotés (*J. Off.*, 15 avril 1932).

Une loi du 14 avril 1932 complète les lois des 10 janvier 1925 et 30 mars 1928 relatives au régime du pétrole (*J. Off.*, 15 avril 1932).

Une loi du 20 avril 1932 modifie la loi du 19 décembre 1917 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes, en statuant sur les différentes classes d'établissements de cette nature et sur les conditions de leur ouverture (*J. Off.*, 21 avril 1932).

Une loi du 20 avril 1932 tend à la suppression des fumées industrielles et édicte à cet effet les prohibitions assorties de sanctions pénales tirées de la loi du 19 décembre 1917. La nouvelle loi ne doit entrer en application qu'un an ou trois après sa promulgation, suivant la nature des établissements industriels (*J. Off.*, 21 avril 1932).

Une loi du 20 avril 1932 modifie les droits de douane sur les prunes et pruneaux (*J. Off.*, 21 avril 1932).

Une loi du 20 avril 1932 rend obligatoire l'indication d'origine de certains produits étrangers (*J. Off.*, 21 avril 1932).

Une loi du 20 avril 1932 étend aux expéditions de tabacs sur l'étranger les dispositions de l'article 15 de la loi du 31 décembre 1924 qui fait bénéficier d'un tarif réduit les tabacs en feuilles exotiques destinés, après fabrication en entrepôt libre, à être réexportés aux colonies (*J. Off.*, 22 avril 1932).

Une loi du 20 avril 1932 étend le régime de l'admission temporaire aux tissus de soie d'origine asiatique (pongées, corah, tussah ou tussor façon toile, sergé ou croisé, d'origine extra-européenne), destinés à être brodés (*J. Off.*, 22 avril 1932).

Une loi du 20 avril 1932 étend le régime de l'admission temporaire aux peaux de lézards ayant subi un premier tannage végétal

et devant être soumises à un nouveau tannage, au corroyage, à la teinture et à l'apprêt, ou à l'une de ces mains-d'œuvre seulement (*J. Off.*, 22 avril 1932).

Une loi du 20 avril 1932 étend le régime du remboursement à forfait aux tissus de coton mélangés de soie artificielle ou de métal (*J. Off.*, 22 avril 1932).

Une loi du 21 avril 1932 crée des warrants pétroliers, permettant aux détenteurs de stocks de pétrole brut ou de dérivés et résidus du pétrole brut, titulaires d'autorisations spéciales d'importation créées par la loi du 30 mars 1928, de warranter ces stocks en garantie de leurs emprunts, tout en conservant la garde dans leurs usines ou dépôts (*J. Off.*, 22 avril 1932).

Une loi du 22 avril 1932 ratifie le décret du 23 février 1931 relevant les droits de douane applicables aux pâtes alimentaires (*J. Off.*, 23 avril 1932).

Une loi du 23 avril modifie le paragraphe 2 de l'article 19 de la loi du 26 juillet 1925 portant création de chambres de métiers. La modification porte sur une question de taxe et de centimes additionnels (*J. Off.*, 25-26 avril 1932).

Une loi du 28 avril 1932 établit une taxe spéciale à l'importation des conserves d'ananas (*J. Off.*, 29 avril 1932).

Une loi du 20 juillet 1932 modifie les droits de douane en ce qui concerne le chlorure de sodium (*J. Off.*, 21 juillet 1932).

Une loi du 20 juillet 1932 apporte certaines corrections au tarif douanier (*J. Off.*, 21, 27 juillet, 3 août 1932).

Une loi du 27 juillet 1932 reporte au 1^{er} août 1932 la mise en vigueur de la loi du 17 mars 1931 complétant la deuxième partie « Règles spéciales à certaines marchandises » du tableau annexe de la loi du 13 juin 1866 sur les usages commerciaux (fils à coudre, repriser, tricoter, crocheter, broder, en bobines, pelotes, échevaux, sur cartes, tubes ou supports quelconques) (*J. Off.*, 29 juillet 1932).

Une loi du 29 juillet 1932 modifie les droits de douane sur les moules (*J. Off.*, 31 juillet 1932).

Une loi du 19 août 1932 ratifie le décret du 4 février 1932, qui a réglementé l'importation de certaines catégories de légumes conservés (*J. Off.*, 22-23 août 1932).

Un décret et un arrêté interministériel du 26 janvier 1932 sont relatifs à l'importation de certaines catégories d'articles de ménage (*J. Off.*, 29 janvier 1932).

Un décret du 13 février 1932 concerne le régime douanier de certaines catégories d'articles de ménage (*J. Off.*, 29 janvier 1932).

Un décret du 13 février 1932 concerne le régime douanier de certaines catégories de porcelaines (*J. Off.*, 14, 17 février 1932).

Un décret du 1^{er} mars 1932 est relatif aux droits de douane applicables à certaines catégories de linge ouvré (*J. Off.*, 2 mars 1932).

Deux décrets suivis d'arrêtés en date du 8 mars 1932 sont relatifs, l'un à l'importation des clés, serrures, cadenas, articles de lampisterie et de ferblanterie ; l'autre à l'importation de certaines catégories de meubles (*J. Off.*, 9 mars 1932).

Deux décrets, suivis d'arrêtés, en date du 16 mars 1932 sont relatifs : le premier à l'importation du mercure ; le second à l'importation de certaines catégories de machines, d'outils et d'ouvrages en métaux (*J. Off.*, 17 mars 1932).

Des décrets et arrêtés du 17 mars 1932 sont relatifs à l'importation de l'or battu en feuilles, de certaines catégories d'objets en verre, des ficelles, de matériel électrique et des montures de parapluies (*J. Off.*, 18 mars 1932).

Un décret et un arrêté du 24 mars 1932 sont relatifs à l'importation des appareils de mesures électriques (*J. Off.*, 28-29-30 mars 1932).

Deux décrets et arrêtés du 26 mars 1932 sont relatifs, le premier à l'importation de certaines catégories de fils et tissus de coton, de papiers, d'articles confectionnés, de chapeaux de feutre, etc. ; le second à l'importation des feuillards laminés à chaud et des fers ou aciers laminés ou forgés (*J. Off.*, 27 mars 1932).

Un décret et un arrêté du 1^{er} avril 1932 sont relatifs à l'importation de bas et chaussettes de coton et de soie artificielle (*J. Off.*, 20, 21 avril 1932).

Un décret du 13 avril 1932 est relatif à la composition du comité technique de la propriété industrielle (*J. Off.*, 16 avril 1932).

Un décret du 19 avril 1932 est relatif à la taxe d'importation des soies grèges (*J. Off.*, 23 avril 1932).

Un décret et un arrêté interministériel du 23 avril 1932 sont relatifs à l'importation de l'iode et de sels d'iode (*J. Off.*, 1^{er} mai 1932).

Des décrets et arrêtés interministériels du 23 avril 1932 sont relatifs à l'importation des colles et des pellicules photographiques sensibilisées (*J. Off.*, 4 mai 1932).

Un décret et un arrêté interministériel du 23 avril 1932 sont relatifs à l'importation de verres travaillés et de certaines catégories d'instruments et d'appareils scientifiques (*J. Off.*, 25 mai 1932).

Des décrets et arrêtés des 17 et 18 mai 1932 sont relatifs aux importations de certaines catégories de papiers et cartons, des albums à images, de rouleaux et bandes pour cinématographe, de certains ouvrages en métaux, serrurerie (pênes, fiches, etc.), fils et tissus de cotons, peaux ouvrées (*J. Off.*, 19 mai 1932).

Un décret et un arrêté interministériel du 20 mai 1932 sont relatifs à l'importation des machines ou métiers à tricot ou à bonneterie (*J. Off.*, 27 mai 1932).

Un décret du 27 mai 1932 porte règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 8 août 1912 sur les récompenses industrielles (*J. Off.*, 28 mai 1932).

Un décret et un arrêté interministériel du 27 mai 1932 sont relatifs à l'importation des glaces, dalles, verres coulés, verres à vitres, etc. (*J. Off.*, 1^{er} juin 1932).

Un décret du 30 mai 1932 accorde le bénéfice du tarif minimum aux huiles minérales provenant du Pérou (*J. Off.*, 3 juin 1932).

Des décrets et des arrêtés interministériels du 30 mai 1932 sont relatifs à l'importation des chaussures, des porte-mines, porte-crayons, porté-plumes, etc., de la bijouterie d'argent et de vermeil et de la bijouterie fausse (*J. Off.*, 3 juin, 7 juillet 1932).

Des décrets et des arrêtés interministériels de 30, 31 mai et 1^{er} juin 1932 sont relatifs à l'importation du Kaolin, des extraits tannants végétaux, du sulfure de carbone et des briquets (*J. Off.*, 2 juin 1932).

Un décret et un arrêté interministériel du 30 mai 1932 sont relatifs à l'importation d'objets en marbre, pendules, coupes, etc. (*J. Off.*, 4 juin 1932).

Un décret et un arrêté interministériel du 2 juin sont relatifs à l'importation de l'eau oxygénée (*J. Off.*, 4 juin 1932).

Un décret et un arrêté interministériel en date du 3 juin 1932 sont relatifs à l'importation des allumeurs mécaniques ou automatiques (*J. Off.*, 5 juin 1932).

Un décret du 2 août 1932 est relatif à l'importation de certaines catégories de porcelaines japonaises (*J. Off.*, 5 août 1932).

Un décret du 3 août 1932 porte règlement d'administration publique pour l'application des articles 5 et 7 de la loi du 19 décembre 1917 et de l'article 2 de la loi du 20 avril 1932 relatives aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes (*J. Off.*, 5, 6 août 1932).

Un décret du 2 septembre 1932 modifie les articles 35 et 36 du décret du 30 mai 1921 portant réglementation des entrepôts (*J. Off.*, 7 septembre 1932).

Un décret et un arrêté interministériel du 26 octobre 1932 sont relatifs à l'importation du malt (*J. Off.*, 27 octobre 1932).

Un décret du 16 novembre 1932 est relatif aux droits de douane applicables à certains produits dérivés du blé (*J. Off.*, 21-22 novembre 1932).

Un décret et un arrêté du 19 novembre 1932 sont relatifs à l'importation du café (*J. Off.*, 20 novembre 1932).

Un décret du 20 novembre 1932 est relatif à l'importation de certaines porcelaines d'origine japonaise (*J. Off.*, 24 novembre 1932).

Un décret du 7 décembre 1932 est relatif à l'importation des porcelaines japonaises (*J. Off.*, 8 décembre 1932).

VIII. — AVIATION

Une loi du 16 mars 1932 déclare incessibles et insaisissables les allocations accordées en vertu de l'article 2 de la loi du 30 mars 1928 sur le statut de l'aéronautique (*J. Off.*, 20 mars 1932).

Une loi du 11 décembre 1932 fixe le statut de l'aviation marchande. Elle envisage successivement les compagnies de navigation aérienne subventionnées et non subventionnées et renferme des dispositions financières et administratives (*J. Off.*, 15 décembre 1932).

Un décret du 12 janvier 1932 crée des attachés de l'air pour être placés soit auprès de l'une des missions diplomatiques de la République, soit auprès d'un groupe de missions diplomatiques, et fixe leur statut (*J. Off.*, 14 janvier 1932). Un décret du 19 mai 1932 modifie le précédent (*J. Off.*, 20 mai 1932). Un autre décret, en date du 12 décembre 1932, modifie celui du 12 janvier (*J. Off.*, 14 décembre 1932).

Un décret du 5 février 1932 fixe les conditions d'attribution d'indemnités aux victimes ou ayants cause de victimes d'accidents aériens survenus entre le 23 octobre 1919 et le 1^{er} avril 1927. Il est suivi d'une instruction ministérielle en date du 8 février 1932 pour l'application de ce décret (*J. Off.*, 11 février 1932).

Un décret du 20 mai 1932 fixe les conditions d'administration des unités de l'aéronautique maritime (*J. Off.*, 8 juin 1932).

Un décret du 9 juillet 1932 est relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'Ecole des apprentis mécaniciens des forces aériennes (*J. Off.*, 15-16 juillet 1932).

Un décret du 6 août 1932 porte création, entre les constructeurs d'aviation, d'une caisse de compensation destinée à faciliter la décentralisation industrielle (*J. Off.*, 13 août 1932).

Un décret du 27 novembre 1932 fixe l'organisation des forces aériennes de mer (*J. Off.*, 30 novembre 1932) (1).

(1) Ce décret est commenté et complété par un arrêté interministériel Air-Marine du 7 mars 1933 (*J. Off.* du 10), qui met au point le grave problème de l'organisation des forces navales aériennes en précisant en particulier les prérogatives des divers échelons du commandement.

IX. — AGRICULTURE

Une loi du 11 janvier 1932 interdit l'entrée en France de graines de graminées impropres à la consommation (*J. Off.*, 15 janvier 1932).

Une loi du 2 mars 1932 porte création d'un système d'encouragement à la production du chanvre en France (*J. Off.*, 3, 13 mars 1932).

Une loi du 5 avril 1932 modifie et complète l'article 105 du Code forestier concernant la répartition des affouages, par les dispositions suivantes : « Sera, dans les deux cas précédents, seul considéré comme chef de famille ou de ménage l'individu ayant réellement et effectivement la charge et la direction d'une famille ou possédant un ménage distinct où il demeure et où il prépare sa nourriture. Toutefois auront droit à l'affouage les ascendants vivant avec leurs enfants, sans qu'il y ait lieu de rechercher s'ils ont, ou non, la charge effective d'une famille » (*J. Off.*, 7 avril 1932) (1).

Une loi du 7 avril 1932 rétablit les primes à la culture de l'olivier (*J. Off.*, 10 avril 1932).

Une loi du 7 avril 1932 autorise temporairement les sociétés coopératives de meunerie à mélanger aux blés de leurs adhérents des blés exotiques dans les mêmes conditions que les minoteries industrielles (*J. Off.*, 10 avril 1932).

Une loi du 20 avril 1932 modifie la loi du 2 mars 1932 portant création d'un système d'encouragement à la production du chanvre en France (*J. Off.*, 22 avril 1932).

Une loi du 22 avril 1932 porte réglementation des importations de pain dans les zones frontalières (*J. Off.*, 25-26 avril 1932).

Une loi du 12 juillet 1932 rend applicables au vermouth de Chambéry les dispositions de l'article 12 de la loi du 6 mai 1919 relative à la protection des appellations d'origine (*J. Off.*, 13 juillet 1932).

Une loi du 13 juillet 1932 abroge les paragraphes 2 et 3 de l'article 13 de la loi du 4 juillet 1931 sur la viticulture (*J. Off.*, 15-16 juillet 1932).

Une loi du 13 juillet 1932 modifie le tarif général des douanes en ce qui concerne les droits applicables aux chevaux importés sur le territoire français (*J. Off.*, 15-16 juillet 1932).

Une loi du 19 juillet 1932 modifie l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} décembre 1929 relatif au commerce des blés (*J. Off.*, 21 juillet 1932).

(1) Commentaire dans le *Recueil général des lois, décrets et arrêtés*, 1932, 9^e livraison, 1^{re} partie, p. 246 (Paris, 6, rue de Mézières).

Une loi du 19 juillet 1932 porte modification au titre XV du Code forestier relatif au défrichement des bois des particuliers (*J. Off.*, 21 juillet 1932).

Une loi du 20 juillet 1932 facilite, par de nouvelles avances de l'Etat l'attribution de prêts à moyen terme en application de la loi du 5 août 1920 sur le crédit mutuel et la coopération agricoles et a notamment pour objet de faciliter à de jeunes ménages d'agriculteurs l'exploitation d'un petit domaine et de venir en aide aux agriculteurs éprouvés par des calamités. (*J. Off.*, 23 juillet 1932).

Une loi du 21 juillet 1932 autorise l'application du tarif minimum aux blés en grains originaires du Canada expédiés à destination de la France avant l'expiration de la convention commerciale franco-canadienne du 15 décembre 1922 (*J. Off.*, 22 juillet 1932).

Une loi du 21 juillet 1932 supprime les mots « boissons de cidre » dans l'article 3 de la loi du 6 avril 1897 concernant la fabrication, la circulation et la vente des vins artificiels (*J. Off.*, 23 juillet 1932).

Une loi du 21 juillet 1932 rend applicables aux sirops ou liqueurs de framboises ou de fraises les dispositions de la loi du 4 mars 1928 sur les sirops et liqueurs de cassis (*J. Off.*, 23 juillet 1932).

Une loi du 22 juillet 1932 facilite par de nouvelles avances de l'Etat les opérations de crédit à long terme effectuées en application de la loi du 5 août 1920 sur le crédit mutuel et la coopération agricoles (*J. Off.*, 23 juillet 1932).

Une loi du 27 novembre 1932 modifie et complète les articles 3 et 4 de la loi du 21 août 1912 relative à l'enseignement départemental et communal de l'agriculture et l'article 2 de la loi du 9 août 1921 relative à l'organisation de l'enseignement agricole (*J. Off.*, 29-30 novembre 1932).

Une loi du 25 décembre 1932 étend à l'agriculture les dispositions de la loi du 27 mars 1907 concernant les conseils de prud'hommes (*J. Off.*, 26-27 décembre 1932, 4 janvier 1933).

De nombreux décrets ont, au cours de l'année, déterminé le pourcentage minimum des blés indigènes à mettre en œuvre pour la fabrication des farines destinées à la panification et autres usages alimentaires. Ce pourcentage, fixé par le décret du 30 janvier (*J. Off.*, 31 janvier 1932) à 90 pour cent, diminue graduellement pour aboutir, suivant le décret du 1^{er} avril, à 50 pour cent (*J. Off.*, 2 avril 1932). Puis, après une période d'oscillation entre 50 et 60 pour cent, il remonte du décret du 30 juin (*J. Off.*, 1^{er} juillet 1932) qui le fixe à 65 pour cent, jusqu'au pourcentage de 99 pour cent, déterminé par le décret du 2 décembre 1932 (*J. Off.*, 3 décembre 1932).

Un décret du 14 février 1932 est relatif au contrôle des céréales et farines panifiables (*J. Off.*, 17 février 1932).

Un autre décret du 14 février 1932 et un arrêté ministériel du

même jour sont relatifs à l'importation des farines de blé et de seigle (*J. Off.*, 17 février 1932).

Un décret du 16 février et deux arrêtés des 29 février et 15 mars 1932 concernent la réglementation relative aux livres généalogique d'animaux de ferme (*J. Off.*, 17 mars 1932).

Un décret du 4 mars 1932 institue une commission chargée de l'étude de l'organisation du marché intérieur des produits agricoles et de l'organisation des débouchés et des exportations agricoles (*J. Off.*, 10 mars 1932).

Un décret du 8 mars 1932 modifie le décret du 19 juillet 1919 relatif à l'organisation du service de l'inspection générale des associations agricoles et des institutions de crédit (*J. Off.*, 10 mars 1932).

Un décret et un arrêté du 26 mars 1932 sont relatifs à l'importation de certaines marchandises étrangères (chevaux de boucherie, ovins) (*J. Off.*, 31 mars 1932).

Un décret du 26 mars 1932 porte relèvement des droits de douane sur les bois (*J. Off.*, 1^{er} avril 1932).

Un décret et deux arrêtés ministériels du 18 avril 1932 sont relatifs aux mesures de réciprocité à prendre vis-à-vis de divers pays, quant à l'importation de certains légumes (pommes de terre, tomates, oignons, légumes frais, etc.) en provenance de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, des Pays-Bas, de l'Espagne (*J. Off.*, 20, 23 avril 1932).

Un décret et des arrêtés ministériels du 28 avril 1932 instituent un conseil supérieur de l'élevage, fixent la composition et les attributions des commissions et nomment les membres de ce conseil (*J. Off.*, 29 avril 1932).

Un décret du 15 mai 1932 est relatif à la composition du conseil supérieur de l'élevage (*J. Off.*, 19 mai 1932).

Un décret du 20 mai 1932 fixe les conditions d'application de la loi du 2 mars 1932 portant création d'un système d'encouragement à la culture du chanvre, modifiée par la loi du 20 avril 1932 (*J. Off.*, 28 mai, 18 juin 1932).

Un décret du 21 mai 1932 est relatif à l'importation en France des plantes vivantes, oignons, rhizomes, bulbes et cayeux en provenance des Pays-Bas (*J. Off.*, 26 mai 1932).

Un décret et des arrêtés du 23 mai 1932 sont relatifs à l'importation et au transit en France de certains produits végétaux en provenance de Belgique (*J. Off.*, 26 mai 1932). Un décret du 14 octobre 1932 permet que des dérogations aux dispositions de ce décret et à celles du décret du 18 avril 1932, ci-dessus mentionné, soient apportées à titre exceptionnel et temporaire par voie d'arrêté interministériel des ministres de l'Agriculture, du Commerce et de l'industrie et du Budget (*J. Off.*, 20 octobre 1932).

Un décret et un arrêté interministériel du 30 mai 1932 sont relatifs à l'importation de truites (*J. Off.*, 4 juin 1932).

Un décret du 1^{er} juin 1932 modifie le décret du 30 août 1931 pris pour l'application de la loi du 4 juillet 1931 sur les encouragements à la production du lin (*J. Off.*, 4 juin 1932).

Un décret du 22 juin 1932 modifie le décret du 30 août 1912 en ce qui concerne l'avancement et la discipline du personnel des agents et des préposés domaniaux des eaux et forêts (*J. Off.*, 4-5 juillet 1932).

Un décret et un arrêté interministériel du 24 juin 1932 sont relatifs à l'importation en France de certains produits résineux et de l'essence de térébenthine (*J. Off.*, 29 juin 1932).

Un décret du 25 juin porte réorganisation de la commission consultative de la viticulture et un arrêté du 29 juin désigne les membres de cette commission (*J. Off.*, 30 juin, 15, 16 septembre 1932).

Un décret et un arrêté interministériel du 8 juillet 1932 sont relatifs à l'importation des pommes de terre à l'état frais, des fruits frais et des légumes frais (*J. Off.*, 9 juillet 1932).

Un décret du 23 juillet 1932 est relatif au contrôle des céréales et farines panifiables (*J. Off.*, 27 juillet 1932).

Un décret du 26 juillet 1932 est relatif au recrutement des élèves de l'Ecole nationale des eaux et forêts (*J. Off.*, 5 août, 3 septembre 1932).

Un décret du 24 août 1932 modifie le décret du 13 décembre 1912 relatif à l'organisation de l'administration centrale en ce qui concerne le recrutement, l'avancement et la discipline (*J. Off.*, 1^{er} septembre 1932).

Un décret du 25 août 1932 porte règlement d'administration publique modifiant le décret du 9 février 1921 rendu pour l'application de la loi du 5 août 1920 sur le crédit mutuel et la coopération agricoles (*J. Off.*, 5-6 septembre 1932).

Un décret a été rendu le 15 septembre 1932 sur la répression des fraudes en ce qui concerne les denrées alimentaires et spécialement les fruits, légumes et conserves (modification du décret du 15 avril 1912 sur les fruits, légumes et conserves) (*J. Off.*, 21 septembre 1932).

Trois décrets ont été rendus le 16 septembre 1932 ; le premier porte majoration des droits de douane sur l'avoine, le seigle, le maïs et leurs dérivés ; le deuxième modifie la tarification douanière du liège brut et du liège ouvré ; le troisième, suivi d'un arrêté interministériel de même date, est relatif à l'importation en France de certaines marchandises étrangères, orges, grains, farines, sons (*J. Off.*, 17 septembre 1932).

Un décret du 27 septembre 1932 fixe le taux d'extraction des farines panifiables destinées à la consommation indigène, et dé-

cide que ce taux ne peut être supérieur à 66 pour cent (*J. Off.*, 28 septembre 1932).

Un décret du 27 septembre 1932 porte modification des droits de douane sur les beurres (*J. Off.*, 28 septembre 1932).

Un décret du 4 octobre 1932 modifie l'article 2 du décret du 28 janvier 1911 sur la sériciculture (*J. Off.*, 14 octobre 1932).

Un décret du 7 octobre 1932 porte règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires en ce qui concerne le café, la chicorée et le thé (*J. Off.*, 13 octobre 1932).

Un décret du 12 octobre 1932 porte réorganisation du service de défense des végétaux (*J. Off.*, 13 octobre, 21 décembre 1932).

Un décret du 12 octobre 1932 est relatif à l'application de la loi du 20 juillet 1932 facilitant par de nouvelles avances de l'Etat les opérations de prêts à moyen terme effectuées en application de la loi du 5 août 1920 sur le crédit mutuel et la coopération agricoles (*J. Off.*, 21, 30 octobre 1932).

Un décret du 14 octobre règle l'application de la même loi relativement aux opérations de prêts à long terme (*J. Off.*, 21 octobre 1932).

Un décret et un arrêté du 16 octobre 1932 sont relatifs à l'importation en France des marrons et châtaignes et de leurs farines (*J. Off.*, 19 octobre 1932).

Un décret du 4 et une circulaire du 22 octobre 1932 sont relatifs à la répression de la fraude dans le commerce de l'essence de térébenthine et des produits résineux (*J. Off.*, 23, 30 octobre 1932).

Un décret du 20 octobre 1932 modifie le décret du 30 août 1931 sur les encouragements à la culture du lin (*J. Off.*, 28 octobre 1932).

Un décret du 22 octobre 1932 fixe les conditions d'application des articles 129 à 141 de la loi de finances du 31 mars 1932 relatifs à l'assurance contre la grêle et à la caisse de solidarité contre les calamités agricoles (*J. Off.*, 23 octobre 1932).

Un décret et un arrêté du 14 novembre 1932 sont relatifs à l'importation des blés étrangers déclarés en admission temporaire (*J. Off.*, 14-15 novembre 1932).

Un décret du 15 novembre 1932 modifie le décret du 20 mai 1932 pris pour l'application de la loi du 2 mars 1932 modifiée par la loi du 20 avril 1932 et portant création d'un système d'encouragement à la production du chanvre (*J. Off.*, 19 novembre 1932).

Un décret du 16 novembre 1932 porte règlement pour l'application de la loi du 31 juillet 1929 concernant l'amélioration du logement des travailleurs agricoles (*J. Off.*, 19 novembre 1932).

Six décrets du 18 novembre 1932 fixent les caractères des vins

propres à la consommation dans les différentes régions (*J. Off.*, 20 novembre 1932). Une circulaire du 29 novembre 1932 est relative à l'application de ces décrets (*J. Off.*, 4 décembre 1932).

Un décret du 22 novembre 1932 est relatif à l'application de l'article 5 de la loi du 1^{er} décembre 1929 concernant le commerce des blés (*J. Off.*, 24 novembre 1932).

Un décret du 1^{er} décembre 1932 modifie le décret du 25 septembre 1920 fixant les règles de comptabilité applicables aux établissements d'enseignement agricole dotés de la personnalité civile (*J. Off.*, 10 décembre 1932).

X. — TRAVAUX PUBLICS

Une loi du 11 janvier 1932 est relative à l'aménagement de l'estuaire de la Seine (*J. Off.*, 23 janvier 1932).

Une loi du 7 mars 1932 étend aux objets remis à la consigne dans des gares, et abandonnés par les déposants, les dispositions de l'article 1^{er} du décret du 13 août 1810, relatives à la vente des objets remis à des entrepreneurs de transports et non réclamés dans un certain délai (*J. Off.*, 10 mars 1932) :

Article unique. — L'article 1^{er} du décret du 13 août 1810 est remplacé par le texte suivant : « Les objets qui ont été confiés, soit pour être transportés, soit pour être mis en dépôt dans leurs magasins, aux entrepreneurs de transport doivent être vendus aux enchères par l'administration des domaines quand ils n'ont pas été réclamés dans le délai de six mois, à compter de leur arrivée à destination ou de la date du dépôt. »

Une loi du 14 mai 1932 autorise l'établissement d'un projet d'aménagement de la région parisienne (*J. Off.*, 16-17-18 mai 1932).

Un décret du 11 janvier 1932 modifie les articles 1^{er} et 2 du décret du 6 décembre 1928 désignant les agents de la police spéciale de la route habilités à percevoir directement les amendes. Ce décret a pour effet d'augmenter le nombre des gendarmes affectés à cette fonction (*J. Off.*, 28 janvier 1932).

Un décret du 26 janvier 1932 dispose que l'heure légale sera avancée de 60 minutes dans la nuit du 2 au 3 avril, à 23 heures, et que l'heure normale sera rétablie dans la nuit du 1^{er} au 2 octobre à 24 heures (*J. Off.*, 3 février 1932).

Un décret du 6 février 1932 porte règlement général de police des voies de navigation intérieure (*J. Off.*, 15-16 février, 6-7, 15 mai 1932).

Un décret du 16 février 1932 porte règlement d'administration publique relatif aux groupements agricoles d'utilité générale susceptibles de bénéficier des réserves en eau et en force prévues

par l'article 10 de la loi du 16 octobre 1919 (*J. Off.*, 25 février 1932).

Un décret du 26 mai 1932 porte règlement d'administration publique pour le transport et la manutention des poudres, munitions, artifices et matières assimilées sur les routes, voies navigables et dans les ports maritimes (*J. Off.*, 1^{er} juin, 1^{er} décembre 1932).

Un décret du 17 juin 1932 fixe la composition du conseil général des ponts et chaussées et du conseil général des mines (*J. Off.*, 22 juin 1932).

Un décret du 29 juillet 1932 régit la manutention et le transport de matières vénéneuses, caustiques et corrosives et des produits toxiques ou nauséabonds (*J. Off.*, 3 août 1932).

Un décret du 25 septembre 1932 modifie l'article 10 du Code de la route réglant la conduite à tenir par les conducteurs de véhicules ou d'animaux aux bifurcations, croisées de chemins et carrefours. Un décret de même date définit les voies dites « à grande circulation » au moyen d'une nomenclature annexée. Un arrêté du 30 septembre règle les signaux et indications annonçant les voies à grande circulation (*J. Off.*, 5 octobre 1932).

Chemins de fer ; Postes, Télégraphes et Téléphones. — Une loi du 7 janvier 1932 modifie la loi du 31 mars 1928 complétant celle du 22 juillet 1922 et relative aux retraites des agents de chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways (*J. Off.*, 9 janvier 1932).

Une loi du 31 mars 1932 est relative aux retraites des agents des chemins de fer secondaires et des compagnies de tramways (*J. Off.*, 2, 6 avril 1932).

Une loi du 19 avril 1932 proroge le régime provisoire des voies ferrées d'intérêt local et certaines dispositions financières relatives à ces voies ferrées (*J. Off.*, 21 avril 1932).

Une loi du 4 août 1932 a pour objet de proroger pour les réseaux secondaires d'intérêt général la loi du 22 octobre 1919 relative à l'approbation des conventions modifiant temporairement les contrats de concession (*J. Off.*, 5 août 1932).

Un décret du 13 février 1932 porte réorganisation du contrôle de l'Etat sur les chemins de fer d'intérêt général (*J. Off.*, 18 février 1932).

Des décrets du 24 mars 1932 fixent les taxes de colis postaux (*J. Off.*, 4-5 avril 1932).

Un décret du 12 mai 1932 accorde certaines facilités aux abonnés au téléphone atteints par la crise économique en autorisant la résiliation de certains abonnements (*J. Off.*, 26 mai 1932).

Un décret du 19 juillet 1932 porte fixation de taxes et redevances téléphoniques (*J. Off.*, 23 juillet 1932).

Sept décrets du 20 juillet 1932 sont relatifs à l'exécution de divers arrangements de la convention postale universelle signée à Londres le 28 juin 1929 et du règlement y annexé (*J. Off.*, 28 juillet 1932).

Un décret du 16 novembre 1932 est relatif au transport de certains colis postaux (huiles et liquides de peu de valeur, vins médicamenteux) (*J. Off.*, 20 novembre 1932).

Un décret du 30 novembre 1932 modifie le décret du 18 septembre 1923 organisant l'inspection générale des postes, télégraphes et téléphones (*J. Off.*, 2 décembre 1932).

Régions libérées. — Une loi du 20 février 1932 complète l'article 12 de la loi du 17 avril 1919 sur le remploi des indemnités de dommages de guerre allouées aux communes (*J. Off.*, 24 février 1932).

Une loi du 14 avril 1932 modifie et complète la loi du 27 avril 1931 sur le fonctionnement du compte spécial de compensation relatif aux frais supplémentaires pour produits finis de l'industrie (indemnités de dommages de guerre) (*J. Off.*, 15 avril 1932).

Une loi du 16 avril 1932 concerne la liquidation des sociétés coopératives de reconstruction formées par les sinistrés en vue de la reconstitution des immeubles atteints par les événements de guerre (*J. Off.*, 21 avril 1932).

Un décret du 16 février 1932 est relatif au paiement d'indemnités afférentes aux dommages de guerre ayant atteint les archives des communes et hospices (*J. Off.*, 6 mars 1932).

Un décret du 23 mars 1932 porte application au personnel auxiliaire permanent de l'administration centrale des régions libérées de l'article 69 de la loi du 14 avril 1924 sur les pensions civiles (*J. Off.*, 31 mars 1932).

Un décret du 26 juillet 1932 détermine les conditions d'application de la loi du 16 avril 1932 concernant la liquidation des sociétés coopératives de reconstruction formées par les sinistrés en vue de la reconstitution des immeubles atteints par les événements de guerre (*J. Off.*, 29 juillet 1932).

Un décret du 5 septembre 1932 fixe l'organisation des commissions d'évaluation décennale des offices publics et ministériels prévue par l'article 15 de la loi du 17 avril 1919 sur la réparation des dommages causés par les faits de guerre (*J. Off.*, 8 septembre 1932).

XI. — MARINE MARCHANDE

Une loi du 7 janvier 1932 accorde aux marins français accidentés le bénéfice de la loi du 14 mai 1930 relative à la rééducation professionnelle des victimes du travail (*J. Off.*, 9 janvier 1932).

Une loi du 17 février 1932 porte rattachement au ministère de la Marine marchande des services de jaugeage et de francisation des navires de mer (*J. Off.*, 24 février 1932).

Une loi du 3 mars 1932 autorise le ministre des Finances à mettre certains crédits à la disposition du ministre des Travaux publics et de la Marine marchande pour assurer le fonctionnement et l'exploitation des lignes de la Compagnie générale transatlantique (*J. Off.*, 5 mars 1932).

Une loi du 6 avril 1932 porte modifications à la loi du 27 avril 1929 fixant l'organisation du corps des professeurs d'hydrographie (*J. Off.*, 9 avril 1932).

Une loi du 9 avril 1932 concerne l'aide de l'Etat permettant l'achèvement de constructions en cours de navires de la Compagnie générale transatlantique (*J. Off.*, 11-12 avril 1932).

Une loi du 9 avril 1932 complète les lois sur le crédit maritime par l'approbation de deux avenants annexés à la convention passée le 29 décembre 1927 entre l'Etat et le Crédit Foncier de France pour l'organisation du crédit hypothécaire maritime (*J. Off.*, 11-12 avril 1932).

Une loi du 12 avril 1932 porte encouragements à l'industrie des grandes pêches maritimes (*J. Off.*, 15 avril 1932). Un décret du 19 mai et un arrêté interministériel du 20 mai 1932 déterminent les conditions d'application de cette loi (*J. Off.*, 21 mai 1932).

Un décret du 20 mai 1932 porte modification au décret du 1^{er} août 1929 fixant les conditions de détachement en mission des officiers de l'armée de mer administrés par la marine marchande (*J. Off.*, 26 mai 1932).

Un décret du 21 mai 1932 porte organisation du commissariat du gouvernement auprès des compagnies de navigation subventionnées. Le commissaire du gouvernement chef de service est à Paris et relève directement du ministre des Travaux publics et de la Marine marchande. Un arrêté ministériel de même date porte réglementation du service du commissariat du gouvernement auprès des compagnies de navigation subventionnées (*J. Off.*, 25 mai 1932).

Un décret du 21 juin 1932 modifie le décret du 5 mars 1926 relatif à l'organisation des personnels de la surveillance des pêches maritimes et du contrôle des établissements de pêche (*J. Off.*, 26 juin 1932).

Un décret du 19 juillet 1932 porte modification dans le fonctionnement des commissions de classement des administrateurs de l'inscription maritime, des professeurs d'hydrographie et du personnel d'administration de l'inscription maritime (*J. Off.*, 24 juillet 1932).

Un décret du 20 juillet 1932 modifie le décret du 20 mars 1926 sur les indemnités de première mise d'habillement et d'équipement (*J. Off.*, 24 juillet 1932).

Un décret du 2 août 1932, suivi d'une circulaire ministérielle du 3 août 1932, est relatif aux conditions de commandement des bâtiments armés à la navigation côtière (*J. Off.*, 6 août 1932).

Un décret du 14 octobre 1932 modifie le décret du 12 avril 1914 rendu pour l'application de la loi du 4 décembre 1913 sur le crédit maritime mutuel (compte courant pour les coopératives) (*J. Off.*, 20 octobre 1932).

Un décret du 30 décembre 1932 porte prorogation jusqu'au 31 décembre 1933 des dispositions : d'une part, du décret du 31 août 1927 et, d'autre part, des décrets du 8 septembre 1912 et du 15 février 1919 relatives aux frais de traitement et éventuellement d'entretien et de rapatriement des marins du commerce délaissés pour cause de maladie ou de blessure (*J. Off.*, 31 décembre 1932).

XII. — TRAVAIL ET PRÉVOYANCE SOCIALE

Une loi du 4 février 1932 porte réglementation des modes de gestion dans les sociétés d'assurance sur la vie, les sociétés tontinières, les entreprises de capitalisation et d'épargne. Il s'agit de dispositions relatives à la gestion et au mode de rémunération des directeurs et administrateurs et des avantages au profit des fondateurs (*J. Of.*, 7 février 1932).

Une loi du 5 février 1932 modifie divers articles du livre I^{er} du Code du travail, notamment les articles 22 (règlement intérieur et sanctions), 23 (rupture du contrat de travail et nouvel emploi), 99, 105 (infractions et sanctions), 107 (rôle des inspecteurs du travail) (*J. Off.*, 7 février 1932) (1).

Une loi du 11 mars 1932 modifie les titres III et V du livre I^{er} du Code du travail et l'article 2101 du Code civil. Cette loi concerne les allocations familiales, dues pour tout enfant à la charge d'un ouvrier ou employé et n'ayant pas dépassé l'âge d'obligation

(1) V. commentaire de M. VIATTE dans le *Recueil des lois, décrets et arrêtés*, 1931, 5^e livraison, 1^{re} partie, p. 135 (Paris, 6, rue de Mézières).

scolaire. Elles doivent être servies par la Caisse de compensation ou toutes autres institutions agréées par le ministre du Travail, auxquelles les employeurs sont tenus de s'affilier en vue de répartir entre eux les charges des allocations familiales (*J. Off.*, 12 mars 1932).

Une loi du 20 mars 1932 modifie l'article 19 de la loi du 26 juillet 1925 en vue de hâter l'envoi à l'administration des états matriciels portant création de ressources nécessaires au fonctionnement des chambres de métiers (*J. Off.*, 21-22 mars 1932).

Une loi du 8 juillet 1932 assure le chauffage gratuit aux mineurs retraités pour vieillesse et invalidité (*J. Off.*, 27 juillet 1932).

Une loi du 16 juillet 1932 modifie les articles 115 et 116 du livre II du Code du travail concernant les commissions départementales du travail et crée les articles 115 *a* et 116 *a* nouveaux (*J. Off.*, 18-19 juillet 1932).

Une loi du 10 août 1932 protège la main-d'œuvre nationale. Dans les marchés de travaux publics ou de fournitures passés au nom de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics, les cahiers des charges devront déterminer la proportion des travailleurs étrangers qui pourront être employés, et dont la proportion, dans les services publics concédés, ne pourra pas dépasser cinq pour cent. Pour les entreprises privées, industrielles ou commerciales, des décrets pourront fixer la proportion des travailleurs étrangers qui pourront y être employés. Cette loi exige une autorisation ministérielle pour tout étranger désirant entrer en France afin d'y être employé comme travailleur. Les chefs d'entreprises sont astreints à certaines déclarations et encourent des pénalités au cas où ils occuperaient une proportion de travailleurs étrangers supérieure à celle autorisée (*J. Off.*, 12 août, 7 septembre 1932). Un décret du 19 octobre 1932 a été pris pour l'application de l'article 7 de cette loi (consultations et dérogations) (*J. Off.*, 22 octobre 1932).

Un décret du 18 mars 1932 porte fixation des émoluments dus aux greffiers de justice de paix et aux secrétaires des conseils de prud'hommes en matière de dépôt de règlements intérieurs (application de la loi du 5 février 1932 modifiant divers articles du livre I^{er} du Code du travail) (*J. Off.*, 24 mars 1932).

Un décret du 19 avril 1932 modifie le décret du 9 juin 1906 relatif au placement de l'actif des entreprises d'assurances sur la vie (*J. Off.*, 22 avril 1932).

Un décret du 20 avril 1932 est relatif au recrutement et à l'introduction des travailleurs étrangers. Aux termes de ce décret : « Les individus ou groupements ayant obtenu du ministre du Travail ou du ministre de l'Agriculture ou de ces deux ministres l'autorisation de recruter pour la France ou d'introduire en France des travailleurs étrangers, devront se conformer au cahier

des charges arrêté par ces deux ministres, après avis de la commission interministérielle de l'immigration et dont le texte est annexé au présent décret (*J. Off.*, 22 avril 1932).

Un décret du 2 octobre 1932 institue la commission supérieure des allocations familiales, prévue par la loi du 11 mars 1932 (*J. Off.*, 5, 7, octobre 1932).

Un décret du 8 décembre 1932 détermine les conditions d'application des articles 122 à 125 de la loi de finances du 31 mars 1932 relatifs aux allocations et majorations de rentes de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse (*J. Off.*, 12-13 décembre 1932).

Deux décrets du 30 décembre 1932 fixent les tarifs applicables, à partir du 1^{er} janvier 1933, en matière d'assurances consenties par la caisse d'assurances en cas de décès, et les bases des tarifs de la Caisse nationale de retraites pour la vieillesse. Un troisième décret de même date concerne les assurances sociales (voir sous cette rubrique) (*J. Off.*, 1^{er} janvier 1933).

Un arrêté du 27 décembre 1932 fixe le barème minimum pour le calcul des capitaux constitutifs et des réserves mathématiques des rentes réglées financièrement à servir par les sociétés d'assurances à la suite d'accidents du travail (*J. Off.*, 28 décembre 1932, 8 janvier 1933).

Assurances sociales. — Un décret du 15 février 1932 modifie le décret du 25 juillet 1930 portant règlement général d'administration publique pour l'exécution de la loi sur les assurances sociales (*J. Off.*, 18 février 1932).

Un décret du 19 février 1932 fixe les émoluments des greffiers de justice de paix et des tribunaux civils pour tous actes nécessités par l'application de la loi sur les assurances sociales (*J. Off.*, 27 février 1932).

Un décret du 21 mars 1932 modifie le décret du 25 juillet 1930 modifié portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi sur les assurances sociales (*J. Off.*, 23 mars 1932).

Un décret du 31 mars 1932 est relatif à l'envoi et au renvoi des feuillets et cartes de cotisations des assurances sociales (*J. Off.*, 1^{er} avril 1932).

Un décret du 15 avril 1932 modifie le décret du 25 juillet 1930 portant règlement général d'administration publique pour l'exécution de la loi sur les assurances sociales. Il s'agit de la situation des assurés en chômage (*J. Off.*, 21 avril 1932).

Un décret du 17 avril 1932 modifie le décret du 7 juin 1930 portant organisation des services départementaux des assurances sociales (*J. Off.*, 25-26 avril 1932).

Un décret du 21 avril 1932 modifie l'article 189 du décret du 25 juillet 1930 portant règlement général d'administration publi-

que pour l'exécution de la loi sur les assurances sociales (*J. Off.*, 25-26 avril 1932).

Trois décrets du 21 avril 1932 concernent les assurances sociales (*J. Off.*, 29 avril 1932).

Le premier fixe le taux d'intérêt applicable pour le calcul des rentes garanties par la Caisse nationale des retraites en cas d'invalidité aux assurés facultatifs de la loi du 30 avril 1930.

Le deuxième fixe le taux d'intérêt applicable au calcul des tarifs de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse (section des assurances sociales), pour les versements et abandons des capitaux effectués au titre de l'assurance obligatoire pendant l'année 1932.

Le troisième fixe la base des tarifs applicables aux rentes d'invalidité garanties par la Caisse nationale des retraites aux assurés facultatifs de la loi du 30 avril 1930.

Un décret du 4 mai 1932 modifie le décret du 7 juin 1930 portant organisation des services départementaux des assurances sociales (*J. Off.*, 4 juin 1932).

Un décret du 14 juin 1932 modifie le décret du 21 juillet 1930 fixant le statut du corps du contrôle des assurances sociales (*J. Off.*, 24 juin 1932).

Un décret du 14 juillet 1932 est relatif à la constitution et à l'administration des unions de réassurance (*J. Off.*, 25-26 juillet 1932).

Un décret du 14 juillet 1932 modifie les articles 107 et 108 du décret du 25 juillet 1930 (réassurance par la Caisse générale de garantie des sections agricoles des caisses départementales) (*J. Off.*, 29 juillet 1932).

Un décret du 19 juillet 1932 est relatif au taux d'intérêt des placements des caisses d'assurances sociales (*J. Off.*, 22 juillet 1932).

Un décret du 31 juillet 1932 proroge les dispositions du décret du 2 juillet 1930 fixant les règles d'évaluation et de versement des cotisations d'assurances sociales afférentes aux employés des sociétés de courses (*J. Of.*, 8-9 août 1932).

Un décret du 22 octobre 1932 est relatif aux conditions de versement applicables aux assurés sociaux des professions saisonnières (*J. Off.*, 30 octobre 1932).

Un décret du 29 novembre 1932 fixe les formes de la notification du pourcentage d'invalidité et du montant de la pension d'invalidité, en matière d'assurances sociales (*J. Off.*, 12-13, 30 décembre 1932).

Deux décrets ont été pris le 13 décembre 1932. Le premier fixe pour l'année 1933 la cotisation des femmes devenant veuves ou divorcées, inscrites à l'assurance spéciale. Le second modifie le décret du 7 juin 1930 portant organisation des services départementaux des assurances sociales (*J. Off.*, 21 décembre 1932).

Un décret du 30 décembre 1932 fixe le taux d'intérêt applicable

au calcul des tarifs de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse (section des assurances sociales) pour les versements et abandons des capitaux effectués au titre de l'assurance obligatoire pendant l'année 1933 (*J. Off.*, 1^{er} janvier 1933).

Dispositions relatives au chômage. — Une loi du 23 avril 1932 accorde l'aide de l'Etat aux communes et aux départements particulièrement atteints par le chômage qui entreprennent des travaux en vue d'occuper les chômeurs (*J. Off.*, 25-26 avril 1932).

Un décret du 23 mars 1932 proroge les dispositions du décret du 5 juin 1931 relatif à la durée du secours alloué au fonds de chômage (*J. Off.*, 27 mars 1932).

Un décret du 28 juillet 1932 est relatif aux subventions de l'Etat aux caisses de chômage créées par les travailleurs indépendants (*J. Off.*, 29 juillet 1932).

Un décret du 22 octobre 1932 est relatif aux subventions de l'Etat aux caisses de secours contre le chômage (*J. Off.*, 27 octobre, 5 novembre 1932).

Santé publique. — Une loi du 9 mars 1932 modifie les articles 5 et 20 de la loi du 5 décembre 1922 portant codification des lois sur les habitations à bon marché et la petite propriété (*J. Off.*, 12 mars 1932) (1).

Une loi du 25 mars 1932 tend à relever, à dater du 1^{er} janvier 1932, le maximum des avances que l'Etat est autorisé à consentir en application de la loi du 13 juillet 1928 sur les habitations à bon marché et les logements à loyers moyens (*J. Off.*, 26 mars 1932).

Une loi du 27 juillet 1932 porte modification de la loi du 22 juillet 1923 sur l'encouragement national aux familles nombreuses. L'article 6 de cette loi est remplacé par le texte suivant : « Les allocations sont dues à compter du premier jour du mois qui suit la date du récépissé de la déclaration délivré par le maire, jusqu'au dernier jour du mois où elles arrivent à expiration. Elles sont payables par mois à terme échu. Les dispositions qui précèdent ne s'appliqueront qu'aux allocations accordées après la promulgation de la présente loi » (*J. Off.*, 1^{er}-2 août 1932).

Une loi du 2 août 1932 facilite la construction de locaux à usage artisanal en donnant aux sociétés coopératives artisanales et aux groupements de ces coopératives la faculté, moyennant certaines conditions, d'acquérir des terrains, de faire construire des immeubles, de créer des cités-jardins, de louer, gérer, attribuer et vendre les immeubles ainsi construits (*J. Off.*, 4 août 1932).

(1) V. le commentaire dans le *Recueil général des lois, décrets et arrêtés*, 1932, 11 livraison, 1^{re} partie, p. 277 (Paris, 6, rue de Mézières).

Un décret du 19 janvier 1932 est relatif à la commission de préservation des maladies vénériennes et fixe la composition de cette commission (*J. Off.*, 29 février-1^{er} mars 1932).

Un décret du 30 mai 1932 est relatif à l'organisation des sanatoriums (*J. Off.*, 6-7 juin 1932).

Un décret du 22 juin 1932 est relatif à la préparation et à la mise en vente de certains médicaments (*J. Off.*, 27-28 juin 1932).

Un décret du 20 juillet 1932 modifie le décret du 1^{er} janvier 1929 portant institution d'un corps temporaire de contrôle des habitations à bon marché et des logements à loyers moyens (*J. Off.*, 23 juillet 1932).

XIII. — FINANCES

Au cours de l'année 1932, trois lois intéressant les finances publiques ont été votées par les Chambres : la loi du 31 mars portant fixation du budget général, la loi du 15 juillet tendant au rétablissement de l'équilibre budgétaire, et enfin la loi du 17 septembre portant autorisation de rembourser ou de convertir divers fonds publics.

Nous allons les analyser successivement.

I. — LOI DU 31 MARS 1932 PORTANT FIXATION DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1932 (*J. Off.*, du 1^{er} avril 1932)

Le texte de la loi du budget groupe 217 articles répartis en quatre titres. Ceux-ci, on le sait, ont respectivement pour but :

1^o de fixer le chiffre des crédits ouverts pour les dépenses (41.097.501.752 fr.), d'autoriser la perception des impôts et revenus, d'évaluer les voies et moyens applicables aux dépenses (41.100.883.494 fr.) ;

2^o de régler les budgets annexes ;

3^o de régler les services spéciaux du Trésor ;

4^o de prévoir certains moyens de services et dispositions annuelles.

Notre étude portera presque uniquement sur le paragraphe 2 du titre premier « Impôts et revenus autorisés » où se trouvent les principales dispositions modifiant le régime antérieur des Contributions directes, de l'Enregistrement et du Timbre, des Douanes et des Contributions indirectes.

I. — CONTRIBUTIONS DIRECTES

Contentieux (art. 3). — Le contribuable peut désormais adresser sur papier libre une réclamation au directeur des Contributions

directes. Mais, s'il n'obtient pas satisfaction et interjette appel devant le Conseil de Préfecture, il doit alors rédiger sa demande sur timbre.

Délai imparti à l'administration pour rechercher les insuffisances de déclaration. — L'article 9 ramène ce délai de cinq à trois ans. Si les insuffisances sont révélées à l'occasion d'une succession, le délai reste le même. Et les impositions dues par les héritiers du chef du défunt, dont le maximum est fixé par l'article 11 aux trois quarts de l'actif successoral avant le paiement des droits de mutation par décès, constituent une dette déductible de cet actif, mais ne sont pas admises en déduction du revenu de l'héritier pour l'établissement de l'impôt général dont il est passible (art. 10).

Impôt foncier. — L'article 31 de la loi du 1^{er} avril 1926 privait de l'exemption de l'impôt foncier les immeubles édifiés sur des lotissements irréguliers. L'article 5 de la loi de finances les admet au bénéfice de cette exemption pour la fraction de la période de quinze ans restant à courir, à compter de l'année au cours de laquelle ces lotissements auront été régulièrement autorisés.

Quant aux constructions nouvelles, non déclarées à la mairie dans les quatre mois du commencement des travaux, et qui, pour cette raison, n'étaient pas exonérées de l'impôt, elles peuvent désormais, en vertu de l'article 6, bénéficier de l'exemption pour la fraction de la période de quinze ans restant à courir à dater du 1^{er} janvier suivant l'année de la déclaration.

Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (art. 7). — Le décès de l'exploitant est désormais assimilé à la cession et à la cessation de l'entreprise ; aussi l'impôt dû à raison des bénéfices qui n'ont pas encore été taxés est immédiatement établi, et ce afin d'éviter que les bénéfices réalisés entre la fin de la période dont les résultats ont servi de base à l'imposition et le jour du décès échappent à toute taxation cédulaire.

Impôt sur les traitements et salaires, pensions, rentes viagères.
Impôt sur les professions non commerciales. — Lorsqu'un contribuable est imposé à ces deux titres, ses revenus, calculés d'après les modalités particulières aux deux cédules, sont réunis et le total est diminué des abattements prévus par l'impôt sur les traitements et salaires. Le solde imposable est ensuite fractionné proportionnellement aux revenus de chaque catégorie, et chaque fraction est taxée d'après le taux spécial à sa cédule.

En cas de désaccord entre le fisc et le contribuable, en ce qui concerne l'application de l'impôt sur les professions non commerciales, le différend est soumis à une commission consultative siégeant au chef-lieu de département. L'article 12 décide que cette

commission comprendra en outre un membre de la Chambre de commerce, un agent des Contributions indirectes et un agent de l'Enregistrement.

L'article 13 soumet à la cédule des professions non commerciales les bénéfices provenant de la location du droit de chasse et du droit d'affichage, s'ils ne sont pas réalisés par une entreprise industrielle ou commerciale, ou encore, en ce qui concerne la location du droit de chasse, par une collectivité publique.

Impôt général sur le revenu. — L'application de l'impôt général sur le revenu était autrefois subordonnée à l'existence physique du contribuable au 1^{er} janvier de l'année. Ainsi, les revenus du défunt pour la période écoulée entre le 1^{er} janvier et le jour du décès n'étaient pas atteints. Ils le sont désormais — art. 14 — et les ayants droit doivent produire une déclaration dans les six mois du décès.

II. — ENREGISTREMENT ET TIMBRE

Droit de mutation. — Les droits de mutation sur les acquisitions à titre onéreux de terrains destinés à la construction d'habitation sont réduits de moitié (loi des 13 juillet 1928 et 30 décembre 1928) à condition que les maisons soient construites dans les deux ans à dater non plus du jour de l'acte, mais du jour de la délivrance du permis de construire dans les villes où ce permis est exigible (art. 18). Toutefois, le délai ne doit pas excéder trois ans à compter de la date de l'acte d'acquisition.

Droit de timbre applicable aux affiches lumineuses (art. 19). — Lorsque la surface des affiches lumineuses est inférieure à 1 m², les droits sont désormais liquidés par 25 dcm².

Impôt sur le revenu des valeurs mobilières. — L'impôt est désormais applicable, en vertu de l'article 20, aux jetons de présence payés aux actionnaires à l'occasion des assemblées générales et payables par la société.

On sait, par ailleurs, que la loi du 13 juillet 1925 a soumis à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers les remboursements effectués sur le montant des actions, parts d'intérêts ou commandes, sauf pour « les sociétés dont les statuts prévoient l'amortissement obligatoire ». A la suite du vote de cette loi, de nombreuses sociétés ont modifié leurs statuts afin de bénéficier de l'exemption. En vertu de l'article 21 de la loi de finances, ne seront plus exonérées que les sociétés dont les statuts ont prévu l'amortissement obligatoire des actions antérieurement à la promulgation de la loi du 13 juillet 1925.

III. — DOUANES

Surtaxes d'entrepôt et d'origine (art. 22). — Ces surtaxes sont relevées de 5 à 25 francs pour les huiles de pétrole et leurs dérivés.

IV. — CONTRIBUTIONS INDIRECTES

Impôt sur le produit des jeux dans les casinos. — Cet impôt progressif, créé par la loi du 19 décembre 1926 (art. 14), est modifié quant à ses règles de calcul par les articles 23, 24, 25 de la loi de finances.

Taxe sur les cercles, sociétés, lieux de réunions. — L'article 26 prévoit une réduction de 50 % sur la taxe d'Etat pour les cercles vivant uniquement du produit des cotisations de leurs membres et dans lesquels ne sont pas pratiqués les jeux de hasard.

Taxe sur les spectacles. — Une réduction de 5 à 2 % est prévue pour les théâtres, concerts et cirques, à l'exclusion des cinémas (art. 27). Les communes sont autorisées par ailleurs à percevoir des taxes municipales (art. 28).

Sucres. — Les fabricants et raffineurs de sucre sont subrogés au privilège conféré à la régie pour la taxe unique par eux acquittée pour le compte de leurs clients (art. 29).

Impôt sur les chemins de fer. — L'article 30 ramène de 65 à 40 % l'impôt dont sont frappées toutes les places de luxe dans les chemins de fer.

Impôt sur le chiffre d'affaires (art. 31). — Il sera désormais liquidé pour les commissionnaires, mandataires et intermédiaires, sur le montant des ventes réalisées et non plus sur le montant des commissions ou courtages, sauf pour ceux d'entre eux qui sont uniquement rémunérés par une commission dont le taux est exclusif de tout autre profit.

Taxe à l'importation. — Au taux unique de 2 %, appliqué sans discrimination est substitué un tarif différentiel de 2, 4 ou 6 %, suivant que les produits importés sont bruts, semi-ouvrés ou fabriqués (art. 32).

Les majorations ainsi édictées ne s'appliquent pas aux produits originaires et en provenance directe de l'Algérie, des colonies, des pays de protectorat ou sous mandat, et les blés durs sont totalement exonérés.

Alcools. — Le régime est modifié par les articles 34, 35, 36.

Avant d'abandonner la loi portant fixation du budget général, notons, au titre III, l'article 69 qui reporte l'ouverture de l'an-

née financière du 1^{er} avril au 1^{er} janvier, le budget de 1932 ne devant s'appliquer que pendant neuf mois, l'article 97 qui modifie le calcul du maximum des pensions et les articles 100 à 103 qui en prévoient la révision.

II. — LOI DU 15 JUILLET 1932 TENDANT AU RÉTABLISSEMENT
DE L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE (*J. Off.*, du 16 juillet 1932)

Le gouvernement, prévoyant pour l'exercice 1932, un déficit d'au moins 4 milliards, a demandé au Parlement le vote de mesures destinées à secourir le Trésor pour l'année en cours et à préparer l'équilibre du prochain budget. La Commission des finances de la Chambre a réduit le projet gouvernemental d'une façon telle qu'on ne pouvait plus envisager qu'un soulagement de 333 millions pour le Trésor et 2.570 millions de ressources nouvelles pour le budget de 1933.

La loi du 15 juillet 1932 comprend deux séries de mesures : la réalisation d'économies sur le budget de la défense nationale et les services administratifs et en second lieu des dispositions fiscales.

Compressions de dépenses. — Parmi les économies à réaliser sur le budget de la défense nationale, la loi prévoit la création de permissions de 24 et 36 heures faisant mutation (art. 2), l'abaissement des primes d'engagement et de rengagement (art. 3), la réduction des effectifs de sous-officiers (art. 4), la suspension du recrutement des agents militaires (art. 5).

L'article 6 comporte, pour les dépenses administratives de toute nature, une réduction globale évaluée à 5 % du montant de la rétribution du personnel civil et militaire et devant être obtenue, sans modification du régime de rémunération alors en vigueur, par des suppressions d'emploi dues au ralentissement du recrutement et par la révision des conditions du travail.

Réaménagements fiscaux. — Le titre II de la loi qui vise les réaménagements fiscaux porte de 18 à 20 % le taux de l'impôt sur le revenu des valeurs étrangères non abonnées (art. 7), de 0,50 à 1 % le droit sur les opérations de bourse à terme, de 0,25 à 0,50 % le droit sur les opérations de report sur les valeurs de toute nature sauf les rentes sur l'Etat (art. 8).

Quant à l'article 9, il institue un nouveau barème de l'impôt général sur le revenu, destiné d'ailleurs à n'être pas appliqué.

Le titre III de la loi modifie les tarifs postaux et téléphoniques.

III. — LOI DU 17 SEPTEMBRE 1932 PORTANT AUTORISATION
DE REMBOURSER OU DE CONVERTIR DIVERS FONDS PUBLICS

Cette loi, atteignant le grand public, est certainement celle qui a suscité le plus de commentaires, parfois défavorables. Une conversion était pourtant possible depuis 1931, certains fonds publics dépassant le pair. Mais le gouvernement d'alors hésitait à prendre, avant les élections générales de 1932, une décision impopulaire et préférerait sacrifier l'intérêt des finances nationales à des préoccupations politiques. La France, d'ailleurs, s'est toujours montrée hésitante en matière de conversion, n'ayant tenté que sept de 1825 à 1931. C'est pourtant une politique dont la légitimité ne peut être mise en doute et dont la pratique devrait s'imposer dès que les conditions techniques sont réalisées.

La loi portant autorisation de rembourser ou de convertir divers fonds publics a été votée le 17 septembre 1932.

Les rentes converties sont le 5 % 1915-1916, le 6 % 1920, le 6 % 1927, le 5 % 1928, les obligations 6 % 1927 et bons du Trésor 7 % 1927.

Le taux choisi est celui de 4 $\frac{1}{2}$ %. Ce qui permet une économie annuelle de l'ordre de grandeur d'un milliard (art. 1).

Le gouvernement s'engage à ne pas faire de nouvelles conversions sur les rentes 4 $\frac{1}{2}$ avant le 1^{er} janvier 1939 (art. 2).

Les nouvelles rentes sont amortissables en 75 ans au maximum, soit au pair, par tirages au sort, soit par rachats en bourse (art. 3).

L'art. 4 stipule que tous les privilèges et immunités attachés aux rentes 3 % perpétuelles sont assurés aux nouvelles rentes et qu'elles sont également exemptes de toute taxe spéciale frappant les valeurs mobilières et qu'elles bénéficient de l'exonération prévue par la loi du 16 avril 1930 (art. 25).

Enfin — art. 17 — le ministre des Finances doit rendre compte des opérations autorisées par la présente loi.

I

LOI DU 4 FÉVRIER 1932 PORTANT RÉGLEMENTATION DES MODES DE GESTION DANS LES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES SUR LA VIE, LES SOCIÉTÉS TONTINIÈRES, LES ENTREPRISES DE CAPITALISATION ET D'ÉPARGNE (1).

Notice par M. Paul SUMIEN,

*Directeur honoraire au Ministère du Travail,
Professeur à l'École des sciences politiques*

La loi du 4 février 1932 contient trois dispositions d'ordre différent : la première relative à la rémunération des directeurs et administrateurs des entreprises d'assurances sur la vie, de capitalisation et d'épargne ; la seconde spéciale aux parts de fondateur dans les sociétés de l'espèce à forme mutuelle ; la troisième, enfin, interdisant la gestion à forfait. Chacune de ces dispositions sera étudiée sous un paragraphe distinct, un quatrième étant consacré à l'étendue de l'abrogation contenue dans l'article 4 de la loi, et un cinquième à son effet non rétroactif

*
* *

En ce qui concerne le mode de rémunération du directeur et des administrateurs, la loi du 4 février 1932 vient fermer, tout en l'élargissant, le cycle des réformes inauguré par le règlement d'administration publique du 8 mars 1922, relatif à la constitution et au fonctionnement des sociétés d'assurances,

L'article 5 de ce décret, dans son alinéa 3, dispose que la rémunération du directeur consiste en une allocation fixe dont le montant est prélevé sur la part de la cotisation prévue pour

(1) *J. Off.* du 7 février 1932.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Chambre* : Projet de loi du 28 juin 1928, doc. parl. n° 291 ; rapport de M. Chassaing du 25 janvier 1929, doc. parl. n° 1163 ; adoption le 21 février 1929 (*J. Off.* du 22, débats, p. 607). — *Sénat* : Dépôt le 28 février 1929, doc. parl. n° 129 ; rapport de M. Justin Godart du 10 juillet 1930, doc. parl. n° 459 ; adoption le 31 mars 1931 (*J. Off.* du 1^{er} avril, débats, p. 826). — *Chambre* : Retour le 7 mai 1931, doc. parl. n° 4980 ; rapport de M. Jules Cels du 18 décembre 1931, doc. parl. n° 6008 ; adoption le 26 janvier 1932 (*J. Off.* du 27, débats, p. 141).

frais de gestion. Il permet de lui accorder en outre, soit par voie statutaire, soit par un vote de l'assemblée générale, une allocation variable qui ne sera prélevée qu'en fin d'exercice sur les excédents de recettes de la société, après constitution des réserves obligatoires, prévues audit décret, et qui ne sera calculée ni sur le montant des sommes assurées, ni sur le montant des cotisations.

Le but de ce texte, précisé dans le rapport au Président de la République précédant le décret, est d'éliminer tout mode de rémunération calculée sur le chiffre d'affaires de la société, et cela à raison des inconvénients que peut présenter ce système qui constitue une prime à une production inconsidérée, trop souvent nuisible à la société, le directeur percevant une commission sur chaque affaire, bonne ou mauvaise, et réunissant ainsi les deux qualités incompatibles de directeur et de courtier d'assurances.

L'article 5 du même décret, qui ne concerne que les seules sociétés *mutuelles*, s'applique par contre à *toutes* les mutuelles d'assurances, sauf à celles d'assurances sur la vie et aux syndicats de garantie en matière d'accidents du travail, soumis à un régime spécial. La prescription nouvelle fut étendue aux mutuelles d'assurances sur la vie par le décret du 27 juillet 1922 modifiant le décret du 12 mai 1906 [art. 12, al. 3], aux mutuelles agricoles d'accidents du travail par le règlement d'administration publique du 22 août 1923 [art. 10, al. 2 et 3] et aux syndicats de garantie par le décret du 9 mai 1923 établissant les statuts-types de ces organismes [art. 12, al. 3]. Enfin les mêmes dispositions furent reprises pour les entreprises *mutuelles* de capitalisation et d'épargne par le règlement d'administration publique du 12 juin 1931 [art. 11, al. 3].

L'art. 1^{er} de la loi nouvelle du 4 février 1932 vient, comme on l'a déjà dit, fermer ce cycle de réformes, mais en l'élargissant. Il est en effet conçu dans des termes plus généraux que les textes réglementaires qui l'ont précédé. Le législateur a indiqué, à plusieurs reprises, dans les travaux préparatoires, que les abus qu'il voulait réprimer existaient tant dans les sociétés à primes fixes que dans les mutuelles. Aussi, plus rigoureux à l'égard des entreprises d'assurances sur la vie, tontinières, de capitalisation et d'épargne, qu'à l'égard des autres sociétés d'assurances, il a voulu que les règles qu'il édicte pour la rémunération des directeurs et administrateurs s'imposent à toutes les sociétés de ces genres, quelle que soit leur forme : mutuelles ou à primes fixes. D'autre part, afin d'éviter toute difficulté d'interprétation, il a ajouté au texte — qu'il avait repris — du décret du 8 mars 1922, lequel ne parlait que des directeurs, les mots : « et administrateurs ». L'exposé des motifs du projet et

le rapport au Sénat sont en ce sens aussi formels que possible.

Donc, aujourd'hui, cette réglementation concerne tous les directeurs et administrateurs dans les sociétés *mutuelles* de toutes les branches d'assurances, de capitalisation et d'épargne et même ceux des sociétés *par actions* dans les assurances sur la vie, les entreprises de capitalisation et d'épargne.

L'article 1^{er} *in fine* impartit aux sociétés visées un délai de deux ans pour se conformer aux prescriptions nouvelles de la loi.

*
* *

La seconde disposition de la loi du 4 février 1932 concerne les parts de fondateur. L'article 3 de la loi nouvelle prohibe tout avantage particulier au profit des fondateurs. Mais l'article ne vise expressément que les sociétés *mutuelles* d'assurances sur la vie, à forme tontinière, de capitalisation et d'épargne. A cet égard, le texte nouveau ne fait que confirmer législativement une interdiction réglementaire du même genre édictée déjà pour toutes les *mutuelles* d'assurance par les décrets du 8 mars 1922 [art. 2, al. 6], — du 27 juillet 1922 [art. 2, al. 5, *mutuelles vie*], — du 22 août 1923 [art. 10, al. 4, *mutuelles agricoles d'accidents du travail*], — du 12 juin 1931 [art. 2, al. 5, *mutuelles de capitalisation et d'épargne*]. — Les parts de fondateur restent donc licites dans les sociétés par actions d'assurances, de capitalisation et d'épargne.

*
* *

La troisième réforme de la loi nouvelle est relative à la prohibition de la gestion forfaitaire : « il est interdit aux sociétés visées à l'article 1^{er}, dit l'article 2, et constituées postérieurement à la promulgation de la présente loi, d'attribuer à forfait leur gestion soit à un directeur, soit à une entreprise distincte ». Le texte règle la situation transitoire des traités de gestion forfaitaire en cours et fixe à cet effet un délai de cinq ans.

Là encore, des dispositions semblables avaient déjà été prises par le décret du 8 mars 1922, dans son article 5, dernier alinéa : par le décret du 22 août 1923 relatif aux *mutuelles agricoles-accidents du travail*, dans son article 10, alinéa 1^{er}. Ces règles n'avaient pas pu être étendues aux sociétés d'assurances sur la vie, tontinières, de capitalisation et d'épargne parce qu'en ces matières, les règles concernant ce mode de gestion se trouvaient incluses dans les lois de contrôle de ces entreprises [art. 9, n° 9 de la loi de la loi du 17 mars 1905 et art. 9, n° 8, de la loi du 19 décembre 1907] : seule la loi pouvait donc les modifier.

Il convient de bien préciser que la loi n'interdit qu'un seul mode de gestion, la gestion *forfaitaire* : toute gestion autre reste licite. Les abus que le législateur a voulu prohiber résultaient, en effet, de la convention à forfait ; mais une gestion non forfaitaire n'a en soi rien d'abusif et il ne pouvait être question de l'interdire même quand elle est assumée par un organisme distinct de la mutuelle. C'est le contrat d'entreprise ordinaire. La difficulté qui subsiste en fait sera de savoir quand on se trouvera en présence d'une gestion *forfaitaire* ou non : l'interprétation donnée par la jurisprudence à l'article 1793 C. civ. fournira à cet égard d'intéressantes indications.

D'autre part, la prohibition légale ne s'adresse qu'aux *mutuelles* ; ce sont elles, et elles seules, auxquelles il est interdit de se faire gérer forfaitairement par un entrepreneur ou un organisme distinct ; le rapport de M. Justin Godart au Sénat est décisif en ce sens.

*
* *

L'article 4 de la loi nouvelle déclare abrogés l'article 9, n° 9, de la loi du 17 mars 1905 (assurances sur la vie) ; l'article 9, n° 8, de la loi du 19 décembre 1907 (sociétés de capitalisation), ainsi que la référence à ce dernier texte faite par l'article 12, dernier alinéa, de la loi du 3 juillet 1913 relative aux sociétés d'épargne. C'est dire que, désormais, la gestion non forfaitaire redevient libre et sans être astreinte à aucune des conditions et précautions établies par ces textes et par les décrets pris pour leur exécution. L'abrogation est absolue, sans réserves, et il paraît difficile de soutenir que les conditions édictées par les articles précités continuent à subsister à l'égard des entreprises de gestion non forfaitaires.

*
* *

La loi nouvelle n'a pas d'effet rétroactif : c'est le principe de l'art. 2, C. civ. ; une disposition formelle contraire est indispensable pour établir la rétroactivité.

Il ne peut, au surplus, y avoir doute en ce qui concerne la rémunération des directeurs et administrateurs d'une part, et la prohibition de la gestion forfaitaire d'autre part. On a vu, en effet, que, sur ces deux points, la loi a organisé un régime transitoire et réglé ainsi la question (art. 1^{er}, dernier alinéa, et art. 2).

Elle peut se soulever, au contraire, à l'occasion des parts de fondateur. Celles-ci sont, en effet, dans les mutuelles où elles existent antérieurement à la loi nouvelle, rétribuées par un prélèvement sur chaque police d'assurance, de capitalisation ou d'épargne. On pouvait donc soutenir que la loi défend désormais ce prélèvement à l'occasion des polices souscrites postérieure-

ment à sa promulgation et, qu'en décidant ainsi, on ne lui donnait pas un effet rétroactif, puisqu'il s'agit, d'une part, d'une disposition d'ordre public devant recevoir immédiatement son application, et que cette application a lieu d'autre part à l'occasion de faits postérieurs à son exécution.

L'argument est en apparence décisif ; mais il repose sur une interprétation inexacte de la nature du contrat passé entre la société mutuelle et ses porteurs de parts. Ce contrat n'a pas un caractère successif ; il s'est formé de façon définitive et immédiate dès sa conclusion. Tout ce qu'on peut soutenir, c'est que les porteurs de parts ne sauraient revendiquer de droits à l'occasion de nouvelles branches d'assurances qui seraient créées par la société mutuelle postérieurement à la loi. C'est ainsi d'ailleurs que le ministre du Travail a appliqué, en 1922, la prohibition de la gestion forfaitaire édictée à l'égard des mutuelles, autres que celles d'assurances sur la vie, par l'article 5 du décret de 1922, et cette interprétation n'a pas soulevé d'objections de la part des sociétés. L'argument ne vaudrait d'ailleurs pas pour les sociétés de capitalisation et d'épargne, qui n'émettent toujours qu'un seul contrat, police de capitalisation ou d'épargne.

C'est dans cette mesure, et dans cette mesure seulement, que la loi nouvelle peut toucher les droits des porteurs de parts de fondateurs antérieurs à sa promulgation.

Article premier. — En matière de sociétés d'assurances sur la vie, de tontines, d'entreprises de capitalisation et d'épargne, la rémunération des directeurs et administrateurs consiste en une allocation fixe. Il peut leur être, en outre, accordé une allocation variable qui ne sera prélevée qu'en fin d'exercice sur les excédents de recettes de la société, après constitution des réserves obligatoires, et qui ne sera calculée ni sur le montant des sommes assurées, ni sur le montant des primes ou cotisations encaissées.

Les statuts des sociétés qui ne seront pas en conformité avec les dispositions ci-dessus seront révisés dans un délai de deux ans à partir de la promulgation de la présente loi.

Art. 2. — Il est interdit aux sociétés visées à l'article 1^{er} et constituées postérieurement à la promulgation de la présente loi d'attribuer à forfait leur gestion soit à un directeur, soit à une entreprise distincte. Les traités de gestion forfaitaire en cours

à la date de ladite promulgation seront révisés par l'assemblée générale de la société, dans les cinq ans, à partir de cette date, et ne pourront, en aucun cas, demeurer en vigueur au delà d'un nouveau délai de cinq ans.

Art. 3. — Dans les sociétés d'assurances mutuelles sur la vie, dans les tontines, dans les entreprises mutuelles de capitalisation et d'épargne, il ne peut être stipulé aucun avantage particulier au profit des fondateurs.

Art. 4. — Sont abrogés : l'article 9, n° 9, de la loi du 17 mars 1905 relative à la surveillance et au contrôle des sociétés d'assurances sur la vie ; l'article 9, n° 8, de la loi du 19 décembre 1907 relative à la surveillance et au contrôle des entreprises de capitalisation, ainsi que la référence à ce dernier texte faite par l'article 12, dernier alinéa, de la loi du 3 juillet 1913 relative aux sociétés d'épargne.

II

LOI DU 16 FÉVRIER 1932 RELATIVE AU RÉGIME FISCAL DES VALEURS MOBILIÈRES ET DES SOCIÉTÉS (1).

Notice par M. L. Paul HENRY,
avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation.

L'élévation du taux de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières entraîne une double conséquence : lorsqu'un même revenu

(1) *J. Off.* du 19 février 1932.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Chambre* : Proposition de loi du 8 mars 1931, doc. parl. n° 4733, p. 522 ; rapport de M. Lamoureux, au nom de la Commission des finances, 28 mars 1931, n° 4897, p. 691 ; rapport complémentaire de M. Lamoureux, au nom de la même commission, 2 juillet 1931, doc. parl. n° 5470, p. 1179, discussion et adoption 24 novembre

est soumis deux fois à l'impôt, il arrive à supporter une amputation d'une telle importance qu'elle aboutit à une véritable spoliation ; d'autre part, les contribuables sont incités à la fraude. La loi du 16 février 1932 contient des dispositions d'ordre différent, ayant pour objet les unes d'éviter de doubles impositions, les autres de combattre les fraudes fiscales.

Aux termes de l'article 1^{er}, les sociétés ayant leur siège en France, mais possédant des succursales à l'étranger, cesseront de payer l'impôt sur les prêts accordés hors de France par ces succursales, de manière à éviter le cumul avec les impôts perçus dans le pays où a lieu l'opération.

Le bénéfice des articles 27 et 28 de la loi du 31 juillet 1920, qui exonèrent de l'impôt sur le revenu les dividendes des sociétés françaises qui ont reçu des actions, parts ou obligations nominatives en représentation de versements ou d'apports faits à d'autres sociétés françaises, est étendu par l'art. 2 aux obligations des chemins de fer de l'Etat, des chemins de fer d'Alsace-Lorraine et des chemins de fer de la grande-ceinture, c'est-à-dire à des administrations qui, n'étant pas des sociétés, ne rentraient pas dans les prévisions des articles 27 et 28 de la loi de 1920.

L'art. 3 exonère de l'impôt sur le revenu les prêts effectués, sur fonds d'emprunt, par les sociétés françaises.

Enfin, l'art. 6, relatif au recouvrement de l'impôt sur les revenus mobiliers encaissés à l'étranger, astreint le propriétaire de ces titres à souscrire au bureau de l'Enregistrement, dans les trois premiers mois de l'année, une déclaration nominative des produits encaissés au cours de l'année précédente et d'acquitter la taxe sur ce total.

Article premier. — Les sociétés françaises constituées par actions sont exonérées de l'impôt sur le revenu, établi par les articles 38 de la loi du 31 juillet 1917 et 52 de la loi du 23 juin 1920, sur les intérêts, arrérages et tous autres produits des créances, dépôts et cautionnements dépendant des succursales et agences de ces sociétés établies hors de France.

1931, déb. parl. p. 4010. — *Sénat* : Présentation 26 nov. 1931, doc. parl. n° 709 ; rapport de M. Gardey, au nom de la Commission du budget, 28 janvier 1932, doc. parl., n° 47, p. 20 ; déclaration de l'urgence, discussion et adoption le 12 février 1931, déb. parl. p. 137.

BIBLIOGRAPHIE. — Observations sur la loi du 16 février 1932 par M. François Roger, *Recueil général des lois, décrets et arrêtés*, 5^{me} livraison, 1932, 1^{re} partie, p. 147 ; cf. *ibidem*, 2^{me} partie, pp. 221 et s. (Paris, 6, rue de Mézières).

Les sociétés visées à l'alinéa qui précède sont dispensées sous les mêmes conditions de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers pour les intérêts, arrérages et tous autres produits des prêts consentis, autrement que par souscription publique et sans délivrance de titres négociables, aux collectivités étrangères désignées par l'article 31, n° 2, de la loi du 29 mars 1914.

Art. 2. — Les exonérations prévues par les articles 27 et 28 de la loi du 31 juillet 1920 sont applicables, sous les conditions fixées par ces articles, aux sociétés françaises par actions qui ont souscrit des obligations émises par l'Administration des chemins de fer de l'Etat, par l'Administration des chemins de fer d'Alsace et de Lorraine et par le syndicat des chemins de fer de grande ceinture de Paris.

Art. 3. — L'art. 29 de la loi du 31 juillet 1920, modifié par l'article 32 de la loi du 16 avril 1930, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Sont exonérées de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, les arrérages, intérêts et autres produits des prêts consentis une forme quelconque par des sociétés françaises, constituées par actions, qui émettent ou souscrivent en représentation de ces prêts des obligations ou autres titres d'emprunt soumis eux-mêmes à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers. Les prêts exonérés ne pourront jamais excéder le montant des obligations et titres émis ou souscrits, et il devra en être justifié par la société. »

Art. 4. — Sont exonérés du droit de timbre de dimension les certificats émis, en France, par des établissements de banque en représentation de titres étrangers non abonnés.

L'impôt sur le revenu des titres est avancé par les sociétés ou établissements, sauf leur recours contre les porteurs de certificats, et versé au Trésor, sous les peines édictées par le 2° alinéa de l'article 38 de la loi du 29 mars 1914, dans les dix jours qui suivent l'encaissement par lesdits établissements des produits de titres représentés par les certificats. Les porteurs

des certificats sont dispensés des obligations prévues par l'article 37 de la loi du 29 mars 1914.

Les conditions auxquelles devront satisfaire les certificats représentatifs, les documents que les émetteurs devront établir pour permettre le contrôle du paiement de l'impôt sur le revenu, ainsi que toutes les autres mesures nécessaires à l'exécution du présent article seront déterminées par un décret.

Les dispositions de la loi du 31 mai 1916, modifiée par l'article 32 de la loi du 31 décembre 1920, sont applicables aux certificats visés au premier alinéa du présent article.

Art. 5. — Les dispositions de l'article 44 de la loi du 29 mars 1914 sont applicables aux titres d'actions ou d'obligations non abonnés des sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes, provinces étrangères, ainsi que de tout autre établissement public étranger.

Art. 6. — Le premier alinéa de l'article 37 de la loi du 29 mars 1914 est modifié ainsi qu'il suit :

« Le propriétaire ou usufruitier de titres ou valeurs mobilières étrangères, domicilié en France, qui se fera envoyer ou encaissera à l'étranger, soit directement, soit par un intermédiaire quelconque, les dividendes, intérêts, arrérages ou tous autres produits de ces valeurs, devra, dans les trois premiers mois de l'année, souscrire au bureau de l'enregistrement de son domicile la déclaration nominative du montant total de ces dividendes, intérêts, arrérages ou produits encaissés au cours de l'année précédente et acquitter la taxe sur ce total. »

Art. 7. — Est prorogé jusqu'au 20 mars 1934 le délai de trois ans prévu par le troisième alinéa de l'article 25 de la loi du 19 mars 1928 relatif au régime fiscal des fusions de sociétés.

En cas de fusion réalisée dans les conditions prévues tant par l'article 25 de la loi du 19 mars 1928, que par le présent article, le bénéfice des dispositions des articles 27 et 28 de la loi du 31 juillet 1920 est transporté de plein droit de la société absorbée à la société absorbante ou nouvelle.

Les dispositions prévues par l'article 25 de la loi du 19 mars

1928 sont applicables, sous les conditions fixées par ledit article, aux fusions des sociétés par actions existant à la date de la publication de la présente loi au *Journal officiel*.

Pour l'application du présent article, sont assimilées aux sociétés par actions les sociétés minières régies par les articles 75 et suivants de la loi locale du 16 décembre 1873, provisoirement maintenue en vigueur dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

III

LOI DU 5 MARS 1932 AYANT POUR OBJET D'ASSOCIER LE JURY A LA COUR D'ASSISES POUR L'APPLICATION DE LA PEINE (1).

Notice par M. Léon ADAM,
président de Chambre honoraire à la Cour d'appel de Caen.

La loi du 5 mars 1932 abroge le dernier alinéa de l'article 342 du Code d'instruction criminelle et modifie, par de simples mises au point, les articles 364, 365 (al. 1^{er}), 367, 369, 370 du même code.

La réforme de l'article 342 nous occupera donc seulement.

Cet article contenait l'*instruction*, dont le chef des jurés, avant de commenter la délibération, devait leur donner lecture, et le dernier alinéa de l'article reproduisait des dispositions dont il importe de rappeler les termes : « Ce qu'il est bien essentiel de « ne pas perdre de vue, c'est que toute la délibération du jury

(1) *J. Off.* du 8 mars 1932.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Sénat* : Proposition de loi de M. L. Bonne-vay, 10 mars 1925, doc. annexe 128 ; rapport de M. André Lebert, 19 janvier 1926, doc. annexe 12 ; discussion et adoption, 28 janvier 1926 (*J. Off.* du 29, déb. parl. p. 67). — *Chambre* : Transmission, 7 juin 1928, doc. annexe 67 ; rapport de M. Bonne-vay, 20 mars 1930, doc. annexe 3041 ; rapport supplémentaire de M. André Bardou, 29 janvier 1932, doc. annexe 6272 ; adoption 29 février 1932 (*J. Off.* du 1^{er} mars, débats, p. 929).

BIBLIOGRAPHIE. — V. *Recueil général des lois, décrets et arrêtés*, 6^e livraison 1932, p. 166 (Paris, 6, rue de Mézières), commentaire de M. Viatte. — *Les Lois Nouvelles*, 1932, livraisons n^{os} 6, 9, 10, commentaire de M. Reutenauer.

« porte sur l'acte d'accusation ; c'est aux faits qui le constituent
 « et qui en dépendent, qu'ils doivent uniquement s'attacher ; et ils
 « manquent à leur premier devoir, lorsque, pensant aux disposi-
 « tions des lois pénales, ils considèrent les suites que pourra
 « avoir, par rapport à l'accusé, la déclaration qu'ils ont à faire.
 « Leur mission n'a pas pour objet la poursuite ni la punition des
 « délits ; ils ne sont appelés que pour décider si l'accusé est, ou
 « non, coupable du crime qu'on lui impute. »

De semblables prescriptions pouvaient peut-être se comprendre à l'époque où elles furent édictées et surtout cadraient avec les principes d'autorité absolue qui étaient à la base du Code d'instruction criminelle de 1808.

À l'usage, elles ne tardèrent pas à paraître excessives. En dépit des efforts des présidents des Cours d'assises pour en assurer le respect, dès le milieu du siècle dernier, ceux-ci ne purent empêcher les défenseurs des accusés de relever, dans certains cas où elle apparaissait flagrante, la disproportion inadmissible de la peine avec la faute, telle qu'elle ressortait des débats. N'oublions pas, en effet, que, devant la Cour d'assises, l'instruction se reproduit à nouveau et souvent se complète. Il arrive ainsi que tel crime apparaît beaucoup moins grave qu'à la lecture de l'instruction antérieure et de l'acte d'accusation lui-même. Bien plus, tel fait qualifié crime peut être ramené à un simple délit, et si le fait reproché est seulement défendu, l'article 365 du Code d'instruction criminelle dispose que « la Cour prononcera la peine établie
 « par la loi, même dans le cas où, d'après les débats, il se trou-
 « verait n'être plus de la compétence de la Cour d'assises. »

Interdire aux jurés de ne point se préoccuper de la peine, c'est-à-dire, des premières et fatales conséquences de leur déclaration de culpabilité, ne pouvait répondre, ni à la liberté de décision des jurés, ni à une véritable justice. Une concession s'établit donc, par la force des choses, à la rigité de l'interdiction en question : le défenseur, d'abord ; puis l'avocat général, soucieux de rectifier quelque erreur du premier ; enfin le président de la Cour d'assises lui-même, après la lecture des questions posées aux jurés, leur précisa quelles peines entraîneraient leurs réponses sur la culpabilité.

Malgré ces précautions, les jurés appelèrent bien souvent le président — avec l'avocat général, le défenseur et le greffier — dans leur Chambre des délibérations, pour être plus complètement éclairés, sur quelque point ou élément nécessaire à leur décision.

La réforme s'imposait. Elle répond aux justes préoccupations de tous et supprime des difficultés, quelquefois bien délicates à résoudre, pour les présidents des assises.

Cette réforme a fait, d'ailleurs, ses preuves depuis longtemps,

dans les deux pays de protectorat français, la Tunisie et le Maroc. La loi française du 27 mars 1883 pour la Tunisie et le dahir du 30 août 1913 pour le Maroc, ont même été plus loin : ces deux textes ont associé les jurés-asseesseurs au tribunal criminel, non seulement pour l'application de la peine, mais pour toute la procédure et les décisions devant ce tribunal. Les six asseesseurs — nombre très suffisant — siègent avec les trois magistrats ordinaires et reçoivent ainsi, par une collaboration des plus précieuses, à chaque instant des débats, tous les éclaircissements utiles.

Les résultats en ont été très satisfaisants et c'est pourquoi, après une expérience de trente années en Tunisie, cette organisation de la justice criminelle a été apportée au Maroc.

Notons qu'en France et dans les limites encore trop restreintes à notre avis où la loi qui nous occupe l'a appliquée, la réforme a donné les plus heureux résultats.

Elle évitera certainement ces verdicts d'acquittement, trop justement qualifiés de scandaleux dans le passé, et contre lesquels les magistrats sont impuissants. L'article 352 du Code d'instruction criminelle donne, en effet, à la Cour le droit de renvoyer d'office (nul ne peut provoquer une telle mesure) l'affaire à une autre session et devant un nouveau jury, mais dans le cas seulement « où l'accusé est reconnu coupable » et où la Cour est convaincue que les jurés, tout en observant les formes, se sont trompés au fond.

Enfin, la réforme fera disparaître ces étranges recours en grâce, signés par le jury, en contravention manifeste avec des déclarations de culpabilité refusant même les circonstances atténuantes à l'accusé.

Article premier. — Sont modifiés ainsi qu'il suit les articles 364, 365, 367, 369, 370 du code d'instruction criminelle :

« Art. 364 — La cour, délibérant avec le concours du jury, comme il est dit à l'article 365, prononcera l'absolution de l'accusé, si le fait dont il est déclaré coupable n'est pas défendu par une loi pénale. »

« Art. 365. — Si ce fait est défendu, la cour et le jury se réuniront pour délibérer sur l'application de la peine, même dans le cas où, d'après les débats, le fait se trouverait n'être plus de la compétence de la Cour d'assises.

« Il est voté au scrutin secret et séparément pour chaque accusé.

« Les jurés voteront dans l'ordre qui leur aura été assigné

par le sort, le président de la Cour d'assises, après les assesseurs, votera le dernier.

« Si, après deux tours de vote, aucune peine n'a réuni la majorité des voix, il est procédé à un troisième tour dans lequel la peine la plus forte proposée au tour précédent est écartée de la délibération. Si, à ce troisième tour, aucune peine n'a encore obtenu la majorité absolue des votes, il est procédé à un quatrième tour, et ainsi de suite, en continuant à écarter la peine la plus forte, jusqu'à ce qu'une peine soit prononcée par la majorité absolue des votants.

« La cour et le jury peuvent ordonner, s'il y échet, qu'il soit sursis à l'exécution de la peine.

« En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits la peine la plus forte sera seule prononcée. »

« *Art. 367.* — Lorsque l'accusé aura été déclaré excusable, la cour, après avoir délibéré avec le jury, comme il est dit à l'article 365, prononcera conformément au code pénal. »

« *Art. 369.* — La cour, avant de rendre un arrêt, pourra toujours se retirer dans la Chambre du Conseil.

« Les délibérations de la cour et du jury réunis auront toujours lieu en Chambre du Conseil, elles seront dirigées par le président de la Cour d'assises.

« Dans tous les cas l'arrêt sera prononcé à haute voix par le président, en présence du public et de l'accusé.

« Avant de le prononcer, le président est tenu de lire le texte de la loi sur lequel il est fondé.

« Le greffier écrira l'arrêt ; il y insérera le texte de la loi appliquée, sous peine de 100 francs d'amende. »

« *Art. 370.* — La minute de l'arrêt, rendu après délibération de la cour et du jury réunis, sera signée séance tenante, tant par le président que par le chef du jury ; elle le sera par le président, dans les vingt-quatre heures de la prononciation de l'arrêt, dans les autres cas ; le tout, à peine de 100 francs d'amende contre le greffier et, s'il y a lieu, de prise à partie, tant contre le greffier, que contre le président. »

Art. 2. — Est abrogé le dernier alinéa de l'article 342 du code d'instruction criminelle.

IV

LOI DU 9 MARS 1932 CRÉANT UNE COUR SPÉCIALE DE JUSTICE MILITAIRE CHARGÉE DE LA RÉVISION DES JUGEMENTS RENDUS DANS LA ZONE DES OPÉRATIONS DES ARMÉES DE TERRE ET DE MER PAR DES JURIDICTIONS D'EXCEPTION. (1).

Notice par M. Henri SERRE,
docteur en droit,
avocat à la Cour d'appel de Paris.

Les lois d'amnistie des 29 avril 1921 et 3 janvier 1925 avaient déjà organisé un recours ou révision contre les condamnations prononcées au cours de la guerre par les juridictions dites d'exception : Cours martiales et Conseils de guerre spéciaux institués par le décret du 6 septembre 1914.

Ce recours, ouvert seulement au ministre de la Justice, était d'abord soumis à l'examen de la Chambre des mises en accusation de la Cour d'appel qui recherchait s'il y avait lieu à décision nouvelle. La Chambre criminelle de la Cour de cassation statuait ensuite sur le fond comme juridiction de jugement. En cas de rejet du recours en révision, le ministre de la Justice avait

(1) *J. Off.* du 12 mars 1932.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Chambre* : Propositions de loi par M. Valière du 8 avril 1927, par M. Jean Jadé du 10 mai 1927, par M. Félix Gouin du 30 novembre 1927 (annexes 4351, 4357, 5134); rapport par M. Ricolfi (Commission de l'armée) du 29 février 1928 (annexe 5688); avis par M. Louis Cluzel (Commission de législation civile) (annexe 5850); adoption sans débat le 17 mars 1928. — *Sénat* : Transmission du 5 juin 1928 (annexe 498); rapports de M. Lisbonne (Commission de lég. civ.) des 18 juin 1929 et 25 juin 1931 (annexe 348 et 620); avis par M. Pierre Berger (Commission de l'armée) du 28 mai 1931 (annexe 471); discussion et adoption, séance du 3 juillet 1931.

Chambre : Transmission du 12 novembre 1931 (annexe 5531); rapport de M. Boucheron (Commission de l'armée) du 16 décembre 1931 (annexe 5968); avis par M. Pernot (Commission de législation civile) du 19 janvier 1932 (annexe 6134); adoption sans débat, 2^e séance du 16 février 1932.

BIBLIOGRAPHIE. — V. le commentaire de M. Viatte, *Recueil des lois, décrets et arrêtés*, 1932, 6^e livraison, 1^{re} partie, pp. 173 et s. (Paris, 6, rue de Mézières).

le droit de déférer la décision aux Chambres réunies de la Cour de cassation dont l'arrêt était définitif.

Ce système, évidemment conforme aux règles générales de notre organisation judiciaire, avait le défaut d'instituer une procédure compliquée et de restreindre trop souvent les débats à une discussion juridique.

Certaines décisions de la Cour suprême, motivées seulement en droit strict et faisant rigoureusement abstraction des circonstances ambiantes, émurent l'opinion publique. Trois propositions de loi tendant à ouvrir un recours en révision plus large furent déposées à la Chambre en 1927.

L'auteur d'un de ces projets, M. Jadé, rappelait l'affaire des quatre caporaux de Sousin dans laquelle les Chambres réunies de la Cour suprême avaient, malgré les conclusions contraires du Procureur général, rejeté la demande d'annulation du Conseil de guerre de Suippes et s'exprimait ensuite ainsi :

« Par ce qu'en l'état actuel de la législation, la Cour de cassation n'a pu que reconnaître la matérialité du refus d'obéissance à un ordre, alors qu'il s'agissait d'un ordre criminel, d'un ordre fou, inexécutable, la mémoire de soldats qui n'ont jamais failli demeurera-t-elle éternellement flétrie ?

« Ce serait monstrueux.

« Dans les affaires de cette nature, il y a un élément qui échappera toujours à l'appréciation des honorables magistrats de la Cour suprême, c'est la question de l'exécutabilité d'un ordre...

« ...Les forces de l'homme ont une limite... Cette limite ne peut être appréciée que par ceux qui ont eux-mêmes vécu l'enfer des batailles. »

La loi nouvelle s'est inspirée de ces idées générales en instituant une juridiction de révision, composée de magistrats et d'anciens combattants, ayant pleins pouvoirs pour apprécier le fait et le droit.

La Cour spéciale de justice militaire, chargée de la révision des jugements rendus dans la zone des armées par des juridictions d'exception, siège à Paris. Elle est composée de six membres : trois conseillers à la Cour de Paris et trois anciens combattants.

Le président, désigné par le ministre de la Justice parmi les conseillers à la Cour, est investi des pouvoirs discrétionnaires du président d'assises. Il a voix prépondérante en cas de partage égal des voix... et la majorité se trouve ainsi indirectement assurée aux magistrats de carrière.

Des juges d'instruction sont mis à la disposition de la Cour pour procéder aux mesures d'information qu'elle jugerait utile de leur confier.

Le commissaire du gouvernement est pris dans le cadre des officiers de justice militaire.

Le demandeur en révision peut être assisté soit d'un avocat, soit d'un ancien combattant agréé par une des grandes associations.

La compétence de la Cour spéciale s'étend à toutes les condamnations pour infractions prévues par les Codes de justice militaire prononcées du 2 août 1914 au 11 novembre 1919 par toutes les juridictions des armées autres que les Conseils de guerre permanents et par les Conseils de bord réunis hors de France ou dans les colonies.

Sont recevables à exercer le recours en révision le condamné ou, à son défaut, son conjoint, ses ascendants, ses descendants, ses frères et sœurs, ses parents jusqu'au 4^e degré, les ministres de la Guerre et de la Marine agissant d'office.

La Cour spéciale a pleins pouvoirs pour prononcer l'acquittement en annulant le jugement et accorder la réparation pécuniaire du dommage subi conformément au droit commun en matière de révision.

Aucune règle ne lui est imposée pour déterminer sa conviction de culpabilité ou d'innocence et il ressort des travaux préparatoires que le législateur a voulu, dans ces sortes d'affaires, donner aux juges une latitude d'appréciation qu'ils ne pouvaient avoir sous l'empire de la législation antérieure. Nous ne retrouvons cependant pas dans le texte de la loi une disposition caractéristique du projet Valière spécifiant que le Tribunal spécial jugerait « en équité et non en droit ».

Notons enfin que la Cour spéciale est une juridiction exceptionnelle qui ne doit pas prendre place dans notre organisation judiciaire permanente et dont les pouvoirs s'éteindront dès que sera achevée l'œuvre de révision, trois ans au plus tard après la promulgation de la loi.

Article premier. — Il est créé à Paris une cour spéciale de justice militaire chargée de la revision des jugements rendus depuis le 2 août 1914 par toutes juridictions de l'armée de terre autres que les conseils de guerre permanents, ainsi que par les conseils de bord réunis hors de France ou dans les colonies et pays de protectorat, et prononçant des condamnations pour infractions, prévues par les Codes de justice militaire, commises avant le 11 novembre 1919.

Art. 2. — La cour spéciale est composée de six membres, dont trois conseillers à la Cour d'appel de Paris, nommés par le garde des Sceaux, ministre de la Justice, qui désigne parmi eux le président, et trois anciens combattants désignés, suivant le cas, par le ministre de la Guerre ou le ministre de la Marine, sur une liste établie par les grandes associations d'anciens combattants, et remplacés périodiquement ; un décret fixera les modalités de ces désignations et remplacements (1).

Un ou plusieurs juges d'instruction sont mis à la disposition de la cour pour procéder à toutes les mesures d'information complémentaires, ordonnées conformément à l'article 7 ci-après.

Après de la cour spéciale siègent en qualité de commissaire du Gouvernement et de greffier :

En ce qui concerne la revision des jugements rendus par un conseil de guerre de l'armée de terre, un officier de justice militaire ayant au moins le grade d'officier de justice militaire de 3^e classe, et un officier greffier des tribunaux militaires nommés par le ministre de la Guerre.

En ce qui concerne les procédures suivies devant la justice militaire de l'armée de mer, un officier supérieur qui devra toujours être d'un grade au moins égal à celui du condamné, et un officier faisant fonction de greffier, désignés par le ministre de la Marine.

Il peut, en outre, être nommé, suivant les nécessités du service, un ou plusieurs substituts du commissaire du Gouvernement, un greffier adjoint et un ou plusieurs commis greffiers.

Art. 3. — Le recours peut être exercé :

1^o Par le condamné ;

2^o Par son conjoint, ses ascendants ou descendants, si le condamné est décédé, s'il est disparu ou dans l'impossibilité, admise par la Cour, de former un recours. A défaut d'ascendants ou de descendants, les frères et sœurs auront le même droit que le conjoint, si toutefois celui-ci ne l'exerce pas ;

(1) Décret du 17 mai 1932 (*J. Off.* du 3 juin).

3° Par un des parents jusqu'au quatrième degré inclusive-
ment, au cas où le condamné n'aurait laissé ni conjoints, ni
ascendants, ni descendants, ni frères ou sœurs ;

4° D'office, par le ministre de la Guerre ou par le ministre de
la Marine, suivant le cas.

Art. 4. — Les demandes en revision prévues par les para-
graphes 1°, 2° et 3° de l'article 3 sont introduites dans le délai
de deux ans à partir de la promulgation de la présente loi, et
ce, par simple requête adressée sur papier libre, suivant le cas,
au ministre de la Guerre ou au ministre de la Marine, qui saisit
immédiatement le président de la Cour spéciale.

Le droit de recours prévu au dernier paragraphe de l'arti-
cle 3 ne pourra être exercé qu'après l'expiration du délai de
deux ans ci-dessus spécifié et pendant un nouveau délai de six
mois.

Sont seuls recevables les demandes introduites par l'un quel-
conque des ayants-droit dont la volonté d'obtenir la revision
du jugement se sera manifestée par une requête adressée à une
autorité judiciaire ou administrative dans un délai de dix ans
à compter du 11 novembre 1918, si le jugement est antérieur à
cette date, et dans le même délai de dix ans à compter de la
date du jugement de condamnation, si celui-ci est postérieur au
11 novembre 1918.

Les demandes en revision ne sont jamais recevables devant
la Cour spéciale, si le jugement a déjà fait l'objet d'un arrêt de
la Cour de cassation prononçant l'annulation de la condamna-
tion, avec ou sans réparation pécuniaire.

Lorsqu'un recours formé en vertu de l'article 20 de la loi du
29 avril 1921 ou de l'article 16 de la loi du 3 janvier 1925 sera
encore pendant devant la Chambre des mises en accusation ou
la Cour de cassation, et s'il s'agit d'une affaire définie à l'arti-
cle 1^{er} de la présente loi, celle-ci ne sera recevable devant la
Cour spéciale qu'à la condition, pour le requérant, de justifier
du dessaisissement de la Cour de cassation ou de la Chambre
des mises en accusation. En cas de contestation sur la receva-
bilité d'un recours, la Cour spéciale rend sa décision avant tout
débat sur le fond ; cette décision pourra, dans un délai de dix

jours francs, être déférée à la Cour d'appel de Paris, qui statuera définitivement comme en matière de référé.

Art. 5. — L'auteur d'une demande de revision a le droit de se faire assister d'un avocat inscrit à un barreau ou d'un défenseur de son choix agréé par une des grandes associations d'anciens combattants.

Il peut, en outre, se faire représenter par un autre membre de la famille du condamné ou par un ancien combattant agréé comme il est dit à l'alinéa précédent.

Le dossier de la procédure est mis à la disposition du demandeur, de son représentant et du défenseur, qui peuvent en prendre connaissance, sans déplacement au greffe de la Cour spéciale, dans les trente jours qui précèdent le jour fixé pour la réunion de la Cour.

Art. 6. — Le président dirige les débats et délibérations, et assure la police de l'audience ; il est investi à cet effet des pouvoirs discrétionnaires prévus par l'article 268 du Code d'instruction criminelle.

Les audiences sont publiques.

Néanmoins, si cette publicité paraît dangereuse pour l'ordre ou pour les mœurs, la Cour peut ordonner que les débats auront lieu à huis clos.

Art. 7. — Le demandeur en revision ou son représentant sont entendus sans avoir à prêter serment.

Le commissaire du Gouvernement et le demandeur peuvent faire citer des témoins, dont les dépositions sont reçues à l'audience dans les formes prescrites par le Code d'instruction criminelle.

La Cour spéciale peut, en outre, si elle le juge nécessaire, surseoir à statuer et donner mission au magistrat désigné à l'article 2, paragraphe 2, de procéder à toutes mesures d'information utiles à la manifestation de la vérité.

Art. 8. — Le commissaire du Gouvernement est entendu dans ses réquisitions.

Le demandeur et son défenseur développent ensuite les moyens qui appuient la demande ; au cas de réplique, ils ont toujours la parole les derniers.

Si le demandeur, dûment convoqué trois jours à l'avance, ne comparait pas à l'audience, la Cour peut passer outre.

Lorsque le demandeur en revision se trouvera dans un lieu de déportation ou de transportation, ou soumis à la résidence obligatoire dans une colonie, ou détenu dans un établissement pénitentiaire hors de la métropole, la Cour spéciale peut, après une instruction non contradictoire faite à l'audience ou par le juge d'instruction, statuer définitivement sur la demande en revision ou ordonner, si elle le juge indispensable, que le demandeur sera appelé à comparaître en personne pour décision définitive.

Art. 9. — La Cour spéciale a pleins pouvoirs pour ordonner l'annulation du jugement objet de la demande en revision et pour prononcer l'acquittement du condamné.

Elle décide également s'il y a lieu à dommages-intérêts et en fixe le montant.

Les dommages-intérêts sont à la charge de l'Etat. Ils ne peuvent être accordés qu'au condamné ou à son conjoint ou à des ascendants ou descendants.

Il ne peut être alloué de réparation pécuniaire lorsque la demande en revision a été introduite d'office en vertu du paragraphe 4° de l'article 3 ci-dessus.

Art. 10. — La Cour spéciale délibère en chambre du conseil.

Le président recueille les voix en commençant par le membre le plus jeune.

Les décisions sont prises à la majorité des voix.

Toutefois, en cas de partage égal des voix, la voix du président est prépondérante.

Art. 11. — Les décisions de la Cour spéciale sont lues par le président en audience publique. Sauf dans le cas prévu par l'article 4, dernier alinéa, elles ne sont susceptibles d'aucun recours.

Art. 12. — L'auteur d'une demande en revision rejetée par la Cour spéciale pourra être condamné à rembourser les frais avancés par l'Etat dans l'instance, sauf si la demande a été introduite par le condamné lui-même ou son représentant, et par le conjoint, un ascendant ou un descendant.

Art. 13. — Les pouvoirs de la Cour spéciale de justice militaire s'éteindront dès que sera achevée l'œuvre de revision qui lui est confiée et, au plus tard, dans les six mois qui suivront l'expiration du délai de six mois accordé au ministre de la Guerre et au ministre de la Marine par le paragraphe 4° de l'article 3 ci-dessus pour l'introduction des demandes de revision d'office.

Art. 14. — Sont exceptés des dispositions de la présente loi les sujets des nations ayant été en guerre avec la France, sauf ceux qui auront contracté pendant la guerre un engagement dans les armées françaises ou alliées.

Art. 15. — Un décret portant règlement d'administration publique, rendu dans les deux mois qui suivront la promulgation de la présente loi, fixera la nature et les tarifs des frais résultant de l'application des dispositions ci-dessus, notamment des diverses indemnités à allouer aux anciens combattants, membres de la Cour spéciale de justice militaire.

Ces dépenses seront acquittées sur des crédits mis, à cet effet, à la disposition du ministre de la Guerre et du ministre de la Marine.

V

LOI DU 10 MARS 1932 MODIFIANT L'ARTICLE 49 DU CODE CIVIL
RELATIF AUX MENTIONS APPOSÉES EN MARGE DES ACTES DE L'ÉTAT
CIVIL (1).

Notice par M. E. HÉRON DE VILLEFOSSE

docteur en droit

Lorsqu'un acte de l'état civil ou un jugement vient modifier les effets d'un acte antérieur, il importe beaucoup de mentionner le second document en marge du premier, afin de prévenir les tiers auxquels un extrait de celui-ci serait communiqué. Le Code civil avait déjà usé de ce procédé en prescrivant de mentionner la reconnaissance d'un enfant naturel en marge de son acte de naissance (art. 62). Il ordonnait aussi, au cas où un jugement de rectification d'un acte de l'état civil intervient, de le transcrire en marge de l'acte réformé (art. 101).

A notre époque, dans son désir de constituer en marge de l'acte de naissance des individus un embryon de casier judiciaire, le législateur moderne est allé plus loin en multipliant l'emploi des mentions marginales, notamment celle du mariage. Aujourd'hui, l'acte de naissance contient en marge l'indication des principaux faits (reconnaissance, adoption, légitimation, mariage), susceptibles de modifier l'état de l'individu (2).

Il reste à savoir comment vont s'opérer ces mentions margi-

(1) *J. Off.* du 12 mars 1932.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Sénat* : Projet de loi du 23 juin 1931, doc. parl., annexe 606, p. 998 ; rapport de M. de Courtois (comm. de législ. civ.) du 20 novembre 1931, doc. annexe 781, p. 1162 ; adoption le 3 décembre 1931. — *Chambre* : Dépôt le 18 décembre 1931, doc. annexe 6000, p. 472 ; rapport de M. A. Sérol (comm. de législ. civ.) du 8 février 1932, doc. annexe 6339, p. 198 ; adoption le 29 février 1932.

BIBLIOGRAPHIE. — Commentaire par M. Edouard Lévy, *Lois nouvelles*, n° du 1-15 septembre 1932, 1^{re} partie, pp. 273 et s. — Commentaire par M. Valeray, *Recueil général des lois, décrets et arrêtés*, 6^e livraison, 1932, 1^{re} partie, pp. 153 et s. (Paris, 6 rue de Mézières).

(2) Sur les réformes à l'étude touchant les mentions des décès ou des divorces à inscrire en marge des actes de naissance, V. Valeray, *commentaire précité*, p. 153, note 3.

nales parfois longues et en tout cas si nombreuses que la place fait souvent défaut. Le *formulaire général des actes de l'état civil*, dans son chapitre IX, énumère vingt-sept mentions susceptibles d'être apposées en marge des actes de l'état civil (V. Edouard Lévy, commentaire précité, p. 274).

C'est la loi du 17 août 1897 qui a commencé le mouvement dont nous venons de parler. Jusqu'alors, l'art. 49 du Code civil disposait que la mention à effectuer en marge d'un autre acte déjà inscrit, devait être faite « à la requête des parties intéressées ». Ce système avait un grave inconvénient. Les parties omettaient très souvent, par ignorance ou négligence, d'accomplir la formalité, en sorte que les registres d'état civil ne présentaient aucune garantie d'exactitude au point de vue des changements survenus dans l'état d'une personne. Aussi, pour remédier à l'inaction des intéressés, la loi du 17 août 1897, modificative de l'art. 49, a-t-elle décidé que les mentions marginales seraient désormais faites « d'office » (1).

Bien que réalisant un progrès incontestable, le système de la loi de 1897 ne s'est pas montré pleinement efficace dans la pratique. L'exposé des motifs de la loi du 1932 le caractérise ainsi :

« C'est une procédure compliquée, comportant des transmissions inutiles, et entraînant des retards tels que les mentions ne « sont parfois inscrites sur les actes qu'après de longs délais, ce « qui risque de causer préjudice aux intéressés ou aux tiers. « Enfin tous les avis n'arrivent pas à destination, certains s'égarant en cours de route. »

Cette façon de procéder pouvait cependant se justifier par ce fait que, jusqu'à ces derniers temps, les maires ne bénéficiaient pas entre eux de la franchise postale qui était consentie aux correspondances adressées aux procureurs de la République ou émancuées d'eux. Il fallait alors passer par l'intermédiaire de ces magistrats.

Il n'en est plus de même aujourd'hui depuis le décret du 18 mai 1930 (*J. Off.*, du 24 mai) qui a accordé aux officiers de l'état civil la franchise postale pour se transmettre de l'un à l'autre les avis aux fins de mention marginale. L'alinéa 3 du nouvel art. 49 consacre législativement cette disposition.

Les modifications proposées par le Gouvernement pour la nouvelle rédaction de l'art. 49 ont été soumises à l'examen de la commission des actes de l'état civil qui siège au ministère de la Justice et adoptées par elle à l'unanimité. Elles sont formulées dans

(1) V. le commentaire très étudié de cette disposition législative donné par M. Leloir, *Annuaire de législation française*, 1897, pp. 87 et s.

le projet devenu la loi du 10 mars 1932. Ce texte avait à envisager quatre hypothèses différentes énumérées par le rapport de M. de Courtois au Sénat dans les termes suivants :

« a) Un enfant né dans la commune A, en janvier 1931, est reconnu par sa mère ou par son père, dans la même commune, en mai 1931. Dans cette hypothèse, qui est la plus simple, l'officier de l'état civil, après avoir dressé l'acte de reconnaissance, mentionnera la reconnaissance en marge de l'acte de naissance sur les deux registres des naissances de l'année courante, qu'il détient encore. Il n'aura pas, cela va de soi, à aviser le procureur de la République.

b) Un individu né dans la commune A en 1900 se marie dans la même commune en 1931.

Après avoir dressé l'acte de mariage, l'officier de l'état civil mentionnera le mariage en marge de l'acte de naissance sur le registre de 1900 qu'il détient et avisera le procureur de la République de son arrondissement pour qu'une mention semblable soit apposée sur le double des registres des naissances de 1900 conservé au greffe du tribunal.

c) Un enfant né en janvier 1931 dans la commune A est reconnu en mai 1931 par son père ou par sa mère dans la commune B.

Depuis le décret du 18 mai 1930, il suffira que l'officier de l'état civil de la commune B avise de la reconnaissance l'officier de l'état civil de la commune A et celui-ci mentionnera la reconnaissance en marge des deux registres des naissances de l'année courante qu'il détient encore.

d) La dernière hypothèse est la plus compliquée, mais c'est aussi de beaucoup la plus fréquente. Un individu né en 1900 dans la commune A se marie en 1931 dans la commune B. L'officier de l'état civil de la commune B avisera directement du mariage son collègue de la commune A et ce dernier, une fois la mention faite sur le registre des naissances qu'il détient, transmettra l'avis au procureur de la République de son arrondissement, pour que mention semblable soit apposée en marge du registre conservé au greffe. »

Ce sont ces quatre cas qui sont exactement réglés dans les alinéas 2 et 3 du nouvel article 49 du Code civil.

Le dernier alinéa envisage l'hypothèse des actes dressés aux colonies ou à l'étranger (1).

(1) La disposition finale de l'ancien art. 49 du Code civil (loi du 17 août 1897) enjoignait à chaque procureur de la République de « veiller à ce que les mentions soient faites d'une façon uniforme sur tous les registres des communes, des greffes ou autres dépôts publics ». Cette tâ-

La forme des avis aux fins de mentions marginales est déterminée par une circulaire du garde des Sceaux du 12 mars 1932. Elle est accompagnée d'un modèle recommandé comme étant déjà en usage dans le département de la Seine. La nouveauté du formulaire de 1932 consiste dans un récépissé emprunté d'ailleurs à la pratique belge. Ce récépissé destiné à être détaché et renvoyé à la mairie qui a expédié l'avis, permet d'établir que celui-ci est bien parvenu à destination.

Article unique. — L'article 49 du Code civil est modifié ainsi qu'il suit :

« Dans tous les cas où la mention d'un acte relatif à l'état civil devra avoir lieu en marge d'un acte déjà dressé ou transcrit, elle sera faite d'office.

« L'officier de l'état civil qui aura dressé ou transcrit l'acte donnant lieu à mention effectuera cette mention, dans les trois jours, sur les registres qu'il détient et, si le double du registre où la mention doit être effectuée se trouve au greffe, il adressera, un avis au procureur de la République de son arrondissement.

« Si l'acte en marge duquel doit être effectuée cette mention a été dressé ou transcrit dans une autre commune, l'avis sera adressé, dans le délai de trois jours, à l'officier de l'état civil de cette commune et celui-ci en avisera aussitôt, si le double du registre est au greffe, le procureur de la République de son arrondissement.

« Si l'acte en marge duquel une mention devra être effectuée a été dressé ou transcrit dans une colonie ou à l'étranger, l'officier de l'état civil qui a dressé ou transcrit l'acte donnant lieu à mention en avisera, dans les trois jours, le ministre des Colonies ou le ministre des Affaires étrangères. »

che était à peu près irréalisable. Aussi la disposition qui la prescrivait a-t-elle disparu dans le nouveau texte. « Il suffira, dit M. Sérol dans son « rapport au Sénat, que, dans leurs arrondissements respectifs, les procureurs de la République s'acquittent avec diligence de leur rôle de « surveillants des registres de l'état civil que leur attribue l'article 53 du « Code civil. »

VI

LOI DU 11 MARS 1932 MODIFIANT LES TITRES III ET V DU LIVRE 1^{er}
DU CODE DU TRAVAIL ET L'ARTICLE 2101 DU CODE CIVIL (1).

Notice par M. Eugène POURTIER,
arbitre-rapporteur au Tribunal de Commerce de la Seine.

La loi du 19 mars 1932 doit être considérée comme une des plus importantes qui aient été promulguées depuis la guerre de 1914 dans le domaine social.

Ce n'est pas arbitrairement qu'il est fait mention, dans cette notice, de la guerre de 1914, car l'article 427 du traité de Versailles posait le principe que le travail ne doit pas être considéré comme une marchandise ou un article de commerce, qu'il faut donner aux travailleurs un salaire leur assurant un niveau de vie convenable tel qu'on le comprend dans leur temps et leur pays (référence au traité de Versailles contenue dans le rapport fait au Sénat, dans sa séance du 11 juin 1931, par M. François Saint-Maur, sénateur, au nom de la commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales).

(1) *J. Off.* du 12 mars 1932.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Chambre* : Proposition de loi de M. Jean Lérolle, 24 janvier 1929, doc. parl. p. 97 (annexe 1135) ; proposition de loi de M. Landry, 25 janvier 1929, doc. p. 129 (annexe 1159) ; projet de loi, 25 juillet 1929, doc. p. 1235 (annexe 2171) ; rapport de M. Lérolle (Commission d'assur. soc.), 11 juillet 1930, doc. p. 1391 (annexe 3827) ; avis par M. Duval-Arnould (Commission du travail), 4 décembre 1930, doc. p. 337 (annexe 4204) ; rapport suppl. de M. Lérolle (Commission d'assur. soc.) 3 mars 1931, doc. p. 390 (annexe 4682) ; avis suppl. de M. Duval-Arnould, 3 mars 1931, doc. p. 395 (annexe 4692) ; adoption sans débat 30 mars 1931, 2 s. — *Sénat* : Transmission, 5 mai 1931 (annexe 440) ; rapport de M. François Saint-Maur (Commission de l'assur. soc.) 11 juin 1931, doc. p. 1035 (annexe 545) ; avis de M. Lefebvre du Prey (Commission du comm.) 30 novembre 1931, doc. p. 1187 (annexe 816) ; avis de M. Darreyre (Commission de l'agricult.) 15 décembre 1931, doc. p. 1241 (annexe 886) ; avis de M. Calmel (Commission de législ. civ.), 24 décembre 1931, doc. p. 1309 (annexe 957) ; adoption 21 janvier 1932.

BIBLIOGRAPHIE. — *Lois Nouvelles*, 15 avril 1932, 3^e partie, p. 275. — Commentaire par M. Viatte dans le *Recueil général des lois, décrets et arrêtés* 1932, 5^e livraison, 1^{re} partie, pp. 121 et s. (6, rue de Mézières, Paris).

Dès lors, il faudra considérer comme illicite, contraire à la justice et à l'équité la conception de certains chefs d'industrie s'efforçant d'« acheter » au plus bas prix le travail considéré comme une « marchandise », pour augmenter, d'autant, le bénéfice à réaliser sur la vente des produits de ce travail. Dès lors, encore, il deviendra légitime, en vue du progrès social, de rendre obligatoire, en leur donnant force de loi, l'application de mesures destinées à améliorer le sort des travailleurs et à leur assurer un salaire convenable, car cette amélioration impose aux employeurs des sacrifices qui, la plupart du temps, n'auraient pas été consentis. En vain, un document pontifical de grand retentissement avait, ainsi que l'observait le délégué du B. I. T. parlant à Rome, posé, dès 1891, les principes dont s'est inspiré l'article 427 du Traité de Versailles. En vain, des initiatives généreuses de divers chefs d'industrie avaient, en France, établi le régime du « sursalaire familial ». En vain, l'Etat, dans ses diverses administrations, avait consenti aux pères de famille des avantages substantiels.

Il ne s'agissait là que d'efforts sporadiques et, dans le commerce et l'industrie privés, le sursalaire familial demeurait encore l'exception, surtout dans les maisons de faible importance.

Il fallait en généraliser la mise en vigueur ; ce faisant, on pouvait contribuer, d'ailleurs, dans une large mesure, à atténuer la crise de la natalité si aiguë en France. Il n'est pas douteux que, si, pour parer à cette éventualité, on décidait de relever le salaire de tous les travailleurs, on aboutissait à ce résultat inique de payer le célibataire autant que le chef d'une nombreuse famille et, du même coup, on accablait la production de charges nouvelles qu'elle n'eut pu, le plus souvent, supporter.

Très sagement, on a eu recours au procédé des caisses de compensation. Exposer le mécanisme de ces caisses, qui n'ont pas, d'ailleurs, toujours les mêmes statuts, excéderait les limites de la présente notice.

Son auteur se bornera à résumer ainsi, avec M. Viatte, dans son intéressant commentaire de la loi du 11 mars 1932 (*op. cit.*, p. 123), auquel il sera fait de nombreux emprunts au cours de cette notice, le système dit des caisses de compensation : « Dans « ce système, les allocations familiales sont versées aux intéressés par une caisse spéciale qui en répartit le montant entre « ses adhérents après y avoir ajouté ses débours... ». Ces caisses s'organisent comme elles l'entendent, avec, toutefois, l'agrément préalable du ministre du Travail.

L'affiliation des employeurs à l'une de ces caisses de son choix est obligatoire, sauf le cas où il aurait organisé lui-même un service d'allocations familiales agréé par le ministre du Travail (art. 74, § f) ; et, l'expérience a démontré qu'un chef de famille

renonce à augmenter le nombre de ses enfants s'il estime que son salaire ne lui permettra pas de pourvoir à leurs besoins. Or, écrivait M. Isaac, cité par M. Lerolle, dans son rapport à la Chambre des députés le 11 juillet 1930 : « ... dès que le troisième enfant apparaît, c'est la ruine du ménage ouvrier... »

Cet état de choses, le législateur a voulu le modifier. Entreprise ardue, certes. Il fallait, tout d'abord, éviter un grave danger, celui d'inciter les patrons à refuser l'embauchage de pères de famille et à leur préférer des célibataires, cela par mesure d'économie. On eut ainsi aggravé la détresse des chefs de famille, alors qu'on entendait, au contraire, leur venir en aide.

Tout employeur, qu'il exerce une profession industrielle, commerciale, agricole ou même « libérale », est assujetti à la loi du 11 mars 1932 (art. 74 a).

Sont soustraits, toutefois, à son application ceux qui n'occupent qu'occasionnellement des salariés et ceux dont les collaborateurs ne sont rémunérés qu'à la commission. Les services domestiques ne bénéficieraient pas des dispositions de la nouvelle loi qui ne concerne pas non plus les établissements de l'Etat.

Déterminant les charges qui justifient l'attribution d'allocations, l'art. 74 b décide que ce seront exclusivement celles qui résultent du nombre des enfants ou descendants légitimes reconnus ou adoptifs et des pupilles résidant en France à la charge de l'ouvrier ou de l'employé. Ce texte ajoute que les enfants ne doivent pas avoir dépassé l'âge de l'obligation scolaire.

Le taux de l'allocation, variable, sera déterminé par le ministre du Travail (art. 74 c).

L'article 74 d) spécifie qu'en cas d'accident du travail, les allocations sont maintenues intégralement et, qu'en cas d'incapacité permanente absolue ou lorsque l'accident est suivi de mort, elles sont également dues tant que les enfants y ont droit en raison de leur âge.

Dans son commentaire cité plus haut, M. Viatte observe judicieusement à ce sujet : « ... contrairement à la solution qui prévaut devant les tribunaux (Cass., 27 mai 1925, 30 octobre 1929), les allocations familiales ne seront pas comprises dans le salaire de base pour le calcul des rentes... »

Le caractère juridique de l'allocation familiale n'a pas été déterminé par le législateur. Il semble bien que, n'étant pas considérée comme complément de salaire, il faille lui reconnaître le caractère « d'indemnité accessoire et spéciale » (Viatte, *op. cit.*).

L'article 74 d) prévoit l'incessibilité et l'insaisissabilité des allocations familiales, sauf, toutefois, lorsque le bénéficiaire est poursuivi en recouvrement d'une dette alimentaire. C'est ce qui résulte de la référence contenue en l'article 74 d), à l'article 62 du Code du travail,

L'article 3 de la loi du 11 mars 1932, complétant l'article 47 § 2 du livre I^{er} du Code du travail, accorde aux bénéficiaires des allocations familiales une action directe ou des privilèges spéciaux pour leurs recouvrements vis-à-vis des caisses de compensation et des employeurs. De même, les caisses de compensation pourront exercer un privilège dans les conditions prévues par l'article 2101, Code civil, à l'égard de leurs adhérents pour les cotisations dues par ces derniers.

L'article 5 de la loi du 11 mars 1932 règle les pénalités applicables aux chefs d'établissement, directeurs et gérants qui auront contrevenu à ses dispositions. Ce texte prévoit des amendes de 5 à 15 francs et, en cas de récidive, de 16 à 100 francs, sans préjudice d'une action en dommages-intérêts ouverte aux salaires contre le contrevenant.

L'art. 6 de la loi charge les inspecteurs du travail d'assurer concurremment avec les officiers de police judiciaire l'application des textes visés en cet article par modification de l'art. 107, livre I^{er}, du Code du travail.

L'article 74 k) institue, auprès du ministre du Travail, une commission supérieure consultative des allocations familiales dont les attributions ne paraissent pas fixées limitativement. Il est prévu, toutefois, qu'elle donnera son avis sur les règlements d'administration publique et les décrets prévus par les articles 74 b), 74 g), 74 k), 74 j), ainsi que sur la fixation des taux prévus par l'article 74 c) et sur les autorisations exceptionnelles prévues par l'article 74 f).

L'article 8 de la loi prévoit son entrée en vigueur trois mois après la publication du règlement d'administration publique prévu à l'article 74 g) et, pour les exploitations agricoles, trois mois après la promulgation du règlement d'administration publique prévu à l'article 74 j).

Nous estimons avoir ainsi examiné les dispositions essentielles d'une loi dont on est en droit d'espérer les plus heureuses conséquences au point de vue social.

Article premier. — Il est inséré dans le titre III du livre I^{er} du Code du travail un chapitre V (nouveau), intitulé : « Des allocations familiales », les chapitres V et VI devenant respectivement les chapitre VI et VII.

Art. 2. — Le chapitre V nouveau comprend les articles 74 a) à 74 k) ci-après :

« Art. 74 a). — Tout employeur occupant habituellement des ouvriers ou des employés, de quelque âge et de quelque sexe

que ce soit, dans une profession industrielle, commerciale, agricole ou libérale, est tenu de s'affilier à une caisse de compensation ou à toute autre institution agréée par le ministre du Travail, constituée entre employeurs en vue de répartir entre eux les charges résultant des allocations familiales prévues par le présent chapitre, sous les réserves et dans les conditions déterminées ci-après.

« Art. 74 b). — Les allocations familiales sont dues pour tout enfant ou descendant légitime, reconnu ou adoptif, et pour tout pupille, résidant en France, à la charge de l'ouvrier ou de l'employé et n'ayant pas dépassé l'âge de l'obligation scolaire. Elles sont dues jusqu'à l'âge de seize ans si l'enfant poursuit ses études ou est placé en apprentissage dans les conditions déterminées par le titre 1^{er} du présent livre ou est, par suite d'infirmité ou de maladie chronique, dans l'impossibilité constatée de se livrer à aucun travail salarié.

« L'allocation est due au salarié à la charge duquel est l'enfant. Si le père et la mère ou l'ascendant et l'ascendante à la charge desquels il se trouve sont occupés l'un et l'autre par des employeurs assujettis, l'allocation est due au père ou à l'ascendant.

« Toutefois, les caisses de compensation et autres institutions agréées par le ministre du Travail pour le service des allocations familiales peuvent, dans leur règlement, décider que les allocations seront, dans tous les cas ou dans certains cas prévus, versées à la mère ou à la personne effectivement chargée de l'éducation de l'enfant.

« Les charges correspondantes seront réparties par moitié entre les organismes différents d'allocations familiales auxquels sont affiliés les employeurs des deux conjoints, à moins de convention contraire entre les organismes intéressés.

« Art. 74 c). — Le taux minimum de l'allocation afférente à chaque enfant est déterminé par arrêté du ministre du Travail dans chaque département, soit pour l'ensemble des professions, soit pour chaque catégorie professionnelle.

« Ce taux minimum doit être égal dans chaque département et, s'il y a lieu, pour chaque catégorie professionnelle, au taux

pratiqué, au moment de la promulgation de la présente loi, par les caisses de compensation déjà agréées.

« Il pourra être révisé lorsque des variations dans le taux des allocations familiales généralement pratiquées auront été constatées dans le département ou la profession.

« Art. 74 d). — Le nombre des allocations journalières ne peut être inférieur au nombre des journées de travail effectuées au cours d'une période déterminée. Aucune déduction ne peut être faite pour quelque cause que ce soit, sauf en cas de fraude.

« En cas d'accident du travail, les allocations familiales sont maintenues dans leur intégralité pendant la période d'incapacité temporaire. En cas d'incapacité permanente absolue ou lorsque l'accident est suivi de mort, elles sont également dues tant que les enfants y ont droit en raison de leur âge.

« Les allocations familiales sont incessibles et insaisissables, sauf dans les conditions prévues par l'article 62 du présent titre.

« Art. 74 e). — L'employeur est tenu de justifier à tout moment aux agents chargés de l'application de la loi de son affiliation à une caisse de compensation agréée, par des pièces émanant de celle-ci et attestant qu'il est à jour de ses cotisations.

« Art. 74 f). — Exceptionnellement, pourra être dispensé de l'affiliation à l'une des institutions visées à l'article 74 a) tout employeur qui aura institué, pour son personnel, un service d'allocations familiales agréé par le ministre du Travail.

« L'employeur sera considéré comme contrevenant aux dispositions de l'article 74 a) s'il n'est pas en mesure de justifier à tout moment aux agents chargés de l'application de la loi du fonctionnement régulier de son service d'allocations familiales.

« Art. 74 g). — Un règlement d'administration publique déterminera les modalités d'application des dispositions du présent chapitre et notamment :

« 1° Les conditions à remplir par les caisses de compensation ou autres institutions visées à l'article 74 a), ainsi que par les services visés à l'article 74 f), pour obtenir l'agrément, les justifications à produire ultérieurement par les caisses, institutions ou services agréés, ainsi que les conditions dans lesquelles l'agrément sera donné ou retiré ;

« 2° Les justifications à fournir pour les enfants ayant dépassé l'âge de l'obligation scolaire.

« Art. 74 h). — Postérieurement à la publication du règlement d'administration publique prévu à l'article 74 g) ci-dessus, des décrets pris après consultation des syndicats patronaux des professions et régions intéressées détermineront les délais dans lesquels les dispositions du présent chapitre entreront en vigueur dans les diverses professions ou catégories professionnelles ou dans une même profession ou catégorie professionnelle, pour certaines régions ou même pour certains employeurs n'occupant qu'un nombre limité d'ouvriers et d'employés.

« Art. 74 i). — Les dispositions du présent chapitre ne sont pas applicables aux établissements de l'Etat ou autres établissements publics dans lesquels des régimes particulier d'allocations familiales ont été institués par la loi.

« Art. 74 j). — Les dispositions du présent chapitre seront appliqués aux exploitations agricoles dans les conditions qui seront déterminées par un règlement d'administration publique rendu après consultation des chambres d'agriculture, sur la proposition du ministre du Travail et du ministre de l'Agriculture.

« Postérieurement à la publication dudit règlement, des décrets détermineront les délais dans lesquels les dispositions du présent article entreront en vigueur, suivant les régions, les diverses catégories de la profession et l'importance de l'exploitation.

« Art. 74 k). — Il est institué auprès du ministre du Travail une commission supérieure des allocations familiales.

« Cette commission donne son avis sur les règlements d'administration publique et les décrets prévus par les articles 74 b), 74 g), 74 h), 74 j), ainsi que sur la fixation des taux prévus par l'article 74 c) et sur les autorisations exceptionnelles prévues par l'article 74 f). »

Art. 3. — L'article 47, paragraphe 2, du livre I^{er} du Code du travail est complété comme suit :

« Peuvent, en outre, faire valoir une action directe ou des privilèges spéciaux : 1°... ; 2°... ; 3° les ouvriers ou employés

dans les conditions prévues par l'article 2101 du Code civil, pour les allocations qui leur sont dues par les caisses de compensation ou autres institutions agréées pour le service des allocations familiales ainsi que par les employeurs dispensés de l'affiliation en vertu de l'article 74 f) du présent livre ; 4° les caisses de compensation pour allocations familiales, dans les conditions prévues par l'article 2101 du Code civil, à l'égard de leurs adhérents, pour les cotisations que ceux-ci se sont engagés à leur verser en vue du paiement des allocations familiales et de la péréquation des charges résultant du versement desdites prestations.

« Les alinéas 3° et 4° dudit article 47, paragraphe 2, constitueront désormais les alinéas 5° et 6°. »

Art. 4. — L'article 62 du livre I^{er} du Code du travail est complété par un paragraphe 4, conçu comme suit :

« Les allocations familiales prévues par les articles 74 a) et suivants du présent livre sont insaisissables et incessibles, sauf pour le paiement des dettes alimentaires prévues par l'article 203 du Code civil. »

Art. 5. — Il est inséré dans le titre V (pénalités) du livre I^{er} du Code du travail un article 101 b) conçu comme suit :

« Art. 101 b). — Les chefs d'établissements, directeurs ou gérants qui auront contrevenu aux dispositions des articles 74 a), 74 b), 74 c), 74 d), 74 e), 74 f), sont passibles d'une amende de 5 à 15 francs, et, en cas de récidive, d'une amende de 16 à 100 francs.

« Au cas de contravention aux dispositions de l'article 74 a), l'amende sera appliquée autant de fois qu'il y a de personnes employées dans l'établissement.

« Il y a récidive lorsque, dans les douze mois antérieurs au fait poursuivi, le contrevenant a déjà subi une condamnation pour une contravention identique.

« Les pénalités prévues ci-dessus sont indépendantes des dommages-intérêts auxquels le contrevenant pourrait être condamné envers les chefs de famille qu'il a occupés, pour des allocations familiales dont ceux-ci auraient été frustrés. Ces dommages-intérêts ne pourront être inférieurs au montant de ces allocations. »

Art. 6. — L'article 107 du livre I^{er} du Code du travail est modifié comme suit :

« Art. 107. — Les inspecteurs du Travail sont chargés, concurremment avec les officiers de police judiciaire, d'assurer l'exécution de l'article 7 a), de l'alinéa 3 de l'article 8, des articles 32 a), 32 d), 33 b), 33 c) et 33 n), des articles 34 à 38 et des décrets pris en exécution de l'article 39, des articles 40 à 42, des articles 75, 76, 77 et, en ce qui concerne le commerce et l'industrie, des articles 43 à 45, 74 a) à 74 f) du présent livre. »

Art. 7. — L'article 2101 du Code civil est complété ainsi qu'il suit :

« 1°... ; 2°... ; 3°... ; 4°... ; 5°... ; 6°... ;

« 7° Les allocations dues aux ouvriers et employés par les caisses de compensation et autres institutions agréées pour le service des allocations familiales ou par les employeurs dispensés de l'affiliation à une telle institution en vertu de l'article 74 f) du livre I^{er} du Code du travail ;

« 8° Les créances des caisses de compensation et autres institutions agréées pour le service des allocations familiales à l'égard de leurs adhérents, pour les cotisations que ceux-ci se sont engagés à leur verser en vue du paiement des allocations familiales et de la péréquation des charges résultant du versement desdites prestations. »

Art. 8. — Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur trois mois après la publication du règlement d'administration publique prévu à l'article 74 g) et, pour les exploitations agricoles, trois mois après la promulgation du règlement d'administration publique prévu à l'article 74 j).

Art. 9. — La loi du 19 décembre 1922 et les décrets pris pour son application seront abrogés à partir de la mise en application des décrets prévus à l'article 74 h), en ce qui concerne les professions et les régions visées par ces derniers décrets.

Art. 10. — La présente loi est applicable aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

VII

LÔI DU 2 AVRIL 1932 AJOUTANT UN PARAGRAPHE A L'ARTICLE 1558
DU CODE CIVIL (1).

Notice par M. Léon JULLIOT DE LA MORANDIÈRE
professeur à la Faculté de Droit de Paris

La loi du 2 avril 1932 a eu pour but de mettre fin aux difficultés soulevées en pratique par la question des baux des immeubles dotaux. Tout le monde admettait que le mari pouvait passer seul des baux ne dépassant pas neuf ans.

Mais, en ce qui concernait les baux de plus longue durée, trois opinions s'étaient fait jour. Les uns, arguant de la généralité des termes de l'article 1459, qui donne au mari seul l'administration des biens dotaux, soutenaient que le bail consenti par le mari était, quelle que fût sa durée, toujours opposable à la femme.

En général, on décidait que les règles, posées au chapitre de la communauté par les articles 1429 et 1430, formaient le droit commun relativement aux baux d'immeubles administrés par autrui et qu'en conséquence les baux de plus de neuf ans n'étaient opposables à la femme, qu'au cas où celle-ci les avait consentis avec son mari (2).

Mais une troisième opinion, plus restrictive, estimait qu'un bail de plus de neuf ans devait être assimilé à un acte d'aliénation et interdit, même aux deux époux réunis (3).

(1) *J. Off.* du 5 avril 1932.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Chambre* : Proposition Louis Puech, 13 juillet, 1916, doc. parl. sess. ord. 1916, n° 2342). Rapport de M. Girard-Madoux, doc. parl. sess. ord. 1914, n° 4744, p. 5198) ; adoption le 22 novembre 1918. Débats parl. n° 3115. — *Sénat* : Rapport de M. Richard, doc. parl. sess. ext. 1922, ann. 813, p. 216 ; adoption avec modifications le 11 février 1923, débats parl. p. 29. — *Chambre* : Rapport de M. Queinsec, doc. parl. annexe, n° 4661, sess. ord. 1931, p. 1269, adoption le 25 mars 1932, débats parl. p. 1792.

(2) Wahl, « Les baux de plus de neuf ans consentis sur les biens de la femme », *Rev. trimestrielle*, 1909, p. 19. — Colin et Capitant, *Cours élémentaire de droit civil français*, t. III, 7^e édition, n° 389. — Planiol, Ripert et Nast, *Traité pratique de droit civil*, t. VIII, n° 1104. — Aubry et Rau, t. VII, § 535, p. 432. — Amiens, 19 janvier 1904, D. 1505-2-45.

(3) Baudry Lacantinerie, Le Courtois et Surville, *Du contrat de mariage*, t. III, n° 1634.

C'est pour éviter ces controverses et pour permettre aux époux dotaux, sans qu'il y ait de contestation possible, de tirer de leurs immeubles le revenu que peut leur procurer un bail agricole, commercial ou industriel, qu'a été adoptée la loi nouvelle. L'immeuble dotal pourra toujours, avec la permission de justice, être donné à bail, en totalité ou en partie, pour une durée qui ne dépassera pas vingt-cinq ans.

Mais le texte, ainsi ajouté à l'article 1558 C. civ., n'est pas sans appeler, à son tour, de graves objections.

Inspiré par le désir de donner des facilités aux époux pour l'utilisation des domaines dotaux, il est cependant plus restrictif que l'opinion moyenne admise par bon nombre d'auteurs et d'arrêts, puisqu'il assimile le bail à un acte d'aliénation et, ne se contentant pas du consentement des deux époux, exige l'autorisation de justice. Cela peut se comprendre pour les baux à long terme, qui, économiquement, peuvent être, pour l'avenir du ménage, regardés comme aussi dangereux qu'une aliénation : mais le texte est général, il vise tous les baux ; il semble donc, si on l'interprète littéralement, qu'il doive s'appliquer même aux baux ne dépassant pas neuf ans, alors que pour ceux-ci, unanimement, l'on reconnaissait au mari seul le pouvoir de les consentir.

En outre, la loi nouvelle paraît en contradiction avec celle du 25 juin 1902 sur le bail emphytéotique ; elle ne permet en effet de passer, même avec l'autorisation de justice, que des baux d'une durée ne dépassant pas vingt-cinq ans. Or l'article 2 de la loi de 1902 permet au mari, qui a obtenu le consentement de la femme, de consentir, avec l'autorisation de justice, sur les immeubles dotaux un bail emphytéotique dont la durée peut être de quatre-vingt-dix-neuf ans !

L'intention du législateur de 1932 a-t-elle été de modifier cette dernière règle ? Il nous semble donc que, comme beaucoup de lois récentes, la loi du 2 avril 1932 n'a pas fait, avant son vote, l'objet d'une délibération assez approfondie et qu'une révision de son texte s'imposera à bref délai.

Article unique. — L'article 1558 du Code civil est complété par un paragraphe ainsi conçu :

L'immeuble dotal pourra, avec la permission de justice, être donné à bail, en totalité ou en partie, pour une durée qui ne dépassera pas vingt-cinq ans. Il sera statué par le Tribunal de première instance, sur rapport d'un juge, et le procureur de la République entendu en ses conclusions. »

VIII

LOI DU 6 AVRIL 1932 MODIFIANT LES ARTICLES 2, 50, ALINÉA 1^{er}, ET 59, ALINÉA 1^{er}, DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE EN CE QUI CONCERNE LA COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX : 1° EN MATIÈRE DE PENSION ALIMENTAIRE ; 2° EN MATIÈRE DE CONTESTATIONS RELATIVES A DES FOURNITURES, TRAVAUX, LOCATIONS, LOUAGE D'OUVRAGE ET D'INDUSTRIE (1).

Notice par M. LEMOINE,
conseiller honoraire à la Cour d'appel de Paris.

Le Code de procédure civile dispose, dans son article 59, que, en matière personnelle et mobilière, le défendeur sera assigné devant le tribunal de son domicile.

Mais ce principe n'a rien d'absolu, et, depuis la promulgation de ce code, en 1806, des exceptions nombreuses ont été votées ; la loi dont s'agit en édicte deux nouvelles : la première concerne la compétence en matière de pension alimentaire réclamée par les ascendants ; la seconde est relative aux contestations dérivant des fournitures, location, travaux, louage d'ouvrage ou d'industrie.

I. — ACTION EN PENSION ALIMENTAIRE

Dans une pensée de bienveillance à l'égard des vieux parents laissés dans la misère par leurs enfants, et afin de leur faciliter le recours devant les tribunaux, le législateur donne compétence au juge de leur domicile. L'on a fait valoir que, au début du premier empire, les enfants demeuraient presque toujours auprès de leurs parents, et que, par suite, il était facile à ceux-ci de les

(1) *J. Off.* du 8 avril 1932.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Sénat* : Proposition de loi de M. Catalogne, 26 février 1929, doc. parl. p. 98, ann. 97 ; rapport de M. Catalogne (comm. de lég. civ., 25 février 1930), doc. parl. p. 95, ann. 64 ; discussion et adoption les 24 février et 10 mars 1931. — *Chambre* : Transmission, 24 mars 1931, doc. parl. p. 936, ann. 4833 ; rapport de M. Antier (comm. de lég. civ.) 25 février 1932, doc. parl. p. 286, ann. 6459 ; adoption sans débat, 25 mars 1932.

BIBLIOGRAPHIE. — *Lois nouvelles*, 1^{er} mai 1932, 3^e partie, p. 376. — Commentaire de M. Viatte, dans le *Recueil général des lois, décrets et arrêtés*, 8^e livraison, 1932, p. 209 (Paris, 6, rue de Mézières).

appeler en justice devant le tribunal commun. Il n'en est plus de même aujourd'hui, et des ascendants, habitant un hameau reculé des Pyrénées ou des Alpes, auront souvent leurs enfants disséminés à Paris, Bordeaux, Lille, etc. De là, en cas de désaccord, de graves difficultés et lenteurs de procédure, qui sont d'autant moins admissibles que les demandes d'aliments sont toujours urgentes.

La pension alimentaire prévue est exclusivement celle des articles 205, 206 C. civ. réclamée par les ascendants tels que père et la mère, grands parents, beau-père et belle-mère, père et mère naturels.

C'est une simple faculté pour l'ascendant de saisir le tribunal de son arrondissement. S'il le préfère, il peut assigner devant le tribunal du domicile de l'un de ses enfants, suivant la règle générale.

Par une conséquence logique, le préliminaire de conciliation aura lieu, le cas échéant, devant le juge de paix du domicile de l'ascendant.

L'assistance judiciaire sera accordée, comme en toute matière, par le bureau établi près le tribunal de ce domicile. La proposition originaire de M. Catalogne prévoyait que l'assistance judiciaire serait accordée de plein droit ; mais cette disposition a été écartée par le Sénat.

La loi s'appliquera devant les justices de paix, comme devant les tribunaux.

II. — CONTESTATIONS DÉRIVANT DES FOURNITURES, LOCATIONS, TRAVAUX, LOUAGE D'OUVRAGE OU D'INDUSTRIE

Aux termes de l'article 420 du Code de procédure civile, le demandeur peut au commerce assigner, non seulement devant le tribunal du domicile du défendeur, mais devant le tribunal dans l'arrondissement duquel la promesse a été faite et la marchandise livrée, ou devant celui dans l'arrondissement duquel le paiement devait être effectué.

C'est de cette disposition que s'inspire la loi nouvelle en facilitant pour les demandeurs l'exécution devant les tribunaux civils des contestations relatives à des fournitures, locations, travaux, louage d'ouvrage ou d'industrie.

La situation principalement envisagée est celle des propriétaires ou commerçants, des stations de villégiature, mis en rapport avec des citadins, qui louent, ou construisent des maisons. Pour obtenir le paiement de leurs loyers, ou le règlement de leurs fournitures, ces propriétaires ou commerçants étaient obligés d'assigner le défendeur devant le tribunal de son domicile, qui pouvait être Paris, Lyon, Marseille ou Lille. Ils pourront dorénavant assigner ce défendeur devant le tribunal de leur propre

domicile. L'on comprend l'avantage qu'il y a à soumettre ces litiges, le plus souvent d'intérêt minime, à des juges qui sont, sur place, au courant des usages du pays, et à même de faire les constatations matérielles nécessaires.

La compétence est attribuée également au tribunal du lieu où la convention a été contractée.

Mais que l'on envisage le lieu du contrat ou celui de son exécution, le tribunal de ce lieu n'est compétent qu'à la condition que l'une des parties y soit domiciliée.

Comme pour la compétence en matière de pension alimentaire, la compétence relative aux fournitures et travaux est simplement facultative. Le demandeur peut en profiter ou recourir au droit commun.

Toutes les fois que celui-ci optera pour la nouvelle compétence et se proposera d'introduire l'instance devant le tribunal de son domicile, la compétence du juge de paix, pour la tentative de conciliation, se trouvera modifiée dans les mêmes conditions.

L'exception à la règle *forum rei* s'appliquera de même façon aux instances poursuivies devant le juge de paix, si l'affaire rentre dans les limites de la compétence du juge cantonal.

Article premier. — L'article 2 du Code de procédure civile est complété ainsi qu'il suit :

« La demande en pension alimentaire prévue par les articles 205 et 206 du Code civil peut être portée par l'ascendant demandeur devant le juge de paix de son domicile. »

Art. 2. — L'article 50, alinéa 1^{er}, du code de procédure civile est modifié ainsi qu'il suit :

« En matière de pension alimentaire, le défendeur peut être cité en conciliation devant le juge de paix du domicile de l'ascendant demandeur. »

Art. 3. — L'article 59, alinéa 1^{er}, du Code de procédure civile est complété ainsi qu'il suit :

« En matière de pension alimentaire, l'instance peut être portée devant le tribunal du domicile de l'ascendant demandeur. »

Art. 4. — Les articles 2, 50, alinéa 1^{er}, et 59, alinéa 1^{er}, du Code de procédure civile sont complétés ainsi qu'il suit :

« Les contestations relatives à des fournitures, travaux, locations, louage d'ouvrage ou d'industrie, peuvent être portées devant le juge du lieu où la convention a été contractée ou exécutée lorsqu'une des parties sera domiciliée en ce lieu. »

Art. 5. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de La Réunion.

IX

LOI DU 13 AVRIL 1932 MODIFIANT LES PARAGRAPHES 3 ET 4 DE L'ARTICLE 592 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE RELATIF AUX SAISIES-EXÉCUTION (1).

Notice par M. LEMOINE,

conseiller honoraire à la Cour d'appel de Paris

En règle générale, tous les biens meubles et objets mobiliers appartenant au débiteur sont le gage du créancier, qui peut les faire vendre par justice et se faire payer sur le prix. Mais des motifs d'humanité ont déterminé le législateur à distraire de la saisie-exécution certains objets considérés comme nécessaires à l'existence du débiteur malheureux. Ces objets, désignés dans l'article 592 du Code de procédure civile, sont : le coucher, les livres relatifs à la profession du saisi, les machines et instruments servant à l'enseignement, pratique ou exercice des sciences et arts et différents objets d'autre nature. En ce qui concerne les

(1) *J. Off.* du 15 avril 1932.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Sénat* : Proposition de loi par M. Mario Roustan, du 24 juillet 1929, doc. parl. p. 582, ann. 519 ; rapport de M. Catalogne (Commission de législation civile) du 25 février 1930, doc. parl. p. 97, ann. 65 ; discussion et adoption, séance du 24 février 1931. — *Chambre* : Transmission du 28 février 1931, doc. parl. p. 367, ann. 4667 ; rapport de M. Cuttoli (Commission de lég. civ.) du 25 février 1932, doc. parl. p. 287, ann. 6461 ; adoption sans débat, 1^{re} séance du 31 mars 1932.

BIBLIOGRAPHIE. — *Recueil général des lois, décrets et arrêtés*, 1932, 11^e livraison, p. 279 (Paris, 6, rue de Mézières).

livres et les machines ou instruments, le Code de 1806 prévoyait qu'ils ne pourraient être saisis que jusqu'à concurrence de 300 fr. La Confédération des travailleurs intellectuels, estimant que cette limite ne correspondait ni à la dévalorisation de notre monnaie, ni aux nécessités de l'existence actuelle, ni aux progrès de la science et des arts, a formulé un vœu tendant à l'élévation du chiffre de 300 francs. M. Mario Roustan a déposé en leur faveur au Sénat une proposition de loi dont le rapport fut confié à M. Catalogne et qui a été adoptée par les deux Chambres. Le minimum, primitivement fixé à 300 francs, fut trouvé insuffisant et porté à 5.000 francs par la commission de législation civile du Sénat.

Article premier. — L'article 592 du code de procédure civile est modifié ainsi qu'il suit :

« Ne pourront être saisis.

« 1°.

« 2°.

« 3° Les livres relatifs à la profession du saisi jusqu'à la somme de 5.000 francs, à son choix ;

« 4° Les machines et instruments servant à l'enseignement, pratique ou exercice des sciences et arts, jusqu'à concurrence de la même somme, et au choix du saisi ;

« 5° (*La suite sans modification*) ».

Art. 2. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion.

X

LOI DU 13 AVRIL 1932 TENDANT A RÉPRIMER LES FRAUDES
EN MATIÈRE DE DIVORCE OU DE SÉPARATION DE CORPS (1).

Notice et notes par M. Georges LELOIR,
docteur en droit,
président de Chambre honoraire à la Cour d'appel de Paris.

La multiplication sans cesse croissante du nombre des divorces, en France, est un grand mal. Tout le monde le reconnaît et ceux-là même qui pensent que le rétablissement du divorce en 1884 était une nécessité, sont d'accord pour avouer que ç'a été une nécessité cruelle. On est, du moins, en droit d'exiger que le divorce ne soit prononcé que suivant les formes et dans les cas strictement fixés par la loi civile. Le législateur, en faisant revivre une institution que le Code civil de 1804 avait consacrée, n'a pas rétabli du moins le divorce par consentement mutuel, mais tout le monde sait, et la pratique le révèle chaque jour, que lorsque deux époux sont d'accord pour faire dissoudre leur mariage, il y a bien des moyens pour y réussir en simulant un divorce pour cause déterminée. Ce qui est beaucoup plus grave, c'est que des personnes mariées puissent, par des voies détournées, le conjoint ne le voulant pas, ignorant jusqu'à l'existence même d'une procédure, arriver à leurs fins, et que ledit conjoint puisse

(1) *J. Off.* du 15 avril 1932.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Sénat* : Proposition de loi présentée par M. Henri Bourdeaux, le 12 mars 1931 (annexe n° 194, p. 126) ; rapport fait au nom de la Commission de législation, par M. Delthil, le 4 juin 1931 (annexe n° 519, p. 906) ; déclaration de l'urgence, discussion et adoption le 18 juin 1931 (*J. Off.* du 19 juin, p. 1063). — *Chambre* : Transmission, le 2 juillet 1931 (annexe n° 418, p. 1155) ; rapport fait au nom de la Commission de législation, par M. Cautru, le 21 janvier 1932 (annexe n° 6188, p. 92) ; discussion et adoption avec modifications, le 13 mars 1932 (*J. Off.* du 14 mars, p. 1478). — *Sénat* : Retour le 15 mars 1932 (annexe n° 252, p. 240) ; rapport fait au nom de la Commission de législation, par M. Delthil, le 17 mars 1932 (annexe n° 268, p. 246) ; discussion et adoption sans modification, le 31 mars 1932 (*J. Off.* du 1^{er} avril, p. 747).

BIBLIOGRAPHIE. — *Dalloz périodique*, 1932, 4^e partie, p. 175 et s., avec un commentaire de M. Jean Chevallier. — *Lois Nouvelles*, 15 mai 1932, 3^e partie, p. 411.

ne connaître la demande que le jour où il est définitivement divorcé. Cela, c'est pire que le divorce par consentement mutuel, c'est pire que l'exercice d'un droit de répudiation, c'est la négation de toute justice. Or, ces faits déplorables ne sont malheureusement point rares ; il suffit, pour s'en convaincre, de consulter la jurisprudence des dernières années. Tantôt la personne qui veut divorcer feint d'ignorer, bien qu'elle la connaisse fort bien, la résidence actuelle de son conjoint, et tous les actes de la procédure sont notifiés au parquet ; tantôt elle attribue à ce conjoint une résidence qu'elle sait fausse et s'arrange pour que tous les actes soient signifiés à cette adresse ; elle a généralement un complice qui s'y trouve à point pour recevoir les actes, en disant être au service du destinataire. Tout cela suppose que les époux sont déjà en fait séparés. Il peut arriver aussi qu'ils aient continué la vie commune ; celui qui veut divorcer (c'est, dans l'hypothèse, le plus habituellement le mari) profite de la naïveté de la femme, de son ignorance de la pratique et des lois, pour mettre la main sur les actes qu'il fait notifier à son propre domicile, et si la femme commence à s'émouvoir du passage réitéré de l'huissier, pour lui persuader que les actes reçus sont des papiers d'affaires sans intérêt pour elle. La jurisprudence fournit des exemples de ces combinaisons (V. Req. 16 février 1921, D. P. 1921, 1.79, et la note signée H. L.).

Jusqu'ici on ne connaissait aux situations ainsi créées que des remèdes dénués de toute portée. Lorsque le conjoint victime ne découvrait son malheur qu'à un moment où le jugement rendu par défaut semblait définitif, on permettait bien une opposition tardive, et le divorce une fois rétracté, la procédure aboutissait à une condamnation de l'auteur de la fraude aux dépens, et c'était tout. On a dit que le conjoint victime trouvait, dans les agissements de son conjoint, les éléments d'une action reconventionnelle, qu'il pouvait à son tour demander et obtenir le divorce à son profit. Était-ce une solution si son désir à lui était la conservation du lien matrimonial ? Puis, si l'autre époux s'était remarié dans l'intervalle, on pouvait faire prononcer la nullité du second mariage, et quelques-uns pensaient même que celui qui s'était remarié de mauvaise foi pouvait être poursuivi et condamné pour bigamie. La jurisprudence qui nous a fait connaître tant de divorces frauduleux ne nous révèle l'existence d'aucune poursuite pour bigamie. Eussent-elles pu être menées à bonne fin, ces poursuites, surtout dans le temps où la bigamie était qualifiée crime et où le jury marquait tant de répugnance à condamner pour ce crime qu'une loi toute récente a dû correctionnaliser l'infraction, pour qu'il fût possible d'en réprimer l'abus ?

A ces palliatifs sans portée parce qu'ils allaient au delà du but, il était bien simple d'ajouter une sanction pénale efficace parce

qu'elle serait modérée. C'est ce qu'a pensé M. Henri Bourdeaux dont la proposition a été déposée sur le bureau du Sénat le 12 mars 1931. Légèrement amendée au cours des travaux préparatoires, cette proposition a été votée presque sans opposition dans les deux Chambres et définitivement adoptée le 31 mars 1932.

Article unique. — Quiconque aura, par des manœuvres dolosives ou de fausses allégations (1), tenu ou tenté de tenir son conjoint (2) dans l'ignorance d'une procédure de divorce ou de séparation de corps dirigée contre lui (3), sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 100 fr. à 10.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement (4).

(1) Quant aux moyens qui peuvent être employés pour commettre des fraudes, le texte prévoit, comme en matière d'escroquerie, les *manœuvres dolosives*, c'est-à-dire les actes matériels, les mises en scène organisées le plus souvent avec la connivence de tiers. — Il prévoit aussi les *fausses allégations*, c'est-à-dire les simples déclarations mensongères, susceptibles d'induire le conjoint en erreur. Dans sa proposition, M. Bourdeaux avait visé également les « réticences intentionnelles », ce qui supposait une sorte de manœuvre, non par commission, mais par omission. Le Sénat avait accepté cette formule, mais la Commission de législation de la Chambre a écarté les omissions intentionnelles, pensant que cette disposition « comportait de sérieuses difficultés d'application et n'était pas sans danger ». (Rapport de M. Cautru).

(2) La loi punit non seulement le délit consommé, mais la simple tentative, en sorte que les peines sont encourues, non seulement lorsque le conjoint étant induit en erreur, le divorce a été frauduleusement obtenu, mais encore lorsque la fraude a été découverte en temps opportun, après qu'il y a eu commencement d'exécution du délit.

(3) Les peines édictées par notre loi ne sont applicables qu'autant que l'action en séparation de corps ou en divorce a été intentée. Elles ne le seraient pas s'il n'y avait eu que des manœuvres destinées à préparer ou à faciliter l'introduction d'une telle action. Ce ne serait là que des actes préparatoires de l'infraction. La Commission de législation du Sénat avait voulu étendre l'application des sanctions ainsi édictées aux fraudes commises au cours d'une demande en interdiction ou en dation de conseil judiciaire ; mais il parut dangereux d'étendre cette législation exceptionnelle à des cas qui n'avaient avec ceux que l'on prétendait viser que des rapports de vague analogie. Il n'y avait pas d'urgence d'ailleurs, les fraudes en ces matières n'étant pas communes, et aucun document de jurisprudence n'en révélant le péril. Sur des observations faites en séance, la Commission sénatoriale abandonna sa proposition sur ce point.

(4) Les peines édictées ne sont pas seulement applicables au conjoint qui veut obtenir la séparation ou le divorce par des voies criminelles. Celui-ci n'est que l'auteur principal du délit. Mais il y a aussi les complices et parmi eux ceux que le législateur voulait surtout atteindre, les agents d'affaires véreux, les organisateurs d'agences louches, ceux que M. Delthil, dans son rapport au Sénat, appelait ingénieusement les « en-

En cas de récidive, la peine d'emprisonnement sera toujours prononcée (1).

XI

LOI DU 20 AVRIL 1932 RENDANT OBLIGATOIRE L'INDICATION D'ORIGINE DE CERTAINS PRODUITS ÉTRANGERS (2).

Notice et notes par M. GORGES MAILLARD,
avocat à la Cour d'appel de Paris,
vice-président du Comité technique de la propriété industrielle.

La loi des 28 juillet-4 août 1824 punissait l'apposition d'un nom de lieu autre que celui de la fabrication et s'étendait implicitement aux noms de régions et aux noms de pays. Plus tard la loi du 1^{er} août 1905 punit la tromperie ou tentative de tromperie sur l'origine de la marchandise quand cette origine sera considérée comme la cause principale de la vente.

Mais déjà dans l'élaboration de la loi du 23 juin 1857 sur les

trepreneurs de divorce ». A ceux-ci les art. 59 et 60 du code pénal sont entièrement applicables. Leur participation à la fraude se manifeste le plus habituellement sous la forme d'une complicité par aide et assistance ; elle peut l'être aussi sous la forme d'une complicité par instructions données pour commettre le délit. Mais encore faut-il que les conseils aient été suivis et que l'auteur principal les ayant reçus, la fraude ait été au moins tentée. La Commission du Sénat avait pensé qu'il fallait aller plus loin et punir même les instructions non suivies d'effet. Cette proposition, critiquée en séance par M. Bérard, garde des sceaux, a été abandonnée.

(1) Si l'on ne considère que l'auteur principal du délit, les cas de récidive seront rares assurément. Mais la loi, en insistant, dans un second paragraphe, sur le cas du récidiviste qui encourra toujours l'emprisonnement, avait surtout en vue les agences de divorces.

M. Bourdeaux, dans sa proposition, visait l'application de l'art. 463 du code pénal. C'était inutile depuis la loi du 29 décembre 1928, qui, en toutes matières correctionnelles, autorise l'application des circonstances atténuantes. Cette application a lieu même en cas de récidive, ce qui réduit singulièrement la portée du 2^e paragraphe de l'article unique de la loi du 13 avril 1932.

(2) *J. Off.* du 21 avril 1932.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Sénat* : Proposition de loi de M. Edmond Cavillon, sénateur, 31 mars 1931, (doc. annexe, n° 370, *J. Off.* 10 nov. 1931, p. 865). Rapport, au nom de la Commission des douanes, par M. Né-

marques de fabrique et de commerce, on s'était préoccupé de profiter de l'occasion pour défendre le marché français, particulièrement contre l'importation des produits étrangers portant une fausse désignation de fabrication française. L'art. 19 de la loi sur les marques, empiétant sur le domaine de la loi de 1824 et des tromperies dans la vente des marchandises, qu'atteignait alors l'art. 423 du Code pénal, dit, en effet :

« Tous produits étrangers portant soit la marque, soit le nom
« d'un fabricant résidant en France, soit l'indication du nom ou
« du lieu d'une fabrique française, sont prohibés à l'entrée et
« exclus du transit et de l'entrepôt et peuvent être saisis, en quel-
« que lieu que ce soit, soit à la diligence de l'administration des
« douanes, soit à la requête du ministère public et de la partie
« lésée. »

L'art. 15 de la loi du 11 janvier 1892 relative à l'établissement du tarif général des douanes vient compléter ces mesures en les étendant à tout nom, tout signe, « indication quelconque de nature à faire croire que les produits ont été fabriqués en France et qu'ils sont d'origine française ».

Mais, pour beaucoup de groupements intéressés, cette solution cessa bientôt de paraître suffisante. Presque dès les débuts de l'Association française de la propriété industrielle, fondée en 1899, on soutint que l'acheteur avait droit à savoir où avait été fabriqué le produit qu'il achetait. Les uns voulaient l'indication de l'origine sitôt que le produit portait une marque quelconque. Les autres allaient plus loin; ils réclamaient l'exigence absolue de l'indication de l'origine et pensaient que, sans cette mesure, il y aurait toujours tromperie possible.

En 1904, l'Association française, pour répondre à une suggestion du ministre du Commerce, alors M. Trouillot, prépara un projet de codification de la propriété industrielle, qui contenait un chapitre sur les fausses indications de provenance (Voir *Bull. de l'Ass. fr. prop. ind.*, Congrès de Paris, 7-10 mars 1904, rap. de Georges Maillard, p. 529, proc. verb. de la 6^e séance. p. 323 et s.). Un délégué de la Chambre syndicale de la bijouterie-imitation

ron, 17 déc. 1931 (annexe n° 900, *J. Off.* 3 mai 1932, p. 1257). Avis, au nom de la Commission des finances, par M. Louis Serre, 28 janv. 1932 (annexe, n° 55, *J. Off.* 18 mai 1932, p. 33). Déclaration de l'urgence et discussion et adoption le 11 fév. 1932, (*J. Off.* Débats, 12 fév. 1932, p. 125) et le 10 mars 1932 (*J. Off.* déb. 11 mars 1931, p. 279). — *Chambre des députés* : Transmission, 17 mars 1932, annexe, n° 6710 (*J. Off.* 13 oct. 1932, p. 507). Rapport au nom de la Commission du commerce par M. Merlant, 24 mars 1932, annexe, n° 6819 (*J. Off.*, 18 oct. 1932, p. 589). Adoption sans discussion ni modification le 30 mars 1932 (*J. Off.* 31 mars 1932, p. 1906).

présentait un amendement qui avait été proposé par M. Julien Hayem au Congrès international du commerce et de l'industrie en 1900 puis retiré provisoirement par lui et qui débutait ainsi : « Tout produit importé doit être revêtu d'une marque indiquant le lieu d'origine du produit. » Mais M. Donckele, qui avait précédemment demandé, au nom de la Chambre syndicale des cravates, l'indication obligatoire d'origine, en reconnut lui-même les inconvénients et fit remarquer combien le « Made in Germany » avait été défavorable à l'industrie anglaise. Le Congrès se contenta d'émettre le vœu que l'Association étudie, au moyen d'une enquête auprès des Chambres de commerce et syndicats, si l'on pouvait exiger, sans graves inconvénients généraux, l'indication de la provenance réelle ou de la mention « importé » sur tous les produits venant de l'étranger. En 1916, une proposition de loi de M. Lémery revenait à l'indication obligatoire d'origine ; mais elle se heurta aux difficultés d'application et à la crainte des représailles. Seulement des lois spéciales avaient rendu obligatoire l'indication d'origine sur les produits étrangers importés : 1^{er} février 1899 pour les vins, 11 juillet 1906 pour les conserves de sardines et de légumes et les prunes étrangères ; une autre, du 26 mars 1931, a les mêmes exigences pour le miel ; un décret du 26 mars 1925 prescrit l'indication d'origine pour les journaux de mode et les graines importées.

Lorsqu'à l'instigation de M. Farjon fut votée la loi du 26 mars 1930 (1) atteignant « quiconque, sur les produits naturels ou fabriqués, détenus ou transportés en vue de la vente..., aura apposé ou sciemment utilisé une marque de fabrique ou de commerce, un nom, un signe ou une indication quelconque de nature à faire croire, *s'ils sont étrangers, qu'ils ont été fabriqués en France ou qu'ils sont d'origine française* et, dans tous les cas, qu'ils ont une *origine différente de leur véritable origine, française ou étrangère* », les intéressés restaient libres de ne pas indiquer l'origine sur les marchandises si elles ne se présentaient pas de manière à faire confusion.

Mais un mouvement intense s'est manifesté à nouveau pour que le consommateur soit clairement renseigné sur la nationalité du produit qu'il achète. M. le sénateur Cavillon s'est fait le porte-parole de ces revendications et a déposé au Sénat, le 31 mars 1931, la proposition de loi prévoyant que des décrets rendus en la forme de règlements d'administration publique, sur le rapport du ministre du Commerce et de l'Industrie, après avis des ministres compétents, pourront exceptionnellement déclarer obliga-

(1) V. *Annuaire de législation française* de 1930, pp. 88 et s.

toire pour les produits qu'ils déterminent l'apposition de marques indiquant l'origine.

L'exposé des motifs relève que « d'une manière générale l'acheteur se trouve dans l'impossibilité absolue de connaître l'origine des produits qui lui sont offerts, il est même souvent induit en erreur par l'apparence extérieure, la forme ou l'aspect des articles ou par des indications non prohibées par la loi et apposées par le fabricant (étiquettes tricolores, etc.) ou le détaillant, avec ou sans intention de tromperie ; il semble qu'il y ait là une lacune législative qu'il convient de combler, dans l'intérêt des consommateurs, comme dans l'intérêt des producteurs français, qui souffrent d'une concurrence déloyale, difficile ou impossible à réprimer. » Il donne l'exemple des législations étrangères qui prescrivent la marque d'origine ; mais il fait remarquer que les mesures prises par divers gouvernements étrangers ne tendent pas seulement à protéger la consommation contre les fraudes, quant à la qualité et à l'origine des marchandises offertes, mais visent souvent aussi à protéger la production nationale contre la pénétration des marchandises étrangères :

« Envisagée sous cet aspect, l'adoption de la marque d'origine revêt le caractère d'une mesure de protectionnisme indirect, dont le danger a été maintes fois signalé par les producteurs français. »

Le Conseil national économique (session de novembre 1930), en réponse à un questionnaire de la Société des Nations et en s'inspirant des suggestions de la Confédération nationale de la production française et de la Chambre de commerce internationale, a, pour éviter le protectionnisme indirect, donné de sages conseils que l'exposé des motifs rappelle et dont le rédacteur de la proposition a fait son profit :

« Pour atteindre le seul but que nous envisageons, protection des producteurs et des consommateurs français contre le doute ou la tromperie sur l'origine, la législation doit être aussi simple que possible. L'obligation générale de l'indication de l'origine sur tous les produits importés... exposerait nos exportateurs à des mesures analogues dans les pays étrangers. Par contre, il semble qu'on pourrait s'inspirer du *Marchandise Marks Act* britannique, qui laisse à un Comité spécial le soin d'examiner les requêtes tendant à rendre obligatoire la marque d'origine sur un produit déterminé et de fixer les formes de cette marque. »

Le rapport de M. le sénateur Edouard Néron, au nom de la Commission des douanes et des conventions commerciales, conclut à l'adoption de la proposition de M. Cavillon, avec seulement quelques modifications de détail. Il fait remarquer que, dans le

jeu de la concurrence internationale, les marchandises doivent lutter sous leur pavillon, que si pour certains produits le snobisme favorise une origine étrangère et si certains producteurs français donnent à leurs produits, pour profiter de cette faveur, un aspect de produit étranger, ce n'est point une pratique à encourager. On a vu en Grande-Bretagne la mode revenir, par un sentiment de solidarité nationale des consommateurs, aux produits anglais ; il faut développer en France ce même sentiment et que l'acheteur puisse alors marquer sa préférence pour les produits nationaux en ayant le moyen de distinguer aisément les produits étrangers. Et à la tribune du Sénat (séance du 11 février 182, p. 125), le rapporteur constate que la proposition Cavillon a reçu l'accueil le plus sympathique du monde du commerce, que nombreuses sont les chambres de commerce qui ont émis le vœu de la voir adopter rapidement par le Parlement.

M. le sénateur Louis Serre, dans son rapport au nom de la Commission des finances, avait prié ses collègues de ne pas s'opposer au vote de la proposition de loi. Mais il insista (séance du Sénat, 11 février) sur le fait qu'en tous cas c'était une loi sur les fraudes, non une loi douanière, et qu'elle aurait dû être renvoyée à la Commission du commerce. Et il a rappelé les objections qu'elle soulève : quelles que soient la souplesse et l'élasticité qu'on a voulu lui donner « elle n'en constituera pas moins une forme de protection supplémentaire qui viendra s'ajouter aux mesures déjà prises et dont le résultat se manifestera par un accroissement du prix de la vie » ; il serait préférable, en tous cas, de prendre, comme l'étudie la Société des Nations, des mesures générales s'appliquant à l'ensemble des pays et d'adopter un signe spécial, obligatoire en tout temps pour la production d'une nation ; la loi proposée est une loi d'occasion, sans obligation définie, laissée à l'arbitraire d'un ministre qui l'appliquera ou non suivant son bon plaisir et, comme toutes les autres lois d'exception, elle comportera de graves inconvénients. Puisqu'elle est présentée au nom de la défense de notre économie sociale, l'administration des finances, consultée, n'a fait aucune objection de principe et s'est contentée de proposer des modifications de détail.

En séance publique, le 11 février 1932, la discussion n'a guère porté que sur des détails. Mais M. Chaptal, président de la Commission des douanes, est intervenu à diverses reprises pour préciser la portée de la loi. Des amendements de M. Serre sur les art. 2 et 5 ayant été renvoyés à la commission, la discussion fut prolongée à la séance du 10 mars, où M. Serre déclara renoncer à ses amendements.

Le texte du Sénat a été adopté tel quel par la Chambre, sans

discussion, sur rapport de M. Merlant, le rapporteur du projet de loi sur les marques.

Article premier. — Des décrets rendus en la forme de règlements d'administration publique, sur le rapport du ministre du Commerce et de l'Industrie, ou du ministre de l'Agriculture, après avis des ministres intéressés, pourront déclarer obligatoire, pour les produits étrangers introduits en France qu'ils détermineront, l'apposition de marques indiquant l'origine (1).

(1) M. Henry Chéron, sénateur, à la séance du 11 février (p. 131), posait la question suivante :

« Les gens d'une intelligence moyenne, parmi lesquels j'ai la faiblesse de me ranger, voudraient bien être fixés sur le principe : est-ce une obligation ou une faculté ? »

M. le sénateur Chapsal, président de la Commission des douanes, répondit : « Voici comment, à notre avis, la loi doit être interprétée : en principe, toutes les marchandises, qu'elles aient un caractère industriel ou agricole peuvent être, en ce qui touche l'indication de leur origine, soumises à des modalités fixées par décret.

« Comme nous ne pouvons pas avoir la prétention d'englober dans une loi tous les produits et les soumettre à un régime aussi strict, nous traçons au Gouvernement son devoir : c'est vous, lui disons-nous, qui aurez à choisir, parmi les marchandises entrant sur le territoire métropolitain, celles dont l'origine paraîtra la plus intéressante à signaler à la clientèle et vous indiquerez les modalités auxquelles seront subordonnées leur introduction et leur circulation sur le territoire national...

« M. Henry Chéron. — En somme il s'agit d'une faculté accordée au Gouvernement.

« M. le comte Louis de Blois. — C'est une faculté obligatoire !

« M. le Président de la Commission des douanes. — C'est une faculté pour l'usage de laquelle le Gouvernement va être sollicité aussi bien par les Chambres de commerce que par les Chambres d'agriculture.

« Le Gouvernement se trouvera dans l'obligation d'user des pouvoirs que nous lui conférons et nous comptons bien qu'il le fera dès que l'intérêt national l'exigera.

« Tel est le principe et, du reste, généralement les lois sur les marques d'origine sont conçues d'après ce système. »

Et la Commission des douanes a, sur la demande de M. le sénateur Jean Durand (séance du 11 février 1932) supprimé le mot « exceptionnellement » qui dans la proposition figurait entre « pourront » et « déclarer obligatoire ».

D'autre part, le rapport de M. Merlant à la Chambre, sous l'art. I, dit : « La réglementation doit être constamment adaptée aux circonstances, et, comme la situation économique est sujette à des variations dans les différentes branches de la production, la procédure du décret présente une grande souplesse dans les mesures à prendre. »

Art. 2. — Les décrets visés à l'article 1^{er} seront rendus, suivant le cas, après avis du Comité technique de la propriété industrielle ou du Conseil supérieur de l'agriculture (1).

Ils fixeront, pour chaque produit étranger, les conditions dans lesquelles la marque d'origine, en caractères latins, indélébiles et manifestement apparents, devra être apposée lors de l'importation ou de la mise en vente, ainsi que toutes autres modalités nécessaires à l'application de la présente loi (2).

(1) Le Comité technique de la propriété industrielle est le comité consultatif de l'Office national de la propriété industrielle, pour toutes les questions générales relatives à l'application des lois, décrets et conventions internationales concernant la propriété industrielle ainsi que pour l'étude et la préparation des lois, décrets et conventions s'y rattachant. Il a été institué par décret du 6 février 1920, pour remplacer auprès de l'Office la Commission technique, après la réorganisation dudit office par la loi du 24 octobre 1919. Des arrêtés successifs règlent la composition du Comité ; celui-ci exerce directement des pouvoirs qui lui sont conférés par lois ou décrets.

Pour l'application de la loi du 20 avril 1932 il donne son avis pour les produits industriels. C'est le Conseil supérieur de l'Agriculture qui intervient pour les produits agricoles.

(2) M. le Sénateur Lesaché (séance du Sénat, 11 février 1932, p. 128) faisait remarquer que l'indication d'origine, même en caractères latins, ne suffisait pas à renseigner le consommateur français quand elle était inscrite en une langue peu familière en France ; il demandait que la marque d'origine fût apposée en langue française. M. le Président de la Commission des douanes répondit qu'une telle exigence déterminerait nécessairement dans les autres pays des exigences réciproques qui seraient fort gênantes, alors que les inscriptions en caractères latins suffiraient à attirer l'attention du consommateur sur l'origine étrangère de la marchandise et qu'il ne lui serait pas difficile de se renseigner sur le nom du pays d'origine.

M. le Président de la Commission des douanes terminait son observation en ces termes :

— « Nous verrons, par la suite, comment les choses se développeront » et, s'il devenait nécessaire de revenir à des mesures plus catégoriques, « nous n'hésiterions pas alors à suivre l'honorable M. Lesaché. (*Très bien ! très bien !*) »

Les mots « lors de l'importation ou de la mise en vente » ont été ajoutés sur la demande de M. Louis Rollin, ministre du Commerce, (séance du Sénat, 10 mars 1932), pour que la marque d'origine puisse n'être exigée, s'il y a lieu, qu'au moment de la mise en vente du produit et non à l'importation.

M. le Président de la Commission des douanes s'est rallié à l'amendement de M. le Ministre :

« C'est à MM. les Ministres qu'il appartiendra de spécifier, dans les « décrets, quelles seront les marchandises qu'il faudra marquer lors de l'importation ou lors de la mise en vente. Il y aura des cas où il faudra avoir les deux garanties et où il ne suffira pas de mettre la mar-

Art. 3. — Sont prohibés à l'entrée et exclus de l'entrepôt tous produits étrangers (1) qui ne satisfont pas aux obligations imposées par la présente loi et à celles des décrets rendus pour son exécution.

Les infractions aux obligations ci-dessus visées sont sanctionnées par les pénalités prévues par les lois de douanes (2).

« que d'origine simplement sur l'emballage extérieur ou même sur l'emballage intérieur, mais directement sur le produit même, lors de l'importation ; tantôt, au contraire, pour la mise en vente, il y aura des cas où la marque pourra être apposée uniquement sur les produits mis en vente dans les magasins.

« Nous acceptons donc l'addition de ces deux expressions. Mais il est bien entendu que dans les décrets qui seront pris par le pouvoir exécutif on s'efforcera d'écarter les équivoques ou les insuffisances, car ce que nous voulons c'est renseigner les clients, dans l'intérêt de la loyauté des transactions. (*Très bien ! très bien !*) »

M. Merlant, dans son rapport à la Chambre, est revenu sur cette question : « Votre Commission du Commerce et de l'Industrie appelle l'attention du Gouvernement, dans la préparation des décrets sur certains objets qui, en raison de leur faible dimension (aiguilles, épingles, boutons, etc., par exemple) ne pourraient recevoir que très difficilement la marque d'origine.

« N'y aurait-il pas lieu de spécifier pour ces articles, dans les décrets à intervenir, que la marque d'origine devrait figurer sur les emballages, conditionnements, étiquettes, etc... ? »

(1) La proposition Cavillon ajoutait un art. 4 ainsi conçu :

« Pour l'application de la présente loi les produits de l'Algérie, des colonies françaises et des pays de protectorat, sont assimilés aux produits métropolitains et ne sont pas soumis à l'obligation de la marque d'origine. »

La Commission sénatoriale des douanes a estimé cette disposition inutile (voir déclaration du rapporteur à la séance du 11 février, p. 126) :

« Ainsi que le précisent son titre et les art 1, 2 et 3 du dispositif qui vous est soumis, la loi ne frappe que les produits étrangers ; les produits algériens et coloniaux français seront *ipso jure* dispensés de l'obligation de l'indication d'origine. »

Et le Président de la Commission a dit ensuite (p. 129) :

« Nous ne voulons pas d'assimilation entre les produits coloniaux et les produits étrangers ; nous les assimilons aux produits français, nous considérons que nous devons leur donner cette preuve d'union, de resserrement de nos relations économiques. Tel est l'esprit qui a guidé la Commission.

« Au Ministère des Finances, on a eu une conception différente et plus restreinte. Nous avons envisagé la question à un point de vue plus élevé, en considérant le régime projeté comme un moyen de rapprocher les colonies de la métropole. »

(2) En matière de douanes l'existence matérielle du fait constitutif de l'infraction suffit pour qu'il y ait lieu à application de la peine sans qu'il

Art. 4. — Est également interdite, sous les peines prévues par les articles 3 à 9 de la loi du 11 juillet 1906, la circulation, la vente, la mise en vente ou la détention, pour un usage commercial, des produits étrangers ne répondant pas aux obligations imposées par la présente loi et à celles des décrets rendus pour son exécution (1).

Art. 5. — La présente loi est applicable à l'Algérie et, sauf dérogations établies suivant la procédure prévue par les articles 5 et 6 de la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial, aux colonies et aux territoires africains placés sous mandat français (2).

Toutefois, l'apposition de la marque d'origine sera obligatoire pour tous les produits en provenance de nos colonies, qui n'y auront été ni récoltés, ni fabriqués, lorsque ces produits seront eux-mêmes soumis, à leur introduction dans la métropole, à l'obligation de cette marque d'origine (3).

Le gouvernement a été tout de suite saisi d'un grand nombre de demandes par les groupements de producteurs. En juillet 1933 il n'y en avait pas moins de 47.

y ait à tenir compte de l'intention du délinquant (Pouillet, § 569, Cass. civ. 14 déc. 1904, Ann. 08, 1.262).

Cet article ne vise que l'entrepôt, il ne parle pas du transit, qui semble alors être autorisé par application de la convention de Barcelone du 20 avril 1931 sur la liberté internationale de ce régime (Rapport de M. Merlant, Chambre, annexe n° 4.819) (*J. Off.*, 18 oct. 1932, p. 589).

(1) La loi du 11 juillet 1906, D. 1907, 4. 144, visant les conserves de sardines, de légumes et de prunes, prévoit les peines suivantes : Amendes de 100 à 2.000 francs (art. 3). En cas de récidive, le tribunal pourra élever au double le maximum de l'amende et prononcer en outre contre le délinquant la peine de l'emprisonnement de 1 mois à 1 an.

(2) Nous avons pensé, dit au Sénat le Président de la Commission des douanes (séance du 11 février, p. 129), que si une colonie — nous avons surtout songé à l'Indo-Chine — voulait, à un moment donné, se protéger contre les produits étrangers, elle pourrait imposer l'obligation, avec le texte proposé, de l'indication d'origine aux produits étrangers entrant sur son propre territoire.

On remarquera dans le texte que les territoires africains placés sous mandat français ont été assimilés aux colonies françaises.

(3) En effet, les produits en provenance des colonies, qui n'y ont été ni récoltés, ni fabriqués, sont des produits d'origine étrangère, ils tombent sous le coup des décrets qui imposent aux produits étrangers l'indication d'origine.

Mais les groupements d'importateurs, d'usagers, de débiteurs ont fait écouter leurs protestations au Conseil d'Etat; le Comité technique a été chargé d'entendre contradictoirement les représentants des intéressés.

Neuf décrets ont été publiés au *Journal officiel*, de mars à juin 1933.

Le premier est du 6 mars 1933 (*J. Of.*, 8 mars 1933, p. 2.320). Il est ainsi conçu :

Porcelaine

Article premier. — Sont soumises aux dispositions de la loi du 20 avril 1932, dans les conditions spécifiées ci-après, les *porcelaines blanches ou décorées, de table ou de toilette, les services à thé et à café en porcelaine*.

En conséquence, les produits précités, lorsqu'ils sont étrangers, ne pourront être introduits en France pour la consommation, admis à l'entrepôt ou à la circulation, exposés, mis en vente, vendus ou détenus pour un usage commercial, qu'à la condition de porter l'indication de leur pays d'origine en caractères latins, indélébiles et manifestement apparents.

Cette indication doit être marquée ou gravée en creux ou en relief ou imprimée sur la pâte avant émaillage ou après émaillage en couleurs cuites sur chaque article.

Art. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur deux mois après sa publication au *Journal officiel*.

Toutefois, les produits étrangers qui auraient été introduits en France antérieurement à cette mise en vigueur, pourront être admis à la circulation, exposés, mis en vente et vendus si le vendeur en indique expressément à l'acheteur le pays d'origine par une mention spéciale sur la facture.

Art. 3. — Par dérogation à l'article 1^{er} du présent décret, sont dispensés des formalités prévues audit article, en ce qui concerne l'admission à l'entrepôt, les produits étrangers qui seraient destinés à la réexportation, pourvu que ni le produit, ni les emballages ne portent aucun nom, marque,

signe ou indication quelconque qui puisse créer une confusion sur la véritable origine des produits considérés.

Les autres décrets sont sur le même modèle. Nous nous contenterons d'indiquer, pour chacun d'eux, les catégories de marchandises visées et les conditions dans lesquelles doit être apposée l'indication du pays d'origine.

Chaussures. — Décret du 8 mars 1933

(J. O. 8 mars 1933, p. 2615)

ARTICLE PREMIER. — Sont soumises aux dispositions de la loi du 20 avril 1932, dans les conditions spécifiées ci-après, les *chaussures en tout genre, bottes, bottines et brodequins, souliers découverts ou montants, chaussures pour enfants*.

En conséquence, les produits précités, lorsqu'ils seront étrangers, ne pourront être introduits en France pour la consommation, admis à l'entrepôt ou à la circulation, exposés, mis en vente ou détenus pour un usage commercial qu'à la condition de porter l'*indication de leur pays d'origine* en caractères latins, indélébiles et manifestement apparents.

Cette indication doit être gravée ou imprimée en creux ou en relief sur la surface extérieure de la semelle, en lettres de 2 millimètres et demi au moins de hauteur, ou, si la matière de la semelle ne supporte pas la marque en creux ou en relief, imprimée à une encre indélébile appropriée sur la semelle ou à l'intérieur de la chaussure, sur la doublure ou le contrefort, en lettres de 3 millimètres au moins de hauteur.

L'indication du pays d'origine doit être apposée également sur les boîtes, cartonnages et emballages servant à envelopper les chaussures, lorsque ces boîtes, cartonnages ou emballages portent le nom du fabricant, le nom ou l'adresse des vendeurs ou une marque de fabrique ou de commerce quelconque.

Bonneterie. — Décret du 25 mars 1933

(J. O. 26 mars 1933, p. 3030)

Article premier. — Sont soumis aux dispositions de la loi du 20 avril 1932, dans les conditions spécifiées ci-après :

- 1° bonneterie en tous genres et en toutes matières ;
- 2° corsets-ceintures, corsets, gaines, brassières et soutien-gorge ;
- 3° vêtements confectionnés en tissus pour dames, fillettes et enfants.

.....

I. *Bonneterie en tous genres et en toutes matières.* —

L'indication du pays d'origine sera marquée ou imprimée ou appliquée à l'encre indélébile à l'intérieur de chaque article ou tissée à l'intérieur ou marquée, imprimée, brodée ou tissée sur une étiquette en tissu solidement cousue sur toutes ses faces à l'intérieur de chaque article, à l'encolure ou à la ceinture, selon le cas, et en caractères de 2 millimètres et demi au moins de hauteur.

Elle figurera également sur l'emballage extérieur.

Toutefois, pour les bas et chaussettes, les gants en tissus, les tissus de bonneterie en pièce, seront applicables les dispositions qui suivent.

a) *Bas et chaussettes* : l'indication du pays d'origine sera marquée ou imprimée ou appliquée à l'encre indélébile sur la face apparente du pied de chaque unité en caractères de 3 millimètres de hauteur ; elle figurera également sur l'emballage extérieur.

b) *Gants en tissus* : l'indication du pays d'origine sera marquée ou imprimée ou appliquée à l'encre indélébile ou imprimée ou tissée ou brodée sur une étiquette solidement cousue à l'intérieur de chaque unité à une distance de 4 centimètres du bord et en caractères de 2 millimètres et demi au moins de hauteur ; elle figurera également sur l'emballage extérieur.

c) *Tissus de bonneterie en pièces* : l'indication du pays d'origine sera marquée ou imprimée ou appliquée à l'en-

cre indélébile à chaque extrémité de la pièce et tous les dix mètres au moins soit sur la lisière du tissu, soit sur le ruban mètreur, en caractères de 3 millimètres au moins de hauteur ; elle figurera également sur l'emballage extérieur.

II. *Corsets-ceinturés, corsets, gânes, brassière et soutien-gorge.* — L'indication du pays d'origine sera marquée ou imprimée à l'intérieur des articles, ou marquée, imprimée, tissée ou brodée sur une étiquette en tissu solidement cousue sur toutes ses faces, à l'intérieur des articles.

Elle figurera également sur l'emballage extérieur si les articles sont vendus dans un emballage extérieur individuel.

III. *Vêtements confectionnés en tissus pour dames, fillettes et enfants.* — L'indication du pays d'origine sera marquée ou imprimée à l'intérieur du vêtement ou marquée, imprimée, tissée ou brodée sur une étiquette en tissu solidement cousue sur toutes ses faces à l'intérieur du vêtement, à l'encolure ou à la ceinture, selon le cas, et en caractères de 2 millimètres et demi au moins de hauteur.

Orfèvrerie. — Décret du 23 juin 1933

(J. O. juin 1933, p. 6762)

Article premier. — Sont soumis aux dispositions de la loi du 20 avril 1932, dans les conditions spécifiées ci-après, les *couverts et orfèvrerie en métal brut et les couverts et orfèvrerie en métal argenté.*

.....
L'indication doit être apposée à l'aide d'un poinçon.

Meubles en bois. — Décret du 23 juin 1933

(J. O. 30 juin 1933, p. 6763)

Article premier. — Sont soumis aux dispositions de la loi du 20 avril 1932, dans les conditions spécifiées ci-après, les meubles en bois.

.....

L'indication, présentée dans un rectangle d'environ 4 centimètres 5 de long et de 2 centimètres 5 de haut, sera imprimée au fer rouge en caractères de 0 centimètre 5 de haut. Son emplacement sera le suivant :

Buffets, panetières, dressoirs et tous autres meubles en bois. — 1° Avec tiroir : sur la face intérieure droite (en regardant le meuble) d'un tiroir, près de la façade ;

2° Sans tiroir : a) avec porte : dans l'intérieur d'une porte et dans la partie inférieure ;

b) Sans porte : à l'intérieur, du côté droit en regardant le meuble et près de la façade.

Armoires. — A l'intérieur d'une des portes et à la partie inférieure.

Lits. — A l'intérieur, sur le court plan du grand dossier, à droite en regardant le meuble.

Tables de tous genres. — a) Avec ceinture : en dessous de la ceinture ;

b) Sans ceinture : sous le plateau.

Sièges. — En dessous de la ceinture, au milieu de la pièce de devant.

Armes à feu. — Décret du 23 juin 1933

(J. O. 30 juin 1933, p. 6763)

Article premier. — Sont soumises aux dispositions de la loi du 20 avril 1932, dans les conditions spécifiées ci-après, les armes à feu.

.....

L'indication doit être frappée à l'aide d'un poinçon d'acier.

Son emplacement sera le suivant :

Armes de guerre portatives et armes de guerre en usage à l'étranger (fusils et carabines) ; fusils à un coup transformés d'armes de guerre ; carabines à un canon (à âme lisse, à âme rayée à répétition, automatiques, de tout calibre et de tout poids) ; pistolets Flobert. — Extérieurement dans le sens de la longueur, sur la partie supérieure du canon, le plus près possible du logement de la cartouche.

Fusils de chasse, carabines ou pistolets se chargeant par la bouche ; revolvers ; carabines, pistolets et autres armes utilisant comme force propulsive les ressorts, l'air comprimé, les gaz liquéfiés, etc. — Extérieurement dans le sens de la longueur, sur la partie supérieure du canon, le plus près possible du logement de la munition.

Fusils de chasse, y compris les canardières, se chargeant par la culasse ; fusils à répétition automatiques ou semi-automatiques ; carabines à plusieurs canons. — 1° Sur les canons : extérieurement et dans le sens de la longueur sur le canon gauche sur l'emplacement de la chambre ; 2° sur la bascule : extérieurement sur le côté gauche de la bascule, parallèlement au poinçon du canon.

Réserves. — Pour les fusils de finissage soigné, lorsque la bascule se trouvera recouverte de fine gravure ou d'une décoration portant déjà sur l'emplacement réservé à l'indication d'origine, le fabricant étranger devra marquer lui-même le nom de sa firme et le pays d'origine à l'endroit le plus visible et le plus convenable sur la bascule.

Pistolets automatiques à répétition ou autres. — Sur la face gauche de la glissière (pièce qui recouvre le canon).

Pièces d'armes non assemblées autres que brutes de forge :

Tubes de canons de fusils non filetés. — A côté du poinçon d'épreuve.

Bascules. — Sur le plat d'ajustage de la bascule.

Groupes de pièces d'armes assemblées, autres que brutes de forge, canons doubles, canons basculés, bascules. — 1° Sur les canons : à côté du poinçon d'épreuve ; 2° sur la bascule : sur le plat d'ajustage venant plaquer contre le canon.

Tissus élastiques. — Décret du 23 juin 1933

(J. O. 30 juin 1933, p. 6764)

Article premier. — Sont soumis aux dispositions de la loi du 20 avril 1932, dans les conditions spécifiées ci-après, les tissus élastiques.

.....

L'indication doit être apposée de la manière suivante :

I. — Articles non confectionnés, c'est-à-dire tous tissus élastiques (tissés, tressés ou tricotés), quelle qu'en soit la largeur, livrés sans transformation aucune, quel qu'en soit le mode de pliage (en rond, sur ou sans tambours, sur ou sans planchettes, par coupons à métrages fixes, etc.) :

a) A l'importation :

Sur chaque pièce ou coupon, soit sur le tambour, soit sur la bande entourant la pièce, soit sur le tissu même à proximité de l'étiquette indiquant le métrage, et aussi sur les boîtes et emballages contenant ces tissus ;

b) A la vente au détail :

Sur chaque unité à proximité du prix de vente si l'indication d'origine apposée à l'importation n'est plus visible ou a été enlevée (tissus divisés pour la vente par coupons à métrages fixes).

Sur le porte-étiquette indiquant le prix de la marchandise, pour les pièces débitées en métrages variables et où il pourrait être difficile ou impossible de placer l'indication d'origine sur les pièces mêmes.

II. — Articles confectionnés :

A) Bretelles, jarretelles, fixe-chaussettes, bracelets, patentes de bretelles, ceintures et tous articles confectionnés avec des élastiques tissés, tressés, guipés ou tricotés, avec ou sans bandes, fermoirs, garnitures, etc. :

1° Livrés en vrac :

a) A l'importation, sur les articles individuellement et aussi sur les boîtes et emballages les contenant ;

b) A la vente au détail, sur les articles individuellement à proximité du prix de vente ;

2° Livrés sur carte, tant à l'importation qu'à la vente au détail sur l'endroit de la carte, au tampon ou en imprimé.

B) Bas à varices, ceintures, gaines élastiques, tricotés, avec diminution en forme sur les côtés cousus ou non.

L'indication d'origine devra être marquée ou imprimée à l'intérieur des articles, ou marquée ou imprimée, tissée

ou brodée, sur une étiquette en tissu solidement cousue sur toutes ses faces, à l'intérieur des articles.

Cette indication devra figurer également sur les emballages intérieurs, cartons ou papier, et sur l'emballage extérieur.

Articles de mode. — Décret du 23 juin 1933

(*J. O.* 30 juin 1933, p. 6764)

Article premier. — Sont soumis aux dispositions de la loi du 20 avril 1932, dans les conditions spécifiées ci-après, et en ce qui concerne les articles terminés seulement, les chapeaux de dames, fillettes et enfants ; les fleurs artificielles ; les plumes de parure, apprêtées ou montées ; les motifs en broderie pour modes et les motifs et fantaisies pour modes.

En conséquence, les produits précités, lorsqu'ils seront étrangers, ne pourront être introduits en France pour la consommation, admis à l'entrepôt ou à la circulation, exposés, mis en vente ou détenus pour un usage commercial, qu'à la condition de porter sur une étiquette solidement cousue ou fixée l'indication de leur pays d'origine en caractères latins, indélébiles et manifestement apparents.

L'apposition d'une autre étiquette ne sera permise qu'à la condition que celle-ci reproduira exactement l'indication d'origine de façon apparente.

Lampes électriques à incandescence. — Décret du 23 juin 1933

(*J. O.* 30 juin 1933, p. 6765)

Article premier. — Sont soumis aux dispositions de la loi du 20 avril 1932, dans les conditions spécifiées ci-après :

1° Les lampes électriques à incandescence, à filaments dans le vide, à filaments de carbone, munies ou non de leur monture, à filaments métalliques, à filaments métalliques dans les atmosphères de gaz ou de vapeurs, munies ou non de leur monture ;

2° Les accumulateurs électriques de toute nature et leurs plaques ;

3° Les piles électriques sèches avec ou sans contact ;

4° Les boîtiers de lampes électriques :

a) Boîtiers en aluminium, en cuivre, en fer ou en acier nickelés, en fer ou en acier autres que nickelés, de lampes électriques de poche, même munis de connexion ;

b) Boîtiers de lampes électriques portatives, c'est-à-dire comportant une tige de suspension.

.....

1° Lampes électriques à incandescence. — L'indication du pays d'origine sera gravée sur l'ampoule pour les ampoules de diamètre égal ou supérieur à 15 millimètres, sur le culot pour les ampoules de diamètre inférieur à 15 millimètres ;

2° Accumulateurs électriques de toute nature et leurs plaques. — L'indication du pays d'origine sera apposée soit par gravure venant de moulage, soit par gravure à chaud dans le bac, pour les batteries complètes en bacs à matière moulée, en caractères d'une hauteur au moins égale à 5 millimètres et à proximité de la marque du fabricant ; elle devra, soit venir de moulage dans le bac en verre, soit être apposée à l'aide d'un tampon à l'acide fluorhydrique, pour les batteries complètes à bacs en verre, en caractères d'une hauteur au moins égale à 5 millimètres et à proximité de la marque du fabricant.

Les plaques importées isolément devront porter l'indication d'origine, en creux, sur la partie inférieure de la queue de la plaque, qui subsiste forcément après la réunion en faisceau par soudure d'un certain nombre de plaques ;

3° Piles électriques sèches avec ou sans contact. — L'indication d'origine devra être indiquée distinctement sur l'étiquette ;

4° Boîtiers de lampes électriques. — L'indication d'origine devra être soit emboutie, soit apposée à l'aide d'une plaquette rapportée sur le boîtier, soit gravée dans le métal.

.....

Treize autres décrets ont déjà été adoptés par le Conseil d'Etat. Ils concernent : les faïences ; le papier à lettres, enveloppes, fournitures de bureau, instruments de dessin, compas et autres instruments de précision, instruments d'arpentage et de nivellement ; tissus, toiles, batistes, linons, tissus de fantaisie, etc. ; articles métalliques, outils à main et outils pour machines, robinetterie ; produits de l'industrie du plomb ; zinc laminé et ouvrages à zinc ; produits de jute ; broserie ; coutellerie ; bijouterie de fantaisie et orfèvrerie de fantaisie ; faux-cols, manchettes, etc. ; briquets et allumeurs ; parapluies et ombrelles.

XII

LOI DU 20 AVRIL 1932 MODIFIANT LA LOI DU 19 DÉCEMBRE 1917 RELATIF AUX ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES OU INCOMMODES (1) :

Notice par M. L. Paul HENRY,
avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation.

La loi du 15 décembre 1917 avait réalisé un progrès incontestable sur l'application du décret du 15 octobre 1810 en établissant des nouvelles règles tenant compte du développement et des installations de l'industrie moderne. Beaucoup plus libérale que la législation antérieure, la loi de 1917 avait admis la simple déclaration pour un grand nombre d'industries. La pratique révéla

(1) *J. Off.* du 21 avril 1932.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Chambre* : 1° Proposition de loi tendant à empêcher l'établissement de dépôts de matières dangereuses à proximité des écoles des communes de France, présentée par MM. Patureau-Mirand et Hymans, 24 janv. 1929, Doc. parl. n° 1148, p. 108 ; rapport de M. Auguste Gratien, au nom de la Commission d'administration générale, 1^{er} février 1930, doc. parl. n° 2829, p. 73 ; adoption le 17 février 1930, débats parl. p. 769 ; — 2° Projet de loi du 25 mars 1929, tendant à modifier la loi du 19 décembre 1917, relative aux établissements dangereux, etc., doc. parl., n° 1549, p. 563 ; rapport de M. Amat, au nom de la Commission de l'hygiène, 21 janvier 1930, doc. parl. n° 2778, p. 24 ; adoption le 26 mars 1930, déb. parl. p. 1297.

Sénat : Présentation le 3 juin 1930, doc. parl. n° 328, p. 880 ; rapport de M. Babaud-Lacroze, au nom de la Commission d'administration gé-

que la loi nouvelle ne tenait pas un compte suffisant de la nécessité d'améliorer les conditions d'existence de la population et, d'autre part, que les voies de recours, garanties aux industriels, leur permettaient de se soustraire aux exigences de la réglementation édictées ou de ne s'y soumettre qu'après un long retard.

Pour remédier à ces inconvénients, la loi nouvelle aggrave les sujétions des industries classées et la rigidité de la procédure d'autorisation.

En ce qui concerne notamment les communes ayant établi un plan d'aménagement et d'extension en conformité des lois des 14 mars 1919 et 19 juillet 1924, aucun établissement nouveau de la première ou de la deuxième classe ne pourra plus être autorisé dans les zones réservées à l'habitation. La loi prévoit encore qu'un règlement d'administration publique pourra fixer la liste des établissements, rangés dans la troisième classe et soumis à la nouvelle formalité de la déclaration, dont l'ouverture pourra être interdite dans la zone réservée à l'habitation.

Pour assurer le respect des dispositions relatives aux établissements, la nouvelle loi, en dehors de la sanction répressive qui continue à être appliquée par le tribunal correctionnel, institue une sanction administrative en conférant au Conseil de préfecture saisi par le Préfet, le droit de confirmer la mise en demeure adressée par ce dernier et de prescrire toutes les mesures de nature à faire cesser un danger grave d'insalubrité ou d'incommodité. Dans le cas où les prescriptions ainsi ordonnées n'auraient pas reçu exécution, le Préfet a le droit de suspendre le fonctionnement de l'établissement.

Les arrêtés du Conseil de préfecture sont, en principe, susceptibles d'appel et d'opposition, mais leur exécution immédiate pourra néanmoins être prescrite.

nérale, 3 mars 1931, doc. parl. n° 148, p. 83 ; avis présenté par M. Japy au nom de la Commission du commerce, doc. parl. 5 mars 1931, doc. parl. n° 171, p. 101 ; deuxième avis de la même commission, 5 mars 1931, doc. parl. n° 172, p. 102 ; avis présenté par M. Duchein, au nom de la Commission de l'agriculture, 18 juin 1913, doc. parl. n° 576, p. 944 ; déclaration d'urgence et adoption avec modifications le 3 déc. 1931, déb. parl. p. 1533.

Chambre : retour le 25 février 1932, doc. parl. n° 6453, p. 281 ; rapport de M. Pic, au nom de la Commission de l'hygiène, 30 mars 1932, doc. parl. n° 6912 ; adoption sans discussion, ni modification le 31 mars 1932, déb. parl. p. 1967.

BIBLIOGRAPHIE. — Commentaire par M. Valeray, *Recueil général des lois, décrets et arrêtés*, 10^e livraison, 1932, 1^{re} partie, p. 249 (Paris, 6, rue de Mézières). Cf. *ibid.* 9^e livraison, 2^e partie, p. 430.

Article premier. — Les articles 3, 4, 10, 11, 14, 19, 34, 35 et 36 de la loi du 19 décembre 1917 sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Art. 3. — La première classe comprend les établissements qui doivent être éloignés des habitations.

« La deuxième classe comprend ceux dont l'éloignement des habitations n'est pas rigoureusement nécessaire, mais dont l'exploitation ne peut être autorisée qu'à la condition que des mesures soient prises pour prévenir les dangers ou les inconvénients visés à l'article 1^{er}.

« Dans la troisième classe sont placés les établissements qui ne présentant d'inconvénient grave, ni pour le voisinage, ni pour la santé publique, sont soumis à des prescriptions générales édictées dans l'intérêt du voisinage ou de la santé publique pour tous les établissements similaires.

« Toutefois, dans les zones réservées à l'habitation qui sont prévues dans des projets d'aménagement ou d'extension des villes, établis en exécution des lois des 4 mars 1919 et 19 juillet 1924, aucun établissement nouveau appartenant à la première ou à la deuxième classe ne peut être autorisé.

« En ce qui concerne les établissements existants visés par le paragraphe précédent pourront seules être autorisées les modifications apportées dans les conditions de leur exploitation qui n'aggraverait pas la gêne résultant de leur existence pour le voisinage.

« En outre, un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique déterminera ceux des établissements dangereux, insalubres ou incommodes qui, bien que rangés dans la troisième classe, doivent être assimilés aux établissements de la deuxième classe, en ce qui concerne l'application du paragraphe précédent et dont l'ouverture est en conséquence interdite dans les zones réservées à l'habitation. »

« Art. 4. — Les établissements rangés dans la première ou la deuxième classe ne peuvent être ouverts sans une autorisation délivrée par le préfet sur la demande des intéressés.

« Pour l'examen et l'appréciation des demandes visant l'ouverture de ces établissements, il sera tenu compte, le cas échéant, du fait que l'établissement devra être installé dans une zone

réservée aux exploitations industrielles par un projet d'aménagement et d'extension d'une ville, établi en exécution des lois des 14 mars 1919 et 19 juillet 1924.

« Les établissements de la troisième classe doivent faire l'objet, avant leur ouverture, d'une déclaration écrite adressée au préfet. »

.....

« Art. 10. — Après la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur convoque dans la huitaine l'industriel et lui communique sur place les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal, en l'invitant à produire, dans un délai maximum de quinze jours, une mémoire en réponse.

« Le commissaire enquêteur rédige dans la huitaine un avis motivé et envoie le dossier de l'affaire au préfet.

« Le préfet prend l'avis de la commission sanitaire locale, du service de l'inspection des établissements classés et de l'inspection du travail et, s'il y a lieu, des autres services intéressés, notamment du service chargé de la police des eaux, dans le cas où les eaux résiduaires provenant de l'établissement projeté doivent être évacuées dans un cours d'eau ou écoulées dans des puits absorbants naturels ou artificiels ; enfin, il statue sur un rapport du conseil départemental d'hygiène dans un délai maximum de trois mois à partir du jour où le dossier de l'enquête, lui a été transmis.

« En cas d'impossibilité de statuer dans ce délai, le préfet, par un arrêté motivé, fixera un nouveau délai.

« Si l'établissement projeté comprend plusieurs industries classées, il est procédé à une seule enquête dans les formes indiquées pour la classe la plus élevée. Un seul arrêté préfectoral statue sur l'ensemble.

« Lorsque le Conseil départemental d'hygiène est saisi de questions se rapportant à la réglementation des établissements classés, il lui sera adjoint :

« 1° Un fonctionnaire chargé de la surveillance des établissements classés dans le département ;

« 2° Un représentant du ministère des Travaux publics et un représentant du ministère de l'Agriculture, chargés de la police des eaux dans le département ;

« 3° Un délégué de la Chambre de commerce ;

« L'industriel aura la faculté de se faire entendre par le Conseil d'hygiène et de désigner à cet effet un mandataire.

« Les conclusions du Conseil d'hygiène sont portées par le préfet à la connaissance de l'industriel, auquel un délai de huit jours est accordé pour présenter, s'il y a lieu, ses observations au préfet par écrit, soit directement, soit par mandataire.

« Dans le cas où l'enquête et l'instruction administrative auxquelles il a été procédé en conformité de l'article précédent et du présent article n'auront donné lieu à aucune opposition ni à aucun avis défavorable, le fonctionnement de l'établissement antérieurement à l'arrêté préfectoral devant statuer sur la demande d'autorisation ne fera pas obstacle à ce que l'autorisation soit accordée.

« S'il se produit, au contraire, au cours de l'enquête, une opposition de la part du conseil municipal ou du commissaire enquêteur, ou bien un avis défavorable au cours de l'instruction administrative prévue par le présent article, le fonctionnement anticipé entraînera obligatoirement le rejet de la demande par le préfet.

« *Art. 11.* — L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe les conditions jugées indispensables pour la protection des intérêts mentionnés à l'article 1^{er}.

« Des arrêtés complémentaires, pris dans les mêmes formes et soumis aux mêmes conditions de publication que les arrêtés d'autorisation, peuvent imposer ultérieurement toutes les mesures que la sauvegarde des intérêts mentionnés à l'article 1^{er} rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien n'est plus justifié. L'enquête de *commodo et incommodo* n'aura lieu que dans ce dernier cas.

« Les conditions ainsi fixées, etc., etc. »

.....

« *Art. 14.* — Les arrêtés préfectoraux d'autorisation, de refus d'autorisation, de sursis ou d'ajournement à statuer, ceux imposant des conditions nouvelles ou portant atténuation des prescriptions déjà édictées peuvent être déferés au Conseil de préfecture :

« 1° Par les industriels, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où les arrêtés leur ont été notifiés ;

« 2° Par les tiers ou par les municipalités intéressées en raison des dangers ou des inconvénients que le fonctionnement de l'établissement présente pour le voisinage, à moins qu'ils ne puissent être présumés avoir renoncé à l'exercice de ce droit.

« Les tiers qui n'ont acquis des immeubles, n'en ont pris à bail ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'un établissement classé que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cet établissement ou atténuant les prescriptions primitives imposées, ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté au Conseil de préfecture.

« Lors de l'examen par les tribunaux administratifs des recours formés contre des arrêtés portant autorisation ou refus d'autorisation d'établissements rangés dans la première ou la deuxième classe, il sera tenu compte, le cas échéant, du fait que les établissements visés dans ces recours devront être installés dans une zone exclusivement réservée aux exploitations industrielles par un projet d'aménagement ou d'extension d'une ville, établi en exécution des lois des 14 mars 1919 et 19 juillet 1924 ».

.....

« Art. 19. — Si l'industriel qui a fait une déclaration pour un établissement de troisième classe veut obtenir la suppression ou l'atténuation de quelques-unes des prescriptions des arrêtés préfectoraux qui lui ont été notifiés par application des articles 17 et 18 (§§ 1^{er} et 3), il adresse sa demande au préfet, qui statue sur le rapport du Conseil départemental d'hygiène, après avis du service chargé de l'inspection des établissements classés et de celui chargé de l'inspection du travail.

« Si les intérêts du voisinage ne sont pas garantis par l'exécution des prescriptions générales contre les inconvénients inhérents à l'exploitation d'un établissement de troisième classe ou si des plaintes se produisent à la suite de la suppression ou de l'atténuation d'une ou plusieurs de ces prescriptions obtenues par un industriel, le préfet peut, sur le rapport du Conseil départemental d'hygiène, après avis du service chargé de l'inspec-

tion des établissements classés et de celui chargé de l'inspection du travail, soit imposer à l'industriel des prescriptions additionnelles, soit rétablir les prescriptions primitives.

« L'industriel ou les tiers intéressés peuvent, dans un délai de deux mois à partir de la notification des arrêtés préfectoraux pris en vertu du présent article ou du troisième paragraphe de l'article précédent, exercer le recours prévu à l'article 14 de la présente loi.

« Les établissements, etc., etc. »

.....

« Art. 4. — Lorsque l'inspecteur des établissements classés a constaté qu'il y a inobservation des conditions et réserves essentielles qui ont été imposées à l'industriel dans l'intérêt du voisinage, de la santé publique ou de l'agriculture, la poursuite a lieu directement devant le tribunal correctionnel, à la requête du préfet. Le tribunal, après avoir reconnu le caractère essentiel des conditions et réserves visées au procès-verbal, applique les pénalités du dernier paragraphe de l'article 32. »

« Art. 35. — Indépendamment des poursuites correctionnelles prévues à l'article 34, et comme suite au rapport de l'inspecteur des établissements classés, constatant qu'il y a inobservation des conditions et réserves essentielles imposées à l'industriel, le préfet peut enjoindre à ce dernier d'avoir à satisfaire, dans un délai qui ne pourra excéder un mois, à ces conditions et réserves ou à certaines d'entre elles.

« Si, au jour indiqué, l'industriel n'a pas obtempéré à cette injonction, l'arrêté préfectoral de mise en demeure est transmis par le préfet au Conseil de préfecture.

« Dans le mois qui suit le dépôt au greffe dudit arrêté, le conseil statue obligatoirement sur son bien fondé après avoir entendu les parties dûment convoquées. Il peut ordonner telles vérifications qu'il croit nécessaires et provoquer l'avis du Conseil départemental d'hygiène.

« S'il confirme l'injonction et la mise en demeure contenues dans l'arrêté préfectoral, il fixe le délai dans lequel l'industriel devra s'y conformer, ainsi que toutes les mesures de nature à faire cesser un danger grave d'insalubrité ou d'incommodité.

« Notification de l'arrêté est faite à l'industriel par la voie administrative. Le recours contre la décision est porté devant le Conseil d'Etat dans le délai de deux mois à dater de la notification.

« Toutefois, le Conseil de préfecture peut, à la demande du préfet, décider que son arrêté sera exécutoire nonobstant appel ou opposition.

« A l'expiration du délai fixé par l'arrêté du Conseil de préfecture, si l'industriel n'a pas exécuté les prescriptions ordonnées, le préfet pourra suspendre provisoirement le fonctionnement de l'établissement et procéder soit à l'apposition des scellés, soit d'office à l'exécution des mesures prescrites aux frais de l'industriel.

« Le préfet peut également faire prononcer dans les mêmes conditions et en se conformant à la même procédure, la fermeture des établissements de 3^e classe, en cas d'inobservation persistante des conditions essentielles édictées à l'égard des industries auxquelles ils se rattachent. ».

« Art. 36. — Seront punis d'une amende de cent à cinq cents francs (100 à 500 francs), sans préjudice de dommages-intérêts qui pourront être alloués aux tiers :

« 1^o L'industriel qui, en dehors du cas prévu à l'article 27 (§ 2), ci-dessus, exploite, sans autorisation ni déclaration, un établissement compris dans l'une des catégories des établissements classés et qui continue cette exploitation après l'expiration du délai qui lui aura été imparti par un arrêté préfectoral de mise en demeure pour la faire cesser.

« Le tribunal pourra ordonner l'apposition des scellés sur les appareils et machines et sur les portes de l'établissement. En présence de dangers et d'inconvénients graves, soit pour la sécurité ou la commodité du voisinage, soit pour la santé publique, le tribunal, avant de statuer sur la poursuite, pourra, sur la demande du préfet et après avis conforme du Conseil départemental d'hygiène, ordonner l'apposition des scellés visée ci-dessus, ainsi que l'enlèvement et l'évacuation, aux frais de l'exploitant, des matières dangereuses et des animaux qui se trouvent dans l'établissement. Le jugement d'avant faire droit sera exécutoire dans le délai qu'il fixera.

« En statuant sur la poursuite et en appliquant les pénalités, le tribunal confirmera l'apposition des scellés précédemment ordonnée ;

« 2° Celui qui continue l'exploitation d'un établissement dont la fermeture aura été ordonnée en vertu des articles 29 et 35. »

Art. 2. — Un décret modifiant le décret du 24 décembre 1919, portant nomenclature des établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes, devra être pris dans un délai de trois mois à partir de la promulgation de la présente loi (1).

XIII

LOI DU 20 AVRIL 1932 TENDANT A LA SUPPRESSION DES FUMÉES INDUSTRIELLES (1).

Notice par M. L. Paul HENRY,
avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation.

Le développement de la grande industrie, dans les agglomérations urbaines, provoque l'émission de fumées de plus en plus abondantes souvent chargées de gaz toxiques ou corrosifs qui polluent l'atmosphère au détriment de la santé publique.

Sauf le cas, assez rare, où l'émission de fumées avait pu permettre le classement d'une industrie au nombre des établis-

(1) Décret du 3 août 1932 (*J. Off.* du 5 août 1932).

(2) *J. Off.* du 21 avril 1932.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Chambre* : Proposition de loi de MM. Paul Aubriot, Arthur Levasseur, etc., 10 février 1927, doc. parl. n° 3962, p. 208 ; rapport de M. André Chazal, au nom de la Commission d'administration générale, 31 mars 1927, doc. parl. n° 4246, p. 523 ; rapport supplémentaire de M. Chazal, 30 juin 1927, doc. parl. n° 4705, p. 1264 ; adoption sans discussion le 13 juillet 1927, déb. parl. p. 2640.

Sénat : Transmission, 3 nov. 1927, doc. parl. n° 552, p. 714 ; rapport de M. André Morizet, au nom de la Commission d'administration générale, 31 mars 1931, doc. parl. n° 381, p. 1112 ; avis présenté par M. Cadot, au nom de la Commission de l'agriculture, 15 déc. 1931, doc. parl.

ments dangereux régis par la loi du 19 décembre 1917, aucune réglementation ne permettait d'intervenir pour imposer des mesures de nature à limiter les inconvénients des fumées.

Cependant, il était incontestable que ces inconvénients pouvaient être sinon supprimés, du moins atténués dans une mesure appréciable par l'emploi de dispositions matérielles limitant l'émission des fumées ou les déchargeant de leurs poussières ou de leurs gaz toxiques.

La loi du 20 avril 1932 se borne à interdire l'émission de fumées susceptibles d'incommoder le voisinage ou de polluer l'atmosphère et prévoit que des arrêtés préfectoraux régleront cette interdiction.

La loi édicte ainsi une interdiction absolue des fumées ; il semble que cette disposition constitue surtout une manifestation de principe, car les appareils techniques ne possèdent pas une efficacité suffisante pour supprimer tous les inconvénients des émissions de fumée.

Cette nouvelle obligation constitue une charge particulièrement grave pour les industriels ; comme elle doit être déterminée par des arrêtés préfectoraux, son application ne sera pas réalisée partout d'une manière uniforme, ce qui provoquera les doléances des intéressés.

Article premier. — Il est interdit aux établissements industriels, commerciaux ou administratifs d'émettre soit des fumées, soit des suies, soit des poussières, soit des gaz toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage ou de polluer l'atmosphère ou de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments ou à la beauté des sites.

Des arrêtés préfectoraux régleront cette interdiction.

n° 883, p. 1229 ; avis présenté par M. Auguste Mounié, au nom de la Commission de l'hygiène, 17 déc. 1931, doc. parl. n° 895, p. 1254 ; avis présenté par M. Joseph Courtier, au nom de la Commission du commerce, 9 février 1932, doc. parl. n° 100, p. 119 ; avis présenté par M. Maurice Ordinaire, au nom de la Commission des travaux publics, 3 mars 1932, annexe 199, p. 192 ; déclaration d'urgence et adoption avec modification, 18 mars 1932, déb. parl. p. 372.

Chambre : Retour le 24 mars 1932, doc. parl. n° 6805 ; lecture du rapport présenté par M. Pic au nom de la Commission de l'administration générale, adoption sans discussion ni modification, 31 mars 1933, déb. parl. p. 1974.

Art. 2. — Les contraventions sont constatées conformément aux prescriptions de l'article 22 de la loi du 19 décembre 1917.

Art. 3. — Les pénalités encourues seront celles de l'article 32 de la loi du 19 décembre 1917. Toutefois, pour les établissements dont le classement aura été motivé par leur production de fumées, suies, poussières ou gaz, les pénalités encourues seront celles de l'art. 34 de la même loi.

Art. 4. — La présente loi entrera en application :

Un an après sa promulgation, en ce qui concerne les établissements de l'Etat, des départements, des communes et des concessionnaires de ceux-ci ;

Trois ans après sa promulgation, en ce qui concerne les établissements des industries privées.

XIV

LOI DU 20 AVRIL 1932 OUVRANT UN RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL DES CONFLITS CONTRE LES DÉCISIONS DÉFINITIVES RENDUES PAR LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES ET LES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS LORSQU'ELLES PRÉSENTENT CONTRARIÉTÉ ABOUTISSANT A UN DÉNI DE JUSTICE (1).

Notice par M. Pierre DE FONT-RÉAUX,
auditeur au Conseil d'Etat.

I

Article premier. — Peuvent être déférés au tribunal des conflits, lorsqu'elles présentent contrariété conduisant à un déni de justice, les décisions définitives rendues par les tribunaux administratifs et les tribunaux judiciaires dans les instances

(1) *J. Off.* du 22 avril 1932. — V. *infra* les Travaux préparatoires.

introduites devant les deux ordres de juridiction pour des litiges portant sur le même objet.

Art. 2. — Le recours devant le tribunal des conflits doit être introduit dans les deux mois à compter du jour où la dernière en date des décisions à entreprendre n'est plus susceptible d'aucun recours devant les juridictions soit de l'ordre administratif, soit de l'ordre judiciaire.

Toutefois, le délai est porté à six mois à compter du jour de la promulgation de la loi pour les décisions qui ont été rendues antérieurement à cette promulgation et dont la dernière en date ne remonte pas à plus de dix ans.

Art. 3. — Les articles 17, 18 et 20 à 24 du décret du 26 octobre 1849 sont applicables aux recours formés par application de la présente loi.

Art. 4. — Sur les litiges qui lui sont déférés en vertu des articles qui précèdent, le tribunal des conflits juge au fond, à l'égard de toutes les parties en cause ; il statue également sur les dépens des instances poursuivies devant les deux ordres de juridictions. Ses décisions ne sont susceptibles d'aucun recours.

Il est procédé à l'instruction dans la forme administrative conformément au décret du 22 juillet 1806.

II

But de la loi

La France possède, sans conteste, le système juridictionnel le plus complet. Parallèlement à la juridiction civile, il existe une juridiction administrative qui constitue au même titre que la première une juridiction de droit commun. En effet, les juridictions administratives ne sont pas des tribunaux d'exception compétents seulement pour connaître des litiges qui leur sont attribués par une disposition législative spéciale. Il existe, en dehors des textes et en vertu d'une jurisprudence très ferme, des recours de droit commun devant le Conseil d'Etat, juge administratif ordinaire : recours pour excès de pouvoir contre les actes administratifs, recours de plein contentieux tendant à faire déclarer l'administration responsable en cas de faute du service public. Au-dessus

des deux ordres de juridictions, le tribunal des conflits intervient comme régulateur des compétences. Par la procédure du conflit positif, il protège l'administration et les tribunaux administratifs contre les empiètements des tribunaux judiciaires. Et si les deux ordres de juridictions saisis d'un même litige se déclarent incompétents pour en connaître, le Tribunal des conflits, sur procédure de conflit négatif, intervient encore pour désigner le juge compétent.

Cependant, si complet qu'il soit, ce système présentait des inconvénients. Certains litiges posent deux questions en forme de dilemme dont chacune est de la compétence d'un ordre de juridictions différent. Or l'indépendance absolue des deux ordres de juridictions interdit la procédure de litispendance. V. Trib. des conflits, 23 déc. 1930, *Union coopérative du Sud-Ouest* (Sirey, 1930, 3. 64). Il en résulte que les deux décisions peuvent être entachées d'une contrariété aboutissant à un déni de justice. On peut citer quelques cas pratiques montrant qu'il ne s'agit pas là d'un danger imaginaire.

L'affaire la plus célèbre est celle de l'*Iris*. Les armateurs de ce navire, pendant la guerre de Crimée, s'étaient assurés contre les risques de mer auprès d'une compagnie privée, puis contre les risques de guerre auprès de l'Etat. Or la tempête poussa l'*Iris* sous le feu des canons russes qui le coulèrent. Risque de guerre, répondit la Cour d'appel de Rouen dans son arrêt du 2 avril 1856 (*Dalloz*, 1856, 2.221); Risque de mer, répondit, au contraire, le Conseil d'Etat dans sa décision du 23 juillet 1857, *Houlbrèque* (*Rec. des arrêts du Conseil d'Etat*, p. 570). Et les malheureux armateurs, déboutés devant les deux juridictions, ne purent jamais obtenir le règlement du sinistre.

C'est le domaine de la responsabilité qui est susceptible de fournir les cas les plus nombreux de dénis de justice de ce genre. Dans une affaire d'accident survenu à un enfant dans une école publique, le Conseil d'Etat a refusé de reconnaître la responsabilité de l'Etat en se fondant sur l'absence de faute du service public (V. Cons. d'Etat, 13 juillet 1926, *Vve Petit*, *Rec. des arrêts du Conseil d'Etat*, p. 737), tandis que le tribunal judiciaire avait refusé de condamner l'instituteur en déclarant qu'il n'y avait pas eu faute personnelle de sa part.

Voici enfin l'affaire *Rosay*, qui est à l'origine même de la loi. Le 13 septembre 1922, une collision se produisit auprès d'Yvetot entre une automobile conduite par un particulier et une automobile militaire. Le sieur Rosay, qui avait pris place dans l'automobile civile, est grièvement blessé. Il attaque à la fois le conducteur privé devant le tribunal civil d'Yvetot et l'Etat devant le Conseil d'Etat. Or, par décision du 13 juillet 1926, le Conseil d'Etat rejette la requête du sieur Rosay par le motif que l'acci-

dent était imputable à la faute du conducteur civil, tandis que, par arrêt du 26 décembre 1926, la Cour d'appel de Rouen rejette encore la demande du sieur Rosay par le motif que l'accident était imputable à la faute du conducteur militaire.

En l'état de la législation, il était impossible de vider ce conflit de fond. Les deux ordres de juridictions s'étant à bon droit reconnus compétents sur la question dont elles étaient saisies, la procédure du conflit négatif était inapplicable. Les deux ordres de juridictions étant souverains, aucun recours n'était concevable.

III

Travaux préparatoires

C'est pour faire cesser ces situations insolubles et en particulier trancher l'affaire Rosay que M. Veyssière et plusieurs de ses collègues déposèrent une proposition de loi, le 15 mars 1928 sur le bureau du Sénat (*V. J. Off.*, doc. parl. d'av. 1928, p. 442). De son côté, le gouvernement, par l'intermédiaire de M. Raoul Péret, garde des Sceaux, présenta devant la même assemblée un projet analogue, mais plus restrictif, le 17 juin 1920 (*V. J. Off.*, doc. parl. d'oct. 1930, p. 909). Proposition et projets de loi rapportés ensemble par M. le bâtonnier Fourcade (*V. le texte du rapport au J. Off.*, doc. parl. de mai 1931, p. 65) donnèrent lieu à deux discussions le 7 mai 1931 (*J. Off.*, du 8, déb. parl., p. 959) et le 15 décembre 1931 (*J. Off.* du 16, déb. parl., p. 1584) dont la dernière marquée par un discours de M. Duplantier, hostile à la réforme, et par les réfutations de MM. Fourcade, Boivin-Champeaux et Léon Bérard, garde des Sceaux, fut particulièrement intéressante.

A la Chambre des députés, le projet adopté par le Sénat passa par contre assez inaperçu. Commenté par l'excellent rapport de M. Rolland, professeur de la Faculté de droit de Paris (*V. J. Off.*, doc. parl., oct. 1932, p. 563), il fut adopté sans discussion le 31 mars 1932 (2^e séance) (*J. Off.*, du 1^{er} avril, déb. parl., p. 1.971).

IV

Commentaire de la loi

L'objet de la loi du 20 mai 1932 consiste uniquement à fournir aux justiciables, victimes d'un déni de justice analogue à ceux que nous avons signalés plus haut (§ II) et résultant de la contrariété entre les décisions de deux juridictions d'un ordre différent portant sur un même objet, un moyen d'obtenir un nouveau

juge. Ce juge c'est le tribunal des conflits qui pourra être saisi d'un recours contre les deux décisions contradictoires et qui sera exceptionnellement compétent pour statuer au fond.

A) Le cas d'ouverture du nouveau recours au tribunal des conflits est exactement limité par les termes judicieusement choisis de l'art. 1^{er} de la loi. Ils sont empruntés au projet du gouvernement. La proposition de M. Veyssière prévoyait que les décisions des tribunaux judiciaires et des tribunaux administratifs dans les instances introduites à la fois devant les deux ordres de juridictions pourraient être déférées au tribunal des conflits toutes les fois qu'elles présenteraient contrariété. Sous cette forme, la proposition de loi faisait du tribunal des conflits le régulateur suprême de la jurisprudence parfois divergente des juridictions administratives et judiciaires. Une pareille réforme dans notre organisation judiciaire appelait toutes réserves. Aussi le gouvernement dans le projet de loi qui a finalement abouti a-t-il limité l'ouverture du nouveau recours au cas où l'une des parties est mise, par les décisions contradictoires, dans l'impossibilité de faire valoir son droit. C'est ce qu'il a voulu exprimer par l'expression déni de justice. Cette expression a été critiquée, comme impropre par M. Duplantier pour qui le déni de justice n'existe que lorsque le plaideur n'a aucun juge. Cette expression décrit cependant très exactement la situation à laquelle la loi a entendu remédier. Comme le remarquait spirituellement M. Fourcade, avoir deux juges qui, chacun, séparément, disent au plaideur : « C'est à l'autre de vous donner satisfaction », c'est exactement comme n'en avoir aucun.

Même, avec cette portée, l'opportunité du projet de loi a fait l'objet des critiques de M. Duplantier. Après avoir montré l'atteinte profonde apportée à notre organisation judiciaire, l'honorable sénateur tentait de démontrer que la jurisprudence de la Cour de cassation d'après laquelle la faute pénale des art. 319 et 320 C. pén., relatifs aux délits d'homicide et de blessures par imprudence, donnait au moins en matière délictuelle à la victime la ressource d'agir devant le tribunal correctionnel, à l'encontre duquel l'arrêt de conflit ne peut qu'être très exceptionnellement pris et dont la décision s'impose à toutes les juridictions, de telle sorte que la victime, ayant obtenu la reconnaissance d'une faute, aurait eu ensuite titre pour obtenir éventuellement une réparation pécuniaire de la juridiction administrative. Mais cette explication était inexacte. D'une part, l'arrêt de conflit peut parfaitement être élevé devant le tribunal correctionnel à l'occasion de l'action civile accessoire à la poursuite pénale (V. Trib. des conflits, 11 juillet 1933, *D^{me} Mélinette, Sirey*, 1933. 3.97, avec les conclusions de M. le Commissaire du gouvernement Rouchon-

Mazerat). D'autre part, ce procédé ne pouvait en tout cas s'appliquer à toutes les hypothèses déjà signalées de déni de justice par contrariété de décisions.

En réalité, aux inconvénients exceptionnels du système de séparation des juridictions administrative et judiciaire, seul le projet de loi apportait une solution adéquate.

B) Le législateur a entendu limiter le recours au tribunal des conflits par des délais assez brefs. Le recours doit être exercé dans les deux mois à compter du jour où la dernière en date des décisions à entreprendre n'est plus susceptible d'aucun recours devant les juridictions soit de l'ordre administratif soit de l'ordre judiciaire.

On remarquera qu'il n'est pas nécessaire que tous les recours offerts par chacun des ordres de juridiction aient été épuisés. Il suffit seulement que les décisions contradictoires ne soient plus susceptibles de recours à raison de l'expiration des délais. C'est un système analogue à celui qui est suivi pour les pourvois en cassation formés directement devant le Conseil d'Etat contre les jugements des tribunaux des pensions militaires (V. Cons. d'Etat, 20 janvier 1926, *Min. des Pensions c/ Gras*, *Sirey*, 1930, 3.100 et la note). Si, par exemple, la dernière décision en date est un jugement du tribunal civil, le recours au tribunal des conflits est recevable dans les deux mois qui suivent l'expiration du délai donné pour faire appel (lequel est également de deux mois), c'est-à-dire pendant la période s'écoulant entre le second et le quatrième mois suivant la signification du jugement. S'agit-il d'un d'un arrêt de Cour d'appel, contre lequel le pourvoi en cassation est possible pendant un délai de deux mois, le délai du recours au tribunal des conflits se place de même entre le second et le quatrième mois suivant la signification de l'arrêt.

Une mesure transitoire est prévue par l'art. 2, § 2, pour permettre de réparer certain des dénis de justice antérieurs à la loi. Le délai de recours est porté à six mois à compter du jour de la publication de la loi pour les décisions qui ont été rendues antérieurement à cette publication et dont la dernière en date ne remonte pas à plus de dix ans. Grâce à cette mesure transitoire, l'affaire *Rosay* a pu enfin recevoir une solution par décision du tribunal des conflits en date du 8 mai 1933.

C) Saisi des recours contre les décisions contradictoires, le tribunal des conflits doit, en premier lieu, rechercher si les décisions sont réellement contradictoires et si elles conduisent à un déni de justice. Dans ce cas, il les déclare nulles et non avenues. L'art. 4 de la loi le charge en outre de statuer au fond sur le litige.

Sur ce point, la loi apporte une innovation considérable, la mission du tribunal des conflits étant antérieurement limitée au conflit des compétences. S'il eut été conforme au rôle normal du tribunal des conflits de décider que celui-ci se bornerait à indiquer un juge du fond, cette solution n'était nullement pratique. Etant donnée la nature du litige qui ressortit pour partie aux tribunaux judiciaires et pour partie aux tribunaux civils, il n'était pas possible de préférer un ordre de juridiction à un autre. Quant à créer une juridiction spéciale, c'est une complication inutile pour des cas aussi rares et coûteuse pour les justiciables qui ont eu déjà à supporter les frais de justice de multiples instances.

Dans le désir de vider sans nouveau délai des contestations durant depuis plusieurs années l'art. 4 décide en outre que le tribunal des conflits statue également sur les dépens des instances poursuivies devant les deux ordres de juridictions.

Quant à la procédure à suivre, c'est, en vertu de l'art. 4, § 2, la procédure prévue par le décret du 22 juillet 1806 et en vigueur devant le Conseil d'Etat.

*
* *

La loi du 20 mars 1932, telle que nous venons de l'exposer, complète heureusement le système juridictionnel français. Elle fait cesser certains dénis de justice qui, pour n'être pas fréquents, n'en étaient pas moins choquants. Elle revêt une importance doctrinale considérable du fait qu'elle, désormais, l'édifice juridictionnel aux deux ordres de juridictions est rationnellement sans fissures (1).

(1) BIBLIOGRAPHIE. — Commentaire de M. Viatte dans la 10^e livraison du *Recueil général des lois, décrets et arrêtés*, 1932, 1^{re} partie, p. 258 (Paris, 6, rue de Mézières).

XV

LOI DU 21 AVRIL 1932 CRÉANT DES WARRANTS-PÉTROLIERS (1).

Notice par M. Albert TROULLIER

D'après Thaller et Percerou, le warrant et un effet de commerce garanti par un gage sur une marchandise déposée dans un magasin général.

Une semblable définition ne pouvait s'appliquer ni aux warrants agricoles, ni aux warrants hôteliers, puisque, ni les agriculteurs, d'une part, ne pouvaient transporter leurs gages dans des magasins généraux et que, d'autre part, les hôteliers devaient conserver pour l'usage de leur commerce les meubles sur lesquels ils voulaient emprunter. C'est ainsi que l'on a dû établir des lois spéciales et c'est pour cela que le warrant pétrolier a nécessité cette loi toute particulière du 21 avril 1932.

Comme le fait remarquer M. Louis Pineau, directeur de l'Office national des combustibles français, dans une préface à la *Législation mondiale*, de G. Filhol, la législation du pétrole est une législation moderne. Cette matière première a pris, depuis le dernier siècle, et surtout depuis la guerre, une telle place dans la vie économique des nations, que celles-ci ont jugé nécessaire de lui consacrer des textes spéciaux, distincts de ceux appliqués jusqu'alors à toutes les substances minérales.

Le 10 janvier 1925, M. Herriot a fait adopter au Parlement une loi créant un Office national des combustibles liquides et instituant le principe d'un nouveau régime d'importation basé sur des licences d'Etat. Cet office remplace le service des essences

(1) *J. Off.* du 22 avril 1932.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Sénat* : Proposition de M. Jean Bosc et de ses collègues du 28 janvier 1932, doc. parl. p. 28 (annexe 51) ; rapport de M. Anatole Manceau du 10 mars 1932, doc. p. 198 (annexe 215) ; avis de M. Henri Roy du 22 mars 1932, doc. p. 805 (annexe 338) ; urgence et adoption le 22 mars 1932. — *Chambre* : Transmission le 24 mars 1932, doc. p. 611, (annexe 6864) ; rapport de M. Julien Durand du 30 mars 1932, doc. p. 647 (annexe 6915) ; urgence et adoption le 31 mars 1932.

BIBLIOGRAPHIE. — Commentaire de M. Valeray, *Recueil général des lois, décrets et arrêtés*, 1932, 12^e livraison, 1^{re} partie, p. 294 (Paris, 6, rue de Mézières).

et pétroles et fonctionne sous l'autorité du ministre du Commerce et de l'Industrie. Il est déclaré établissement public, investi de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

L'article 1^{er} indique que l'importation en gros du pétrole, de ses dérivés et de ses résidus est réservée à toute personne ou société qui s'engage à se conformer aux prescriptions de l'art. 2. Cet art. 2 spécifie que tout titulaire de l'autorisation prévue par l'art. 1^{er} est tenu de constituer et de conserver à tout moment un stock de réserve représentant au moins le quart de ses importations.

Le 4 avril 1931 ont paru onze décrets octroyant pour vingt ans, à dater du 1^{er} octobre 1931, les autorisations d'importer le pétrole brut, les dérivés et résidus nécessaires à la fabrication par raffinage intégral dans des usines localisées et à la livraison à la consommation intérieure de 2.832.250 tonnes d'essences, de Kérosène de lubrifiants et de gas oils.

Une loi du 30 mars 1928 contenant sept articles et un article 8, disposition additionnelle, règle le régime actuel d'importation du pétrole.

La loi de 1932 est incompréhensible si l'on ne tient pas compte des raisons qui ont nécessité la législation des pétroles et des conditions de la codification. Le premier article de cette loi renvoie d'ailleurs à la loi du 30 mars 1928 et l'article 19 renvoie aux deux lois de janvier 1925 et du 30 mars 1928.

Il était donc indispensable de donner ces indications primordiales pour se rendre compte du fonctionnement du warrant pétrolier. Ses caractéristiques spéciales sont les suivantes :

Il n'exige pas la dépossession du constituant.

Il n'exige pas la séparation matérielle du produit warranté des produits similaires détenus par l'emprunteur qui est responsable de la marchandise confiée à sa garde et à ses soins.

Il est établi dans les mêmes formes que le warrant agricole, transmissible et escomptable dans les mêmes conditions.

L'emprunteur peut vendre les produits à l'amiable, mais la livraison ne peut être effectuée qu'après avoir désintéressé le créancier.

L'emprunteur peut stipuler par écrit que la vente ne sera pas obligatoirement publique.

Cette loi contient vingt articles.

Une instruction de la direction de l'Enregistrement n° 4.120 (28 avril 1932) dispose que les ventes de produits warraantés, en vertu de l'art. 9, ne bénéficient du tarif réduit de 0,10 pour 100 en principal que si elles remplissent les conditions prévues par les articles 2 à 7 de la loi du 28 mai 1858.

En résumé, le warrant pétrolier se rapproche beaucoup du warrant hôtelier.

On remarque que les mêmes idées qui ont inspiré le warrant agricole ont été adoptées pour le warrant pétrolier. Toutefois, une distinction sérieuse existe. Le warrant agricole ne constitue pas un acte commercial, mais un acte purement civil. De là des différences de forme importantes (justice de paix, juridiction commerciale ; greffier du juge de paix ou greffier du tribunal, suivant l'un ou l'autre des cas).

Le greffier du Tribunal de commerce a qualité pour délivrer à tout requérant l'état des warrants pétroliers inscrits au nom de l'emprunteur, et cela sans l'autorisation de ce dernier. Dans le cas d'un warrant agricole, l'autorisation de l'emprunteur est exigée.

La vente amiable est aussi une particularité ; elle est justifiée par le danger que pourraient apporter des ventes massives sur le marché.

Les prêteurs peuvent faire vérifier leur gage et la loi indique leurs droits en cas de baisse importante des stocks. Ils ont, à cet égard, une grande supériorité sur les détenteurs de warrants hôteliers qui ne peuvent qu'assister impuissants à la moins-value des meubles constituant leur sûreté et qui s'usent et se déprécient chaque jour, cela précisément quand l'activité de l'hôtel est la plus grande.

La loi est applicable aux départements recouvrés, mais en faisant application des lois existantes qui donnent compétence aux tribunaux civils, la justice consulaire n'ayant pas été introduite dans les trois départements.

Ajoutons enfin que l'art. 18 prévoit la constitution de sociétés de caution mutuelle.

Article premier. — Les détenteurs de stocks de pétrole brut ou de dérivés et résidus du pétrole brut, titulaires d'autorisations spéciales d'importation créées par la loi du 30 mars 1928, peuvent warranter ces stocks en garantie de leurs emprunts, tout en en conservant la garde dans leurs usines ou dépôts.

Les produits warrantés restent, jusqu'au remboursement des sommes avancées, le gage du porteur du warrant.

Le warrant est établi sur une certaine quantité de marchandises d'une qualité spécifiée, sans qu'il soit nécessaire de séparer matériellement les produits warrantés des autres produits similaires détenus par l'emprunteur.

L'emprunteur est responsable de la marchandise qui reste confiée à ses soins et à sa garde, et cela sans aucune indemnité opposable au bénéficiaire du warrant.

Art. 2. — Pour établir la pièce qui sera dénommée « warrant pétrolier », le greffier du Tribunal de commerce de la situation des produits à warranter inscrira, d'après les déclarations de l'emprunteur :

La nature, la qualité, la quantité, la valeur, le lieu de situation des produits qui doivent servir de gage pour l'emprunt, le montant des sommes empruntées, ainsi que les clauses et conditions particulières relatives au warrant pétrolier, arrêtées entre les parties.

Il transcrira sur un registre spécial le warrant pétrolier ainsi rédigé et, sur le dit warrant pétrolier, mentionnera le volume et le numéro de la transcription, avec la mention des warrants préexistant sur les mêmes stocks de produits.

Le warrant est signé par l'emprunteur.

Il n'est valable que pour trois ans au plus, mais peut être renouvelé.

Art. 3. — Le warrant indiquera si le produit warranté est assuré ou non et, en cas d'assurance, le nom et l'adresse de l'assureur.

Faculté est donnée aux prêteurs de continuer ladite assurance jusqu'à la réalisation du warrant.

Les porteurs de warrants ont, sur les indemnités d'assurances dues en cas de sinistre, les mêmes droits et privilèges que sur les produits assurés.

Art. 4. — Le greffier du Tribunal de commerce délivrera, à tout requérant, un état des warrants pétroliers inscrits depuis moins de cinq ans au nom de l'emprunteur ou un certificat qu'il n'existe pas d'inscription.

Art. 5. — La radiation de l'inscription sera opérée sur la justification, soit du remboursement de la créance garantie par le warrant pétrolier, soit d'une mainlevée régulière.

L'emprunteur qui aura remboursé son warrant en fera constater le remboursement par le greffe du Tribunal de commerce; mention du remboursement ou de la mainlevée sera faite sur le registre prévu à l'article 2 ci-dessus. Certificat lui sera donné de la radiation de l'inscription.

L'inscription sera radiée d'office après cinq ans, si elle n'a pas été renouvelée avant l'expiration du délai. Si elle est inscrite à nouveau après la radiation d'office, elle ne vaudra, à l'égard des tiers, que du jour de la nouvelle date.

Art. 6. — L'emprunteur conserve le droit de vendre les produits warrantés à l'amiable et avant le paiement de la créance, même sans le concours du prêteur; mais la tradition, à l'acquéreur, ne peut être opérée que lorsque le créancier a été désintéressé.

L'emprunteur peut, même avant l'échéance, rembourser la créance garantie par le warrant pétrolier. Si le porteur du warrant pétrolier refuse les offres du débiteur, celui-ci peut, pour se libérer, consigner la somme offerte, en observant les formalités prescrites par l'article 1259 du Code civil; les offres sont faites au dernier ayant droit connu par les avis donnés au greffe du Tribunal de commerce en conformité de l'article 8 de la présente loi. Sur le vu d'une quittance de consignation régulière et suffisante, le président du Tribunal de commerce de la situation où le warrant est inscrit rendra une ordonnance, aux termes de laquelle le gage sera transporté sur la somme consignée.

En cas de remboursement anticipé d'un warrant pétrolier, l'emprunteur bénéficie des intérêts qui restaient à courir jusqu'à l'échéance du warrant, déduction faite d'un délai de dix jours.

Art. 7. — Les établissements publics de crédit peuvent recevoir les warrants comme effets de commerce, avec dispense d'une des signatures exigées par leurs statuts.

Art. 8. — Le warrant pétrolier est transmissible par voie d'endossement. L'endossement est daté et signé, il énonce les noms, professions, domiciles des parties.

Tous ceux qui ont signé ou endossé un warrant sont tenus à la garantie solidaire envers le porteur.

L'escompteur ou les réescompteurs d'un warrant pétrolier seront tenus d'aviser, dans les huit jours, le greffe du Tribunal de commerce, par pli recommandé avec accusé de réception, ou verbalement contre récépissé de l'avis.

L'emprunteur pourra, par une mention spéciale inscrite au warrant, dispenser l'escompteur ou les réescompteurs de donner cet avis, mais dans ce cas, il n'y a pas lieu à application des dispositions du dernier paragraphe de l'article 6.

Art. 9. — Le porteur du warrant pétrolier doit réclamer à l'emprunteur paiement de sa créance échue, et, à défaut de ce paiement, constater et réitérer sa réclamation par lettre recommandée au débiteur et pour laquelle un avis de réception sera demandé.

S'il n'est pas payé dans les cinq jours de l'envoi de cette lettre, le porteur du warrant pétrolier est tenu, à peine de perdre ses droits contre les endosseurs, de dénoncer le défaut de paiement, quinze jours francs au plus tard après l'échéance, par avertissement, pour chacun des endosseurs, remis au greffe du Tribunal de commerce, qui lui en donnera récépissé. Le greffe du Tribunal de commerce fait connaître cet avertissement, dans la huitaine qui suit, aux endosseurs, par lettre recommandée pour laquelle un avis de réception doit être demandé.

En cas de refus de paiement, le porteur du warrant pétrolier peut, quinze jours après la lettre recommandée adressée à l'emprunteur, comme il est dit ci-dessus, faire procéder par un officier public ou ministériel à la vente publique de la marchandise engagée. Il y est procédé en vertu d'une ordonnance rendue sur requête par le président du Tribunal de commerce de la situation des marchandises warrantées, fixant les jour, lieu et heure de la vente ; elle sera annoncée huit jours au moins à l'avance par affiches apposées dans les lieux indiqués par le président du Tribunal de commerce, qui pourra même l'autoriser sans affiche, après une ou plusieurs annonces à son de trompe ou de caisse. Le président du Tribunal de commerce pourra, dans tous les cas, en autoriser l'annonce par la voie des

journaux. La publicité donnée sera constatée par une mention insérée au procès-verbal de vente.

L'officier public chargé de procéder préviendra, par lettre recommandée, le débiteur et les endosseurs, huit jours à l'avance, des lieu, jour et heure de la vente.

Les articles 622, 623, 624 et 625 du code de procédure civile son applicables aux ventes prévues par la présente loi.

L'emprunteur pourra toutefois, par une mention spéciale inscrite au warrant pétrolier, accepter qu'il n'y ait pas obligatoirement vente publique, et que la vente puisse être faite à l'amiable. En pareil cas, la vente serait toujours faite en vertu d'une ordonnance du président du Tribunal de commerce de la situation des marchandises warrantées rendue sur requête.

Art. 10. — Le porteur du warrant est payé directement de ses créances sur le prix de vente, par privilège et de préférence à tous créanciers, sous déduction des frais de vente, et sans autres formalités qu'une ordonnance du président du Tribunal de commerce.

Art. 11. — Si le porteur du warrant pétrolier fait procéder à la vente, conformément à l'article 9 ci-dessus, il ne peut plus exercer son recours contre les endosseurs et même contre l'emprunteur, qu'après avoir fait valoir ses droits sur le prix des produits warrantés. En cas d'insuffisance du prix pour le désintéresser, un délai d'un mois lui est imparti, à dater du jour où la vente de la marchandise est réalisée, pour exercer son recours contre les endosseurs.

Art. 12. — En cas de non-conformité, constatée entre les existants et les quantités ou qualités warrantées, les prêteurs pourront mettre immédiatement, par lettre recommandée avec accusé de réception, le titulaire du warrant pétrolier en demeure : soit de rétablir la garantie dans les quarante-huit heures suivant la réception de la lettre recommandée, soit de leur rembourser, dans le même délai, tout ou partie des sommes portées sur le warrant pétrolier ; s'il ne leur est pas donné satisfaction, les prêteurs auront le droit d'exiger le remboursement total de la créance en la considérant comme échue.

En pareil cas, l'emprunteur perdrait le bénéfice des dispositions du dernier paragraphe de l'article 6 ci-dessus, concernant le remboursement des intérêts.

Art. 13. — En cas de baisse de la valeur des stocks warrantés, dépassant ou égalant 10 %, les prêteurs pourront mettre, par lettre recommandée avec accusé de réception, les emprunteurs en demeure d'avoir, soit à augmenter le gage, soit à rembourser une partie proportionnelle des sommes prêtées. Dans ce dernier cas, les dispositions du dernier paragraphe de l'article 6 sont applicables.

S'il n'est pas satisfait à cette demande dans un délai de huit jours pleins, les prêteurs auront la faculté d'exiger le remboursement total de leur créance en la considérant comme échue.

Art. 14. — Tout emprunteur convaincu d'avoir fait une fausse déclaration, ou d'avoir constitué un warrant pétrolier sur produits déjà warrantés, sans avis préalable donné au nouveau prêteur, tout emprunteur, ou dépositaire convaincu d'avoir détourné, dissipé ou volontairement détérioré au préjudice de son créancier le gage de celui-ci, sera poursuivi correctionnellement sous inculpation d'escroquerie ou d'abus de confiance, selon les cas, et frappé des peines prévues aux articles 405 ou 406 et 408 du code pénal.

Art. 15. — Lorsque, pour l'exécution de la présente loi, il y a lieu à référé, ce référé sera porté devant le président du Tribunal de commerce de la situation des marchandises warrantées.

Art. 16. — Le montant des droits à percevoir par le greffier du Tribunal de commerce à l'occasion des warrants pétroliers, sera celui fixé par le décret qui régit les warrants arigcoles. Ce montant pourra toutefois être révisé par un décret spécial aux warrants pétroliers.

Les avis prescrits par la présente loi seront envoyés en la forme et avec la taxe des papiers d'affaires recommandés.

Art. 17. — Sont dispensés de la formation du timbre et de l'enregistrement les lettres et accusés de réception, les renoncia-

tions, acceptations et consentements prévus ci-dessus, le registre sur lequel les warrants pétroliers sont inscrits, la copie des inscriptions du warrant, le certificat négatif et le certificat de radiation mentionnés aux articles 4 et 5.

Le warrant pétrolier est passible du droit de timbre des effets de commerce.

L'enregistrement ne deviendra obligatoire qu'en cas de vente opérée en vertu de l'article 9.

Art. 18. — Les titulaires d'autorisations d'importation de pétrole brut, ou de dérivés et résidus du pétrole brut pourront se prévaloir des dispositions du titre I^{er} de la loi du 13 mars 1917, c'est-à-dire constituer entre eux, et dans le cadre de cette loi, des sociétés de caution mutuelle.

Art. 19. — L'application de la présente loi ne saurait :

a) Justifier la moindre dérogation aux obligations imposées par les lois du 30 janvier 1925 et du 30 mars 1928 et leurs décrets d'application aux titulaires d'autorisations spéciales, en particulier en ce qui concerne la constitution et la répartition des stocks de réserves ;

b) Atténuer, en cas d'infraction à ces obligations, la responsabilité des titulaires d'autorisations spéciales ;

c) Faire obstacle au prononcé de la déchéance de l'autorisation spéciale dans les conditions et formes prévues par le paragraphe *g* de l'article 3 de la loi du 30 mars 1928.

Art. 20. — La présente loi sera applicable dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, sous réserve des dispositions spéciales de la loi du 1^{er} juin 1924 portant introduction des lois commerciales françaises dans ces trois départements.

Les greffes compétents pour l'établissement des warrants pétroliers seront ceux prévus à l'article 35 de la dite loi pour l'établissement des warrants hôteliers.

XVI

LOI DU 2 AOÛT 1932 FACILITANT LA CONSTRUCTION DE LOCAUX
A USAGE ARTISANAL (1).

Notice par M. Alfred NAST,
docteur en droit,
membre du Conseil supérieur de la Coopération.

La présente loi apporte une pierre nouvelle — c'est bien le cas de le dire — à l'édifice destiné à abriter ce que l'on nomme depuis quelques années l'artisanat.

Cette pierre est plutôt une espèce d'aggloméré. Il suffit de lire la loi pour s'en rendre compte immédiatement. Elle réfère à nombre d'autres textes, ceux-ci concernant les artisans, leurs coopératives et les unions constituées entre ces dernières, les chambres de métiers, les habitations à bon marché, voire les caisses de crédit agricole : tout ceci, bien entendu, avec les ajustements nécessaires.

Pour bien saisir le sens de la loi nouvelle, il faut donc tout d'abord connaître le contenu des divers textes qu'elle énumère et, à cet égard, nous renverrons ci-après, tantôt dans la présente notice, tantôt en note sous la loi elle-même, aux *Annuaire*s successifs qui ont donné ces textes. Il faut ensuite savoir que, si la fameuse loi Loucheur du 13 juillet 1928, ayant pour objet de remédier à la crise du logement, allait bien jusqu'à étendre sa sollicitude aux artisans désireux d'adjoindre un atelier à leur habitation, et cela dans ses articles 19 et suivants, l'application de ces dispositions était restreinte aux seuls artisans qualifiés de ruraux. Ainsi, la législation sur les maisons à bon marché (qu'il s'agit de la loi du 5 décembre 1922 ou de celle du 13 juillet 1928) s'étant avérée insuffisante dans la pratique à l'égard de l'artisa-

(1) *J. Off.* du 4 août 1932.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Chambre des députés* : Proposition de loi de M. Payer du 25 avril 1930, 2^e s. (doc. parl. p. 795, annexe 3339) ; rapport de M. Payer du 5 février 1932, 1^{re} s. (doc. parl. p. 194, ann. 6327) ; adoption sans discussion, 7 mars 1932, 2^e s. — *Sénat* : Transmission, 15 mars 1932 (doc. parl. p. 239, ann. 247) ; rapport de M. Néron du 24 mars 1932 (doc. parl. p. 809, ann. 352) ; déclaration d'urgence et adoption sans discussion, 16 juillet 1932.

nat, on eut l'idée de recourir à autre chose en faveur de ce dernier, c'est-à-dire à la confection d'un loi particulière.

Cette catégorie sociale était déjà en possession d'une charte : la loi du 27 décembre 1923 portant organisation du crédit aux coopératives et aux unions de coopératives d'artisans, ainsi qu'aux petits artisans (voir cette loi avec notre notice dans l'*Annuaire* de 1924, p. 205). L'article 3 visait notamment les unions de crédit dans un paragraphe dont la portée reçut d'une loi du 1^{er} mai 1929 une extension très importante (voir cette loi avec notre notice dans l'*Annuaire* de 1930, p. 55).

C'est précisément sur cette base coopérative que la loi du 2 août 1932, dont on trouvera le texte ci-après, tend à résoudre le problème de la construction et de l'aménagement de locaux à usage artisanal (habitations et ateliers).

Article premier. — Les sociétés coopératives artisanales ainsi que les groupements de ces mêmes coopératives constitués en conformité de l'article 3 de la loi du 27 décembre 1923, en vue de faciliter l'exercice de la profession artisanale de leurs membres (1), ont la faculté :

D'acquérir des terrains et de faire construire des immeubles collectifs ou des maisons individuelles comportant des logements et des ateliers ;

De créer des cités-jardins comportant des maisons collectives et individuelles à usage artisanal ;

D'acquérir des maisons comportant un fonds artisanal et des maisons déjà bâties, en vue de les transformer et les aménager en maisons collectives ou individuelles à usage artisanal ;

De louer, gérer, attribuer et vendre les immeubles ainsi construits.

Les constructions à édifier, à acquérir et à aménager devront être uniquement acquises ou occupées par des artisans pouvant bénéficier des dispositions de l'article 5 de la loi du 27 dé-

(1) Par l'expression : « groupements » de coopératives artisanales, employée dans le présent article, il faut entendre exclusivement les unions qui, aux termes de l'article 3, alinéa 2, de la loi du 27 décembre 1923, ont pour objet l'exécution de travaux dans l'intérêt des artisans et de leurs organisations (exposé des motifs de la proposition de loi de M. Payer).

cembre 1923 sur le crédit à l'artisanat (1), ou par des organisations constituées entre artisans répondant à la définition de l'article 1^{er} de la loi du 26 juillet 1925 sur les chambres de métiers (2).

Leur valeur locative devra être limitée à deux fois les maxima déterminés pour les habitations à bon marché et leur prix de revient ne pourra dépasser le double des maxima fixés pour ces mêmes habitations, ces maxima étant augmentés d'un cinquième par pièce supplémentaire de 9 mètres superficiels au moins, au delà de trois pièces. La composition des logements, la superficie minima des ateliers, l'importance de ces derniers par rapport aux locaux d'habitation seront déterminées par arrêté du ministre du Travail.

Un arrêté du ministre du Travail fixera également les conditions auxquelles devront satisfaire les locaux destinés aux organisations artisanales.

Les sociétés coopératives artisanales réalisant les opérations désignées ci-dessus et leurs membres bénéficient des exemptions fiscales accordées par les lois des 5 décembre 1922 et 13 juillet 1928 aux sociétés d'habitations à bon marché et aux personnes peu fortunées bénéficiaires desdites lois (3).

Art. 2. — Les unions de crédit artisanales prévues à l'article 3 des lois des 27 décembre 1923 et 1^{er} mai 1929 comme ayant pour but exclusif l'accomplissement d'opérations de crédit sont autorisées à attribuer directement aux artisans membres des sociétés coopératives artisanales prévues à l'article précédent et pouvant bénéficier des dispositions de l'article 5 de la loi du 27 décembre 1923 des avances remboursables dans un délai

(1) Les artisans dont il s'agit sont ceux que l'on appelle les petits artisans, c'est-à-dire ceux dont l'entreprise n'excède pas en importance les limites fixées par la commission spéciale de l'artisanat instituée au ministère du Travail. La définition donnée par cette commission le 23 octobre 1924 a été rappelée par M. Payer dans le rapport qu'il a présenté à la Chambre au cours des travaux préparatoires de la présente loi.

(2) V. cette loi, avec la notice de M. Simonet, dans l'*Annuaire* de 1926, p. 118. Adde : rapport précité de M. Payer.

(3) V. loi du 5 décembre 1922, avec la notice de M. Dufourmantelle, dans l'*Annuaire* de 1923, p. 107 ; loi du 13 juillet 1928, avec la notice de M. Dufourmantelle, dans l'*Annuaire* de 1929, p. 250.

maximum de vingt-cinq années à l'effet de leur permettre d'accéder à la propriété des habitations individuelles et des locaux professionnels visés à l'article 1^{er}.

Les conditions d'attribution et de remboursement de ces avances seront fixées par arrêté du ministre du Travail, après avis de la commission prévue à l'article 6 de la loi du 27 décembre 1923.

Les dispositions de l'article 82 de la loi du 5 décembre 1922 concernant les assurances temporaires auprès de la Caisse nationale d'assurances en cas de décès sont étendues aux artisans bénéficiaires de la présente loi.

Les privilèges accordés aux sociétés de crédit foncier pour la sûreté et le recouvrement des prêts par le décret du 28 février 1852 et la loi du 10 juin 1853 sont étendus aux unions de crédit artisanales ayant pour objet exclusif l'accomplissement d'opérations de crédit. Lesdites unions sont également dispensées du renouvellement décennal des inscriptions hypothécaires prévu par l'article 34 de la loi du 5 avril 1920 en faveur des caisses de crédit mutuel rural (1).

Art. 3. — Les avances nécessaires aux sociétés coopératives artisanales pour les opérations énumérées à l'article 1^{er} de la présente loi sont consenties par les unions de crédit artisanales visées ci-dessus suivant des règles qui seront également fixées par arrêté. Ces unions peuvent se procurer les fonds nécessaires à ces avances ainsi qu'aux prêts individuels prévus à l'article 2 au moyen d'emprunts contractés auprès de la Caisse des dépôts et consignations dans les mêmes conditions que les départements, les communes et les établissements publics.

Les emprunts à contracter devront être autorisés par arrêté du ministre du Travail, après avis de la commission prévue à l'article 6 de la loi du 27 décembre 1923 ; ils ne pourront dépasser 80 p. 100 du montant du programme des opérations à réaliser par les emprunteurs.

(1) Il s'agit de la loi, non du 5 avril, mais du 5 août 1920 sur le crédit mutuel et la coopération agricoles, (v. cette loi, avec notre notice, dans l'*Annuaire* de 1921, p. 94).

L'arrêté fixera également les conditions d'amortissement des emprunts contractés.

Art. 4. — Le ministre du Travail est autorisé à prélever, jusqu'à concurrence de 2 millions de francs, chaque année, sur les disponibilités du fonds de dotation de l'artisanat, créé en vertu de l'article 2 de la loi du 27 décembre 1923, les sommes nécessaires pour contribuer au service de l'intérêt de l'amortissement des emprunts contractés près de la Caisse des dépôts et consignations.

Cette contribution, qui sera versée annuellement sous la forme de subvention pendant toute la durée de l'amortissement aux unions de crédit artisanales, ne pourra dépasser 2 p. 100 du montant des fonds empruntés. Elle devra être affectée, pour une fraction à déterminer dans l'arrêté prévu par les articles 2 et 3 ci-dessus, à la diminution des charges d'amortissement incombant aux sociétés et aux artisans emprunteurs (1).

Les unions auront à justifier chaque année au ministère du Travail de l'emploi des subventions accordées.

(1) Pourquoi cette charge de l'Etat est-elle calculée précisément au taux de 2 % ? L'article 4 ci-dessus est sibyllin à cet égard. Pour déchiffrer l'énigme, il faut consulter le rapport précité de M. Payer, qui contient sur ce point des explications trop longues pour être reproduites ici. On veut, en somme, placer de la sorte les artisans, auxquels seront consentis des prêts en vertu de la loi nouvelle, dans une situation à peu près équivalente à celle des bénéficiaires des lois des 5 décembre 1922 et 13 juillet 1928 concernant les habitations à bon marché.

XVII

LOI DU 10 AOUT 1932 PROTÉGEANT LA MAIN-D'OEUVRE NATIONALE (1).

Notice par M. Léon GUIBOURG

Président de Chambre honoraire à la Cour d'appel de Paris.

Au cours des années qui ont suivi la guerre de 1914-1918, un grand nombre d'étrangers sont venus en France pour coopérer à la reconstruction des régions dévastées et prendre part aux travaux de reconstitution économique ; un recensement auquel il avait été procédé en mars 1931 indiquait qu'il y avait en France 2.891.000 étrangers, parmi lesquels 1.266.000 salariés (2). Si les circonstances avaient mis notre commerce et notre industrie dans la nécessité d'accepter la main-d'œuvre étrangère, ou même de faire appel à son concours, cette affluence de travailleurs étrangers sur notre territoire ne devait pas tarder à créer une concurrence incontestable aux travailleurs français ; elle a pu être considérée, à une époque de crise, comme l'une des causes du chômage d'un grand nombre de ces derniers.

(1) *J. Off.* du 12 août 1932.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Chambre* : Proposition de M. Amidieu du Clos, 12 novembre 1931 (Doc. parl. annexe 5558, p. 142) ; proposition de loi de M. Lambert et plusieurs de ses collègues, 12 nov. 1931, (annexe 5566, p. 146) ; proposition de loi de M. de Tastes, 12 nov. 1931 (annexe 5567, p. 147) ; proposition de résolution de M. Jean Lerolle, 12 nov. 1931, (annexe 5613, p. 167) ; proposition de loi de M. Ramadier et plusieurs de ses collègues, 17 nov. 1931, (annexe 5658, p. 191) ; rapport de M. Dumat, 26 novembre 1931 (annexe 5755, p. 251) ; discussion et adoption, 15, 21 déc. (*J. Off.* 16 et 22 déc. débats parl., p. 4535, 4685 et 4709).

Sénat : Transmission, 23 déc. 1931, (*J. Off.* doc. parl. p. 1291) ; rapport de M. Courtier, 30 juin 1932 (doc. parl. annexe 626, p. 971) ; discussion et adoption 12 juill. 1932 (*J. Off.* 13 juill. déb. parl. p. 1087).

Chambre : Retour 16 juill. 1932 (doc. parl. annexe 532, p. 1012 ; dépôt du rapport, lecture, discussion et adoption, 16 juill. 1932 (*J. Off.* du 17, doc. parl. p. 2656).

BIBLIOGRAPHIE. — *Lois nouvelles* des 1-15 oct. 1932, 3^e partie, p. 659.

(2) Déclaration de M. Adolphe Landry, ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, à la séance de la Chambre du 15 déc. 1931 (*J. Off.* 16 déc.).

Les textes existant, les décrets de 1899, d'un caractère facultatif ou limité, la loi du 11 avril 1926, la réglementation concernant l'admission des travailleurs étrangers étaient manifestement insuffisants pour assurer la protection de la main-d'œuvre nationale et la diminution des charges imposées par la nécessité de secourir les chômeurs; une disposition législative s'imposait. A la fin de l'année 1931, la Chambre des députés fut saisie, de ce chef, d'un ensemble de propositions :

Une proposition de résolution de M. Lerolle et des membres du parti démocrate populaire, invitant le Gouvernement à limiter l'introduction des travailleurs étrangers en France, à appliquer sévèrement les dispositions existant sur l'emploi de la main-d'œuvre en tenant compte des besoins particuliers des diverses professions spécialisées dans les travaux exécutés pour le compte des collectivités publiques, à prendre certaines mesures pour les fonds de secours de chômage.

Une proposition de loi de M. Amadiou du Clos, envisageant d'une part la constitution préventive de fonds de chômage pendant la période de travail normal, lorsqu'il n'y a pas crise, et l'augmentation de ceux-ci pendant la période de crise, en imposant la main-d'œuvre étrangère. Cette proposition limitait, par son automatisme, l'entrée des travailleurs étrangers.

Une proposition de loi de M. Lambert et des membres du parti républicain radical et radical-socialiste, fixant un pourcentage maximum du nombre des travailleurs étrangers par rapport à la main-d'œuvre nationale et prévoyant ensuite des dérogations.

Une proposition de loi de M. de Tastes et d'un certain nombre de ses collègues, donnant au gouvernement toute possibilité d'agir en période de crise et de laisser la liberté d'engagement de la main-d'œuvre étrangère lorsque le besoin s'en fait sentir.

Une proposition de loi de M. Ramadier et des membres du parti S.F.I.O. comportant à la fois les éléments des propositions Lambert et de Tastes, interdisant toutefois complètement l'entrée des travailleurs étrangers sur le territoire français et envisageant l'organisation des bureaux de placement, du débauchage et de l'embauchage.

Après examen de ces différentes propositions, le texte soumis à la Chambre des députés par sa commission du travail puis au Sénat par la commission du commerce, de l'industrie et du travail, qui avait apporté quelques modifications à l'article 1^{er}, fut définitivement adopté.

La loi nouvelle, en renforçant la protection et en rendant obligatoire la limitation de la main-d'œuvre étrangère permettra, selon le vœu des auteurs de propositions, et ainsi que l'a déclaré M. Courtier, dans son rapport au Sénat, d'obtenir que l'admis-

sion ou la présence d'un trop grand nombre d'ouvriers étrangers en France ne puisse enlever à nos nationaux le travail auquel, avant tous autres, ils ont droit dans leur pays.

L'article 1^{er} donne force de loi aux décrets de 1899 et, en même temps, transforme leur caractère facultatif en une obligation. Dorénavant, les cahiers des charges des marchés de travaux publics ou de fournitures passés au nom de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics, pour adjudication ou de gré à gré, ainsi que les cahiers des charges des contrats de concession ou d'affermage passés par ces mêmes collectivités, *devront* déterminer la proportion des travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les chantiers ou ateliers organisés ou fonctionnant en vue de l'exécution des marchés ainsi que dans les exploitations concédées ou affermées. L'alinéa 2 du texte voté par la Chambre édictait que cette proposition ne pourrait pas dépasser 10 % ; le Sénat repoussa cette fixation et décida que la proportion serait fixée après consultation des services publics de placement compétents.

Le même article spécifie que, dans les services publics concédés, cette proportion ne pourra pas dépasser 5 %.

Le Sénat a également repoussé l'extension du maximum de 5 % aux entreprises privées travaillant pour le compte de concessionnaires ; la disposition n'est donc applicable qu'aux services publics concédés.

Enfin les mêmes collectivités devront fixer, dans les mêmes conditions, la proportion des travailleurs étrangers qui pourront être occupés dans les travaux, fournitures ou services qui seront exécutés en régie.

L'article 2 permet de fixer la proportion de travailleurs étrangers pouvant être employés dans les entreprises privées, industrielles ou commerciales, non visées par l'article 1^{er}. Cette proportion sera fixée par profession, par industrie, par commerce ou par catégorie professionnelle pour l'ensemble du territoire ou pour une région.

Dans sa séance du 21 décembre 1931, la Chambre des députés n'a pas adopté un amendement de M. Monnet, proposant d'ajouter les entreprises agricoles aux entreprises industrielles et commerciales visées par l'alinéa 1^{er} de l'article.

Des décrets, pour la limitation du nombre des travailleurs étrangers dans les entreprises privées, devront être pris, soit d'office, soit à la demande d'une ou plusieurs organisations patronales ou ouvrières, nationales ou régionales, intéressées, qui seront nécessairement consultées, ainsi que le Conseil national de la main-d'œuvre et donneront leur avis dans le délai d'un mois.

Cette procédure, permettant au Gouvernement d'agir par décret, soit dans le cadre de la profession, soit dans celui de la région, et prévoyant la consultation préalable des organisations patronales et ouvrières, s'inspire des précédents qui ont présidé à l'élaboration de la loi de huit heures et qui régissent son application (1).

Les organisations ouvrières qui devront être consultées comprennent l'ensemble des salariés protégés par la loi, ouvriers, employés ou ingénieurs (2).

Les décrets fixeront, le cas échéant, les délais dans lesquels la proportion sera ramenée, en une ou plusieurs étapes, aux limitations fixées.

Aux termes de l'article 3, tout étranger désirant entrer en France pour y être employé comme travailleur, doit être muni d'une autorisation ministérielle, accordée après consultation des services publics de placement.

Tout étranger déjà entré en France ne peut y être employé que s'il est pourvu de cette même autorisation.

L'article 4 prévoit une situation exceptionnelle, celles des ouvriers dits « frontaliers » et « saisonniers », résidant à l'étranger et travaillant à l'intérieur du territoire français, s'ils possèdent la nationalité du pays où ils résident.

Les ouvriers frontaliers sont, aux termes de la définition donnée par l'accord franco-belge du 4 juillet 1928 : « Ceux qui travaillent dans des établissements industriels, commerciaux ou agricoles sis en France, tout en conservant leur domicile en Belgique où ils retournent en principe chaque jour ou chaque semaine. »

Les ouvriers saisonniers sont ceux qui, résidant à l'étranger, séjournent temporairement en France pour prendre part à certains travaux qui ne peuvent être exécutés qu'à des époques déterminées.

Le législateur ne pouvait que confier à l'Administration la mission de déterminer par décret les conditions d'application de la loi à ces catégories d'ouvriers, selon la nature des travaux, leur durée et les époques d'exécution.

L'article 5 impose aux chefs des entreprises privées visées par les articles 1 et 2 l'obligation de déclarer tout embauchage de travailleurs étrangers à l'office public de placement ou, s'il n'en

(1) Rapport de M. Dumat à la Chambre.

(2) Déclaration de M. Lerolle, rapporteur à la Chambre (séance du 15 juill. 1932).

existe pas dans la commune, à la mairie de leur commune. Cette mesure permettra et facilitera le contrôle des mouvements de la main-d'œuvre étrangère.

L'article 6 étend l'application de la loi aux travailleurs à domicile employés par les entreprises visées.

Cette disposition mettra fin à certains abus constatés : de nombreux chefs d'entreprise étant parvenus, sous le couvert du travail à domicile, à employer des travailleurs étrangers entrés en France sans autorisation et dépourvus de la carte d'identité.

L'article 7 prévoit qu'un décret déterminera les conditions dans lesquelles auront lieu les consultations prévues par la loi et comment les dérogations pourront être accordées (1).

Les sanctions sont déterminées par l'article 8 : « Tout employeur qui aura occupé une proportion de travailleurs étrangers supérieure à la limite fixée en vertu de l'article 1^{er} ou d'un décret prévu par l'article 2, sera passible d'une amende de 5 à 15 francs par jour par travailleur irrégulièrement occupé. »

Toute contravention à l'article 5 (défaut de déclaration d'embauchage de travailleurs étrangers) sera punie d'une amende de 1 à 5 francs.

Ces pénalités ne sauraient préjudicier à l'application de celles prévues par les cahiers des charges ou par l'article 172 du livre II du Code du travail.

Article premier. — Les cahiers des charges des marchés de travaux publics ou de fournitures passés au nom de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics, par adjudication ou de gré à gré, ainsi que les cahiers des charges des contrats de concessions ou d'affermage passés par ces mêmes collectivités, devront déterminer la proportion des travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les chantiers ou ateliers organisés ou fonctionnant en vue de l'exécution des marchés, ainsi que dans les exploitations concédées ou affermées.

(1) Le décret du 19 octobre 1932 (*J. Off.* 22 oct.) indique comment l'administration intéressée devra consulter les services publics de placements compétents. La demande de consultations devra indiquer les professions devant concourir à l'exécution du marché ou au fonctionnement de l'exploitation. Ce décret règle aussi les dérogations possibles et les conditions de ces dérogations.

Cette proportion sera fixée après consultation des services publics de placement compétents.

Dans les services publics concédés, cette proportion ne pourra pas dépasser 5 p. 100.

Les mêmes collectivités fixeront, dans les mêmes conditions, la proportion des travailleurs étrangers qui pourront être occupés dans les travaux, fournitures ou services qu'ils feront exécuter en régie.

Art. 2. — En ce qui concerne les entreprises privées, industrielles ou commerciales, non visées par l'article précédent, des décrets pourront fixer la proportion des travailleurs étrangers qui pourront y être employés. Cette proportion sera fixée par profession, par industrie, par commerce ou par catégorie professionnelle, pour l'ensemble du territoire ou pour une région.

Les décrets fixeront, le cas échéant, les délais dans lesquels cette proportion sera ramenée, en une ou plusieurs étapes, aux limitations fixées.

Ces décrets seront pris, soit d'office, soit à la demande d'une ou plusieurs organisations patronales ou ouvrières, nationales ou régionales intéressées.

Dans l'un et l'autre cas, les organisations patronales et ouvrières intéressées et le Conseil national de la main-d'œuvre devront être consultés. Ils devront donner leur avis dans le délai d'un mois.

Art. 3. — Tout étranger désirant entrer en France pour y être employé comme travailleur devra être muni d'une autorisation ministérielle spéciale accordée après consultation des services publics de placement.

Tout étranger déjà entré en France ne pourra y être employé que s'il est pourvu de cette même autorisation.

Art. 4. — Un décret déterminera les conditions d'application de la présente loi aux ouvriers dits « frontaliers » et « saisonniers » résidant à l'étranger et travaillant à l'intérieur du territoire français, s'ils possèdent la nationalité du pays où ils résident.

Art. 5. — Les chefs des entreprises privées visées par les articles 1^{er} et 2 sont tenus de déclarer tout embauchage de travailleurs étrangers à l'office public de placement, ou, s'il en existe pas dans la commune, à la mairie de leur commune.

Art. 6. — Les dispositions de la présente loi s'appliquent aux travailleurs à domicile employés par les entreprises visées par les articles 1^{er} et 2.

Art. 7. — Un décret, pris après avis du Conseil national de la main-d'œuvre, déterminera les conditions dans lesquelles auront lieu les consultations prévues par la présente loi, ainsi que les conditions dans lesquelles pourront être accordées les dérogations à celles-ci. Ces dérogations pourront être accordées par région et par catégorie professionnelle (1).

Art. 8. — Tout employeur qui aura occupé une proportion de travailleurs étrangers supérieure à la limite fixée en vertu de l'article 1^{er} ou d'un décret prévu par l'article 2, sera passible d'une amende de 5 à 15 fr. par jour, par travailleur irrégulièrement occupé.

Toute contravention à l'article 5 sera punie d'une amende de 1 à 5 francs.

Ces pénalités ne sauraient préjudicier à l'application de celles prévues par les cahiers des charges ou par l'article 172 du livre II du Code du travail.

(1) V. *suprà*, p. 151, note.

XVIII

LOI DU 11 DÉCEMBRE 1932 FIXANT LE STATUT
DE L'AVIATION MARCHANDE (1)

Notice par M. Léon GUIBOURG

Président de Chambre honoraire à la Cour d'appel de Paris.

La loi du 11 décembre 1932 constitue la charte de l'aviation marchande ; elle règle d'une façon générale les rapports avec l'Etat des sociétés de transport aérien de voyageurs, messageries ou poste.

Jusqu'alors, l'aviation commerciale française avait vécu provisoirement sous le régime de contrats ne prévoyant qu'une exploitation de courte durée et dont les conditions essentielles n'étaient déterminées par aucun texte de loi. La loi du 31 mai 1924 (2) ne réglementait la navigation aérienne qu'en ce qui concernait l'état des aéronefs, leur nationalité, leur propriété, le droit de circulation, l'atterrissage, les aérodromes et la police ; elle ne contenait aucune disposition relative aux conventions entre l'Etat et les entreprises de transport.

(1) *J. Off.* du 15 déc. 1932.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Chambre* : Projet de loi, 25 nov. 1930, doc. parl. p. 182, ann. 4127 ; projet de loi, 28 fév. 1931, doc. parl. p. 369, ann. 4669 ; rapport de M. Jules Moch, 5 juin 1931, doc. parl. p. 941, ann. 5119 ; avis de M. Roux Freissineng, au nom de la commission de l'Algérie, des colonies et protectorats, 12 juin 1931, doc. parl. p. 966, ann. 5194 ; discussion et adoption, 23 juin 1931 (1^{re} et 3^e s.), 24 juin 1^{re} s.). — *Sénat* : Dépôt, 25 juin 1931, doc. parl. p. 1001, ann. 616 ; rapport de M. de la Grange, 23 déc. 1931, doc. parl. p. 1292, ann. 945 ; avis de M. le général Hirschauer, au nom de la Commission des finances, 10 mars 1932, doc. parl. p. 222, ann. 242 ; discussion et adoption le 18 mars 1932 (1^{re} s.). — *Chambre* : retour, 22 mars 1932, doc. parl. p. 571, ann. 6791 ; rapport de M. Jules Moch, 25 mars 1932, doc. parl. p. 622, ann. 6884 ; discussion et adoption, 30 mars 1932. — *Sénat* : retour, 31 mars 1932, doc. parl. p. 898, ann. 475 ; rapport de M. de la Grange, 14 juin 1932, doc. parl. p. 925, ann. 578 ; avis de M. le général Hirschauer, 30 juin 1932, doc. parl. p. 981, ann. 628 ; avis supplémentaire du même, 29 nov. 1932, doc. parl. p. 1114, ann. 785 ; discussion et adoption, 6 déc. 1932.

(2) Voir la notice par M. Georges Ripert, *Annuaire de législation française*, 1925, p. 141.

Au cours de l'année 1930, des contrats en cours étant sur le point d'expirer et l'ensemble des entreprises aériennes n'ayant pas une existence assurée pour un temps suffisant, il était à craindre que l'exploitation ne pût être gérée dans des conditions satisfaisantes. Il importait donc de doter d'un statut l'aviation commerciale qui, disait M. de La Grange, dans son rapport au Sénat, « si elle n'est pas un service public, s'en rapproche, du fait qu'elle est un moyen de transport dont on peut assurément dire qu'un jour il sera aussi indispensable que les chemins de fer ou les paquebots ».

Ce statut a fait l'objet du projet de loi déposé le 25 novembre 1930 ; le 28 février 1931, était déposé un second projet de loi, portant création d'une société anonyme, chargée d'exploitation de liaisons aériennes entre la France et ses diverses possessions d'Afrique ; la Chambre décida que ces deux textes devaient être fusionnés en un seul afin de conserver au premier son caractère général. Leur examen à la Chambre et au Sénat a abouti à l'adoption d'un texte unique, sous le titre : « Loi fixant le statut de l'aviation marchande. »

L'article 1^{er} spécifie que les services réguliers de transports aériens de voyageurs, messageries ou poste peuvent être assurés, soit directement par l'Etat, soit par l'intermédiaire d'entreprises non subventionnées, soit par des sociétés subventionnées. Sont seules considérées comme sociétés subventionnées celles qui reçoivent des subventions du ministère chargé de l'aéronautique civile en application de la loi.

L'article 2 autorise le ministre chargé des postes, télégraphes et téléphones, pour le transport de la poste, à passer des accords avec les entreprises non subventionnées assurant des services aériens réguliers. Dans ce cas, les obligations réciproques de l'administration des postes et du transporteur aérien seront déterminées par un règlement d'administration publique contresigné par le ministre chargé de l'aéronautique civile.

Aucune limitation de durée n'est prévue pour ces accords, contrairement au vœu de la commission de la Chambre, qui avait proposé de la fixer à cinq ans.

Tous les autres articles constituant le titre III, concernent uniquement les compagnies de navigation aérienne subventionnées.

L'article 3 dispose en principe que, seules, peuvent être subventionnées les entreprises qui assurent des services présentant un caractère d'intérêt général.

Les crédits de paiements destinés au versement des subventions prévues dans chaque convention intervenue entre le ministre et une société, ainsi qu'au versement des participations de l'Etat à la constitution du capital des sociétés doivent être, chaque année, fixés par la loi de finances (art. 4).

Aux termes de l'article 5, les conventions intervenues en vertu de la loi, ainsi qu'un cahier des charges communes s'appliquant à toutes les entreprises doivent être approuvés par décrets, countersignés par le ministre chargé de l'aéronautique civile et par le ministre des finances (1).

Les conventions peuvent s'appliquer à plusieurs lignes aériennes, sous réserve que la subvention forfaitaire, dont il est parlé à l'article 12, soit déterminée pour chaque ligne.

Les conventions, le cahier des charges et les documents annexes sont enregistrés au droit fixe de 22 fr. 50.

Cet alinéa final a été ajouté par le Sénat au texte primitif pour éviter les droits d'enregistrement proportionnels.

L'article 6 fixe à quinze ans la durée maximum pour laquelle les conventions peuvent être passées. Elles peuvent être renouvelées dans les cinq ans précédant leur expiration pour une durée maximum de quinze ans, commençant à courir à partir de la date de la signature de l'avenant renouvelant la convention. Les demandes de renouvellement doivent être publiées au *Journal Officiel* et ne peuvent être accordées que six mois après cette publication.

Le maximum de durée était de dix ans dans le projet primitivement adopté par la Chambre ; le Sénat, estimant que cette durée était insuffisante pour permettre aux sociétés d'augmenter leur capital, en cas de besoin, l'avait portée à vingt ans ; la Chambre, lors de la deuxième discussion, a estimé que cette considération ne pouvait être retenue, a réduit le maximum à quinze ans et a adopté la solution transactionnelle proposée par la commission en ce qui concerne la possibilité de renouvellement par anticipation.

Les conventions ne peuvent être passées qu'après publicité et appel à la concurrence. L'article 7 exige la présentation des dossiers à un jury présidé par le ministre chargé de l'aéronautique civile. Le ministre a, toutefois, lorsque les conventions relatives à des lignes en exploitation normale arrivent à expiration, la faculté de traiter de gré à gré avec l'entrepreneur déjà titulaire de la convention afférente à ces lignes.

L'exploitation des lignes ne peut être confiée qu'à des sociétés anonymes constituées sous le régime de la loi française (article 8). Des conditions spéciales sont imposées pour la composition des conseils d'administration et la validité de leurs décisions.

Le transfert des actions, qui doivent être nominatives, est subordonnée à l'agrément du ministre.

(1) Voir le cahier des charges communes, *J. Off.* du 7 mai 1933 et le décret d'approbation du 25 avril 1933.

L'Etat est représenté au conseil d'administration et au comité de direction par un nombre d'administrateurs correspondant à la proportion du nombre d'actions de capital et de jouissance détenues initialement par lui, par rapport au nombre total de ces actions (article 9).

Les commissaires aux comptes et aux apports doivent être choisis parmi les experts comptables agréés par les cours d'appel ou par les tribunaux de la Seine.

Un décret déterminera les conditions de nomination des administrateurs représentant l'Etat.

L'article 10 règle les conditions d'admission des administrateurs représentant l'Etat, les colonies, pays de protectorat ou territoires sous mandat français et leurs pouvoirs.

Les dispositions financières, participation de l'Etat et conditions de son aide financière, font l'objet du chapitre II du titre III.

L'alinéa premier de l'article 9 du texte primitivement voté par la Chambre, devenu l'article 11, était ainsi conçu : « L'Etat participera au capital des entreprises subventionnées par lui. » Au Sénat, le rapporteur de la commission a fait observer que l'Etat, en recevant des actions de jouissance, ne « participait » pas au capital, mais était appelé à participer à toutes répartitions de bénéfice et, en cas de liquidation, à la répartition de l'excédent de l'actif, après extinction du passif et remboursement du capital.

L'Etat ne « participe » au capital que lorsqu'il souscrit, après autorisation du Parlement, des actions de numéraire. L'alinéa premier a donc été supprimé.

« Il est essentiel, d'autre part, ajoutait le rapporteur, de conserver aux compagnies subventionnées le caractère d'entreprises industrielles privées, et il faut, pour cela, limiter l'intervention de l'Etat dans la gestion de l'entreprise. »

Pour que l'entreprise, alors même qu'elle peut être considérée comme semi-publique, soit animée de l'esprit commercial, il importe que ses capitaux aient nettement la prépondérance dans la direction de la société. Le pourcentage fixé par l'article 11 répond à cette préoccupation.

Enfin, il importait d'éviter qu'à l'occasion d'une augmentation de capital une part importante de celui-ci ne passât entre les mains d'un groupe dont l'influence pourrait être nuisible aux intérêts de l'Etat français ou à ceux de la société. C'est pour parer à ce danger que l'alinéa 5 de l'article 11 dispose que les souscripteurs d'actions nouvelles doivent être agréés par le ministre chargé de l'aéronautique civile.

Les délégués nommés par le ministre pour représenter l'Etat aux assemblées générales ne sont pas tenus d'être personnellement actionnaires de la société.

Les articles 12 et 13 précisent le caractère et le mode d'aide financière de l'Etat : subventions forfaitaires, révision possible du taux de ces subventions, arbitrage en cas de désaccord, mode de versements des subventions.

Un décret fixera la composition et le mode de fonctionnement, au ministère chargé de l'aéronautique civile, d'une commission de contrôle (article 16).

Le chapitre III contient des dispositions complémentaires concernant divers droits et obligations de l'Etat et des entreprises subventionnées et détermine les sanctions.

L'article 17, alinéa premier, interdit à toute société subventionnée de prendre ou de conserver, en dehors de l'entreprise pour laquelle la subvention lui est accordée, un intérêt direct ou indirect, en France, dans les colonies, pays de protectorat ou sous mandat, dans toutes entreprises ou dans tous marchés relatifs à l'aviation. « Mais, dit M. Jules Moch, dans son rapport à la Chambre, si tout service aérien, autre que le service public pour lequel elles sont subventionnées, doit être, par principe, proscrit pour les sociétés, il faut néanmoins qu'elles puissent, avec l'autorisation ministérielle, assurer tels services qui constituent le complément nécessaire de leur activité aérienne. Notons, parmi ceux-ci, le transport des passagers et marchandises vers l'aérodrome, qui se fait normalement à terre, mais qui, dans certains cas, pourrait se faire par la voie aérienne, l'exploitation des terrains et de leurs annexes (restaurants, etc...). Ce sont là des cas d'espèce ; le ministre sera libre de donner ou non son autorisation, selon les circonstances. »

L'alinéa deuxième du même article prévoit en conséquence pour les sociétés subventionnées la faculté, à l'effet d'assurer la bonne exécution du service concédé, et seulement avec l'autorisation du ministre chargé de l'aéronautique civile, de prendre ou conserver un intérêt direct ou indirect dans les entreprises ou marchés *annexes à leur activité*.

L'article 18 donne au ministre chargé de l'aéronautique la faculté d'exiger que le matériel employé par les entreprises subventionnées soit, jusqu'à concurrence de la moitié des cellules et de la moitié des moteurs, fournis par des constructeurs n'ayant avec ces sociétés aucune attache directe ou indirecte, notamment comme actionnaires.

L'article 19 spécifie que le personnel volant et le personnel mécanicien de toute société subventionnée désignerait chacun un délégué à la sécurité. Un décret en date du 24 mars 1933 (1) fixe les conditions de nomination de ces délégués.

(1) *J. Off.* du 28 mars 1933.

Le statut du personnel doit être soumis par les compagnies à l'approbation du ministre chargé de l'aéronautique civile (article 20).

Un cautionnement, au moins égal au quarantième de la subvention annuelle, doit être versé par toute société subventionnée dans les caisses du Trésor, dans les vingt jours de l'approbation de la convention (article 22).

L'inobservation des dispositions contenues dans la loi, dans la convention et dans le cahier des charges communes peut, aux termes de l'article 23, entraîner une des sanctions suivantes :

- 1° Avertissement ;
- 2° Pénalités pécuniaires prévues au cahier des charges ;
- 3° Résiliation de la convention ;
- 4° Résiliation de la convention, avec indemnité au profit de l'Etat égale au montant du cautionnement.

Les deux premières sanctions sont prononcées par le ministre chargé de l'aéronautique civile seul ; les deux autres doivent faire l'objet d'un décret délibéré en Conseil d'Etat.

Le ministre chargé de l'aéronautique civile peut résilier la convention, avec ou sans indemnité, dans les conditions prévues à l'article 23, si le pourcentage de régularité fixé par la convention n'est pas atteint durant deux semestres consécutifs, ou si l'entreprise interrompt son service sans cas de force majeure, pendant une durée supérieure à celle fixée par la convention. Un décret délibéré en Conseil d'Etat est nécessaire pour cette résiliation. Le ministre peut résilier, sans recourir à ce décret, dans le cas où, pour quelque cause que ce soit, un administrateur serait désigné par le Tribunal de commerce (article 24).

La convention est résiliée de plein droit en cas de faillite, de liquidation judiciaire ou amiable et dans tous les cas de dissolution de la société. Le ministre doit, en cas de résiliation de plein droit, prendre toutes mesures utiles pour la continuation de l'exploitation du service public aérien ; il peut, en dehors des pénalités pécuniaires prévues par l'article 23, exiger la vente à l'Etat de tout ou partie du matériel et des installations mobilières, dans les conditions fixées par l'article 21.

Une résiliation spéciale est, d'autre part, prévue par l'article 25 ainsi conçu : « L'Etat, s'il estime préférable de faire exploiter la ligne par une organisation internationale, pourra résilier la convention dans des conditions qui seront fixées par une loi spéciale. »

Dans son rapport à la Chambre, M. Jules Moch exposait que l'internationalisation de l'aviation marchande s'imposait, qu'il importait de la prévoir, et d'admettre une condition résolutoire, « afin d'éviter toute difficulté ultérieure et de laisser une entière

liberté aux gouvernements futurs qui ne pourront ainsi être gênés par la durée de certaines conventions lorsqu'apparaîtra la possibilité de procéder à des internationalisations de ce genre, pour le plus grand profit de la paix et de l'aviation marchande ».

La Chambre avait adopté le texte ainsi présenté par sa commission ; mais le Sénat, suivant l'avis de M. de La Grange, rapporteur, qui estimait que l'exploitation des lignes aériennes par une organisation internationale ne semblait pas réalisable à bref délai et qu'il y avait lieu seulement de mettre les contrats en harmonie avec les accords internationaux, vota le texte ci-après : « Le ministre de l'air pourra *modifier*, en fonction des accords internationaux, les conventions intervenues entre l'Etat et des sociétés subventionnées. » Le recours à un arbitrage, en cas de non accord, était prévu par un deuxième alinéa.

Lors du retour à la Chambre, M. Jules Moch fit justement observer que si la réalisation de l'internationalisation se produisait prochainement, comme il était permis de l'espérer, de simples modifications seraient insuffisantes et qu'il était indispensable d'autoriser la résiliation des conventions antérieures, moyennant une équitable indemnité.

Le texte primitif fut donc définitivement adopté.

L'article 26 interdit à toute personne ayant été rétribuée d'une façon quelconque par une compagnie de navigation aérienne de représenter l'Etat comme contrôleur ou comme membre du conseil d'administration de cette société, dans un délai de cinq ans à courir du jour où elle l'aura quittée.

Les dispositions de l'article 175 du Code pénal, modifiées par la loi du 6 octobre 1919, sont applicables à tous les fonctionnaires ayant eu à participer au contrôle de l'entreprise et aux représentants de l'Etat au conseil d'administration de la compagnie.

L'article 27 impose à toute société subventionnée l'obligation d'indiquer dans ses statuts, sur ses prospectus d'émission, ses publications légales et ses titres, qu'elle est placée sous le régime de la présente loi. L'inobservation de cette clause donnerait lieu à l'application des dispositions de l'article 23. Aucune précision n'étant donnée en ce qui concerne la pénalité encourue dans ce cas, on doit en conclure que le ministre chargé de l'aéronautique civile aura la faculté soit d'adresser un simple avertissement à la compagnie, soit même de faire prononcer par décret la résiliation de la convention.

TITRE PREMIER

Des transports aériens marchands en général

Article premier. — Les services réguliers de transports aériens de voyageurs, messageries ou poste sont assurés, soit directement par l'Etat, soit par l'intermédiaire d'entreprises non subventionnées, soit par celui de sociétés subventionnées.

Sont seules considérées comme sociétés subventionnées, celles qui reçoivent des subventions du ministère chargé de l'aéronautique civile, en application de la présente loi.

TITRE II

Des entreprises de navigation aérienne non subventionnées

Art. 2. — Le ministre chargé des postes, télégraphes et téléphones est autorisé, pour le transport de la poste, à passer des accords d'une durée maximum de cinq ans, avec les entreprises non subventionnées assurant des services aériens réguliers. Dans ce cas, les obligations réciproques de l'administration des postes et du transporteur aérien seront déterminées par un règlement d'administration publique, contresigné par le ministre chargé de l'aéronautique civile.

TITRE III

Des compagnies de navigation aérienne subventionnées

CHAPITRE I^{er}

Dispositions générales

Art. — Le ministre chargé de l'aéronautique civile est autorisé à subventionner, à partir de l'exercice 1932, les entreprises de transports aériens qui assurent des services présentant un caractère d'intérêt général.

Pour les services subventionnés, les obligations réciproques de l'administration des postes et du transporteur aérien seront déterminées par le cahier des charges.

Voies et moyens

Art. 4. — Chaque année, la loi de finances fixera les crédits de paiement destinés au versement des subventions prévues dans chaque convention intervenue entre le ministre chargé de l'aéronautique civile et une société, ainsi qu'au versement des participations de l'Etat à la constitution du capital des sociétés.

Le montant maximum des subventions annuelles que le ministre chargé de l'aéronautique civile est autorisé à prendre, en 1932, l'engagement de payer, en exécution des conventions prévues à l'article 3, ne pourra excéder 200 millions de francs.

Conventions

Art. 5. — Les conventions intervenues en vertu de la présente loi, ainsi qu'un cahier des charges communes s'appliquant à toutes les entreprises, seront approuvés par décrets contresignés par le ministre chargé de l'aéronautique civile et le ministre des finances.

Les conventions pourront s'appliquer à plusieurs lignes aériennes, sous réserve que la subvention forfaitaire dont il est parlé à l'article 12 soit déterminée pour chaque ligne.

Les conventions, le cahier des charges et les documents annexes seront enregistrés au droit fixe de 22 fr. 50.

Durée des conventions

Art. 6. — Les conventions pourront être passées pour une durée maximum de quinze ans.

Elles pourront être renouvelées dans les cinq ans précédant leur expiration, pour une durée maximum de quinze ans qui commencera à courir à partir de la date de la signature de l'avenant renouvelant la convention.

Les demandes de renouvellement seront publiées au *Journal officiel* et ne pourront être accordées que six mois après cette publication.

Appels à la concurrence

Art. 7. — Les conventions seront passées après publicité et appel à la concurrence.

Les dossiers présentés par les candidats seront soumis à l'examen d'un jury de concours qui statuera.

Ce jury de concours, présidé par le ministre chargé de l'aéronautique civile ou son représentant, comprendra : le président du conseil supérieur des transports aériens et trois membres désignés, l'un par le ministre des finances, les deux autres par le ministre chargé de l'aéronautique civile.

Toutefois, par dérogation à cette règle, lorsque viendront à expiration des conventions relatives à des lignes en exploitation normale, le ministre chargé de l'aéronautique civile aura la faculté de traiter de gré à gré avec l'entrepreneur déjà titulaire de la convention afférente à ces lignes.

Est dite en exploitation normale, toute ligne sur laquelle il aura été effectué au moins un voyage de bout en bout, dans chaque sens, par quinzaine, durant le semestre précédant la signature de la convention.

La procédure d'adjudication visée au premier alinéa sera observée en ce qui concerne les lignes nouvelles raccordées à une ligne en exploitation normale et constituant un affluent direct et un accessoire de celle-ci. Mais, à conditions égales, la préférence sera donnée à l'entreprise assurant le service sur les lignes en exploitation normale.

Gestion des lignes subventionnées

Art. 8. — L'exploitation des lignes aériennes subventionnées par l'Etat ne peut être confiée ni à des personnes physiques, ni à des sociétés de personnes, mais seulement à des sociétés anonymes, constituées sous le régime de la loi française.

Le président du conseil d'administration, les administrateurs délégués, les administrateurs directeurs et les directeurs généraux seront français, justifieront de leurs droits civils et politiques et devront être agréés par le ministre chargé de l'aéronautique civile.

Les deux tiers au moins des administrateurs seront français et justifieront de leurs droits civils et politiques.

Nul ne pourra être administrateur s'il a subi une condamnation infamante, ou s'il a été condamné pour vol, abus de confiance, escroquerie ou banqueroute.

La validité des décisions des conseils d'administration sera subordonnée par les statuts à la condition que le nombre des membres ayant participé à la délibération soit supérieur à la moitié des membres en exercice.

Toutes les actions seront et resteront nominatives. Leur transfert sera subordonné à l'agrément du ministre chargé de l'aéronautique civile. En cas de refus de transfert, le ministre devra notifier sa décision dans le délai de quinze jours francs et pourra, si la demande de cession est maintenue, dans le délai d'un mois à dater de cette notification, acquérir lesdites actions avec l'autorisation des Chambres pour le compte de l'Etat.

Les statuts et toutes modifications à ces statuts devront être approuvés par le ministre chargé de l'aéronautique civile.

Représentation de l'Etat

Art. 9. — L'Etat sera représenté au conseil d'administration et au comité de direction, s'il en est créé un, par un nombre d'administrateurs correspondant à la proportion du nombre d'actions de capital et de jouissance qu'il détiendra initialement par rapport au nombre total de ces actions.

En cas d'augmentation ultérieure du capital, l'Etat conservera au conseil d'administration et au comité de direction une proportion de représentants au moins égale à celle qu'il avait au moment de la mise en vigueur de la convention.

Les commissaires aux comptes et aux apports seront choisis parmi les experts comptables agréés par les cours d'appel ou par les tribunaux de la Seine.

Un décret déterminera les conditions de nomination des administrateurs représentant l'Etat.

Pouvoirs des administrateurs représentant l'Etat

Art. 10. — Les administrateurs représentant l'Etat, les colonies, pays de protectorat ou territoires sous mandat français, ne seront pas tenus d'être personnellement propriétaires d'actions de la société.

Ils devront se réunir une fois par an pour établir un rapport

au ministre chargé de l'aéronautique civile sur les résultats du dernier exercice, aux points de vue technique, commercial et financier.

Le ministre fera aux Chambres, dans l'année suivant la clôture de l'exercice, un rapport résumant la situation générale de l'entreprise.

Au cas où le conseil d'administration prendrait une décision en contradiction avec une disposition de la convention, ou du cahier des charges, ou contraire à l'intérêt de l'Etat français, des colonies, pays de protectorat ou territoires sous mandat français, les administrateurs représentant l'Etat auraient le droit, après avoir fait consigner leur opposition au procès-verbal, de s'opposer à son exécution et d'en référer sans délai au ministre chargé de l'aéronautique civile.

En pareil cas, la décision en question ne pourrait recevoir son application qu'après une nouvelle délibération intervenue après réception des observations du ministre et, à défaut, dans le délai de quinze jours après la première délibération et ce, sous réserve des droits appartenant au ministre aux termes de l'article 23.

CHAPITRE II

Dispositions financières

Capital. — Participation de l'Etat

Art. 11. — L'Etat recevra, en représentation des avantages divers consentis à des entreprises subventionnées avant le contrat ou à l'occasion de celui-ci, des actions de jouissance sans valeur nominale représentant 25 p. 100 du nombre total des actions.

Toutes les actions de la société, quelle que soit leur nature, comporteront pour leur titulaire le même droit de vote.

L'apport de l'Etat ou des avantages particuliers qu'il se réservera ne seront pas soumis aux vérifications prévues par l'article 4 de la loi du 24 juillet 1867.

En cas d'augmentation du capital social, le nombre d'actions de jouissance appartenant à l'Etat sera augmenté de manière

que l'Etat conserve toujours 25 p. 100 du nombre total des actions.

Les souscripteurs d'actions nouvelles devront être agréés par le ministre chargé de l'aéronautique civile.

Sous réserve de l'autorisation législative, l'Etat pourra souscrire au capital actions et aux augmentations de ce capital.

L'Etat sera représenté aux assemblées générales par un ou plusieurs délégués nommés par le ministre chargé de l'aéronautique civile, qui ne seront pas tenus d'être personnellement actionnaires de la société.

Aide financière de l'Etat

Art. 12. — Les subventions accordées par l'Etat auront un caractère forfaitaire et seront fixées et attribuées pour chaque ligne séparément.

Pour les contrats de plus de cinq ans, le taux pourra en être révisé tous les cinq ans, par avenant passé dans les conditions de la présente loi.

Pour les contrats de cinq ans ou de moins de cinq ans, le taux pourra en être révisé dans les mêmes conditions, à l'expiration de la deuxième année.

La révision du forfait devra être demandée par l'une des parties au moins six mois avant l'expiration de la période.

En cas de non accord entre les parties, il sera fait appel à l'arbitrage d'une commission composée de trois membres, dont l'un sera désigné par le ministre chargé de l'aéronautique civile, le deuxième par la compagnie intéressée et le troisième par le président de la section du contentieux du Conseil d'Etat. Chacune des parties aura le droit, après avoir pris connaissance de la décision de la commission, de dénoncer la convention au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception, cette dénonciation ne prenant effet qu'après un délai de trois mois.

Versements des subventions

Art. 13. — Les subventions forfaitaires relatives à des lignes en exploitation normale seront versées mensuellement, au prorata des services effectués dans le mois.

Obligations

Art. 14. — Toute opération d'emprunt par voie d'émission de bons ou d'obligations par les sociétés subventionnées en application de la présente loi, devra être autorisée par le ministre chargé de l'aéronautique civile et le ministre des finances.

Aucun de ces sociétés ne pourra avoir en circulation des obligations ou des bons pour un montant supérieur au triple de son capital social.

Bilans et pièces comptables

Art. 15. — Les bilans, comptes de profits et pertes et comptes d'exploitation des sociétés subventionnées seront d'un type uniforme, déterminé par arrêté du ministre chargé de l'aéronautique civile et du ministre des finances.

Contrôle

Art. 16. — Un décret fixera la composition et le mode de fonctionnement au ministère chargé de l'aéronautique civile d'une commission de contrôle dont ne pourront faire partie les administrateurs représentant l'Etat dans les sociétés subventionnées.

Cette commission établira chaque année un rapport sur le fonctionnement des sociétés subventionnées aux points de vue technique, commercial et financier; elle aura, en tout temps, le droit de prendre connaissance des pièces de comptabilité et de tous documents.

CHAPITRE III

Dispositions administratives

Entreprises annexes

Art. 17. — En dehors de l'entreprise pour laquelle elle est subventionnée, il est interdit à toute société subventionnée de prendre ou conserver un intérêt direct ou indirect en France,

dans les colonies, pays de protectorat ou sous mandat, dans toutes entreprises ou marchés relatifs à l'aviation.

Les sociétés subventionnées pourront, à l'effet exclusif d'assurer la bonne exécution du service concédé, et seulement avec l'autorisation du ministre chargé de l'aéronautique civile, prendre ou conserver un intérêt direct ou indirect dans les entreprises ou marchés annexes à leur activité.

Marchés avec les associés

Art. 18. — Le ministre chargé de l'aéronautique civile pourra exiger que le matériel employé par les entreprises subventionnées soit, jusqu'à concurrence de la moitié des cellules et de la moitié des moteurs, fourni par des constructeurs n'ayant avec ces sociétés aucune attache directe ou indirecte, notamment comme actionnaires.

Ce pourcentage sera estimé d'après les valeurs d'achat du matériel.

Délégués à la sécurité

Art. 19. — Le personnel volant et le personnel mécanicien de chaque société subventionnée désigneront chacun un délégué à la sécurité.

Ces délégués seront élus pour deux ans dans les conditions fixées par décret contresigné par le ministre chargé de l'aéronautique civile (1). Ils devront avoir toutes facilités pour l'accomplissement de leur mission et ne pourront être l'objet d'aucune sanction à propos de l'exercice de leur contrôle.

Leurs observations seront communiquées, d'une part, au ministre chargé de l'aéronautique civile, et, d'autre part, à la direction qui les transmettra avec son avis au conseil d'administration lors de sa plus proche réunion. La décision du conseil leur sera communiquée. Ils pourront demander à être entendus par celui-ci, qui ne pourra se refuser à leur audition.

Tout délégué peut, pour négligences, fautes ou abus dans l'exercice de ses fonctions ou à la suite d'une condamnation, être suspendu ou révoqué par arrêté du ministre.

(1) V. *suprà*, p. 158, *in fine*.

Statut du personnel

Art. 20. — Les compagnies subventionnées devront soumettre au ministre chargé de l'aéronautique civile le statut de leur personnel. Ce statut, ainsi que toute modification qui y serait apportée, ne seront valables qu'après approbation du ministre chargé de l'aéronautique civile.

Reprise du matériel et des installations mobilières et immobilières

Art. 21. — A l'expiration normale ou anticipée d'une convention, le ministre chargé de l'aéronautique civile aura le choix, soit de laisser le matériel et les installations mobilières et immobilières à la société, soit de les lui racheter, en totalité ou en partie, à un prix fixé à dire d'experts et au maximum égal au prix d'achat diminué de l'amortissement prévu au cahier des charges, soit de les faire racheter dans les mêmes conditions par le nouvel exploitant de la ligne.

Lorsqu'il s'agira de fixer le prix du matériel volant et de ses accessoires, la faculté d'appréciation des experts ne sera pas limitée.

Cautionnement

Art. 22. — Toute société subventionnée devra verser dans les caisses du Trésor, dans les vingt jours de l'approbation de la convention, le cautionnement fixé par ladite convention qui sera au moins égal au quarantième de la subvention annuelle.

Elle s'engagera à le compléter à la valeur fixée par la convention, dans le mois suivant tout prélèvement effectué par le ministre chargé de l'aéronautique civile.

Le cautionnement répond des répétitions à exercer contre l'entreprise, d'une part, dans les cas spécifiés au cahier des charges, d'autre part, à l'occasion de tout règlement de comptes avec l'Etat.

Sanctions

Art. 23. — L'inobservation des dispositions contenues dans la présente loi, dans la convention et dans le cahier des charges

communes, peut entraîner une des sanctions suivantes :

- 1° Avertissement ;
- 2° Pénalités pécuniaires prévues au cahier des charges ;
- 3° Résiliation de la convention ;
- 4° Résiliation de la convention avec indemnité, au profit de l'Etat, égale au montant du cautionnement.

Les deux premières sanctions seront prononcées par le ministre chargé de l'aéronautique civile seul ; les deux autres doivent faire l'objet d'un décret délibéré en Conseil d'Etat.

Déchéance

Art. 24. — Le ministre chargé de l'aéronautique civile peut résilier la convention, avec ou sans indemnité, dans les conditions prévues à l'article 23, si le pourcentage de régularité fixé par la convention n'est pas atteint durant deux semestres consécutifs, ou si l'entreprise interrompt son service sans cas de force majeure, pendant une durée supérieure à celle fixée par la convention.

Dans le cas où, pour quelque cause que ce soit, un administrateur serait désigné par le tribunal de commerce, le ministre pourra résilier la convention sans recourir à un décret délibéré en Conseil d'Etat.

En cas de faillite, de liquidation judiciaire ou amiable et dans tous les cas de dissolution de la société, la convention sera résiliée de plein droit. Le ministre chargé de l'aéronautique civile prendra toutes mesures utiles pour la continuation de l'exploitation du service public aérien et pourra invoquer à cet effet les droits que lui confèrent les articles 21 ou 23 de la présente loi.

Résiliation spéciale

Art. 25. — L'Etat, s'il estime préférable de faire exploiter la ligne par une organisation internationale, pourra résilier la convention dans des conditions qui seront fixées par une loi spéciale.

Incompatibilités

Art. 26. — Toute personne ayant été rétribuée d'une façon quelconque par une compagnie de navigation aérienne ne pourra, dans un délai de cinq ans, à courir du jour où elle aura

quitté ladite société, représenter l'Etat comme contrôleur ou comme membre du conseil d'administration de cette société.

Les dispositions du présent article n'ont pas d'effet rétroactif.

Les dispositions de l'article 175 du Code pénal, modifiées par la loi du 6 octobre 1919, article 10, seront applicables à tous les fonctionnaires ayant eu à participer au contrôle de l'entreprise et aux représentants de l'Etat au conseil d'administration de la compagnie.

CHAPITRE IV

Dispositions diverses

Publicité

Art. 27. — Toute société subventionnée devra indiquer dans ses statuts, sur ses prospectus d'émission, ses publications légales et ses titres, qu'elle est placée sous le régime de la présente loi.

L'inobservation de cette clause donnera lieu à l'application des dispositions de l'article 23.

Domaine d'application de la loi

Art. 28. — La présente loi est applicable à l'Algérie, aux colonies françaises, pays de protectorat ou territoires sous mandat français, en ce qui concerne l'exploitation des lignes aériennes reliant directement la métropole à ces divers territoires.

Dispositions transitoires

Art. 29. — Par mesure transitoire, la présente loi ne sera applicable aux sociétés subventionnées exploitant actuellement des lignes aériennes que dans les six mois qui suivront sa promulgation ou à l'expiration des contrats en cours pour celles qui sont titulaires de contrats passés en application de l'article 103 de la loi de finances du 31 juillet 1920.

Toutefois, les sociétés bénéficiaires de ces contrats de longue durée pourront, sur leur demande, être admises au bénéfice de la présente loi.

XIX

LOI DU 25 DÉCEMBRE 1932 AYANT POUR OBJET D'ÉTENDRE A L'AGRICULTURE LES DISPOSITIONS DE LA LOI DU 27 MARS 1907 CONCERNANT LES CONSEILS DE PRUD'HOMMES (1).

Notice par M. Eugène POURTIER,
arbitre-rapporteur au Tribunal de Commerce de la Seine.

La réforme accomplie par la loi des 25-27 décembre 1932 avait déjà été envisagée, rappelle M. Valeray, dans son intéressant commentaire, et cela il y a plus de vingt-cinq ans. M. Delpierre avait alors déposé un projet de création des conseils de prud'hommes agricoles le jour même de la promulgation de la loi du 7 mars 1907 sur les conseils de prud'hommes.

L'article 1^{er} de la loi procède, par modification de l'article 1^{er} du titre I^{er} du livre IV du Code du travail et de la prévoyance sociale, ajoutant le mot « agriculture » à l'énumération des professions dans lesquelles les différends qui peuvent s'élever à l'occasion du contrat de louage d'ouvrage entre les patrons et les employés, ouvriers et apprentis, doivent être soumis à la juridiction prud'homale.

A noter, avec M. Valeray, que les litiges entre patrons et apprentis agricoles qui, aux termes de la loi du 18 janvier 1929, devaient être soumis aux juges de paix le seront désormais aux nouveaux conseils de prud'hommes agricoles.

(1) *J. Off.* du 27 décembre 1932.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Sénat* : Transmiss. le 6 décembre 1910 (doc. ann. n° 378) ; rapport de M. Carrère du 9 juin 1925 (doc. ann. n° 289) ; avis de M. Henry Roy au nom de la Commission du commerce du 19 juin 1925 (doc. ann. n° 329) ; urgence, discuss., adopt. en première délibération et renvoi à la Commission de législation le 10 juillet 1925 (*J. Off.* du 11 décembre, p. 1483) ; avis de M. Emile Magnier au nom de la Commission de législation du 11 juin 1931 (doc. ann. n° 554) ; adoption le 26 juin 1931 (*J. Off.* du 27 décembre, p. 1146). — *Chambre* : Retour le 7 juin 1912 (doc. ann. n° 66) ; rapport de M. Lafaye du 22 novembre 1932 (doc. ann. n° 864) ; avis de M. Chaussy au nom de la Commission d'agriculture du 24 novembre 1932 (doc. ann. n° 901) ; adoption du 9 décembre 1932 sans débats (*J. Off.* du 10 décembre, p. 3504).

BIBLIOGRAPHIE. — Commentaire par M. Valeray dans le *Recueil général des lois, décrets et arrêtés* 1933, 1^{re} livraison, 1^{re} partie, p. 43 et suiv. (6, rue de Mézières, Paris).

L'article 2 prévoit l'établissement de ces conseils de prud'hommes par décrets rendus en la forme des règlements d'administration publique.

L'article 3 fixe les conditions dans lesquelles la création d'un conseil de prud'hommes agricole est de droit.

L'article 4 a trait à l'organisation intérieure du conseil de prud'hommes agricole : ressort du conseil, nombre de catégories des commerces, industries, exploitations agricoles soumis à la juridiction, nombre de conseillers le composant.

L'article 5, enfin, range parmi les électeurs agricoles « ceux qui sont déjà régulièrement inscrits sur les listes électorales des chambres d'agriculture dans les communes du ressort du conseil... »

Les électeurs ouvriers seront les ouvriers agricoles à la journée ou à gages.

Les électeurs employés seront les régisseurs et chefs de culture.

Quant aux électeurs patrons, leur énumération appelle deux remarques : parmi eux on voit figurer, d'une façon assez inattendue, les douaniers. Le législateur confère, par ailleurs, le droit de vote aux femmes chefs d'exploitation et aux femmes « qui, au cours de la dernière guerre, pendant l'absence de leur mari, père ou frère, ont dirigé leur exploitation agricole ».

Cette dernière disposition constitue un nouvel et bien légitime hommage à l'esprit d'initiative et à l'énergie dont ont fait preuve, pendant la guerre mondiale, les Françaises qui n'ont pas hésité à assumer la responsabilité, bien lourde parfois, de la direction d'une entreprise agricole pour remplacer un mari ou un fils mobilisé.

Article premier. — L'article 1^{er} du titre I^{er} du livre IV du code du travail et de la prévoyance sociale est modifié dans son premier alinéa de la manière suivante :

« Les conseils de prud'hommes sont institués pour terminer par voie de conciliation les différends qui peuvent s'élever à l'occasion du contrat de louage d'ouvrage dans le commerce, l'industrie et l'agriculture entre les patrons ou leurs représentants et les employés, ouvriers et apprentis de l'un et l'autre sexe qu'ils emploient. »

Art. 2. — L'article 2 du même titre, du même livre et du même code est ainsi modifié dans son premier alinéa :

« Les conseils de prud'hommes sont établis par décrets rendus

en la forme des règlements d'administration publique, sur la proposition du ministre de la Justice, du ministre du Travail et du ministre de l'Agriculture, après avis des chambres de commerce et des chambres consultatives des arts et manufactures, des chambres d'agriculture pour la section agricole et des conseils municipaux des communes intéressées, dans les villes où l'importance de l'industrie, du commerce ou de l'agriculture en démontre la nécessité. »

Art. 3. — L'article 3 du même livre et du même code est ainsi complété :

« La création d'un conseil de prud'hommes est de droit lorsqu'elle est demandée par le conseil municipal de la commune où il doit être établi, avec avis favorable des chambres de commerce et des chambres consultatives des arts et manufactures, des chambres d'agriculture pour la section agricole, du conseil général du département, du ou des conseils d'arrondissement du ressort indiqué et de la majorité des conseils municipaux des communes devant composer la circonscription projetée. »

Art. 4. — L'article 4 du même livre et du même code est ainsi complété dans son premier alinéa :

« Le décret d'institution détermine le ressort du conseil, le nombre des catégories dans lesquelles sont répartis les commerces, les industries et les opérations agricoles soumis à sa juridiction et le nombre des prud'hommes affectés à chaque catégorie, sans que le nombre total des membres du conseil puisse être impair ou inférieur à douze. Les ouvriers et les employés sont classés dans des catégories distinctes. »

Art. 5. — L'article 22 du chapitre 3 du titre I^{er} du livre IV du code du travail et de la prévoyance sociale est complété *in fine* de la manière suivante :

« Sont électeurs agricoles ceux qui sont déjà régulièrement inscrits sur les listes électorales des chambres d'agriculture dans les communes du ressort du conseil :

« 1^o Electeurs ouvriers : les ouvriers agricoles à la journée ou à gages ;

« 2° Electeurs employés : les régisseurs et les chefs de culture ;

« 3° Electeurs patrons : les propriétaires, usufruitiers, fermiers, métayers, colons partiaires, douaniers, anciens agriculteurs, les membres de la famille du chef d'exploitation travaillant avec lui, les femmes chefs d'exploitation, les femmes qui, au cours de la dernière guerre, pendant l'absence de leur mari, père ou frère, ont dirigé leur exploitation agricole. »

ALSACE ET LORRAINE.

Notice générale par M. René CAPITANT,

professeur à la Faculté de droit et des sciences politiques de Strasbourg.

L'année 1932 a vu se poursuivre, à un rythme modéré, l'assimilation de la législation locale alsacienne-lorraine à la législation générale française. Le législateur a ratifié l'introduction de la grande loi sanitaire de 1902 antérieurement réalisée par décret. Une autre loi a substitué le codex pharmaceutique français à la pharmacopée allemande. Un décret a supprimé les conditions spéciales dont bénéficiaient les candidats alsaciens et lorrains au concours d'admission des écoles d'arts et métiers. Le régime administratif de la journée de huit heures a été étendu par arrêtés à trois nouvelles industries. D'autre part, un grand nombre de lois votées par le Parlement se sont trouvées applicables aux trois départements recouvrés, soit de plein droit dans les matières déjà introduites, soit en vertu de dispositions spéciales, telles qu'on en trouve dans la loi de finances du 31 mars, la loi de crédits du 30 décembre ou la loi du 11 mars, modifiant le Code du Travail.

Le droit local, dans la mesure, encore très large, où il subsiste, a subi un certain nombre de réformes. La plus importante concerne les impôts communaux et départementaux ; nous la commentons ci-dessous. Le tarif des frais de justice a été remanié et complété. Diverses mesures ont été prises pour faciliter le recrutement des fonctionnaires dans les départements recouvrés : maintien de l'indemnité compensatrice, admission des candidats notaires dans la magistrature, bourses de voyage destinées à répandre la connaissance de l'allemand parmi les fonctionnaires des eaux et forêts. En ce qui concerne l'organisation administrative, il convient de signaler que le décret du 13 février, modifiant le règlement du Conseil d'Etat, a confié à la section de législation l'examen des affaires des trois départements, et que, par

ailleurs, deux décrets, intervenus lors des changements de ministères, ont successivement délégué au ministre du Travail et au sous-secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil, agissant l'un et l'autre au nom et sous l'autorité du Président du Conseil, les pouvoirs confiés par les textes en vigueur au Président du Conseil sur les affaires d'Alsace-Lorraine. Quelques textes sont intervenus enfin en matière d'assurances sociales, notamment un décret relatif au régime des retraites des ouvriers des établissements militaires.

I. — Droit public

Administration pénitentiaire. — Décret du 5 mars 1932 modifiant le statut du personnel des services extérieurs de l'administration pénitentiaire. (Dérogation pour les candidats nés en Alsace et Lorraine.) (*J. off.* du 12 mars, *B. off.*, p. 141) (1).

Décret du 13 août 1932 fixant les indemnités du personnel des services spéciaux des établissements pénitentiaires d'Alsace et Lorraine (*J. off.* du 30 août, *B. off.*, p. 349).

Allocation du combattant. — Décret du 13 février 1932 relatif au remboursement des frais de déplacement des membres de la commission d'études des demandes d'allocation du combattant des Alsaciens et Lorrains (*J. off.* du 27 février, *B. off.*, p. 122).

Architecture et beaux-arts. — Décret du 4 décembre 1932 portant transformation d'emploi dans l'administration centrale des beaux-arts à Strasbourg. (Inspecteur des bâtiments publics et expéditionnaire calculateur.) (*J. off.* du 16 décembre, *B. off.*, 1933, p. 1).

Cantonniers des pont et chaussées. — Décret du 18 janvier 1932 portant application des dispositions de la loi du 21 mars 1928 et des décrets des 15 décembre 1928, 23 mars 1930 et 11 septembre 1930 aux cantonniers des pont et chaussées dans les départements d'Alsace et Lorraine (*J. off.* du 21 janvier, *B. off.*, p. 99).

Chiffre d'affaires. — Loi du 25 mars 1932 portant modification au régime fiscal des spiritueux (art. 10 rendant les dispositions de cette loi applicables en Alsace et Lorraine) (*J. off.*, du 5 avril, *B. off.*, p. 177).

Loi du 7 avril 1932 transformant l'impôt sur le chiffre d'affaires en une taxe unique en ce qui concerne les huiles minérales

(1) *J. Off.* désigne le *Journal officiel*. *B. off.* désigne, sauf indication contraire, le *Bulletin officiel d'Alsace et de Lorraine* de 1932.

de pétroles brutes, raffinées ou lampantes, les essences de pétrole, les benzols, benzines, toluènes (art. 10, rendant des dispositions de cette loi applicables en Alsace et Lorraine) (*J. off.*, du 12 avril, *B. off.*, p. 216).

Loi du 7 avril 1932 transformant l'impôt sur le chiffre d'affaires en une taxe uique en ce qui concerne un certain nombre de corps gras (art. 8 rendant les dispositions de cette loi applicables en Alsace et Lorraine) (*J. off.* du 12 avril, *B. off.*, p. 217).

Arrêté du 28 juin 1932 modifiant la composition de la commission départementale de classement des établissements du Bas-Rhin (*J. off.* du 30 juin, *B. off.*, p. 305).

Arrêté du 16 novembre 1932 modifiant la composition d'une commission départementale de classement des établissements du Haut-Rhin (*J. off.* du 17 novembre, *B. off.*, p. 438).

Circonscriptions phytopathologiques. — Arrêté du 15 avril 1932 répartissant les établissements horticoles, viticoles et d'exportation à produits agricoles d'origine végétale entre les différentes circonscriptions phytopathologiques et désignant les inspecteurs délégués, délégués adjoints et contrôleurs pour l'année 1932 (*J. off.* du 10 juin, *B. off.*, p. 291).

Commune. — Arrêté du 5 mars 1932 relatif aux honoraires des experts pour les travaux communaux dans les départements d'Alsace et Lorraine (*J. off.*, du 10 mars, *B. off.*, p. 139).

Contributions indirectes. — Arrêté du 20 avril 1932 modifiant la composition de commissions départementales de classement des établissements (*J. off.*, du 21 avril, *B. off.*, p. 229).

Douanes. — Décret du 3 août 1932 relatif à l'importation de certains produits agricoles dans les zones frontalières (*J. off.*, du 12 août, *B. off.*, p. 342).

Arrêté du 10 août 1932 relatif à l'importation de certains produits agricoles de la zone frontalière allemande dans la zone frontalière française (*J. Off.* du 12 août, *B. off.*, p. 344).

Enseignement. — Décret du 24 mars 1932 fixant pour les candidats alsaciens et lorrains d'origine les conditions d'admission dans les écoles nationales d'arts et métiers (*J. off.* du 9 juin, *B. off.*, p. 262).

Arrêté du 15 avril 1932 relatif à l'enseignement des langues étrangères à l'Ecole nationale des Eaux et Forêts et aux modalités de recrutement des officiers forestiers pour le service d'Alsace et de Lorraine (Enseignement de la langue allemande) (*J. off.* du 16 avril, *B. off.*, p. 225).

Arrêté du 12 mai 1932 approuvant une délibération instituant une école pratique l'administration auprès de la faculté de droit

de l'Université de Strasbourg (*J. off.* du 26 mai, *B. off.*, p. 275).

Décret du 29 juillet 1932 instituant un emploi de médecin à l'Ecole nationale technique de Strasbourg (enseignement technique) (*J. off.* du 6 août, *B. off.*, p. 331).

Décret du 30 juillet 1932 allouant une indemnité à des professeurs de classes élémentaires de l'Académie de Strasbourg (*J. off.* du 5 août, *B. off.*, p. 333).

Décret du 25 août 1932 portant création d'une chaire d'hydrologie thérapeutique et de climatologie à la Faculté de médecine de l'Université de Strasbourg (*J. off.* du 3 septembre, *B. off.*, p. 355).

Arrêté du 20 septembre 1932 relatif à l'Ecole pratique des mines de Thionville (*J. off.* du 21 septembre, *B. off.*, p. 385).

Fonctionnaires. — Loi de crédits du 30 décembre 1932 (art. 15 relatif à la prorogation des dispositions légales concernant l'indemnité compensatrice accordée aux fonctionnaires, agents et employés de l'Etat servant en Alsace et Lorraine) (*J. off.* du 31 décembre, *B. off.*, 1933, p. 33).

Décret du 13 décembre 1932 fixant l'indemnité des inspecteurs de caisses en Alsace et Lorraine (*J. off.* du 22 décembre, *B. off.*, 1933, p. 5).

Impôts directs et taxes. — Décrets du 5 janvier 1932 fixant le tarif de la taxe de séjour dans les stations hydrominérales de Morsbronn-les-Bains et de Niederbronn-les-Bains (*J. off.* du 23 janvier, *B. off.*, p. 83).

Loi du 4 avril 1932 tendant à proroger, à titre exceptionnel, la date de mise en recouvrement des rôles de la contribution foncière et des impôts locaux de 1931 dans les départements d'Alsace et Lorraine (*J. off.* du 5 avril, *B. off.*, p. 191).

Loi du 9 avril 1932 portant modification des lois locales relatives à l'impôt sur les professions, à l'impôt sur les traitements et salaires et à l'impôt sur les capitaux dans les départements d'Alsace et de Lorraine (*J. off.* du 12 avril, *B. off.*, p. 193).

Arrêté du 2 août 1932 modifiant le barème des unités de la taxe pour frais de chambres de métiers perçue dans les départements d'Alsace et de Lorraine (*J. off.* du 3 août, *B. off.*, p. 340).

Décret du 26 octobre 1932 portant répartition du montant de la contribution forfaitaire annuelle versée par l'administration des chemins de fer d'Alsace et Lorraine au titre de l'impôt local sur les professions (*J. Off.* du 29 octobre, *B. off.*, p. 414).

Législation fiscale (application en Alsace et Lorraine). — Loi de finances au 31 mars 1932 (art. 46, al. 1^{er}, relatif à l'extension à l'Alsace et Lorraine des dispositions d'ordre fiscal contenues dans cette loi) (*J. off.* du 1^{er} avril, *B. off.*, p. 183).

Loi de finances du 31 mars 1932 (art. 46, al. 2, introduisant en Alsace et Lorraine l'art. 83 de la loi du 13 juillet 1925, art. 24 du décret du 15 octobre 1926 relatif à la taxe spéciale sur le chiffre d'affaires) (V. arrêt Conseil d'Etat, 20 mars 1931 ; Sirey, 1931, 3.65) (*J. off.* du 1^{er} avril, *B. off.*, p. 183).

Loi de crédits du 30 décembre 1932 (art. 8 relatif à l'extension à l'Alsace et Lorraine des dispositions d'ordre fiscal contenues dans la présente loi) (*J. off.* du 31 décembre, *B. off.*, 1933, p. 33).

Magistrats. — Loi du 1^{er} août 1932 tendant à faciliter le recrutement des magistrats du ressort de la Cour d'appel de Colmar (*J. off.* du 3 août, *B. off.*, p. 337).

Mines de potasse d'Alsace. — Décret du 12 janvier 1932 augmentant le nombre des membres du conseil provisoire des mines domaniales de potasse d'Alsace (*J. off.* du 14 janvier, *B. off.*, p. 95).

Décret du 14 avril 1932 relatif aux marchés de l'administration des mines domaniales de potasse d'Alsace (*J. off.* du 22 avril ; *B. off.*, p. 224).

Décrets du 10 novembre 1932 portant institution de concessions de mines de sel de potasse et de sels connexes dans le département du Haut-Rhin (*J. off.* du 23 novembre, *B. off.*, p. 429, 433).

Monts de piété. — Loi du 12 décembre 1932 portant ratification du décret du 7 juin 1925 déclarant applicable dans les départements d'Alsace et Lorraine les lois des 25 juillet 1891 et 10 juin 1916 relatives aux monts de piété (*J. off.* du 18 décembre, *B. off.*, 1933, p. 3).

Monuments historiques. — Arrêté du 12 mars 1932 portant classement de monuments historiques (*B. off.*, p. 261).

Monuments naturels. — Liste des sites et monuments de caractère artistique des départements d'Alsace et Lorraine classés en vertu de la loi du 21 avril 1906 (*B. off.*, EP32, p. 258).

Organisation administrative. — Décret du 13 février 1932 modifiant le décret du 2 août 1879 portant règlement du Conseil d'Etat (art. 3 relatif à l'examen par la section de législation du Conseil d'Etat des affaires d'Alsace et Lorraine ressortissant à la présidence du Conseil des Ministres) (*J. off.* du 19 février, *B. off.*, p. 118).

Décret du 3 mars 1932 déléguant au ministre du Travail et de la Prévoyance sociale les pouvoirs confiés au Président du Conseil des Ministres par le décret du 21 mars 1919, la loi du 17 octobre 1919 et la loi du 24 juillet 1925 (*J. off.* du 6 mars, *B. off.*, p. 136).

Décret du 7 juin 1932, portant délégation des pouvoirs confiés au Président du Conseil des Ministres par le décret du 21 mars 1919, la loi du 17 octobre 1919 et la loi du 24 juillet 1925 (*J. off.* du 9 juin, *B. off.*, p. 288).

Pharmacie. — Arrêté du 19 janvier 1932 portant fixation du tarif officiel des médicaments dans les départements d'Alsace et Lorraine à dater du 1^{er} janvier 1932 (*B. off.*, p. 103).

Loi du 2 décembre 1932 portant introduction dans les départements d'Alsace et Lorraine du Codex français (*J. off.* du 15 décembre, *B. off.*, p. 454).

Photographie aérienne. — Arrêté du 1^{er} février 1932 relatif aux zones interdites au survol et à la photographie aérienne (*J. off.*, du 11 février, *B. off.*, p. 115).

Places de guerre et servitudes militaires. — Loi du 16 février 1932 portant : 1^o déclassement d'ouvrages de fortification ; 2^o additions et modifications au tableau de classement des places de guerre et postes défensifs de la France (Ouvrages en Alsace et Lorraine) (*J. off.* du 23 février, *B. off.*, p. 125).

Décret du 7 avril 1932 relatif à la création d'un polygone exceptionnel dans la zone de servitudes du fort Maréchal Pétain (place de Strasbourg) (*J. off.* du 13 avril, *B. off.*, p. 218).

Décret du 13 décembre 1932 relatif à la réduction de la zone de servitudes de l'enceinte de Strasbourg (*J. off.* du 30 décembre, *B. off.*, 1933, p. 13).

Décret du 13 décembre 1932 portant classement dans la première série des places de guerre (*J. off.* du 13 janvier 1933, *B. off.*, 1933, p. 14).

Port autonome de Strasbourg. — Décret du 28 juillet 1932 concédant au port autonome de Strasbourg un entrepôt réel de sucre indigène (*J. off.* du 31 juillet, *B. off.*, p. 329).

Postes. — Décret du 26 mai 1932 relatif au classement des agences postales des départements d'Alsace et Lorraine et aux salaires des gérants (*J. off.*, du 18 juin, *B. off.*, p. 293).

Répression des fraudes. — Arrêté du 17 mars 1932 désignant les laboratoires agréés pour l'analyse des échantillons d'engrais, d'amendements de produits cupriques anticryptogamiques et d'aliments de bétail prélevés en vue de la répression des fraudes (*J. off.* du 19 mars, *B. off.*, p. 159).

Retraites. — Décret du 13 février complétant le décret du 19 mars 1931 relatif au régime des retraites des ouvriers des éta-

blissements militaires dans les départements d'Alsace et Lorraine (*J. off.* du 25 février, *B. off.*, p. 120).

Loi de finances du 31 mars 1932 (art. 103 rendant les dispositions des art. 96 à 103 applicables aux retraités, régis par la législation locale) (*J. off.* du 1^{er} avril, *B. off.*, p. 183).

Routes nationales. — Décrets des 19 février, 14 mai et 21 juillet portant classement de routes et chemins dans le réseau des routes nationales (Routes d'Alsace et Lorraine) (*J. off.* des 27 février, 24 mai et 22 juillet, *B. off.*, p. 131, 277 et 325).

Santé publique. — Loi du 2 décembre 1932 portant ratification du décret du 15 avril 1926 introduisant dans les départements d'Alsace et Lorraine la loi du 15 février 1902 relative à la protection de la santé publique (*J. off.* du 15 décembre, *B. off.*, p. 453).

Stations hydrominérales et climatiques. — Listes des stations hydrominérales et climatiques établies à la date du 1^{er} janvier 1933 (*J. off.* du 17 décembre 1932, *B. off.*, 1933, p. 20).

Tabacs. — Décret du 28 mai 1932 relatif au paiement des tabacs par les grossistes en tabacs d'Alsace et Lorraine (Obligations cautionnées) (*J. off.*, du 31 mai, *B. off.*, p. 283).

Vins. — Décret du 18 novembre 1932 fixant les caractères des vins propres à la consommation dans les départements d'Alsace et Lorraine (*J. off.* du 20 novembre, *B. off.*, p. 440).

II. — Droit privé

Amendes et frais de justice. — Loi du 16 mars 1932 accordant la remise des amendes et des frais de justice non encore acquittés, résultant de condamnations prononcées en matière pénale par les tribunaux allemands, avant le 11 novembre 1918, à l'égard de certains Alsaciens et Lorrains (*J. off.* du 27 mars, *B. off.*, p. 156).

Loi du 6 janvier 1932 portant modification de la législation des frais de justice en vigueur dans les départements d'Alsace et Lorraine (*J. off.* du 8 janvier, *B. off.*, p. 59).

Registre de commerce. — Arrêté du 30 mars 1932 relatif à la tenue du registre de commerce dans le ressort du tribunal de Thionville (*J. off.* du 31 mars, *B. off.*, p. 181).

III. — Législation économique et sociale

Assurances contre la grêle. — Loi de finances du 31 mars 1932 (art. 141 déclarant les dispositions des art. 129 à 140 de la même loi : Encouragement aux mutualités agricoles d'assurances contre la grêle et aux agriculteurs s'assurant contre la grêle, applicables en Alsace et Lorraine) (*J. off.* du 1^{er} avril, *B. off.*, p. 183).

Assurances sociales. — Décrets du 7 janvier 1932 relatif au versement rétroactif de cotisations des assurances sociales dans les départements d'Alsace et Lorraine (*J. off.* du 12 janvier, *B. off.*, p. 73).

Loi du 13 décembre 1932 portant ratification du décret du 8 juillet 1925 relatif au régime des prestations fixé par la loi du 20 décembre 1911 sur l'assurance des employés privés dans les départements d'Alsace et Lorraine (*J. off.* du 18 décembre, *B. off.*, 1933, p. 4).

Décret du 16 décembre 1932 fixant le statut et traitement des membres fonctionnaires du comité directeur de la caisse d'assurance des employés en cas d'invalidité, de vieillesse et de décès (services d'Alsace et Lorraine) (*J. off.* du 24 décembre, *B. off.*, 1933, p. 16).

Caisses d'épargne. — Loi du 30 janvier 1932 modifiant l'art. 6 de la loi du 22 juillet 1927 sur les caisses d'épargne (*J. off.* du 2 février, *B. off.*, p. 111).

Décret du 31 octobre 1932 fixant les taux limites de l'intérêt à servir par les caisses d'épargne à garantie communale à leurs déposants en 1933 en Alsace et Lorraine (*J. off.* du 16 novembre, *B. off.*, p. 423).

Décret du 31 octobre 1932 fixant le taux d'intérêt à servir par la Caisse des dépôts et consignations aux caisses d'épargne, en 1933, en Alsace et Lorraine (*J. off.* du 16 novembre, *B. off.*, p. 424).

Chambre des métiers. — Décision du 8 janvier 1932 portant approbation d'une modification au règlement d'apprentissage de la Chambre de métiers d'Alsace (*J. off.* du 8 janvier, *B. off.*, p. 94).

Décision du 22 avril 1932 du ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts relative à l'apprentissage dans les métiers du livre (Chambre de métiers d'Alsace) (*B. off.*, p. 230).

Règlement d'apprentissage du 22 avril 1932 de la Chambre de métiers de la Moselle (*B. off.*, p. 231).

Décision du 13 octobre 1932 approuvant la modification à l'article 1^{er} du règlement de l'examen de compagnon de la Chambre de métiers d'Alsace (*B. off.*, p. 404).

Code du travail. — Loi du 11 mars 1932 modifiant les titres III et V du livre I^{er} du Code du travail (Allocations familiales) et l'article 2101 du Code civil (art. 10 déclarant la présente loi applicable en Alsace et Lorraine) (*J. off.* du 12 mars, *B. off.*, p. 143).

Corporations. — Décret du 21 mai 1932 approuvant le transfert des entreprises de production et de distribution d'énergie électrique d'Alsace et Lorraine à la corporation des métaux et transports d'Alsace et Lorraine (*J. off.* du 29 mai, *B. off.*, p. 279).

Journée de huit heures. — Arrêté du 27 février 1932 étendant aux départements d'Alsace et Lorraine les dispositions du décret du 8 août 1928 (application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les verreries) (*J. off.* du 2 mars, *B. off.*, p. 134).

Arrêté du 14 juin 1932 relatif à l'application de la loi sur la journée de huit heures dans l'industrie des tabacs dans les départements d'Alsace et de Lorraine (*J. off.* du 16 juin, *B. off.*, p. 296).

Décret du 11 septembre 1932 portant règlement d'administration publique en vue de l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de la ville de Haguenau (*J. Off.* du 21 septembre, *B. off.*, p. 379).

Arrêté du 13 septembre 1932 rendant applicable dans les départements d'Alsace et Lorraine les dispositions du décret du 16 juillet 1929 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les fabriques de biscottes et produits de régime (*J. off.* du 16 septembre, *B. off.*, p. 381).

Décret du 29 septembre 1932 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition des heures de présence dans les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames de la ville de Saverne (*J. off.* du 5 octobre, *B. off.*, p. 393).

Arrêté du 1^{er} décembre 1932 relatif au régime de répartition hebdomadaire des heures de travail dans les manufactures de chaussures de la commune de Bischwiller (*J. off.* du 8 décembre, *B. off.*, p. 452).

Décret du 30 décembre 1932 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition des heures de présence dans les magasins et salons de coiffure de la ville de Strasbourg (*J. off.* du 8 janvier 1933, *B. off.*, 1933, p. 43).

Taureaux reproducteurs. — Décret et arrêté du 15 février modifiant le taux des indemnités allouées aux membres des commissions de révision des taureaux reproducteurs dans les départements d'Alsace et Lorraine (*J. off.* du 23 avril, *B. off.*, p. 203).

IV. — Loi du 9 avril 1932, portant modification des lois locales relatives à l'impôt sur les professions, à l'impôt sur les traitements et salaires et à l'impôt sur les capitaux dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.

Alors que le système des impôts d'Etat a été supprimé au lendemain du retour de l'Alsace-Lorraine à la France et remplacé par le système fiscal français, le régime des impôts départementaux et communaux a été maintenu. Le système français en cette matière était, dès cette époque, l'objet de trop vives critiques pour qu'on pût songer à l'étendre aux provinces recouvrées et l'unification fiscale fut ainsi retardée jusqu'à la réforme générale que l'on envisageait et dont on continue d'ailleurs de discuter sans la réaliser. Pour cette raison, les impôts perçus au profit des départements et des communes alsaciens-lorrains sont très différents des impôts locaux perçus dans le reste de la France. Les plus importants sont des impôts directs, se présentant sous forme de centimes additionnels aux anciens impôts d'Etat, subsistant à titre de principaux fictifs servant de base à l'établissement des impôts locaux. Ce sont notamment les cinq impôts suivants :

- l'impôt foncier sur la propriété non bâtie ;
- l'impôt sur les bâtiments ;
- l'impôt sur les professions ;
- l'impôt sur les capitaux ;
- l'impôt sur les traitements et salaires.

Ce système fiscal, qui donnait satisfaction avant la guerre, présente, depuis 1919, certains inconvénients graves qui ont posé devant l'opinion publique et le législateur la question de sa réforme. Le contribuable alsacien-lorrain se plaint de supporter une charge fiscale beaucoup plus lourde que le contribuable français de l'intérieur.

Que la charge soit plus lourde, c'est ce qui est certain ; mais la cause en réside moins dans le système fiscal que dans la politique des municipalités alsaciennes-lorraines, qui les porte à engager des dépenses beaucoup plus largement qu'ailleurs. Le remède, de ce point de vue, ne peut être cherché que dans une réduction de ces dépenses et un contrôle plus rigoureux exercé par l'autorité de tutelle.

Néanmoins, une étude récente à laquelle nous renvoyons (*Etude du système des impôts locaux en Alsace et Lorraine*, par Georges-Robert Mahl, docteur en droit, Strasbourg, 1933) tend à montrer que cet excédent de charge est moins important qu'on ne le pense généralement, et que la différence essentielle entre les impôts locaux en Alsace-Lorraine et dans le reste de la France est une

différence dans les modes de répartition de ces impôts. D'une part, en l'absence presque complète de taxes et notamment d'octroi, les impôts locaux sont presque exclusivement en Alsace-Lorraine des impôts directs, dont l'acquittement semble, on le sait, particulièrement lourd au contribuable. D'autre part, ces impôts se rapprochent des impôts d'Etat français : ils frappent les diverses catégories de revenus, ils ont un caractère progressif (ou dégressif) très net, ils atteignent souvent les mêmes catégories de contribuables, suivant des formules analogues, et leur poids vient ainsi s'ajouter lourdement à celui des contributions d'Etat. Enfin et surtout, l'importance respective des cinq contributions locales alsaciennes-lorraines, la proportion qui avait été prévue entre elles par le législateur allemand, a été profondément bouleversée par l'évolution économique et monétaire d'après guerre : alors que certains revenus ont bénéficié d'allègements considérables, d'autres ont été surchargés, en sorte que de profondes inégalités, de graves injustices se sont introduites dans un système qui avait été, à l'origine, soigneusement équilibré. La part de l'impôt sur les traitements et salaires dans le produit total des impôts recouvré est ainsi passée de 14,2 % en 1913 à 39,3 % en 1931. La part de l'impôt sur les professions a également augmenté, de 34,8 % à 41,4 %. La part des trois autres impôts a, au contraire, considérablement diminué. Ce sont donc les salariés qui supportent la part la plus lourde des impôts locaux en Alsace-Lorraine, et c'est pour eux que la comparaison avec le reste de la France se révèle le plus défavorable. Un traitement de 100.000 francs, à titre d'exemple, est cinq fois plus imposé à Metz qu'à Nancy (chiffres empruntés à Georges-Robert Mahl, *op. cit.*, p. 255, et p. 278). C'est sur ce point que la loi du 9 avril 1932 apporte une réforme.

Divers textes législatifs avaient déjà, avant celui-ci, apporté au système quelques réformes partielles : Loi du 22 décembre 1925 abaissant de 25 % le taux de l'impôt pour les petits salaires ; Loi du 24 juillet 1930, réalisant des modifications de détail aux modalités d'assiette des impôts sur les professions, les capitaux et les salaires ; Loi du 24 juillet 1930 encore (autre loi de la même date que la précédente) réalisant un nouvel abaissement du taux de l'impôt sur les salaires pour les petits contribuables ; Loi du 4 avril 1932, art. 2, enfin, antérieure de cinq jours seulement à celle que nous commentons, et permettant l'exemption de l'impôt sur les traitements et salaires en cas de chômage involontaire.

La loi du 9 avril 1932 envisage le problème plus largement et tente de rétablir l'équilibre rompu au moyen d'une refonte des barèmes des principaux fictifs.

Elle est issue du rapport de la « commission d'étude des questions fiscales concernant les départements d'Alsace et de Lorraine », instituée par arrêté du garde des Sceaux du 27 février

1924, et appelée couramment commission Colson, du nom de son président. Ce rapport, en date du 7 janvier 1929 (troisième et dernier rapport de la commission), d'une part, proposait un allègement des trois impôts sur les professions, les capitaux et les salaires (en substituant au système de la progression globale le système de la progression par tranche et en remaniant les barèmes) et, d'autre part, apportait aux communes des ressources compensatrices en relevant le taux de l'impôt sur la propriété non bâtie, en modifiant au profit des grandes villes la répartition des fonds communs des boissons et du chiffre d'affaires et en rehaussant la contribution forfaitaire imposée aux chemins de fer d'Alsace et de Lorraine en représentation de l'impôt sur les professions dont ils sont dispensés.

Adopté par le gouvernement, ce rapport devint le projet de loi du 11 décembre 1929. Mais, sur le rapport de M. Nominé, au nom de la commission d'Alsace-Lorraine, il subit à la Chambre des députés de profondes modifications. La Chambre, en effet, refusant d'élever le taux de la contribution foncière ou de modifier la répartition des fonds communs au détriment des communes rurales, rejeta les mesures par lesquelles la commission Colson estimait compenser dans les budgets communaux les déficits provenant des allègements envisagés. Seul le relèvement de la contribution des chemins de fer d'Alsace-Lorraine (de 250.000 francs à 3.000.000 de francs) fut voté. Il avait d'ailleurs fait l'objet d'un projet de loi spécial, en date du 17 janvier 1930, qui est devenu la loi du 6 juillet 1931. La Chambre des députés, dans ces conditions, fut amenée à faire peser sur les moyennes et grandes entreprises (de productivité supérieure à 37.000 francs) la charge des dégrèvements qu'elle accordait par ailleurs aux salariés, aux rentiers et aux petits entrepreneurs. La réforme, ainsi conçue, souleva de vives protestations des Chambres de commerce des trois départements recouvrés. Le Sénat en tint compte dans une certaine mesure et, sur le rapport de M. Henry Chéron, au nom de la commission des finances, sans revenir au projet du gouvernement, s'efforça tout au moins d'atténuer les mesures votées par la Chambre, rendant plus rapide la progression de l'impôt sur les capitaux, limitant à 4 % au lieu de 4,5 % le taux maximum de l'impôt sur les professions, atténuant légèrement les dégrèvements pour les traitements inférieurs à 75.000 francs.

Quelques chiffres (cf. Georges-Robert Mahl, *op. cit.*, p. 255) montreront la portée de la loi. La part de l'impôt sur les traitements et salaires dans le produit total des impôts passe de 39,3 à 29,3 et celle de l'impôt sur le capital de 6,4 à 5,5, cependant que la part de l'impôt sur les professions passe de 41 à 51 %. Des changements notables dans l'importance respective des différents impôts se produisent donc, mais le nouvel équilibre qui

tend ainsi à s'établir est encore très éloigné de celui qui régnait en 1913. D'autre part, la réforme a produit des effets différents suivant les communes ; les unes ont pu maintenir ou diminuer le chiffre de leurs centimes ; d'autres ont dû l'augmenter. La loi est donc encore très imparfaite. Elle ne peut avoir qu'un caractère provisoire et laisse subsister entièrement la nécessité d'une réforme générale des impositions locales en France, applicable dans les départements alsaciens-lorrains comme dans les autres départements. Celle-ci pourra d'ailleurs s'inspirer sur bien des points, malgré les inconvénients que nous avons signalés, du système fiscal en vigueur dans les départements recouvrés.

La loi du 9 avril 1932, outre la réforme que nous venons d'analyser, comporte encore des dispositions diverses, qu'il nous suffira de signaler.

Une série d'articles, tout d'abord, (art. 3, 9, 10, 12) se bornent à traduire en francs des chiffres en marks figurant dans les lois allemandes et à les adapter au niveau actuel des prix. De même, les art. 2 et 5 n'ont d'autre objet que de substituer dans le texte les noms des collectivités publiques françaises à ceux des collectivités publiques allemandes.

L'art. 1^{er} vise les allocations de toute nature attribuées aux administrateurs, gérants et membres de conseils de surveillance de sociétés et les assujettit, suivant les cas, soit à l'impôt sur les traitements, soit à l'impôt sur les capitaux.

L'art. 6 exempte de l'impôt sur les traitements et salaires les indemnités et prestations de maladies, rentes d'accidents, d'invalidité et de vieillesse versées en vertu des lois d'assurances sociales, les pensions servies en vertu de la loi du 31 mars 1919, ainsi que les allocations aux familles nombreuses (sursalaire familial, allocations familiales) et les allocations versées aux titulaires de la carte du combattant en vertu de l'article 197 de la loi du 16 avril 1930.

L'art. 8 décide que l'assiette de l'impôt sur les traitements et salaires a lieu annuellement, conformément à la législation française relative à l'établissement et à la mise en recouvrement des rôles, mais prévoit l'établissement de rôles partiels pour les étrangers séjournant en France pour y gagner leur vie.

Enfin l'art. 13 donne aux préfets des trois départements le droit de réviser d'office le nombre des centimes additionnels communaux antérieurement autorisés, en tenant compte de la nouvelle valeur des centimes résultant de la présente loi.

Il est bon de signaler, pour terminer, l'arrêté du 2 août 1932, modifiant le barème des unités de la taxe pour frais de chambre des métiers, afin de la mettre en accord avec le nouveau barème de l'impôt sur les professions.

Article premier. — Il est introduit entre le premier et le deuxième alinéa de l'article 2 de la loi du 13 juillet 1901 relative à l'impôt sur les traitements et salaires, complétée par l'article 2 de la loi du 24 janvier 1930, un nouvel alinéa ainsi conçu :

« Les allocations de toute nature attribuées aux administrateurs des sociétés anonymes de droit français ou aux membres des conseils de surveillance des sociétés par actions de droit local sont soumises soit à l'impôt sur les traitements et salaires suivant les dispositions établies par les articles 17 de la loi du 29 avril 1926 et 4 de la loi du 19 décembre de la même année.

« Dans les sociétés à responsabilité limitée, les rémunérations des gérants qui, par application de l'article 4 de la loi du 30 décembre 1928, sont réintégrées dans le bénéfice commercial de la société, sont également comprises dans les bases de l'impôt sur les professions dû par la société et ne sont pas soumises à l'impôt sur les traitements et salaires entre les mains des bénéficiaires. »

Art. 2. — L'article 3 de la loi du 8 juin 1896 relative à l'impôt sur les professions est abrogé et remplacé par le texte suivant :

« Sont exempts de l'impôt :

« 1° L'Etat, les départements et les communes, en ce qui concerne leurs régies et entreprises d'utilité générale et publique qui ne visent pas principalement à la réalisation d'un bénéfice ;

« 2° Les unions d'organismes publics de crédit ainsi que les établissements publics d'assurances. »

Art. 3. — Dans les paragraphes 2 et 3 du premier alinéa de l'article 5 de la loi du 8 juin 1896, relative à l'impôt sur les professions, complété par l'article 3 de la loi du 24 janvier 1930, les chiffres de 50.000 marks et 600 francs sont remplacés respectivement par ceux de 300.000 francs et 1.501 francs.

Art. 4. — L'article 7 et le tarif annexé de la loi du 8 juin 1896 relative à l'impôt sur les professions, complété par l'article 3 de la loi du 24 janvier 1930, sont abrogés et remplacés par le texte suivant :

« L'impôt est perçu sur la base de la productivité moyenne et suivant les taux résultant du barème ci-après :

CLASSES	PRODUCTIVITÉ	PRODUCTIVITÉ moyenne de la classe	TAUX d'imposition	PRINCIPAL fictif correspon- dant
		francs	p. 100	fr. c.
1	De 4.501 à 3.000	2.250	0,50	41 25
2	3.001 à 4.200	3.600	0,70	25 20
3	4.201 à 5.400	4.800	0,90	43 20
4	5.401 à 6.600	6.000	1	60 »
5	6.601 à 8.000	7.300	1,10	80 30
6	8.001 à 10.000	9.000	1,20	108 »
7	10.001 à 12.000	11.000	1,30	143 »
8	12.001 à 15.000	13.500	1,40	189 »
9	15.001 à 18.000	16.500	1,50	247 50
10	18.001 à 21.000	19.500	1,60	312 »
11	21.001 à 24.000	22.500	1,70	382 50
12	24.001 à 27.000	25.500	1,80	459 »
13	27.001 à 30.000	28.500	1,85	527 25
14	30.001 à 33.000	31.500	1,90	598 50
15	33.001 à 36.000	34.500	1,95	672 75
16	36.001 à 39.000	37.500	2	750 »
17	39.001 à 42.000	40.500	2,05	830 25
18	42.001 à 45.000	43.500	2,10	913 50
19	45.001 à 48.000	46.500	2,15	999 75
20	48.001 à 52.000	50.000	2,20	1.400 »
21	52.001 à 56.000	54.000	2,30	1.242 »
22	56.001 à 60.000	58.000	2,40	1.392 »
23	60.001 à 64.000	62.000	2,50	1.550 »
24	64.001 à 68.000	66.000	2,60	1.716 »
25	68.001 à 72.000	70.000	2,70	1.890 »
26	72.001 à 78.000	75.000	2,80	2.400 »
27	78.001 à 84.000	81.000	2,90	2.349 »
28	84.001 à 90.000	87.000	3	2.610 »
29	90.001 à 96.000	93.000	3,10	2.883 »
30	96.001 à 102.000	99.000	3,20	3.468 »
31	102.001 à 108.000	105.000	3,30	3.465 »
32	108.001 à 114.000	111.000	3,40	3.774 »
33	114.001 à 120.000	117.000	3,50	4.095 »
34	120.001 à 130.000	125.000	3,60	4.500 »
35	130.001 à 140.000	135.000	3,70	4.995 »
36	140.001 à 150.000	145.000	3,80	5.510 »
37	150.001 à 165.000	157.500	3,90	6.442 50
38	165.001 à 180.000	172.500	4	6.900 »
39	180.001 à 195.000	187.500	4	7.500 »
40	195.001 à 210.000	202.500	4	8.400 »
41	210.001 à 240.000	225.000	4	9.000 »
Etc., par classes de 30.000 francs			4	

« Les abattements pour charges de famille institués par la loi du 22 décembre 1925 et modifiés par l'article 5 de la loi du 24 janvier 1930, sont applicables, avant toute taxation, à la productivité moyenne de la classe, pour les contribuables exploitant isolément et dont la productivité ne dépasse pas celle pré-

vue à la onzième classe du barème. En cas de cumul d'une profession salariée et d'une profession industrielle ou commerciale, les abattements ne peuvent être appliqués qu'une seule fois.

« Le bénéfice des abattements est étendu aux productivités qui, tout en étant supérieures à ceux de la onzième classe du barème ne les dépassent que d'un montant égal ou inférieur à la différence entre l'impôt qui serait dû d'après cette classe et celui de la classe inférieure.

« Les dispositions de l'article 9 de la loi du 13 juillet 1901, relative à l'impôt sur les traitements et salaires, sont applicables aux contribuables passibles de l'impôt sur les professions, à condition qu'ils exploitent seuls, que la productivité de leur exploitation ne dépasse pas 10.000 francs et que l'ensemble de leurs revenus de toute nature ne soit pas supérieur à 20.000 francs. »

Art. 5. — Dans l'article 12 de la loi du 8 juin 1896 relative à l'impôt sur les professions, les mots : « dans d'autres Etats de l'empire », sont remplacés par ceux de : « dans d'autres départements. »

Art. 6. — L'article 4 de la loi du 13 juillet 1901, relative à l'impôt sur les traitements et salaires, modifié par l'article 2 de la loi du 24 janvier 1930, est à nouveau modifié comme suit, compte tenu des dispositions de l'article unique de la loi du 22 décembre 1925 :

« Sont exempts de l'impôt sur les traitements et salaires :

« 1° Les traitements et salaires dont le montant est inférieur à 1.501 francs et ceux dont le montant, joint à d'autres sources de revenu, ne dépasse pas la somme de 4,200 francs par an.
.....

« 3° Les indemnités et prestations de maladies, rentes d'accidents, d'invalidité et de vieillesse versées en vertu des lois d'assurances sociales, les pensions servies en vertu de la loi du 31 mars 1919 ainsi que les allocations aux amfilles nombreuses (sursalaire familial, allocations familiales) et les allocations versées aux titulaires de la carte du combattant en vertu de l'article 197 de la loi du 16 avril 1930. »
.....

Art. 7. — L'article 3, premier alinéa, et le tarif annexé à la loi du 13 juillet 1901, complété par la loi du 24 janvier 1930, sont abrogés et remplacés par le texte suivant :

« L'impôt est perçu sur la base du revenu moyen et suivant les taux résultant du barème ci-après :

CLASSES	REVENU	REVENU moyen de la classe	TAUX d'imposition	PRINCIPAL fictif correspon- dant
		francs	p. 100	fr. c.
1	De 4.501 à 3.000	2.250	0,10	2 25
2	3.001 à 4.200	3.600	0,20	7 20
3	4.201 à 5.400	4.800	0,30	14 40
4	5.401 à 6.600	6.000	0,40	24 »
5	6.601 à 8.000	7.300	0,50	36 50
6	8.001 à 10.000	9.000	0,60	54 »
7	10.001 à 12.000	11.000	0,70	77 »
8	12.001 à 15.000	13.500	0,90	121 50
9	15.001 à 18.000	16.500	1,10	181 50
10	18.001 à 21.000	19.500	1,20	234 »
11	21.001 à 24.000	22.500	1,35	303 75
12	24.001 à 27.000	25.500	1,50	382 50
13	27.001 à 30.000	28.500	1,60	456 »
14	30.001 à 33.000	31.500	1,70	535 50
15	33.001 à 36.000	34.500	1,80	621 »
16	36.001 à 39.000	37.500	1,875	703 »
17	39.001 à 42.000	40.500	1,95	789 75
18	42.001 à 45.000	43.500	2,05	894 75
19	45.001 à 48.000	46.500	2,15	999 75
20	48.001 à 52.000	50.000	2,25	1.125 »
21	52.001 à 56.000	54.000	2,375	1.282 50
22	56.001 à 60.000	58.000	2,5	1.450 »
23	60.001 à 64.000	62.000	2,625	1.627 50
24	64.001 à 68.000	66.000	2,75	1.815 »
25	68.001 à 72.000	70.000	2,875	2.012 50
26	72.001 à 78.000	75.000	3	2.250 »
27	78.001 à 84.000	81.000	3,15	2.551 50
28	84.001 à 90.000	87.000	3,3	2.871 »
29	90.001 à 96.000	93.000	3,4	3.162 »
30	96.001 à 102.000	99.000	3,5	3.465 »
31	102.001 à 108.000	105.000	3,575	3.753 75
32	108.001 à 114.000	111.000	3,675	4.079 25
33	114.001 à 120.000	117.000	3,725	4.358 25
34	120.001 à 130.000	125.000	3,8	4.750 »
35	130.001 à 140.000	135.000	3,875	5.231 25
36	140.001 à 150.000	145.000	3,95	5.727 50
37	150.001 à 165.000	157.500	4,05	6.378 75
38	165.001 à 180.000	172.500	4,15	7.158 75
39	180.001 à 195.000	187.500	4,25	7.968 75
40	195.001 à 210.000	202.500	4,35	8.808 75
41	210.001 à 240.000	225.000	4,45	10.042 50
42	240.001 à 270.000	255.000	4,55	11.602 50
43	270.001 à 300.000	285.000	4,65	13.252 50
44	300.001 à 330.000	315.000	4,7	14.805 »
45	330.001 à 360.000	345.000	4,75	16.387 50
46	360.001 à 390.000	375.000	4,8	18.000 »
47	390.001 à 420.000	405.000	4,85	19.642 50
48	420.001 à 450.000	435.000	4,9	21.315 »
49	450.001 à 480.000	465.000	4,95	23.017 50
50	480.001 à 510.000	495.000	5	24.750 »
Etc. par classes de 30.000 francs			5	

Art. 8. — Le premier alinéa de l'article 12 de la loi du 13 juillet 1901, modifié par la loi du 24 juillet 1907 et par l'arrêté du commissaire général de la République du 5 mai 1919, est remplacé par les dispositions ci-après :

« L'assiette de l'impôt a lieu annuellement, conformément à la législation française relative à l'établissement et à la mise en recouvrement des rôles. Toutefois, en ce qui concerne les contribuables étrangers qui séjournent en France pour y gagner leur vie, les contrôleurs des contributions directes établiront en temps utiles des rôles partiels comprenant les éléments instables. Les cotisations comprises dans ces rôles seront exigibles en totalité immédiatement après leur mise en recouvrement. »

Art. 9. — Dans le texte de l'article 13 de la loi du 13 juillet 1901 relative à l'impôt sur les traitements et salaires, le chiffre de 45.000 francs est substitué à celui de 3.000 marks.

Art. 10. — Dans le texte du dernier alinéa de l'article 5 de la loi du 13 juillet 1901 relative à l'impôt sur les capitaux, le chiffre de 1.800 francs est substitué à celui de 300 marks.

Art. 11. — Le premier alinéa de l'article 9 de la loi du 13 juillet 1901 relative à l'impôt sur les capitaux est abrogé et remplacé par le texte suivant :

« L'impôt est perçu sur la base du revenu moyen et suivant les taux résultant du barème ci-après :

CLASSES	REVENU	REVENU moyen de la classe	TAUX d'imposition	PRINCIPAL fictif correspon- dant
		francs	p. 100	fr. c.
1	De 600 à 1.200	900	0,75	6 75
2	1.201 à 1.800	1.500	1,05	15 75
3	1.801 à 2.400	2.100	1,2	25 20
4	2.401 à 3.600	3.000	1,5	45 »
5	3.601 à 4.800	4.200	1,9	79 80
6	4.801 à 6.000	5.400	2,2	118 80
7	6.001 à 8.000	7.000	2,45	171 50
8	8.001 à 10.000	9.000	2,75	247 50
9	10.001 à 12.000	11.000	3	330 »
10	12.001 à 15.000	13.500	3,2	432 »

CLASSES	REVENU	REVENU moyen de la classe	TAUX d'imposition	PRINCIPAL fictif correspon- dant
		francs	p. 100	fr. c.
11	De 15.001 à 18.000	16.500	3,35	552 75
12	18.001 à 21.000	19.500	3,45	672 75
13	21.001 à 24.000	22.500	3,55	798 75
14	24.001 à 27.000	25.500	3,65	930 75
15	27.001 à 30.000	28.500	3,725	1.061 65
16	30.001 à 33.000	31.500	3,8	1.197 »
17	33.001 à 36.000	34.500	3,85	1.328 25
18	36.001 à 39.000	37.500	3,9	1.462 50
19	39.001 à 42.000	40.500	3,95	1.599 75
20	42.001 à 45.000	43.500	4	1.740 »
21	45.001 à 48.000	46.500	4,05	1.883 25
22	48.001 à 52.000	50.000	4,125	2.062 50
23	52.001 à 56.000	54.000	4,2	2.268 »
24	56.001 à 60.000	58.000	4,275	2.479 50
25	60.001 à 64.000	62.000	4,325	2.681 50
26	64.001 à 68.000	66.000	4,375	2.887 50
27	68.001 à 72.000	70.000	4,425	3.097 50
28	72.001 à 78.000	75.000	4,475	3.356 25
29	78.001 à 84.000	81.000	4,525	3.665 25
30	84.001 à 90.000	87.000	4,575	3.980 25
31	90.001 à 96.000	93.000	4,6	4.278 »
32	96.001 à 102.000	99.000	4,625	4.578 75
33	102.001 à 108.000	105.000	4,675	4.908 75
34	108.001 à 114.000	111.000	4,7	5.217 »
35	114.001 à 120.000	117.000	4,75	5.557 50
36	120.001 à 130.000	125.000	4,8	6.000 »
37	130.001 à 140.000	135.000	4,9	6.615 »
38	140.001 à 150.000	145.000	5	7.250 »
39	150.001 à 180.000	165.000	5,1	8.415 »
40	180.001 à 210.000	195.000	5,2	10.140 »
41	210.001 à 240.000	225.000	5,3	11.925 »
42	240.001 à 270.000	255.000	5,4	13.770 »
43	270.001 à 300.000	285.000	5,5	15.675 »
44	300.001 à 330.000	315.000	5,6	17.640 »
Etc., par classes de 30.000 francs			5,6	

Art. 12. — Dans le texte de l'article 15 de la loi du 13 juillet 1901, relative à l'impôt sur les capitaux, le chiffre de 18.000 francs est substitué à celui de 3.000 marks.

Art. 13. — A partir de la promulgation de la présente loi, les préfets des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle reviseront d'office le nombre des centimes additionnels communaux autorisés antérieurement pour l'équilibre des budgets de l'exercice 1932, pour les réduire ou augmenter, le cas échéant, conformément à la nouvelle valeur des centimes addi-

tionnels qui résultera des modifications provoquées par la présente loi, ou de toute autre circonstance intervenue antérieurement à sa promulgation.

Art. 14. — L'article 7 de la loi du 8 juin 1896, modifié par l'article 4 de la présente loi, l'article 6 de la loi du 13 juillet 1901, relative à l'impôt sur les traitements et salaires, modifié par l'article 7 de la présente loi et l'article 9 de la loi du 13 juillet 1901, relative à l'impôt sur les capitaux, modifié par l'article 11 de la présente loi, seront reproduits *in extenso* sur les avertissements d'impôts distribués annuellement aux contribuables.

Art. 15. — Les dispositions de la présente loi sont applicables à partir du 1^{er} janvier 1932.

A titre exceptionnel, la date extrême de mise en recouvrement des rôles de la contribution foncière, ainsi que des taxes accessoires, y compris la taxe des biens de mainmorte, et des impôts locaux sur les capitaux, sur les professions et sur les traitements et salaires établis au titre de l'année 1932 dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, est reportée au 31 mars 1933.

V. — Loi de finances du 31 mars 1932, art. 46, al. 2, introduisant en Alsace et Lorraine l'art 83 de la loi du 13 juillet 1925 (art. 24 des lois codifiées par le décret du 15 octobre 1926) relatif à la taxe spéciale sur le chiffre d'affaires.

La taxe spéciale sur le chiffre d'affaires instituée par l'art. 14 de la loi du 31 juillet 1917 frappait exclusivement à l'origine les entreprises ayant pour objet la vente en détail de denrées et de marchandises. Mais l'art. 83 de la loi de finances du 13 juillet 1925 a plus tard étendu cet impôt aux établissements de banque ou de crédit, ainsi qu'aux entreprises d'assurances, d'épargne ou de capitalisation.

Alors que le premier de ces textes avait été expressément introduit en Alsace-Lorraine par la loi du 31 mars 1923, le second n'avait fait, jusqu'en 1932, l'objet d'aucune mesure d'introduction. Néanmoins, l'administration, considérant qu'il s'agissait d'une simple modification à un impôt introduit, avait assujéti les banques des départements recouverts à la taxe sur le chiffre d'affaires, et le tribunal administratif d'Alsace et de Lorraine,

saisi de deux réclamations par la Banque d'Alsace et de Lorraine et le Comptoir d'Escompte de Mulhouse, avait fait droit à l'administration par deux arrêtés en date du 31 janvier 1929.

Le Conseil d'Etat, saisi de l'affaire, n'a pas admis ce point de vue. Par arrêt du 20 mars 1931 (S. 1931, 3, 65), rendu sur les conclusions de M. le commissaire du gouvernement Chasserat, il a annulé les deux arrêtés du tribunal administratif. Sans nier le principe général sur lequel s'était appuyé le tribunal, et aux termes duquel l'introduction d'une loi française emporte introduction de toutes les modifications ultérieures de cette loi, il a déclaré qu'il n'est pas applicable en matière financière. En effet, le règlement d'administration publique du 27 avril 1920, qui rend applicables de plein droit aux trois départements les *modifications de tarifs* aux impôts introduits, doit être entendu de façon restrictive, comme excluant l'application de plein droit des autres modifications, et notamment d'une extension telle que celle qui a été apportée par la loi de 1925 à la taxe sur le chiffre d'affaires.

L'art. 46, al. 2, de la loi de finances du 31 mars 1932 est une conséquence directe de cette jurisprudence du Conseil d'Etat. Il étend expressément aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle les dispositions de l'art. 83 de la loi du 13 juillet 1925, que l'administration y avait, à tort, appliquées de plein droit.

VI. — Loi du 1^{er} août 1932 tendant à faciliter le recrutement des magistrats du ressort de la Cour d'appel de Colmar

Le recrutement des magistrats, et spécialement des juges cantonaux dans les départements recouvrés, se heurtait, ces dernières années, à des difficultés particulières, du fait de l'obligation de connaître l'allemand et, si possible, le dialecte local. Seuls les candidats aux fonctions judiciaires originaires des départements recouvrés remplissaient ces conditions et leur nombre était trop restreint. La loi du 1^{er} août 1932 remédie à cet état de choses par des mesures qui ont pour but d'augmenter le nombre des candidats alsaciens ou lorrains et de diminuer le nombre des postes à pourvoir dans le ressort de la Cour d'appel de Colmar.

Article premier. — A titre exceptionnel et pendant dix ans, les licenciés en droit, candidats aux fonctions notariales, ayant terminé leur stage et en ayant accompli au moins la moitié dans une étude de notaire du ressort de la cour d'appel de Colmar, auront accès aux fonctions judiciaires, lorsqu'ils au-

ront subi avec succès un examen spécial d'entrée dans la magistrature, dont les modalités seront déterminées par décret.

Art. 2. — Les candidats aux fonctions judiciaires qui se prévaudront de l'article précédent devront débiter comme magistrat dans le ressort de la Cour d'appel de Colmar. Ils pourront ultérieurement recevoir de l'avancement même dans d'autres ressorts.

Art. 3. — Les attachés stagiaires du ressort de la Cour d'appel de Colmar pourront être affectés par les chefs de cette cour au service des tribunaux cantonaux. Le stage ainsi accompli est assimilé, pour permettre de subir l'examen d'entrée dans la magistrature, à un stage de même durée dans un parquet d'un tribunal de première classe.

Art. 4. — Les juges du livre foncier du ressort de la Cour d'appel de Colmar, nommés conformément à l'arrêté du commissaire général de la République du 2 juillet 1919, peuvent, en cas de besoin, être délégués par le premier président pour exercer, pendant des périodes n'excédant pas deux mois, toutes les fonctions de juge cantonal.

Deux ans après leur nomination comme juge du livre foncier, ils peuvent, sur la proposition du premier président, être nommés juges cantonaux, en conservant le bénéfice de la classe qu'ils avaient comme juges du livre foncier, à la condition d'être titulaires du diplôme de licencié en droit.

Art. 5. — Après avis des chefs de la Cour d'appel de Colmar, des décrets, rendus en conseil d'Etat dans les cinq années de la promulgation de la présente loi, procéderont, dans la limite de la moitié des tribunaux cantonaux, à la réunion sous la juridiction d'un seul magistrat, de deux ou de trois tribunaux cantonaux limitrophes.

Chacun des tribunaux cantonaux rattachés conserve ses juges suppléants et ses greffiers. Le juge cantonal s'y rendra au moins une fois par semaine ; il recevra pour ses déplacements des indemnités fixées par décret.

Lorsque les tribunaux cantonaux rattachés appartiendront aux ressorts de tribunaux de première instance différents, chaque tribunal de première instance continuera à connaître en appel des décisions rendues aux sièges des tribunaux cantonaux situés dans son ressort.

Art. 6. — Les articles 3 et 4 de la loi du 16 juillet 1930 sur l'organisation des tribunaux de première instance sont mis en vigueur dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

VII. — Loi du 6 janvier 1932 portant modification de la législation des frais de justice, en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

Les frais de justice perçus dans les trois départements sont calculés et recouvrés d'après une loi allemande d'Empire du 18 juin 1878 (remaniée le 20 mai 1898) et une loi alsacienne-lorraine du 6 décembre 1899.

La loi du 6 janvier 1932 apporte à ces textes des modifications qui ont pour effet, d'abord d'adapter les tarifs à la valeur actuelle de la monnaie, puis de déterminer une taxation applicable aux procédures nouvelles introduites par les lois françaises, enfin de réformer dans l'intérêt du Trésor les règles relatives à la récupération des frais de signification d'office (art. 10 et 26), l'avance des frais par les parties demanderesse (art. 11) et le recouvrement rapide des droits exigibles (art. 32 et 33). D'autre part, elle institue (art. 29) une surtaxe de 5 % au profit des départements, à qui incombent, dans les départements recouvrés, l'entretien, le chauffage et les menus frais des tribunaux (Loi du 10 août 1871, art. 61, § 6).

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS RELATIVES A LA LOI LOCALE DU 18 JUIN 1878

Article premier. — La loi locale du 18 juin 1878 relative aux frais de justice — rédaction du 20 mai 1898, modifiée par les lois des 1^{er} juin 1909, 22 mai 1910 et 8 novembre 1916 — est modifiée de la manière suivante :

« Art. 5. — Le délai prévu par ce texte comme expirant à la fin de l'année n'expirera qu'à la fin de l'année suivante.

« Art. 7, § 1^{er}. — Le droit minimum est fixé à 1 franc.

« Art. 8, § 2. — Le droit entier s'élève pour les objets d'une valeur :

« Jusqu'à 100 francs, à 5 francs ;

« 2° De plus de 100 francs à 200 francs inclus, à 10 francs ;

« 3° De plus de 200 francs à 450 francs inclus, à 20 francs ;

« 4° De plus de 450 francs à 750 francs inclus, à 30 francs ;

« 5° De plus de 750 francs à 1.000 francs inclus, à 40 francs ;

« 6° De plus de 1.000 francs à 1.500 francs inclus, à 50 fr. ;

« 7° De plus de 1.500 francs à 2.500 francs inclus, à 60 fr. ;

« 8° De plus de 2.500 francs à 4.000 francs inclus, à 80 fr. ;

« 9° De plus de 4.000 francs à 7.000 francs inclus, à 110 fr. ;

« 10° De plus de 7.000 francs à 10.000 francs inclus, à 160 fr.

« Au delà de 10.000 francs et jusqu'à 1 million de francs inclus, les droits s'accroissent de 40 francs par échelon de 5.000 francs ; au delà de 1 million de francs jusqu'à 10 millions de francs inclusivement, de 30 francs par échelon de 5.000 fr. ; et au delà de 10 millions de francs, de 20 francs par échelon de 5.000 francs.

« Art. 10, § 1^{er}. — Pour les demandes dont l'objet n'a pas trait à des intérêts patrimoniaux, la valeur de l'objet du litige est, en principe, fixée à 10.000 francs. Exceptionnellement, le tribunal pourra la réduire ou l'augmenter sans pouvoir descendre au-dessous de 500 francs, ni dépasser 200.000 francs.

« Art. 62. — Il sera perçu pour la procédure en première instance :

« En cas d'une amende ou d'une peine privative de liberté :

« 1° De 1 à 20 francs, ou de un à dix jours inclusivement, 10 francs ;

« 2° De 20 à 30 francs, ou de dix à quinze jours inclusivement, 20 francs ;

« 3° De 30 à 60 francs, ou de quinze jours à quatre semaines inclusivement, 40 francs ;

« 4° De 60 à 150 francs, ou de quatre semaines à six semaines inclusivement, 60 francs ;

« 5° De 150 à 300 francs, ou de six semaines à trois mois inclusivement, 100 francs ;

« 6° De 300 à 500 francs, ou de trois mois à six mois inclusivement, 140 francs ;

« 7° De 500 à 1.000 francs, ou de six mois à un an inclusivement, 180 francs ;

« 8° De 1.000 à 1.500 francs, ou de un an à deux ans inclusivement, 240 francs ;

« 9° De 1.500 à 3.000 francs, ou de deux ans à trois ans inclusivement, 300 francs ;

« 10° De 3.000 francs, ou de trois ans jusqu'à dix ans inclusivement, 400 francs ;

« 11° En cas de peine plus élevée, 700 francs.

« Si la dégradation civique a été prononcée comme seule peine principale, le droit est de 500 francs.

« Si une peine privative de liberté et une amende ont été prononcées par un même jugement, le droit à percevoir sera déterminé par la peine comportant le droit le plus élevé.

« Art. 68. — Le droit de 1 mark est porté à 3 francs.

« Art. 80. — Les droits d'écriture seront de 1 franc par page.

« Art. 80 b. — Le minimum du forfait est fixé à 0 fr. 50, le maximum à 150 francs.

« Dans le cas du paragraphe 2 de cet article, le total des forfaits est fixé à 1 fr. 50 au minimum et à 250 francs au maximum. »

Art. 2. — Le débat ayant pour objet une tierce opposition ou un appel en garantie est assimilé à une instance distincte donnant lieu à la perception des droits prévus à l'article 18 de la loi du 18 juin 1878.

Art. 3. — En matière de divorce, il sera perçu :

1° Pour l'ordonnance du président édictant des mesures provisoires ou des mesures conservatoires (art. 236, 238 et 242 du code civil), le droit de l'article 35 (3) de la loi du 18 juin 1878 ;

2° Pour les mesures provisoires ordonnées par le tribunal, les droits prévus par l'article 26 (9) de la loi du 18 juin 1878, sans préjudice des dispositions de l'article 28 de ladite loi ;

3° Pour le jugement de conversion de la séparation de corps

en divorce (art. 310 du code civil), y compris la procédure, 6/10 du droit de l'article 8 de la loi du 18 juin 1878 ;

4° Pour le jugement postérieur rendu par application de l'article 311 du code civil, 3/10 du droit de l'article 8 susvisé.

Art. 4. — Seront perçus les droits de l'article 26 de la loi du 18 juin 1878 :

1° Pour l'action en nullité d'une délibération du conseil de famille (art. 440, 448, § 3, 449, 507 du code civil, art. 883, 884 du code de procédure civile) et pour l'action en homologation d'une délibération (art. 887 du code de procédure civile), ainsi que pour l'opposition prévue par l'article 888 du code de procédure civile ;

2° Pour l'action tendant au bénéfice de cession de biens (article 1265 et suivants du code civil, art. 898 et suivants du code de procédure civile) ;

3° Pour la procédure du référé : les droits prévus pour la décision en principal seront perçus s'ils sont inférieurs aux droits prévus par le présent article.

Art. 5. — En matière d'interdiction ou de nomination de conseil judiciaire, il sera perçu les 3/10 des droits prévus par les articles 18, 20 et 22 de la loi du 18 juin 1878.

Art. 6. — En matière de faillite, il sera perçu :

1° Les droits prévus par l'article 51, n° 1, de la loi du 18 juin 1878 pour l'ensemble de la procédure, si la faillite aboutit à l'union ou au concordat par abandon d'actif ;

2° Les droits prévus par l'article 51, n° 2, pour l'ensemble de la procédure, s'il y a concordat simple ;

3° Les droits prévus par l'article 54 en cas d'opposition de créanciers à la répartition (art. 503 du code de commerce) ;

4° Les droits prévus par l'article 57 en cas d'appel, en cas de recours contre les décisions du juge cantonal et dans le cas de l'opposition prévue par l'article 580 du code de commerce ;

5° Les droits prévus par l'article 58, à titre de droits supplémentaires en cas de réouverture de la faillite après annulation ou résolution du concordat (art. 520 et suivants du code de commerce).

La clôture pour insuffisance d'actif et la reprise des opérations (art. 527, 528 du code de commerce) ne donnent pas lieu à la perception de droits supplémentaires.

Art. 7. — Pour la procédure de liquidation judiciaire (loi du 4 mars 1889), il sera perçu :

1° Les droits prévus par l'article 51, n° 1, de la loi du 18 juin 1878 pour l'ensemble de la procédure, s'il y a concordat par abandon d'actif ou liquidation de l'actif ;

2° Le droit prévu par l'article 51, n° 2, de la loi susvisée pour l'ensemble de la procédure, s'il y a concordat simple ;

3° Lorsqu'une liquidation judiciaire est convertie en faillite, les droits prévus par l'article 6 de la présente loi seront seuls perçus.

Art. 8. — En cas de rejet d'une demande en déclaration de faillite ou de liquidation judiciaire ou en conversion d'une liquidation judiciaire en faillite, les droits prévus par l'article 53 de la loi du 18 juin 1878 seront dus.

Pour la procédure de réhabilitation (art. 604 et suivants du code de commerce), aucun droit ne sera perçu.

Art. 9. — Les droits dus en vertu des articles 6 à 8 de la présente loi seront liquidés par le greffier du tribunal cantonal saisi de la procédure, même si certains actes donnant lieu à la perception des droits émanent du tribunal de première instance.

Art. 10. — L'article 80 a) de la loi du 18 juin 1878 est abrogé.

Dans l'article 40 de ladite loi, les mots « à moins que la signification ne soit faite d'office » sont supprimés.

Art. 11. — Dans tous les cas où le tribunal n'a pas fait application de l'article 379 du code local de procédure civile, le greffier, sauf décision contraire du tribunal, est tenu, avant la citation des témoins ou experts, de faire déposer une avance, par application de l'article 84 de la loi du 18 juin 1878. Si le demandeur principal ou intervenant est un étranger, le greffier exige l'avance prévue par l'article 85 de la même loi, en se con-

formant notamment au dernier alinéa de cet article, et éventuellement l'avance qui pourrait être ordonnée par application des articles 166 et 167 du code français de procédure civile.

Dans la procédure de faillite ou de liquidation judiciaire, l'avance du double droit prévu à l'article 51, n° 1, et l'avance prévue à l'article 84, alinéa 1^{er}, de la loi du 18 juin 1878, sont à effectuer par le créancier demandeur.

Tant qu'il n'est pas justifié du versement des avances visées au présent article, ainsi qu'à l'article 18 de la loi du 18 juin 1878, le tribunal surseoit à la fixation de l'audience et à tout autre acte de procédure, à moins qu'il n'estime ce retard susceptible de causer à l'intéressé un préjudice considérable ou que l'intéressé n'ait été admis au bénéfice de l'assistance judiciaire.

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES A LA LOI DU 6 DÉCEMBRE 1899

Art. 12. — La loi du 6 décembre 1899 relative aux frais de justice, modifiée par la loi du 8 juin 1903 et les lois subséquentes, est modifiée de la manière suivante :

« Art. 10, § 1^{er}. — Le droit minimum est fixé à 1 franc, sauf disposition contraire.

« Art. 11, § 5. — Pour les affaires n'ayant pas trait à des intérêts patrimoniaux, la valeur de l'objet est en principe de 10.000 francs. Exceptionnellement, le tribunal peut la réduire ou l'augmenter, sans pouvoir descendre au-dessous de 500 fr., ni dépasser 200.000 francs.

« Art. 17. — Le délai prévu par ce texte comme expirant à la fin de l'année n'expirera qu'à la fin de l'année suivante.

« Art. 18. — Le délai de quatre ans prévu par ce texte est porté à trente ans.

« Art. 24, § 1^{er}. — Le droit de 10 pfennigs est porté à 0 fr. 25 par 500 francs.

« Art. 33. — Dans les affaires de succession, et sauf disposition contraire, le droit entier s'élève pour des objets d'une valeur :

- « 1° Jusqu'à 100 francs, à 1 franc ;
- « 2° De plus de 100 francs à 300 francs inclus, à 2 francs ;
- « 3° De plus de 300 francs à 600 francs inclus, à 3 fr. 50 ;
- « 4° De plus de 600 francs à 1.000 francs inclus, à 5 francs ;
- « 5° De plus de 1.000 francs à 1.500 francs inclus, à 6 fr. 50 ;
- « 6° De plus de 1.500 francs à 2.200 francs inclus, à 8 francs ;
- « 7° De plus de 2.200 francs à 3.000 francs inclus, à 10 fr. ;
- « 8° De plus de 3.000 francs à 4.000 francs inclus, à 12 fr. 50 ;
- « 9° De plus de 4.000 francs à 5.000 francs inclus, à 15 fr. ;
- « 10° De plus de 5.000 francs à 6.000 fr. inclus, à 17 fr. 50 ;
- « 11° De plus de 6.000 francs à 7.000 francs inclus, à 20 fr. ;
- « 12° De plus de 7.000 francs à 8.000 fr. inclus, à 22 fr. 50 ;
- « 13° De plus de 8.000 francs à 10.000 fr. inclus, à 25 fr. ;
- « 14° De plus de 10.000 fr. à 12.000 fr. inclus, à 27 fr. 50 ;
- « 15° De plus de 12.000 fr. à 15.000 fr. inclus, à 30 francs ;
- « 16° De plus de 15.000 fr. à 20.000 fr. inclus, à 35 francs ;
- « 17° De plus de 20.000 fr. à 25.000 fr. inclus, à 45 francs ;
- « 18° De plus de 25.000 fr. à 30.000 fr. inclus, à 55 francs ;
- « 19° De plus de 30.000 fr. à 35.000 fr. inclus, à 65 francs ;
- « 20° De plus de 35.000 fr. à 40.000 fr. inclus, à 75 francs ;
- « 21° De plus de 40.000 fr. à 45.000 fr. inclus, à 85 francs ;
- « 22° De plus de 45.000 fr. à 50.000 fr. inclus, à 95 francs.

« Au delà de 50.000 francs, les droits s'élèvent à 10 francs par échelon de 10.000 francs.

« Art. 58. — Le droit de 5 marks est porté à 20 francs, le droit de 2 marks à 10 francs, le droit de 20 marks à 80 francs.

« Art. 59, alinéa 3. — Le droit de 30 pfennigs est porté à 1 franc par 500 francs.

« Art. 61, § 1^{er}. — Il sera perçu un droit de 10 francs pour toute inscription au registre matrimonial.

« Art. 62. — Le droit de 50 pfennigs est porté à 2 francs, le droit de 1 mark à 4 francs.

« Art. 63. — Dans les affaires concernant le livre foncier, le droit entier est fixé, sauf disposition contraire :

« Pour une valeur ne dépassant pas 500 francs, à 3 francs ;

« Pour une valeur de plus de 500 francs à 1.000 francs inclus, à 4 francs ;

« Pour une valeur de plus de 1.000 francs à 2.000 francs inclus, à 8 francs ;

« Pour une valeur de plus de 2.000 francs à 3.000 francs inclus, à 12 francs ;

« Pour une valeur de plus de 3.000 francs à 5.000 francs inclus, à 16 francs ;

« Pour une valeur de plus de 5.000 francs à 10.000 francs inclus, à 20 francs ;

« Pour une valeur de plus de 10.000 francs à 50.000 francs inclus, à 40 francs ;

« Au delà de 50.000 francs, le droit s'augmente de 40 francs par échelon de 50.000 francs.

« Art. 65. — Le droit de 10 pfennigs par 100 marks ou fraction de 100 marks est porté à 0 fr. 30 par 100 francs ou fractions de 100 francs.

« Art. 68, § 2. — Le maximum des droits est porté à 20 fr. et 5 francs.

« Art. 74. — Le droit pour la consultation du livre foncier et des annexes est de 5 francs ; le droit supplémentaire est également de 5 francs.

« Art. 75. — Le droit est de 5 francs.

« Art. 76, § 2. — Le droit est porté à 5 francs.

« Art. 78, § 2. — Le droit maximum est de 5 francs.

« Art. 94. — Le droit de 2 marks est porté à 5 francs.

« Art. 95. — Le droit est de 1 franc.

« Art. 98. — Le droit maximum est de 15 francs.

« Art. 99. — Le droit maximum est de 25 francs.

« Art. 101. — Le droit de 50 pfennigs est porté à 2 francs.

« Art. 102, § 1^{er}. — Le droit minimum est de 3 francs, le droit maximum de 50 francs.

« Art. 102, § 2. — Le maximum des droits est de 15 francs et de 50 francs.

« Art. 104. — Le droit est de 3 francs au minimum et de 50 francs au maximum.

« Art. 107. — Le droit de 20 pfennings est porté à 1 franc. »

Art. 13. — Pour la décision statuant sur une demande en nomination d'un curateur à une succession vacante (art. 812 du code civil), il sera perçu le droit prévu par l'article 35 de la loi du 6 décembre 1899.

Art. 14. — Pour la procédure de partage et de vente judiciaire d'immeubles, seront perçus les droits de l'article 43 de la loi du 6 décembre 1899.

Art. 15. — En matière d'homologation ou de révocation d'adoption (art. 362 à 366 et 370 du code civil), il sera perçu le droit entier de l'article 8 de la loi du 18 juin 1878.

En instance d'appel, ce droit est augmenté d'un quart.

Art. 16. — Pour la procédure de déclaration d'absence (articles 115 à 119 du code civil), il sera perçu le droit entier de l'article 8 de la loi du 18 juin 1878.

Ce droit est réduit aux 5/10 s'il n'y a pas eu d'enquête.

Art. 17. — Seront perçus les 4/10 des droits de l'article 8 de la loi du 18 juin 1878 pour les procédures suivantes :

1° Nomination d'un administrateur ou commission d'un notaire dans les cas des articles 112, 113 du code civil ;

2° Envoi en possession par jugement du tribunal (art. 120, 129, 724, 770 du code civil) ;

3° Mainlevée d'opposition au mariage (article 177 du code civil) ;

4° Déchéance ou retrait de la puissance paternelle, y compris les mesures provisoires (loi du 24 juillet 1889) ;

5° Autorisation de créanciers à accepter la succession du chef de leur débiteur (art. 788 du code civil).

Le même droit est perçu pour tout jugement du tribunal statuant en chambre du conseil, rendu en vertu des lois françaises introduites ou des deux lois d'introduction du 1^{er} juin 1924, non tarifé par les lois sur les frais de justice, ni par la présente loi et pour lequel ni lesdites lois, ni les lois françaises sur l'enregistrement et le timbre ne prévoient d'exception de droits.

Si dans les procédures visées par le présent article il y a eu débat contradictoire au sens de l'article 19 de la loi du 18 juin 1878, il sera perçu, au lieu des 4/10, le droit entier de l'article 8 de la loi du 18 juin 1878.

En cas de rejet d'une demande, sans débat contradictoire préalable, le tribunal peut réduire le droit de 1/10 du droit de l'article 8 de la loi susvisée.

Art. 18. — Seront perçus les 3/10 du droit de l'article 8 de la loi du 18 juin 1878 :

1° Pour le jugement statuant sur une enquête en retrait de l'administration légale des parents (art. 389, § 9 du code civil) ;

2° Pour l'autorisation en justice d'aliéner ou d'échanger un immeuble dotal, y compris la nomination d'experts (art. 1558, 1559 du code civil) ;

3° Pour l'autorisation à la femme d'assigner son mari en séparation de biens (art. 865 du code de procédure civile), et, d'une manière générale, pour toute ordonnance rendue sur requête réglant les rapports entre époux, sans préjudice, toutefois, des dispositions des articles 3 et 20 de la présente loi.

Art. 19. — Seront perçus les 2/10 du droit de l'article 8 de la loi du 18 juin 1878 :

1° Pour la nomination d'un administrateur *ad hoc* dans les cas de l'article 389, paragraphe 4, du code civil ;

2° Pour l'homologation d'une délibération de conseil de famille quand il n'y a pas contradiction, ou pour l'autorisation délivrée au tuteur, relative à l'administration des biens des mineurs dans les cas prévus par la loi ;

3° Pour l'homologation d'une transaction dans le cas de l'article 467 du code civil ;

4° Pour la nomination d'un administrateur provisoire dans les conditions de l'article 32 de la loi du 30 juin 1838 et pour la nomination d'un curateur (art. 38 de ladite loi) ou commission d'un notaire (art. 36);

5° Pour les jugements rendus en vertu des articles 2 et 7 de la loi du 13 juillet 1907 relative au libre salaire de la femme mariée et à la contribution des époux aux charges du ménage ;

6° Pour l'ensemble des attributions du tribunal cantonal en matière de purge des privilèges et hypothèques (art. 2181 et suivants du code civil, loi du 1^{er} juin 1924).

Art. 20. — Le droit prévu par l'article précédent sera perçu :

1° Pour l'ordre d'arrestation par mesure de correction paternelle (art. 377, 382, § 1^{er}, du code civil) et pour l'ordonnance prise par application du paragraphe 2 de l'article 382 du code civil ;

2° Pour l'ordonnance d'envoi en possession et pour l'ordonnance de dépôt de testament olographe (art. 1007 et 1008 du code civil) ;

3° Pour chaque ordonnance rendue en vertu de l'article 106 du code de commerce ;

4° En général pour toute ordonnance rendue sur requête en vertu des lois françaises introduites ou des lois d'introduction du 1^{er} juin 1924, non tarifée par les lois sur les frais de justice ni par la présente loi et pour laquelle ni lesdites lois, ni les lois françaises sur l'enregistrement et les droits de timbre ne prévoient l'exemption de droits.

Art. 21. — Les dispositions de la loi du 6 décembre 1899 relatives aux inscriptions et radiations d'hypothèques s'appliquent aux inscriptions et radiations de privilèges.

Art. 22. — L'inscription de l'hypothèque légale de la femme mariée, des mineurs et interdits et l'inscription de l'hypothèque sur les biens de l'administration provisoire (art. 34 de la loi du 30 juin 1838) sont dispensées du droit de l'article 63 de la loi du 6 décembre 1899. Il ne sera perçu que le droit de 30 centimes par 100 francs prévu par l'article 65 de ladite loi.

Les frais de l'inscription de l'hypothèque de la femme mariée sont à la charge du propriétaire de l'immeuble grevé.

Pour l'inscription de la prénotation prévue par l'article 30 du décret du 18 novembre 1924 relatif à la tenue du livre foncier dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, le droit perçu par application de l'article 66 de la loi du 6 décembre 1899 ne pourra pas dépasser 50 francs.

Art. 23. — Sont exempts de droits :

1° Le jugement constatant une légitimation (art. 331, § 3, du code civil) ;

2° L'ordonnance transférant la puissance paternelle dans le cas de l'article 383, § 2, du code civil ;

3° Les jugements et ordonnances relatifs à l'organisation et à la surveillance de la tutelle des enfants naturels (art. 389, § 13 du code civil).

Art. 24. — Les articles 97, 98 et 99 de la loi du 6 décembre 1899 s'appliquent aux droits prévus par le titre II de la présente loi.

Art. 25. — Les dispositions de l'article 102 de la loi du 6 décembre 1899 sont applicables aux appels contre les jugements visés dans le présent titre.

Art. 26. — L'article 108, § 1^{er}, de la loi du 6 décembre 1899 est abrogé.

Art. 27. — Les actes et opérations ne comportant ni jugement, ni ordonnance, mais émanant des tribunaux ou des greffiers en vertu des lois et règlements français introduits dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle sont soumis à la formalité et aux droits de l'enregistrement et du timbre, selon les règles de la loi française.

Le greffier percevra, dans ces cas, pour le compte de l'Etat, les émoluments prévus par les tarifs français.

TITRE II

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 28. — Les décimes prévus par la loi du 22 mars 1924 et la loi du 6 mai 1918 sont compris dans les droits perçus en vertu des lois du 18 juin 1878, du 6 décembre 1899 et de la présente loi.

Art. 29. — En couverture partielle des menus frais des tribunaux, une surtaxe de 5 p. 100 est perçue sur les frais de justice de toute nature, au profit du département dans le ressort duquel est situé le greffe chargé de la liquidation de ces frais. Le recouvrement de cette surtaxe se fait simultanément avec le principal de ces frais.

La présente disposition ne s'applique pas aux frais liquidés par le greffe de la cour d'appel.

Un arrêté ministériel fixera les modalités de son application.

Art. 30. — Les références faites par les lois des 18 juin 1876 et 6 décembre 1899 à des articles du code civil allemand ou du code local de procédure civile abrogés sont interprétées comme visant les articles correspondants des lois françaises mises en vigueur dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

Les déterminations en marks sont remplacées par des déterminations en francs au taux de 1 fr. 25 par mark. Les expressions « allemand » et « Empire » sont remplacées par « français » et « Etat français ».

Le tout sans préjudice des dispositions de la présente loi.

Art. 31. — Les taux prévus à la présente loi s'appliqueront à toutes les instances introduites par acte extrajudicataire après sa promulgation, même comme instances accessoires à une instance principale déjà pendante.

Les instances introduites antérieurement continueront à être régies par les anciens tarifs.

Toutefois, à l'expiration d'un délai de trois ans à partir du

jour de la promulgation de la présente loi, les tarifs nouveaux seront uniformément appliqués à toutes les instances pendantes à ce moment, quelle que soit la date de leur introduction.

Art. 32. — Les greffiers sont tenus de taxer les frais immédiatement après leur exigibilité (art. 93 et suivants de la loi du 18 juin 1878, art. 6 de la loi du 6 décembre 1899) et de les communiquer au service de recouvrement dans un délai de deux mois à dater de l'exigibilité.

Art. 33. — En conformité de l'article 2 de la loi du 18 juin 1878, les états liquidatifs pour frais de déplacement des magistrats et greffiers sont à établir sur papier libre et restent affranchis de tout droit.

Art. 34. — L'alinéa 1^{er} de l'article 96 de la loi du 31 décembre 1921 portant fixation du budget général de l'exercice 1922 est applicable dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

Les droits de plaidoirie prévus dans cet article pourront être affectés aux œuvres de prévoyance jusqu'à concurrence du taux fixé par le décret du 13 juin 1922. Cette affectation ne concernera que les droits perçus dans les affaires plaidées devant le tribunal de première instance et devant la cour d'appel ; elle ne concernera pas les affaires plaidées devant le tribunal cantonal.

Un décret revêtu du contreseing du ministre des Finances fixera pour les trois départements le mode de recouvrement desdits droits de plaidoirie.

VIII. — Loi du 25 mars 1932 accordant la remise des amendes et des frais de justice non encore acquittés, résultant de condamnations prononcées en matière pénale par les tribunaux allemands, avant le 11 novembre 1918, à l'égard de certains Alsaciens et Lorrains.

Article unique. — Il est fait remise des amendes et frais de justice non encore acquittés, résultant de condamnations prononcées en matière pénale par les tribunaux allemands avant le

11 novembre 1918, lorsque ces condamnations auront été prononcées, soit à l'égard d'Alsaciens et de Lorrains ayant servi dans les rangs de l'armée française pendant la guerre de 1914-1918 ou qui étaient domiciliés en France avant le 11 novembre 1918, soit à l'égard d'Alsaciens ou de Lorrains inculpés, entre le 1^{er} août 1914 et le 11 novembre 1918, d'infractions aux lois et règlements allemands sur le ravitaillement et sur les réquisitions.

ALGÉRIE.

TEXTES LÉGISLATIFS ET RÉGLEMENTAIRES PROMULGUÉS PENDANT L'ANNÉE 1932

par M. V. BERGER-VACHON

Professeur du Droit criminel à la Faculté de droit d'Alger

I. — DROIT PUBLIC ET ADMINISTRATIF

Administration. — 15 février 1932. — Arrêté du gouverneur général portant création d'une classe exceptionnelle en faveur des commis principaux d'ordre et de comptabilité de l'Administration départementale (*J. O. A.*, 4 mars 1932) (1).

16 février 1932. — Arrêté du gouverneur général fixant les conditions d'accès à la classe exceptionnelle des commis principaux d'ordre et de comptabilité de l'Administration départementale (*J. O. A.*, 4 mars 1932).

16 février 1932. — Arrêté du gouverneur général portant modification de l'article 18 du règlement du 30 mars 1909 sur le personnel de l'Administration départementale (*J. O. A.*, 4 mars 1932).

16 février 1932. — Arrêté du gouverneur général portant modification de l'article 5 de l'arrêté du 30 décembre 1909 portant règlement général sur le personnel des administrateurs et administrateurs-adjoints de commune mixte (*J. O. A.*, 11 mars 1932).

9 mars 1932. — Arrêté du gouverneur général portant transformation du titre des Khodjas de sous-préfecture (*J. O. A.*, 8 avril 1932).

10 mars 1932. — Arrêté du gouverneur général modifiant les dispositions de l'arrêté du 31 janvier 1925 modifiant lui-même l'article 17 du règlement du 30 mars 1909 sur le personnel de l'Administration départementale (*J. O. A.*, 8 avril 1932).

(1) *J. O. A.* : *Journal Officiel de l'Algérie.*

17 mars 1932. — Arrêté du gouverneur général modifiant l'article 3 de l'arrêté du 30 mars 1909 portant réorganisation de l'Administration centrale du Gouvernement général de l'Algérie (*J. O. A.*, 1^{er} avril 1932).

15 avril 1932. — Décret tendant à rendre applicable à l'Algérie les dispositions du décret du 10 février 1929 portant règlement d'administration publique pour la répartition du travail des détenus dans les maisons centrales et les prisons départementales (*J. O. A.*, 18 avril 1932).

21 mai 1932. — Arrêté du gouverneur général relatif à l'examen professionnel imposé aux stagiaires des contributions diverses (*J. O. A.*, 17 juin 1932).

24 mai 1932. — Décret habilitant les agents des contributions diverses à exercer en Algérie les opérations de contrôle du commerce des blés (*J. O.*, 28 mai 1932) (1).

31 mai 1932. — Décret fixant l'indemnité annuelle de certains agents des contributions diverses en Algérie (*J. O.*, 3 juin 1932).

22 juillet 1932. — Arrêté du gouverneur général complétant l'article 1^{er} de l'arrêté du 29 décembre 1900 portant délégation des pouvoirs aux préfets d'Algérie (*J. O. A.*, 12 août 1932).

25 juillet 1932. — Rectificatif au rectificatif du 11 décembre 1931 concernant le décret du 5 novembre 1931 portant réorganisation du service des contributions diverses en Algérie (*J. O.*, 25 juillet 1932).

14 octobre 1932. — Décret autorisant le gouverneur général de l'Algérie à remplacer dans les territoires du Sud tout ou partie du personnel militaire par des administrateurs ou administrateurs adjoints de commune mixte (*J. O.*, 17 octobre 1932).

16 décembre 1932. — Arrêté du gouverneur général portant changement d'appellation de l'Office du gouvernement général de l'Algérie à Paris (*J. O. A.*, 30 décembre 1932).

28 décembre 1932. — Arrêté du gouverneur général relatif au statut du personnel colonial des contributions diverses (*J. O. A.*, 20 janvier 1933).

28 décembre 1932. — Arrêté du gouverneur général relatif à l'examen d'aptitude aux fonctions de commis ou commis principal des contributions diverses dans le nouveau cadre colonial institué par l'article 34 de l'arrêté du 28 décembre 1932 (*J. O. A.*, 20 janvier 1933).

28 décembre 1932. — Arrêté du gouverneur général relatif au concours pour l'emploi de commis des contributions diverses (*J. O. A.*, 20 janvier 1933).

(1) *J. O.* : *Journal Officiel*.

28 décembre 1932. — Arrêté du gouverneur général relatif au concours pour l'emploi de dame-employée des contributions diverses (*J. O. A.*, 20 janvier 1933).

28 décembre 1932. — Arrêté du gouverneur général relatif à l'examen d'aptitude pour l'emploi de dame-employée des contributions diverses (*J. O. A.*, 20 janvier 1933).

Armée. — Marine. — Guerre. — 17 avril 1932. — Décret portant organisation militaire du corps des douanes pour le temps de guerre, en cas de troubles ou de menace d'agression en Algérie (*J. O.*, 12 mai 1932).

1^{er} octobre 1932. — Décret modifiant le décret du 31 décembre 1926 portant organisation du corps des marins indigènes de Tunisie (*J. O.*, 3 octobre 1932).

13 décembre 1932. — Loi relative au recrutement de l'armée de mer et à l'organisation de ses réserves (*J. O.*, 16 décembre 1932).

13 décembre 1932. — Décret modifiant le décret du 28 décembre 1926 portant organisation du corps des marins indigènes de l'Algérie (*J. O.*, 21 décembre 1932).

Communes. — 8 avril 1932. — Décret érigeant le centre de Colbert en commune de plein exercice (*J. O. A.*, 6 mai 1932).

Cultes. — 25 septembre 1932. — Décret prorogeant les dispositions du paragraphe 6 de l'article 11 du décret du 27 septembre 1907 portant règlement d'administration publique pour l'application en Algérie de la loi du 9 décembre 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat (*J. O.*, 28 septembre 1932).

28 octobre 1932. — Arrêté du gouverneur général fixant le taux des indemnités de fonctions allouées aux agents du culte musulman (*J. O. A.*, 18 novembre 1932).

Enseignement. — 21 mars 1932. — Arrêté ministériel portant création d'un brevet d'arabe à l'Université d'Alger (*J. O.*, 26 mars 1932).

23 avril 1932. — Décret modifiant le décret du 13 janvier 1910 relatif aux indemnités et allocations attribuées au personnel des écoles publiques de l'Algérie (*J. O.*, 27 avril 1932).

21 juillet 1932. — Décret portant organisation de la licence ès lettres (philosophie) à la Faculté des lettres de l'Université d'Alger (*J. O.*, 25 juillet 1932).

2 décembre 1932. — Programme des examens pour l'obtention des primes et diplômes de langue berbère (*J. O. A.*, 2 décembre 1932).

2 décembre 1932. — Programme des examens pour l'obtention des primes et diplômes de langue arabe (*J. O. A.*, 2 décembre 1932).

Finances. — 5 janvier 1932. — Loi prorogeant, pour une nouvelle période de dix ans, à partir du 1^{er} janvier 1931, la loi du 31 décembre 1920, mettant à la charge du budget de l'Algérie la presque totalité des dépenses concernant les bâtiments scolaires (*J. O.*, 17 janvier 1932).

23 mars 1932. — Décret homologuant une décision des délégations financières algériennes portant relèvement du droit de consommation sur les tabacs fabriqués autres que les cigares (*J. O.*, 6 avril 1932).

23 mars 1932. — Décret homologuant une décision des délégations financières algériennes relative aux impôts perçus par le service de l'enregistrement (*J. O.*, 6 avril 1932).

23 mars 1932. — Décret homologuant une décision des délégations financières algériennes portant majoration des droits fixes et minima d'enregistrement (*J. O.*, 6 avril 1932).

23 mars 1932. — Décret homologuant une décision des délégations financières algériennes ayant pour objet de majorer le prix de certains permis de chasse (*J. O.*, 6 avril 1932) et rectificatif : *J. O.*, 14 avril 1932.

23 mars 1932. — Décret homologuant une décision des délégations financières algériennes relative à l'établissement des impôts sur les revenus (*J. O.*, 6 avril 1932 et rectificatif : *J. O.*, 24 avril 1932).

23 mars 1932. — Décret homologuant une décision des délégations financières algériennes relative à diverses dispositions concernant l'impôt du timbre (*J. O.*, 6 avril 1932).

23 mars 1932. — Décret homologuant une décision des délégations financières algériennes ayant pour objet l'application dans le service intérieur algérien des dispositions du décret du 10 octobre 1925, modifié par le décret du 6 septembre 1929, concernant l'installation d'appareils à encaissement automatique dans les postes téléphoniques d'abonnement (*J. O.*, 21 avril 1932).

23 mars 1932. — Décret homologuant une décision des délégations financières algériennes relative à l'application en Algérie des dispositions du décret du 22 juin 1931 fixant le montant de la taxe de contrôle à laquelle sont assujettis les postes privés radio-électriques d'émission (*J. O.*, 21 avril 1932).

23 mars 1932. — Décret homologuant une décision des délégations financières algériennes ayant pour objet l'application en Algérie du décret du 6 septembre 1929 qui a apporté des modifica-

tions à la réglementation du service téléphonique métropolitain (*J. O.*, 21 avril 1932).

23 mars 1932. — Décret homologuant une décision des délégations financières algériennes portant suppression de la taxe spéciale à la production viticole (*J. O.*, 21 avril 1932, et rectificatif : *J. O.*, 15 mai 1932).

23 mars 1932. — Décret homologuant une décision des délégations financières algériennes ayant pour objet la fixation de la redevance supplémentaire d'abonnement et des surtaxes relatives à l'organisation du service téléphonique permanent (*J. O.*, 21 avril 1932).

23 mars 1932. — Décret homologuant une décision des délégations financières algériennes ayant pour objet l'application dans le service intérieur algérien des dispositions de la loi de finances du 31 mars 1931 concernant les taxes postales (*J. O.*, 21 avril 1932).

23 mars 1932. — Décret homologuant une décision des délégations financières algériennes ayant pour objet l'application dans le service intérieur algérien des dispositions du décret du 25 février 1931 concernant l'affranchissement des correspondances pneumatiques et des télégrammes (*J. O.*, 21 avril 1932).

23 mars 1932. — Décret homologuant une décision des délégations financières ayant pour objet de modifier le décret du 28 mars 1931 qui a rendu applicables à l'Algérie les dispositions du décret du 21 juin 1930 modifiant certaines taxes télégraphiques accessoires du régime intérieur (*J. O.*, 21 avril 1932).

23 mars 1932. — Décret homologuant une décision des délégations financières algériennes ayant pour objet le remboursement, en matière de postes, télégraphes et téléphones, des frais d'établissement et des redevances d'entretien des lignes d'intérêt privé (*J. O.*, 21 avril 1932).

23 mars 1932. — Décret homologuant une décision des délégations financières algériennes relative aux droits de vérification primitive des poids, mesures et instruments de pesage et de mesurage (*J. O.*, 6 mai 1932).

9 avril 1932. — Loi portant élévation du maximum d'émission des billets de la Banque de l'Algérie (*J. O.*, 12 avril 1932).

19 avril 1932. — Loi modifiant et complétant l'article premier de la loi du 23 juillet 1921, qui a autorisé l'Algérie à contracter un emprunt pour l'exécution de grands travaux d'intérêt général, et portant de 1.600 millions à 2.400 millions de francs le montant maximum de l'emprunt à contracter (*R. A.*, 1932, III, 105) (1).

(1) *R. A.* : *Revue algérienne, tunisienne et marocaine de législation et de jurisprudence.*

21 avril 1932. — Décret portant organisation du cadre latéral du personnel de la Trésorerie d'Algérie (*J. O.*, 9 mai 1932).

2 juin 1932. — Décret ayant pour objet d'appliquer en Algérie l'article 67 de la loi de finances du 16 avril 1930 (jeux) (*J. O.*, 5 juin 1932).

22 juillet 1932. — Loi autorisant l'Algérie à réaliser par voie d'emprunt une somme de 3.300 millions de francs pour l'achèvement du programme de grands travaux d'intérêt général dont l'exécution a été commencée en 1921 (*J. O.* du 24 juillet 1932).

4 novembre 1932. — Décret modifiant les dispositions du décret du 15 juin 1899 (art. 5) en ce qui concerne l'assiette de la taxe sur les loyers en Algérie (*J. O.*, 7 novembre 1932).

13 décembre 1932. — Décrets relatifs au régime financier de l'Algérie (*J. O.*, 20 décembre 1932).

26 décembre 1932. — Décret homologuant une décision des délégations financières algériennes relative à l'établissement des impôts sur le revenu (*J. O.*, 10 janvier 1933 et erratum : *J. O.*, 27 janvier 1933).

26 décembre 1932. — Décret homologuant une décision des délégations financières algériennes relative à la modification du tarif de la taxe sur les spectacles (*J. O.*, 10 janvier 1933).

26 décembre 1932. — Décret homologuant une décision des délégations financières algériennes concernant l'application, dans le service intérieur algérien, des dispositions de la loi de finances du 31 mars 1932 portant modification de taxes postales (*J. O.*, 9 janvier 1933).

26 décembre 1932. — Décret homologuant une décision des délégations financières algériennes relative au taux des abonnements téléphoniques dans le réseau d'Alger (*J. O.*, 9 janvier 1933).

26 décembre 1932. — Décret homologuant une décision des délégations financières algériennes relative à l'application dans le service intérieur algérien des dispositions de la loi du 15 juillet 1932 portant modification de taxes postales (*J. O.*, 9 janvier 1933).

26 décembre 1932. — Décret homologuant une décision des délégations financières algériennes portant transformation en abonnements à conversations taxées des abonnements concédés sous le régime forfaitaire dont les titulaires munissent leur poste téléphonique d'un appareil à encaissement automatique de la taxe de communication locale (*J. O.*, 9 janvier 1933).

26 décembre 1932. — Décret homologuant une décision des délégations financières algériennes portant fixation, dans le régime intérieur algérien, des conditions d'installation des postes d'abonnements principaux et supplémentaires et de la taxe d'installation des organes essentiels (*J. O.*, 9 janvier 1933).

26 décembre 1932. — Décret homologuant une décision des délégations financières algériennes portant augmentation des taxes des communications téléphoniques interurbaines dans le service intérieur algérien et création des communications téléphoniques suburbaines (*J. O.*, 9 janvier 1933 et rectificatif : *J. O.*, 17 février 1933).

26 décembre 1932. — Décret homologuant une décision des délégations financières algériennes relative aux droits d'épreuve ou de vérification des appareils à vapeur et des récipients à gaz liquéfiés ou comprimés (*J. O.*, 9 janvier 1933).

26 décembre 1932. — Décret homologuant une décision des délégations financières algériennes ayant pour objet l'imposition des briquets et autres appareils d'allumage (*J. O.*, 10 janvier 1933).

26 décembre 1932. — Décret portant homologation d'une décision des délégations financières algériennes portant création d'une redevance sur le montant des prêts consentis aux organismes d'habitations à bon marché (*J. O.*, 22 janvier 1933 et erratum : *J. O.*, 29 janvier 1933).

26 décembre 1932. — Décret homologuant une décision des délégations financières algériennes instituant en Algérie une taxe de marquage à l'importation et à l'exportation des bovins (*J. O.*, 12 février 1933).

26 décembre 1932. — Décret homologuant une décision des délégations financières algériennes relative à diverses dispositions concernant les impôts perçus par le service de l'Enregistrement (*J. O.*, 10 janvier 1933).

26 décembre 1932. — Décret homologuant une décision des assemblées financières algériennes concernant les taxes perçues sur les valeurs mobilières (*J. O.*, 10 janvier 1933).

31 décembre 1932. — Loi autorisant la perception des droits, produits et revenus applicables au budget spécial de l'Algérie pour l'exercice 1933 (*J. O.*, 4 janvier 1933 et *errata* : *J. O.*, 9 janvier 1933).

Organisation judiciaire. — 7 janvier 1932. — Arrêté du gouverneur général portant fixation des nouveaux traitements des chaouchs des justices de paix des territoires du Sud (*J. O. A.*, 22 janvier 1932).

28 janvier 1932. — Arrêté du gouverneur général modifiant l'article 14 de l'arrêté du 4 mars 1926 et fixant le nouveau mode de recrutement des greffiers de 3^e classe des tribunaux de première instance et des tribunaux de commerce (*J. O. A.*, 19 février 1932).

24 mai 1932. — Arrêté du gouverneur général portant changement d'appellation et des conditions de nomination des greff-

fiers et des commis greffiers rétribués de la Cour d'appel et des tribunaux de première instance d'Algérie (*J. O. A.*, 22 juin 1932).

27 mai 1932. — Décret modifiant le décret du 16 septembre 1924 portant réorganisation du corps des interprètes judiciaires en Algérie (*J. O.*, 29 mai 1932).

18 juin 1932. — Arrêté du gouverneur général portant allocation aux agents de poursuites d'une indemnité pour signification d'actes (*J. O. A.*, 8 juillet 1932).

30 juin 1933. — Arrêté du gouverneur général conférant un certain nombre de points aux candidats aux concours de greffiers titulaires de divers diplômes (*J. O. A.*, 22 juillet 1932).

4 juillet 1932. — Arrêté du gouverneur général portant fixation des chiffres de base des indemnités de compensation attribuées aux agents sans traitement de la justice musulmane (*J. O. A.*, 22 juillet 1932).

4 juillet 1932. — Arrêté du gouverneur général portant fixation du chiffre de base de l'indemnité de péréquation à allouer aux cadis-juges de l'Algérie du Nord (*J. O. A.*, 22 juillet 1932).

29 juillet 1932. — Arrêté du gouverneur général fixant les conditions d'accès aux fonctions de cadi, bachadel-chef et bachadel dans les Territoires du Sud (*J. O. A.*, 19 août 1932).

6 août 1932. — Décret relatif à la composition du Tribunal de commerce d'Alger (*R. A.*, 1932, III, 128).

27 octobre 1932. — Décret fixant les traitements des greffiers en chef de la Cour d'appel d'Alger et des tribunaux de première instance, des greffiers des tribunaux de commerce, de simple police et des justices de paix d'Algérie (*J. O.*, 7 novembre 1932).

15 novembre 1932. — Arrêté du gouverneur général portant modification de l'arrêté du 26 novembre 1927 sur les conditions d'accession à la profession de cadi-notaire (*J. O. A.*, 9 décembre 1932).

2 décembre 1932. — Décret modifiant l'ordonnance du 26 septembre 1842 sur l'organisation de la justice en Algérie (*J. O.*, 5 décembre 1932).

Police. — 22 mars 1932. — Arrêté du gouverneur général portant refonte des règlements concernant les services de police de l'Algérie (*J. O. A.*, 1^{er} avril 1932).

22 avril 1932. — Arrêté du gouverneur général fixant les types de dispositifs d'éclairage des véhicules automobiles en Algérie (*J. O. A.*, 6 mai 1932).

25 avril 1932. — Arrêté du gouverneur général habilitant les officiers de port du port d'Alger à dresser des procès-verbaux en matière d'extraction de matériaux (*J. O. A.*, 13 mai 1932).

21 juin 1932. — Arrêté du gouverneur général fixant les vitesses maxima des véhicules automobiles (poids lourds) (*J. O. A.*, 29 juillet 1932).

24 septembre 1932. — Décret modifiant le décret du 4 juillet 1924 (code algérien de la route) (*J. O.*, 1^{er} octobre 1932).

II. — DROIT PRIVÉ ET DROIT CRIMINEL

Baux et loyers. — 8 novembre 1932. — Décret étendant à l'Algérie les dispositions des articles 1 à 13 de la loi du 25 juin 1902 sur l'emphytéose (*J. O.*, 11 novembre 1932).

10 mars 1932. — Loi maintenant provisoirement dans les lieux les locataires commerçants menacés d'expulsion (*J. O.*, 12 mars 1932).

Marques de fabrique et garanties d'origine. — 19 février 1932. — Arrêté du gouverneur général portant création d'une marque de garantie pour les produits agricoles (*J. O. A.*, 4 mars 1932).

21 avril 1932. — Arrêté du gouverneur général portant création d'une marque algérienne garantissant l'origine, la qualité et le conditionnement des produits manufacturés et produits divers algériens (*J. O. A.*, 6 mai 1932).

20 avril 1932. — Loi rendant obligatoire l'indication d'origine de certains produits étrangers (*J. O.*, 21 avril 1932).

Fraudes. — 29 juillet 1932. — Décret appliquant à l'Algérie la loi du 30 décembre 1931 sur la répression des fraudes dans le commerce de l'essence de térébenthine et des produits provenant des végétaux résineux (*J. O.* 1^{er} août 1932).

Procédure. — 6 avril 1932. — Loi du 6 avril 1932. — Loi modifiant les articles 2, 50, alinéa 1^{er} et 59, alinéa 1^{er}, du Code de procédure civile en ce qui concerne la compétence des tribunaux : 1^o en matière de pension alimentaire ; 2^o en matière de contestations relatives à des fournitures, travaux, locations, louage d'ouvrage et d'industrie (*B. A.*, 1932, III, 101).

Sociétés. — 15 mars 1932. — Décret appliquant à l'Algérie la loi du 23 janvier 1929 sur les parts de fondateurs émises par les sociétés anonymes (*J. O.*, 17 mars 1932).

III. — LÉGISLATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Accidents du travail. — 7 janvier 1932. — Arrêté ministériel fixant le tarif des frais pharmaceutiques en matière d'accidents du travail (*J. O. A.*, 19 février 1932).

Agriculture. — 3 janvier 1933. — Loi tendant à prescrire en Algérie, dans la fabrication du pain, un pourcentage obligatoire de farine entière de blé dur (*J. O.*, 5 janvier 1933).

29 avril 1932. — Arrêté du gouverneur général relatif au mandat des membres indigènes des chambres d'agriculture (*J. O.*, A., 20 mai 1932).

30 avril 1932. — Arrêté du gouverneur général portant réorganisation de la statistique agricole en Algérie (*J. O.*, A., 3 juin 1932).

28 mai 1932. — Arrêté du gouverneur général et cahier des charges relatifs à la constitution et à l'entretien de stocks de blés durs et tendres et à l'installation d'une prime de conservation (*J. O. A.*, 3 juin 1932).

Cinématographie. — 2 février 1932. — Arrêté du gouverneur général modifiant celui du 22 mai 1928 qui réorganise la commission algérienne de contrôle des films cinématographiques (*J. O. A.*, 19 février 1932).

Hygiène et santé publiques. — 10 février 1932. — Arrêté du gouverneur général portant institution d'une commission consultative chargée de donner son avis sur les moyens de lutter contre la tuberculose en Algérie (*J. O. A.*, 26 février 1932).

13 avril 1932. — Instruction du gouverneur général sur le fonctionnement du service antipaludique en Algérie (*J. O. A.*, 20 mai 1932).

26 septembre 1932. — Arrêté du gouverneur général portant création d'une direction de la Santé publique qui groupe les services de l'Assistance, de l'Hygiène et de la Santé publiques (*J. O. A.*, 14 octobre 1932).

26 septembre 1932. — Arrêté du gouverneur général portant organisation intérieure des services de la direction de la Santé publique (*J. O. A.*, 14 octobre 1932).

26 septembre 1932. — Arrêté du gouverneur général déterminant la composition et les attributions du Conseil supérieur de la Commission consultative permanente de la Santé publique (*J. O. A.*, 14 octobre 1932).

Importation. — 12 janvier 1932. — Décret rendant applicable à l'Algérie le décret du 20 mars 1930 sur l'importation, le commerce et l'usage des substances vénéneuses (*J. O.*, 20 janvier 1932).

17 mai 1932. — Arrêté ministériel relatif à l'importation en Algérie d'objets en verre (*J. O.*, 19 mai 1932).

13 décembre 1932. — Arrêté du gouverneur général de l'Algérie relatif à l'importation en Algérie de pommes de terre, tomates et aubergines d'origine métropolitaine (*J. O. A.*, 30 décembre 1932).

Météorologie. — 31 mai et 3 juin 1932. — Décrets fixant les cadres du personnel du service météorologique de l'Algérie (*J. O.*, 16 juin 1932).

Navigation. — 11 décembre 1932. — Loi fixant le statut de l'aviation marchande (*R. A.*, 1933, III, page 32).

Officiers ministériels. — Experts. — 27 janvier 1932. — Arrêté du gouverneur général portant réduction du nombre de points nécessaires à la délivrance des certificats de capacité aux candidats de l'examen de 1^{re} classe des notaires (*J. O. A.*, 19 février 1932).

13 juillet 1932. — Arrêté du gouverneur général portant modification des conditions d'obtention du brevet d'expert-comptable reconnu par l'Etat (*J. O. A.*, 29 juillet 1932).

Pensions. Primes. Retraites. Bonifications. — 29 février 1932. — Arrêté du gouverneur général complétant celui du 8 août 1930 qui fixe les conditions d'attribution, aux fonctionnaires et agents indigènes, non citoyens français, appartenant aux cadres administratifs de l'Algérie, des bonifications d'ancienneté pour services militaires (*J. O. A.*, 25 mars 1932).

22 juin 1932. — Arrêté du gouverneur général portant relèvement du taux des primes pour connaissance des langues arabe ou berbère (douaniers, forestiers, gendarmes) (*J. O. A.*, 8 juillet 1932).

8 juillet 1932 — Arrêté du gouverneur général portant réglementation des conditions d'affiliation à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse des membres sans traitement des mahakmas judiciaires et notariales de l'Algérie du Nord et des aouns de justice de paix (*J. O. A.*, 22 juillet 1932).

15 septembre 1932. — Décret modifiant l'article 6 du décret du 2 février 1926 portant réforme du régime des pensions civiles des fonctionnaires et des agents coloniaux tributaires de la caisse des retraites de l'Algérie (*J. O.*, 22 septembre 1932).

15 septembre 1932. — Décret modifiant les articles 43 et 44 du décret du 2 février 1926 portant réforme du régime des pensions civiles des fonctionnaires et agents coloniaux tributaires de la caisse des retraites de l'Algérie (*J.O.*, 22 septembre 1932).

15 septembre 1932. — Décret étendant aux fonctionnaires tributaires de la caisse des retraites de l'Algérie les dispositions de l'article 20 de la loi de finances du 30 juin 1930 (retraite anticipée aux fonctionnaires civils réformés de guerre) (*J. O.*, 22 septembre 1932).

15 septembre 1932. — Décret étendant aux fonctionnaires tributaires de la caisse des retraites de l'Algérie les dispositions des articles 21 et 30 de la loi du 30 juin 1930 (jeu de bonification coloniale, prolongation de service) (*J. O.*, 22 septembre 1932).

Propriété foncière. — 7 novembre 1932. — Arrêté du gouverneur général fixant le mode de recrutement des contrôleurs de la propriété indigène (*J. O. A.*, 30 décembre 1932).

Transports et manutentions. — 16 janvier 1932. — Arrêté du gouverneur général portant réglementation de la mise en circulation dans le Sud des véhicules destinés aux transports en commun (*J. O. A.*, 12 février 1932).

4 mars 1932. — Arrêté du gouverneur général modifiant l'arrêté du 16 janvier 1932 relatif à la visite périodique des véhicules automobiles affectés à des services de transport en commun dans les Territoires du Sud (*R. A.* 1932, III, 75).

30 novembre 1932. — Décret rendant applicable à l'Algérie la loi du 18 juin 1870 relative à la manutention et au transport des matières dangereuses (*J. O.*, 8 décembre 1932).

TUNISIE.

TEXTES LÉGISLATIFS ET RÉGLEMENTAIRES PROMULGUÉS PENDANT L'ANNÉE 1932

par M. V. BERGER-VACHON

Professeur de Droit criminel à la Faculté de droit d'Alger

I. — DROIT PUBLIC ET ADMINISTRATIF

Administration. — 29 janvier 1932. — Décret beylical fixant le montant des salaires dus, à titre de frais d'extrait et de recherches, aux receveurs et receveurs buralistes des Contributions indirectes, lors de la délivrance aux redevables d'extraits de leurs registres (*J. O. T.*, 27 février 1932 (1)).

26 mars 1932. — Décret beylical modifiant les conditions d'attribution de l'indemnité pour charges de famille allouée au personnel de l'Etat et des établissements publics de l'Etat (*J. O. T.*, 26 mars 1932).

30 avril 1932. — Décret beylical modifiant le décret du 13 juillet 1924 sur les emplois réservés et adaptant à la réglementation tunisienne les nouvelles dispositions résultant de la loi du 21 juillet 1928 (*J. O. T.*, 1^{er} juin 1932).

1^{er} juin 1932. — Décret beylical réglementant les remises revenant aux collecteurs indigènes sur certains recouvrements (*J. O. T.*, 22 juin 1932).

15 juin 1932. — Décret beylical relatif aux limites d'âge au delà desquelles les fonctionnaires tunisiens des services actifs ne pourront être maintenus en fonctions (*J. O. T.*, 13 juillet 1932).

18 juillet 1932. — Décret beylical modifiant les décrets du 10 novembre 1926 sur le statut général du personnel administratif de la Régence (*J. O. T.*, 24 août 1932).

(1) *Journal Officiel Tunisien.*

Armée et Guerre. — Instruction relative aux conditions de classement dans l'affectation spéciale des réservistes français habitant la Tunisie (*J. O. T.*, 22 juin 1932).

17 avril 1932. — Décrets portant organisation militaire du corps des douanes pour le temps de guerre et en cas de troubles ou de menace d'agression en Tunisie ou au Maroc (*J. O.*, 12 mai 1932).

Assemblées. — 20 février 1932. — Décret beylical relatif à la composition des commissions du Grand Conseil de Tunisie (*J. O. T.*, 24 février 1932).

20 février 1932. — Arrêté du ministre plénipotentiaire résident général de la République française à Tunis fixant le nombre des représentants des intérêts économiques et de la colonie française dans les deux grandes commissions de la section du Grand Conseil (*J. O. T.*, 20 février 1932).

20 février 1932. — Arrêté du premier ministre de S. A. le Bey fixant le nombre des représentants des chambres d'agriculture, du commerce et mixtes et des délégués dans les deux grandes commissions de la section indigène du Grand Conseil (*J. O. T.*, 20 février 1932).

Cimetières. — 15 mars 1932. — Décret beylical modifiant l'article 6 du décret du 30 juillet 1884 sur la création des cimetières en Tunisie (*J. O. T.*, 2 avril 1932).

Communes. — 18 janvier 1932. — Décret beylical modifiant les dispositions du décret du 10 juin 1885 fixant la composition du Conseil municipal de Tunis (*J. O. T.*, 20 janvier 1932).

Conventions internationales. — 13 février 1932. — Décret beylical tendant à mettre en harmonie la législation tunisienne relative au commerce et à la détention des stupéfiants avec la convention internationale signée à Genève le 19 février 1925 (*J. O. T.*, 27 février 1932).

Domaine. — 31 janvier 1932. — Décret beylical modifiant les art. 2 et 53 du décret du 23 novembre 1915 sur l'exploitation, la conservation et la police du domaine forestier de l'Etat (*J. O. T.*, 27 février 1932).

15 février 1932. — Décret beylical sur les épaves terrestres, sur les objets provenant des greffes et des prisons, sur les dépôts de sommes d'argent, les dépôts des titres en banque atteints par la prescription, les successions vacantes et les successions en déshérence (*J. O. T.*, 16 avril 1932).

19 juillet 1932. — Décret beylical sur les épaves maritimes (*J. O. T.*, 10 août 1932).

Douanes. — 27 avril 1932. — Décret beylical modifiant le tarif des droits de douane à l'importation (*J. O. T.*, 11 mai 1932).

16 novembre 1932. — Décret modifiant le tarif des douanes (*J. O. T.*, 7 décembre 1932).

Expropriation. — 26 aovrii 1932. — Décret beylical abrogeant le décret du 10 mars 1920 fixant le taux à appliquer aux experts en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique (*J. O. T.*, 14 mai 1932).

Finances. — 18 janvier 1932. — Lécret beylical prorogeant au 1^{er} juillet 1933 l'effet des dispositions de l'art. 1^{er} du décret du 18 juin 1931 accordant une diminution du droit de mutation sur les terrains à bâtir (*J. O. T.*, 6 février 1932).

20 janvier 1932. — Décretbeylical modifiant le décret du 16 septembre 1902 régissant la taxe sur la valeur locative des immeubles perçue au profit des communes (*J. O. T.*, 6 février 1932).

17 février 1932. — Arrêté du directeur général des Finances fixant les conditions du contrôle et de la perception du droit de consommation sur certaines catégories de tissus de soie fabriqués mécaniquement en Tunisie (*J. O. T.*, 5 mars 1932).

17 février 1932. — Décret beylical instituant un droit de consommation sur certaines catégories des tissus de soie fabriqués mécaniquement (*J. O. T.*, 5 mars 1932).

24 février 1932. — Décret beylical modifiant et complétant le décret du 28 décembre 1929 relatif à l'impôt sur les véhicules (*J. O. T.*, 16 mars 1932).

15 mars 1932. — Décret beylical ramenant le point de départ de l'année financière au 1^{er} janvier et limitant l'exercice budgétaire 1932 à une durée exceptionnelle de neuf mois (*J. O. T.*, 26 mars 1932).

26 mars 1932. — Décret beylical portant création de ressources nouvelles (*J. O. T.*, 26 mars 1932).

26 mars 1932. — Décret beylical instituant une taxe de luxe et une taxe *ad valorem* sur certains véhicules automobiles (*J. O. T.*, 26 mars 1932).

31 mars 1932. — Arrêté du directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, complétant l'arrêté organique du 27 décembre 1927 et fixant le statut de l'inspecteur principal et des inspecteurs de la répression des fraudes (*J. O. T.*, 20 avril 1932).

31 mars 1932. — Décret beylical relatif à l'organisation de l'inspection de la répression des fraudes à la direction générale de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation (*J. O. T.*, 20 avril 1932).

31 mars 1932. — Décret beylical modifiant l'assiette et le taux de la contribution personnelle d'Etat (*J. O. T.*, 23 avril 1932).

2 avril 1932. — Arrêté du directeur général des Finances relatif à l'exécution des articles 4, 5 et 6 du décret du 26 mars 1932 portant création de ressources nouvelles (*J. O. T.*, 13 avril 1932).

15 avril 1932. — Décret beylical diminuant de 30 % le tarif du canoun des oliviers (*J. O. T.*, 7 mai 1932).

15 avril 1932. — Décret beylical réduisant de 25 % le tarif du canoun des dattiers (*J. O. T.*, 7 mai 1932).

3 mai 1932. — Décret beylical complétant les dispositions du décret du 17 février 1932 instituant un droit de consommation sur certaines catégories de tissus de soie fabriqués mécaniquement (*J. O. T.*, 7 mai 1932).

26 mai 1932. — Décret beylical fixant les diverses dates de la période complémentaire de l'exercice financier (*J. O. T.*, 15 juin 1932).

5 juillet 1932. — Décret beylical modifiant les dispositions de l'article 5 du décret du 23 juin 1930 accordant une diminution du droit de mutation sur les terrains à bâtir (*J. O. T.*, 23 juillet 1932).

20 juillet 1932. — Loi tendant à éviter la superposition des impôts français et tunisiens (*J. O.*, 21 juillet 1932).

26 juillet 1932. — Décret beylical ayant pour objet d'éviter la superposition des impôts français et tunisiens (*J. O. T.*, 30 juillet 1932).

28 juillet 1932. — Décret beylical relatif à la taxe sur les véhicules dans la Régence (*J. O. T.*, 3 août 1932).

31 août 1932. — Décret beylical modifiant les dispositions du décret du 17 février 1932 instituant un droit de consommation sur certaines catégories de tissus de soie fabriqués mécaniquement (*J. O. T.*, 10 septembre 1932).

15 octobre 1932. — Décret beylical relatif à la taxe municipale sur les véhicules (*J. O. T.*, 2 novembre 1932).

28 décembre 1932. — Rectificatif au décret beylical portant création de ressources nouvelles et accordant des dégrèvements d'impôts (*J. O. T.*, 18 février 1933).

31 décembre 1932. — Décret beylical relatif à la contribution personnelle de l'Etat (*J. O. T.*, 4 février 1933).

31 décembre 1932. — Décret beylical diminuant de 45 % les tarifs de l'impôt canoun des palmiers (*J. O. T.*, 4 février 1933).

31 décembre 1932. — Décret beylical diminuant de 50 % les tarifs de l'impôt canoun des oliviers (*J. O. T.*, 4 février 1933).

Mines. — 31 mars 1932. — Décret beylical portant modification de l'article 87 du décret du 29 décembre 1913 sur les mines (*J. O. T.*, 23 avril 1932).

Organisation judiciaire. — 8 février 1932. — Décret fixant les traitements des interprètes judiciaires en Tunisie (*J. O.*, 12 février 1932).

25 juin 1932. — Décret beylical modifiant les effectifs de la Direction de la justice tunisienne (*J. O. T.*, 10 août 1932).

11 novembre 1932. — Décret relatif à la composition du tribunal de première instance de Tunis (*J. O.*, 20 novembre 1932).

Police. — 25 mai 1932. — Décret beylical modifiant les articles 2 et 5 du décret du 15 septembre 1914 portant règlement sur la protection de la voie publique, ainsi que sur la police du roulage et de la circulation (*J. O. T.*, 15 juin 1932).

30 mai 1932. — Décret beylical modifiant l'article 10 et complétant l'article 96 du décret du 15 septembre 1914 portant règlement sur la protection de la voie publique, ainsi que sur la police du roulage et de la circulation (*J. O. T.*, 15 juin 1932).

11 août 1932. — Décret beylical relatif à la police d'Etat de la ville de Tunis (*J. O. T.*, 24 août 1932).

1^{er} décembre 1932. — Décret beylical relatif à la consignation immédiate des amendes pour infractions aux règlements sur la protection de la voie publique et sur la police du roulage et de la circulation (*J. O. T.*, 21 janvier 1933 et rectificatif *J. O. T.*, 11 février 1933).

Régie. — 26 avril 1932. — Décret beylical subordonnant l'entrée des vins algériens en Tunisie à la production d'un certificat délivré par la régie algérienne attestant qu'ils ne déchargent pas des comptes de vins bloqués (*J. O. T.*, 30 avril 1932).

Texte commun à l'Algérie et à la Tunisie

1^{er} août 1932. — Loi portant modification de l'article 302 du décret du 28 décembre 1926 sur le régime douanier applicable aux produits importés de Tunisie en France et en Algérie (*J. O.*, 21 août 1932).

II. — DROIT PRIVÉ ET DROIT CRIMINEL

Amnistie. — 28 janvier 1932. — Décret beylical portant promulgation d'amnistie (*J. O. T.*, 30 janvier 1932).

3 juin 1932. — Décret portant application des dispositions de la loi d'amnistie du 26 décembre 1931 devant les juridictions françaises et les tribunaux militaires français de Tunisie (*J. O.*, 4 juin 1932).

Baux à loyer. — 7 janvier 1932. — Décret beylical complétant l'article 8 du décret du 19 décembre 1929 sur les rapports des bailleurs et des locataires des locaux d'habitation ou à usage professionnel (*J. O. T.*, 30 janvier 1932).

Brevets d'invention. — 17 mai 1932. — Décret beylical relatif au paiement des annuités de la taxe sur les brevets d'invention (*J. O. T.*, 8 juin 1932).

Etat civil. — 2 juin 1932. — Décret beylical modifiant, dans le sens de la loi française du 10 mars 1932, la législation tunisienne relative aux mentions apposées en marge des actes de l'état civil (*J. O. T.*, 8 juin 1932).

Fraudes. — 26 mai 1932. — Décret beylical modifiant le décret du 3 octobre 1884 relatif aux infractions fiscales (*J. O. T.*, 15 juin 1932).

Procédure et contentieux. — 20 février 1932. — Décret beylical édictant qu'en matière de taxe locative communale les pourvois en justice ne sont pas suspensifs du recouvrement de la taxe (*J. O. T.*, 16 mars 1932).

23 février 1932. — Décret beylical complétant l'art. 42 du Code tunisien de procédure pénale (*J. O. T.*, 20 avril 1932).

9 avril 1932. — Décret beylical sur la saisie-arrêt des salaires des ouvriers, gens de service et des appointements des employés et commis, sur la saisie-arrêt et la cession des appointements et traitements et solde des fonctionnaires civils et militaires (*J. O. T.*, 25 mai 1932).

26 mai 1932. — Décret beylical modifiant l'article 175 du Code tunisien de procédure civile (*J. O. T.*, 10 août 1932).

10 juin 1932. — Arrêté du premier ministre de S. A. le Bey modifiant les arrêtés relatifs à la procédure à suivre devant les commissions arbitrales des occupations (*J. O. T.*, 2 juillet 1932).

18 juin 1932. — Arrêté du premier ministre de S. A. le Bey modifiant la procédure à suivre devant les commissions arbitrales instituées par le décret du 17 juillet 1932).

24 novembre 1932. — Décret beylical réglant le contentieux de la taxe de luxe sur les automobiles (*J. O. T.*, 17 décembre 1932).

24 décembre 1932. — Arrêté du premier ministre de S. A. le Bey modifiant le deuxième alinéa de l'article 11 de l'arrêté du 10 juin 1932 réglementant la procédure à suivre devant les commissions arbitrales des occupations (*J. O. T.*, 11 janvier 1933).

Successions vacantes. — Prescription de titres et coupons. —

21 avril 1932. — Arrêté du directeur général des Finances relatif à l'attribution à l'Etat des coupons, titres négociables et soldes créditeurs des comptes en banque atteints par la prescription (*J. O. T.*, 4 mai 1932).

28 mai 1932. — Arrêté du directeur général des Finances sur l'administration des successions non réclamées et des successions vacantes en Tunisie (*J. O. T.*, 4 juin 1932).

6 août 1932. — Décret beylical sur les successions vacantes des israélites tunisiens (*J. O. T.*, 24 août 1932).

III. — Législation économique et sociale

Accidents du travail. — 27 avril 1932. — Décret beylical portant rajustement des rentes des victimes d'accidents du travail agricole (*J. O. T.*, 15 1932).

Agriculture. — 10 décembre 1932. — Arrêté du directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation et du directeur général des Finances relatif au pourcentage des blés indigènes à mettre en œuvre pour la fabrication des farines destinées à la panification (*J. O. T.*, 24 décembre 1932).

Alcools et débit de boissons. — 2 mai 1932. — Décret beylical modifiant le décret du 20 novembre 1927 réglementant le régime de l'alcool en Tunisie (*J. O. T.*, 25 mai 1932).

28 avril 1932. — Décret beylical relatif aux débits de boissons (*J. O. T.*, 7 mai 1932).

Appareils à vapeur. — 25 octobre 1932. — Décret beylical portant règlement sur les appareils à vapeur autres que ceux placés à bord des bateaux (*J. O. T.*, 16 novembre 1932).

25 octobre 1932. — Décret beylical relatif aux droits d'épreuve des appareils à vapeur (*J. O. T.*, 16 novembre 1932).

Caisses de prêts. — 26 février 1932. — Décret beylical relatif à la création d'une caisse foncière indigène (*J. O. T.*, 5 mars 1932).

1^{er} mars 1932. — Décret beylical portant réorganisation de la caisse des prêts aux communes, régions et établissements publics tunisiens (*J. O. T.*, 19 mars 1932).

Certificats et pédigrées. — 14 avril 1932. — Décret beylical réglementant la délivrance des certificats de bonne vie et mœurs aux particuliers domiciliés dans la régence (*J. O. T.*, 30 avril 1932).

20 juin 1932. — Décret beylical portant création d'un registre des espèces et variétés pédigrées de plantes cultivées (*J. O. T.*, 6 juillet 1932).

Cinématographie. — 10 mars 1932. — Arrêté du premier ministre relatif à l'organisation du contrôle des films cinématographiques (*J. O. T.*, 16 mars 1932).

Colonisation. — 1^{er} juillet 1932. — Décret beylical relatif au remboursement des créances hypothécaires grevant les lots de colonisation au profit de l'office des mutilés et anciens combattants (*J. O. T.*, 23 juillet 1932).

2 juillet 1932. — Décret beylical relatif à la réglementation de ventes anciennes des lots de colonisation (*J. O. T.*, 23 juillet 1932).

Hygiène et santé publiques. — 13 février 1932. — Décret beylical réglementant définitivement l'exercice de l'art dentaire en Tunisie (*J. O. T.*, 20 février 1932).

Lutte contre les fléaux. — 14 mai 1932. — Décret beylical complétant le décret du 14 février 1916 relatif à la destruction obligatoire des sauterelles et criquets (*J. O. T.*, 28 mai 1932).

Etrangers. — 22 juillet 1932. — Arrêté des directeurs généraux de l'Intérieur et de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation réglementant l'admission en Tunisie des membres de la famille des travailleurs immigrants (*J. O. T.*, 10 août 1932).

Loteries. — 21 avril 1932. — Décret beylical modifiant certaines dispositions au décret du 25 mai 1904 sur les jeux de hasard et les loteries (*J. O. T.*, 30 avril 1932).

Métaux précieux. — 21 janvier 1932. — Décret beylical modifiant les dispositions des art. 22, 26 et 28 du décret du 18 juillet 1905 sur le contrôle de la garantie des ouvrages de platine, d'or et d'argent (*J. O. T.*, 27 février 1932).

Navigation aérienne et maritime. — 7 mars 1932. — Décret beylical relatif à la navigation aérienne (*J. O. T.*, 2 avril 1932).

2 juin 1932. — Décret beylical modifiant l'art. 33 du décret du 15 décembre 1906 sur la police administrative de la navigation (*J. O. T.*, 29 juin 1932).

Offices. — 29 février 1932. — Décret beylical relatif à la création d'un office international de chimie (*J. O. T.*, 2 avril 1932).

Officiers ministériels. — 11 avril 1932. — Décret beylical modifiant le tarif des notaires musulmans de la Régence (*J. O. T.*, 27 avril 1932).

27 avril 1932. — Décret beylical modifiant l'art. 50 du décret du 1^{er} juillet 1929 réorganisant le notariat musulman dans la Régence (*J. O. T.*, 2 juillet 1932).

19 décembre 1932. — Décret beylical modifiant l'article 41, paragraphe 2 du décret du 1^{er} juillet 1929 portant réorganisation du notariat musulman (*J. O. T.*, 18 janvier 1933).

Pensions et retraites. — 15 juillet 1932. — Décret beylical relatif au régime des pensions (*J. O. T.*, 3 août 1932).

20 novembre 1932. — Décret beylical relatif aux pensions à parts contributives à servir aux fonctionnaires tunisiens incorporés dans le cadre de l'administration chérifienne (*J. O. T.*, 7 décembre 1932).

28 décembre 1932. — Décret beylical modifiant les conditions d'attribution de l'indemnité pour charges de famille (*J. O. T.*, 18 janvier 1933).

Propriété foncière. — 5 février 1932. — Arrêté du premier ministre fixant le nombre des personnes compétentes en matière d'estimation d'immeubles (*J. O. T.*, 24 février 1932).

23 mars 1932. — Décret beylical modifiant l'article 4 du décret du 17 juillet 1926 relatif aux occupants des fonds ruraux habous (*J. O. T.*, 4 mai 1932).

1^{er} avril 1932. — Décret beylical instituant une procédure de purge des droits d'occupation sur les fonds habous faisant l'objet d'une instance devant les commissions instituées par le décret du 17 juillet 1926 (*J. O. T.*, 23 avril 1932).

9 mai 1932. — Décret beylical relatif à l'organisation (traitements, salaires et indemnités) de la conservation de la propriété foncière (*J. O. T.*, 1^{er} juin 1932).

Pupilles de la nation. — 23 avril 1932. — Décret beylical modifiant et complétant le décret du 1^{er} août 1921 instituant l'Office

tunisien des pupilles de la Nation et notamment les articles 14 et 18 (*J. O. T.*, 14 mai 1932).

Spectacles. — 15 juillet 1932. — Décret beylical modifiant les décrets du 19 juillet 1924 et 10 décembre 1926 relatifs à la taxe sur les spectacles (*J. O. T.*, 31 août 1932).

Tourisme. — 7 mars 1932. — Arrêté du premier ministre de S. A. le Bey réglementant la profession de guide en Tunisie (*J. O. T.*, 16 mars 1932).

31 mars 1932. — Décret beylical relatif à la délivrance et à la prorogation de validité des certificats internationaux de route (*J. O. T.*, 23 avril 1932).

16 août 1932. — Arrêté du directeur général des Travaux publics complétant l'arrêté du 15 janvier 1927 relatif à la délivrance des permis de conduire des automobiles (*J. O. T.*, 31 août 1932).

17 octobre 1932. — Décret beylical modifiant le décret du 5 avril 1929 revisant la réglementation de la taxe de séjour (*J. O. T.*, 9 novembre 1932).

Travaux publics. — 1^{er} avril 1932. — Arrêté du directeur général des Travaux publics fixant les frais de jaugeage (*J. O. T.*, 20 avril 1932).

Vignes et végétaux. — 15 juillet 1932. — Décret beylical relatif à la plantation de la vigne et la concentration des mouts à plus de 10 % (*J. O. T.*, 3 août 1932).

11 juillet 1932. — Décret beylical réglementant la défense des végétaux (*J. O. T.*, 7 septembre 1932).

Syndicats professionnels. — 16 novembre 1932. — Décret beylical portant création de syndicats professionnels en Tunisie (*J. O. T.*, 19 novembre 1932).

Warrants. — 8 décembre 1932. — Décret beylical concernant le warrantage des huiles d'olive (*J. O. T.*, 17 décembre 1932).

MAROC.

TEXTES LÉGISLATIFS ET RÉGLEMENTAIRES PROMULGUÉS PENDANT L'ANNÉE 1932

par M. V. BERGER-VACHON

Professeur de Droit criminel à la Faculté de droit d'Alger

I. — DROIT PUBLIC ET ADMINISTRATIF

Administration. — 19 janvier 1932. — Dahir complétant l'annexe du dahir du 15 juin 1931 relatif à la limite d'âge des fonctionnaires du protectorat (*B. O. M.*, 5 février 1932 (1)).

20 janvier 1932. — Arrêté viziriel complétant l'arrêté viziriel du 12 janvier 1927 déterminant les conditions dans lesquelles une indemnité de résidence est allouée aux fonctionnaires et agents indigènes non citoyens français (*B. O. M.*, 5 février 1932).

21 janvier 1932. — Loi réglementant le mode d'apurement des comptes des comptables des établissements publics de l'Etat marocain et des budgets municipaux et régionaux et portant création d'une commission locale marocaine des comptes (*J. O.*, 24 janvier 1932).

20 février 1932. — Arrêté du ministre plénipotentiaire délégué à la résidence générale modifiant l'arrêté résidentiel du 31 mars 1920 réglementant le statut du corps du contrôle civil (*B. O. M.*, 27 mai 1932).

26 février 1932. — Arrêté viziriel modifiant l'arrêté viziriel du 29 juillet 1920 portant organisation du personnel de la direction générale de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 26 février 1932) (*B. O. M.*, 4 mars 1932).

22 mars 1932. — Arrêté viziriel modifiant l'arrêté viziriel du 10 janvier 1927 déterminant les conditions dans lesquelles sont

(1) *Bulletin officiel du Protectorat marocain.*

allouées une indemnité de résidence et une indemnité pour charges de famille aux citoyens français en fonctions dans une administration publique de l'Empire chérifien (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 22 mars 1932) (*B. O. M.*, 1^{er} avril 1932).

26 mars 1932. — Dahir relatif à la limite d'âge des fonctionnaires des services actifs de l'administration du Protectorat (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 26 mars 1932) (*B. O. M.*, 15 avril 1932).

30 mars 1932. — Arrêté viziriel modifiant l'arrêté viziriel du 5 octobre 1931 formant statut du personnel auxiliaire des administrations publiques du Protectorat, et portant des dispositions transitoires pour la mise en vigueur de ce statut (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 31 mars 1932) (*B. O. M.*, 1^{er} avril 1932).

1^{er} avril 1932. — Arrêté du ministre plénipotentiaire délégué à la résidence générale portant modification dans l'organisation territoriale et administrative du Maroc (*B. O. M.*, 15 avril 1932).

8 avril 1932. — Arrêté du ministre plénipotentiaire délégué à la résidence générale portant réorganisation territoriale et administrative de la région de Taza (*B. O. M.*, 6 mai 1932).

30 avril 1932. — Arrêté résidentiel portant réorganisation territoriale et administrative de la région de Marrakech (*B. O. M.*, 13 mai 1932).

10 mai 1932. — Circulaire résidentielle relative à l'interdiction aux fonctionnaires de se livrer à des opérations commerciales et d'acquérir des immeubles (*B. O. M.*, 13 mai 1932).

13 mai 1932. — Arrêté du commissaire résident général de la République française au Maroc portant réorganisation territoriale et administrative de la région militaire des confins algéro-marocains (*B. O. M.*, 27 mai 1932).

28 mai 1932. — Arrêté résidentiel réglementant les conditions de recrutement et de titularisation du personnel du service du contrôle civil (*B. O. M.*, 10 juin 1932).

2 juin 1932. — Arrêté résidentiel donnant délégation aux chefs de région, de circonscription autonome et adjoints civils, ordonnateurs secondaires pour prendre les décisions relatives à la gestion du personnel auxiliaire payé sur les crédits délégués par le service du contrôle civil (*B. O. M.*, 24 juin 1932).

17 juin 1932. — Arrêté viziriel réglementant les conditions d'attribution et fixant les taux des primes de langue arabe et de dialectes berbères (*B. O. M.*, 24 juin 1932).

20 juillet 1932. — Dahir rendant justiciables de la Cour des comptes les comptes des comptables des offices et établissements publics de l'Etat marocain, des budgets municipaux et régionaux

et des établissements publics locaux (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 22 juillet 1932) (*B. O. M.*, 30 septembre 1932).

7 septembre 1932. — Arrêté viziriel relatif à la délivrance de traductions authentiques en matière administrative (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 15 septembre 1932) (*B. O. M.*, 23 septembre 1932).

7 octobre 1932. — Décret modifiant le décret du 16 avril 1917, portant règlement sur la comptabilité publique du protectorat français au Maroc (*J. O.*, 13 octobre 1932).

25 octobre 1932. — Arrêté viziriel organisant l'inspection des pharmacies, herboristeries, usines et dépôts de médicaments et produits pharmaceutiques, et des magasins de droguistes, épiciers, coiffeurs, parfumeurs, etc. (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 10 novembre 1932) (*B. O. M.*, 18 novembre 1932).

26 novembre 1932. — Dahir modifiant le dahir du 9 juin 1917 portant règlement sur la comptabilité publique de l'Empire chérifien (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 21 décembre 1932) (*B. O. M.*, 30 décembre 1932).

7 décembre 1932. — Dahir modifiant le dahir du 10 juillet 1931 relatif au fonctionnement et à l'organisation financière des hôpitaux civils érigés en établissements publics (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 23 décembre 1932) (*B. O. M.*, 30 décembre 1932).

12 décembre 1932. — Décret modifiant le décret du 23 août 1927 sur les traitements des fonctionnaires civils (indemnité spéciale au Maroc et indemnités pour examens) (*J. O.*, 15 décembre 1932).

16 décembre 1932. — Arrêté viziriel complétant l'arrêté viziriel du 5 octobre 1931 formant statut du personnel auxiliaire des administrations publiques du protectorat (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 16 décembre 1932) (*B. O. M.*, 23 décembre 1932).

Armée. — 17 avril 1932. — Décrets portant organisation militaire du corps des douanes pour le temps de guerre et en cas de troubles ou de menace d'agression en Tunisie et au Maroc (*J. O.*, 12 mai 1932).

Commissions et comités. — 5 octobre 1932. — Arrêté résidentiel portant modification à l'arrêté résidentiel du 8 novembre 1913 instituant un comité de législation (*B. O. R.*, 7 octobre 1932).

30 novembre 1932. — Arrêté résidentiel portant création d'un comité supérieur d'économies et de commissions tripartites d'économies (*B. O. M.*, 2 décembre 1932).

Communes. — Organisation municipale. — Arrêté viziriel portant modification à l'arrêté viziriel du 7 août 1931 instituant un cadre administratif particulier pour les municipalités et formant statut du personnel de ce cadre (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 7 avril 1932) (*B. O. M.*, 22 avril 1932).

17 février 1932. — Arrêté viziriel complétant l'arrêté viziriel du 7 août 1931 instituant un cadre administratif particulier pour les municipalités et formant statut du personnel de ce cadre (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 25 février 1932) (*B. O. M.*, 4 mars 1932).

31 août 1932. — Dahir portant modification au dahir du 6 octobre 1926 sur le recouvrement des créances municipales (*Vu pour promulgation et mise à exécution, le 10 octobre 1932*) (*B. O. M.*, 21 octobre 1932).

31 août 1932. — Arrêté viziriel portant modification à l'arrêté viziriel du 4 janvier 1919 portant règlement sur la comptabilité municipale (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 10 octobre 1932) (*B. O. M.*, 21 octobre 1932).

Troisième collège. — 30 décembre 1932. — Arrêté résidentiel modifiant l'arrêté résidentiel du 13 octobre 1926 relatif au troisième collège électoral (*B. O. M.*, 13 janvier 1933).

Dépôt légal. — 7 octobre 1932. — Dahir portant réglementation du dépôt légal (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 3 novembre 1932) (*B. O. M.*, 11 novembre 1932).

Douanes et Régie. — 19 janvier 1932. — Dahir complétant le dahir du 28 juillet 1931 instituant le régime du drawback sur les conserves de poissons, de viandes et de légumes destinés à l'exportation (*B. O. M.*, 19 février 1932).

12 août 1932. — Dahir fixant les pénalités applicables en cas d'infraction aux dispositions de l'accord du 14 juillet 1931 qui prévoit les formalités douanières à accomplir dans les bureaux mixtes franco-espagnols (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 9 septembre 1932) (*B. O. M.*, 16 septembre 1932).

12 août 1932. — Arrêté viziriel approuvant les accords intervenus entre les zones française et espagnole de l'Empire chérifien au sujet des échanges de marchandises entre les deux zones et de la création de bureaux mixtes et de statistiques douanières à la frontière commune desdites zones (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 9 septembre 1932) (*B. O. M.*, 16 septembre 1932).

15 septembre 1932. — Arrêté viziriel fixant les conditions dans lesquelles il peut être fait acte de déclarant en douane et édic-

tant des mesures de police à l'égard des commis et travailleurs en douane (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 23 octobre 1932) (*B. O. M.*, 25 novembre 1932).

15 novembre 1932. — Arrêté vizireil modifiant l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1929 portant organisation du cadre général extérieur du service des douanes et régies (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 15 novembre 1932) (*B. O. M.*, 25 novembre 1932).

Eaux. — 2 juillet 1932. — Dahir modifiant le dahir du 1^{er} août 1925 sur le régime des eaux (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 6 juillet 1932) (*B. O. M.*, 8 juillet 1932).

Enseignement. — 12 janvier 1932. — Arrêté viziriel portant création d'un centre d'études des pays de l'Occident musulman et fixant les conditions de son fonctionnement (*B. O. M.*, 22 janvier 1932).

16 décembre 1932. — Arrêté viziriel modifiant l'arrêté viziriel du 18 mars 1928 instituant le nouveau régime des examens pour l'obtention des divers titres délivrés par l'Institut des hautes études marocaines (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 16 décembre 1932) (*B. O. M.*, 23 décembre 1932).

Finances. — 17 février 1932. — Dahir complétant l'annexe I du dahir du 14 août 1929 concernant les perceptions auxquelles donnent lieu les actes et procédures des juridictions françaises et les actes notariés (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 1^{er} mars 1932) (*B. O. M.*, 11 mars 1932).

25 février 1932. — Arrêté viziriel modifiant l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1929 portant organisation du personnel des cadres administratifs de la direction générale des finances (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 25 février 1932) (*B. O. M.*, 4 mars 1932).

4 mars 1932. — Dahir portant modification au dahir du 24 juillet 1918 portant réglementation de la taxe urbaine (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 15 mars 1932) (*B. O. M.*, 25 mars 1932).

9 mars 1932. — Dahir exemptant de l'impôt sur le timbre les récépissés d'objets, de marchandises, de titres ou valeurs (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 18 mars 1932) (*B. O. M.*, 1^{er} avril 1932).

9 mars 1932. — Dahir complétant le dahir du 15 décembre 1917 sur le timbre (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 18 mars 1932) (*B. O. M.*, 1^{er} avril 1932).

30 mars 1932. — Arrêté résidentiel modifiant l'arrêté résidentiel du 31 mars 1920 réglementant le statut du corps du contrôle civil au Maroc (*B. O. M.*, 13 mai 1932).

27 avril 1932. — Loi autorisant le gouvernement chérifien à contracter un emprunt de 1.535.676.000 francs (*J. O.* du 5 mai 1932).

20 juin 1932. — Arrêté viziriel réglant les droits de patente pour certaines professions non dénommées au tarif annexé au dahir du 9 octobre 1920 (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 30 juin 1932) (*B. O. M.*, 8 juillet 1932).

24 juin 1932. — Dahir complétant le dahir du 24 février 1930 portant réglementation de la taxe d'habitation (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 30 juin 1932) (*B. O. M.*, 8 juillet 1932).

25 juillet 1932. — Dahir modifiant l'annexe I du dahir du 14 août 1929 portant promulgation de deux textes intitulés respectivement : 1° perceptions auxquelles donnent lieu les actes et procédures des juridictions françaises et les actes notariés ; 2° modifications aux dahirs sur l'enregistrement et le timbre (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 25 juillet 1932) (*B. O. M.*, 29 juillet 1932).

27 juillet 1932. — Dahir modifiant le dahir du 19 juin 1921 relatif à l'enregistrement (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 6 août 1932) (*B. O. M.*, 19 août 1932).

14 septembre 1932. — Dahir modifiant le dahir du 20 juin 1930 portant création de taxes intérieures de consommation et relèvement de certaines taxes existantes (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 12 octobre 1932) (*B. O. M.*, 21 octobre 1932).

23 octobre 1932. — Dahir exonérant du droit de timbre des valeurs mobilières les titres des sociétés, compagnies et personnes publiques françaises qui ont déjà acquitté cet impôt en France (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 23 mars 1933) (*B. O. M.*, 31 mars 1933).

7 décembre 1932. — Arrêté viziriel accordant un délai pour l'application de certaines dispositions de l'arrêté viziriel du 6 août 1932 modifiant l'arrêté viziriel du 6 février 1923 sur la police de la circulation et du routage (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 19 décembre 1932) (*B. O. M.*, 30 décembre 1932).

9 décembre 1932. — Dahir portant exonération de l'impôt des patentes au profit des banques populaires (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 21 décembre 1932) (*B. O. M.*, 30 décembre 1932).

Organisation judiciaire. — 27 février 1932. — Arrêté résidentiel portant création d'une commission chargée de fixer les règles de transcription en français de l'arabe et du berbère (*B. O. M.*, 11 mars 1932).

3 mai 1932. — Dahir modifiant le dahir du 16 décembre 1929 portant institution en zone française de l'Empire chérifien, de conseils de prud'hommes (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 11 juin 1932) (*B. O. M.*, 17 juin 1932).

4 mai 1932. — Dahir modifiant l'article 39 de l'annexe I du dahir du 14 août 1929 réglementant les perceptions auxquelles donnent lieu les procédures des juridictions françaises et les actes notariés (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 6 juin 1932) (*B. O. M.*, 17 juin 1932).

24 mai 1932. — Décret relatif à l'organisation judiciaire du protectorat français au Maroc (*J. O.*, 29 mai 1932).

3 juin 1932. — Décret ratifiant un dahir portant création d'un poste de suppléant rétribué de juge de paix au tribunal de paix de Fès (*J. O.*, 6 juin 1932).

6 juin 1932. — Arrêté résidentiel fixant les règles de transcription en français de l'arabe et du berbère, en vue de déterminer l'orthographe française des termes géographiques et des noms de collectivités (*B. O. M.*, 17 juin 1932).

20 juillet 1932. — Dahir fixant la composition de la commission locale marocaine des comptes, et la procédure à suivre devant cette juridiction (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 22 septembre 1932) (*B. O. M.*, 30 septembre 1932).

8 septembre 1932. — Dahir modifiant la quatrième partie du 7 juillet 1914 portant réglementation de la justice civile indigène et de la transmission de la propriété immobilière (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 28 septembre 1932) (*B. O. M.*, 14 octobre 1932).

30 septembre 1932. — Décret relatif à l'organisation judiciaire du protectorat de la France au Maroc (*J. O.*, 3 octobre 1932).

Police. — 30 mars 1932. — Arrêté viziriel complétant l'arrêté viziriel du 31 décembre 1930 portant organisation du personnel des services actifs de la police générale (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 30 mars 1932) (*B. O. M.*, 15 avril 1932).

30 juillet 1932. — Dahir portant organisation du service de l'identification générale (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 11 août 1932) (*B. O. M.*, 19 août 1932).

Arrêté viziriel portant organisation du personnel du service de l'identification générale (*B. O. M.*, 19 août 1932).

Arrêté viziriel fixant les cadres et les traitements du personnel du service de l'identification générale (*B. O. M.*, 19 août 1932).

6 août 1932. — Arrêté viziriel modifiant l'arrêté viziriel du 6 février 1923 sur la police de la circulation et du roulage (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 12 août 1932) (*B. O. M.*, 26 août 1932).

3 décembre 1932. — Dahir complétant le dahir du 21 juillet 1923 sur la police de la chasse (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 17 janvier 1933) (*B. O. M.*, 27 janvier 1933).

19 décembre 1932. — Arrêté viziriel modifiant l'arrêté viziriel du 6 février 1923 sur la police de la circulation et du roulage (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 21 décembre 1932) (*B. O. M.*, 30 décembre 1932).

30 décembre 1932. — Arrêté résidentiel modifiant les arrêtés résidentiels du 1^{er} juin 1919 relatifs aux chambres françaises consultatives d'agriculture, de commerce et d'industrie et aux chambres mixtes d'agriculture, de commerce et d'industrie (*B. O. M.*, 13 janvier 1933).

II. — DROIT PRIVÉ ET DROIT CRIMINEL

Amnistie. — 3 juin 1932. — Décret portant application sous certaines réserves de la loi d'amnistie du 26 décembre 1931 devant les juridictions militaires françaises du protectorat du Maroc (*J. O.*, 4 juin 1932).

Baux à loyer. — 3 mai 1932. — Dahir modifiant le dahir du 21 mars 1930 réglant les rapports entre locataires et bailleurs, en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyers d'immeubles ou locaux à usage commercial ou industriel (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 28 mai 1932) (*B. O. M.*, 10 juin 1932).

Etat civil. — 25 janvier 1932. — Dahir sur la déclaration des naissances et décès des étrangers (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 11 février 1932) (*B. O. M.*, 19 février 1932).

Fonds de commerce. — 4 mai 1932. — Dahir modifiant le dahir du 31 décembre 1914 sur la vente et le nantissement des fonds de commerce (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 6 juin 1932) (*B. O. M.*, 17 juin 1932).

Fraudes. — 12 janvier 1932. — Arrêté viziriel modifiant l'arrêté viziriel du 6 décembre relatif à l'application du dahir du 14 octobre 1914 sur la répression des fraudes (Vu pour promul-

gation et mise à exécution, le 28 janvier 1932) (*B. O. M.*, 5 février 1932).

15 septembre 1932. — Dahir modifiant le dahir du 11 octobre 1925 relatif à la répression des fraudes en matière de douanes et impôts intérieurs (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 23 octobre 1932) (*B. O. M.*, 4 novembre 1932).

28 septembre 1932. — Dahir relatif à la répression des fraudes sur l'origine des produits exportés en France et en Algérie au titre du contingent (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 27 septembre 1932) (*B. O. M.*, 30 septembre 1932).

Libération conditionnelle. — 1^{er} juillet 1932. — Dahir relatif à la libération conditionnelle des individus condamnés par les juridictions françaises de l'Empire chérifien (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 1^{er} juillet 1932) (*B. O. M.*, 22 juillet 1932).

13 juillet 1932. — Arrêté résidentiel réglementant les conditions d'application aux condamnés des tribunaux français, des dispositions du dahir du 1^{er} juillet 1932 relatif à la libération conditionnelle (*B. O. M.*, 22 juillet 1932).

Peine de mort. — 26 novembre 1932. — Dahir sur l'exécution de la peine de mort au Maroc (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 28 novembre 1932) (*B. O. M.*, 2 décembre 1932).

Procédure. — 12 février 1932. — Dahir modifiant le dahir du 12 août 1913 sur la procédure civile (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 1^{er} mars 1932) (*B. O. M.*, 11 mars 1932).

27 juillet 1932. — Dahir portant modifications à la réglementation des saisies-arrests et cessions des appointements, traitements, salaires et soldes (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 13 septembre 1932) (*B. O. M.*, 23 septembre 1932).

3 septembre 1932. — Dahir modifiant et complétant le dahir du 12 août 1913 sur la procédure civile (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 8 octobre 1932) (*B. O. M.*, 14 octobre 1932).

Propriété industrielle. — 7 octobre 1932. — Arrêté viziriel modifiant l'arrêté viziriel du 21 février 1917 réglant le mode d'application du dahir du 23 juin 1916 relatif à la protection de la propriété industrielle (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 27 octobre 1932) (*B. O. M.*, 4 novembre 1932).

7 octobre 1932. — Dahir modifiant le dahir du 23 juin 1916 relatif à la protection de la propriété industrielle (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 27 octobre 1932) (*B. O. M.*, 4 novembre 1932).

Récidive. — 27 juin 1932. — Décret rendant applicable aux individus condamnés par les juridictions françaises de l'Empire chérifien la loi du 14 août 1885 sur les moyens de prévenir la récidive (*J. O.*, 6 juillet 1932).

Successions vacantes. — 28 septembre 1932. — Arrêté viziriel autorisant l'appréhension par le bit el mal marocain des successions en déshérence des musulmans algériens et tunisiens, non citoyens français, décédés au Maroc (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 10 octobre 1932) (*B. O. M.*, 21 octobre 1932).

III. — Législation économique et sociale

Agriculture. Commerce. Industrie. — 1^{er} février 1932. — Arrêté résidentiel transformant les chambres françaises mixtes de Fès, Meknès, Marrakech et Oujda en chambres d'agriculture et en chambres de commerce et d'industrie (*B. O. M.*, 12 février 1932).

31 mai 1932. — Dahir modifiant le dahir du 25 novembre 1925 portant organisation du crédit agricole à moyen terme par l'intermédiaire de la Caisse de prêts immobiliers du Maroc (*B. O. M.*, 24 juin 1932).

6 juillet 1932. — Dahir modifiant et complétant le dahir du 27 août 1918 réglementant le nantissement des produits agricoles (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 11 août 1932) (*B. O. M.*, 19 août 1932).

3 novembre 1932. — Dahir relatif au commerce des blés (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 3 novembre 1932) (*B. O. M.*, 4 novembre 1932).

3 novembre 1932. — Dahir édictant des dispositions nouvelles au regard des farines destinées à la panification (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 3 novembre 1932) (*B. O. M.*, 4 novembre 1932).

Assistance. — Crédit mutuel. — 1^{er} juillet 1932. — Arrêté résidentiel réglementant la composition et les attributions de la commission permanente de l'Office des mutilés et anciens combattants et modifiant les arrêtés résidentiels du 20 janvier 1924 portant création de l'Office des mutilés et anciens combattants, du 25 février 1931 relatif aux ristournes d'intérêts sur prêts hypothécaires, du 15 août 1931 sur les prêts professionnels et du 11 novembre 1931 sur les prêts à l'établissement et les prêts d'honneur (*B. O. M.*, 15 juillet 1932).

27 juillet 1932. — Dahir modifiant le dahir du 1^{er} juin 1931 portant création de caisses régionales d'épargne et de crédit agri-

cole indigènes et modifiant le dahir du 15 juin 1927 sur la caisse centrale des sociétés indigènes de prévoyance (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 6 août 1932) (*B. O. M.*, 19 août 1932).

28 juillet 1932. — Arrêté viziriel portant modification à l'arrêté viziriel du 29 novembre 1931, pris en exécution de l'art. 27 du dahir du 9 mai 1923 sur le crédit agricole mutuel (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 31 août 1932) (*B. O. M.*, 9 septembre 1932).

29 juillet 1932. — Arrêté résidentiel portant modification à l'arrêté résidentiel du 18 décembre 1931 fixant les conditions dans lesquelles s'effectuera le contrôle des opérations faites par les institutions de crédit mutuel et de coopération agricole avec leurs sociétaires (*B. O. M.*, 9 septembre 1932).

21 septembre 1932. — Dahir complétant le dahir du 31 mai 1932 modifiant le dahir du 25 novembre 1925 relatif à l'organisation du crédit agricole à moyen terme par l'intermédiaire de la Caisse de prêts immobiliers du Maroc (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 7 octobre 1932) (*B. O. M.*, 14 octobre 1932).

Avocats et défenseurs. — 5 mai 1932. — Dahir modifiant et complétant le dahir du 10 janvier 1924 sur l'organisation du barreau et l'exercice de la profession d'avocat (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 8 juin 1932) (*B. O. M.*, 17 juin 1932).

5 mai 1932. — Dahir modifiant le dahir du 10 janvier 1924 instituant des défenseurs agréés près les juridictions makhzen et réglementant l'exercice de leur profession (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 8 juin 1932) (*B. O. M.*, 17 juin 1932).

30 juillet 1932. — Dahir modifiant les articles 52 et 60 du dahir du 10 janvier 1924 sur l'organisation du barreau et l'exercice de la profession d'avocat (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 10 août 1932) (*B. O. M.*, 19 août 1932).

Cinématographie. — 7 mai 1932. — Arrêté viziriel relatif à l'organisation du contrôle des films cinématographiques (*B. O. M.*, 10 juin 1932).

Colonisation. — 18 mai 1932. — Dahir relatif à l'aliénation des lots de colonisation à la suite d'un arrêté de déchéance ou à la requête des créanciers inscrits, et au rachat de ces lots par l'Etat (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 1^{er} juin 1932) (*B. O. M.*, 10 juin 1932).

2 octobre 1932. — Dahir modifiant le dahir du 22 mai 1922 ayant pour but de faciliter aux attributaires de lots de colonisation l'obtention du crédit hypothécaire pour continuer la valo-

risation de leurs lots (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 21 octobre 1932) (*B. O. M.*, 4 novembre 1932).

Distinctions honorifiques. — 29 avril 1932. — Dahir modifiant l'article 10 du règlement annexé au dahir du 11 janvier 1913 créant et réglementant l'ordre du « Ouissam alouite chérifien » (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 16 juin 1932) (*B. O. M.*, 24 juin 1932).

23 novembre 1932. — Dahir instituant une médaille d'honneur de l'administration pénitentiaire (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 16 décembre 1932) (*B. O. M.*, 23 décembre 1932).

Exportation. — 12 mai 1932. — Dahir relatif au contrôle des fruits et primeurs d'origine marocaine à l'exportation (*B. O. M.*, 23 mai 1932).

Habitations à bon marché. — 20 juin 1932. — Dahir concernant la construction d'habitations individuelles et de logements collectifs salubres et à bon marché ou à loyers moyens (*B. O. M.*, 24 juin 1932).

Meublés. — 11 janvier 1932. — Dahir relatif à la réglementation des meublés (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 1^{er} février 1932) (*B. O. M.*, 12 février 1932).

30 juillet 1932. — Dahir modifiant le dahir du 11 janvier 1932 relatif à la réglementation des meublés (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 5 août 1932) (*B. O. M.*, 12 août 1932).

Navigation. — 6 avril 1932. — Dahir modifiant le dahir du 30 août 1929 instituant des allocations compensatrices à la construction des bâtiments de mer (*B. O. M.*, 6 mai 1932).

14 septembre 1932. — Dahir concernant les mesures de police applicables aux navires étrangers séjournant ou circulant dans les eaux territoriales de la zone française de l'Empire chérifien (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 12 octobre 1932) (*B. O. M.*, 21 octobre 1932).

Pêche maritime et fluviale. — 2 février 1932. — Dahir modifiant l'annexe III du dahir du 31 mars 1919 portant règlement sur la pêche maritime (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 16 février 1932) (*B. O. M.*, 26 février 1932).

4 mai 1932. — Dahir modifiant l'annexe III du dahir du 31 mars 1919 portant règlement sur la pêche maritime (*B. O. M.*, 3 juin 1932).

30 juillet 1932. — Dahir complétant le dahir du 11 avril 1922 sur la pêche fluviale (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 10 août 1932) (*B. O. M.*, 19 août 1932).

23 septembre 1932. — Dahir modifiant et complétant l'annexe III du dahir du 31 mars 1919 formant règlement sur la pêche maritime (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 12 octobre 1932) (*B. O. M.*, 21 octobre 1932).

Ports. — 12 février 1932. — Arrêté viziriel modifiant l'arrêté viziriel du 16 décembre 1916 réglementant le service de l'acorage, du magasinage et autres opérations dans les ports du sud (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 15 mars 1932) (*B. O. M.*, 1^{er} avril 1932).

Primes. — *Rentes viagères.* — 20 avril 1932. — Dahir portant modification au dahir du 14 octobre 1931, modifiant le dahir du 30 avril 1922 précisant les conditions d'attribution d'une prime de fin de service aux fonctionnaires métropolitains, algériens et coloniaux détachés au Maroc (*B. O. M.*, 17 juin 1932).

25 octobre 1932. — Dahir portant création d'une caisse de rentes viagères du personnel auxiliaire des administrations publiques du Protectorat (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 7 novembre 1932) (*B. O. M.*, 18 novembre 1932).

Propriété foncière. — 6 juillet 1932. — Dahir complétant le dahir du 2 juin 1915 fixant la législation applicable aux immeubles immatriculés (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 11 août 1932) (*B. O. M.*, 19 août 1932).

3 septembre 1932. — Dahir étendant à de nouveaux territoires de l'Empire chérifien les dispositions du dahir sur l'immatriculation des immeubles et des textes réglementant le nouveau régime foncier (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 8 octobre 1932) (*B. O. M.*, 14 octobre 1932).

Sucres. Mélasses. Glucoses. — 6 avril 1932. — Arrêté viziriel déterminant les conditions d'agencement et d'exercice des sucreries et raffineries (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 7 avril 1932) (*B. O. M.*, 15 avril 1932).

6 avril 1932. — Dahir fixant le régime des sucres, mélasses et glucoses (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 7 avril 1932) (*B. O. M.*, 15 avril 1932).

12 novembre 1932. — Dahir relatif au régime des tabacs au Maroc (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 17 novembre 1932) (*B. O. M.*, 2 décembre 1932).

Ventes publiques. — 2 février 1932. — Dahir modifiant les articles 9 et 26 du dahir du 26 avril 1919 sur les ventes publiques de meubles (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 25 février 1932) (*B. O. M.*, 4 mars 1932).

Texte commun à l'Algérie, à la Tunisie et au Maroc

20 novembre 1932. — Décret beylical relatif aux pensions à parts contributives servies par la France, la Tunisie et le Maroc (*J. O. T.*, 14 décembre 1932).

COLONIES ET PROTECTORATS.

par M. André MAYER,

avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation.

Réglementation générale

Administration centrale. — Un décret du 27 novembre modifie l'organisation de l'Administration centrale (Conseil des directeurs, avancement du personnel, discipline, détachement des fonctionnaires) (*J. Off.*, 5 décembre).

Amnistie. — Des décrets du 31 mai ont déterminé pour les Colonies françaises, à l'exception de la Réunion, de la Martinique et de la Guadeloupe, les infractions auxquelles s'appliquent les dispositions de la loi du 26 décembre 1931 portant amnistie (*J. Off.*, 2 juin et 5 septembre).

Ananas. — Une taxe spéciale à l'importation des conserves d'ananas a été établie par une loi du 28 avril que complète un décret du 1^{er} juillet (*J. Off.*, 29 avril et 4 juillet).

Armée. — Trois décrets en date des 27 janvier, 1^{er} juin et 16 août sont relatifs à l'armée ; le plus important, celui du 16 août, réduit le taux des primes d'engagement et de rengagement (*J. Off.*, 1^{er} février, 11 juin, 21 septembre).

Aviation. — La loi du 11 décembre qui fixe le statut de l'aviation marchande est applicable aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat en ce qui concerne l'exploitation des lignes aériennes reliant directement la métropole à ces divers territoires (*J. Off.*, 15 décembre).

La loi du 16 mai 1930, modifiant l'article 9 de la loi du 31 mai 1924 sur la navigation aérienne, a été rendue applicable aux colonies (Décret du 13 décembre, *J. Off.*, 17 décembre).

Bananes. — Une loi du 7 janvier, complétée par un décret du 18 février, tend à assurer la sauvegarde de la production des bananes dans les colonies, pays de protectorat ou territoires sous mandat français (*J. Off.*, 8 janvier).

Caisses d'épargne. — La loi du 30 avril 1931 accroissant les ressources des caisses d'épargne a été rendue applicable aux colonies de la Guadeloupe, Martinique, Guyane, Nouvelle-Calédonie, Saint-Pierre et Miquelon (Décret du 24 mai, *J. Off.*, 28 mai).

Code civil. — Un décret du 26 octobre rend applicable aux colonies régies par l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 et aux territoires sous mandat français du Togo et du Cameroun la loi du 17 mars 1931 relative à l'annulation de la transcription du jugement de divorce effectuée après décès, qui complète le troisième alinéa de l'article 244 C. civ. (*J. Off.*, 4 novembre).

Code de commerce et Code de procédure civile. — Deux décrets des 22 juin et 21 décembre ont rendu applicables aux colonies, pays de protectorat, exception faite de l'Indochine pour le second de ces décrets :

1° La loi du 21 décembre 1930, modifiant l'article 41 du Code de commerce relatif à la preuve en matière de société (*J. Off.*, 4 juillet).

2° La loi du 28 mars 1931, modifiant les articles 2, 3, 66, 67 et 586 du Code de commerce ainsi que l'article 872 du Code de procédure civile et abrogeant l'article 70 du Code de commerce. Cette loi tend essentiellement à remplacer la publicité par affiche prévue par divers articles du Code de commerce et du Code de Procédure civile par celle qu'institue la loi du 18 mars 1919 au moyen du registre du commerce (*J. Off.*, 21 décembre).

Code d'instruction criminelle. — La loi du 2 juillet 1931, complétant l'article 70 du Code d'instruction criminelle, relatif à la constitution de partie civile, a été rendue applicable aux colonies et aux territoires français du Togo et du Cameroun par un décret du 3 juin (*J. Off.*, 10 juin).

Conseil supérieur des colonies. — Un décret du 31 mai modifie, en ce qui concerne l'élection des délégués de l'A. E. F. et des Etablissements de l'Océanie, le décret du 23 janvier 1929 qui avait réorganisé le Conseil supérieur des colonies (*J. Off.*, 4 juin).

Détournements d'avances. — Comme fréquemment des indigènes détournent ou dissipent les avances de salaires, primes d'engagement ou frais de transport qu'ils reçoivent, un décret du 2 juin a pour objet de réprimer ces manœuvres. Il s'applique à l'Indochine, aux Etablissements français de l'Inde, à l'Afrique occidentale française, aux territoires français du Togo et du Cameroun, à Madagascar, à la côte française des Somalis, en Nouvelle-Calédonie, dans les Etablissements d'Océanie et en Guyane (*J. Off.*, 4 juin).

Douanes. — Un certain nombre de décrets pris en exécution de la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial ont été ratifiés par une loi du 11 janvier (*J. Off.*, 15 janvier).

Economies. — Une commission d'économies a été instituée au ministère des Colonies par un décret du 16 novembre (*J. Off.*, 3 décembre). Elle est chargée de proposer les simplifications, les réformes et les réductions de personnel possibles.

Fonctionnaires. — Divers décrets intéressent les fonctionnaires. Ils sont relatifs à la prolongation des congés de convalescence (31 janvier), aux traitements (17 février et 5 juillet), aux frais de déplacement aux colonies (30 août), et à l'organisation du personnel des trésoreries coloniales (8 novembre) (*J. Off.*, 10 février, 6 mars, 10 juillet, 3 septembre, 16 novembre).

Gouverneurs. — L'article 112 de la loi de finances du 31 mars réduit le nombre des gouverneurs et résidents supérieurs des colonies (*J. Off.*, 1^{er} avril).

Médaille du Levant. — Une loi du 13 décembre 1932 est relative à l'attribution de cette médaille (*J. Off.*, 17 décembre).

Pêches maritimes. — Des mesures dont certaines intéressent les colonies sont prises pour encourager l'industrie des grandes pêches maritimes par une loi du 12 avril (*J. Off.*, 15 avril).

Pensions. — Un décret du 16 février, précisant certaines dispositions antérieures, est relatif à l'application des articles 42 et 52 de la loi du 14 avril 1924 (*J. Off.*, 20 février).

Un décret du 16 avril portant règlement d'administration publique élève le taux des pensions d'invalidité des militaires et des marins indigènes coloniaux et de leurs ayants cause et coordonne la réglementation antérieure (*J. Off.*, 22 avril).

Régime financier. — Un décret du 16 avril y apporte des modifications destinées à rendre toute son efficacité au contrôle préventif des finances locales (*J. Off.*, 21 avril).

Successions et biens vacants. — Aux termes d'un décret du 13 avril modifiant la réglementation antérieure, les successions vacantes inférieures à 50 francs sont, à l'expiration d'un délai de cinq ans portées en recette au budget local (*J. Off.*, 19 avril).

Union postale. — Un décret du 25 novembre a appliqué aux colonies la convention et les arrangements de l'union postale universelle signés à Londres le 28 juin 1929 (*J. Off.*, 29 novembre).

Afrique Équatoriale Française

Administration. — Un décret du 21 novembre modifie l'organisation administrative du Gouvernement général en vue de réaliser des économies (*J. Off.*, 29 novembre).

Budget. — Voir notamment décret du 28 avril (*J. Off.*, 1^{er} mai).

Douanes. — Voir décret du 16 mars modifiant les droits de douane (*J. Off.*, 19 mars) et une loi du 6 juillet relative à des interdictions d'exportation (*J. Off.*, 12 juillet).

Emprunt. — Des décrets du 23 juin et du 29 septembre autorisent l'exécution de travaux publics et notamment du chemin de fer Congo-Océan par prélèvements sur fonds d'emprunt (*J. Off.*, 28 juin-4 octobre).

Fraudes. — La loi du 19 mars 1925 concernant la répression des fraudes dans le commerce des engrais est étendue par un décret du 18 novembre aux Etablissements français de l'Inde, à la Réunion et à l'Afrique équatoriale française (*J. Off.*, 23 novembre).

Justice. — Un décret du 8 avril complète un décret antérieur du 24 juillet 1930 qui avait réorganisé la justice française en ce qui concerne les fonctions d'officiers de police judiciaire (*J. Off.*, 14 avril).

La procédure à suivre en matière de demandes en révision des jugements et arrêts des tribunaux indigènes et de la Chambre d'homologation est précisée par un décret du 23 mai (*J. Off.*, 26 mai).

Police du roulage. — Elle est réglementée par un décret du 4 octobre (*J. Off.*, 7 octobre).

Substances vénéneuses. — Voir NOUVELLE-CALÉDONIE.

Travaux publics. — Des servitudes pour l'exécution des travaux publics sont instituées par un décret du 4 septembre qui précise en outre les différents travaux pour lesquels l'utilité publique peut être déclarée (*J. Off.*, 9 septembre).

Afrique Occidentale Française

Accidents du travail. — Un décret du 2 avril poursuivant l'application progressive des lois sociales assure la réparation des accidents du travail survenus dans les entreprises utilisant des moteurs ou des explosifs. L'extension ultérieure de cette réglementation est prévue (*J. Off.*, 8 avril-15 novembre).

Admission et séjour. — Les conditions d'admission et de séjour des Français et étrangers sont réglementées par un décret du 12 janvier complétant et coordonnant les dispositions antérieures (J. Off., 21 janvier).

Agriculture. — Un décret du 9 novembre précise les pouvoirs conférés aux lieutenants gouverneurs en vue d'assurer la protection de l'agriculture et de l'élevage (J. Off., 13 novembre).

Banque de l'A. O. F. — Une loi du 12 avril approuve une convention passée avec la Banque de l'Afrique Occidentale ; elle a en partie pour objet d'assainir la situation financière dans la colonie (J. Off., 14, 22 avril).

Budgets. — Différents décrets approuvent le budget, portent ouverture et annulation de crédits.

Chemins de fer. — Un décret du 28 janvier approuve la convention passée entre le Gouvernement général et la Compagnie française des Chemins de fer au Dahomey relative au rachat du chemin de fer de Cotonou à Save (J. Off., 2 février).

Citoyen français. — Les conditions d'accession à la qualité de citoyen français sont fixées pour l'Afrique Occidentale Française et l'Indochine par un décret du 21 août (J. Off., 25 août).

Douanes. — Un décret du 1^{er} juin réglemente le service des douanes (J. Off., 11 juin, 12 septembre).

Plusieurs lois ou décrets sont relatifs aux droits, notamment sur les tabacs et les tissus de coton.

Emprunts. — Lois et décrets autorisant le Gouvernement général à contracter, à réaliser des emprunts et à effectuer des travaux par prélèvement sur fonds d'emprunt.

Haute-Volta. — Cette colonie a été supprimée par un décret du 5 septembre et les territoires qui la composaient ont été répartis entre les colonies du Niger, du Soudan et de la Côte d'Ivoire (J. Off., 10 et 16 septembre).

Justice. — Un décret du 20 novembre réorganise la justice musulmane et l'assessorat indigène auprès des juridictions françaises (J. Off., 26 novembre).

Louage. — Le régime d'exception auquel ont été soumis les baux et locations verbales a été prorogé pour une année par un décret du 2 janvier (J. Off., 7 janvier).

Niger. — Un office du Niger a été institué par un décret du 5 janvier (J. Off., 7 janvier).

Propriété foncière. — Un décret du 26 juillet réorganise le régime de la propriété foncière. Un de ses objets essentiels est d'accroître la sécurité des opérations de crédit foncier (*J. Off.*, 2 et 17 août).

Sénégal. — Un décret du 11 novembre autorise le Conseil colonial de cette colonie à statuer, sauf approbation, sur les droits d'octroi de mer (*J. Off.*, 17 novembre).

Substances vénéneuses. — Le décret du 26 janvier 1926 réglementant le commerce, la détention et l'emploi des substances vénéneuses est modifié par un décret du 25 avril (*J. Off.*, 30 avril).

Cameroun et Togo

Agriculture et commerce. — Un décret du 23 mai modifie le décret du 4 juin 1931 qui avait organisé le crédit mutuel agricole (*J. Off.*, 26 mai).

L'institution de chambres de commerce, d'agriculture et d'industrie est réglée par un décret du 26 janvier (*J. Off.*, 1^{er} février).

Budgets et crédits. — *Chemins de fer.* — *Santé publique.* — Un certain nombre de décrets sont relatifs au budget, à des ouvertures et annulations de crédits, portent création de rubriques nouvelles au budget, autorisent des engagements de dépenses sur fonds d'emprunt. Plusieurs de ces décrets concernent les crédits nécessaires nécessaires à l'exploitation des chemins de fer, aux grands travaux, à la protection de la santé publique et à l'assistance médicale gratuite (Décrets des 29 décembre 1931, 11 février, 27 février, 22 mars, 2 avril, 13 avril, 28 avril, 15 juin, 13 juillet, 26 juillet, 4 août, 11 août, 16 septembre, 25 septembre. *J. Off.*, 1^{er} janvier, 14 février, 3 mars, 27 mars, 6 avril, 19 avril, 1^{er} mai, 18 juin, 17 juillet, 31 juillet, 7 août, 17 août, 21 septembre, 30 septembre).

Crédit de l'Etat. — Les atteintes au crédit de l'Etat sont réprimées par un décret du 16 février (*J. Off.*, 19 février).

Fonds de commerce. — Un décret du 26 juillet réglemente la vente et le nantissement des fonds de commerce (*J. Off.*, 2 août).

Régime foncier. — Deux décrets du 21 juillet y sont relatifs ; l'un institue au Cameroun le régime foncier de l'immatriculation, l'autre réglemente la constatation des droits fonciers des indigènes (*J. Off.*, 24 juillet).

Régime forestier. — Il était fixé par un décret du 8 mars 1926 ; un décret du 24 août le modifie (*J. Off.*, 28 août).

Rhums. — Un décret du 2 août réprime la fraude sur les rhums et tafias (*J. Off.*, 5 août).

Sociétés. — La loi du 1^{er} mai 1930, modifiant la loi du 22 novembre 1913 sur le régime des sociétés, est rendu applicable au Cameroun par un décret du 21 juillet (*J. Off.*, 24 juillet).

Substances vénéneuses. — Des décrets du 24 mai modifient la réglementation antérieure du commerce, de la détention et de l'emploi des substances vénéneuses au Cameroun, au Togo, à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Côte française des Somalis (*J. Off.*, 29 mai).

Guadeloupe

Agriculture. — Décret du 16 mars : mesure fiscale destinée à favoriser le reboisement (*J. Off.*, 19-mars).

Code civil. — Voir MARTINIQUE.

Code de procédure civile. — Voir MARTINIQUE et INDOCHINE.

Commune. — Voir MARTINIQUE.

Douanes. — Décrets des 29 janvier (tarif-octroi de mer), 28 avril (prohibition d'exportation), 21 juillet (droits de statistique), 21 juillet (droits de quai), 1^{er} octobre (relèvement des droits sur le sel) (*J. Off.*, 1^{er} février, 28 avril, 24 juillet, 4 octobre).

Emprunts. — Décrets des 2 mai et 4 novembre, portant autorisation de travaux à effectuer sur fonds d'emprunt (*J. Off.*, 5 mai, 10 novembre).

Energie électrique. — Voir MARTINIQUE.

Enregistrement. — Voir MARTINIQUE.

Fonds de commerce. — Un décret du 29 mars régleme la vente et le nantissement des fonds de commerce (*J. Off.*, 5 avril).

Fraudes. — Un décret du 9 juillet porte application de la loi du 19 mars 1925 concernant la répression des fraudes dans le commerce des engrais (*J. Off.*, 11 juillet).

Habitations à bon marché. — Pour les favoriser, diverses exemptions fiscales leur sont accordées (Décret du 2 février, *J. Off.*, 10 février).

Instruction publique. — Voir MARTINIQUE. Voir également un décret du 22 mars (*J. Off.*, 27 mars).

Pêche. — La pêche à la baleine est intéressée par deux décrets du 1^{er} juin (*J. Off.*, 4 juin).

Saisie-arrêt. — Voir MARTINIQUE.

Substances vénéneuses. — La réglementation antérieure est modifiée par un décret du 25 mai (*J. Off.*, 29 mai).

Travaux publics. — Voir MARTINIQUE.

Guyane

Emprunt. — Décret du 5 septembre autorisant la réalisation d'une première tranche de l'emprunt prévu par la loi du 10 juillet 1931 (*J. Off.*, 9 septembre).

Enregistrement. — Un décret du 15 juillet modifie le troisième alinéa de l'article 89 de l'ordonnance du 31 décembre 1828 sur l'enregistrement (*J. Off.*, 19 juillet).

Fraudes. — Un décret du 21 avril est relatif à l'application de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes et les falsifications (*J. Off.*, 26 avril).

Instruction publique. — Le décret du 17 septembre 1906 portant réorganisation de l'enseignement primaire est modifié par un décret du 28 octobre (*J. Off.*, 3 novembre). — Voir aussi MARTINIQUE.

Substances vénéneuses. — Voir RÉUNION.

Inde (Établissements Français de l')

Contrainte par corps. — Le décret du 12 février 1898 portant rétablissement de la contrainte par corps est abrogé par un décret du 13 décembre (*J. Off.*, 18 décembre).

Enregistrement. — Voir décret du 23 août (*J. Off.*, 26 août).

Fraudes. — Deux décrets (22 juin, 23 août) sont relatifs à la répression des fraudes (*J. Off.*, des 22 juin, 26 août, 4 septembre). — Voir aussi AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE.

Indochine

Administration. — Un décret du 20 octobre modifie les pouvoirs des chefs d'administration locale et consent diverses délégations (*J. Off.*, 27 octobre).

Agriculture. — Deux décrets des 8 avril et 29 novembre sont relatifs à des prêts à consentir aux planteurs (*J. Off.*, 14 avril, 1^{er} décembre).

Le décret du 22 avril autorise le Gouvernement général de l'Indochine à intervenir aux procédures des ventes sur saisie immobilière de rizières et porte création d'un office de colonisation rurale en Cochinchine (*J. Off.*, 27 avril).

Un office de soutien de la production agricole est créé par un décret du 29 juin (*J. Off.*, 4 juillet).

Arbitrage. — Un décret du 2 avril 1932 organise la conciliation et l'arbitrage dans les différends collectifs entre les ouvriers ou employés indigènes ou asiatiques assimilés et leurs employeurs (*J. Off.*, 8 avril).

Budget. — Plusieurs décrets d'approbation et d'ouvertures de crédits.

Citoyens français. — Voir AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE.

Cochinchine. — Représentation des populations autochtones de la Cochinchine au Conseil supérieur des colonies (Décret du 13 avril, *J. Off.*, 16 avril).

Le nantissement immobilier est étendu à l'ensemble de la Cochinchine par un décret du 24 mai (*J. Off.*, 28 mai).

Code pénal. — L'article 91 du Code pénal est modifié par un décret du 21 mai (*J. Off.*, 27 mai).

Code de procédure civile. — La loi du 15 juillet 1931, modifiant l'article 68 du Code de procédure civile en vue de remédier aux inconvénients des significations en mairie, a été introduite par un décret du 1^{er} juin en Indochine, à la Guadeloupe, à la Martinique, à la Réunion, à la Nouvelle-Calédonie, aux Etablissements français de l'Océanie et à Saint-Pierre et Miquelon (*J. Off.*, 4 juin).

Conseil (Grand) des intérêts économiques et financiers. — Possibilité pour le Gouverneur général de demander une seconde délibération (Décret du 7 juillet, *J. Off.*, 11 juillet).

Conseil du Contentieux. — Les décrets des 6 septembre 1921, 9 juin 1925, 20 mai 1928, portant réforme du Conseil du Contentieux sont abrogés par un décret du 26 mai. Le décret nouveau remplace les deux conseils par un seul, siégeant à Hanoï et refond les textes organisant le contentieux administratif (*J. Off.*, 1^{er} juin).

Crédit Foncier. — Un service de prêts fonciers à moyen et à long terme est créé par un décret du 29 avril (*J. Off.*, 1^{er} mai).

Douanes. — Nombreux décrets relatifs aux douanes portant principalement des relèvements de tarif.

Emprunts. — Une loi du 26 avril autorise le Gouvernement général de l'Indochine : 1^o à contracter un emprunt de 250 millions ; 2^o à donner sa garantie aux emprunts contractés par des

établissements de crédit en vue de prêts fonciers aux propriétaires de rizières ; 3° à donner sa garantie aux emprunts contractés par un établissement public sous sa dépendance en vue de soutenir la production et dans la limite de 160 millions (*J. Off.*, 28 avril).

Plusieurs décrets autorisent l'ouverture de travaux sur fonds d'emprunt.

Fonctionnaires. — Parmi plusieurs décrets il faut retenir celui du 10 mai qui apporte des modifications à l'organisation du personnel des services civils (*J. Off.*, 24 mai).

Fraudes. — Un décret du 10 mai portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1^{er} août 1905 prescrit certaines mesures pour assurer la conservation des denrées et la fidélité du débit (*J. Off.*, 20 mai).

Plusieurs lois et décrets relatifs à la répression des fraudes sont rendus applicables par un décret du 11 juillet (*J. Off.*, 17 juillet).

Interdiction de séjour. — Un décret du 21 mai renforce les pouvoirs du Gouverneur général en la matière (*J. Off.*, 27 mai).

Justice et officiers ministériels. — Un décret du 19 mai assure l'assistance d'un défenseur aux condamnés aux travaux forcés en cours de peine traduits devant la Cour d'appel et devant répondre d'un crime de nature à entraîner la peine de mort (*J. Off.*, 22 mai).

L'organisation judiciaire est à nouveau modifiée par un décret du 29 juillet (Cour criminelle à Ventianes) (*J. Off.*, 2 et 10 août).

Certains agents sont autorisés à percevoir séance tenante les amendes infligées en matières de pêche fluviale (Décret du 29 juillet, *J. Off.*, 2 août).

Voir encore pour le notariat les décrets des 23, 24 août, 6 septembre, 1^{er} octobre (*J. Off.*, 26, 28 août, 10 septembre, 4 octobre).

Législation annamite. — Un décret du 30 mai modifie et complète le titre X du livre 1^{er} du Précis de législation annamite (Minorité, tutelle, émancipation) (*J. Off.*, 3 juin.).

Médecine. — Un décret du 25 avril précise les dispositions antérieures relatives à l'exercice de la médecine (*J. Off.*, 30 avril).

Prêts hypothécaires. — Voir décret du 20 novembre (*J. Off.*, 25 novembre).

Sel. — Le régime du sel est modifié par un décret du 24 mai (*J. Off.*, 28 mai).

Substances vénéneuses. — Un décret du 16 février modifie la législation relative au commerce, à l'emploi et à la détention des substances vénéneuses (*J. Off.*, 19 février).

Tabacs. — Le régime des tabacs est modifié par un décret du 20 mai (*J. Off.*, 22 mai).

Madagascar

Admission et séjour des Français et des étrangers. — Les conditions en sont réglementées par un décret du 21 juin. Ce texte codifie les dispositions antérieures et exige des immigrants sans cesse plus nombreux des garanties plus sérieuses (*J. Off.*, 30 juin).

Agriculture. — La loi du 18 juillet 1889 sur le colonat partiaire, complétée par certaines dispositions spéciales, est rendue applicable par un décret du 16 février (*J. Off.*, 19 février).

Un décret du 10 mai réglemente les warrants agricoles (*J. Off.*, 20 mai).

Le décret du 18 avril 1930 organisant le crédit, la mutualité et la coopération agricoles est modifié de façon à assurer plus de souplesse aux organismes de crédit mutuel (Décret du 18 septembre, *J. Off.*, 22 septembre).

Assistance. — Pour compléter l'œuvre sociale déjà entreprise, des bureaux d'assistance sociale sont créés par un décret du 22 janvier (*J. Off.* du 26 janvier et rectificatif au *J. Off.* du 8 février).

Budget. — Crédits. — Fonds d'emprunt. — Chemins de fer. — Santé publique. — Plusieurs décrets sont relatifs au budget, portent ouverture de crédit, prélèvements sur fonds d'emprunt, pourvoient à des dépenses d'assistance médicale et aux dépenses de chemins de fer.

Citoyens français. — Les conditions d'accèsion des indigènes de Madagascar aux droits de citoyen français fixées par un décret du 3 mars 1909 sont modifiées par un décret du 31 mai (*J. Off.*, 6 juin).

Code de procédure civile. — La loi du 15 juillet 1931 modifiant l'article 68 du Code de procédure civile en vue de remédier aux inconvénients des significations en mairie a été introduite par un décret du 11 décembre (*J. Off.*, du 16 décembre).

Domaine. — Le décret du 28 septembre 1926 réglementant le domaine à Madagascar est modifié par un décret du 16 février qui assouplit le régime des concessions (*J. Off.*, 19 février).

Douanes. — Divers décrets et lois intéressent le régime douanier de la colonie. Les uns sont relatifs aux tarifs et aux droits de douane, d'autres au paiement de la prime d'exportation sur les cafés, d'autres enfin portent prohibition d'exportation.

Un décret du 11 février porte approbation partielle d'une délibération de la commission permanente des délégations financières

relative à l'établissement du régime de l'entrepôt fictif dans certains ports de la colonie (*J. Off.*, 19 février).

Une loi du 30 juillet ratifie le décret du 7 septembre 1931 relatif aux entrepôts réels des douanes de la colonie (*J. Off.*, 4 août).

Loyers. — La crise des loyers n'ayant pas pris fin, un décret du 5 janvier proroge la législation d'exception sur les loyers des locaux à usage d'habitation (*J. Off.*, 9 janvier).

Régime minier. — Il est modifié par un décret du 16 février. Les textes nouveaux plus souples avaient déjà été appliqués dans d'autres colonies (*J. Off.*, 1^{er} mars).

Tabacs. — Un décret du 16 novembre réglemente la culture et la fabrication des tabacs et porte création dans la colonie d'un organisme d'Etat d'achat et de vente des tabacs manufacturés (*J. Off.*, 30 novembre et 5 décembre).

Martinique

Code civil. — La loi du 13 février 1932 qui abroge le 5^o du premier alinéa de l'article 76 du Code civil (énonciation de l'acte de mariage) est applicable aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion (*J. Off.*, 15 février).

Un décret du 27 novembre rend applicable à la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion, la loi du 9 juillet 1931 qui a eu pour objet de mettre en harmonie les prescriptions imposées pour la sûreté des biens du mineur avec la dévalorisation du franc (*J. Off.*, 2 décembre).

Code de procédure civile. — Une loi du 6 avril a modifié la compétence des tribunaux en matière de pension alimentaire et en matière de contestations relatives à des fournitures, travaux, locations, louage d'ouvrage et d'industrie. Elle est applicable aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion (*J. Off.*, 8 avril).

La loi du 26 novembre 1923, complétant les articles 2 et 59 du Code de procédure civile et modifiant les règles de compétence pour la réparation des dommages causés par les délits et quasi-délits, est rendue applicable à la Martinique, la Réunion et la Guadeloupe par un décret du 27 novembre (*J. Off.*, 2 décembre).

Voir INDOCHINE.

Commune. — Les garanties conférées aux fonctionnaires municipaux par la loi du 12 mars 1930, modifiant l'article 88 de la loi du 5 avril 1884, ont été étendues à la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion par une loi du 6 août (*J. Off.*, 13 août).

Énergie électrique. — Un décret du 13 octobre porte réglementation des transmissions d'énergie électrique à la Martinique, la Guadeloupe et à la Réunion. Une réglementation d'ensemble est apparue nécessaire en raison des travaux d'électrification entrepris ou projetés (*J. Off.*, 16 octobre).

Enregistrement. — Un décret du 15 juillet modifie le troisième alinéa de l'article 89 de l'ordonnance du 31 décembre 1828 sur l'enregistrement à la Martinique, la Guadeloupe et dépendances (*J. Off.*, 19 juillet).

Hygiène. — La Société d'hygiène et de prophylaxie des maladies contagieuses et transmissibles est déclarée d'utilité publique par un décret du 15 juin (*J. Off.*, 18 juin).

Instruction publique. — Deux décrets des 3 et 30 décembre 1931 et 24 décembre 1932 sont relatifs à l'avancement du personnel enseignant et aux congés de longue durée à la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion, la Guyane (*J. Off.*, 5 janvier et 28 décembre).

Saisie-arrêt. — Un décret du 20 mai porte application à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion des lois des 13 juillet 1917 sur le libre salaire de la femme mariée, 29 juillet 1921 relative à la saisie-arrêt sur les petits salaires et petits traitements des ouvriers et employés, 4 août 1930 modifiant certains articles du chapitre IV du livre I^{er} du Code de travail, 24 août 1930 sur la saisie-arrêt et la cession des appointements, traitements et soldes des fonctionnaires civils et militaires (*J. Off.*, 25 mai).

Travaux publics. — En raison des grands travaux publics à entreprendre à la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion il a paru indispensable tant dans l'intérêt de l'Administration que dans celui de la propriété privée d'introduire dans ces colonies en les adaptant, les dispositions métropolitaines relatives aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics (Loi des 25 juillet 1891, 29 décembre 1892, 13 août 1900, art. 19 à 22). C'est ce qu'a réalisé un décret du 24 août (*J. Off.*, 28 août).

Nouvelle Calédonie

Admission et séjour des étrangers. — Les conditions en sont réglementées par un décret du 18 septembre qui, en raison du chômage, tend à restreindre l'immigration des travailleurs étrangers dans cette colonie (*J. Off.*, 23 septembre).

Agriculture. — Un décret du 19 mars prévoit diverses mesures destinées à développer et améliorer la production agricole (*J. Off.*, 22 mars).

Un décret du 13 décembre concerne l'organisation et le fonctionnement du crédit, de la mutualité et de la coopération agricole (*J. Off.*, 19 et 24 décembre).

Citoyen français. — Les conditions d'accèsion des indigènes à la qualité de citoyen français sont fixées par un décret du 3 septembre (*J. Off.*, 5 septembre).

Code de procédure civile. — Voir INDOCHINE.

Comptes courants et chèques postaux. — Un décret du 31 mai crée un service de comptes courants et chèques postaux (*J. Off.*, 6 juin) et un décret du 15 juin est relatif au mode d'assiette et aux règles de perception des taxes instituées pour ce service (*J. Off.*, 18 juin).

Conseil privé. — Sa compétence est étendue par un décret du 24 décembre aux îles Wallis et Futuna (*J. Off.*, 28 décembre).

Cyclone. — Une loi du 26 avril ouvre un crédit de dix millions en vue d'assurer la réparation des dommages causés en Nouvelle-Calédonie et aux Nouvelles Hébrides par les cyclones des 16 mars 1931 et des 23, 24 février 1932 (*J. Off.*, 29 avril).

Douanes. — Une loi du 11 janvier et un décret du 19 mars intéressent le tarif douanier de la colonie (*J. Off.*, 15 janvier et 22 mars).

Le décret du 18 mai 1931, qui avait réglementé le service des douanes, a été modifié par deux décrets en date des 7 juillet et 1^{er} octobre (*J. Off.*, 10 juillet et 12 octobre).

Emprunts. — Décret du 1^{er} juin portant autorisation d'ouverture de travaux sur fonds d'emprunt (*J. Off.*, 4 et 7 juin).

Nouvelles Hébrides. — Décret du 5 septembre, modifiant le décret du 17 mars 1908, réglant la situation, le rang et les allocations du Commissaire résident (*J. Off.*, 9 septembre).

Des décrets du 15 avril et 20 octobre ont consenti des avances aux colons français néohébridien au moyen de prélèvements sur la caisse de réserve (*J. Off.*, 20 avril et 27 octobre).

Services pénitentiaires. — Deux décrets du 5 mars portent désignation du lieu d'exécution de la peine des travaux forcés pour les condamnés présents dans la colonie et du lieu d'internement des relégués (*J. Of.*, 9 mars).

Sociétés. — Le décret du 24 juin réglemeute la formation et le fonctionnement des sociétés à responsabilité limitée (*J. Off.*, 28 juin).

Substances vénéneuses. — Décret du 30 avril modifiant les dispositions relatives à l'importation, au commerce et à la détention des substances vénéneuses en Nouvelle-Calédonie, en Afrique équatoriale et dans les établissements français de l'Océanie (*J. Off.*, 7 mai).

Océanie (Etablissements Français de l')

Agriculture. — Un décret du 13 décembre organise le crédit agricole mutuel (*J. Off.*, 19 décembre).

Amnistie. — Le décret du 16 novembre étend les dispositions de la loi d'amnistie à la divagation d'animaux qui constitue un délit et non une contravention de simple police (*J. Off.*, 20 novembre).

Budget. — Voir décrets des 9 janvier, 13 avril, 30 août, 2 et 25 septembre, 12 décembre (*J. Off.* des 14 janvier, 19 avril, 2, 9, 30 septembre et 23 décembre).

Changes. — Un décret du 2 juin autorise le Gouverneur à constater officiellement le cours des changes dans la colonie (*J. Off.*, 4 juin).

Citoyens français. — Les conditions nouvelles d'accession des indigènes à la qualité de citoyen français sont fixées par un décret du 6 décembre (*J. Off.*, 10 décembre).

Code de procédure civile. — Voir INDOCHINE.

Conseil privé et conseil du contentieux. — Un décret du 13 octobre institue un conseil privé du Gouvernement et réorganise le Conseil du contentieux (*J. Off.*, 16 octobre).

Délégations économiques et financières. — Un décret du 1^{er} octobre institue des délégations économiques et financières pour permettre à la population de participer dans une large mesure à la gestion des finances locales (*J. Off.*, 4 octobre).

Douanes. — Voir les décrets des 6 mars, 23 juin, la loi du 4 juillet, le décret du 13 octobre (*J. Off.*, 20 mars, 27 juin, 10 juillet, 16 octobre) et notamment les décrets du 20 juillet portant réglementation du service des douanes et du 9 novembre relatif au recouvrement des droits de douanes (*J. Off.*, 27 juillet, 13 novembre).

Presse. — Un décret du 11 décembre est relatif au régime de la presse. Il donne au gouverneur les pouvoirs nécessaires pour interdire en cas de besoin la circulation des journaux et écrits périodiques publiés à l'étranger (*J. Off.*, 16 décembre).

Propriété. — Un décret du 4 juillet réglemente le transfert des propriétés immobilières (*J. Off.*, 7 juillet).

Résidence. — Le Gouverneur est autorisé par un décret du 24 mai à interdire l'accès et le séjour de certaines îles de la colonie aux personnes qui n'en sont pas originaires (*J. Off.*, 28 mai).

Substances vénéneuses. — Voir NOUVELLE-CALÉDONIE.

Tahiti. — Un décret du 19 mars réglemente la vente et le nantissement des fonds de commerce (*J. Off.*, 22 mars).

Réunion

Code civil. — Voir MARTINIQUE.

Code procédure civile. — Voir MARTINIQUE.

Communes. — Voir MARTINIQUE.

Contrainte par corps. — La modification apportée à l'article 6 de la loi du 22 juillet 1867 sur la contrainte par corps par l'article 26 de la loi des finances du 31 mars 1926 est étendue aux Antilles et à la Réunion. Loi du 6 février (*J. Off.*, 13 février).

Une loi du 13 février rend applicables aux Antilles et à la Réunion les dispositions de l'article 19 de la loi de Finances du 30 décembre 1928 qui ont modifié la durée de la contrainte par corps et supprimé cette voie de coercition, en matière de contraventions, délits et crimes politiques (*J. Off.*, 19 février).

Crédit foncier. — A la suite des prêts consentis aux victimes du cyclone du 4 février, certains décrets régissant le fonctionnement du Crédit Foncier de France, ont été rendus applicables à la colonie (Décret du 28 mai, *J. Off.*, 1^{er} juin).

Cyclones. — Une loi du 14 avril approuve des conventions passées entre l'Etat, le Crédit National et le Crédit Foncier en vue d'autoriser ces établissements à consentir des prêts aux habitants de la Réunion victimes du cyclone du 4 février et une loi du 26 avril consent à la colonie une subvention de 50 millions (*J. Off.*, 16 et 28 avril).

Dissimulation. — Certains textes relatifs à la dissimulation sont rendus applicables par un décret du 21 juillet (*J. Off.*, 24 juillet).

Energie électrique. — Voir MARTINIQUE.

Fonds de commerce. — Un décret du 19 mars réglemente la vente et le nantissement des fonds de commerce (*J. Off.*, 22 mars).

Fraudes. — Voir AFRIQUE EQUATORIALE FRANÇAISE.

Instruction publique. — Voir MARTINIQUE, GUADELOUPE.

Rhums. — Un décret du 2 juin complète l'article 5 du décret du 30 janvier 1930 sur les rhums coloniaux (*J. Off.*, 4 juin).

Saisie-arrest. — Voir MARTINIQUE.

Substances vénéneuses. — Un décret du 1^{er} octobre modifie la réglementation du commerce, de la détention et de l'usage des substances vénéneuses à la Réunion, la Guyane et aux îles Saint-Pierre et Miquelon (*J. Off.*, 5 et 7 octobre).

Timbres. — Droits de timbre exigibles sur certains chèques et effets de commerce (Décret du 16 mars, *J. Off.*, 19 mars).

Travaux publics. — Voir MARTINIQUE.

Saint-Pierre et Miquelon

Administration. — Un décret du 5 septembre modifie la haute administration des îles en vue de réaliser des économies (*J. Off.*, 9 septembre).

Code de commerce. — Un décret du 22 juin a rendu applicables les dispositions de la loi du 31 décembre 1925 relative à la clause compromissoire en matière commerciale (*J. Off.*, 4 juillet).

Code d'instruction criminelle. — Différentes lois qui ont modifié le Code d'instruction criminelle, notamment les lois du 13 juin et 17 juillet 1856, 14 juillet 1865, 26 décembre 1917 ont été introduites dans la colonie par un décret du 19 mai (*J. Off.*, 23 mai).

Code de procédure civile. — Voir INDOCHINE.

Fraudes. — Introduction de l'article 32 de la loi de finances du 30 juin 1923 ayant pour objet de réprimer la fraude (Décret du 15 juillet, *J. Off.*, 19 juillet).

Pêche. — Un décret du 25 novembre a pour objet d'encourager la petite pêche locale (*J. Off.*, 29 novembre et 8 décembre).

Le crédit maritime mutuel a été institué par un décret du 18 novembre (*J. Off.*, 23 novembre).

Substances vénéneuses. — Voir RÉUNION.

Somalis (Côte Française des)

Armes. — Un décret du 29 avril réglemente l'importation, la circulation et le contrôle des armes, munitions et matériel de guerre (*J. Off.*, 5 mai).

Budget. — *Douanes.* — Différents décrets intéressent ces rubriques.

Justice indigène. — Un décret du 16 novembre, réorganisant la justice indigène, décide que les tribunaux musulmans ne joueront plus que le rôle de juges conciliateurs et sont, pour le jugement, remplacés par les juridictions indigènes de droit commun (*J. Off.*, 20 novembre).

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS

INSÉRÉS, ANALYSÉS OU MENTIONNÉS DANS L'ANNUAIRE

DE LÉGISLATION FRANÇAISE

FRANCE

1932

Pages

6 janv. D. Convention commerciale (Tchécoslovaquie).	7
7 — L. Chemin de fer, retraites du personnel.....	40
— — L. Marins victimes d'accidents du travail.....	42
— — L. Protection de la culture de la banane.....	28
9 — L. Droits de douane, porcelaine.	28
11 — D. Routes, circulation....	39
— — L. Aménagement de l'estuaire de la Seine.....	39
— — L. Graines de graminées pour semence, entrée en France.	34
— — L. Surtaxes douanières, marchandises australiennes.	29
12 — L. Sauvegarde de la vie humaine en mer.....	3
19 — D. Maladies vénériennes.	48
21 — L. Douane, prestations en nature pour la reconstitution des régions libérées.	29
25 — D. Ecole du service de santé militaire.	14
— — L. Délimitation de la frontière sur la ligne Coni-Vintimille (Italie).	4

1932

Pages

26 janv. D. Douanes, articles de ménage.	30
— — D. Heure légale.....	39
— — L. Sauvegarde de la vie humaine et de la propriété en mer.....	4
30 — D. Pourcentage des blés indigènes.	35
31 — Arr. Magistrats du cadre français, détachés dans les juridictions de Syrie et du Liban.....	23
1 ^{er} fév. D. Mesures sanitaires au Congo belge et à l'Afrique équatoriale française.	7
4 — D. Conservatoire national de musique.	28
— — L. Entreprises d'assurances sur la vie, de tontinières, de capitalisation et d'épargne.	54
5 — D. Victimes d'accidents aériens.	33
— — L. Code du travail, modifications.	43
6 — D. Conseils de préfecture interdépartementaux. . .	20
— — D. Police de la navigation	39
9 — D. Statuts des fonctionnaires et employés communaux.	21

	Pages		Pages
1932		1932	
10 févr. D. Concours pour l'admission aux emplois d'attaché d'ambassade et de consul suppléant.	7	19 févr. L. Délimitation de la frontière dans l'intérieur du tunnel du Somport (Espagne).	4
11 — D. Ecole du service de santé militaire.	14	— D. Nomination des inspecteurs primaires.	27
— — D. Organisation des marins pompiers.	18	20 — L. Dommages de guerre.	41
12 — D. Office international de chimie.	7	22 — D. Sérum antidiphtérique.	7
13 — D. Chemins de fer d'intérêt général.	40	24 — L. Vente publique des meubles.	24
— — D. Conseil d'Etat.	22	26 — D. Ecole centrale des arts et manufactures.	27
— — L. Acte de mariage, énonciation qu'il n'existe pas d'opposition, suppression.	23	2 mars L. Encouragement à la production du chanvre.	34
— — L. Droit aux domestiques et gens de maison d'être jurés.	22	3 — L. Compagnie générale transatlantique, aide de l'Etat.	42
14 — D. Contrôle des céréales et farines panifiables.	35	4 — D. Produits agricoles.	36
15 — D. Assurances sociales.	45	— — L. Code de justice militaire.	13, 22
— — D. Commerce et navigation (Roumanie).	7	— — L. Recrutement de l'armée	13
— — L. Fonctionnement de la gare internationale de Canfranc et de la voie de jonction de cette gare avec la station des Forges d'Abel (Espagne)	4	5 — D. Statut du personnel de l'administration pénitentiaire.	22
— — D. Professeurs et maîtres de conférences honoraires des facultés.	27	— — L. Cour d'assises, délibération de la Cour et du jury pour l'application de la peine.	63
16 — D. Dommages de guerre.	41	6 — L. Douanes, matériaux pour la construction des navires étrangers.	29
— — L. Déclassement d'ouvrages de fortifications, tableau de classement des places de guerre et postes défensifs.	13	7 — D. Retraites des ouvriers mineurs (Belgique).	8
— — L. Régime fiscal des valeurs mobilières et des sociétés.	59	— — L. Chemins de fer, objets remis à la consigne et non réclamés.	39
— — L. Recrutement de l'armée	13	9 — D. Certificat de capacité en droit.	27
17 — L. Jaugeage, francisation des navires, rattachement des services à la marine marchande.	42	— — D. Corps des équipages de la flotte.	18
		— — L. Cour spéciale de justice militaire.	67
		— — L. Habitations à bon marché, petite propriété.	47
		10 — D. Commission de classement, solde des marins	18
		— — D. Conseils d'enquête, Ecole polytechnique.	14

TABLE CHRONOLOGIQUE

271

1932		Pages	1932		Pages
10 mars	D. Convention de compensation (Hongrie).	8	24 mars	D. Circulation automobile (Sarre).	12
— —	L. Actes de l'état civil, modifications de l'art. 49 du Code civil.	75	— —	D. Convention de compensation (Lettonie).	8
— —	L. Locataires commerçants menacés d'expulsion, maintien provisoire.	24	— —	D. Importation, appareils de mesures électriques.	31
11 —	L. Code civil, salariés ayant droit aux allocations familiales, Caisses de compensation, privilège (art. 2101).	79	25 —	D. Arrangement commercial (Grèce).	8
— —	L. Code du travail, allocations familiales, obligation, caisses de compensation, affiliation obligatoire.	79	— —	D. Organisation de la gendarmerie.	14
16 —	D. Importation des armes et munitions et des matériels de guerre en Ethiopie (Ethiopie), Grande-Bretagne, (Italie)	8	— —	L. Election des députés.	19
— —	L. Allocations pour accidents en service aérien	33	— —	L. Habitations à bon marché.	47
— —	L. Cadres et effectifs de l'armée.	13	26 —	D. Aménagement commercial (Tchécoslovaquie).	8
— —	L. Modus vivendi commercial (Chili).	4	— —	D. Droits sur les bois (Autriche).	8
17 —	D. Importation, or battu en feuilles.	31	— —	D. Importations de certaines marchandises (Estonie).	8
— —	L. Cadres et effectifs de l'armée.	13	— —	D. Inspection des émirgents à bord des navires.	8
19 —	D. Unification de la présentation des résultats d'analyse des matières destinées à l'alimentation de l'homme et des animaux.	8	29 —	D. Ministère de la défense nationale.	21
20 —	L. Chambres de métiers.	44	30 —	L. Récompense nationale	26
21 —	D. Assurances sociales.	45	31 —	L. Accord commercial (Tchécoslovaquie).	4
— —	D. Contrôle des administrations publiques.	21	— —	L. Chemins de fer, retraites du personnel.	40
— —	D. Peines disciplinaires, enseignement.	27	— —	L. Convention consulaire (Tchécoslovaquie).	4
— —	L. Douane, chaussures en caoutchouc.	29	— —	L. Fixation du budget général.	48
23 —	D. Chômage.	47	— —	L. Union internationale de secours.	4
			2 avril	D. Arrangement commercial (Tchécoslovaquie).	8
			— —	D. Concession du chemin de fer de Tanger à Fez	8
			— —	L. Affichage électoral.	20
			— —	L. Code civil, immeuble dotal, mise à bail (art. 1558).	88
			— —	L. Douanes, produits marocains.	29

1932		Pages	1932		Pages
5 avril	L. Pensions militaires....	17	16 avril	L. Dommages de guerre.	41
— —	L. Répartition des affouages.	34	17 —	D. Convention de compensation (Estonie). . .	9
6 —	L. Compétence en matière de pension alimentaire, contestations dérivant des fournitures, travaux, locations, louage d'ouvrage et d'industrie....	90	— —	L. Expropriation.	26
— —	L. Convention commerciale (Tchécoslovaquie).	5	— —	L. Médaille des évadés..	13
— —	L. Corps des professeurs d'hydrographie.	42	19 —	D. Entreprises d'assurance sur la vie.....	44
— —	L. Expropriation.	26	— —	L. Arrangement commercial (Hongrie).	5
7 —	L. Culture de l'olivier....	34	— —	L. Arrangement commercial (Yougoslavie). . . .	5
— —	L. Stock de blés et farines.	34	— —	L. Echange des mandats de poste et télégraphiques (Grande-Bretagne), (Irlande du Nord). . . .	5
9 —	L. Compagnie générale transatlantique, aide de l'Etat.	42	— —	L. Echange des mandats poste et télégraphiques (Irlande).	5
— —	L. Crédit maritime.....	42	— —	L. Voies ferrées d'intérêt local.	40
— —	L. Enseignement technique, industriel et *commercial.	27	20 —	D. Signaux maritimes....	9
— —	L. Pupilles de la nation.	27	— —	D. Travailleurs étrangers	44
12 —	L. Pêches maritimes....	42	— —	L. Douane, prunes et pruneaux.	29
— —	L. Recrutement de l'armée.	13	— —	L. Droits de douane (Hongrie).	5
13 —	D. Comité technique de la propriété industrielle. .	31	— —	L. Encouragement à la production du chanvre.	34
— —	D. Sergents huissiers près les tribunaux militaires.	14	— —	L. Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes.	116
— —	L. Code de procédure civile, modifications (art. 592).	25	— —	L. Expéditions des tabacs sur l'étranger.	29
— —	L. Répression des fraudes en matière de divorce ou de séparation de corps.	95	— —	L. Indications d'origine, caractère obligatoire. .	98
— —	L. Saisies-exécutions. . .	93	— —	L. Peaux de lézards....	29
14 —	L. Dommages de guerre.	41	— —	L. Suppression des fumées industrielles. . . .	124
— —	L. Douanes, tissus élastiques.	29	— —	L. Tissus de coton mélangés de soie artificielle et de métal.....	30
— —	L. Régime des pétroles..	29	— —	L. Tissus de soie d'origine asiatique.	29
15 —	D. Chômage.	45	— —	L. Tribunal des conflits, déni de justice.	126
— —	D. Modus vivendi commercial (Lithuanie). . . .	9	21 —	L. Calamités publiques..	20
16 —	L. Commerce et navigation (Danemark).	5	— —	L. Warrants-pétroliers. .	133
			22 —	D. Conseil supérieur des Beaux-arts.	28

TABLE CHRONOLOGIQUE

273

	Pages
1932	
22 avril L. Douane, pates alimentaires.	30
— — L. Importations de pain dans les zones frontières	34
23 — L. Chambres de métiers..	30
— — L. Chômage.	47
26 — L. Avancement du personnel de l'instruction publique.	27
28 — D. Conseil supérieur de l'élevage.	36
— — D. Vérification des alcoomètres et densimètres..	27
— — L. Convention d'établissement (Italie).	5
— — L. Importation des conserves d'ananas.	30
— — L. Occupation temporaire d'un terrain.	26
29 — D. Accord de compensation (Autriche).	9
30 — D. Recrutement des ingénieurs des directions de travaux et des agents techniques des travaux maritimes.	18
— — L. Accord commercial (Italie).	6
— — L. Arrangement commercial (Roumanie).	5
— — L. Commerce et navigation (Estonie).	5
2 mai D. Cour de cassation....	23
3 — L. Commerce et navigation (Roumanie).	6
— — L. Convention et arrangements de l'Union postale universelle.	6
— — L. Convention commerciale (Hongrie).	6
4 — D. Assurances sociales—	46
— — L. Régime international des ports maritimes....	6
6 — D. Défense nationale....	14
10 — D. Statut des officiers de carrière.	15
12 — D. Abonnements téléphoniques.	40

	Pages
1932	
12 mai D. Officiers du commissariat (Marine).	18
— — L. Conseil général de la Seine.	20
13 — D. Convention snitaire vétérinaire (Pologne).	9
— — D. Tribunaux militaires..	15
14 — L. Aménagement de la région parisienne.	39
— — L. Concession de la chute du Chatelot (Suisse). ..	6
18 — D. Importations, papiers et cartons.	31
20 — D. Aéronautique maritime	33
21 — D. Arrangement commercial (Roumanie).	5
— — D. Surveillance des étrangers en France.	21
— — D. Traitement préférentiel du blé yougoslave (Yougoslavie).	9
24 — L. Etablissements hospitaliers.	20
25 — D. Légion étrangère....	15
26 — D. Commerce des armes (Ethiopie).	9
— — D. Transports et maintenance des poudres.	40
28 — D. Recrutement du corps de l'intendance.	15
30 — D. Sanatoriums.	48
1 ^{er} juin D. Production du lin....	37
— — D. Importation, eau oxygénée.	32
— — D. Enseignes de vaisseau	18
— — D. Organisation du commandement de la défense du littoral.	18
2 — D. Règlement de la dette (Tchécoslovaquie).	9
3 — D. Amnistie.	26
— — D. Ecole du service de santé des troupes coloniales.	15
— — D. Hôpitaux coloniaux..	15
— — D. Union internationale de secours.	4
14 — D. Assurances sociales..	46

1932		Pages	1932		Pages
17 juin	D. Conseil général des ponts et chaussées et Conseil général des mines.	40	18 juill.	L. Doubles impositions (Belgique).	6
21 —	D. Convention consulaire (Tchécoslovaquie).	4	— —	L. Locataires. commerçants menacés d'expulsion, maintien provisoire	24
— —	D. Pêches maritimes.	42	19 —	D. Abonnements téléphoniques.	40
— —	D. Service hydrographique.	18	— —	D. Grade de docteur en médecine.	27
22 —	D. Produits pharmaceutiques.	48	— —	D. Retraite des officiers d'artillerie coloniale (marine).	18
24 —	D. Service de santé militaire.	16	— —	L. Commerce des blés.	34
28 —	D. Corps des équipages de la flotte.	18	— —	L. Défrichement des bois des particuliers.	35
— —	D. Ecoles techniques des arsenaux de la marine.	18	20 —	D. Convention postale universelle.	41
30 —	L. Commerce et navigation (Yougoslavie).	6	— —	D. Habitations à bon marché.	48
1 ^{er} juill.	D. Convention commerciale (Hongrie).	9	— —	L. Calamités publiques.	35
5 —	D. Accord commercial (Luxembourg).	10	— —	L. Douane; chlorure de sodium.	30
— —	D. Adjudants spécialistes du Service du génie.	16	— —	D. Travaux de la marine.	18
8 —	D. Importation des pommes de terre.	37	— —	L. Tarif douanier.	30
— —	L. Ouvriers mineurs retraités.	44	21 —	D. Production cinématographique.	28
9 —	D. Ecole des apprentis mécaniciens des forces aériennes.	33	— —	L. Blés canadiens.	35
— —	D. Engagement dans les troupes métropolitaines	16	— —	L. Sirops et liqueurs de cassis.	35
— —	D. Service dans les défenses fixes (Marine).	18	— —	L. Vins artificiels.	35
12 —	L. Protection des appellations d'origine.	34	22 —	D. Corps de gendarmerie	16
13 —	L. Importation des chevaux.	34	— —	D. Licence ès lettres.	28
— —	L. Viticulture.	34	— —	L. Crédit mutuel et coopération agricoles.	35
14 —	D. Assurances sociales.	46	24 —	L. Professions ambulantes, circulation des nomades.	20
15 —	L. Rétablissement de l'équilibre budgétaire.	52	26 —	D. Dommages de guerre.	41
16 —	L. Code du travail, modifications.	44	27 —	D. Convention de compensation (Grèce).	10
— —	L. Dotation annuelle aux présidents de la République.	20	— —	D. Licence ès lettres.	28
			— —	L. Familles nombreuses.	47
			— —	L. Usages commerciaux.	30
			28 —	D. Arrangement commercial (Hongrie).	10
			— —	D. Chômage.	47
			29 —	D. Caisse de retraites du personnel du théâtre national de l'Opéra.	28

TABLE CHRONOLOGIQUE

275

	1932	Pages
29 juill.	D. Conseil supérieur (marine).	18
— —	D. Substances vénéneuses	40
— —	L. Douane, moulés.	30
30 —	D. Conseil général des bâtiments civils.	28
— —	D. Doubles impositions (Belgique).	6
— —	D. Traité d'arbitrage (Espagne).	10
31 —	D. Engagement dans la légion étrangère.	16
1 ^{er} août	D. Navigation aérienne (Grèce).	
2 —	D. Importation, porcelaines japonaises.	32
— —	D. Navigation côtière.	43
— —	L. Locaux à usage artisanal.	142
3 —	D. Licence en droit.	28
4 —	D. Arrangement commercial (Japon).	10
— —	D. Ministère de la Justice.	23
— —	L. Chemins de fer, contrats de concession.	40
5 —	D. Admission au tarif minimum des viandes de porc (Etats-Unis d'Amérique).	10
— —	D. Concession de la chute du Chatelot (Suisse).	6
— —	D. Convention d'amitié et de bon voisinage (Royauxmes du Hedjaz, Nedj et dépendances).	10
— —	L. Convention commerciale (Tchécoslovaquie).	7
6 —	D. Attributions du service de l'arbitrage international et du tribunal arbitral mixte.	10
— —	D. Calamités publiques.	21
10 —	L. Main-d'œuvre nationale	147
16 —	D. Réduction des primes d'engagement et de rengagement des militaires	16
19 —	L. Importation, légumes conservés.	30

	1932	Pages
25 août	D. Crédit mutuel et coopération agricoles.	37
— —	D. Permissions et congés des militaires.	16
— —	D. Prolongation de la limite d'âge applicable à certains officiers.	16
— —	D. Régime international des ports maritimes.	6
— —	D. Statistiques économiques.	10
26 —	D. Convention commerciale (Portugal).	11
27 —	D. Aéronautique (marine).	18
— —	D. Sections de commis et ouvriers militaires d'administrations.	16
2 sept.	D. Recrutement des officiers d'administration des troupes métropolitaines.	16
— —	D. Réglementation des entrepôts.	32
5 —	D. Dommages de guerre.	41
— —	D. Offices publics et ministériels.	23
6 —	D. Solde des troupes métropolitaines et des troupes coloniales.	16
15 —	D. Répression des fraudes fraudes, denrées alimentaires.	37
17 —	L. Remboursement ou conversion de divers fonds publics.	53
30 —	D. Pensions militaires.	17
1 ^{er} oct.	D. Corps des marins indigènes d'Algérie et de Tunisie.	19
2 —	D. Allocations familiales.	45
4 —	D. Sériciculture.	38
10 —	D. Ecole navale et Ecole d'application des enseignes de vaisseau.	19
14 —	D. Crédit maritime mutuel	43
22 —	D. Assurances sociales.	46
— —	D. Chômage.	47

1932		Pages	1932		Page
25 oct.	L. Indemnisation des victimes de la guerre ou de leurs ayants droits (Belgique).	7	28 nov.	L. Récompenses nationales.	13
26 —	D. Importation, malt.	32	29 —	D. Marine militaire.	19
28 —	D. Constructions scolaires	28	— —	L. Récompense nationale	26
8 nov.	D. Admission des stagiaires (Yougoslavie).	11	30 —	D. Postes, Télégraphes et Téléphones, inspection générale.	41
— —	D. Echange des mandats-poste (Etats-Unis d'Amérique).	11	1 ^{er} déc.	D. Enseignement agricole	39
11 —	D. Corps des équipages de la flotte.	19	2 —	D. Pourcentage des blés indigènes.	35
— —	D. Pupilles de la marine.	19	5 —	D. Corps des équipages de la flotte.	19
12 —	D. Echanges commerciaux (Allemagne).	11	6 —	D. Résiliation des actes d'engagement et de rengagement dans la légion étrangère.	17
— —	D. Service de santé de l'armée.	17	7 —	D. Importation, porcelaines japonaises.	32
14 —	D. Circulation des bateaux belges en France.	12	8 —	D. Retraites pour la vieillesse.	45
— —	D. Importation des blés étrangers.	38	11 —	L. Statut de l'aviation marchande.	154
16 —	D. Délimitation de la frontière dans l'intérieur du tunnel du Somport (Espagne).	4	12 —	D. Aviation, missions diplomatiques.	33
— —	D. Douane, dérivés du blé.	32	— —	D. Enseignement technique industriel et commercial.	28
— —	D. Fonctionnement de la gare internationale de Canfranc et de la voie de jonction de cette gare avec la station des Forges d'Abel (Espagne)	4	— —	D. Impôt sur les jeux.	22
— —	D. Transport de certains colis postaux.	41	— —	D. Transports aérien international.	12
20 —	D. Commerce et navigation (Estonie).	5	13 —	D. Assurances sociales.	46
22 —	D. Assurances sociales.	46	— —	D. Cimetières militaires.	17
— —	D. Convention de compensation (Chili).	12	— —	D. Corps des marins indigènes de l'Algérie.	19
23 —	D. Sauvegarde de la vie humaine en mer.	4	— —	L. Médaille commémorative du Levant.	14
24 —	D. Sauvegarde de la vie humaine et de la propriété en mer.	4	— —	L. Recrutement de l'armée de mer et organisation de ses réserves.	17
27 —	D. Forces aériennes de mer.	33	22 —	D. Comptabilité matières du département de la guerre.	17
— —	L. Enseignement agricole	35	— —	D. Service de casernement.	17
			25 —	D. Tarif des notaires.	23
			25 —	L. Conseils de prud'hommes (agriculture).	172
			27 —	Arr. Assurances accidents du travail.	45

TABLE CHRONOLOGIQUE

277

	Pages
1932	
27 déc. L. Arbitrage, conciliation, règlement judiciaire (Finlande).	7
30 — D. Marins du commerce.	43
— — L. Emprunt de 100 millions de schillings (Autriche).	7

	Pages
1932	
30 déc. L. Titularisation des instituteurs et institutrices suppléants.	27
31 — D. Payements commerciaux (Allemagne).	12
— — L. Collège de France.	27

ALSACE ET LORRAINE

	Pages
1932	
5 janv. D. Impôts directs et taxes	180
6 — L. Frais de justice.	199
7 — D. Assurances sociales.	184
8 — D. Chambres des métiers.	184
12 — D. Mines de potasse.	181
18 — D. Cantonniers des ponts et chaussées.	178
19 — D. Pharmacie.	182
30 — L. Caisses d'épargne.	184
1 ^{er} fév. Arr. Photographie aérienne.	182
13 — D. Allocation du combattant.	178
— — D. Organisation administrative.	181
— — D. Retraites.	182
15 — Arr. D. Taureaux reproducteurs.	185
16 — L. Places de guerre.	182
19 — D. Routes nationales.	183
3 mars D. Organisation administrative.	181
5 — Arr. Travaux communaux	179
— — D. Administration pénitentiaire.	178
11 — L. Code du travail.	185
12 — Arr. Monuments historiques.	181
16 — L. Amendes et frais de justice.	183
17 — Arr. Répression des fraudes.	182
24 — D. Enseignement.	179
25 — L. Amendes et frais de justice.	212
— — L. Chiffres d'affaires.	178

	Pages
1932	
30 mars Arr. Registre de commerce.	183
31 — L. Assurances contre la grêle.	184
— — L. Législation fiscale.	180
— — L. Retraites.	183
— — L. Taxe spéciale sur le chiffre d'affaires.	196
4 avril L. Impôts directs et taxes	180
7 — L. Chiffre d'affaires.	178, 179
— — D. Servitudes militaires.	182
9 — L. Impôts directs et taxes	180
— — L. Impôts sur les professions, traitements et salaires et sur les capitaux	186
14 — D. Mines de potasse.	181
15 — Arr. Circonscriptions phytopathologiques.	179
— — Arr. Enseignement.	179
20 — Arr. Contributions indirectes.	179
12 mai Arr. Enseignement.	179
21 — D. Journée de huit heures	185
26 — D. Postes et télégraphes.	182
28 — D. Tabacs.	183
7 juin D. Organisation administrative.	182
28 — Arr. Classement (Bas-Rhin)	179
21 juill. D. Routes nationales.	183
28 — D. Port autonome de Strasbourg.	182
29 — D. Enseignement.	180
30 — D. Enseignement.	180
1 ^{er} août L. Magistrats.	181
— — L. Recrutement des magistrats.	197

	Pages		Pages
1932		1932	
2 août Arr. Impôts directs et taxes.....	180	4 déc. D. Architecture et beaux-arts.....	178
3 — D. Douanes.....	179	12 — L. Monts de piété.....	181
10 — Arr. Douanes.....	179	13 — D. Fonctionnaires.....	180
25 — D. Enseignement.....	180	— — D. Servitudes militaires et places de guerre.....	182
20 sept. Arr. Enseignement.....	180	— — L. Assurances sociales..	184
26 oct. D. Impôts directs et taxes	180	16 — D. Assurances sociales...	184
31 — D. Caisses d'épargne.....	184	17 — Liste des stations hydro-minérales et chimiques.	183
10 nov. D. Mines de potasse.....	181	30 — L. Fonctionnaires.....	180
16 — Arr. Classement (Haut-Rhin).....	179	— — D. Journée de huit heures	185
18 — D. Vins.....	183	— — L. Législation fiscale.....	181
2 déc. L. Pharmacie.....	182		
— — L. Santé publique.....	183		

ALGÉRIE

	Pages		Pages
1932		1932	
3 janv. L. Fabrication du pain..	224	15 mars D. Sociétés.....	223
5 — L. Finances.....	218	17 — Arr. Administration centrale.....	216
7 — Arr. Accidents du travail.	223	21 — Arr. Enseignement.....	217
— — Arr. Organisation judiciaire.....	221	22 — Arr. Police.....	222
12 — D. Substances vénéneuses	224	23 — D. Finances.....	218, 219
16 — Arr. Transports et manutentions.....	226	6 avril L. Compétence des tribunaux.....	223
27 — Arr. Officiers ministériels	225	8 — D. Communes.....	217
28 — Arr. Organisation judiciaire.....	221	9 — L. Finances.....	219
2 févr. Arr. Cinématographie.....	224	13 — Instr. Santé publique....	224
10 — Arr. Santé publique.....	224	15 — D. Répartition du travail des détenus.....	216
15 — Arr. Administration départementale.....	215	17 — D. Organisation militaire du corps des douanes..	217
16 — Arr. Administration départementale.....	215	19 — L. Finances.....	219
19 — Arr. Marques de fabrique et garanties d'origine..	223	20 — L. Indication d'origine....	223
29 — Arr. Bonifications d'ancienneté pour services militaires.....	225	21 — Arr. Marques de fabrique et garanties d'origine..	223
4 mars Arr. Transports et manutentions.....	226	— — D. Finances.....	220
9 — Arr. Transformation du titre des Khodjas de sous-préfecture.....	215	22 — Arr. Police.....	222
10 — Arr. Administration départementale.....	215	23 — D. Enseignement.....	217
— — L. Baux et loyers.....	223	25 — Arr. Police.....	222
		29 — Arr. Chambres d'agriculture.....	224
		30 — Arr. Statistique agricole..	224
		17 mai Arr. Objets en verre....	224
		21 — Arr. Stagiaires des Contributions diverses.....	216

TABLE CHRONOLOGIQUE

279

1932		Pages	1932		Pages
24 mai	Arr. Organisation judiciaire.	221	26 sept.	Arr. Santé publique.	224
— —	D. Agents des Contributions diverses.	216	1 ^{er} oct.	D. Organisation du corps des marins indigènes de Tunisie.	217
27 —	D. Organisation judiciaire	222	14 —	D. Personnel militaire.	216
28 —	Arr. Stocks de blés.	224	27 —	D. Organisation judiciaire	222
31 —	D. Agents des Contributions diverses.	216	28 —	Arr. Cultes.	217
— —	D. Météorologie.	225	4 nov.	D. Finances.	220
2 juin	D. Finances.	220	7 —	Arr. Propriété foncière.	226
3 —	D. Météorologie.	225	8 —	D. Baux et loyers.	223
18 —	Arr. Organisation judiciaire.	222	15 —	Arr. Organisation judiciaire.	222
21 —	Arr. Police.	223	30 —	D. Transports et manutentions.	226
22 —	Arr. Primes pour connaissance des langues arabe ou berbère.	225	2 déc.	Arr. Enseignement.	217, 218
30 —	Arr. Organisation judiciaire.	222	— —	D. Organisation judiciaire	222
4 juill.	Arr. Organisation judiciaire.	222	11 —	L. Aviation marchande.	225
8 —	Arr. Retraites pour la vieillesse.	225	13 —	Arr. Importation de pommes de terre, tomates et aubergines.	225
13 —	Arr. Experts.	225	— —	D. Finances.	220
21 —	D. Enseignement.	217	— —	D. Organisation du corps des marins indigènes.	217
22 —	D. Préfets.	216	— —	L. Recrutement de l'armée et organisation de ses réserves.	217
— —	L. Finances.	220	16 —	Arr. Office du gouvernement général de l'Algérie à Paris.	216
29 —	Arr. Organisation judiciaire.	222	26 —	D. Finances.	220, 221
— —	D. Fraudes.	223	28 —	Arr. Personnel des Contributions diverses.	216, 217
6 août	D. Organisation judiciaire	222	31 —	L. Finances.	221
15 sept.	D. Pensions civiles.	225, 226			
24 —	D. Code de la route.	223			
25 —	D. Cultes.	217			

TUNISIE

1932		Pages	1932		Pages
7 janv.	D. Baux à loyer.	232	5 févr.	Arr. Propriété foncière.	235
18 —	D. Communes.	228	8 —	D. Organisation judiciaire.	231
— —	D. Finances.	229	13 —	D. Santé publique.	234
20 —	D. Finances.	229	15 —	D. Domaine.	228
21 —	D. Métaux précieux.	234	17 —	D. Finances.	229
28 —	D. Amnistie.	232	20 —	D. Composition des commissions du Grand Conseil.	228
29 —	D. Organisation administrative.	227	— —	D. Procédure.	232
31 —	D. Forêts.	228			

1932		Pages	1932		Pages
23 févr.	D. Procédure.	232	26 mai	D. Procédure.	232
24 —	D. Finances.	229	28 —	Arr. 'Successions vacan-	
26 —	D. Caisse de prêts.	234		tes.	233
29 —	D. Office international de		30 —	D. Police.	231
	chimie.	235	1 ^{er} juin	D. Organisation adminis-	
1 ^{er} mars	D. Caisses de prêts.	234		trative.	227
7 —	Arr. Tourisme.	236	2 —	D. Actes de l'état civil.	232
— —	D. Navigation aérienne.	235			
10 —	Arr. Cinématographie.	234	— —	D. Police de la navigation	235
15 —	D. Cimetières.	228	3 —	D. Amnistie.	232
— —	D. Finances.	229	10 —	D. Procédure.	232
23 —	D. Propriété foncière.	235	15 —	D. Organisation adminis-	
26 —	D. Finances.	229		trative.	227
— —	D. Organisation adminis-		18 —	Arr. Procédure.	233
	trative.	227	20 —	D. Registre des espèces	
31 —	D. Finances.	229, 230		et variétés pédigrées de	
— —	D. Mines.	231		plantes cultivées.	234
— —	D. Tourisme.	236	22 —	Instr. Conditions de clas-	
1 ^{er} avril	Arr. Frais de jaugeage.	236		ssement dans l'affectation	
— —	D. Propriété foncière.	235		spéciale des réservistes	228
2 —	Arr. Finances.	230	25 —	D. Organisation judiciaire	231
9 —	D. Procédure.	232	1 ^{er} juil.	D. Colonisation.	234
11 —	D. Tarif des notaires mu-		5 —	D. Finances.	230
	sulmans.	235	11 —	D. Réglementation de la	
14 —	D. Certificats de bonne vie			défense des végétaux.	236
	et mœurs.	234	15 —	D. Régime des pensions.	235
15 —	D. Finances.	230	— —	D. Taxe sur les specta-	
17 —	D. Organisation militaire			cles.	236
	du corps des douanes.	228	— —	D. Vignes.	236
21 —	D. Loteries.	234	18 —	D. Organisation adminis-	
— —	D. Prescription de titres			trative.	227
	et coupons.	233	19 —	D. Epaves maritimes.	229
23 —	D. Pupilles de la nation.	235	20 —	L. Finances.	230
26 —	D. Expropriation.	229	22 —	Arr. Emigration.	234
— —	D. Régie.	231	28 —	D. Finances.	230
27 —	D. Accidents du travail.	233	1 ^{er} août	L. Régime douanier ap-	
— —	D. Douanes.	229		plicable aux produits im-	
— —	D. Notariat musulman.	235		portés de Tunisie en	
28 —	D. Débits de boissons.	233		France et en Algérie.	231
30 —	D. Organisation adminis-		6 —	D. Successions vacantes.	233
	trative.	227	11 —	D. Police.	231
2 mai	D. Alcools.	233	16 —	Arr. Permis de conduire	
3 —	D. Finances.	230		des automobiles.	236
9 —	D. Propriété foncière.	235	31 —	D. Finances.	230
14 —	D. Lutte contre les fléaux	234	15 oct.	D. Finances.	230
17 —	D. Brevets d'invention.	232	17 —	D. Taxe de séjour.	236
25 —	D. Police.	231	25 —	D. Appareils à vapeur.	233
26 —	D. Finances.	230	11 nov.	D. Organisation judiciaire	231
— —	D. Fraudes.	232	16 —	D. Douanes.	229

TABLE CHRONOLOGIQUE

281

	Pages
1932	
16 nov. D. Syndicats professionnels.	236
20 — D. Pensions.	235
24 — D. Procédure.	233
1 ^{er} déc. D. Police.	231
8 — D. Warrantage des huiles d'olive.	236

	Pages
1932	
10 déc. Arr. Agriculture.	233
24 — D. Procédure.	233
28 — D. Finances.	230
— — D. Indemnités pour charges de famille.	235
31 — D. Finances.	230, 231

MAROC

	Pages
1932	
11 janv. D. Habitations meublées.	248
12 — Arr. Enseignement.	241
— — Arr. Fraudes.	244
19 — D. Douanes.	240
— — D. Organisation administrative.	237
20 — Arr. Organisation administrative.	237
21 — L. Organisation administrative.	237
25 — D. Actes de l'état civil.	244
1 ^{er} fév. Arr. Chambres de commerce, d'agriculture et d'industrie.	246
2 — D. Pêche.	248
— — D. Ventes publiques.	250
12 — Arr. Ports.	249
— — D. Procédure civile.	245
17 — Arr. Organisation municipale.	240
— — D. Finances.	241
20 — Arr. Organisation administrative.	237
25 — Arr. Finances.	241
26 — Arr. Organisation administrative.	237
27 — Arr. Organisation judiciaire.	243
4 mars D. Taxe urbaine.	241
9 — D. Timbre.	241
22 — Arr. Organisation administrative.	237
26 — D. Organisation administrative.	238
30 — Arr. Organisation administrative.	238

	Pages
1932	
30 mars Arr. Police.	243
— — Arr. Statut du corps du contrôle civil.	242
1 ^{er} avril Arr. Organisation administrative.	238
6 — D. Navigation.	248
— — D. Régime des sucres.	249
7 — Arr. Organisation municipale.	240
8 — Arr. Organisation administrative.	238
17 — D. Organisation militaire du corps des douanes.	239
20 — D. Pensions.	249
27 — L. Emprunt.	242
29 — D. Distinctions honorifiques.	248
30 — Arr. Organisation administrative.	238
3 mai D. Baux à loyer.	244
— — D. Conseils de prud'hommes.	243
4 — D. Fonds de commerce.	244
— — D. Pêche.	248
5 — D. Avocats et défenseurs	247
7 — Arr. Cinématographie.	247
10 — Circ. Organisation administrative.	238
12 — D. Exportation.	248
13 — Arr. Organisation administrative.	238
18 — D. Colonisation.	247
24 — D. Organisation judiciaire	243
28 — Arr. Organisation administrative.	238
31 — D. Crédit agricole.	246

	1932	Pages		1932	Pages
2 juin	Arr. Organisation administrative.	238	15 sept.	Arr. Douanes.	240
3 —	D. Amnistie.	244	— —	D. Répression des fraudes.	245
— —	D. Poste de suppléant rétribué de juge de paix.	243	21 —	D. Assistance, Crédit mutuel.	247
17 —	Arr. Primes de langues arabe et herbère.	238	23 —	D. Pêche.	249
20 —	Arr. Droits de patente.	242	28 —	D. Répression des fraudes	245
— —	D. Habitations à bon marché.	248	— —	Arr. Successions vacantes	246
24 —	D. Taxe d'habitation.	242	30 —	D. Organisation judiciaire	243
27 —	D. Récidive.	246	2 oct.	D. Colonisation.	247
1 ^{er} juil.	Arr. Assistance, Crédit mutuel.	246	5 —	Arr. Commissions et Comités.	239
— —	D. Libération conditionnelle.	245	7 —	D. Dépôt légal.	240
6 —	D. Nantissement des produits agricoles.	246	— —	D. Organisation administrative.	239
— —	D. Propriété foncière.	249	— —	D. Propriété industrielle.	245
13 —	Arr. Libération conditionnelle.	245	23 —	D. Exonération du droit de timbre.	242
20 —	D. Organisation administrative.	238	25 —	Arr. Inspection du travail	239
25 —	D. Finances.	242	— —	D. Pensions.	249
27 —	D. Assistance, Crédit mutuel.	246	3 nov.	D. Commerce des blés.	246
— —	D. Enregistrement.	242	— —	D. Farines destinées à la panification.	246
— —	D. Saisies-arêts et cessations.	245	12 —	D. Régime des tabacs.	249
30 —	D. Avocats et défenseurs	247	15 —	Arr. Douanes et régies.	240
— —	D. Habitations meublées.	248	20 —	D. Pensions.	250
— —	D. Pêche.	249	23 —	D. Distinctions honorifiques.	248
— —	D. Service de l'identification générale.	243	26 —	D. Comptabilité publique.	239
6 août	Arr. Police de la circulation et du roulage.	244	— —	D. Peine de mort.	245
12 —	D. Douanes.	240	30 —	Arr. Commissions et Comités.	239
31 —	Arr. Comptabilité municipale.	240	3 déc.	D. Police de la chasse.	244
— —	D. Recouvrement des créances municipales.	240	7 —	Arr. Police de la circulation et du roulage.	242
3 sept.	D. Procédure civile.	245	— —	D. Hôpitaux civils.	239
— —	D. Propriété foncière.	249	9 —	D. Impôt des patentes.	242
7 —	Arr. Organisation administrative.	239	12 —	D. Traitements des fonctionnaires.	239
14 —	D. Navigation.	248	16 —	Arr. Enseignement.	241
— —	D. Taxes diverses.	242	— —	Arr. Organisation administrative.	239
			30 —	Arr. Chambres françaises de commerce, d'agriculture et d'industrie.	244
			— —	Arr. Troisième collège électoral.	240

COLONIES ET PROTECTORATS

1932	Pages	1932	Pages
2 janv. D. Loyers et baux (Afrique occidentale française).	255	16 févr. D. Régime minier (Madagascar).	262
5 — D. Baux et loyers (Madagascar).	262	— — D. Substances vénéneuses (Indochine).	260
— — D. Office du Niger (Afrique occidentale française).	255	17 — D. Traitements des fonctionnaires.	253
7 — L. Production des bananes.	251	5 mars D. Services pénitentiaires (Nouvelle-Calédonie).	264
9 D. Budget (Etablissements français de l'Inde).	265	6 — D. Douanes (Etablissements français de l'Inde)	265
11 — L. Douanes.	253	16 — D. Agriculture (Guadeloupe).	257
— — L. Douanes (Nouvelles-Calédonie).	264	— — D. Droits de timbre (Réunion).	267
12 — D. Admission et séjour (Afrique occidentale française).	255	19 — D. Douanes (Nouvelle-Calédonie).	264
22 — D. Assistance (Madagascar).	261	— — D. Fonds de commerce (Réunion).	267
26 — D. Chambres de commerce, d'agriculture et d'industrie (Cameroun et Togo).	256	— — D. Fonds de commerce (Tahiti).	266
27 — D. Armée (prime d'engagement)	251	— — D. Production agricole (Nouvelle-Calédonie).	264
28 — D. Chemins de fer (Afrique occidentale française).	255	22 — D. Enseignement (Guadeloupe).	257
31 — D. Congés de convalescence.	253	29 — D. Fonds de commerce (Guadeloupe).	257
2 févr. D. Habitations à bon marché (Guadeloupe).	257	31 — L. Réduction du nombre des gouverneurs et résidents supérieurs.	253
6 — L. Contrainte par corps (Antilles et Réunion).	266	2 avril D. Accidents du travail (Afrique occidentale française).	254
11 — D. Douanes (Madagascar)	261	— — D. Arbitrage (travail) (Indochine).	259
13 — L. Contrainte par corps (Réunion).	266	6 — L. Compétence des tribunaux pour la réparation des dommages (Martinique, Guadeloupe et Réunion).	262
— — L. Enonciation de l'acte de mariage (Martinique)	262	8 — D. Agriculture (Indochine)	258
16 — D. Agriculture (Madagascar).	261	— — D. Organisation judiciaire (Afrique équatoriale française).	254
— — D. Crédit de l'Etat (Cameroun et Togo).	256	12 — L. Banque de l'Afrique occidentale française.	255
— — D. Domaine (Madagascar)	261	— — L. Pêche.	253
— — D. Pensions.	253		

	Pagès		Pagès
1932		1932	
13 avril D. Conseil supérieur (Cochinchine).	259	23 mai D. Crédit mutuel agricole (Cameroun et Togo)....	256
— — D. Successions et biens vacants.	253	— — D. Organisation judiciaire (Afrique équatoriale française).	254
14 — L. Calamités publiques (Réunion).	266	24 — D. Admission et séjour (Etablissements français de l'Inde).	266
16 — D. Pensions.	253	— — D. Caisses d'épargne....	252
— — D. Régime financier.....	253	— — D. Nantissement immobilier (Cochinchine).	259
21 — D. Fraudes (Guyane)....	258	— — D. Régime du sel (Indochine).	260
23 — D. Armes et munitions (Côte française des Somalis).	268	— — D. Substances vénéneuses (Cameroun, Togo, Guadeloupe, Martinique, Côte française des Somalis).	257
25 — D. Médecine (Indochine).	260	25 — D. Substances vénéneuses (Guadeloupe).	258
— — D. Substances vénéneuses (Afrique occidentale française).	256	26 — D. Conseil du Contentieux (Indochine).	259
26 — L. Calamités publiques (Nouvelle-Calédonie).	264	— — D. Organisation judiciaire (Afrique équatoriale française).	254
— — D. Emprunts (Indochine).	259	28 — D. Crédit foncier (Réunion).	266
28 — D. Budget (Afrique équatoriale française).	254	30 — D. Législation annamite (Indochine).	260
29 — D. Crédit foncier (Indochine).	259	31 — D. Amnistie.	251
30 — D. Substances vénéneuses (Nouvelle-Calédonie, Afrique équatoriale, Etablissements français de l'Océanie).	265	— — D. Comptes courants et chèques postaux (Nouvelle-Calédonie).	264
2 mai D. Emprunt (Guadeloupe)	257	— — D. Conseil supérieur....	252
10 — D. Fonctionnaires (Indochine).	260	1 ^{er} juin D. Douanes (Afrique occidentale française).	255
— — D. Fraudes (Indochine)..	260	— — D. Emprunts (Nouvelle-Calédonie).	264
— — D. Warrants agricoles (Madagascar).	261	— — D. Pêche (Guadeloupe)..	257
19 — D. Code d'instruction criminelle (Saint-Pierre et Miquelon).	267	— — D. Significations en mairie (Indochine, Guadeloupe, Martinique, Réunion, Nouvelle-Calédonie, Etablissements français de l'Océanie, Saint-Pierre et Miquelon).	259
— — D. Organisation judiciaire (Indochine).	260	2 — D. Changes (Etablissements français de l'Océanie).	265
20 — D. Régime des tabacs (Indochine).	260		
— — D. Saisie-arrest (Martinique, Guadeloupe et Réunion).	263		
21 — D. Code pénal, modification de l'art. 91 (Indochine).	259		
— — D. Interdiction de séjour (Indochine).	260		

TABLE CHRONOLOGIQUE

285

1932

Pages

2 juin	D. Détournements d'avances.	252
— —	D. Rhums (Réunion).....	267
3 —	D. Constitution de partie civile.	252
15 —	D. Hygiène (Martinique)..	263
21 —	D. Admission et séjour (Madagascar).	261
22 —	D. Clause compromissoire en matière commerciale (St-Pierre et Miquelon).	267
— —	D. Fraudes (Etablissements français de l'Inde)	258
— —	D. Preuve en matière de société.	252
23 —	D. Emprunt (Afrique équatoriale française).	254
24 —	D. Sociétés (Nouvelle-Calédonie).	265
1 ^{er} juil.	D. Taxe sur les ananas..	251
4 —	D. Propriété (Etablissements français de l'Océanie).	266
7 —	D. Douanes (Nouvelle-Calédonie).	264
9 —	D. Fraudes (Guadeloupe).	257
15 —	D. Enregistrement (Guyane).	258
— —	D. Enregistrement (Martinique, Guadeloupe et Réunion).	263
— —	D. Fraudes (Saint-Pierre et Miquelon).	267
21 —	D. Dissimulation (Réunion).	266
— —	D. Régime foncier (Cameroun et Togo).	256
— —	D. Sociétés (Cameroun)..	257
26 —	D. Fonds de commerce (Cameroun et Togo). . .	256
— —	D. Propriété foncière (Afrique occidentale française).	256
29 —	D. Douanes (Guadeloupe)	257
— —	D. Organisation judiciaire (Indochine).	260
30 —	D. Douanes (Madagascar)	261
2 août	D. Fraude sur les rhums (Cameroun et Togo)...	257

1932

Pages

13 août	D. Organisation communale (Martinique, Guadeloupe et Réunion).....	262
16 —	D. Armée (prime d'engagement).	251
21 —	D. Accession à la qualité de citoyen français (Afrique occidentale française).	255
23 —	D. Enregistrement (Etablissements français de l'Inde).	258
— —	D. Notariat (Indochine)..	260
24 —	D. Régime forestier (Cameroun et Togo).	256
28 —	D. Travaux publics (Martinique, Guadeloupe et Réunion).	263
30 —	D. Frais de déplacement.	253
4 sept.	D. Fraudes (Etablissements français de l'Inde)	258
— —	D. Travaux publics (Afrique équatoriale française).	254
5 —	D. Colonisation (Afrique occidentale française). . .	255
— —	D. Commissaire résident (Nouvelles-Hébrides). . .	264
— —	D. Emprunt (Guyane)...	258
— —	D. Organisation administrative (Saint-Pierre et Miquelon).	267
18 —	D. Admission et séjour (Nouvelle-Calédonie). . .	263
— —	D. Crédit mutuel (Madagascar).	261
29 —	D. Emprunt (Afrique équatoriale française).	254
1 ^{er} oct.	D. Douanes (Guadeloupe)	257
— —	D. Douanes (Nouvelle-Calédonie).	264
— —	D. Finances (Etablissements français de l'Océanie).	265
— —	D. Notariat (Indochine)..	260
— —	D. Substances vénéneuses (Réunion, Guyane, Saint-Pierre et Miquelon)....	267

	Pages		Pages
1932		1932	
4 oct. D. Police du roulage (Afrique équatoriale française).	254	20 — D. Organisation judiciaire (Afrique occidentale française).	255
13 — D. Conseil privé et conseil de contentieux (Etablissements français de l'Océanie).	265	— — D. Prêts hypothécaires (Indochine).	260
— — D. Douanes (Etablissements français de l'Océanie).	265	21 — D. Organisation administrative (Afrique équatoriale française).	254
— — D. Energie électrique (Martinique, Guadeloupe et Réunion).	263	25 — D. Pêche (Saint-Pierre et Miquelon).	267
20 — D. Organisation administrative (Indochine).	258	— — D. Union postale.	253
26 — D. Divorce.	252	27 — D. Organisation administrative.	251
28 — D. Enseignement (Guyane)	258	— — D. Sûreté des biens du mineur avec la dévalorisation du franc (Martinique, Guadeloupe et Réunion).	262
4 nov. D. Emprunt (Guadeloupe)	257	29 — D. Agriculture (Indochine)	258
8 — D. Trésoreries.	253	11 déc. D. Navigation aérienne.. . . .	251
9 — D. Agriculture (Afrique occidentale française).. . . .	255	— — D. Régime de la presse (Etablissements français de l'Océanie).	266
11 — D. Conseil colonial du Sénégal (Afrique occidentale française).	256	— — D. Significations en mairie (Madagascar).	261
16 — D. Amnistie (Etablissements français de l'Océanie).	265	13 — D. Contrainte par corps (Etablissements français de l'Inde).	258
— — D. Commission d'économies.	253	— — D. Crédit agricole (Nouvelle-Calédonie).	264
— — D. Organisation judiciaire (Côte française des Somalis).	268	— — D. Crédit agricole mutuel (Etablissements français de l'Océanie).	265
— — D. Régime des tabacs (Madagascar).	262	— — L. Médaille du Levant...	253
18 — D. Crédit maritime mutuel (Saint-Pierre et Miquelon).	267	— — D. Navigation aérienne.. . . .	251
— — D. Fraudes (Afrique équatoriale française).	254	21 — D. Registre de commerce	252
		23 — D. Budget (Etablissements français de l'Océanie).. . . .	265
		24 — D. Conseil privé (Nouvelle-Calédonie).	264

TABLE ANALYTIQUE

A

ACCIDENTS. — V. MARINE MARCHANDE.
ACCIDENTS DU TRAVAIL. — V. AFRIQUE
OCCIDENTALE FRANÇAISE, ALGÉRIE, TU-
NISIE.

ACTES DE L'ÉTAT CIVIL. — V. CODE CI-
VIL, GUADELOUPE, MAROC, MARTINI-
QUE, RÉUNION, TUNISIE.

ADMISSION. — V. SÉJOUR.

AÉRONAUTIQUE. — V. MARINE, NAVI-
GATION AÉRIENNE.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — V. TRAITÉS.

AFFOUAGES. — V. FORÊTS.

AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE. —
Administration, D. p. 254. — Doua-
nes, D. p. 254. — Finances, D. p.
254. — Justice, D. p. 254. — Police
du roulage, D. p. 254. — Répres-
sion des fraudes, D. p. 254. —
Substances vénéneuses, D. p. 265.
— Travaux publics, D. p. 254.

AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE. — Ac-
cidents du travail, D. p. 254. —
Agriculture, D. p. 255. — Bail et
loyer, D. p. 255. — Banque, L.
p. 255. — Chemins de fer, D. p.
255. — Colonisation, D. p. 255. —
Finances, D. L. p. 255. — Justice,
D. p. 255. — Office du Niger, D.
p. 255. — Propriété foncière, D.
p. 256. — Séjour, D. p. 255. —
Substances vénéneuses, D. p. 256.

AGRICULTURE. — Associations agrico-
les et institutions de crédit, D. p.
36. — Blés canadiens, L. p. 35.
— Commerce des blés, L. p. 34.
— Conseil supérieur de l'élevage,
D. p. 36. — Contrôle des céréales
et farines panifiables, D. p. 35. —
Culture de l'olivier, L. p. 34. —
Enseignement agricole, L. p. 35.
— Graines de graminées, L. p. 34.
— Importation de diverses mar-
chandises étrangères (chevaux de
boucherie, ovins), D. p. 36. — Im-
portation des farines de blé et de
seigle, D. p. 35. — Importation
des plantes vivantes en prove-
nance des Pays-Bas, D. p. 36. —
Importation et transit de certains

produits végétaux en provenance
de Belgique, D. p. 36. — Livres
généalogiques d'animaux de ferme,
D. p. 36. — Pourcentage minimum
des blés indigènes, D. p. 35. —
Prêts à long terme, D. p. 38. —
— Production du chanvre, L. p.
34. — Produits agricoles, D. p. 36.
— Stocks de blés et farines, L.
p. 34. — Viticulture, L. p. 34. —
V. AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE,
ALGÉRIE, ALSACE ET LORRAINE, AS-
SURANCES, CAMEROUN ET TOGO, CON-
SEIL DES PRUD'HOMMES, CRÉDIT MU-
TUEL ET COOPÉRATION AGRICOLES,
GUADELOUPE, INDOCHINE, MADAGAS-
CAR, MAROC, NOUVELLE-CALÉDONIE,
OCÉANIE (Etablissements français
de l'), TRAITÉS.

ALCOOLS. — V. TUNISIE.

ALGÉRIE. — Accidents du travail, Arr.
p. 223. — Agriculture, blés, L.
p. 224. — Pommes de terre, to-
mates, aubergines, Arr. p. 225.
— Chambres d'agriculture, Arr. p.
224. — Statistique agricole, Arr.
p. 224. — Armée, D. p. 217. —
Bail et loyer, D. L. p. 223. — Ci-
nématographie, Arr. p. 224. —
Communes, D. p. 217. — Cultes,
Arr. D. p. 217. — Enseignement,
Arr. D. p. 217. — Finances, D. L.
p. 218, 219, 220, 221. — Marine, D.
p. 217. — Météorologie, D. p. 225.
— Navigation aérienne, aviation
marchande, L. p. 225. — Notariat,
Arr. p. 225. — Organisation admi-
nistrative, Arr. p. 215, 216. — Or-
ganisation judiciaire, Arr. D. p.
221, 222, L. p. 223. — Pensions,
Arr. D. p. 225, 226. — Police, Arr.
D. p. 222, 223. — Propriété com-
merciale, Arr. L. p. 223. — Pro-
priété foncière, Arr. p. 226. — Ré-
pression des fraudes, D. p. 223.
— Santé publique, Arr. p. 224. —
Sociétés, D. p. 223. — Substances
vénéneuses, Arr. D. p. 224. —
Transports, Arr. D. p. 226.

ALLOCATIONS. — V. ALSACE ET LORRAINE. — CODE DU TRAVAIL.

ALSACE ET LORRAINE. — Administration pénitentiaire, D. p. 178. — Agriculture, Circonscriptions phytopathologiques, Arr. p. 179. — Taureaux reproducteurs, D. p. 185. — Allocation du combattant, D. p. 178. — Allocations familiales, L. p. 185. — Architecture et beaux arts, D. p. 178. — Armée, places de guerre et servitudes militaires, D. L. p. 182. — Assurance grêle, L. p. 184. — Assurances sociales, D. L. p. 184. — Caisses d'épargne, D. L. p. 184. — Chambres de métiers, Arr. p. 180. — Commune, travaux communaux, Arr. p. 179. — Douanes, Arr. D. p. 179. — Energie électrique, D. p. 185. — Enseignement, Arr. D. p. 179. — Finances, législation fiscale, L. p. 180, 181. — Impôts et taxes, capitaux, L. p. 180, 186. — Chiffre d'affaires, Arr. L. p. 178, 196. — Contribution foncière et impôts locaux, L. p. 180. — Contributions indirectes, Arr. p. 179. — Professions, L. p. 180, 186. — Taxe de séjour dans les stations hydrominérales, D. p. 180. — Traitements et salaires, L. p. 180, 186. — Mines de potasse, D. p. 181. — Monts-de-piété, L. p. 181. — Monuments historiques et naturels, Arr. p. 181. — Navigation aérienne, photographie aérienne, Arr. p. 182. — Organisation administrative, Conseil d'Etat, D. p. 181, Fonctionnaires, D. L. p. 180. — Organisation judiciaire, Amendes et frais de justice, L. p. 183, 199, 212, Recrutement de magistrats, L. p. 181, 197. — Pensions, D. L. p. 182, 183. — Pharmacie, Codex français, L. p. 182, Tarif officiel des médicaments, Arr. p. 182. — Port autonome de Strasbourg, Entrepôt de sucre indigène, D. p. 182. — Postes, Classement des agences postales et salaires des gérants, D. p. 182. — Registre de commerce, Tenue, Arr. p. 183. — Répression des fraudes, Arr. p. 182. — Routes nationales, Classement de routes et chemins, D. p. 183. — Santé publique, Protection, L. p. 183, Stations hydrominérales et climatiques, D. p. 183. — Tabacs, D. p. 183. — Travail, Journée de huit heures, Arr. D. p. 185. — Vins, D. p. 183.

AMENDES. — V. ORGANISATION JUDICIAIRE.

AMNISTIE. — Juridictions militaires françaises (Maroc, Tunisie, Le-

vant), D. p. 26. — V. COLONIES, MAROC, Océanie (Etablissements français de l'), TUNISIE.

ANANAS. — V. COLONIES, DOUANES.

ANIMAUX. — V. AGRICULTURE.

APPAREILS A VAPEUR. — V. TUNISIE.

APPELLATIONS D'ORIGINE. — V. PROPRIÉTÉ COMMERCIALE.

ARBITRAGE ET CONCILIATION. — V. INDOCHINE, TRAITÉS.

ARCHITECTURE. — V. ALSACE ET LORRAINE.

ARGENT. — V. MÉTAUX PRÉCIEUX.

ARMÉE. — Adjudants spécialisés du service du génie, D. p. 16. — Allocation des militaires en permission, D. p. 16. — Cadres et effectifs, L. p. 13. — Cimetières militaires, D. p. 17. — Comptabilité du département de la guerre, D. p. 17. — Conseils d'enquête, D. p. 14, 15. — Corps de l'intendance, D. p. 15. — Défense nationale, D. L. p. 13, 14. — Ecole d'application du service de santé des troupes coloniales, D. p. 15. — Ecole du service de santé militaire, D. p. 14. — Engagements, D. p. 14. — Légion étrangère, D. p. 15, 16, 17. — Hôpitaux militaires, D. p. 15. — Médaille des évadés, L. p. 13. — Nomination des sergents huissiers appariteurs près les tribunaux militaires, D. p. 14. — Officiers du corps de santé, D. p. 14. — Permissions et congés des militaires, D. p. 16. — Prolongation de la limite d'âge applicable à certains officiers, D. p. 16. — Récompenses nationales, L. p. 13, 14. — Recrutement, L. p. 13. — Service de casernement, D. p. 17. — Service de santé, D. p. 16, 17. — Statut des officiers de carrière, D. p. 15. — Tribunaux militaires, D. p. 15. — Troupes métropolitaines, recrutement, D. p. 16. — Troupes métropolitaines, officiers d'administration des services de l'intendance et de santé, D. p. 16. — Troupes métropolitaines et coloniales, primes, solde et tarifs, D. p. 16. — V. ALGÉRIE, ALSACE ET LORRAINE, CODE DE JUSTICE MILITAIRE, COLONIES, GENDARMERIE, JUSTICE MILITAIRE, MARINE, MAROC, PENSIONS, TUNISIE.

ARMES ET MUNITIONS. — V. SOMALIS (Côte française des), TRAITÉS. V. p. 289.

ARTISANAT. — Construction de locaux à usage artisanal, L. p. 142.

ASSISTANCE. — V. MADAGASCAR, MAROC.

ASSURANCES. — V. SOCIÉTÉS.

ASSURANCE-GRÊLE. — D. p. 38. — V.

ALSACE ET LORRAINE.

- ASSURANCES SOCIALES. — D. p. 45. — V. ALSACE ET LORRAINE.
 AUTOMOBILE. — V. CIRCULATION. | AVIATION. — V. NAVIGATION AÉRIENNE.
 | AVOCATS. — V. ORGANISATION JUDICIAIRE.

B

- BAIL A LOYER. — Locataires commerçants menacés d'expulsion, L. p. 24. — V. AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, ALGÉRIE, MADAGASCAR, MAROC, PROPRIÉTÉ, TUNISIE.
 BANANES. — V. COLONIES.
 BANQUE. — V. AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE. | BEAUX-ARTS. — Conseil supérieur, D. p. 28. — V. ALSACE ET LORRAINE, CONSERVATOIRE NATIONAL DE MUSIQUE, THÉÂTRES.
 | BLÉS. — V. AGRICULTURE.
 | BREVET D'INVENTION. — V. PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE.
 | BUDGET. — V. FINANCES.

C

- CAISSE D'ÉPARGNE. — V. ALSACE ET LORRAINE, COLONIES.
 CALAMITÉS PUBLIQUES. — Dommages, L. p. 20, 21. — V. NOUVELLE-CALÉDONIE, RÉUNION.
 CAMEROUN ET TOGO. — Agriculture, D. p. 256. — Chemins de fer, D. p. 256. — Crédit mutuel, D. p. 256. — Finances, D. p. 256. — Fonds de commerce, D. p. 256. — Forêts, D. p. 256. — Régime foncier, D. p. 256. — Répression des fraudes, D. p. 257. — Santé publique, D. p. 256. — Sociétés, D. p. 256. — Substances vénéneuses, D. p. 257.
 CANTONNIERS DES PONTS ET CHAUSSÉES. — V. ALSACE ET LORRAINE.
 CAOUTCHOUC. — V. DOUANES.
 CARTE D'IDENTITÉ. — Etrangers, D. p. 21.
 CERCLES. — V. IMPÔTS.
 CÉRÉALES. — V. AGRICULTURE.
 CHAMBRES D'AGRICULTURE. — V. ALGÉRIE.
 CHAMBRES DE MÉTIERS. — Etats matrimoniaux à fournir par les Chambres aux directions des Contributions directes, date d'envoi, L. p. 44. — V. ALSACE ET LORRAINE.
 CHANGE. — V. OCÉANIE (Etablissements français de l').
 CHAUSSURES EN CAOUTCHOUC. — V. DOUANES.
 CHEMINS DE FER. — Colis postaux, taxes, D. p. 40. — Contrats de concession, L. p. 40. — Contrôle, D. p. 40. — Retraite des agents, L. p. 40. — Vente des objets trouvés et non réclamés, L. p. 39. — Voies ferrées, L. p. 40. — V. AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, CAMEROUN ET TOGO, TRAITÉS, TRANSPORTS.
 CHÈQUES. — V. RÉUNION. | CHÈQUES POSTAUX. — V. NOUVELLE-CALÉDONIE.
 | CHIFFRE D'AFFAIRES. — V. IMPÔTS.
 | CHIMIE. — V. OFFICE, TRAITÉS.
 | CHIRURGIE. — V. ENSEIGNEMENT.
 | CHLORURE DE SODIUM. — V. DOUANES.
 | CHÔMAGE. — D. L. p. 45.
 | CIMETIÈRES. — V. TUNISIE.
 | CIMETIÈRES MILITAIRES. — V. ARMÉE.
 | CINÉMATOGRAPHIE. — Contrôle et production des films, D. p. 28. — V. ALGÉRIE, MAROC.
 | CIRCULATION. — V. POLICE, ROUTES, TRAITÉS.
 | CLAUSE COMPROMISSOIRE. — V. SAINT-PIERRE ET MIQUELON.
 | CODE CIVIL. — Mentions en marge des actes de l'état civil, transmission (art. 49), L. p. 75. — Salariés ayant droit aux allocations familiales, caisses de compensation, privilège de l'art. 2101, L. p. 79. — V. ACTES DE L'ÉTAT CIVIL, DIVORCE, MARIAGE, PROPRIÉTÉ.
 | CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE. — V. SAINT-PIERRE ET MIQUELON.
 | CODE DE JUSTICE MILITAIRE. — Modifications, L. p. 13, 22.
 | CODE PÉNAL. — V. INDOCHINE.
 | CODE DE PROCÉDURE CIVILE. — Modifications des art. 2, 50, alinéa 1^{er}, et 59, alinéa 1^{er}, en ce qui concerne la compétence des tribunaux : 1° en matière de pension alimentaire ; 2° en matière de contestations relatives à des fournitures, travaux, locations, louage d'ouvrage et d'industrie, L. p. 90.
 | CODE DU TRAVAIL. — Allocations familiales, généralisation, caisse de compensation, affiliation obligatoire, L. p. 79. — Commissions départementales, L. p. 44.
 | COLLÈGES. — V. ENSEIGNEMENT.

COLONIES ET PROTECTORATS. — Amnistie, D. p. 251. — Ananas, D. p. 251. — Armée, engagement, D. p. 251. — Bananes, L. p. 251. — Caisse d'épargne, L. p. 252. — Conseil supérieur, D. p. 252. — Détournements d'avances, D. p. 252. — Divorce, D. p. 252. — Douanes, D. p. 253. — Economies, D. p. 253. — Fonctionnaires, D. p. 253. — Finances, D. p. 253. — Navigation aérienne, L. p. 251. — Organisation administrative, D. p. 251. — Pêches maritimes, L. p. 253. — Pensions, D. p. 253. — Récompenses, médaille du Levant, L. p. 253. — Successions, D. p. 253. — Union postale universelle, D. p. 253. — V. AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE, AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, CAMEROUN ET TOGO, DOUANES, GUADELOUPE, GUYANE, INDE (Établissements français de l'), MADAGASCAR, MARTINIQUE, NOUVELLE-CALÉDONIE, OCÉANIE (Établissements français de l'), SAINT-PIERRE ET MIQUELON, RÉUNION, SOMALIS (Côte française des), Togo.

COLONISATION. — V. AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, MAROC, TUNISIE.

COMMERCE. — V. TRAITÉS.

COMMUNES. — V. ALGÉRIE, ALSACE ET LORRAINE, MAROC, MARTINIQUE, RÉUNION, TUNISIE.

COMPENSATION. — V. TRAITÉS.

COMPÉTENCE. — V. ORGANISATION JUDICIAIRE.

COMPTES COURANTS. — V. NOUVELLE-CALÉDONIE.

CONCESSIONS. — V. DOMAINE.

CONCILIATION ET ARBITRAGE. — V. TRAITÉS.

CONFLITS. — V. TRIBUNAL.

CONSEIL D'ÉTAT. — V. ORGANISATION JUDICIAIRE.

CONSEILS DE PRUD'HOMMES. — Application à l'agriculture, L. p. 172.

CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET DE DÉCLAMATION. — Organisation, D. p. 28. — Régime disciplinaire, D. p. 28.

CONSERVES. — V. DOUANES.

CONSTRUCTIONS. — V. ENSEIGNEMENT.

CONSUL. — V. DIPLOMATIE.

CONTRAINTE PAR CORPS. — V. INDE (Établissements de l'), RÉUNION.

CONTRIBUTIONS DIRECTES ET INDIRECTES. — V. IMPÔTS.

CONVENTIONS. — V. TRAITÉS.

COOPÉRATION AGRICOLE. — V. CRÉDIT MUTUEL.

COUR D'ASSISES. — V. ORGANISATION JUDICIAIRE.

CRÉANCES. — V. TRAITÉS.

CRÉDIT FONCIER. — V. INDOCHINE, RÉUNION.

CRÉDIT HYPOTHÉCAIRE. — V. MARINE MARCHANDE.

CRÉDIT MUTUEL ET COOPÉRATION AGRICOLES. — Crédit, prêts, L. p. 35. — V. CAMEROUN ET TOGO, MAROC.

CULTES. — V. ALGÉRIE.

D

DÉBITS DE BOISSONS. — V. TUNISIE.

DÉPÔT LÉGAL. — V. MAROC.

DETTES. — V. TRAITÉS.

DIPLOMATIE. — V. TRAITÉS.

DIVORCE. — Répression des fraudes en matière de divorce ou de séparation de corps, L. p. 95. — V. COLONIES.

DOMAINE. — V. MADAGASCAR.

DOMMAGES. — V. CALAMITÉS PUBLIQUES.

DOMMAGES DE GUERRE. — V. RÉGIONS LIBÉRÉES.

DOTATION. — V. RÉCOMPENSE NATIONALE.

DOUANES. — Droits de douane, régime spécial, tarif, D. L. 29, 30, 31. — Indication d'origine, caractère obligatoire, L. p. 98. — V. AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE, AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, ALSACE ET LORRAINE, COLONIES, GUADELOUPE, INDOCHINE, MAROC, MADAGASCAR, NOUVELLE-CALÉDONIE, OCÉANIE (Établissements français de l'), SOMALIS (Côte française des), TRAITÉS, TUNISIE.

DOUBLE IMPOSITION. — V. IMPÔTS, TRAITÉS.

E

Eaux. — V. MAROC.

ÉCOLES. — V. ENSEIGNEMENT.

EFFETS DE COMMERCE. — V. RÉUNION.

ELECTIONS, L. p. 19, 20. — V. MAROC.

ÉMIGRATION, IMMIGRATION. — V. TRAITÉS.

EMPRUNT. — V. FINANCES.

ENERGIE ÉLECTRIQUE. — V. ALSACE ET LORRAINE, GUADELOUPE, MARTINIQUE, RÉUNION.

ENREGISTREMENT ET TIMBRE. — V. GUADELOUPE, GUYANE, IMPÔTS.

ENREGISTREMENT. — V. INDE (Établissements français de l'), MARTINIQUE.

ENSEIGNEMENT. — Avancement du personnel de l'instruction publique, L. p. 27. — Collège de France, personnalité civile et autonomie financière, L. p. 27. — Constructions scolaires, D. p. 28. — Diplôme d'Etat de chirurgien-dentiste, D. p. 27. — Ecole centrale des arts et manufactures, D. p. 27. — Enseignement technique et commercial, L. p. 27, 28. — Etudes et épreuves en vue du grade de docteur en médecine, D. p. 27. — Etudes et examens afférents au certificat de capacité en droit, D. p. 27. — Licence en droit, licence ès lettres, D. p. 28. — Nomination des inspecteurs primaires, inspectrices des écoles maternelles, secrétaires et commis d'inspection académi-

que, D. p. 27. — Peines disciplinaires, D. p. 27. — Professeurs et maîtres de conférences honoraires des facultés, D. p. 27. — Pupilles de la nation, L. p. 27. — Titularisation des instituteurs et institutrices, pourvus seulement du brevet élémentaire, L. p. 27. — Vérification des alcoomètres et densimètres, D. p. 27. — V. ALGÉRIE, ALSACE ET LORRAINE, GUADELOUPE, GUYANE, MAROC, MARTINIQUE, RÉUNION.

ETABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES OU INCOMMODES. — Modification de la loi du 19 décembre 1917, L. p. 116. — V. TRAITÉS.

ETAT CIVIL. — V. ACTES.

ÉTRANGERS. — V. CARTE D'IDENTITÉ, SÉJOUR, SURVEILLANCE.

EXPORTATION ET IMPORTATION. — V. AGRICULTURE, DOUANES, MAROC, TRAITÉS.

EXPROPRIATION. — Occupation temporaire, révision exceptionnelle des indemnités dues, L. p. 26. — V. TUNISIE.

EXPULSION. — L. p. 26.

F

FACULTÉS. — V. ENSEIGNEMENT.

FARINES. — V. AGRICULTURE.

FINANCES. — Dette publique, conversion, autorisation, L. p. 53. — Fixation du budget général de l'exercice 1932, L. p. 19, 48. — Rétablissement de l'équilibre budgétaire, L. p. 20, 52. — V. AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE, AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, ALGÉRIE, ALSACE ET LORRAINE, CAMEROUN ET TOGO, COLONIES, GUADELOUPE, GUYANE, INDOCHINE, MADAGASCAR, MAROC, NOUVELLE-CALÉDONIE, OCÉANIE (Établissements français de l'), SOMALIS (Côte française des), TRAITÉS, TUNISIE.

FONCTIONNAIRES. — V. ORGANISATION ADMINISTRATIVE.

FONDS DE COMMERCE. — V. CAMEROUN ET TOGO, GUADELOUPE, MAROC, OCÉANIE (Établissements français de l'), RÉUNION.

FORÊTS. — Défrichement des bois, L. p. 35. — Répartition des affouages, L. p. 34. — V. CAMEROUN ET TOGO.

FRAIS DE JUSTICE. — V. ORGANISATION JUDICIAIRE.

FRAUDES. — V. RÉPRESSION.

FRONTIÈRES. — V. TRAITÉS.

FRUITS ET PRIMEURS. — V. EXPORTATION.

FUMÉES INDUSTRIELLES. — Suppression, L. p. 124. — V. SANTÉ PUBLIQUE.

G

GENDARMERIE. — Comptabilité des corps, D. p. 16. — Organisation, D. p. 14.

GUADELOUPE. — Actes de l'état civil, V. MARTINIQUE. — Agriculture, D. p. 257. — Communes, V. MARTINIQUE. — Douanes, D. p. 257. — Energie électrique, V. MARTINIQUE.

— Enregistrement, V. MARTINIQUE. — Enseignement, V. MARTINIQUE. — Finances, D. p. 257. — Fonds de commerce, D. p. 257. — Habitations à bon marché, D. p. 257. — Pêche, D. p. 257. — Répression des fraudes, D. p. 257. — Saisie-arrest, V. MARTINIQUE. — Substan-

ces vénéneuses, D. p. 258. — Travaux publics, V. MARTINIQUE.
 GUYANE. — Enregistrement, D. p. 258.
 — Enseignement, D. p. 258. — Fi-

nances, D. p. 258. — Répression des fraudes, D. p. 258. — Substances vénéneuses, V. RÉUNION.

H

HABITATIONS A BON MARCHÉ. — D. L. p. 47. — V. GUADELOUPE, MAROC.
 HEURE NORMALE. — D. p. 39.
 HOSPICES. — Fixation des prix de journée, L. p. 20.

HYGIÈNE. — V. SANTÉ PUBLIQUE.
 HYPOTHÈQUES. — V. PRÊTS.

I

IMMIGRATION. — V. EMIGRATION.
 IMPORTATION, EXPORTATION. — V. TRAITÉS.
 IMPÔTS ET TAXES. — Jeux dans les cercles, D. p. 22. — V. ALSACE ET LORRAINE, DOUANES, TRAITÉS.
 INDE (Etablissements français de l'). — Contrainte par corps, D. p. 258. — Enregistrement, D. p. 258. — Répression des fraudes, D. p. 258.
 INDICATION D'ORIGINE. — V. PROPRIÉTÉ COMMERCIALE.
 INDOCHINE. — Administration, D. p. 258. — Agriculture, D. p. 258. — Arbitrage, D. p. 259. — Code pé-

nal, modification de l'article 21, D. p. 259. — Crédit foncier, D. p. 259. — Douanes, D. p. 259. — Finances, D. p. 259. — Législation annamite, D. p. 260. — Médecine, D. p. 260. — Organisation judiciaire, D. p. 259, 260. — Prêts hypothécaires, D. p. 260. — Répression des fraudes, D. p. 260. — Séjour et admission, D. p. 259. — Sel, D. p. 260. — Substances vénéneuses, D. p. 260. — Tabacs, D. p. 260.

INSTRUCTION PUBLIQUE. — V. ENSEIGNEMENT.

J

JAUGEAGE. — V. TRAVAUX PUBLICS.
 JEUX. — V. IMPÔTS, LOTERIES.
 JOURNÉE DE HUIT HEURES. — V. TRAVAIL.
 JURY. — V. ORGANISATION JUDICIAIRE.

JUSTICE MILITAIRE. — Révision de condamnations prononcées dans les zones d'opérations par des juridictions d'exception, création d'une cour spéciale de justice militaire, L. p. 67.

L

LÉGUMES. — V. DOUANES.
 LIBÉRATION CONDITIONNELLE. — V. MAROC.

LICENCES. — V. ENSEIGNEMENT.
 LOTERIES. — V. TUNISIE.
 LOYER. — V. BAIL.

M

MADAGASCAR. — Agriculture, D. p. 261. — Assistance, D. p. 261. — Bail et loyer, D. p. 262. — Domaine, D. p. 261. — Douanes, D. p. 261. — Finances, D. p. 261. — Mines, D. p. 262. — Organisation judi-

ciaire, D. p. 261. — Séjour, D. p. 261. — Tabacs, D. p. 262.

MAGISTRATS. — V. ORGANISATION JUDICIAIRE.

MARIAGE. — Enonciation de l'acte de mariage, L. p. 23.

MARINE. — Aéronautique, avancement du personnel navigant, D. p. 18. — Agents techniques et ingénieurs des travaux maritimes, D. p. 18. — Commission de classement, D. p. 18. — Conseil supérieur, D. p. 18. — Corps des équipages de la flotte, D. p. 18, 19. — Corps des marins indigènes d'Algérie et de Tunisie, D. p. 19. — Décorations avec traitement, L. p. 17. — Défense du littoral, D. p. 18. — Ecole navale et Ecole d'application des enseignes de vaisseau, D. p. 19. — Ecoles techniques ordinaires des arsenaux, D. p. 18. — Marins pompiers, D. p. 18. — Officiers d'artillerie coloniale, limites d'âge pour la retraite, D. p. 18. — Officiers de Commissariat, D. p. 18. — Pupilles de la marine, D. p. 19. — Recrutement, L. p. 17. — Service des défenses fixes, D. p. 18. — Service hydrographique, D. p. 18. — Soldé des marins, D. p. 18. — Travaux de la marine, D. p. 18. — V. ALGÉRIE, ARMÉE.

MARINE MARCHANDE. — Commandement des bâtiments armés à la navigation côtière, D. p. 43. — Compagnie générale transatlantique, aide temporaire de l'Etat, L. p. 42. — Crédit hypothécaire maritime, L. p. 42. — Indemnités de première mise d'habillement et d'équipement, D. p. 43. — Jaugeage, francisation des navires, rattachement au Ministère de la Marine, L. p. 42. — Marins accidentés, L. p. 42. — Professeurs d'hydrographie, L. p. 42. — V. NAVIGATION AÉRIENNE, PÊCHES.

MAROC. — Actes de l'état civil, D. p. 244. — Agriculture, Arr. D. p. 246. — Armistie, D. p. 244. — Armée, D. p. 239. — Assistance, Arr. p. 246. — Baux à loyer, D. p. 244. — Cinématographie, Arr. p. 247. — Colonisation, D. p. 247. — Communes, Arr. D. p. 240. — Crédit mutuel, Arr. D. p. 246. — Dépôt légal, D. p. 240. — Douanes, Arr. D. p. 240, 241. — Eaux, D. p. 241. — Elections, D. p. 240. — Ensei-

gnement, Arr. p. 241. — Finances, Arr. D. p. 241, 242. — Exportation, D. p. 248. — Fonds de commerce, D. p. 244. — Habitations, D. p. 248. — Libération conditionnelle, Arr. D. p. 245. — Navigation, D. p. 248. — Pêche, D. p. 248. — Peine de mort, D. p. 245. — Pensions, D. p. 250. — Police, Arr. D. p. 243, 244. — Ports, Arr. p. 249. — Propriété foncière, D. p. 249. — Propriété industrielle, Arr. D. p. 245. — Organisation administrative, Arr. D. L. p. 237, 238, 239. — Organisation judiciaire, Arr. D. p. 243, 245, 247. — Récidive, D. p. 246. — Récompenses, distinctions honorifiques, D. p. 248. — Régie, D. p. 240. — Rentes viagères, D. p. 249. — Répression des fraudes, Arr. D. p. 244, 245. — Successions, Arr. p. 246. — Sucres, D. p. 249. — Ventes publiques, D. p. 250.

MARQUES DE FABRIQUE. — V. PROPRIÉTÉ COMMERCIALE.

MARTINIQUE. — Actes de l'état civil, D. p. 262. — Communes, L. p. 262. — Energie électrique, D. p. 263. — Enregistrement, D. p. 263. — Enseignement, D. p. 263. — Organisation judiciaire, L. p. 262. — Saisie-arrest, D. p. 263. — Santé publique, D. p. 263. — Travaux publics, D. p. 263.

MATÉRIELS DE GUERRE. — V. TRAITÉS.

MÉDAILLES. — V. RÉCOMPENSES.

MÉDECINE. — V. ENSEIGNEMENT, INDOCHINE.

MÉTAUX PRÉCIEUX. — V. TUNISIE.

MÉTÉOROLOGIE. — V. ALGÉRIE.

MINES. — Conseil général, D. p. 40.

— Ouvriers mineurs retraités pour vieillesse et invalidité, chauffage gratuit, L. p. 44. — V. ALSACE ET LORRAINE, MADAGASCAR, TRAITÉS, TUNISIE.

MODUS VIVENDI. — V. TRAITÉS.

MONTS DE PIÉTÉ. — V. ALSACE ET LORRAINE.

MONUMENTS HISTORIQUES ET NATURELS.

— V. ALSACE ET LORRAINE.

MOULES. — V. DOUANES.

MUNITIONS. — V. ARMES, TRAITÉS.

N

NAVIGATION. — Police, D. p. 39. — V. DOUANES; MARINE MARCHANDE, MAROC, TRAITÉS.

NAVIGATION AÉRIENNE. — Aéronautique maritime, D. p. 33. — Allocations,

accidents, L. p. 33. — Apprentis mécaniciens des forces aériennes, D. p. 33. — Attachés de l'air près des missions diplomatiques, D. p. 33. — Constructeurs d'aviation,

- caisse de compensation, D. p. 33. — Forces aériennes de mer, D. p. 33. — Statut de l'aviation marchande, L. p. 154. — V. ALGÉRIE, ALSACE ET LORRAINE, COLONIES, TRAITÉS, TUNISIE.
- NOMADES. — Professions ambulantes, circulation, L. p. 20.
- NOTARIAT. — V. OFFICIERS MINISTÉRIELS.
- NOUVELLE-CALÉDONIE. — Agriculture, D. p. 264. — Calamités publiques, L. p. 264. — Comptes courants et chèques postaux, D. p. 264. — Douanes, D. L. p. 264. — Finances, D. p. 264. — Organisation judiciaire, V. INDOCHINE. — Pénitencier, D. p. 264. — Séjour, D. p. 263. — Sociétés, D. p. 265. — Substances vénéneuses, D. p. 265.

O

- Océanie (Etablissements français de l'). — Agriculture, D. p. 265. — Amnistie, D. p. 265. — Change, D. p. 265. — Douanes, D. p. 265. — Finances, D. p. 265. — Fonds de commerce, Tahiti, D. p. 266. — Organisation judiciaire, V. INDOCHINE. — Presse, D. p. 266. — Propriété, D. p. 266. — Séjour, D. p. 266. — Substances vénéneuses, V. NOUVELLE-CALÉDONIE.
- OFFICE. — V. AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE.
- OFFICE INTERNATIONAL DE CHIMIE. — V. TRAITÉS, TUNISIE.
- OFFICES PUBLICS ET MINISTÉRIELS. — V. ORGANISATION JUDICIAIRE.
- OFFICIERS MINISTÉRIELS. — Tarif des notaires, D. p. 23. — V. ALGÉRIE, TUNISIE.
- OPIMUM. — V. SUBSTANCES VÉNÉNEUSES.
- OR. — V. MÉTAUX PRÉCIEUX.
- ORGANISATION ADMINISTRATIVE. — Conseil général, délibérations, L. p. 20. — Conseils de préfecture interdépartementaux, D. p. 20. — Ministère de la défense nationale, D. p. 21. — Région parisienne, D. p. 21. — Statut des fonctionnaires et employés communaux, D. p. 21. — V. AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE, ALGÉRIE, ALSACE ET LORRAINE, COLONIES, INDOCHINE, MAROC, SAINT-PIERRE ET MIQUELON, TUNISIE.
- ORGANISATION JUDICIAIRE. — Administration centrale du ministère de la Justice, organisation, D. p. 23. — Conseil d'Etat, D. p. 22. — Cour d'assises, délibération de la cour et du jury pour l'application de la peine, L. p. 63. — Droit aux domestiques et gens de maison d'être jurés, L. p. 22. — Magistrats de la Cour de Cassation, D. p. 23. — Magistrats détachés dans les juridictions de Syrie et du Liban, avancement, Arr. p. 23. — Modifications des paragraphes 3 et 4 de l'art. 592 C. pr. civ. relatif aux saisies-exécution, L. p. 93. — Organisation des commissions d'évaluation décennale pour procéder aux évaluations des offices publics et ministériels, D. p. 23. — V. AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE, AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, ALGÉRIE, ALGÉRIE, ALSACE ET LORRAINE, CODE DE JUSTICE MILITAIRE, GUADELOUPE, INDOCHINE, MADAGASCAR, MAROC, MARTINIQUE, NOUVELLE-CALÉDONIE, Océanie (Etablissements français de l'), RÉUNION, SAINT-PIERRE ET MIQUELON, SOMALIS (Côte française des), TRIBUNAUX, TUNISIE.

P

- PATES ALIMENTAIRES. — V. DOUANES.
- PÊCHE. — V. GUADELOUPE, MAROC, SAINT-PIERRE ET MIQUELON.
- PÊCHES MARITIMES. — Encouragements et surveillance, D. L. p. 42. — V. COLONIES.
- PEINE DE MORT. — V. MAROC.
- PÉNITENCIER. — V. NOUVELLE-CALÉDONIE.
- PENSIONS. — V. ALGÉRIE, ALSACE ET LORRAINE, COLONIES, MAROC, TRAITÉS, TUNISIE.
- PENSION ALIMENTAIRE. — V. CODE DE PROCÉDURE CIVILE.
- PENSIONS MILITAIRES, D. L. p. 15, 17.
- PÉTROLE. — Régime, L. p. 29. — V. WARRANTS.
- PHARMACIE. — Préparation et mise en vente de certains médicaments, D. p. 48. — V. ALSACE ET LORRAINE.
- PHOTOGRAPHIE AÉRIENNE. — V. NAVIGATION AÉRIENNE.
- PLATINE. — V. MÉTAUX PRÉCIEUX.
- POLICE. — Police spéciale de la route, D. p. 39. — V. AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE, ALGÉRIE, MAROC, TUNISIE.

PONTS ET CHAUSSÉES. — Conseil général, D. p. 40.
 PORCELAINES. — V. DOUANES.
 PORT. — V. ALSACE ET LORRAINE, MAROC.
 PORTS MARITIMES. — Port de Rouen, aménagement, L. p. 39 — V. TRAITÉS.
 POSTES, TÉLÉGRAPHES, TÉLÉPHONES. — Abonnements téléphoniques, D. p. 40. — Inspection générale, D. p. 41. — Taxes et redevances téléphoniques, D. p. 40. — V. ALSACE ET LORRAINE, TRAITÉS.
 POUDRES ET MUNITIONS. — Transport, D. p. 40.
 PRESSE. — V. OCÉANIE (Etablissements français de l').
 PRÊTS. — V. TUNISIE.
 PRÊTS HYPOTHÉCAIRES. — V. INDOCHINE.
 PRISONNIERS DE GUERRE. — V. ARMÉE.
 PRISONS. — Administration pénitentiaire, D. p. 22.

PROCÉDURE. — V. ORGANISATION JUDICIAIRE.
 PRODUITS ÉTRANGERS. — Indication d'origine, caractère obligatoire, L. p. 98.
 PROPRIÉTÉ. — Immeuble dotal, mise à bail, L. p. 24, 88. — V. OCÉANIE (Etablissements français de l'), TRAITÉS.
 PROPRIÉTÉ COMMERCIALE. — Appellations d'origine. Vermouth de Chambéry, L. p. 34. — V. ALGÉRIE, BAIL, DOUANES.
 PROPRIÉTÉ FONCIÈRE. — V. AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, ALGÉRIE, MAROC, RÉGIME FONCIER, TUNISIE.
 PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE. — Comité technique, D. p. 31. — V. MAROC, TUNISIE.
 PROTECTORATS. — V. COLONIES.
 PRUNES ET PRUNEAUX. — V. DOUANES.
 PUPILLES DE LA NATION. — V. ENSEIGNEMENT, TUNISIE.

R

RÉCIDIVE. — M. MAROC, TRAITÉS.
 RÉCOMPENSE NATIONALE. — Déclaration qu'Aristide Briand, ancien président du Conseil, a bien mérité de la Patrie, L. p. 26. — Anciens présidents de la République ayant bien mérité de la Patrie, dotation annuelle, L. p. 20, 26. — V. ARMÉE, COLONIES, MAROC.
 RÉGIE. — V. MAROC, TUNISIE.
 RÉGIME FONCIER. — V. CAMEROUN ET TOGO, PROPRIÉTÉ FONCIÈRE.
 RÉGIONS LIBÉRÉES. — Dommages de guerre, D. L. p. 41. — V. DOUANES.
 REGISTRE DE COMMERCE. — V. ALSACE ET LORRAINE.
 RÈGLEMENT JUDICIAIRE. — V. TRAITÉS.
 RENTES VIAGÈRES. — V. MAROC.
 RÉPRESSION DES FRAUDES. — V. AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE, ALGÉRIE, ALSACE ET LORRAINE, CAMEROUN ET TOGO, GUADELOUPE, GUYANE, INDE (Etablissements français de l'), IN-

DOCHINE, MAROC, RÉUNION, SAINT-PIERRE ET MIQUELON, TUNISIE.
 RETRAITES. — V. PENSIONS.
 RÉUNION. — Actes de l'état civil, V. MARTINIQUE. — Calamités publiques, D. p. 266. — Chèques, timbre, D. p. 266. — Communes, V. MARTINIQUE. — Contrainte par corps, L. p. 266. — Crédit foncier, D. p. 266. — Effets de commerce, timbre, D. p. 266. — Énergie électrique, V. MARTINIQUE. — Enseignement, V. GUADELOUPE, MARTINIQUE. — Fonds de commerce, D. p. 266. — Organisation judiciaire, V. MARTINIQUE. — Répression des fraudes, V. AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE. — Rhums, D. p. 266. — Saisie-arrest, V. MARTINIQUE. — Substances vénéneuses, D. p. 266. — Travaux publics, V. MARTINIQUE.
 RHUMS. — V. RÉUNION.
 ROULAGE. — V. POLICE.
 ROUTES. — V. ALSACE ET LORRAINE.

S

SAINT-PIERRE ET MIQUELON. — Administration, D. p. 267. — Clause compromissaire en matière commerciale, D. p. 267. — Code d'instruction criminelle, modifications, D. p. 267. — Organisation judiciaire, V. INDOCHINE. — Pêché, D.

p. 267. — Répression des fraudes, D. p. 267. — Substances vénéneuses, V. RÉUNION.
 SAISIE-ARRÊT. — V. GUADELOUPE, MARTINIQUE, RÉUNION.
 SAISIES-EXÉCUTION. — V. CODE DE PROCÉDURE CIVILE.

SANTÉ PUBLIQUE. — D. L. p. 47. — V. ALGÉRIE, ALSACE ET LORRAINE, CAMEROUN ET TOGO, ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES OU INCOMMODES, FUMÉES INDUSTRIELLES, MARTINIQUE, TRAITÉS, TUNISIE.
 SECOURS. — V. TRAITÉS.
 SÉJOUR. — V. AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, INDOCHINE, MADAGASCAR, NOUVELLE-CALÉDONIE, OCÉANIE (Établissements français de l'), TUNISIE.
 SEINE (Estuaire de la). — V. PORTS MARITIMES.
 SEL. — V. INDOCHINE.
 SÉPARATION DE CORPS. — V. DIVORCE.
 SÉRICICULTURE. — D. p. 38.
 SÉRUM ANTIDIPHTÉRIQUE. — V. TRAITÉS.
 SOCIÉTÉS. — Régime fiscal, L. p. 59. — V. ALGÉRIE, CAMEROUN ET TOGO, NOUVELLE-CALÉDONIE.
 SOCIÉTÉS D'ASSURANCES-VIE. — Placement de l'actif, D. p. 44. — Sociétés tontinières, modes de gestion, réglementation, L. p. 43, 54.
 SOCIÉTÉS DE CAPITALISATION ET D'ÉPAR-

gne. — Sociétés tontinières, modes de gestion, réglementation, L. p. 43, 54.
 SOIES. — V. DOUANES, SÉRICICULTURE.
 SOMALIS (Côte française des). — Armes et munitions, D. p. 268. — Douanes, D. p. 268. — Finances, D. p. 268. — Organisation judiciaire, D. p. 268.
 SPECTACLES. — V. THÉÂTRES, TUNISIE.
 STATISTIQUE. — V. AGRICULTURE.
 STATISTIQUES ÉCONOMIQUES. — V. TRAITÉS.
 SUBSTANCES VÉNÉNEUSES. — V. AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE, AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, ALGÉRIE, CAMEROUN ET TOGO, GUADELOUPE, GUYANE, INDOCHINE, NOUVELLE-CALÉDONIE, OCÉANIE (Établissements français de l'), RÉUNION, SAINT-PIERRE ET MIQUELON, TUNISIE.
 SUCCESSIONS. — V. COLONIES, MAROC, TUNISIE.
 SUCRES. — V. MAROC.
 SURVEILLANCE DES ÉTRANGERS. — D. p. 21.

T

TABACS. — V. ALSACE ET LORRAINE, DOUANES, INDOCHINE, MADAGASCAR.
 TAHITI. — Fonds de commerce, V. OCÉANIE (Établissements français de l').
 TAXES. — V. IMPÔTS.
 TERRAIN. — V. OCCUPATION TEMPORAIRE.
 THÉÂTRE NATIONAL DE L'OPÉRA. — Caisse de retraites du personnel, D. p. 28. — V. SPECTACLES.
 TIMBRE. — V. IMPÔTS.
 TOGO. — V. COLONIES.
 TOURISME. — V. TUNISIE.
 TRAITÉS. — Application aux individus condamnés par les juridictions françaises de l'Empire chérifien de la loi du 14 août 1885 sur les moyens de prévenir la récidive, D. p. 9. — Attributions du service de l'arbitrage international et du tribunal arbitral mixte, D. p. 10. — Biens d'Etat cédés par l'Autriche, la Hongrie et la Bulgarie, dettes de libération et répartition des réparations non allemandes, D. p. 9. — Concession du chemin de fer de Tanger à Fez (avants), D. p. 8. — Concours pour l'admission aux emplois d'attaché d'ambassade et de consul suppléant, D. p. 7. — Convention

et arrangements de l'Union postale universelle, D. L. p. 6, 41. — Création à Paris d'un office international de chimie, D. p. 7. — Importation des armes et munitions et des matériels de guerre en Ethiopie, D. p. 8. — Inspection des émigrants à bord des navires, D. p. 8. — Régime douanier, admission de divers produits tunisiens, D. p. 9. — Régime international des ports maritimes, D. L. p. 6. — Représentation du gouvernement français devant la Cour de La Haye et les tribunaux d'arbitrage, D. p. 11. — Sauvegarde de la vie humaine et de la propriété en mer, D. L. p. 3, 4. — SÉRUM ANTIDIPHTÉRIQUE, D. p. 7. — Signaux maritimes, D. p. 9. — Statistiques économiques, D. p. 10. — Transport aérien international, D. p. 12. — Unification de la présentation des résultats d'analyse des matières destinées à l'alimentation de l'homme et des animaux, D. p. 8. — Union internationale de secours, D. L. p. 4. — *Allemagne* : Convention commerciale, D. p. 7, 11. Payements commerciaux, D. p. 12. — *Autriche* : Convention de compensation, D. p. 9. Droits sur les bois, D. p. 8. Emprunt de

100 millions de schillings, L. p. 7. — *Belgique* : Circulation des bateaux belges, D. p. 11. Doubles impositions en matière d'impôt sur le chiffre d'affaires et de taxe de transmission, D. L. p. 6. — Indemnisation des victimes civiles de la guerre ou de leurs ayants droit, L. p. 7. Mesures sanitaires au Congo belge et à l'Afrique équatoriale française, D. p. 7. Retraites des ouvriers mineurs, D. p. 7. — *Chili* : Convention de compensation, D. p. 12. Modus vivendi commercial, L. p. 4. — *Danemark* : Convention commerciale, L. p. 5. — *Espagne* : Arbitrage, D. p. 10. Délimitation de la frontière dans l'intérieur du tunnel de Somport, D. L. p. 4. Fonctionnement de la gare internationale de Canfranc pour jonction avec la station des Forges-d'Abel, D. L. p. 4. — *Estonie* : Convention de commerce et de navigation, D. L. p. 5. 6. Convention de compensation, D. p. 9. Importation de certaines marchandises (bois, boissons), D. p. 8. — *Ethiopie* : Commerce des armes, D. p. 9. — *Etats-Unis d'Amérique* : Admission au tarif minimum des viandes de porc, D. p. 10. Echange des mandats-poste, D. p. 11. — *Finlande* : Arbitrage, conciliation et règlement judiciaire, L. p. 7. — *Grande-Bretagne* : Echange de mandats de poste et de mandats télégraphiques, D. L. p. 5, 11. — *Grèce* : Convention commerciale, D. p. 8. Convention de compensation, D. p. 10. Navigation aérienne, D. p. 10. — *Hedjaz, Nedj et dépendances* : Amitié et bon voisinage, D. p. 10. — *Hongrie* : Convention commerciale, D. L. p. 5, 6, 9. Convention de compensation, D. p. 8. Droits de douane, L. p. 5. Importation de certaines denrées et marchandises, D. p. 10. — *Irlande* : Echange de mandats de poste et de mandats télégraphiques, D. L. p. 5, 11. Réparation des maladies professionnelles, D. p. 12. — *Italie* : Accord commercial, L. p. 6. Convention d'établissement, L. p. 5. Délimitation de la frontière sur la ligne Coni-Vintimille, L. p. 4. — *Japon* : Convention commerciale, D. p. 10. — *Lettonie* : Convention de compensation, D. p. 8. — *Lithuanie* : Modus vivendi commercial, D. p. 9. — *Pologne* : Convention commerciale, D. p. 11. Convention sanitaire vétérinaire, D. p. 9. — *Portugal* : Convention commerciale,

D. p. 11. — *Roumanie* : Convention de commerce et de navigation, D. L. p. 5, 6, 7. — *Sarre* : Circulation automobile, D. p. 12. — *Suisse* : Application des contingents, D. p. 10. Concession de la chute du Chatelot, D. L. p. 6. — *Tchécoslovaquie* : Accord financier, L. p. 4. Convention commerciale, D. L. p. 5, 7, 8. Convention consulaire, D. L. p. 4. — Règlement de la dette envers les autres puissances créancières de réparations, D. p. 9. — *Yougoslavie* : Admission des stagiaires, D. p. 11. Convention de commerce et de navigation, L. p. 5, 6. Traitements préférentiel du blé, D. p. 9.

TRANSPORTS. — V. ALGÉRIE, CHEMINS DE FER, TRAITÉS.

TRAVAUX. — Allocations familiales, D. p. 45. — Main-d'œuvre nationale, L. p. 147. — Travailleurs étrangers, D. p. 44. — V. ACCIDENTS, ALLOCATIONS, CHAMBRES DE MÉTIERS, CHÔMAGE, CODE, CONSEILS DE PRUD'HOMMES.

TRAVAUX PUBLICS. — V. AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE, GUADELOUPE, MARTINIQUE, RÉUNION, TUNISIE.

TRIBUNAL ARBITRAL MIXTE. — V. TRAITÉS.

TRIBUNAL DES CONFLITS. — Déné de justice, L. p. 126.

TRIBUNAUX. — V. ORGANISATION JUDICIAIRE.

TRIBUNAUX MILITAIRES. — V. ARMÉE.

TUNISIE. — Accidents du travail, Arr. D. p. 233. — Actes de l'état civil, D. p. 232. — Alcools, D. p. 233. — Amnistie, D. p. 232. — Appareils à vapeur, D. p. 233. — Armée, D. p. 228. — Baux à loyer, D. p. 232. — Cimetières, D. p. 228. — Colonisation, D. p. 234. — Communes, D. p. 228. — Débits de boissons, D. p. 233. — Douanes, D. p. 229 ; L. p. 231. — Expropriation, D. p. 229. — Finances, Arr. D. p. 229, 230. — Loteries, D. p. 234. — Métaux précieux, D. p. 234. — Mines, D. p. 231. — Navigation aérienne, D. p. 235. — Office international de chimie, D. p. 235. — Officiers ministériels, D. p. 235. — Organisation administrative, Arr. D. p. 227, 228. — Organisation judiciaire, Arr. D. p. 231, 232, 233. — Pensions, D. p. 235. — Police, roulage et circulation, D. p. 239. — Prêts, D. p. 234. — Propriété foncière, Arr. D. p. 235. — Propriété industrielle, brevets d'invention, D. p. 232. — Pupilles de la Nation, D. p. 235. — Régie, D. p. 231. — Répression

des fraudes, D. p. 232. — Santé publique, D. p. 234. — Séjour, D. p. 234. — Spectacles, taxes, D. p. 236. — Substances vénéneuses, D. p. 228. — Successions, D. p. 228.	— Successions vacantes, D. p. 233. — Tourisme, Arr. D. p. 236. — Travaux publics, jaugeage, Arr. p. 236. — Vins, D. p. 236. — Warrants, D. p. 236.
---	--

U

UNION INTERNATIONALE DE SECOURS. — V. TRAITÉS. UNION POSTALE UNIVERSELLE. — V. COLONIES, TRAITÉS.	UNIVERSITÉS. — V. ENSEIGNEMENT. URBANISME. — Aménagement de la région parisienne, L. p. 39.
--	--

V

VALEURS MOBILIÈRES. — Régime fiscal, L. p. 59. VENTE. — V. FONDS DE COMMERCE. VENTES MOBILIÈRES. — Actes de ventes publiques, L. p. 24. VENTES PUBLIQUES. — V. MAROC.	VERMOUTH. — V. APPELLATIONS D'ORIGINE. VÉTÉRINAIRES. — V. TRAITÉS. VINS. — V. ALSACE ET LORRAINE, TUNISIE. VITICULTURE. — V. AGRICULTURE. VOIRIE. — V. POLICE.
--	--

W

WARRANTS. — V. TUNISIE.
WARRANTS-PÉTROLIERS. — Création, L. p. 133.

ANNUAIRE
DE
LÉGISLATION FRANÇAISE

CONSEIL DE DIRECTION POUR L'ANNÉE 1934

Président d'honneur :

- M. POINCARÉ (Raymond), membre de l'Académie française, ancien président de la République.

Président :

- M. GRUNEBaum-BALLIN, conseiller d'Etat, président du Conseil d'administration de l'Office de législation étrangère et de droit international.

Anciens Présidents :

- MM. LYON-CAEN (Charles), doyen honoraire de la Faculté de droit de l'Université de Paris, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques ; LARNAUDE (Ferdinand), doyen honoraire de la Faculté de droit de l'Université de Paris ; POINCARÉ (Raymond), membre de l'Académie française, ancien président de la République ; TROULLIER (Albert), ancien président du Tribunal de commerce de la Seine ; LÉVY-ULLMANN (Henri), professeur à la Faculté de droit de l'Université de Paris ; CHAUMAT (Alexandre), avocat honoraire à la Cour d'appel de Paris.

Anciens Vice-Présidents :

- MM. Pierre DARESTE, Etienne HÉRON DE VILLEFOSSE, Paul HAMEL, Henri FROMAGEOT, DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, NOURRISSON (Paul), BLONDEL (Georges) DECUGIS (Henri), CASABIANCA (P. de), DUBOIS (Joseph), DEMOGUE (René), DEPEIGES (J.).

Vice-Présidents :

- MM. RIPERT (Georges), professeur à la Faculté de droit de Paris.
TRAVERS (Maurice), avocat à la Cour d'appel de Paris.
Colonel LAMOUCHE.
BEUDANT (Robert), conseiller à la Cour de cassation.

Membres du Conseil :

- MM. ADAM (Léon), président de Chambre honoraire à la Cour d'appel de Caen.
BOUTERON (J.), directeur à la Banque de France.
CALOYANNI (Mégalos), ancien conseiller à la Cour indigène du Caire.
CHOUCRI CARDAHI, président à la Cour de cassation de Beyrouth, professeur à l'Ecole de droit de Beyrouth, ancien ministre de la Justice.
DU VIVIER, avocat américain.
HENRY (L. Paul), avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation.
LAMBERT (Ed.), professeur à la Faculté de droit de l'Université de Lyon.
LE FUR, professeur à la Faculté de droit de Paris.
LEMOINE (Albert), conseiller honoraire à la Cour d'appel.
LÉMONON (Ernest), avocat à la Cour d'appel de Paris.
LEPAULLE (Pierre), avocat à la Cour d'appel de Paris.
MOREL (René), professeur à la Faculté de droit de l'Université de Paris.
NAST (Alfred), ancien chef de bureau au Crédit agricole.
PANTAZI, avocat à Bucarest, président de la Société roumaine de législation comparée.
PERCEROU (J.), professeur à la Faculté de droit de l'Université de Paris.
ROGER (René), juge au Tribunal civil de la Seine.

Secrétaire général :

- M. GOULÉ (Paul), ancien magistrat.

Secrétaires :

- MM. SIRE (Pierre), sous-chef de bureau au ministère de la Justice.
CUQ (M.-E.), rédacteur au ministère de la Justice.
KIEFFÉ (Robert), avocat à la Cour d'appel.
ANCEL (Marcel), magistrat détaché au ministère de la Justice.

Trésorier :

- M. PIOT, ancien président de chambre au Tribunal de commerce de la Seine.

Trésorier adjoint :

- M. FOURCAULD (Max de), professeur à l'Ecole des hautes études commerciales

Commission des comptes :

- MM. HÉRON DE VILLEFOSSE, LAURENT-BAILLY, BOUTERON (Jacques).

ANNUAIRE
DE
LÉGISLATION FRANÇAISE,

PUBLIÉ PAR LA
SOCIÉTÉ DE LÉGISLATION COMPARÉE,

CONTENANT LE TEXTE
DES
PRINCIPALES LOIS VOTÉES EN FRANCE
EN 1933.

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE

*Ouvrage honoré de subventions accordées par la Confédération
des Sociétés scientifiques sur les crédits alloués par le Parlement
et par la Fondation Carnegie*

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE.

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et Ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée.

20, rue Soufflot (5^e Arr.).

—
1934

LISTE DES COLLABORATEURS

MM. BERGER-VACHON (V.), professeur de droit criminel à la Faculté de droit d'Alger.

BINOCHÉ (Edmond), docteur en droit, avocat honoraire à la Cour d'appel de Paris, juge au Tribunal du Havre.

CAPITANT (René), professeur à la Faculté de droit de Strasbourg.

GOURAND (Jean), diplômé de l'Ecole des hautes études commerciales.

HÉRON DE VILLEFOSSE (E.), docteur en droit.

LAURENT (Ch.), docteur en droit.

LELOIR (Georges), docteur en droit, président de Chambre honoraire à la Cour d'appel de Paris.

MAYER (André), avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation.

PAUL-HENRY (L.), avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation.

POURTIER (Eugène), arbitre-rapporteur près le Tribunal de commerce de la Seine.

PRUD'HOMME (André), notaire à Paris.

ROUGEOT (Julien), avoué honoraire près le Tribunal de la Seine.

SERRE (Henri), docteur en droit, avocat honoraire à la Cour de Paris.

SUMIEN (Paul), directeur honoraire au ministère du Travail, professeur à l'Ecole des sciences politiques.

TROULLIER (Albert), ancien président du Tribunal de commerce.

ERRATA DU PRÉSENT ANNUAIRE

Page 85, en tête, *remplacer* le sous-titre « 2 février 1933 (majorité matrimoniale) » par « 7 février 1933 (liberté individuelle) ».

Page 103, ligne 42, et page 104, ligne 1, *remplacer* « valeur locataire » par « valeur locative ».

Page 111, lignes 38 et 39, *lire* « ... a été également subordonné à des conditions nouvelles plus étroites et, pour l'exercer, le propriétaire... ».

Page 131, 4^e ligne de la note, *lire* « (2) BIBLIOGRAPHIE ».

Page 144, ligne 25, *lire* « débit » au lieu de « délit ».

TABLE DES MATIÈRES

FRANCE

	Pages
Notice générale sur les travaux du Parlement français et les actes réglementaires du pouvoir exécutif pendant l'année 1933.	
Par M. Edmond BINOCHÉ, docteur en droit, avocat honoraire à la Cour d'appel de Paris, juge au Tribunal du Havre, avec le concours de M. Jean GOURAND, diplômé de l'Ecole des hautes études commerciales, pour la rubrique « Finances ».....	1
I. — Loi du 12 janvier 1933, modifiant les articles 61, 64, 70, 456 et 1029 du Code de procédure civile en matière d'assignations et d'actes d'appel.	
Notice par M. Julien ROUGEOT, avoué honoraire près le Tribunal de la Seine.....	47
II. — Loi du 14 janvier 1933, relative à la surveillance des établissements de bienfaisance privée.....	51
III. — Loi du 14 janvier 1933, relative à l'élection des membres des Tribunaux de commerce.	
Notice par M. Albert TROULLIER, ancien président du Tribunal de commerce.	52
IV. — Loi du 2 février 1933, assimilant l'âge de la majorité matrimoniale à l'âge de la majorité du droit commun.	
Notice par M. E. HÉRON DE VILLEFOSSE, docteur en droit.....	64
V. — Loi du 7 février 1933 sur les garanties de la liberté individuelle.	
Notice et notes par M. Georges LELOIR, docteur en droit, président de Chambre honoraire à la Cour d'appel de Paris.....	70
VI — Loi du 19 février 1933, modifiant les articles 228, alinéa 3, et 313, alinéa 2, du Code civil.	
Notice par M. Henri SERRE, docteur en droit, avocat honoraire à la Cour de Paris.....	89
VII. — Loi du 8 avril 1933, autorisant au profit du fermier la réduction des prix des baux à ferme.	
Notice par M. L. Paul HENRY, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation.....	92

	Pages
VIII. — Loi du 5 juillet 1933, portant dérogation aux articles 157 et 187 du Code de commerce en ce qui concerne le règlement des billets de fonds de commerce.	
Notice par M. Eugène POURTIER, arbitre-rapporteur près le Tribunal de commerce de la Seine.....	98
IX. — Loi du 8 juillet 1933, tendant à adapter aux nécessités actuelles, dans l'ordre technique et économique, le régime des grands réseaux des chemins de fer d'intérêt général.....	101
X. — Loi du 12 juillet 1933, ayant pour objet de permettre aux commerçants, industriels et artisans d'introduire une action en révision du prix de leur loyer en vue d'obtenir une réduction pour les baux antérieurs au 1 ^{er} juillet 1932.	
Notice par M. Henri SERRE, docteur en droit, avocat honoraire à la Cour de Paris.....	102
XI. — Loi du 13 juillet 1933, modifiant les dispositions de la loi du 30 juin 1926, modifiée par les lois du 22 avril 1927 et du 27 mars 1928, réglant les rapports entre locataires et bailleurs, en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel.	
Notice par M. Henri SERRE, docteur en droit, avocat honoraire à la Cour de Paris.....	109
XII. — Loi du 19 juillet 1933, modifiant les articles 18 de la loi du 17 mars 1905 relative à la surveillance et au contrôle des sociétés d'assurances sur la vie, et de la loi du 19 décembre 1907 relative à la surveillance et au contrôle des sociétés de capitalisation.	
Notice par M. Paul SUMIEN, directeur honoraire au ministère du Travail, professeur à l'Ecole des sciences politiques	126
XIII. — Loi du 13 novembre 1933, réglementant le droit de vote dans les assemblées d'actionnaires des sociétés par actions.	
Notice par M. Ch. LAURENT, docteur en droit.....	131
XIV. — Loi du 20 décembre 1933, modifiant l'article 28 de la loi du 25 ventôse an XI et supprimant la formalité de la légalisation pour les actes notariés lorsqu'il doit en être fait usage en France et aux Colonies.	
Notice par M. André PRUD'HOMME, notaire à Paris.....	140
XV. — Loi du 20 décembre 1933, supprimant la peine de la fermeture du fonds de commerce.	
Notice par M. Eugène POURTIER, arbitre-rapporteur près le Tribunal de commerce de la Seine.....	142
XVI. — Loi du 27 décembre 1933, portant fixation de l'organisation douanière et fiscale des territoires français visés par l'arrêt de la Cour permanente de justice internationale du 7 juin 1932.	
Notice par M. E. HÉRON DE VILLEFOSSE, docteur en droit.....	148

ALSACE ET LORRAINE

	Pages
Notice générale par M. René CAPITANT, professeur à la Faculté de Strasbourg.	155
I. — L'unification du droit, notamment, ne s'est poursuivie que sur des domaines secondaires : police sanitaire, organisation de la police d'Etat dans les grandes villes, taxes communales et départementales.	155
II. — Droit public.	158
Droit privé.	162
Législation économique et sociale	163
III. — Loi du 1 ^{er} mars 1933, tendant à modifier l'article 160 du Code des assurances sociales et l'article 2 de la loi du 20 décembre 1911 sur l'assurance des employés, en vigueur dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.	166
IV. — Loi du 2 mai 1933, mettant à la charge des corporations d'assurance accidents la rééducation professionnelle des mutilés du travail auxquels leurs blessures ou infirmités ouvrent le droit à pension au titre du Code des assurances sociales en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.	166
V. — Loi du 6 août 1933, tendant à compléter l'article 51 de la loi du 20 décembre 1911, modifiée par celle du 30 décembre 1930, sur l'assurance des employés, en vigueur dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.	168

ALGÉRIE

Textes législatifs et réglementaires promulgués pendant l'année 1933.	
Par M. V. BERGER-VACHON, professeur de droit criminel à la Faculté de droit d'Alger	169
I. — Droit public et administratif.	169
II. — Droit privé et droit criminel.	173
III. — Législation économique et sociale.	175

TUNISIE

Textes législatifs et réglementaires promulgués pendant l'année 1933.	
Par M. V. BERGER-VACHON, professeur de droit criminel à la Faculté de droit d'Alger.	181

	Pages
I. — Droit public et administratif.....	181
II. — Droit privé et droit criminel.....	183
III. — Législation économique et sociale.....	185

MAROC

Textes législatifs et réglementaires promulgués pendant l'année 1933.

Par M. V. BERGER-VACHON, professeur de droit criminel à la Faculté de droit d'Alger.....	189
I. — Droit public et administratif.....	189
II. — Droit privé et droit criminel	193
III. — Législation économique et sociale	194

COLONIES ET PROTECTORATS

Par M. André MAYER, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cas- sation.	199
--	-----

FRANCE.

NOTICE GÉNÉRALE SUR LES TRAVAUX DU PARLEMENT FRANÇAIS ET LES ACTES RÉGLEMENTAIRES DU POUVOIR EXÉCUTIF PENDANT L'ANNÉE 1933.

Par M. Edmond BINOCHÉ, docteur en droit, avocat honoraire à la Cour d'appel de Paris, juge au Tribunal du Harre, avec le concours de M. Jean GOURAND, diplômé de l'École des Hautes études commerciales, pour la rubrique *Finances*.

Le 28 janvier 1933, à 6 heures du matin, après une journée et une nuit consacrées à la discussion du projet de douzième provisoire et des mesures d'équilibre budgétaire, le ministère Paul-Boncour a été mis en minorité par la Chambre des députés et a donné sa démission. M. Lebrun, président de la République, a chargé M. Edouard Daladier de constituer un ministère. Le 31 janvier ce cabinet était formé, comprenant 18 ministres et 5 sous-secrétaires d'Etat, notamment MM. Daladier, président du Conseil, à la Guerre, Penancier à la Justice, Paul-Boncour aux Affaires étrangères, Camille Chautemps à l'Intérieur, Georges Bonnet aux Finances, Lucien Lamoureux au Budget, Georges Leygues à la Marine, Albert Sarraut aux Colonies, Eugène Frot à la Marine marchande, Anatole de Monzie à l'Education nationale. Ce ministère a été constitué par décrets du 31 janvier 1933 (*J. Off.*, 1^{er} février 1933). En septembre, à la suite du décès de M. Georges Leygues, M. Albert Sarraut a été nommé ministre de la Marine et M. Albert Dalimier, ministre des Colonies, par décrets du 6 septembre 1933 (*J. Off.*, 7 septembre 1933).

Le 24 octobre 1933, à 2 heures et demie du matin, au cours de la discussion, à la Chambre, du projet de loi pour le rétablissement budgétaire, le texte de l'article 37, proposé par le gouvernement, relativement aux prélèvements sur les traitements, pensions et retraites, a été repoussé par 329 voix contre 241. Le ministère a alors remis sa démission entre les mains du président de la République, qui fit appel à M. Albert Sarraut, ministre de la Marine, pour constituer un nouveau cabinet. Celui-ci fut rapidement formé sous la présidence de M. Sarraut, qui conserva le portefeuille de la Marine, et comprit, sauf quelques

modifications de personnes, les membres du précédent ministère. Ce furent, pour ne citer que les principaux, MM. Albert Dalimier à la Justice, Paul-Boncour aux Affaires étrangères, Camille Chautemps à l'Intérieur, Georges Bonnet aux Finances, Abel Gardey au Budget, Daladier à la Guerre, de Monzie à l'Education nationale, Eugène Frot au Travail, Pierre Cot à l'Air : en tout 18 ministres et 8 sous secrétaires d'Etat. Ils furent nommés par décrets des 26 et 27 octobre (*J. Off.*, 27, 28 octobre 1933).

Au cours d'une séance de nuit, le 24 novembre 1933, à 2 h. 30, le ministère Sarraut a été mis en minorité par 341 voix entre 247. La Chambre discutait le projet de loi tendant à combattre la fraude fiscale et à réaliser des économies en vue du redressement financier. Un député socialiste, M. Gounin, a, sur la question du prélèvement à effectuer sur le traitement des fonctionnaires, déposé un amendement tendant à porter de 10.000 à 12.000 francs le chiffre de l'exonération de base. Le président du Conseil ayant posé la question de confiance, l'amendement fut néanmoins adopté.

Le gouvernement ayant remis sa démission au président de la République, celui-ci chargea M. Camille Chautemps de constituer un nouveau cabinet. Le 27 novembre, un ministère radical homogène était formé, comprenant la plupart des membres du précédent cabinet, et notamment : MM. Camille Chautemps à la présidence du Conseil et l'Intérieur ; Eugène Raynaldy à la Justice, Paul-Boncour aux Affaires étrangères, Daladier à la Guerre, Albert Sarraut à la Marine, Georges Bonnet aux Finances, Marchandeau au Budget, de Monzie à l'Education nationale, Dalimier aux Colonies, soit en tout 18 ministres et 8 sous-secrétaires d'Etat : Décrets du 26 novembre 1933 (*J. Off.*, 27 novembre 1933).

I. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Une loi du 7 janvier 1933 tend à l'approbation d'un arrangement entre la France et la Grande-Bretagne, d'une part, et l'Egypte, de l'autre, au sujet du condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides, conclu au Caire par échange de lettres, en date des 1^{er} et 15 juin 1931 (*J. Off.*, 12 janvier 1933).

Une loi du 14 janvier 1933 porte approbation de la convention additionnelle, signée à Paris le 23 décembre 1931, à la convention entre la France et la Belgique, pour éviter les doubles impositions, signée à Bruxelles le 16 mai 1931 (*J. Off.*, 16-17 janvier 1933). Un décret du 17 février 1933 porte promulgation de cette convention (*J. Off.*, 20-21 février 1933).

Une loi du 26 janvier 1933 tend à l'approbation d'un arrangement commercial franco-égyptien conclu au Caire, par échange

de lettres, en date des 19 mars et 17 avril 1930 (*J. Off.*, 29 janvier 1933).

Une loi du 27 janvier 1933 porte autorisation de ratifier : 1° la convention franco-tchécoslovaque relative à la navigation franco-tchécoslovaque relative à la navigation aérienne, conclue à Prague le 26 mai 1925 ; 2° le protocole additionnel, en date du 25 juin 1930, qui a amendé cet accord (*J. Off.*, 4 février 1933). Un décret du 30 mai 1933 porte promulgation de ces accords (*J. Off.*, 31 mai 1933).

Une loi du 23 mars 1933 porte approbation et publication du règlement pour l'exécution de l'article 7 du traité de travail franco-italien du 30 septembre 1919 en ce qui concerne les agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways signé à Rome le 13 août 1932 entre la France et l'Italie (*J. Off.*, 31 mars 1933).

Une loi du 23 mars 1933 porte approbation et publication du règlement d'exécution de l'arrangement signé à Rome le 13 août 1932 entre la France et l'Italie au sujet du régime concernant les agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways signé à Rome le 21 janvier 1933 entre la France et l'Italie (*J. Off.*, 31 mars 1933).

Une loi du 6 avril 1933 est relative à la ratification de la convention et du protocole de signature signés à Genève le 13 juillet 1931 concernant la limitation de la fabrication et la réglementation de la distribution des stupéfiants (*J. Off.*, 7 avril 1933). Un décret du 30 juin 1933 porte promulgation de cette convention (*J. Off.*, 8 juillet 1933).

Une loi du 12 avril 1933 a pour objet d'approuver un avenant à la convention franco-italienne du 20 janvier 1879 relative aux gares internationales de Modane et de Vintimille, signé à Paris le 13 février 1931 entre la France et l'Italie (*J. Off.*, 13 avril 1933). Un décret du 30 mai 1933 porte promulgation de cet avenant (*J. Off.*, 31 mai 1933).

Une loi du 13 avril 1933 porte ratification de la convention signée à Paris, le 3 octobre 1932, entre la France et l'Italie pour éviter, à l'importation, les doubles impositions en matière d'impôt sur le chiffre d'affaires et de taxe sur les échanges (*J. Off.*, 12 mai 1933). Un décret du 26 juin 1933 porte promulgation de cette convention (*J. Off.*, 26, 27, 28 juin 1933).

Une loi du 19 avril 1933 porte approbation de l'avenant signé le 3 mars 1933 à l'arrangement entre la France et la Hongrie du 25 septembre 1931 concernant le traitement préférentiel du maïs hongrois (*J. Off.*, 23 avril 1933). Un décret du 9 mai 1933 porte promulgation de cet avenant (*J. Off.*, 10 mai 1933).

Une loi du 3 mai 1933 porte approbation de l'avenant à l'accord commercial du 23 février 1928 et à l'arrangement additionnel du

28 mars 1929 entre la France et l'Union économique belgo-luxembourgeoise signé à Paris le 15 avril 1931 (*J. Off.*, 4 mai 1933).

Une loi du 3 mai 1933 porte approbation de l'arrangement frontalier signé à Paris le 15 avril 1931 entre la France et l'Union économique belgo-luxembourgeoise (*J. Off.*, 4 mai 1933).

Une loi du 22 juin 1933 porte approbation du *modus vivendi* commercial entre la France et l'Italie, signé à Rome le 4 mars 1932 (*J. Off.*, 26-27 juin 1933). Un décret du 21 décembre 1933 porte promulgation de ce *modus vivendi* commercial (*J. Off.*, 11 janvier 1934).

Une loi du 28 juin 1933 porte application du paragraphe I c du protocole additionnel à l'accord commercial franco-italien du 7 mars 1928, signé à Rome le 16 novembre 1931 (*J. Off.*, 1^{er} juillet 1933).

Une loi du 13 juillet 1933 porte approbation de la convention entre la France et la Belgique pour éviter les doubles impositions et régler certaines autres questions en matière fiscale signée à Bruxelles le 16 mai 1931 (*J. Off.*, 14 juillet, 30 août 1933). Un décret du 10 août 1933 porte promulgation de cette convention (*J. Off.*, 30 août 1933).

Une loi du 13 juillet 1933 porte approbation de la convention entre la France et l'Italie pour éviter les doubles impositions et régler certaines questions en matières fiscales, signée à Rome le 16 juin 1930 et de l'avenant à cette convention signé le 16 novembre 1931 (*J. Off.*, 14 juillet 1933). Un décret du 24 novembre 1933 porte promulgation de ces convention et avenant (*J. Off.*, 15 décembre 1933).

Une loi du 15 juillet 1933 porte approbation de l'avenant signé le 10 juin 1933 à l'arrangement commercial franco-yougoslave du 7 novembre 1931 concernant le traitement préférentiel du maïs yougoslave. (*J. Off.*, 28 juillet 1933). Un décret du 11 août 1933 porte promulgation de cet avenant (*J. Off.*, 13 août 1933).

Une loi du 23 juillet 1933 porte approbation de la convention entre la France et l'Italie sur l'exécution des jugements en matière civile et commerciale signée à Rome le 3 juin 1930 (*J. Off.*, 26 juillet 1933). Un décret du 22 novembre 1933 porte promulgation de cette convention (*J. Off.*, 26 novembre 1933).

Une loi du 24 juillet 1933 porte ratification de la convention signée à Rome le 2 juin 1928 pour la protection de la propriété littéraire et artistique (*J. Off.*, 30 juillet 1933). Un décret du 21 décembre 1933 porte promulgation de cette convention (*J. Off.*, 11 janvier 1934).

Une loi du 27 juillet 1933 porte approbation de la convention d'assistance aux indigents, signée à Paris le 9 septembre 1931 entre la France et la Suisse (*J. Off.*, 28 juillet 1933). Un décret du

21 octobre 1933 porte promulgation de cette convention (*J. Off.*, 23-24 octobre 1933).

Une loi du 28 juillet 1933 modifie et complète la loi du 30 mars 1928 sur le régime douanier applicable en France et en Algérie aux vins et autres produits tunisiens (*J. Off.*, 29 juillet 1933). Un décret du 28 juillet détermine les conditions d'application de cette loi (*J. Off.*, 29 juillet 1933).

Une loi du 28 juillet 1933 tend à l'approbation de l'avenant au *modus vivendi* du 20 juillet 1928, signé le 9 avril 1932, entre la République française et la République lithuanienne (*J. Off.*, 29 juillet 1933).

Une loi du 27 août 1933 porte approbation de la convention radiotélégraphique internationale et de ses annexes arrêtées par la conférence internationale de Washington le 25 novembre 1927 (*J. Off.*, 30 août 1933).

Une loi du 10 septembre 1933 autorise le président de la République à ratifier un échange de lettres entre le gouvernement français et le gouvernement allemand en date du 27 juin 1929 (*J. Off.*, 20 septembre 1933).

Une loi du 26 décembre 1933 porte approbation du traité de travail et d'assistance conclu le 2 novembre 1932 à Madrid entre la France et l'Espagne (*J. Off.*, 25-26-27 décembre 1933).

Une loi de même date porte approbation de la convention conclue le 2 novembre 1932 entre la France et l'Espagne sur les Assurances sociales (*J. Off.*, 25-26-27 décembre 1933).

Une loi du 27 décembre 1933 porte fixation de l'organisation douanière et fiscale des territoires français visés par l'arrêt de la cour permanente de justice internationale du 7 juin 1932 (frontière franco-suisse) (*J. Off.*, 29 décembre 1933).

Une loi du 31 décembre 1933 autorise la ratification d'un accord financier signé à Paris le 9 juillet 1932 entre la France et la principauté de Monaco (*J. Off.*, 31 décembre 1933).

Un décret du 20 janvier 1933 porte promulgation de la convention ayant pour objet de régler l'indemnisation des victimes civiles de la guerre ou de leurs ayants droit possédant les nationalités française et belge, signée à Paris le 7 novembre 1929 entre la France et la Belgique (*J. Off.*, 28 janvier 1933).

Un décret du 27 janvier 1933 porte mise en application provisoire de l'avenant à l'accord commercial franco-allemand du 17 août 1927, signé à Berlin le 28 décembre 1932 (*J. Off.*, 29 janvier, 4 février, 23 mars 1933).

Un décret du 27 janvier porte mise en application provisoire d'un avenant à l'arrangement entre la France et l'Allemagne au sujet des échanges commerciaux du bassin de la Sarre avec le ter-

ritoire douanier allemand en date du 23 février 1928 (*J. Off.*, 29 janvier 1933).

Un décret du 27 janvier 1933 porte publication et mise en application provisoire de l'accord de compensation franco-bulgare conclu à Sofia le 16 janvier 1933 (*J. Off.*, 29 janvier 1933).

Un décret du 27 janvier 1933 porte publication et mise en application provisoire de l'accord franco-yougoslave de compensation signé à Paris le 27 janvier 1933 (*J. Off.*, 29 janvier 1933).

Un décret du 27 janvier 1933 porte promulgation du *modus vivendi* commercial signé à Santiago du Chili le 22 mai 1931 entre la France et le Chili (*J. Off.*, 12 février 1933).

Un décret du 27 janvier 1933 porte publication et mise en application provisoire d'un échange de lettres du 31 décembre 1932 entre la France et la Suisse (*J. Off.*, 10 février 1933).

Deux décrets du 16 février 1933 portent promulgation, l'un, du pacte de non-agression signé à Paris le 29 novembre 1932 entre la France et l'Union des républiques socialistes soviétistes ; l'autre, de la convention relative à la procédure de conciliation signée à Paris le 29 novembre 1932 entre la France et l'Union des républiques socialistes soviétistes (*J. Off.*, 17 février, 28 juillet 1933).

Un décret du 4 mars 1933 porte publication et mise en application provisoire de la convention concernant les règlements commerciaux entre la France et la Hongrie signée à Paris le 28 février 1933 (*J. Off.*, 5 mars 1933).

Un décret du 4 mars 1933 approuve la déclaration concernant l'échange des actes d'état civil, signée à Paris le 20 février 1933 entre la France et la Grèce (*J. Off.*, 9 mars 1933).

Un décret du 13 mars 1933 porte publication et mise en application provisoire d'un arrangement commercial entre la France et la Suède. Il s'agit de l'importation de certains produits, notamment de vins (*J. Off.*, 13-14 mars, 3-4 avril 1933).

Un décret du 13 mars 1933 porte publication et mise en application provisoire de l'avenant à la convention commerciale du 13 juillet 1921 entre la France et la Finlande, signé à Paris le 20 février 1933 (*J. Off.*, 15 mars, 5 mai 1933).

Un décret du 14 mars 1933 porte mise en application provisoire d'un *modus vivendi* commercial avec la République de Costa-Rica (*J. Off.*, 27-28 mars 1933).

Un décret du 17 mars 1933 porte promulgation des convention et arrangements de l'Union postale universelle, signés à Londres le 28 juin 1929 (*J. Off.*, 17-18-19 avril 1933).

Un décret du 22 mars 1933 porte promulgation de la convention internationale concernant les statistiques économiques en date à Genève du 14 décembre 1928, signée par la France, l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Brésil, la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, l'Union sud-africaine, l'Etat libre d'Irlande, la Bulgarie,

le Danemark, la ville libre de Dantzig, l'Egypte, l'Estonie, la Finlande, la Grèce, la Hongrie, l'Italie, le Japon, la Lettonie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, ensemble le protocole en date du même jour et signé par les mêmes puissances (*J. Off.*, 13 avril 1933).

Des décrets des 30 et 31 mars 1933 portent promulgation : 1° de la convention consulaire signée à Paris le 11 février 1928 entre la France et la Lithuanie ; 2° de la convention relative à la transmission des actes judiciaires et des commissions rogatoires en matières civile et commerciale signée à Paris le 9 mai 1928 entre la France et la Lithuanie ; 3° du traité d'extradition signé à Paris le 9 mai 1928 entre la France et la Lithuanie (*J. Off.*, 1^{er} avril 1933).

Un décret du 6 avril 1933 porte publication et mise en application provisoire de l'arrangement commercial entre la France et la Norvège, signé à Paris le 4 avril 1933 (*J. Off.*, 7 avril 1933).

Un décret du 16 avril 1933 porte approbation de l'accord interprétatif conclu entre la France et l'Espagne par lettres échangées les 17 et 28 février 1933 pour fixer la portée de l'article 1^{er} de la convention consulaire du 7 janvier 1862 dans le domaine d'application des lois sur les loyers (*J. Off.*, 21 avril 1933).

Un décret du 3 mai 1933 porte publication et mise en application d'un arrangement par échanges de lettres entre la France et la Belgique et la France et le Luxembourg, au sujet de l'avenant à l'accord commercial du 23 février 1928 et à l'arrangement additionnel du 28 mars 1929 entre la France et l'Union économique belgo-luxembourgeoise, signé à Paris le 15 avril 1931 (*J. Off.*, 4 mai 1933).

Un décret du 5 mai 1933 a pour objet de faire bénéficier du tarif douanier conventionnel, résultant de l'accord franco-canadien du 15 décembre 1922, les conserves de poisson originaires du Canada, expédiées directement pour la France avant le 17 juin 1932, date de la dénonciation dudit accord (*J. Off.*, 7 mai 1933).

Un décret du 9 mai 1933 porte promulgation du deuxième avenant à la convention commerciale entre la France et la Hongrie, signé à Paris le 21 décembre 1929 (*J. Off.*, 10 mai 1933).

Un décret du 9 mai 1933 porte approbation de l'accord interprétatif conclu entre la France et les Etats-Unis d'Amérique par lettres échangées les 23 février et 4 mars 1933 pour fixer la portée de l'article 7 de la convention consulaire du 23 février 1853 dans le domaine d'application des lois sur les loyers (*J. Off.*, 13 mai 1933).

Un décret du 10 mai 1933 porte publication et mise en application provisoire de l'avenant au *modus vivendi* commercial entre la France et l'Italie, signé à Paris le 8 mai 1933 (*J. Off.*, 12, 19 mai, 18 juin 1933).

Un décret du 10 mai 1933 porte promulgation du compromis d'arbitrage concernant l'affaire des phares signé à Paris le 15 juillet 1931 entre la France et la Grèce (*J. Off.*, 21 mai 1933).

Un décret du 15 mai 1933 porte promulgation du traité d'amitié, de conciliation et d'arbitrage signé à Paris le 3 février 1930 entre la France et la Turquie et du protocole portant la même date (*J. Off.*, 15-16 mai 1933).

Un décret du 16 mai 1933 porte fixation des quantités de blés tendres et durs, de farines de blé dur et de semoules, de céréales secondaires originaires et importées directement de la zone française de l'empire chérifien, à admettre en franchise en France et en Algérie à partir du 1^{er} juin 1933 (*J. Off.*, 17 mai 1933).

Un décret du 30 mai 1933 porte approbation et publication de la convention signée à Paris entre la France et l'Italie le 19 mai 1933 sur la circulation automobile entre la zone frontalière des deux pays (*J. Off.*, 21 mai 1933).

Un décret du 8 juin 1933 porte publication et mise en application provisoire de l'arrangement commercial entre la France et le Canada, signé à Ottawa le 12 mai 1933 (*J. Off.*, 9 juin, 19 août 1933).

Un décret du 8 juin 1933 porte publication et mise en application provisoire du quatrième avenant à la convention commerciale franco-hongroise du 13 octobre 1925, signé à Paris le 3 mars 1933 (*J. Off.*, 9 juin 1933).

Un décret du 15 juin 1933 porte publication et mise en application provisoire de l'avenant à la convention commerciale franco-tchécoslovaque du 2 juillet 1928, signé à Paris le 12 mai 1933 (*J. Off.*, 7 juillet 1933).

Un décret du 16 juin 1933 porte approbation de l'accord interprétatif conclu entre la France et la Suisse par lettres échangées les 11 et 26 juillet 1929 pour fixer la portée des articles 1^{er}, 3 et 6 du traité d'établissement franco-suisse du 23 février 1882 dans le domaine d'application des lois sur les loyers (*J. Off.*, 18 juin 1933).

Un décret du 16 juin 1933 porte approbation de l'accord interprétatif conclu entre la France et la Grande-Bretagne par lettres échangées les 21 et 25 mai 1929 pour fixer la portée de l'article 1^{er} de la convention concernant les relations commerciales et maritimes entre la France et la Grande-Bretagne signée à Paris le 28 février 1882 dans le domaine d'application des lois sur les loyers (*J. Off.*, 18 juin 1933).

Un décret du 25 juin 1933 porte promulgation du traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage signé à Paris le 28 avril 1930 entre la France et la Finlande (*J. Off.*, 26-27 juin 1933).

Un décret du 30 juin 1933 porte publication et mise en application provisoire d'un échange de lettres portant addition et modi-

fication à l'accord commercial franco-allemand du 17 août 1927 (*J. Off.*, 3-4 juillet 1933).

Un décret du 1^{er} juillet 1933 porte publication et mise en application provisoire de l'avenant à la convention commerciale du 15 mars 1929 entre la France et l'Estonie, signé à Paris le 27 avril 1933 (*J. Off.*, 3-4 juillet 1933).

Un décret du 6 juillet 1933 porte promulgation de la convention relative à la prorogation du traité Zaldivar-Delcassé du 9 janvier 1901 signée à San Salvador le 20 septembre 1932 entre la France et le Salvador (*J. Off.*, 20 juillet 1933).

Un décret du 10 juillet 1933 porte promulgation de la convention concernant la protection des appellations d'origine signée le 20 septembre 1932 entre la France et le Salvador (*J. Off.*, 20 juillet 1933).

Un décret du 12 juillet 1933 porte approbation et publication de l'accord de règlement des paiements commerciaux conclu par échange de lettres entre la France et l'Autriche le 22 juin 1933 (*J. Off.*, 13 juillet 1933).

Un décret du 17 juillet 1933 porte promulgation de la convention concernant le règlement équitable et pratique de l'ensemble de la question des biens turcs en Syrie et des biens syriens en Turquie signée à Ankara le 27 octobre 1932 entre la France, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont reconnus par les actes internationaux sur la Syrie et le Liban, et la Turquie (*J. Off.*, 18 août 1933).

Un décret du 24 juillet 1933 institue une surtaxe douanière sur les vins de liqueur originaires ou en provenance du Portugal (*J. Off.*, 29 juillet 1933).

Un décret du 27 juillet 1933 porte approbation et publication de l'accord de règlement des paiements commerciaux conclu par échange de lettres entre la France et l'Equateur le 27 juillet 1933 (*J. Off.*, 4 août 1933).

Un décret du 1^{er} août 1933 porte publication et mise en application provisoire de l'avenant à l'accord commercial entre la France et l'Autriche du 16 mai 1928, signé à Paris le 9 juin 1933 (*J. Off.*, 4 août 1933).

Un décret du 1^{er} août 1933 porte modification à la déclaration pour régler les époques et la durée du chômage des canaux et rivières canalisées qui mettent en communication la France, l'Allemagne et la Belgique, signée à Paris le 8 octobre 1887 (*J. Off.*, 6 août 1933).

Un décret du 3 août 1933 établissait une surtaxe compensatrice de l'écart des changes pour les marchandises originaires de l'Estonie (*J. Off.*, 4 août 1933). Un décret du 5 août 1933 porte suppression de cette taxe compensatrice (*J. Off.*, 6 août 1933).

Un décret du 5 août 1933 porte publication et mise en application provisoire de l'avenant à la convention commerciale du 15 mars 1929 entre la France et l'Estonie signé à Paris le 27 juillet 1933 (*J. Off.*, 6 août 1933).

Un décret du 6 août 1933 porte publication et mise en application provisoire du *modus vivendi* commercial entre la France et la Turquie, signé à Paris le 27 juillet 1933 (*J. Off.*, 11 août 1933).

Un décret du 6 août 1933 porte approbation et publication de l'accord de règlement des paiements commerciaux entre la France et la Turquie du 27 juillet 1933 (*J. Off.*, 11 août 1933).

Un décret du 18 août 1933 porte publication et mise en application à titre provisoire de l'arrangement signé à Madrid le 2 novembre 1932 entre la France et l'Espagne dans le but de faciliter l'admission des stagiaires dans les deux pays (*J. Off.*, 20 août 1933). Cet arrangement est entré définitivement en vigueur à la date du 29 décembre 1933 en même temps que le traité de travail signé à Madrid le même jour (*J. Off.*, 17 janvier 1934).

Un décret du 24 août 1933 porte fixation des quantités de céréales secondaires originaires et importées directement de la zone française de l'empire chérifien à admettre en franchise en France et en Algérie du 1^{er} juin 1933 au 31 mai 1934 (*J. Off.*, 26 août 1933).

Un décret du 5 septembre 1933 porte publication et mise en application provisoire d'un avenant à la convention commerciale franco-hellénique du 11 mars 1929, signé à Athènes le 3 juillet 1933 (*J. Off.*, 13 septembre 1933).

Un décret du 6 septembre 1933 porte publication et mise en application à titre provisoire d'un avenant à l'accord commercial du 23 février 1928, à l'arrangement additionnel du 21 mars 1929, à l'avenant du 15 avril 1931 et à l'avenant du 29 octobre 1932 signé le 29 juillet 1933 entre la France et la Belgique ainsi que des lettres annexes (*J. Off.*, 11 octobre 1933).

Un décret du 1^{er} octobre 1933 porte publication et mise en application provisoire de l'avenant au *modus vivendi* commercial entre la France et l'Italie signé à Paris le 1^{er} octobre 1933 (*J. Off.*, 28 octobre 1933).

Un décret du 11 octobre 1933 est relatif à l'importation des produits originaires et en provenance de Pologne (*J. Off.*, 13 octobre 1933).

Un décret du 3 novembre 1933 porte mise en application de l'échange de lettres conclu le 28 octobre 1933 entre la France et l'Allemagne au sujet de l'importation et de la présentation en France des films allemands (*J. Off.*, 6-7 novembre 1933).

Un décret du 18 novembre 1933 porte approbation de l'accord interprétatif conclu entre la France et la république de Panama pour fixer la portée de la convention relative à l'établissement des nationaux, au commerce et à la navigation, signée à Bogota le

30 mai 1892 applicable dans les rapports entre la France et la république de Panama dans le domaine d'application des lois sur les loyers (*J. Off.*, 20-21 novembre 1933).

Un décret du 23 novembre 1933 porte application d'un deuxième avenant à la convention postale franco-marocaine du 1^{er} octobre 1913 (*J. Off.*, 7 décembre 1933).

Un décret du 23 novembre 1933 porte publication et mise en application d'un arrangement par échange de lettres entre la France et le Luxembourg au sujet de l'article 3 de l'accord frontalier du 15 avril 1931 (*J. Off.*, 20 décembre 1933).

Un décret du 30 novembre 1933 approuve un arrangement entre le gouvernement français et le gouvernement de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le gouvernement de l'Inde au sujet des expulsions hors de certains territoires britanniques et français (*J. Off.*, 3 décembre 1933).

Un décret du 18 décembre 1933 porte promulgation d'un échange de lettres conclu le 28 décembre 1932 entre la France et l'Allemagne portant modification et amendement à l'arrangement conclu le 23 février 1928 au sujet des échanges commerciaux du territoire du bassin de la Sarre avec le territoire douanier allemand (*J. Off.*, 21 décembre 1933).

Des lettres missives ont été échangées le 30 mai, puis le 27 novembre 1933 entre l'ambassadeur d'Italie et le ministre des affaires étrangères de France relativement à la prorogation du *modus vivendi* d'établissement provisoire, conclu entre la France et l'Italie le 3 décembre 1927 (*J. Off.*, 31 mai, 30 novembre 1933).

II. — ARMÉE

Une loi du 28 mars 1933 est relative aux ouvrages de côte. Elle autorise le déclassement d'un certain nombre d'ouvrages et postes militaires situés sur les côtes ou dans les îles avoisinant les côtes, reconnus inutiles aux besoins de la défense nationale (*J. Off.*, 31 mars, 5 avril 1933).

Une loi du 26 juin 1933 porte modification de l'article 20 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée. Il s'agit de l'obligation pour certains réformés de se présenter devant une commission de réforme en cas d'hostilités (*J. Off.*, 29 juin 1933).

Une loi du 26 juin 1933 modifie le dernier paragraphe de l'article 23 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée, introduit par la loi du 16 février 1932, relatif à l'obligation de la préparation militaire pour les jeunes gens qui postulent un sursis d'incorporation (*J. Off.*, 29 juin 1933).

Une loi du 14 juillet 1933 modifie et complète les articles 37 et 39 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée (ser-

vice des étudiants en médecine, pharmacie, chirurgie dentaire) (*J. Off.*, 22 juillet 1933).

Une loi du 22 décembre 1933 porte modification des articles 31 et 34 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée (*J. Off.*, 24 décembre 1933).

Une autre loi de même date complète l'article 42 de la loi du 8 janvier 1925 sur l'organisation des cadres des réserves (*J. Off.*, 24 décembre 1933).

Un décret du 10 janvier 1933, suivi de deux instructions ministérielles de même date, modifie le décret du 25 août 1905 relatif aux engagements et aux rengagements résiliables dans les troupes coloniales (*J. Off.*, 19 janvier 1933).

Des décrets et une instruction du 22 janvier 1933 sont relatifs à l'organisation de l'intendance militaire et du service de santé des troupes coloniales (*J. Off.*, 24 février 1933).

Un décret du 23 janvier 1933 modifie le décret du 23 février 1929 portant réorganisation du Conseil supérieur de la défense nationale (*J. Off.*, 27 janvier 1933).

Un décret du 17 mars 1933 modifie le décret du 18 mars 1915 relatif à la suppression ou à la suspension de la haute paye pour les militaires indigènes coloniaux condamnés ou envoyés dans une section spéciale (*J. Off.*, 26 mars 1933).

Un décret du 31 mars 1933 est relatif à l'application de la loi du 9 mars 1932 créant une cour spéciale de justice militaire chargée de la révision des jugements (*J. Off.*, 5 avril 1933).

Un décret du 31 mars 1933 porte modification au règlement du service dans l'armée (Décret du 30 mai 1924 modifié par celui du 9 mars 1928), relativement à certains écrits au sujet desquels il est ainsi disposé : « En ce qui concerne les écrits pouvant intéresser la défense nationale, où il est fait état, explicitement ou implicitement, de documents dont l'auteur n'aurait pu avoir connaissance qu'à raison des fonctions qu'il a occupées dans les armées de terre, de mer ou de l'air, les militaires de l'armée active ou de la réserve ont l'obligation d'obtenir l'assentiment, préalable à toute publication, du ministre. A cet effet, les demandes d'autorisation sont transmises, comme il est dit ci-dessus, par la voie hiérarchique. » (*J. Off.*, 6 avril 1933).

Un décret du 28 avril 1933 modifie celui du 23 janvier 1920 sur l'organisation du Conseil supérieur de la guerre et de l'état-major général de l'armée (*J. Off.*, 30 avril 1933).

Un décret du 29 avril 1933 fixe le statut du personnel civil des établissements militaires (*J. Off.*, 2, 7, 29-30 mai 1933).

Deux décrets du 1^{er} mai 1933 sont relatifs, l'un au statut des adjudants-chefs et adjudants maîtres ouvriers d'état d'artillerie ;

l'autre au statut des adjudants-chefs et adjudants du service de l'artillerie (*J. Off.*, 7 mai 1933).

Un décret du 6 mai 1933 modifie le décret du 1^{er} août 1931 sur les conseils d'enquête des officiers de l'armée active (*J. Off.*, 21, 26-27 mai 1933).

Un décret du 28 mai 1933 porte règlement d'administration publique pour l'application des articles 75 et 80 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée (*J. Off.*, 31 mai 1933).

Un décret du 6 juin 1933 porte réorganisation du service de l'artillerie et organisation des fabrications d'armements. Il est suivi d'un arrêté du 7 juin relatif aux établissements de l'artillerie et des fabrications d'armement (*J. Off.*, 10 juin 1933).

Un décret du 8 juin 1933 porte réglementation et organisation de l'école spéciale militaire (*J. Off.*, 17 juin 1933).

Un décret du 13 juin 1933 modifie le décret du 19 septembre 1919 concernant la réorganisation de l'école du service de santé militaire (*J. Off.*, 30 juin 1933).

Un décret du 17 juin 1933 est relatif à l'avancement des sous-officiers de carrière de la cavalerie (*J. Off.*, 21 juin 1933).

Un décret du 24 juin 1933 est relatif aux attributions de la direction du contentieux et de la justice militaire (*J. Off.*, 25 juin 1933).

Un décret du 4 juillet 1933 modifie le décret du 17 septembre 1930 portant règlement d'administration publique pour l'application des dispositions de l'article 52 de la loi du 31 mars 1928 relatif aux affectations spéciales en cas de mobilisation (*J. Off.*, 21 juillet, 6-7 novembre 1933).

Un décret du 4 juillet 1933, suivi d'une instruction du 7 juillet 1933, concerne l'emploi par des tiers de documents appartenant au service géographique de l'armée (*J. Off.*, 29 juillet 1933).

Un décret du 15 juillet 1933 transforme la direction de la gendarmerie en une sous-direction rattachée à la direction du contentieux et de la justice militaire (*J. Off.*, 19 juillet 1933).

Un décret du 17 juillet 1933 porte réglementation des congés et permissions (*J. Off.*, 4 août 1933).

Un décret du 30 juillet 1933 est relatif à la création d'un personnel de militaires spécialistes de carrière. Il a été modifié par un décret du 14 décembre 1933 (*J. Off.*, 21 décembre 1933).

Un décret du 18 août 1933 est relatif au fonctionnement des écoles de perfectionnement d'officiers de réserve (*J. Off.*, 30 août 1933).

Un décret du 3 octobre 1933 modifie l'article 2 du décret du 9 mars 1932 relatif aux engagements prévus par l'article 64 de la loi du 31 mars 1928 (*J. Off.*, 8 octobre 1933).

Un décret du 23 octobre 1933 modifie le décret du 7 septembre 1926 relatif au recrutement des indigènes algériens (*J. Off.*, 1^{er}, 10 novembre 1933).

Un décret du 10 novembre 1933 est relatif au temps de commandement des colonels, commandants et capitaines (*J. Off.*, 15 novembre 1933).

Pensions. — Une loi du 11 mai 1933 porte fusion de l'Office national du combattant avec l'Office national des mutilés et réformés de la guerre (*J. Off.*, 13 mai 1933). Un décret du 16 juin 1933 détermine les conditions d'application de celle loi (*J. Off.*, 2, 5 juillet 1933).

Une loi du 12 août 1933 réserve des emplois de leur profession aux médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes et vétérinaires pensionnés pour infirmités de guerre (*J. Off.*, 16-17 août 1933).

Un décret du 24 mai 1933 complète le décret du 25 octobre 1932 relativement aux soins gratuits aux mutilés (*J. Off.*, 31 mai 1933).

Un décret du 12 décembre 1933 porte règlement d'administration publique pour l'application des articles 126 à 135 de la loi de finances du 31 mai 1933 instituant une revision des pensions concédées en vertu de la loi du 31 mars 1919 (*J. Off.*, 14 décembre 1933).

Une instruction ministérielle du 18 mars 1933 règle l'application de la convention franco-belge du 7 novembre 1929 ayant pour objet de régler l'indemnisation des victimes civiles de la guerre ou de leurs ayants droit possédant les nationalités française et belge (*J. Off.*, 19 mars 1933).

III. — MARINE

Une loi du 27 mai 1933 porte modification à la loi du 18 juillet 1895 concernant la détermination et la conservation des postes électrosémaphoriques (*J. Off.*, 31 mai 1933).

Une loi du 11 juillet 1933 concerne la détermination et la conservation des postes militaires relatifs à la défense des côtes ou à la sécurité de la navigation (*J. Off.*, 13 juillet 1933).

Un décret et une circulaire du 19 février 1933 concernent la réorganisation du corps des équipages de la flotte (*J. Off.*, 22 février 1933).

Un décret du 15 avril 1933 porte modification au décret du 18 février 1928 sur les honneurs (*J. Off.*, 21, 22 avril 1933).

Un décret du 1^{er} juin 1933 est relatif aux conditions d'admission dans les différents corps d'officiers de réserve de l'armée de mer des anciens maîtres principaux ou premiers maîtres des équipages de la flotte ainsi que des anciens agents des personnels administratifs et des directions de travaux (*J. Off.*, 10 juin 1933).

Un décret du 21 juin 1933 porte réorganisation des cadres de l'administration centrale de la marine et transformation d'emplois (*J. Off.*, 28 juin 1933).

Un décret du 27 juin 1933 modifie le décret du 17 juillet 1908, refondu le 15 juillet 1914, définissant l'armée de mer et portant réorganisation du corps des équipages de la flotte (*J. Off.*, 2 juillet 1933).

Un décret du 27 juin 1933 modifie le décret du 25 juin 1923 portant organisation des prisons militaires (*J. Off.*, 2 juillet 1933).

Un décret du 27 juin 1933 fixe les conditions de nomination des navigateurs de la marine marchande dans les cadres de la réserve de la marine militaire (*J. Off.*, 5, 8 juillet 1933).

Un décret du 10 juillet 1933 concerne l'armement, les essais, l'entretien et la conservation des bâtiments de la marine nationale (*J. Off.*, 20 juillet 1933).

Un décret du 25 juillet 1933 porte règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 93 de la loi du 13 décembre 1932 sur le recrutement de l'armée de mer et l'organisation de ses réserves et relatif au cadre des assimilés spéciaux (*J. Off.*, 21-22 août 1933).

Un décret du 15 août 1933 est relatif au recrutement, au congédiement et à la réforme des marins et militaires de l'armée de mer ainsi qu'à la formation des élèves officiers de réserve de la marine (*J. Off.*, 23, 28-29 août 1933).

Trois décrets du 24 août 1933 modifient les décrets des 22 octobre 1929, 8 avril 1923 et 23 août 1927 sur la solde des marins de différentes catégories, les officiers de marine et les traitements et indemnités des fonctionnaires et employés civils (*J. Off.*, 26 août, 9-10 octobre 1933).

Des décrets des 18 et 19 septembre 1933 ont trait à la solde des marins et officiers de marine (*J. Off.*, 20 septembre 1933).

Un décret du 12 octobre 1933, suivi d'un arrêté de même date, modifie le décret du 25 juillet 1930 portant réorganisation du comité technique, de la commission permanente des essais des bâtiments de la flotte, de la commission permanente de contrôle et de révision du règlement d'armement et de la commission permanente des essais des ouvrages de côte et de défense contre aéronefs (*J. Off.*, 16-17 octobre 1933).

Un décret du 7 novembre 1933 modifie le décret du 13 avril 1923 portant organisation de l'école navale et de l'école d'application des enseignes de vaisseau (*J. Off.*, 11 novembre 1933).

Un décret du 12 décembre 1933 est relatif au personnel non officier des réserves de l'armée de mer (*J. Off.*, 16, 20 décembre 1933).

IV. — MATIÈRES ADMINISTRATIVES

Une loi du 28 février 1933, bien que de nature budgétaire, est à mentionner ici pour l'importance et la longueur des débats qui ont précédé son vote et pour le retentissement qu'a eu cette loi des douzièmes provisoires du mois de mars en augmentant par des « aménagements fiscaux » les charges du pays en vue d'un redressement budgétaire (*J. Off.*, 1^{er}, 2, 17 mars, 23 juin 1933).

Une loi du 9 mars 1933, qui a suivi celle du 28 février sur le redressement budgétaire et les aménagements fiscaux, autorise le ministre des Finances à procéder, dans la limite de 10 milliards de francs, à des émissions d'obligations du Trésor à long ou à moyen terme, dont le produit sera consacré à couvrir à titre définitif et à due concurrence, l'insuffisance des exercices 1930-1931, 1931-1932 et 1932 (*J. Off.*, 10 mars 1933). Comme suite à cette loi du 9 mars 1933, un décret et un arrêté ministériel du 10 mars 1933 organisent l'émission, jusqu'à concurrence de trois milliards de francs, d'obligations du Trésor à 4 $\frac{1}{2}$ pour cent, amortissables en soixante ans et remboursables au taux de 150 francs par cent francs de capital nominal (*J. Off.*, 11 mars 1933).

Une loi du 8 avril 1933 exclut du bénéfice de l'exemption temporaire de contribution foncière sur les propriétés bâties et des taxes locales, prévue par l'article 31 de la loi du 1^{er} avril 1926, modifié par la loi du 29 juin 1929, les immeubles ou portions d'immeubles construits par les sinistrés du Sud-Ouest avec le concours financier de l'Etat, tel qu'il est prévu par les lois des 8 et 16 avril 1930 sur la réparation des dommages de caractère exceptionnel causés par les orages et les crues du 1^{er} au 10 mars 1930 (*J. Off.*, 9 avril 1933).

Un loi du 23 avril 1933 autorise le département de la Seine à se substituer aux communes de ce département, y compris Paris, pour l'exécution de tout ou partie du service d'enlèvement et de traitement des ordures ménagères (*J. Off.*, 24-25 avril 1933).

Une loi du 1^{er} mai 1933 porte création pour les fonctionnaires de police d'un tableau spécial des emplois réservés (*J. Off.*, 5, 8-9 mai 1933).

Une loi du 5 mai 1933 autorise le gouvernement à fixer par décret le poids de la pièce de cinq francs en nickel (*J. Off.*, 6 mai 1933).

Une loi du 7 mai 1933 ouvre au ministre de l'Intérieur, au titre du budget général de l'exercice 1932, un crédit extraordinaire pour subventions pour la réparation des dommages causés aux départements, aux communes et aux établissements publics par les calamités publiques au cours des années 1931 et 1932 (*J. Off.*, 8-9 mai 1933).

La loi du 31 mai 1933 portant fixation du budget général de l'exercice 1933 contient, en dehors des dispositions d'ordre purement financier et fiscal, d'autres mesures relatives notamment à la réduction du traitement des fonctionnaires (addition à l'article 81 de la loi du 28 février 1933), aux pensions militaires et aux marchés passés par l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics entre le 1^{er} août 1914 et le 25 octobre 1919 (articles 124 et suivants) (*J. Off.*, 1^{er}, 8, 15 juin, 14 octobre 1933).

Une loi du 17 décembre 1933 a pour effet d'étendre les pouvoirs des agents des douanes pour la répression de la contrebande des tabacs (*J. Off.*, 20 décembre 1933).

Une loi du 23 décembre 1933 tendant au rétablissement de l'équilibre budgétaire, bien que relevant de la rubrique « FINANCES », est à mentionner en raison de son importance et des débats passionnés qui l'ont précédée et qui ont motivé la chute de deux ministères. Elle contient notamment diverses dispositions concernant les impôts cédulaires et l'impôt sur le revenu. Ainsi elle institue (art. 1^{er}) une carte d'identité fiscale, oblige les assujettis exerçant des professions non commerciales à tenir un livre journal présentant jour par jour le détail de leurs recettes professionnelles (art. 4), et frappe les traitements supérieurs à 12.000 francs d'un prélèvement exceptionnel. D'autres dispositions sont relatives à la loterie nationale (art. 15, 16), à l'émission des monnaies d'argent (art. 17), à la commission des emprunts-or (art. 18), à la suppression du droit de circulation sur les automobiles (art. 20), à la majoration du taux de la surtaxe de l'alcool (art. 23). La loi porte qu'il sera procédé à une réforme administrative comportant la suppression d'emplois ou services, la limitation des cumuls, la simplification des méthodes et rouages dans les services publics afin de réaliser sur le budget de 1934 une économie minimum de 300 millions (art. 8). L'art. 7 de cette loi édicte une amnistie fiscale pour les omissions et insuffisances de déclaration, en matière d'impositions cédulaires et d'impôt général sur le revenu, spontanément réparées dans les trois mois de la promulgation de la loi (*J. Off.*, 24, 28, 31 décembre 1933, 5 janvier 1934).

Un décret du 2 janvier 1933 suspend, sous réserve de certaines dérogations, tout recrutement de fonctionnaires, agents, ouvriers ou employés dans les administrations, services, offices et établissements publics de l'Etat, à compter de la date de publication de ce décret jusqu'au 31 décembre 1933 (*J. Off.*, 2-3 janvier 1933). De nombreuses dérogations ont été faites aux dispositions de ce décret.

Deux décrets des 25 et 26 février 1933 sont relatifs aux courses de lévriers, au fonctionnement du pari mutuel et à la comptabilité des sociétés de courses de lévriers (*J. Off.*, 26 février 1933).

Un décret du 12 juillet 1933 fixe les conditions de détachement

des sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture dans les fonctions de chef de cabinet du préfet (*J. Off.*, 14 juillet 1933).

Un décret du 10 août 1933 fixe les délais pour le remploi des allocations attribuées aux victimes des inondations de mars 1930 (*J. Off.*, 14-15 août 1933).

Un décret du 21 septembre 1933 porte règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 14 mai 1932 en ce qui concerne le fonctionnement des services du comité supérieur de l'aménagement et de l'organisation générale de la région parisienne (*J. Off.*, 1^{er} octobre 1933).

Un décret du 25 septembre 1933 modifie le décret du 19 janvier 1926 en ce qui concerne les règles de compétence pour les transactions sur les pénalités encourues en matière d'impôt sur le chiffre d'affaires (*J. Off.*, 25-26 septembre 1933).

Un décret du 23 octobre 1933 réglemente la délivrance des cartes d'identité destinées aux étrangers (*J. Off.*, 30-31 octobre 1933).

Un décret du 9 novembre 1933 est relatif aux conditions de nomination des sous-préfets et secrétaires généraux de préfectures (*J. Off.*, 12-13-14 novembre 1933).

Un décret du 11 novembre 1933 réglemente les conditions d'avancement des membres des conseils de préfecture interdépartementaux. Un autre décret de même date est relatif aux conditions de nomination des sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture précédemment chefs de cabinet d'un préfet hors classe (*J. Off.*, 15 novembre 1933).

Un décret du 21 novembre 1933 institue au ministère de l'Intérieur un service central de police chargé de centraliser tous les renseignements pouvant faciliter les recherches, la prévention et la répression du trafic illicite des toxiques stupéfiants (*J. Off.*, 23 novembre 1933).

Un décret du 21 novembre 1933 rattache le service des courses et des jeux au contrôle général des services de police administrative (*J. Off.*, 24 novembre 1933).

Un décret du 29 décembre 1933 portant règlement d'administration est relatif au dépôt légal des périodiques. Il s'agit des modes de groupement des périodiques en vue de leur envoi à la bibliothèque nationale et des conditions de franchise (*J. Off.*, 30 décembre 1933).

V. — JUSTICE

Organisation. — Récompenses. — Une loi du 9 janvier 1933 a pour objet de compléter l'article 6 de la loi du 23 mars 1928 tendant à confier les fonctions de rapporteur près la commission supérieure des dommages de guerre à des auditeurs au Conseil d'Etat et à la Cour des comptes (*J. Off.*, 11 janvier 1933).

Une loi du 12 janvier 1933 modifie l'article 23 de la loi du 16 juillet 1930 en ce qui concerne la compétence territoriale des notaires des chefs-lieux d'arrondissement supprimés (*J. Off.*, 14 janvier 1933) (1).

Une loi du 14 janvier 1933 est relative à l'élection des membres des tribunaux de commerce (*J. Off.*, 23-24 janvier 1933).

Une loi du 29 juin 1933 est relative à la compétence des conseils de prud'hommes et au Code du travail (*J. Off.*, 5 juillet 1933) (2).

Une loi du 3 juillet 1933 : 1° proroge et complète la loi du 13 juillet 1923 sur les récompenses nationales ; 2° modifie la loi du 11 avril 1924, modifiée par celle du 1^{er} août 1926 et relative au contingent annuel de croix de chevalier de la Légion d'honneur destinées à récompenser les services rendus par les maires des communes de France et d'Algérie (*J. Off.*, 5 juillet 1933).

Une loi du 31 juillet 1933 est relative à la composition de la commission supérieure des dommages de guerre et de la section spéciale de la commission supérieure des dommages de guerre (*J. Off.*, 31 juillet-1^{er} août 1933).

Une loi du 21 novembre 1933 ratifie le décret du 30 décembre 1926 modifiant l'organisation du Conseil d'Etat statuant au contentieux (*J. Off.*, 22 novembre 1933).

Un décret du 13 mars 1933 est relatif au recrutement du personnel du secrétariat du parquet du Tribunal de la Seine (*J. Off.*, 15 mars 1933).

Un décret du 31 mars 1933 modifie le décret du 26 mars 1910 relatif à l'application de la loi sur la constitution d'un bien de famille insaisissable, en ce qui touche les honoraires des notaires, greffiers et experts (*J. Off.*, 9 avril 1933).

Un décret du 16 avril 1933 porte règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 7 de la loi du 31 mars 1933 modifiant l'organisation de la section du contentieux du Conseil d'Etat (*J. Off.*, 20, 27 avril 1933).

Un décret du 17 mai 1933 modifie le décret du 22 avril 1930 portant règlement d'administration publique pour l'application des dispositions de la loi de finances du 16 avril 1930 (art. 141, 142 et 143) tendant à la réorganisation de la section spéciale du contentieux du Conseil d'Etat (*J. Off.*, 18 mai 1933).

Un décret du 24 mai 1933 modifie le décret du 16 mars 1931 portant règlement d'administration publique sur le contrôle de la comptabilité des études de notaire (*J. Off.*, 26-27 mai 1933).

(1) V. le commentaire de M. Viatte dans le *Recueil général des lois, décrets et arrêtés*, 4^e livraison, 1933, 1^{re} partie, p. 97 (Paris, 6, rue de Mézières).

(2) V. le commentaire de M. Valeray, *op. cit.*, 9^e livraison, 1932, 1^{re} partie, p. 319.

Un décret du 23 juin 1933 modifie l'article 3 du décret du 13 février 1908 sur le recrutement de la magistrature, en établissant deux sessions d'examen en avril et en octobre de chaque année (*J. Off.*, 24 juin 1933).

Un décret du 26 juillet 1933 porte modification du décret du 19 avril 1924 relatif à l'établissement des tables alphabétiques décennales des actes de l'état civil (*J. Off.*, 28 juillet 1933).

Un décret du 7 septembre 1933 modifie le règlement du concours pour la nomination des auditeurs de 2^{me} classe au Conseil d'Etat (*J. Off.*, 9 septembre 1933).

Un décret du 18 octobre 1933 est relatif à l'application de l'article 138 de la loi du 31 mai 1933 concernant les marchés de guerre. Il organise la juridiction instituée par l'article 138 de la loi du budget du 31 mai 1933 (Voir rubrique MATIÈRES ADMINISTRATIVES) sous le nom de jury national des marchés de guerre (*J. Off.*, 19 octobre 1933).

Un décret du 3 novembre 1933 modifie le statut des maisons d'éducation de la Légion d'honneur (*J. Off.*, 10 novembre 1933).

Un décret du 23 novembre 1933 modifie le décret du 7 avril 1905 instituant à l'école coloniale une section spéciale pour la préparation à la magistrature coloniale (*J. Off.*, 30 novembre 1933).

Deux décrets du 14 décembre 1933, relatifs au tarif des notaires, prorogent pour deux années à compter du 1^{er} janvier 1934 la durée de cinq ans fixée par l'article 11 du décret du 29 janvier 1927 pour l'application des dispositions de ce décret (*J. Off.*, 16 décembre 1933).

Lois en matière civile et de procédure civile. — Une loi du 12 janvier 1933 modifie les articles 61, 64, 70, 456 et 1029 du Code de procédure civile en matière d'assignations et d'actes d'appel. Sont modifiés ainsi qu'il suit :

Article premier. — « L'exploit d'ajournement contiendra :

« 1^o La date des jours, mois et an, les nom, profession et domicile du demandeur, la constitution de l'avoué qui occupera pour lui et chez lequel l'élection de domicile sera de droit, à moins d'une élection contraire par le même exploit ;

« 2^o Les nom, demeure et immatricule de l'huissier ; les nom et demeure du défendeur et mention de la personne à laquelle copie de l'exploit sera laissée ;

« 3^o L'objet de la demande, l'exposé sommaire des moyens ;

« 4^o L'indication du tribunal qui doit connaître de la demande et du délai pour comparaître. »

Art. 64 : « En matière réelle ou mixte, les exploits énonceront la nature de l'héritage, la commune, et, autant que possible, la partie de la commune où il est situé, et deux au moins des tenants

et aboutissants ; s'il s'agit d'un domaine, d'un corps de ferme ou métairie, il suffira d'en indiquer le nom et la situation. »

Art. 70 : « Ce qui est prescrit par les articles 61, 64, 68, 69 qui précèdent, et par l'article 456 ci-après, sera observé à peine de nullité.

« Toutefois, cette nullité ne pourra être prononcée que lorsqu'elle aura eu pour effet de porter atteinte aux intérêts de la défense. »

Art. 456 : « L'acte d'appel contiendra assignation dans les délais de la loi et sera signifié à personne ou domicile, à peine de nullité, sauf toutefois ce qui est dit à l'article 70 ci-dessus. »

Art. 1029 : « Aucune des nullités, sauf ce qui est dit aux articles 61, 64, 68, 69, 70, 456 qui précèdent, amendes et déchéances prononcées dans le présent code, n'est comminatoire. » (*J. Off.*, 14 janvier 1933).

Une loi du 2 février 1933 assimile l'âge de la majorité matrimoniale à l'âge de la majorité de droit commun et modifie en conséquence les articles 70, 75, 148, 151, 154, 155, 158, 174, et 488 du Code civil (*J. Off.*, 4 février 1933).

Une loi du 19 février 1933 modifie l'article 184 du Code civil en ces termes : « Tout mariage contracté en contravention aux dispositions contenues aux articles 144, 146, 147, 161, 162 et 163 peut être attaqué soit par les époux eux-mêmes, soit par tous ceux qui ont intérêt, soit par le ministère public. » (*J. Off.*, 20-21 février 1933).

Une loi du 19 février 1933 modifie les articles 228 (al. 3) et 313 (al. 2) du Code civil, ayant deux objets parfaitement distincts. L'article 228, modifié par les lois des 9 août 1919, 9 décembre 1922 et 4 février 1928, disposait que le délai de viduité, qui est de 300 jours après la dissolution du mariage précédent et prend fin en cas d'accouchement survenu depuis le décès du mari, pouvait être abrégé par ordonnance du président du tribunal, rendue sur requête lorsqu'il résulte des circonstances que depuis 300 jours le mari n'a pas cohabité avec sa femme. La loi nouvelle complète l'article 228 ainsi qu'il suit : « La requête est sujette à communication au ministère public. En cas de rejet de la requête, il peut être interjeté appel. »

L'article 313 est complété comme suit : « En cas de jugement ou même de demande, soit de divorce, soit de séparation de corps, le mari peut désavouer l'enfant né trois cents jours après l'ordonnance prévue aux art. 236 du présent Code et 878 du Code de procédure civile et moins de cent quatre-vingts jours depuis le rejet définitif de la demande ou depuis la réconciliation. La présomption de paternité établie par l'article précédent ne s'applique pas à cet enfant, même en l'absence de désaveu, s'il a été légitimé

par un nouveau mariage de sa mère, conformément aux dispositions de l'article 331, et son acte de naissance peut être rectifié sur ce point, s'il y a lieu, conformément aux dispositions de l'article 99 du présent Code et de l'article 855 du Code de procédure civile. » (*J. Off.*, 20-21 février 1933).

Une loi du 15 mars 1933 modifie et complète les articles 176, 177 et 178 relatifs à la mainlevée des oppositions à mariage. L'article 176 est complété par l'alinéa suivant : « Après une année révolue, l'acte d'opposition cesse de produire effet. Il peut être renouvelé, sauf dans le cas visé par le deuxième alinéa de l'article 173 ci-dessus. » Les articles 177 et 178 sont ainsi modifiés : Art. 177 : « Le tribunal de première instance prononcera dans les dix jours sur la demande en mainlevée formée par les futurs époux, même mineurs. » Art. 178 : « S'il y a appel, il y sera statué dans les dix jours et, si le jugement dont est appel a donné mainlevée de l'opposition, la cour devra statuer même d'office. » (*J. Off.*, 17 mars 1933).

Une loi du 8 avril 1933 autorise au profit du fermier la réduction des prix des baux à ferme. Suivant la disposition principale de cette loi : Tout fermier qui aura conclu, entre le 1^{er} janvier 1924 et le 11 novembre 1932 inclus, pour une durée d'au moins trois ans, un bail à ferme dont le prix sera payable soit en argent, soit en nature, pourra, dans le délai de trois mois à partir de la promulgation de la présente loi, à peine de forclusion, demander, par lettre recommandée avec avis de réception ou par acte extrajudiciaire, au propriétaire de l'immeuble, objet du bail, la réduction du prix du fermage.

Faute d'accord entre les parties, une procédure est engagée devant le président du tribunal ou son délégué, auquel sont conférés des pouvoirs très étendus, celui de fixer le nouveau fermage après avis d'experts, et celui de prononcer dans certains cas la résiliation du bail à ferme (*J. Off.*, 11 avril 1933) (1).

Une loi du 30 juin 1933 modifie la loi du 1^{er} avril 1926, modifiée par celle du 29 juin 1929 réglant les rapports des bailleurs et des locataires de locaux d'habitation. L'article unique de cette loi est ainsi conçu : « A titre exceptionnel, et par dérogations aux dispositions de l'article 11, alinéa 1^{er}, de la loi du 1^{er} avril 1926, modifiée par la loi du 29 juin 1929, la majoration de 15 p. 100 prévue à partir du 1^{er} juillet 1933 est supprimée jusqu'au 1^{er} juillet 1934. » (*J. Off.*, 1^{er} juillet 1933).

Une loi du 12 juillet 1933 a pour objet de permettre aux commerçants, industriels et artisans d'introduire une action en revi-

(1) Loi complétée par celle du 22 mars 1934.

sion du prix de leur loyer en vue d'obtenir une réduction pour les baux antérieurs au 1^{er} juillet 1932 (*J. Off.*, 14 juillet 1933) (1).

Une loi du 13 juillet 1933 modifie les dispositions de la loi du 30 juin 1926, modifiée par les lois du 22 avril 1927. et du 27 mars 1928, réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel (*J. Off.*, 14 juillet 1933).

Une loi du 19 juillet 1933 (Voir TRAVAIL ET PRÉVOYANCE SOCIALE), modifiant l'article 47 du Code du travail, institue des privilèges nouveaux par la disposition suivante : « La créance de salaire des gens de service, des ouvriers, des commis et des façonniers, tels que les tisseurs, guimpiers et passementiers, est privilégiée sur les meubles et immeubles du débiteur dans les conditions prévues : 1^o Pour les gens de service, par l'article 2101 (4^o) du Code civil ; 2^o Pour les ouvriers, commis et façonniers, tisseurs et passementiers, par l'article 549 du Code de commerce » (*J. Off.*, 21 juillet 1933).

Une loi du 20 décembre 1933 modifie l'article 28 de la loi du 25 ventôse an XI et supprime la formalité de la légalisation pour les actes notariés lorsqu'il doit en être fait usage en France ou aux colonies. Aux termes de cette loi, l'article 28 est modifié ainsi qu'il suit : Les actes notariés ne seront légalisés qu'autant qu'il y aura lieu de les produire devant les autorités étrangères et sauf conventions internationales contraires. La légalisation sera faite par le président du tribunal de première instance de la résidence du notaire et, en outre, pour les notaires n'ayant pas leur résidence au chef-lieu judiciaire, par le juge de paix du canton de leur ressort. (*J. Off.*, 22 décembre 1933).

Lois en matière commerciale. — Une loi du 13 novembre 1933 réglemente le droit de vote dans les assemblées d'actionnaires des sociétés par actions (*J. Off.*, 15 novembre 1933).

Lois en matière pénale. — Une loi du 7 février 1933 sur les garanties de la liberté individuelle a abrogé l'article 10 du Code d'instruction criminelle et modifié de nombreux articles de ce code, notamment les articles 37 et suivants, 112 à 120, 125, 126, 135, 136, 421, ainsi que les articles 505 et suivants du Code de procédure civile. Cette loi supprime les pouvoirs des préfets et du préfet de police à Paris en matière de constatations de crimes et délits, modifie les conditions dans lesquelles les prévenus peuvent être détenus provisoirement, et dispose également en matière de prise à partie contre les magistrats (*J. Off.*, 9, 10 février 1933).

(1) Loi complétée par celle du 19 mai 1934.

Une loi du 16 février 1933 complète l'article 378 du Code pénal et l'article 312 du Code d'instruction criminelle à l'effet d'imposer le secret professionnel au jury. La loi nouvelle ajoute à l'article 378, après les mots « et toutes autres personnes dépositaires par état ou profession » les mots suivants : « par fonctions temporaires ou permanentes ». Et elle ajoute à l'article 312, à la suite de la formule de serment des jurés les mots : « de conserver le secret des délibérations, même après la cessation de vos fonctions » (*J. Off.*, 18 février 1933).

Une loi du 17 février 1933 modifie l'article 340 du Code pénal relatif à la bigamie, ainsi qu'il suit : « Quiconque, étant engagé dans les liens du mariage, en aura contracté un autre avant la dissolution du précédent, sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de cinquante francs à cinq mille francs. L'officier public qui aura prêté son ministère à ce mariage, connaissant l'existence du précédent, sera puni de la même peine. L'article 479 du Code d'instruction criminelle et l'article 10 de la loi du 20 avril 1810 ne sont pas applicables aux personnes prévenues du délit visé au présent article. » (*J. Off.*, 19 février 1933) (1).

Une loi du 13 juillet 1933 porte amnistie pour certains délits et contraventions antérieurs au 20 juin 1933 (*J. Off.*, 14 juillet 1933).

Une loi du 20 décembre 1933 supprime la peine de la fermeture du fonds de commerce (*J. Off.*, 22 décembre 1933).

VI. — INSTRUCTION PUBLIQUE ET BEAUX-ARTS

Une loi du 12 février 1933 transforme les écoles spéciales rurales en écoles mixtes à une ou deux classes. Aux termes de cette loi : « Quel que soit le nombre des habitants d'une commune, lorsque la population scolaire des écoles primaires élémentaires ne dépasse pas l'effectif de deux classes, le ministre peut, dans l'intérêt des études, autoriser, après avis du conseil municipal et du conseil départemental, la transformation, à titre provisoire, des écoles spéciales en une école mixte à une ou deux classes. Les deux écoles spéciales sont rétablies, le cas échéant, par décision du ministre. » (*J. Off.*, 15 février 1933).

Une loi et un décret du 3 novembre 1933 prescrivent des funérailles nationales pour Paul Painlevé et son inhumation au Panthéon (*J. Off.*, 4, 5 novembre 1933).

(1) V. le commentaire de M. Valeray dans le *Recueil général des lois, décrets et arrêtés*, 8^e livraison, 1933, 1^{re} partie, p. 284.

Une loi du 7 novembre 1933 accorde des funérailles nationales au docteur Roux, directeur de l'Institut Pasteur (*J. Off.*, 8 novembre 1933).

Une loi du 18 décembre 1933 est relative à la composition du conseil supérieur de l'instruction publique (*J. Off.*, 18-19, 22 décembre 1933).

Un décret du 13 mars et un arrêté du 1^{er} mai 1933 modifient les conditions d'obtention du diplôme de géomètre expert (*J. Off.*, 14 mai 1933).

Un décret du 8 avril 1933 complète le décret du 1^{er} juillet 1929 relatif à l'organisation de la surveillance et du contrôle des objets mobiliers appartenant à l'Etat (*J. Off.*, 21 avril 1933).

Un décret du 30 avril 1933 modifie et complète le décret du 12 avril 1907 portant organisation du service d'architecture des monuments historiques (*J. Off.*, 6 mai 1933).

Un décret du 23 juin 1933 rapporte le décret du 16 février 1932 concernant le paiement des indemnités afférentes aux dommages de guerre qui ont atteint les archives des communes et hospices (*J. Off.*, 28 juin 1933).

Un décret du 25 août 1933 modifie le décret du 19 juillet 1932 relatif au diplôme de chirurgien-dentiste (*J. Off.*, 30 août 1933).

Un décret du 25 août 1933 modifie le décret du 2 octobre 1931 relatif au baccalauréat de l'enseignement secondaire (*J. Off.*, 30 août 1933).

Un décret du 10 octobre 1933 porte modification des remises de principe accordées aux enfants de la même famille présents simultanément dans les établissements d'enseignement secondaire de l'Etat (*J. Off.*, 21 décembre 1933).

Un décret du 21 octobre 1933 fixe les peines dont sont passibles les fautes commises par les agents de l'école pratique des hautes études, de l'école des chartes, de l'école des langues orientales vivantes et du bureau des longitudes (*J. Off.*, 29 octobre 1933).

Un décret et un arrêté du 29 novembre 1933 sont relatifs aux conditions de recrutement du personnel des bibliothèques universitaires (*J. Off.*, 13 décembre 1933).

Un décret du 4 décembre 1933 modifie le règlement de l'Académie des sciences morales et politiques et admet certaines exceptions quant à l'obligation des membres de cette académie de résider à Paris (*J. Off.*, 16 décembre 1933).

Un décret du 17 décembre 1933 fixe les attributions des recteurs et des inspecteurs d'académie dans l'enseignement technique (*J. Off.*, 18-19 décembre 1933).

VII. — COMMERCE ET INDUSTRIE

Une loi du 4 mars porte rectification de l'article n° Ex. 627 *bis* du tarif des douanes sur les cloches de chapellerie en soie artificielle tressées à la main (*J. Off.*, 6-7 mars 1933).

Une loi du 15 avril 1933 modifie les articles 055, 056, 0162 du tarif douanier concernant l'iode brut et ses dérivés (*J. Off.*, 21 avril 1933).

Une loi du 6 mai 1933 porte ratification du décret du 5 octobre 1931 qui a modifié la tarification douanière de l'essence de citronnelle (*J. Off.*, 8-9 mai 1933).

Une loi du 17 juin 1933 complète, en ce qui concerne les cotons cardés hydrophiles, la deuxième partie (règles spéciales à certaines marchandises) du tableau annexe de la loi du 13 juin 1866 sur les usages commerciaux (*J. Off.*, 19-20 juin 1933).

Une loi du 20 juin 1933 comprend les aéroports parmi les établissements à l'usage du commerce que les chambres de commerce sont autorisées à fonder et à administrer en vertu de la loi du 9 avril 1898 (*J. Off.*, 21 juin 1933).

Une loi du 30 juin 1933 ratifie le décret du 26 janvier 1932 réglementant l'importation de certaines catégories d'articles de ménage (*J. Off.*, 3-4 juillet 1933).

Une loi du 5 juillet 1933 porte dérogation aux articles 157 et 187 du Code de commerce en ce qui concerne le règlement des billets de fonds de commerce (*J. Off.*, 6 juillet 1933) (1).

Une loi du 12 juillet 1933 modifie les droits de douane applicables à divers produits ou marchandises (*J. Off.*, 14, 21 juillet, 2 août 1933).

Une loi du 13 juillet 1933 fixe certaines modalités d'application de l'article 117 de la loi du 31 mars 1932 (avances aux sociétés coopératives de crédit pour les industries d'art) (*J. Off.*, 15-16 juillet 1933).

Une loi du 15 juillet 1933 modifie l'article 117 de la loi du 31 mai 1933 portant fixation du budget général de l'exercice 1933 créant une commission chargée de rechercher les conditions pratiques d'organisation du monopole d'importation des pétroles et la possibilité d'établir en France le monopole du raffinage (*J. Off.*, 15-16 juillet 1933).

Une loi du 15 juillet 1933 modifie le tarif des douanes en ce qui concerne les importations de crustacés d'origine étrangère (*J. Off.*, 17-18, 22 juillet 1933).

(1) Loi complétée par celles des 26 février et 19 mai 1934.

Une loi du 19 juillet 1933 modifie les droits de douane applicables aux poteries cuites en grès (*J. ff.*, 21 juillet 1933).

Une loi du 20 juillet 1933 fait bénéficier du régime de l'admission temporaire les produits dérivés du pétrole (*J. Off.*, 22 juillet 1933).

Une loi du 20 juillet 1933 complète l'article n° Ex. 441 *bis* du tarif douanier concernant les mousselines de laine (*J. Off.*, 22 juillet 1933).

Une loi du 3 août 1933 assure une protection douanière équitable à l'industrie nationale de l'acide tartrique (*J. Off.*, 6 août 1933.)

Une loi du 6 août 1933 établit des droits de douane sur les fruits et graines oléagineux, les matières grasses et leurs dérivés (*J. Off.*, 7-8, 13 août 1933).

Une loi du 10 août 1933 porte ratification du décret du 21 octobre 1931 ayant pour objet le contingentement des importations du poisson de mer de provenance étrangère (*J. Off.*, 12 août 1933).

Une loi du 18 août 1933 porte ratification du décret du 9 décembre 1931 ayant pour objet le contingentement des importations des conserves de poisson de provenance étrangère (*J. Off.*, 21-22 août 1933).

Une loi du 13 décembre 1933 augmente les droits de douane sur les conserves d'asperges (*J. Off.*, 15 décembre 1933).

Une loi du 19 décembre 1933 relève les droits de douane sur les sabots (*J. Off.*, 23 décembre 1933).

Un décret du 21 janvier 1933 fixe le contingent d'importation des lins d'origine étrangère (*J. Off.*, 27 janvier 1933).

Un décret du 21 janvier 1933 étend à l'industrie de l'imprimerie lithographique le bénéfice des dispositions du décret du 10 mars 1914 portant application de l'article 4 de la loi du 14 juillet 1909 sur les dessins et modèles (*J. Off.*, 25 janvier 1933).

Un décret du 28 janvier 1933 est relatif à l'avancement des ingénieurs des poids et mesures (*J. Off.*, 5 février 1933).

Un décret du 8 mars 1933 est relatif à l'appellation d'origine de certains produits (chaussures) (*J. Off.*, 16 mars 1933).

Un décret et un arrêté interministériel du 20 mars 1933 réglementent l'importation de diverses marchandises étrangères (ardoises, produits chimiques, maroquinerie, etc.) (*J. Off.*, 20-21, 22 mars 1933).

Un décret du 7 juillet 1933 modifie le décret du 19 octobre 1925 relatif à l'organisation du personnel de l'Office national des combustibles liquides (*J. Off.*, 13 juillet 1933).

Un décret du 7 juillet 1933 modifie le décret du 5 avril 1929 portant création d'un corps d'ingénieurs des poids et mesures (*J. Off.*, 14 juillet 1933).

Un décret du 22 juillet 1933 est relatif à l'importation et à la présentation en France des films étrangers (*J. Off.*, 23 juillet 1933).

Un décret du 25 août 1933, relatif à l'indication d'origine de produits étrangers, soumet aux dispositions de la loi du 20 avril 1932 les produits tels que papier à lettres, enveloppes, certaines fournitures de bureau, instruments de dessin et de précision (*J. Off.*, 28-29 août 1933).

Douze décrets en date du 2 septembre 1933 sont relatifs à l'indication d'origine de certains produits étrangers (*J. Off.*, 6 septembre 1933).

Un décret et un arrêté interministériel en date du 26 septembre 1933 instituent des taxes sur les licences d'importation du malt (*J. Off.*, 27, 28 septembre 1933).

Un décret et un arrêté en date du 26 septembre 1933 sont relatifs à l'importation des huiles fines pures de maïs (*J. Off.*, 27 septembre 1933).

Un décret du 3 octobre 1933 modifie les droits de douane applicables aux biscuits dits de fantaisie ou de luxe ainsi qu'au pain et aux biscottes grillés (*J. Off.*, 6 octobre 1933).

Un décret du 8 octobre 1933 modifie la tarification douanière de certaines huiles fines pures (*J. Off.*, 13 octobre 1933).

Un décret du 13 novembre 1933 modifie l'article 2 du décret du 30 octobre 1933 instituant une surtaxe douanière sur les importations brésiliennes (*J. Off.*, 15 novembre 1933).

Un décret du 23 novembre 1933 modifie le décret du 23 décembre 1924 en vue du rattachement de l'école nationale supérieure du pétrole et des combustibles liquides à l'Office national des combustibles liquides (*J. Off.*, 25 novembre 1933).

Un décret du 27 décembre 1933 est relatif aux surtaxes de change (*J. Off.*, 30 décembre 1934).

Un décret du 28 décembre 1933 est relatif à l'importation des engrais azotés (*J. Off.*, 30 décembre 1933).

Un décret du 28 décembre 1933 est relatif aux surtaxes de change (*J. Off.*, 31 décembre 1933).

Un décret et un arrêté du 30 décembre 1933 sont relatifs à l'importation de diverses marchandises étrangères (*J. Off.*, 31 décembre 1933, 7, 12, 21, 24, 31 janvier, 3 février 1934).

VIII. — AVIATION

Une loi du 30 juin 1933 porte organisation du ministère de l'Air (*J. Off.*, 1^{er} juillet 1933).

Un décret du 18 janvier 1933 modifie le décret du 21 mai 1930

portant organisation de l'école nationale supérieure de l'aéronautique (*J. Off.*, 21 janvier 1933).

Un décret du 7 février 1933 modifie le décret du 27 août 1931 portant organisation du conseil supérieur de l'air (*J. Off.*, 8 février 1933).

Un décret du 1^{er} avril 1933 fixe les principes généraux d'emploi et d'organisation de l'armée de l'air. L'organisation nouvelle est basée sur le commandement aérien régional assurant l'instruction de toutes les formations en vue des différentes missions qui peuvent leur incomber. Il est institué quatre régions aériennes dont les sièges sont à Metz, Paris, Tours, Lyon et dont chacune est commandée par un officier général. L'armée de l'air est inspectée par un inspecteur général chargé de lui donner l'unité de doctrine et secondé par des inspecteurs adjoints spécialisés surveillant l'entraînement des diverses formations à leur rôle éventuel. L'inspecteur général de l'armée, le chef d'état-major général de la défense aérienne du territoire auront toute facilité pour s'assurer que l'armée de l'air est prête à coopérer avec les armées de terre et de mer et avec les organismes de la défense aérienne du territoire (*J. Off.*, 2, 3-4, 5 avril 1933) (1).

Un décret du 3 mai 1933 modifie la composition du conseil supérieur de l'air (*J. Off.*, 4 mai 1933).

Deux décrets du 3 juin 1933 portent organisation de l'administration centrale et de l'école de l'air (*J. Off.*, 4 juin 1933).

Un décret du 17 juillet 1933 porte organisation du corps de contrôle de l'administration de l'aéronautique (*J. Off.*, 20 juillet 1933).

Deux décrets du 18 octobre 1933 portent, le premier, réorganisation de l'armée de l'air, le second réorganisation des établissements spéciaux de l'armée de l'air (*J. Off.*, 19 octobre 1933).

Un décret du 21 octobre 1933 est relatif à l'organisation des services réalisant les travaux et installations à terre nécessaires pour l'utilisation du matériel aérien (*J. Off.*, 22 octobre, 14 décembre 1933).

Un décret du 7 novembre 1933 modifie le décret du 10 juillet 1929 fixant les frais dus pour le contrôle à l'étranger du trafic des compagnies de navigation aérienne subventionnées. C'est le bureau *Veritas* qui est chargé de ce contrôle (*J. Off.*, 11, 12-13-14 novembre 1933).

Un décret du 7 décembre 1933 porte réorganisation de la direction de l'aéronautique civile (*J. Off.*, 9 décembre 1933).

(1) V. aussi la loi d'organisation de l'armée de l'air du 2 juillet 1934.

IX. — AGRICULTURE

Une loi du 6 janvier 1933 a pour but de faciliter le reboisement des terrains en montagne (*J. Off.*, 8 janvier 1933).

Une loi du 26 janvier 1933, relative à la défense du blé, autorise le ministre de l'Agriculture à constituer, jusqu'à concurrence de 300 millions de francs, le stock de sûreté du blé, destiné à l'alimentation de la population et organise les moyens financiers de cette opération (*J. Off.*, 27 janvier 1933). Un décret du 2 mars 1933 concerne les conditions d'application de cette loi (*J. Off.*, 3 mars 1933).

Une loi du 6 juillet 1933 a pour objet de compléter et de modifier la loi du 3 janvier 1924 et le décret du 30 mars 1929 relatifs aux élections aux chambres départementales d'agriculture (*J. Off.*, 7 juillet 1933).

Une loi du 7 juillet 1933 concerne la prophylaxie de la tuberculose des bovidés et le contrôle de la salubrité des viandes (*J. Off.*, 9, 29 juillet 1933).

Une loi du 8 juillet 1933 complète et modifie la loi du 4 juillet 1931 sur la viticulture et le commerce des vins et en prescrit la codification (*J. Off.*, 13, 22 juillet 1933) (1).

Une loi du 10 juillet 1933 porte fixation d'un prix minimum pour le blé et tend à l'organisation et à la défense du marché du blé (*J. Off.*, 10-11, 13, 23 juillet 1933). Un décret du 27 juillet 1933 fixe les modalités d'application de cette loi (*J. Off.*, 28 juillet 1933). Un décret du 18 août 1933, rendu en application de l'article 17 de la loi du 10 juillet, fixe à 35 pour cent le pourcentage minimum des blés indigènes reportés à mettre en œuvre par les meuniers (*J. Off.*, 18, 19, 20 août 1933). Ce décret du 18 août a été complété par celui du 24 octobre (*J. Off.*, 26, 27 octobre 1933). Une loi du 28 décembre 1933 a pour objet d'aménager certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1933 (*J. Off.*, 29, 30 décembre 1933).

Une loi du 31 juillet 1933 réglemente l'admission temporaire des maïs étrangers (*J. Off.*, 3 août 1933).

Un décret du 20 janvier 1933 porte relèvement des droits de douane sur les pommes de terre et la fécule (*J. Off.*, 21 janvier 1933). Un décret du 12 septembre 1933 a prorogé jusqu'au 1^{er} octobre 1934 les dispositions de ce décret (*J. Off.*, 15 septembre 1933).

(1) V. le commentaire donné par MM. Jean Bosc et Maxime Toubeau, *Lois nouvelles*, 1^{er} mars 1934. 1^{re} partie, p. 107.

Un décret et une circulaire du 27 janvier 1933 sont relatifs à la répression des fraudes en ce qui concerne le commerce des semences de blé (*J. Off.*, 30-31 janvier 1933).

Un décret du 9 février 1933 est relatif à la constitution d'un stock de sûreté du blé (*J. Off.*, 10 février 1933).

Un décret du 16 février 1933 porte modification des droits de douane sur les beurres (*J. Off.*, 17 février 1933).

Un décret du 8 mars 1933 est relatif à la constitution d'un stock de sûreté de blé (*J. Off.*, 9 mars 1933).

Un décret et deux arrêtés interministériels du 8 mars 1933 sont relatifs à l'importation de certaines marchandises étrangères (*J. Off.*, 9 mars 1933).

Un décret du 18 mars 1933 est relatif à l'organisation et au fonctionnement des sociétés d'assurances mutuelles agricoles contre la grêle qui sollicitent les subventions de l'Etat (*J. Off.*, 23, 25 mars 1933).

Un décret du 25 mars 1933 fixe le pourcentage de blé indigène à mettre en œuvre pour la fabrication des farines destinées à la panification et autres usages alimentaires (*J. Off.*, 26 mars 1933).

Un décret du 5 avril 1933 est relatif à l'interdiction d'entrée et de transit de plantes, parties de plantes et fruits susceptibles d'introduire en France le pou de San-José (*J. Off.*, 15 avril 1933).

Un décret du 8 avril 1933 modifie le décret du 13 décembre 1922 relatif à l'application de la loi du 2 août 1923 facilitant par des avances de l'Etat la distribution de l'énergie électrique dans les campagnes (*J. Off.*, 13 avril 1933).

Un décret du 12 avril 1933 est relatif au mode d'attribution des primes à la culture de l'olivier (*J. Off.*, 15 avril 1933).

Trois décrets du 27 avril 1933 sont à signaler, le premier relatif à la constitution du stock de sûreté du blé, le deuxième portant relèvement des droits de douane sur les vins de Porto et de Madère, le troisième, suivi d'un arrêté, relatif à l'importation des miels (*J. Off.*, 29 avril 1933).

Un décret du 13 mai 1933 est relatif au personnel de l'Office de renseignements agricoles (*J. Off.*, 20 mai 1933).

Un décret et un arrêté ministériel du 14 mai 1933 sont relatifs aux mesures pour arrêter les progrès du doryphora (*J. Off.*, 15-16, 20 mai 1933).

Un décret du 19 mai 1933 fixe le tarif des émoluments des greffiers de justice de paix pour l'instruction des demandes d'allocations à accorder aux agriculteurs victimes des calamités agricoles (*J. Off.*, 21 mai 1933).

Un décret du 13 juin 1933 porte règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 janvier 1932 tendant à interdire l'entrée en France des graines de graminées impropres

à la semence. Il est suivi d'un arrêté ministériel fixant le montant des frais de contrôle (*J. Off.*, 19-20 juin 1933).

Un décret du 6 juillet 1933 est relatif à l'importation de truites fraîches (*J. Off.*, 9 juillet 1933).

Un décret du 13 juillet 1933 fixe les modalités d'application du prix minimum du blé indigène pour la période du 15 juillet 1933 au 15 juillet 1934 (*J. Off.*, 14 juillet 1933).

Un décret du 14 juillet 1933 modifie le décret du 20 octobre 1928 concernant les caisses régionales de crédit agricole mutuel (*J. Off.*, 27 août 1933).

Un décret du 18 juillet et des arrêtés ministériels des 18 et 24 juillet 1933 sont relatifs à l'importation et au transit des plantes vivantes et parties de plantes vivantes, y compris les fruits frais (*J. Off.*, 29 juillet 1933).

Un décret du 22 juillet 1933 est relatif à l'exportation compensatrice des blés (*J. Off.*, 24-25, 27, 29 juillet 1933). Ce décret est modifié par un décret du 4 octobre (*J. Off.*, 15 octobre 1933), et complété par un décret du 11 octobre 1933 (*J. Off.*, 13 octobre 1933).

Deux décrets des 1^{er} et 2 août 1933 sont relatifs à l'admission temporaire des maïs et des blés durs (*J. Off.*, 3 août 1933).

Quatre décrets du 4 août 1933 portent règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 20 avril 1932 en ce qui concerne l'origine des beurres, fruits, œufs et miels importés (*J. Off.*, 9 août 1933).

Un décret du 13 août 1933 modifie celui du 1^{er} août 1932 relatif à la déclaration de récolte de vins (*J. Off.*, 16-17 août 1933 ; *Gaz. Trib.*, 4-5 octobre 1933).

Un décret et un arrêté interministériel du 26 août 1933 sont relatifs à l'importation de certaines marchandises étrangères (*J. Off.*, 27 août 1933).

Un décret du 1^{er} septembre 1933, relatif à l'admission temporaire des blés tendres, a modifié le décret du 20 mai 1930 déjà modifié par celui du 10 juillet 1931 (*J. Off.*, 4-5 septembre 1933).

Un décret du 6 septembre 1933 est relatif au taux d'extraction des farines panifiables et à la vente des farines panifiables et fourragères de blé (*J. Off.*, 8 septembre 1933). Il est complété par un décret du 4 octobre 1933 (*J. Off.*, 6 octobre 1933).

Un décret du 7 septembre 1933 est relatif à la nomination et au fonctionnement des comités départementaux et du comité national d'organisation et de contrôle de la production et du commerce des céréales (*J. Off.*, 8, 14 septembre, 1^{er}, 18 novembre 1933).

Un décret du 24 septembre 1933 est relatif à la répression des fraudes en ce qui concerne les cidres et poirés (*J. Off.*, 25-26 septembre, 18 octobre 1933).

Trois décrets du 28 décembre 1933 concernent : 1° le taux des taxes auxquelles sont assujettis les importateurs de certaines marchandises agricoles contingentées ; 2° l'importation de certaines marchandises étrangères ; 3° la déclaration des stocks de blé et le paiement de la taxe à la production sur cette céréale (*J. Off.*, 29 décembre 1933, 4, 19 janvier 1934).

Eaux et forêts. — Une loi du 25 février 1933 autorise les communes, après deux mises en adjudication infructueuses à un mois d'intervalle, à aliéner à l'amiable leurs coupes forestières sous le contrôle du service forestier (*J. Off.*, 26 février 1933).

Une loi du 4 juillet 1933 ratifie le décret du 30 mai 1932 qui a contingenté, à titre exceptionnel et temporaire, l'importation des truites fraîches de moins de 30 centimètres de longueur (*J. Off.*, 6 juillet 1933).

Un décret du 30 août 1933 modifie le décret du 31 juillet 1921 relativement à la composition et aux attributions du conseil d'administration de l'école nationale des eaux et forêts (*J. Off.*, 10 septembre 1933).

Un décret du 19 octobre 1933 porte réorganisation de l'école nationale des eaux et forêts (*J. Off.*, 22 octobre 1933).

Un décret du 21 octobre 1933 porte modification de la division territoriale de la France en conservations des eaux et forêts (*J. Off.*, 22 octobre, 1^{er} novembre 1933).

Un décret du 9 novembre 1933 réorganise le service des eaux et forêts (*J. Off.*, 10 novembre 1933). Il a été modifié par le décret du 17 décembre 1933 (*J. Off.*, 22 décembre 1933).

X. — TRAVAUX PUBLICS

Chemins de fer. — Une loi du 11 janvier 1933 proroge du 1^{er} janvier 1933 au 31 décembre 1935, pour les réseaux secondaires d'intérêt général, la loi du 22 octobre 1919 relative à l'approbation des conventions modifiant temporairement les contrats de concession (*J. Off.*, 13 janvier 1933).

Une loi du 14 janvier 1933 proroge le régime provisoire des voies ferrées d'intérêt local et certaines dispositions financières relatives à ces voies ferrées (*J. Off.*, 15 janvier 1933).

Une loi du 20 janvier 1933 proroge jusqu'au 30 juin 1933 la convention du 19 décembre 1925 et l'avenant du 12 janvier 1927 passés entre les ministres des Travaux publics et du Commerce et les grands réseaux de chemins de fer pour assurer la circulation

des wagons-poste et régler les conditions et délais de transport des colis postaux (*J. Off.*, 22 janvier 1933).

Une loi du 8 juillet 1933 tend à adapter aux nécessités actuelles, dans l'ordre technique et économique, le régime des grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général (*J. Off.*, 23 juillet 1933).

Un décret du 19 janvier 1933 porte règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures aux entreprises privées chargées d'un service de portage des bagages ou de travaux de nettoyage dans les gares ou d'un service de commissionnaires de gare (*J. Off.*, 23-24 janvier 1933).

Un décret du 20 octobre 1933 fixe le statut des représentants de l'Etat aux conseils d'administration des compagnies concessionnaires des grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général (*J. Off.*, 22 octobre 1933).

Un décret du 9 décembre 1933 porte extension aux entreprises de transports sur route de la loi du 22 juillet 1922 sur les retraites des agents des réseaux secondaires et des tramways (*J. Off.*, 16 décembre 1933).

Un décret du 30 décembre 1933 modifie le décret du 14 novembre 1924 relatif à l'organisation et au fonctionnement du conseil supérieur des chemins de fer (*J. Off.*, 31 décembre 1933).

Un décret du 30 décembre 1933 détermine les conditions dans lesquelles, en matière de tarifs, il pourra être dérogé par les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général aux prescriptions des cahiers des charges et conventions actuellement en vigueur (*J. Off.*, 31 décembre 1933).

Postes, Télégraphes, Téléphones. — Une loi du 8 juillet 1933 proroge jusqu'au 31 décembre 1933 la convention du 19 décembre 1925 et l'avenant du 12 janvier 1927 passés entre les ministre des Travaux publics et du Commerce et les grands réseaux de chemins de fer, pour assurer la circulation des wagons-poste et régler les conditions et délais de transport des colis postaux (*J. Off.*, 9 juillet 1933).

Un décret du 5 mai 1933 porte création d'un service international de phototélégrammes (*J. Off.*, 10 mai 1933).

Un décret du 26 août 1933 modifie le décret du 13 juin 1926 portant organisation de l'administration centrale (*J. Off.*, 28 septembre 1933).

Un décret du 15 octobre 1933 est relatif au fonctionnement du service des comptes courants et chèques postaux (*J. Off.*, 25-26-27, 31 décembre 1933).

Un décret du 31 octobre 1933 fixe à 3 % le taux de l'intérêt servi

par la Caisse nationale d'épargne à ses déposants (*J. Off.*, 6-7, 12-13-14 novembre 1933).

Un décret et un arrêté du 20 novembre 1933 sont relatifs à l'organisation de l'exploitation du poste national de radiodiffusion (*J. Off.*, 22 novembre, 1^{er} décembre 1933).

Un décret du 1^{er} décembre 1933 porte règlement d'administration publique en exécution de l'article 114 de la loi de finances du 31 mai 1933 pour la détermination des obligations auxquelles sont tenus les constructeurs, exploitants, revendeurs et détenteurs d'installations ou d'appareils électriques, dans le but de ne pas troubler les réceptions radio-électriques (*J. Off.*, 4-5 décembre 1933).

Un décret du 20 décembre 1933 fixe les longueurs d'onde attribuées aux postes privés français de radiodiffusion (*J. Off.*, 25-26-27 décembre 1933).

Régions libérées. — Une loi du 19 janvier 1933 proroge les délais fixés pour le dépôt des justifications de emploi en matière de dommages de guerre par la loi du 30 mars 1929 (art. 85), modifiée par la loi du 31 mars 1931 (*J. Off.*, 21 janvier 1933).

Une loi du 20 avril 1933 abroge les dispositions législatives frappant d'inaliénabilité certains titres délivrés en paiement d'indemnités pour dommages de guerre (*J. Off.*, 21 avril 1933).

Une loi du 29 décembre 1933 est relative aux ouvriers mineurs occupés aux travaux de reconstitution des régions dévastées (*J. Off.*, 31 décembre 1933).

Un décret du 30 juillet 1933 porte suppression du service d'inspection des commissions et tribunaux de dommages de guerre (*J. Off.*, 2 août 1933).

Autres matières. — Un décret du 19 janvier 1933 porte modification du Code de la route au point de vue notamment du poids, du chargement des véhicules, de l'éclairage, de la vitesse, du stationnement, etc. (*J. Off.*, 28 janvier, 4 février 1933).

Un décret du 23 janvier 1933 dispose que l'heure légale sera avancée de 60 minutes dans la nuit du 25 au 26 mars à 23 heures, et que l'heure normale sera rétablie dans la nuit du 7 au 8 octobre à 23 heures (*J. Off.*, 26 janvier 1933).

Un décret du 18 juin 1933 modifie le décret du 26 mai 1932 réglementant le transport et la manutention des poudres, munitions, artifices et matières assimilées sur les routes, voies navigables et dans les ports maritimes (*J. Off.*, 21 juin 1933).

Un décret du 28 juillet 1933 porte règlement d'administration publique pour la manutention et le transport de matières combustibles (*J. Off.*, 29 juillet, 1^{er} août 1933).

Un décret du 21 décembre 1933 modifie le décret du 31 août 1926 réglementant la manutention et les transports des hydrocarbures et des combustibles liquides (*J. Off.*, 23 décembre 1933, 28 janvier 1934).

Un décret du 30 décembre 1933 est relatif à la perception d'une taxe sur les charbons importés.

XI. — MARINE MARCHANDE

Une loi du 16 avril 1933 modifie ou complète les articles 3 et 10 de la loi du 1^{er} mars 1888, modifiée par la loi du 30 mars 1928, et à compléter l'article 3 de la loi du 30 mars 1928 ayant pour objet d'interdire aux étrangers la pêche dans les eaux territoriales de France et d'Algérie (*J. Off.*, 20, 21 avril 1933).

Une loi du 16 juin 1933 porte revision de la loi du 17 avril 1907 sur la sécurité de la navigation maritime et l'hygiène à bord des navires de commerce, de pêche et de plaisance (*J. Off.*, 17 juin, 2 juillet 1933).

Deux lois du 20 juillet 1933 concernent la Compagnie générale transatlantique et autorisent le ministre de la Marine marchande à passer une convention avec cette compagnie (*J. Off.*, 24-25 juillet 1933).

Une loi du 26 juillet 1933 sur le crédit maritime proroge la loi du 1^{er} août 1928 (*J. Off.*, 28 juillet 1933).

Une loi du 6 août 1933 subordonne au transport sous pavillon français le paiement des primes accordées à certains produits coloniaux par les lois de protection du 31 mars 1931 (*J. Off.*, 7-8 août 1933).

Une loi du 23 novembre 1933 fixe le statut des opérateurs radio-télégraphistes à bord des navires de commerce, de pêche ou de plaisance (*J. Off.*, 25 novembre 1933).

Un décret du 25 janvier 1933 porte interdiction d'immersion dans les eaux françaises de tous coquillages provenant de pays étrangers (*J. Off.*, 27 janvier 1933).

Un décret du 29 avril 1933 porte organisation de la caisse spéciale instituée par la loi du 29 juillet 1928 pour constitution du fonds de renouvellement des navires assurant les services maritimes entre la France et l'Algérie (*J. Off.*, 1-2 mai 1933).

Un décret du 29 avril porte règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 7 janvier 1932 accordant le bénéfice de la rééducation professionnelle aux marins du commerce victimes d'accidents du travail (*J. Off.*, 3 mai 1933).

Un décret du 30 avril 1933 modifie le décret du 19 mai 1932 sur les primes aux grandes pêches (*J. Off.*, 4 mai 1933).

Un décret du 23 mai 1933 modifie divers articles des décrets du 4 juillet 1853, réglementant la pêche côtière dans les quatre premiers arrondissements maritimes (*J. Off.*, 26-27 mai 1933).

Un décret du 30 septembre 1933 autorise les directeurs de l'inscription maritime, dans les localités du littoral métropolitain où n'existe pas de syndic des gens de mer, à habiliter les gardes maritimes pour la délivrance des certifications réglementaires dans le service de l'établissement national des invalides de la marine. Cette mesure est motivée par la réduction considérable de l'effectif des syndics des gens de mer, résultant d'un programme d'économies instituée à l'établissement national des invalides de la marine (*J. Off.*, 2-3 octobre 1933).

Un décret du 18 octobre 1933 institue une commission de codification du droit maritime et un arrêté du 20 octobre 1933 fixe la composition de cette commission (*J. Off.*, 22 octobre 1933).

Un décret du 22 novembre 1933 fixe le cadre et le statut du personnel de la Caisse nationale de répartition au profit des marins français pour le service des assurances sociales (*J. Off.*, 2 décembre 1933).

Un décret du 18 décembre 1933 fixe les conditions d'assurance des marins du commerce et de leurs familles en ce qui concerne les risques de maladie et de maternité (assurances sociales) (*J. Off.*, 1^{er} février 1934).

Un décret du 30 décembre 1933 est relatif aux frais de traitement, d'entretien et de rapatriement des marins du commerce délaissés pour cause de maladie ou de blessure (*J. Off.*, 11 janvier 1934).

XII. — TRAVAIL ET PRÉVOYANCE SOCIALE

Une loi du 24 janvier 1933 modifie le dernier alinéa de l'article 10 de la loi du 20 juillet 1895, complété par la loi du 31 décembre 1929, relatif à l'emploi du boni des caisses d'épargne (*J. Off.*, 25 janvier 1933).

Une loi du 3 juin 1933 modifie et complète les dispositions du chapitre IV du livre II du Code du travail et de la loi du 25 mars 1928 et étend les pouvoirs des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs (*J. Off.*, 8, 9 juin 1933).

Une loi du 29 juin 1933 ratifie le décret du 20 novembre 1926 relatif à la compétence des conseils de prud'hommes ; 2^e modifie les articles 80 et 87 du livre IV du Code du travail et de la prévoyance sociale (*J. Off.*, 5 juillet 1933).

Une loi du 12 juillet 1933 améliore les retraites de vieillesse et d'invalidité des ouvriers mineurs (*J. Off.*, 14 juillet 1933).

Une loi du 19 juillet 1933 modifie le chapitre 1^{er} du titre III du livre I^{er} du Code du travail (Du paiement des salaires en vue de réglementer le contrôle et la répartition du pourboire) (*J. Off.*, 21 juillet 1933).

Une loi du 19 juillet 1933 modifie l'article 47 du Code du travail et étend le bénéfice de cette disposition aux façonniers travaillant à domicile pour des négociants, notamment aux tisseurs et aux passementiers (*J. Off.*, 21 juillet 1933). — Voir JUSTICE. *Lois en matière civile.*

Une loi du 19 juillet 1933 modifie les articles 18 de la loi du 17 mars 1905 relative à la surveillance et au contrôle des sociétés d'assurances sur la vie et de la loi du 19 décembre 1907 relative à la surveillance et au contrôle des sociétés de capitalisation (*J. Off.*, 21 juillet 1933).

Une loi du 22 novembre 1933 modifiant l'article 50 A du livre II du Code du travail assure le repos du dimanche aux clercs des officiers publics et ministériels (*J. Off.*, 24 novembre 1933).

Un décret du 16 janvier 1933 est relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries textiles (*J. Off.*, 16-17 janvier 1933).

Un décret du 26 janvier 1933 fixe le taux d'intérêt des avances consenties par l'Etat en 1933 aux sociétés coopératives ouvrières de production et de crédit (*J. Off.*, 30-31 janvier 1933).

Un décret du 26 janvier 1933 réorganise les services de main-d'œuvre du ministère du Travail au point de vue de l'organisation générale du recrutement, de l'avancement et de la discipline (*J. Off.*, 27, 29 janvier 1933). Un décret du 24 septembre 1933 porte modification à ce décret (*J. Off.*, 25-26 septembre 1933).

Un décret du 14 mars 1933 porte règlement d'administration publique pour l'application aux professions industrielles, commerciales et libérales de la loi du 11 mars 1932 sur les allocations familiales (*J. Off.*, 15, 16, 17 mars 1933).

Un décret du 9 juin 1933 modifie le décret du 15 avril 1924 relatif aux caisses autonomes créées par les sociétés de secours mutuels (*J. Off.*, 17 juin 1933).

Un décret du 14 juillet 1933 modifie le décret du 10 septembre 1915 portant règlement d'administration publique relativement au placement de l'actif des sociétés d'épargne (*J. Off.*, 21 juillet 1933).

Un décret du 14 juillet 1933 modifie le décret du 9 juin 1906 portant règlement d'administration publique relativement au placement de l'actif des entreprises d'assurances sur la vie (*J. Off.*, 21 juillet 1933).

Un décret du 25 août 1933 est relatif aux conditions des assurances temporaires consenties par la caisse nationale d'assurance en cas de décès en exécution des lois des 24 octobre 1919 et 5 décembre 1922 (*J. Off.*, 3, 9 septembre, 9-10 octobre 1933).

Un décret du 31 octobre 1933 fixe à un maximum de 3,50 pour cent et à un minimum de 3 pour cent le taux d'intérêt à servir par les caisses d'épargne avec garantie communale à leurs déposants pour l'année 1934 (*J. Off.*, 16 novembre 1933).

Accidents du travail. — Un décret du 31 mai 1933 fixe pour l'année 1934 les taux des taxes à percevoir pour l'alimentation des divers fonds prévus par la législation sur les accidents du travail (loi des 9 avril 1898, 25 novembre 1916, 15 août 1929, 27 juillet 1930, 14 mai 1930) (*J. Off.*, 2 juin 1933).

Un décret du 22 août 1933 complète le décret du 23 mai 1923 portant règlement d'administration publique pour l'application des paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 1^{er} de la loi du 30 décembre 1922 en ce qui concerne l'alimentation du fonds de garantie en matière d'accidents du travail et du fonds de prévoyance des blessés de la guerre victimes d'accidents du travail et modifiant les barèmes annexés (*J. Off.*, 25 août 1933).

Assurances sociales. — Un décret du 9 janvier 1933 fixe le taux de la contribution patronale pour les salariés visés à l'article 2 paragraphe 6 de la loi du 30 avril 1930 sur les assurances sociales (*J. Off.*, 12 janvier 1933).

Un décret du 27 janvier 1933 modifie le décret du 25 juillet 1930 modifié par le décret du 22 septembre 1931, portant règlement général d'administration publique pour l'exécution de la loi du 30 avril 1930 modifiant et complétant celle du 5 avril 1928 sur les assurances sociales (*J. Off.*, 1^{er} février 1933).

Un décret du 19 février 1933 est relatif au versement par les caisses d'assurances sociales de la demi-cotisation d'assurance-vieillesse prévue à l'article 5 de la loi du 30 avril 1930 (*J. Off.*, 22 février 1933).

Un décret du 22 février 1933 étend à des assurés qui ne remplissent pas les conditions pour bénéficier des prestations de l'assurance-maladie les dispositions applicables aux salariés dont la cotisation est fixée en proportion du salaire réel (*J. Off.*, 27-28 février, 5, 13-14 mars 1933).

Un décret du 17 mars 1933 fixe les règles du remboursement par l'Etat à la caisse de garantie des majorations visées à l'article 81 de la loi du 30 avril 1930 (*J. Off.*, 20-21 mars 1933).

Un décret du 25 mars 1933 modifie le décret du 25 juillet 1930 sur la comptabilité des caisses d'assurances sociales (*J. Off.*, 2 juin 1933).

Un décret du 11 avril 1933 fixe le montant des pensions d'orphelins prévues par l'article 20 de la loi du 30 avril 1930 sur les assurances sociales (*J. Off.*, 14 avril 1933).

Un décret du 12 avril 1933 fixe pour l'année 1933 les règles de ventilation des cotisations perçues en application de la loi sur les assurances sociales (*J. Off.*, 13, 14, 22 avril 1933).

Un décret du 22 avril 1933 fixe la surprime aux caisses d'assurances sociales pour les assurés pensionnés au titre de la loi du 31 mars 1919 (*J. Off.*, 24-25 avril 1933).

Un décret du 2 juin 1933 est relatif au taux d'intérêt des placements des caisses d'assurances sociales (*J. Off.*, 4 juin 1933).

Un décret du 14 juillet 1933 modifie le décret du 5 juillet 1930 concernant les remises de gestion aux caisses d'assurances sociales (*J. Off.*, 21, 29 juillet 1933).

Un décret du 28 juillet 1933 fixe les conditions d'application de l'article 18, paragraphe 2, de la loi du 30 avril 1930 sur les assurances sociales en ce qui concerne les assurés des professions non agricoles ou forestières (*J. Off.*, 4 août 1933).

Un décret du 1^{er} septembre 1933 modifie le décret du 7 juin 1930 fixant le statut du personnel des services départementaux des assurances sociales (*J. Off.*, 13 septembre 1933).

Un décret du 2 décembre et une circulaire du 4 décembre 1933 sont relatifs à l'élection des représentants des assurés et des représentants des employeurs au comité consultatif départemental de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse (*J. Off.*, 6 décembre 1933).

Dispositions relatives au chômage. — Un décret du 12 janvier 1933 proroge jusqu'au 31 mars 1933 les dispositions du décret du 31 décembre 1932 fixant le taux des subventions aux institutions publiques de chômage (*J. Off.*, 13, 15 janvier 1933).

Un autre décret de même date proroge jusqu'au 31 mars 1933 les dispositions du décret du 24 mars 1932 relatif à la durée des secours alloués par les fonds publics de chômage (*J. Off.*, 13 janvier 1933).

Un décret du 16 décembre 1933 admet au bénéfice des subventions de l'Etat les fonds spéciaux créés par les communes et les départements en vue de venir en aide aux artistes non salariés (*J. Off.*, 17 décembre 1933).

Santé publique. — Une loi du 14 janvier 1933 est relative à la surveillance des établissements de bienfaisance privée (*J. Off.*, 15 janvier 1933).

Une loi du 21 janvier 1933 modifie l'article 46 de la loi du 5 décembre 1922, modifiée par la loi du 22 juin 1928, et l'article 8 de la loi du 13 juillet 1928 en vue de majorer la valeur des jardins et

champs pour lesquels sont consentis des prêts et d'augmenter le maximum des avances qui peuvent être consenties aux sociétés de jardins ouvriers (*J. Off.*, 27 janvier 1933).

Une loi du 21 avril 1933 est relative à l'exercice de la médecine. Elle précise les diplômes nécessaires et les conditions imposées aux étrangers (*J. Off.*, 23 avril 1933) (1).

Une loi du 30 avril 1933 diminue le taux de la redevance due par les organismes d'habitations à bon marché (*J. Off.*, 1^{er}-2 mai 1933).

Un décret du 19 mai 1933 est relatif au contrôle des habitations à bon marché et des logements à loyers moyens (*J. Off.*, 22-23 mai 1933).

Un décret du 29 décembre 1933 étend aux offices d'habitations à bon marché la réglementation prévue pour les sociétés de crédit immobilier en ce qui concerne l'emploi des fonds libres (*J. Off.*, 5 janvier 1934).

XIII. — FINANCES

Les lois de finances sont d'autant plus nombreuses et d'autant plus complexes que les difficultés financières sont plus grandes. Aussi ne faut-il pas s'étonner de rencontrer au cours de l'année 1933 trois lois tendant à rétablir l'équilibre budgétaire : la loi du 28 février, la loi du 31 mai, la loi du 23 décembre.

Il n'est pas possible d'en donner ici une étude détaillée ; aussi nous bornerons-nous à les analyser très succinctement l'une après l'autre en relevant les modifications essentielles touchant les impôts directs, les droits d'enregistrement et les contributions indirectes.

I. — LOI DU 28 FÉVRIER 1933

I. — IMPÔTS DIRECTS

Impôt sur les traitements et salaires (art. 38). — Les chefs d'entreprise sont astreints à certaines déclarations concernant, non seulement les appointements et salaires dépassant 10.000 francs, mais encore les commissions, courtages, honoraires..., etc. La loi

(1) V. le commentaire de cette loi par M. Jacques Maupas dans le *Recueil général des lois, décrets et arrêtés*, 10^e livraison, 1933, 1^{re} partie, p. 344 (Paris, 6, rue de Mézières).

ajoute à cette énumération les commissions, courtages, ristournes ou honoraires occasionnels lorsqu'ils dépassent 1.000 francs par an pour un même contribuable.

Impôt foncier (art. 46). — Les constructions nouvelles étaient exonérées de l'impôt pendant quinze ans à condition qu'elles fussent terminées avant le premier juillet 1939. A cette date, la loi substitue celle du premier janvier 1935.

Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (art. 46). — Le bénéfice imposable doit être déterminé d'après les résultats d'ensemble des opérations de toute nature effectuées par les entreprises.

Impôt général sur le revenu (art. 46). — La valeur nominale des actions ou parts distribuées gratuitement à la suite de l'incorporation de réserves au capital social doit entrer dans les bases de l'impôt général sur le revenu dû par les bénéficiaires, que ces parts ou actions soient ou non librement cessibles.

D'autre part (art. 40), en ce qui concerne les propriétés louées ou affermées, les contribuables doivent faire état du revenu net réel après déduction des impôts à leur charge, ainsi que des frais de gestion, d'assurances, d'entretien et d'amortissement du capital.

II. — DROITS D'ENREGISTREMENT

Taxe annuelle de transmission (art. 48). — Le taux autrefois fixé à 0,25, après de multiples modifications, est porté à 0,30.

Timbre de dimension (art. 53). — Suivant les formats, les droits applicables aux feuilles de petit papier, de moyen papier, de grand papier et de grand registre sont fixés à 8, 12, 16, 24 francs. La demi-feuille de petit papier, d'emploi courant, vaut donc 4 francs au lieu de 3,60.

Timbre des chèques et virements (art. 54). — Le taux en est porté de 0,20 à 0,50.

Timbre de quittances (art. 55). — Le prix des timbres sur titres constatant des paiements est majoré.

III. — CONTRIBUTIONS INDIRECTES

Surtaxe pour grands magasins et maisons à succursales multiples (art. 37). — Pour mettre fin à des abus cette surtaxe est établie désormais au nom de la société mère et pour l'ensemble des affaires réalisées par elle et par ses filiales.

Automobiles (art. 49). — Ne bénéficient désormais de la demi-taxe que les voitures dont le châssis est sorti de l'usine depuis plus de neuf ans au premier janvier de l'année d'imposition à condition qu'elles soient utilisées par des redevables qui ne possèdent pas plus de deux véhicules simultanément en circulation.

Il est créé (art. 60) une nouvelle taxe sur les automobiles à raison de leur dimension et de leur poids et sur les remorques.

Essence (art. 57). — La taxe est majorée de 5 francs par hectolitre.

Gas-oils. — L'article 62 crée un droit intérieur de 36 francs par quintal sur les gas-oils destinés aux moteurs utilisés pour les transports routiers.

Alcool (art. 64). — Le droit est majoré de 30 francs par hectolitre.

2. — LOI DU 31 MAI 1933 (loi du budget)

I. — IMPOTS DIRECTS

Impôt sur les B. I. C. (art. 76). — Lorsqu'une entreprise française est contrôlée par une entreprise étrangère, il arrive qu'elle soit contrainte de lui acheter à des prix tellement élevés qu'il n'en ressort pour elle aucun profit. Les bénéfices se trouvent donc indirectement transférés à l'étranger et soustraits à l'impôt français. Pour remédier à cet état de choses, la loi stipule que ces bénéfices seront incorporés aux résultats accusés par la comptabilité et déterminés, faute d'éléments précis, par comparaison avec ceux des entreprises similaires normalement exploitées.

D'autre part, l'article 77 soumet à l'impôt sur les B. I. C. les coopératives de consommation achetant pour revendre.

Impôt général sur le revenu (art. 78). — Le texte ne porte en rien atteinte au régime actuel de l'impôt sur le revenu. Il fournit simplement aux fonctionnaires des Contributions directes des moyens nouveaux de contrôler les déclarations en astreignant les contribuables à mentionner le loyer ou la valeur locative de leur habitation principale et de leurs résidences secondaires, le nombre de domestiques, le nombre et la puissance de leurs voitures, de leurs yachts, de leurs avions, la situation et la contenance de leurs chasses, l'importance de leurs écuries de courses. Les contribuables sont donc moralement dans l'impossibilité de faire des déclarations aussi scandaleusement fausses que celles qui ont été relevées à la tribune de la Chambre lors de la discussion du projet de loi.

II. — DROITS D'ENREGISTREMENT

Impôt sur le revenu des créances (art. 80 à 86). — Désormais le débiteur, en ce qui concerne les créances constatées par acte notarié passé en France, doit, lors du paiement des intérêts, retenir le montant de l'impôt et le verser dans le mois au bureau de l'enregistrement de son domicile, versement qui peut d'ailleurs être fait par un notaire au nom du débiteur.

Droits de succession (art. 88). — En ce qui concerne l'évaluation des meubles transmis par décès, l'administration a désormais le choix, à défaut de vente publique, entré une estimation d'inventaire, et 60 % du montant de l'assurance.

Les compagnies d'assurance qui ont eu connaissance du décès d'un de leurs assurés ou de son conjoint sont tenues (art. 90), d'aviser l'administration de l'existence d'une police garantissant les biens mobiliers du défunt ou de son conjoint.

Enfin l'article 89 a pour but d'autoriser l'héritier ou le légataire qui recueille un bien en nue propriété à différer le paiement des droits jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter de l'extinction de l'usufruit à condition de constituer une garantie de paiement des droits et d'acquitter les intérêts au taux des avances de la Banque de France.

III. — CONTRIBUTIONS INDIRECTES

Alcools (art. 91). — Sont assimilés, au point de vue fiscal, aux alcools éthylique et méthylique jusque là seuls taxés, les corps appartenant à la famille chimique des alcools ou présentant une fonction alcool, susceptibles de remplacer les alcools précités dans l'un quelconque de leurs emplois.

D'autre part (art. 99 à 102), les alcools dénaturés circuleront librement et une simple déclaration suffira pour l'emploi de l'alcool méthylique à des usages industriels.

Automobiles (art. 93). — La majoration de 50 % de l'impôt de circulation prévue pour les véhicules automobiles appartenant à des personnes possédant plus de deux véhicules utilisés pour le transport des marchandises est supprimée.

Taxe sur le chiffre d'affaires (art. 97). — Le service de vérification est renforcé.

3. — LOI DU 23 DÉCEMBRE 1933

I. — IMPOTS DIRECTS

Impôt général sur le revenu. — Le montant des revenus des valeurs mobilières touchés par un contribuable était impossible à connaître pour le fisc qui devait s'en remettre au chiffre porté sur la déclaration. Ce n'était pas sans donner lieu à de nombreuses fraudes. L'institution de la carte d'identité fiscale (art. 1 à 3) a pour but d'y remédier.

La carte d'identité qui comportera un numéro d'ordre sera établie par le contrôleur des contributions directes du domicile du contribuable. Aucun paiement d'intérêts ou de dividendes ne pourra être effectué sans que le requérant n'ait présenté sa carte dont le numéro sera reproduit par l'établissement payeur sur ses propres registres comptables. Les banques adresseront au service des Contributions directes la liste des numéros des cartes des clients ayant effectué des opérations. Le contrôleur est donc à même d'opérer des sondages lorsqu'il aura des doutes sur la véracité d'une déclaration.

Par ailleurs, l'article 5 dispose que le contribuable est tenu de faire une déclaration lorsque la valeur locative de la résidence principale multipliée par 4 ou 5, suivant que la localité a plus ou moins de 100.000 habitants, dépasse le minimum imposable. Si le produit ainsi obtenu est supérieur au revenu déclaré par le contribuable, celui-ci devra justifier cette différence. A défaut de déclaration ou de justification, le contribuable sera considéré comme ayant un revenu au moins égal au chiffre ainsi déterminé.

Impôt sur les bénéfices agricoles (art. 21). — Le contribuable ayant demandé à être taxé d'après le bénéfice réel doit conserver ce régime pendant cinq ans.

Impôt sur les bénéfices des professions non commerciales (art. 4). — Le contrôle est renforcé par l'exigence d'une comptabilité au-dessus de 50.000 francs de bénéfices.

II. — DROITS D'ENREGISTREMENT

Fonds de commerce. — Le droit de mutation est porté de 2 à 5,50 % pour les marchandises neuves et de 8 à 8,50 % pour les autres éléments du fonds.

Immeubles. — Les mutations immobilières sont taxées désormais à 13,50 % au lieu de 12 %.

Valeurs mobilières. — Le droit de transfert est fixé à 0,55 %, le droit de conversion à 0,65 % et l'impôt sur le revenu à 17 %.

III. — CONTRIBUTIONS INDIRECTES

Automobiles (art. 20). — La taxe de circulation des véhicules automobiles, y compris les cycle-cars et motocyclettes est remplacée par une surlaxe sur l'essence de 50 francs par hectolitre.

Les taxes au poids et à l'encombrement et les taxes sur les remorques subsistent ainsi que celles qui ont pu être établies par les départements et les communes.

Spiritueux anisés et apéritifs à base d'alcool (art. 23). — La surtaxe créée par la loi dui 28 février 1933 est majorée de 100 francs par hecctolitre d'alcool pur.

I

LOI DU 12 JANVIER 1933 MODIFIANT LES ARTICLES 61, 64, 70, 456 ET 1029 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE EN MATIÈRE D'ASSIGNATIONS ET D'ACTES D'APPEL (1).

Notice par M. Julien ROUGEOT,
avoué honoraire près le Tribunal de la Seine

La loi du 12 janvier 1933 a pour but de modifier les articles 61, 64, 70, 456 et 1029 du Code de procédure civile concernant la forme des assignations et des actes d'appel, de supprimer les nullités absolues et de laisser aux juges le pouvoir d'apprécier si l'inobservation des formes a une conséquence telle pour la partie adverse que la nullité est à prononcer.

« Proclamer la nullité d'une procédure et la perte du droit lui-même aboutit, dit M. Emile Massé, dans son rapport à la Chambre des Députés, à un véritable déni de justice. Rendre responsable une partie d'un fait qui n'est imputable qu'à l'officier ministériel, prononcer la déchéance d'un droit qui peut revêtir la plus extrême importance pour une faute parfois très légère, c'est aboutir à une solution absolument regrettable. Ce sont des surcroits de frais, c'est parfois l'impossibilité pour le justiciable d'obtenir la réparation pécuniaire du préjudice qui lui a été causé. Ce sont ces inconvénients que le projet de loi en question tend à faire disparaître. En droit, il n'est que l'application du vieux principe juridique « pas de nullité sans griefs ou nullité sans griefs n'opère rien ». En pratique d'ailleurs les officiers ministériels avaient, notamment à Paris et dans les grands centres,

(1) *J. Off.* du 14 janvier 1933.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Sénat* : Proposition de loi de M. Catalogne, 19 juin 1923 (doc. ann. 466 ; rapport de M. Guillaume Poulle, 26 décembre 1924 (doc. ann. 746) ; adoption, 3 février 1925. — *Chambre* : Transmission, 7 juin 1932 (doc. ann. 40) ; rapport de M. Emile Massé, 30 novembre 1932 (doc. ann. 950) ; adoption, 30 décembre 1932.

BIBLIOGRAPHIE. — Commentaire par M. César-Bru, *Lois nouvelles*, numéro du 1^{er} mars 1933, 1^{re} partie, pp. 81 et s.

Commentaire par M. Viatte, *Recueil général des lois, décrets et arrêtés*, 1933, 2^e livraison, 1^{re} partie, pp. 49 et s. (Paris, 6, rue de Mézières).

l'habitude de ne pas soulever les moyens de nullité, lorsqu'ils ne portaient pas grief à leurs clients.

Les articles 61 et 64 qui indiquent ce que doivent contenir les exploits d'ajournement sont modifiés en ce que la dernière phrase « le tout à peine de nullité » est supprimée.

L'article 70 est l'objet dans la nouvelle loi de deux modifications ; d'une part, au lieu de ne frapper de nullité que ce qui est prescrit par les deux articles qui le précèdent, c'est-à-dire par les articles 68 et 69 contenant les prescriptions relatives à la délivrance des significations, il précise que la nullité s'applique aux prescriptions des articles 61, 64, 68, 69 et 456 du Code de procédure civile ; cette différence entre l'ancien texte de l'article 70 et le nouveau texte provient de ce que les articles 61 et 64 se suffisaient à eux-mêmes, puisqu'ils prononçaient la nullité, tandis que les articles 68 et 69 ne contenaient pas eux-mêmes la sanction de la nullité ; d'autre part l'article 70 est complété par l'alinéa suivant « toutefois cette nullité ne pourra être prononcée que lorsqu'elle aura eu pour effet de porter atteinte aux intérêts de la « défense. »

Quant à l'article 456 du Code de procédure civile d'après lequel l'acte d'appel devait contenir assignation dans les délais de la loi et être signifié à personne ou à domicile à peine de nullité, il renvoie au nouvel article 70 n'imposant la nullité que lorsqu'elle a pour effet de porter atteinte aux intérêts de la défense.

Enfin l'article 1029, d'après lequel aucune des nullités, amendes et déchéances prononcées dans ce code n'est comminatoire, devait être supprimé ; mais la Commission du Sénat a préféré ne rien modifier en ce qui concerne les amendes et les déchéances encourues et restreindre l'application de la nouvelle loi aux seules nullités visées par les articles 61, 64, 68, 69, 70 et 456 du Code de procédure civile.

La loi nouvelle ne mentionne pas les nullités qui peuvent résulter d'autres textes que des articles précités ; c'est ainsi qu'elle ne s'applique pas aux nullités résultant du défaut d'enregistrement de mention de celui-ci sur l'original, puisque ces nullités sont prévues par la loi du 22 frimaire an VII, article 34, et la loi du 16 juin 1834, art. 10 ; de même elle ne s'applique pas aux formes spéciales du commandement, du procès-verbal de saisie, de la dénonciation, ou encore de l'acte d'appel en matière de saisie immobilière ou aux énonciations de l'assignation en distraction d'objets saisis ou d'opposition sur le prix de la vente en matière de saisie-exécution, etc...

Pour ces nullités il appartiendra aux tribunaux, comme précédemment, d'apprécier si les nullités dont peut être entaché

l'acte de procédure, ne sauraient être corrigés par les autres énonciations de l'acte.

En outre la loi du 12 janvier 1933 ne s'applique qu'aux exploits soumis aux prescriptions du Code de procédure civile ; elle n'a pas d'effet en matière correctionnelle.

Les commentateurs n'ont pas été d'accord pour savoir si la loi nouvelle visait les énonciations des articles 50 et 52 du Code de procédure civile relatifs à la citation devant le Juge de paix et à la citation en conciliation. Ce doute tient à la nature de ces actes, pour lesquels les prescriptions ne sont pas édictées à peine de nullité ; cependant cette opinion a été repoussée par MM. Garsonnet et Cézair-Bru qui, dans leurs traités de procédure, ont estimé que ces citations pouvaient être frappées de nullité.

« Si cette opinion est exacte, dit M. Cézair Bru dans son savant commentaire de la loi du 12 janvier 1933, est-il possible d'appliquer à ces nullités le principe de la loi nouvelle ? »

« Nous n'hésitons pas à répondre par l'affirmative, les raisons justificatives du principe nouveau sont à *fortiori* applicables devant la juridiction de paix. »

L'esprit de la loi nouvelle doit l'emporter sur sa lettre, d'autant mieux que si sa lettre est absente, c'est parce que le législateur n'envisageant que le texte des articles 50 et 52 n'a pas cru devoir s'occuper de nullités non prononcées par la loi.

La loi du 12 janvier 1933 a-t-elle un effet rétroactif c'est-à-dire s'applique-t-elle aux actes et significations notifiées avant la nouvelle loi ? M. Cézair Bru n'hésite pas à répondre affirmativement.

« Les lois de procédure, dit-il, sont applicables immédiatement après leur promulgation... la loi de 1933 réglemeute à nouveau la nullité et cette réglementation s'applique immédiatement. » Il en serait autrement si une action en nullité était déjà intentée à la date de la promulgation de la loi, le jugement produisant un effet rétroactif au jour de la demande.

Telles sont en résumé les principales modifications apportées par la loi du 12 janvier 1933 aux articles du Code de procédure civile concernant les nullités.

Article premier. — L'article 61 du Code de procédure civile est modifié ainsi qu'il suit :

« L'exploit d'ajournement contiendra :

« 1° La date des jours, mois et an, les nom, profession et domicile du demandeur, la constitution de l'avoué qui occupera

pour lui et chez lequel l'élection de domicile sera de droit, à moins d'une élection contraire par le même exploit ;

« 2° Les nom, demeure et immatricule de l'huissier ; les nom et demeure du défendeur et mention de la personne à laquelle copie de l'exploit sera laissée ;

« 3° L'objet de la demande, l'exposé sommaire des moyens ;

« 4° L'indication du tribunal qui doit connaître de la demande et du délai pour comparaître. »

Art. 2. — L'article 64 du même code est modifié ainsi qu'il suit :

« En matière réelle ou mixte, les exploits énonceront la nature de l'héritage, la commune et autant que possible, la partie de la commune où il est situé et deux au moins des tenants et aboutissants ; s'il s'agit d'un domaine, d'un corps de ferme ou métairie, il suffira d'en indiquer le nom et la situation. »

Art. 3. — L'article 70 du même code est modifié ainsi qu'il suit :

« Ce qui est prescrit par les articles 61, 64, 68, 69, qui précèdent, et par l'article 456 ci-après, sera observé à peine de nullité.

« Toutefois, cette nullité ne pourra être prononcée que lorsqu'elle aura eu pour effet de porter atteinte aux intérêts de la défense. »

Art. 4. — L'article 456 du même code est modifié ainsi qu'il suit :

« L'acte d'appel contiendra assignation dans les délais de la loi et sera signifié à personne ou domicile, à peine de nullité, sauf toutefois ce qui est dit à l'article 70 ci-dessus. »

Art. 5. — L'article 1029 du même code est modifié ainsi qu'il suit :

« Aucune des nullités, sauf ce qui est dit aux articles 61, 64, 68, 69, 70, 456, qui précèdent, amendes et déchéances prononcées dans le présent code, n'est comminatoire. »

II

LOI DU 14 JANVIER 1933 RELATIVE A LA SURVEILLANCE
DES ÉTABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE PRIVÉE (1).

Cette importante loi, surnommée la « charte de la bienfaisance privée », a pour origine première un projet déposé le 9 juin 1900 à la Chambre des députés par M. Waldeck-Rousseau, alors ministre de l'Intérieur. Elle a été précédée de longs travaux préparatoires qui, interrompus par la guerre, se poursuivirent ensuite en grand nombre.

La loi du 14 janvier 1933 a un quadruple objet : 1° Elle impose aux établissements d'hospitalisation privée et aux particuliers et associations qui placent des mineurs un certain nombre d'obligations ; 2° elle institue un système de surveillance ; 3° elle crée dans chaque département une assemblée consultative et juridictionnelle, appelée *Conseil départemental de l'assistance publique et privée*, organisant ainsi, comme on l'a dit, « une collaboration « officielle et permanente entre les services publics d'assistance « et les œuvres de bienfaisance privée » ; au-dessus de ces assemblées départementales, elle place le Conseil supérieur de l'Assistance publique ; 4° elle étend la capacité des associations déclarées ayant pour but exclusif l'assistance ou la bienfaisance, leur octroyant, moyennant certaines garanties, la faculté de recevoir des libéralités entre vifs ou testamentaires (2).

(1) *J. Off.* du 15 janvier 1933.

BIBLIOGRAPHIE. — Commentaire du comte William Lefebure dans le n° de février 1934 du *Bulletin de l'Office central des œuvres de bienfaisance* (175, boulevard Saint-Germain, Paris). — Commentaire de la loi du 14 janvier 1933 et du règlement d'administration publique du 16 mars 1934 (*J. Off.* du 21 mars) par M. Paul Chassagnade-Belmin dans le *Recueil général des lois, décrets et arrêtés*, 6^e livraison, 1934, 1^{re} partie, p. 177 (Paris, 6, rue de Mézières).

(2) Travaux préparatoires et textes : *Recueil précité*, 2^e livraison 1933, 2, 69.

III

LOI DU 14 JANVIER 1933 RELATIVE A L'ÉLECTION DES MEMBRES
DES TRIBUNAUX DE COMMERCE (1).

Notice par M. Albert TROULLIER

C'est dans la région méditerranéenne que les premiers tribunaux consulaires semblent avoir fait leur première apparition ; à Marseille, ils existaient déjà au ^{xiii}^e siècle. Le statut définitif de Marseille, rédigé en 1254, fait mention de la juridiction consulaire (V. Pardessus, *Collection des lois maritimes*). Comme à Marseille il y eut à Narbonne, au moyen-âge, une juridiction mercantile.

Chez les Italiens, la composition du tribunal était fixée d'après une règle diamétralement opposée à celle qu'on appliquait en France.

En Italie, durant tout le moyen-âge, pas de juridiction commerciale où les juristes ne fussent mélangés aux négociants. Des marchands et rien que des marchands pour juger les marchands, tel est au contraire le principe fondamental que les ordonnances françaises suivent avec une rigueur de plus en plus accentuée à mesure qu'on se rapproche du ^{xvi}^e siècle, ainsi que le fait remar-

(1) *J. Off.* du 24 janvier 1934.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Chambre* : Proposition de M. Cautru du 11 décembre 1933, doc. ann. 6744 ; rapport de M. Isaac du 29 février 1934, doc. ann. 7217 ; adoption sans débat le 2 avril 1934. — *Sénat* : Transmission le 2 avril 1934, doc. ann. 277 ; proposition de M. Mario Roustan du 12 octobre 1932, doc. ann. 583 ; rapport de M. Mario Roustan du 26 octobre 1932, doc. ann. 621 ; adoption en 1^{re} délibération le 22 novembre 1932 ; rapport de M. Buhan du 21 décembre 1932, doc. ann. 794 ; avis de M. Charles Dumont (comm. des finances), du 28 février 1933, doc. ann. 132 ; urgence, discussion et adoption le 5 mars 1933.

Chambre : Transmission le 8 mars 1933, doc. ann. 1442 ; proposition de M. Taton-Vassal du 28 mars 1933, doc. ann. 1580 ; rapport de M. Lévy-Alphandéry du 11 juillet 1933, doc. ann. 3850 ; rapport suppl. de M. Lévy-Alphandéry du 23 mars 1933, doc. ann. 6755 ; adoption sans débat, 1^{re} séance du 31 mars 1933. — *Sénat* : Retour le 3 juin 1933, doc. ann. 547 ; rapport de M. Buhan du 29 novembre 1932, doc. ann. 790 ; discussion et adoption le 27 décembre 1932.

BIBLIOGRAPHIE. — Commentaire par M. Viatte dans le *Recueil général des lois, décrets et arrêtés*, 1933, 3^e livraison, 1^{re} partie, p. 81 et s. (6, rue de Mézières, Paris).

quer M. François Morel (*Les Juridictions commerciales au moyen-âge*, Paris, 1897). Quant à l'Allemagne, elle n'applique intégralement ni le système italien, ni le système français. A Nuremberg, malgré la règle formelle posée dans le privilège de 1508, les juristes continuent à détenir un certain nombre de sièges au Tribunal de commerce.

D'après Jacques Savary (*Le parfait négociant*) et Savary des Bruslons (*Dictionnaire universel du commerce*), les « consuls étaient des juges élus entre les marchands et les négociants pour vider gratuitement et sans procédures, suivant les privilèges qui leur ont été accordés, leurs différends et demandes sur le fait de la marchandise, du négoce, des lettres et billets de change et autres matières concernant le commerce. » C'est en 1549 que fut établie la première juridiction de Toulouse. C'est en 1563 que fut établie sous Charles IX celle de Paris.

L'ordonnance de 1673, art. 1^{er} du titre XII, dont Jacques Savary est l'un des principaux auteurs, puisque l'on a nommé avec raison l'ordonnance de 1673 « Code Savary », a déclaré commun pour tous les sièges et consuls du Royaume l'édit de leur établissement dans la ville de Paris, du mois de novembre 1563, et tous les autres édits et déclarations touchant la juridiction consulaire, enregistrés dans les Parlements.

Dès le début nous voyons à la base du système les principes suivants :

« Il n'y a point de procureurs postulants à la juridiction des « consuls. Chacun y peut plaider sa cause. Il est permis à ceux « qui ne peuvent comparaître ou qui n'ont pas assez de capacité « pour se défendre, de se servir de qui bon lui semble.

« Pour parvenir au consulat, il faut avoir été marchand ou « l'être actuellement. »

Qu'on examine les divers documents législatifs jusqu'à nos jours, où il est parlé de la justice mercantile, aucun ne touche aux dispositions essentielles élaborées par le chancelier de l'Hôpital. L'ordonnance de 1673 en respecte l'ensemble. Les lois de la Révolution, le Code de commerce de 1807, font de même. Au moment de la tourmente révolutionnaire, le député Desmeuniers, au cours d'une discussion sur les juges-consuls, s'écriait à la tribune de l'Assemblée constituante : « Il faut y regarder à deux fois avant de toucher à une œuvre de l'Hôpital. »

M. A. Viatte, dans son très complet commentaire de la loi, signale avec beaucoup d'à-propos que M. Buhan « a traité longuement et avec soin l'institution des juges-commerçants et « cela pour conseiller de ne pas toucher imprudemment à l'heure « actuelle à l'organisation des tribunaux de commerce, celle-ci

« offrant pour les justiciables des garanties éprouvées et pleines et suffisantes. Aucune opinion contraire ne s'est manifestée « ni à la Chambre ni au Sénat ».

Dans son discours du 22 janvier 1930, M. Albert-Buisson, alors président du Tribunal de Commerce de la Seine, disait que « Montaigne peu tendre pour les gens de justice, les accusait de s'y empêtrer comme une souris dans la poix ; mais c'est là un danger que le juge consulaire évite avec aisance, car il est servi par son habitude de la décision et par le bon sens qui est peut-être la qualité maîtresse et de l'homme d'affaires et de l'homme de loi ».

Cet exposé nous a semblé indispensable pour faire comprendre les motifs qui, à la loi de 1883 ont substitué celle de 1933 qui respecte et fortifie dans certains cas les idées fondamentales qui ont présidé à l'organisation des premiers tribunaux consulaires.

La nouvelle loi assimile aux directeurs des sociétés anonymes de finance, de commerce et d'industrie les administrateurs délégués de ces mêmes sociétés. C'est là une confirmation de ce qui était pratiqué déjà, d'accord avec les décisions de la Cour de cassation (Cass. civ., 14 janvier 1903). Les directeurs ou gérants de succursales sont exclus à juste titre.

La loi écarte ceux qui ont été condamnés à certaines peines et cette sévérité est raisonnable et justifiée. Il semble que la loi de 1903 n'aurait pas dû être applicable aux élections consulaires.

Cette dernière loi d'après laquelle les faillis sont réintégrés de droit dans leur qualité d'électeurs sans avoir justifié de leur réhabilitation trois ans après la déclaration de faillite, heurte nettement les sentiments de tous les commerçants honnêtes. Elle démontre aux faillis l'inutilité de faire un effort quelconque en faveur de leurs créanciers et leur donne un casier judiciaire vierge de toute mention au bout d'un temps déterminé et extrêmement court.

L'obligation de la déclaration de candidature a été bien accueillie. Elle a pour effet utile d'assurer un vote plus éclairé, en permettant le contrôle individuel des justiciables.

Telle qu'elle existe maintenant cette loi peut être considérée comme une amélioration de celle de 1883.

Les nombreuses modifications apportées au Code de commerce, les lois nouvelles de toute espèce sur les différends commerciaux ont augmenté et augmentent chaque jour la tâche écrasante des juges consulaires.

La loi du 11 mars 1924 instituant la procédure des référés en matière commerciale a déjà rendu de très grands services, mais nécessite de nouveaux efforts de la part des magistrats. Il faut se féliciter de toutes les améliorations apportées à la constitution des tribunaux de commerce sur l'initiative de MM. Mario Rous-

tan, Cautru, Buhan qui ont si bien amené des modifications susceptibles de faciliter une organisation qui doit rendre au commerce des services chaque jour plus importants.

Article premier. — Les membres des tribunaux de commerce seront élus par les citoyens français commerçants, patentés ou associés en nom collectif depuis cinq ans au moins, par les pilotes lamaneurs réunissant cinq ans d'exercice, par les capitaines au long cours, par les capitaines au cabotage et les capitaines de la marine marchande réunissant dix ans de navigation effectuée, en qualité d'officiers, depuis l'obtention de leur brevet, dûment constatée par les services de l'inscription maritime, par les administrateurs délégués, par les directeurs des compagnies françaises anonymes de finances, de commerce et d'industrie, par les gérants des sociétés à responsabilité limitée sans que le nombre des gérants d'une même société puisse excéder trois, par les agents de change et courtiers d'assurances maritimes, courtiers de marchandises, courtiers interprètes et conducteurs de navires institués en vertu des articles 77, 79 et 80 du code de commerce, les uns et les autres après cinq années d'exercice, et tous, sans exception, devant être domiciliés depuis cinq ans au moins dans le ressort du tribunal.

Sont également électeurs, dans leur ressort, les membres anciens ou en exercice des tribunaux et des chambres de commerce, des chambres consultatives des arts et manufactures, les présidents anciens ou en exercice des conseils de prud'hommes.

Les femmes qui remplissent les conditions énoncées dans les paragraphes précédents seront inscrites sur la liste électorale.

Art. 2. — Ne pourront participer à l'élection :

1° Les individus condamnés soit à des peines afflictives et infamantes, soit à des peines correctionnelles pour faits qualifiés crimes par la loi ;

2° Ceux qui ont été condamnés pour vol, escroquerie, abus de confiance, recel, soustractions commises par les dépositaires de deniers publics, attentats aux mœurs, outrages aux bon-

nes mœurs réprimés par la loi du 2 août 1882, provocation à l'avortement et à la propagande anticonceptionnelle, avortement, pour infractions aux lois sur la vente des substances vénéneuses et pour les délits prévus par des lois spéciales et réprimés par les articles 401, 405 et 408 du code pénal ;

3° Ceux qui ont été condamnés à l'emprisonnement pour délit d'usure, pour infraction aux lois sur les maisons de jeu, sur les cercles, sur les loteries et les maisons de prêts sur gages et par application des articles 34 et 39 du décret du 28 décembre 1926 portant codification des textes qui régissent les valeurs mobilières, et de l'article 1^{er} de la loi du 4 février 1888 ou en exécution des dispositions des diverses lois sur les fraudes et falsifications ainsi que sur les appellations d'origine ;

4° Ceux qui ont été condamnés à l'emprisonnement par application des lois du 24 juillet 1867 sur les sociétés et du 7 mars 1925 sur les sociétés à responsabilité limitée ;

5° Les individus condamnés pour les délits prévus aux articles 400, 413, 414, 417, 418, 419, 420, 421, 433, 439, 443 du code pénal et aux articles 594, 596 et 597 du code de commerce ;

6° Ceux qui ont été condamnés à un emprisonnement de six jours au moins et à une amende de plus de 1.000 francs pour les infractions prévues :

a) Par le décret du 28 décembre 1926 portant codification des textes législatifs concernant les douanes ;

b) Par le décret du 21 décembre 1926 portant codification de la législation en matière de contributions indirectes ;

c) Par les lois sur les octrois ;

d) Par l'article 5 de la loi du 4 juin 1859 sur le transport par la poste des valeurs déclarées ;

7° Les anciens notaires, greffiers et officiers ministériels destitués en vertu de décisions judiciaires ;

8° Les faillis non réhabilités dont la faillite a été déclarée soit par les tribunaux français, soit par des jugements rendus à l'étranger, mais rendus exécutoires en France ;

9° Les administrateurs délégués, les directeurs de sociétés

anonymes, les gérants de sociétés à responsabilité limitée dont les sociétés auront été déclarées en faillite, à la condition que, dans leurs jugements, les tribunaux de commerce spécifient que ces administrateurs délégués ou directeurs, ou gérants, doivent subir cette déchéance et après les avoir entendus ou dûment appelés ;

10° Et généralement tous les individus privés du droit de vote dans les élections politiques.

Art. 3. — Tous les ans, la liste des électeurs du ressort de chaque tribunal sera dressée pour chaque commune par le maire, assisté de deux conseillers municipaux désignés par le conseil, dans la première quinzaine du mois de septembre ; elle comprendra tous les électeurs qui rempliront, au 1^{er} septembre, les conditions exigées par les articles précédents.

Conformément à l'article 3 de la loi du 1^{er} juin 1923, ces listes seront établies en prenant pour base, en ce qui concerne les commerçants, le registre du commerce prévu par la loi du 18 mars 1919.

Art. 4. — Le maire enverra la liste ainsi préparée au préfet ou au sous-préfet, qui fera déposer la liste générale au greffe du tribunal de commerce, et la liste spéciale de chacune des communes du ressort au greffe de chacune des justices de paix correspondantes : l'un et l'autre dépôt devant être effectués au plus tard le 30 septembre. L'accomplissement de ces formalités sera annoncé, dans le même délai, par affiches apposées à la porte de la mairie de chaque commune du ressort du tribunal.

Ces listes électorales seront communiquées sans frais à toute réquisition.

Art. 5. — Pendant les quinze jours qui suivront le dépôt des listes, tout commerçant patenté du ressort, et en général tout ayant droit compris dans l'article 1^{er} pourra exercer ses réclamations, soit qu'il se plaigne d'avoir été indûment omis, soit qu'il demande la radiation d'un citoyen indûment inscrit. Ces réclamations seront portées devant le juge de paix du canton, par simple déclaration au greffe de la justice de paix du domicile de l'électeur dont la qualité sera mise en question. Cette déclaration se fera sans frais et il en sera donné récépissé.

Le juge de paix statuera sans opposition ni appel dans les dix jours, sans frais ni forme de procédure et sur simple avertissement donné, par les soins du juge de paix lui-même, à toutes les parties intéressées.

La sentence sera, le jour même, transmise au maire de la commune de l'intéressé, lequel en fera audit intéressé la notification dans les vingt-quatre heures de la réception. Toutefois, si la demande portée devant le juge de paix implique la solution préjudicielle d'une question d'état, il renverra préalablement les parties à se pourvoir devant les juges compétents et fixera un bref délai dans lequel la partie qui aura élevé la question préjudicielle devra justifier de ses diligences. Il sera procédé, en ce cas, conformément aux articles 855, 857 et 858 du code de procédure.

Les actes judiciaires auxquels l'instance devant le juge de paix donnera lieu ne seront pas soumis au timbre et seront enregistrés gratis.

Art. 6. — La décision du juge de paix pourra être déférée à la cour de cassation dans tous les cas par ceux qui y auront été parties, et en outre dans le cas où le jugement ordonnerait l'inscription, sur la liste, d'une personne qui n'y figurait pas, par tout électeur inscrit sur la liste électorale.

Le pourvoi ne sera recevable que s'il est formé dans les dix jours de la notification de la décision. Il ne sera pas suspensif. Il sera formé par simple requête, dénoncé aux défendeurs dans les cinq jours qui suivront et jugé d'urgence, sans frais ni consignation d'amende. L'intermédiaire d'un avocat à la Cour de cassation ne sera pas obligatoire.

Les pièces et mémoires fournis par les parties seront transmis immédiatement sans frais, par le greffier de la justice de paix au greffier de la Cour de cassation.

La Chambre des requêtes de la Cour de cassation statuera définitivement sur le pourvoi.

Art. 7. — La liste rectifiée, s'il y a lieu, par suite de décisions judiciaires, sera close définitivement huit jours avant l'élection. Cette liste servira pour toutes les élections de l'année.

Art. 8. — Sont éligibles les électeurs inscrits sur les listes électorales, âgés de trente ans.

Sont également éligibles les anciens commerçants français ayant exercé leur profession pendant cinq ans au moins dans la circonscription territoriale de la juridiction consulaire ou y résidant.

Nul ne pourra être élu président s'il n'a exercé pendant deux ans les fonctions de juge titulaire et nul ne pourra être nommé juge titulaire s'il n'a été juge suppléant pendant un an.

Toutefois, lorsqu'il sera procédé à la création d'un tribunal de commerce ou lorsqu'il sera établi qu'aucun candidat remplissant les conditions prévues au troisième paragraphe du présent article ne se sera présenté aux suffrages des électeurs, un décret rendu sur la proposition du ministre du Commerce pourra décider que, dans les élections qui devront avoir immédiatement lieu, ces conditions ne seront pas exigées.

Les candidats aux fonctions de membres des tribunaux de commerce, des chambres de commerce ou des chambres consultatives des arts et manufactures et des conseils de prud'hommes, se feront connaître à la préfecture du département huit jours au moins avant celui d'un des deux scrutins.

Les déclarations de candidature peuvent être individuelles ou collectives.

Elles doivent être faites par écrit et dûment légalisées.

Il en sera donné récépissé et les candidatures déclarées seront immédiatement affichées à la préfecture.

Les bulletins au nom des candidats qui n'auront pas fait la déclaration prévue ci-dessus seront nuls en n'entrant pas en compte dans le calcul de la majorité.

Art. 9. — Le vote aura lieu à la mairie de chaque commune sauf dans le cas où le nombre des électeurs inscrits sur la liste prévue par la loi sera inférieur à 15.

L'arrêté préfectoral qui désignera les communes où seront établis les bureaux de vote indiquera, en même temps, celles où devront voter les électeurs des communes qui n'auront pas le nombre d'inscrits prévus par la loi.

Dans les villes divisées en plusieurs cantons, le maire désignera, pour chaque canton, le local où s'effectueront les opérations électorales et déléguera, pour y présider, l'un de ses adjoints ou l'un des conseillers municipaux.

L'assemblée électorale sera convoqué par le préfet du département dans la première quinzaine de décembre au plus tard.

Elle sera présidée par le maire ou son délégué, assisté de trois électeurs consulaires. Les noms de ces trois électeurs seront tirés au sort par le maire, assisté de deux conseillers municipaux, quatre jours avant les élections, ainsi que ceux de trois suppléants pour le cas où les titulaires feraient défaut.

Le maire devra aviser dans les vingt-quatre heures les électeurs ainsi désignés. En cas d'empêchement, ceux-ci devront prévenir le maire qui avertira les suppléants et faire valoir leurs excuses auprès du juge de paix, qui prononcera sans opposition, ni appel, contre le défaillant, une amende de 20 francs sans décimes, au cas où ses excuses ne seraient pas jugées valables.

Le bureau ainsi composé nomme un secrétaire pris dans son sein.

Art. 10. — Les électeurs voteront avec une seule liste quel que soit le nombre des mandats à conférer en indiquant le nom du candidat ou des candidats en face de chacun des mandats.

Aucune élection ne sera valable au premier tour de scrutin si les candidats n'ont pas obtenu la majorité des suffrages exprimés, et si cette majorité n'est pas égale au quart des électeurs inscrits.

Si la nomination n'a pas été obtenue au premier tour, un scrutin de ballottage aura lieu quinze jours après, sous la présidence du même bureau qu'au premier tour de scrutin, et la majorité relative suffira quel que soit le nombre des suffrages.

Toutefois, quatre jours avant celui du deuxième tour de scrutin, le préfet réunira les membres de la commission prévue par les paragraphes 2, 3, 4 et 5 de l'article 11 de la présente loi et leur soumettra le tableau des sièges à pourvoir et des candidatures déclarées. Lorsque le nombre des candidats sera

exactement égal et que depuis le premier tour de scrutin aucune nouvelle candidature n'aura été déclarée, ces candidats seront proclamés élus.

La durée de chaque scrutin sera de six heures ; il s'ouvrira à dix heures du matin et sera fermé à quatre heures du soir.

Néanmoins, dans les communes où les conditions locales le permettront, le préfet pourra réduire cette durée, qui ne devra, en aucun cas, être inférieure à deux heures, sans interruption.

Art. 11. — Le président de chaque assemblée proclame le résultat de l'élection et transmet immédiatement au préfet le procès-verbal des opérations électorales.

Dans les vingt-quatre heures de la réception des procès-verbaux, le résultat général de l'élection de chaque ressort est constaté par une commission siégeant à la préfecture et composée ainsi qu'il suit :

Le préfet, président.

Le conseiller général du chef-lieu de département, et, dans le cas où le chef-lieu est divisé en plusieurs cantons, le plus âgé des conseillers généraux du chef-lieu ; en cas d'absence ou d'empêchement des conseillers généraux, le conseiller d'arrondissement ou le plus âgé des conseillers d'arrondissement du chef-lieu.

Le maire du chef lieu du département ou l'un de ses adjoints en cas d'empêchement ou d'absence.

Dans les trois jours qui suivront les constatations des résultats électoraux par la commission ainsi composée, le préfet transmettra au procureur général près la cour d'appel une copie certifiée du procès-verbal de l'ensemble des constatations et une autre copie, également certifiée, à chacun des greffiers des tribunaux de commerce du département.

Le préfet transmettra également le résultat des opérations électorales à tous les maires des chefs-lieux de canton, qui devront les faire afficher à la porte de la maison commune.

Dans les cinq jours de l'élection, tout électeur aura le droit d'élever des réclamations sur la régularité et la sincérité de

l'élection. Dans les cinq jours de la réception du procès-verbal, le procureur général aura le même droit.

Ces réclamations seront communiquées aux citoyens dont l'élection serait attaquée et qui auront le droit d'intervenir dans les cinq jours de la communication. Elles seront jugées sommairement et sans frais dans la quinzaine par la cour d'appel dans le ressort de laquelle l'élection a lieu. L'opposition ne sera pas admise contre l'arrêt rendu par défaut et qui devra être signifié.

Le pourvoi en cassation contre l'arrêt ne sera recevable que s'il est formé dans les dix jours de la signification, il aura un effet suspensif et sera instruit suivant les formes indiquées à l'article 6.

Art. 12. — La nullité partielle ou absolue de l'élection ne pourra être prononcée que dans les cas suivants :

1° Si l'élection n'a pas été faite selon les formes prescrites par la loi ;

2° Si le scrutin n'a pas été libre, ou s'il a été vicié par des manœuvres frauduleuses ;

3° S'il y a incapacité légale dans la personne de l'un ou de plusieurs des élus.

Sont applicables aux élections faites en vertu du présent article les dispositions des articles 98, 99, 100, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 112, 113, 114, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123 de la loi du 15 mars 1849.

Art. 13. — Dans la quinzaine de la réception du procès-verbal, s'il n'y a pas de réclamations, ou dans la huitaine de l'arrêt statuant sur les réclamations, le procureur général invite les élus à se présenter à l'audience de la cour d'appel, qui procède publiquement à leur réception et en dresse procès-verbaux consignés dans ses registres.

Si la cour ne siège pas dans l'arrondissement où le tribunal de commerce est établi, et si les élus le demandent, elle peut commettre, pour leur réception, le tribunal civil de l'arrondissement, qui y procédera en séance publique, à la diligence du procureur de la République.

Le procès-verbal de cette séance est transmis à la cour d'appel qui en ordonne l'insertion dans ses registres. Le jour de l'installation publique du tribunal de commerce, il est donné lecture du procès-verbal de réception.

Art. 14. — Le rang à prendre dans le tableau des juges et des suppléants sera fixé par l'ancienneté, c'est-à-dire par le nombre d'années de judicature avec ou sans interruption et, entre les juges élus pour la première fois et par le même scrutin, par le nombre de voix que chacun d'entr'eux aura obtenu dans l'élection et, en cas d'égalité de suffrages, la priorité appartiendra au plus âgé.

Les jugements seront rendus par trois juges au moins ; un juge titulaire fera nécessairement partie du tribunal, à peine de nullité.

Art. 15. — Lorsque, par suite de récusation ou d'empêchement, il ne restera pas un nombre suffisant de juges ou de suppléants, le président du tribunal tirera au sort, en séance publique, les noms des juges complémentaires pris dans une liste dressée annuellement par le tribunal.

Cette liste, où ne seront portés que des éligibles ayant leur résidence dans la ville ou, en cas d'insuffisance, des électeurs ayant légalement leur résidence dans la ville ou siège le tribunal, sera de cinquante noms pour Paris, de vingt-cinq noms pour les tribunaux de neuf membres, et de quinze noms pour les autres tribunaux.

Les juges complémentaires seront appelés dans l'ordre fixé par un tirage au sort, fait en séance publique par le président du tribunal, entre tous les noms de la liste.

Art. 16. — Dans les villes de Paris et de Lyon, il y aura autant de collèges électoraux qu'il y a d'arrondissements.

Le vote aura lieu dans chaque mairie d'arrondissement sur les listes électorales dressées conformément aux dispositions de la présente loi.

Dans les circonscriptions suburbaines comprises dans les départements de la Seine et du Rhône, les élections auront lieu

au chef-lieu de canton, conformément aux règles précédemment établies.

Art. 17. — Sauf au cas de création d'un tribunal de commerce ou de création de nouveaux sièges dans un tribunal de commerce existant, tous les magistrats consulaires sont nommés pour deux ans.

Ces magistrats sont renouvelables par moitié.

Les dispositions de l'article 623 du Code de commerce sont maintenues.

Art. 18. — La loi du 8 décembre 1883, modifiée ou complétée par les lois postérieures à sa promulgation, est rempacée par les dispositions de la présente loi.

Toutes dispositions antérieures qui seraient contraires à la présente loi sont et demeurent abrogées.

IV

LOI DU 2 FÉVRIER 1933 ASSIMILANT L'ÂGE DE LA MAJORITÉ MATRIMONIALE A L'ÂGE DE LA MAJORITÉ DE DROIT COMMUN (1).

Notice par M. E. HÉRON DE VILLEFOSSE,
docteur en droit.

La loi du 2 février 1933 effectue une importante réforme dans les conditions nécessaires pour contracter mariage. Elle abaisse de 25 à 21 ans l'âge de la majorité matrimoniale. Par suite, elle supprime pour les majeurs de 21 ans la nécessité de justifier du

(1) *J. Off.* du 4 février 1933.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Chambre* : Proposition de loi par M. André Marie, du 4 novembre 1930, S. E. doc. parl. annexe 3896, p. 2 ; rapport de M. Albert Sérol (comm. de législ. civ.) du 27 février 1932, doc. annexe 6501, p. 313 ; adoption sans débat, 1^{re} séance du 31 mars 1932. — *Sénat* : Transmission du 3 juin 1932, doc. annexe 560, p. 907 ; rapport de M. de Courtois (comm. de législ. civ.) du 30 novembre 1932, doc.

consentement de leurs parents et aussi la notification du mariage projeté qui permettait de passer outre à ce consentement.

Sous l'empire de la loi française du 20 septembre 1792, les futurs époux de l'un ou de l'autre sexe, âgés de 21 ans révolus, n'avaient besoin du consentement d'aucun ascendant pour contracter mariage.

Sur ce point la loi civile était en parfait accord avec le droit canon.

Le Code civil de 1804, faisant en cela aussi œuvre de réaction, revint au système de notre ancienne législation.

Ce système s'est maintenu pendant près d'un siècle. Mais, depuis une quarantaine d'années, la réglementation du mariage des majeurs a subi une suite nombreuse de modifications. Elles résultent notamment des lois des 20 juin 1896, 21 juin 1907, 9 août 1919, 22 avril 1922, 17 juillet 1927 : toutes ont eu pour but d'atténuer les restrictions que notre Code avait primitivement apportées au mariage des enfants ayant atteint la majorité du droit commun.

Dans le dernier état de cette législation, les enfants de l'un et l'autre sexe devaient, à partir de 21 ans et jusqu'à 25 ans seulement, justifier du consentement de leurs père et mère. A défaut de ce consentement, l'intéressé était tenu de leur notifier par un notaire, dans les formes prévues à l'article 154, l'union projetée. Si, malgré cette notification, l'autorisation sollicitée était encore refusée, il pouvait être procédé quinze jours après à la célébration du mariage (1).

Pour justifier les précédentes simplifications du mariage on a fait valoir la nécessité de faciliter les unions légitimes en vue du relèvement de la natalité. Or, à ce point de vue, l'entrave résultant de la notification de l'union projetée a été critiquée comme peu utile et pouvant avoir des inconvénients (2).

Ces tendances se sont fait jour dans l'exposé des motifs de la

annexe 796, p. 1125 ; urgence, discussion et adoption, séance du 24 janvier 1933.

BIBLIOGRAPHIE. — Commentaire par M. Joseph Valeray, *Recueil général des lois, décrets et arrêtés*, 4^e livraison, 1933, 1^{re} partie, pp. 103 et s. (Paris, 6, rue de Mézières). Commentaire par M. Edouard Lévy, *Lois nouvelles*, n° du 15 mai 1934, 1^{re} partie, pp. 177 et s. — Cf. *Statistique matrimoniale* par le même auteur, *Lois nouvelles*, n°s des 15 janvier et 1^{er} février 1933.

(1) Ce principe comportait lui-même des exceptions. Ainsi, certains majeurs de 21 ans pouvaient se marier sans avoir à demander aucun consentement. Tels étaient les enfants dont les père et mère étaient décédés ou disparus, ou dans l'impossibilité de manifester leur volonté, ou ceux qui se marient pour la seconde fois. Il en était de même pour les enfants naturels non reconnus et pour les enfants reconnus qui se trouvaient dans un de ces cas.

(2) Sic Colin et Capitant, *cours élémentaire de droit civil français* (7^e édition, t. I, p. 134). Planiol, Ripert et Rouast, *Traité pratique de*

loi du 2 février 1933 qui invoque en outre l'exemple des législations étrangères pour arriver à la règle qu'elle formule : « La plupart des pays étrangers, dit M. Marie, ne font aucune distinction entre l'âge de la majorité matrimoniale et l'âge de la majorité de droit commun (Suisse, Angleterre, Allemagne, Russie, Portugal, Pays scandinaves, etc.). Le Code civil romain qui suit de très près le Code Napoléon, n'a jamais admis cette distinction. L'Italie elle-même l'a rejetée par la loi du 27 mai 1929. Aucune législation des deux Amériques ne la connaît. » (Proposition de M. André Marie.)

Ces raisons qui s'inspirent des idées de l'évolution législative moderne ne nous semblent pas décisives (1). Nous partageons l'avis de M. Valeray, *op. cit.*, p. 104, qui s'exprime ainsi : « Pour notre part, dit-il, nous n'approuvons pas les restrictions que les lois récentes sur le mariage ont successivement apportées à l'autorité du chef de famille. Le mariage d'un enfant est un acte grave qui ne regarde pas seulement celui qui le contracte, mais la famille elle-même, puisqu'il engage ses intérêts à la fois moraux et pécuniaires. Le contrôle des parents n'est pas moins nécessaire dans l'intérêt propre des futurs époux, pour les protéger et les prémunir contre des entraînements qui ne s'arrêtent pas obligatoirement avec la capacité juridique. Alors que les tribunaux offrent journellement le spectacle de tant d'unions malheureuses, faites au gré d'un caprice et aussitôt rompues, il n'était pas urgent de libérer les majeurs de 21 à 25 ans de cette légère contrainte que notre Code laissait subsister. Elle pouvait encore retenir certains jeunes gens et empêcher pour les conjoints, pour les enfants et pour les parents aussi, les conséquences funestes d'un mauvais mariage ». On ne saurait mieux dire (2).

Le principe de la réforme est consacré par la rectification de l'article 488 C. civ. traitant de la majorité, qui est désormais ainsi modifié : « La majorité est fixée à 21 ans accomplis ; à cet âge on est capable de tous les actes de la vie civile. »

droit civil français, t. II, la famille, n° 144, *p. 124. Louis Josserand, *Cours de droit civil positif français*, 2^e édition, t. I, n° 744.

(1) L'Académie des Sciences Morales, dans ses séances des 3 et 17 novembre 1934, a entendu une étude de M. André Pavie sur « L'Évolution de la législation du mariage en France depuis 50 ans ». Plusieurs de ses membres ont confirmé les vues de l'auteur sur les dangers résultant de cette évolution pour la solidité de la famille légitime.

(2) M. Marie proposait d'étendre aux mineurs la disposition applicable jusqu'ici aux majeurs d'après laquelle, lorsqu'il s'agit d'un second mariage, le consentement des ascendants n'est plus nécessaire. Mais la commission de législation de la Chambre n'a pas voulu. Elle a pensé que, malgré le premier mariage, l'intérêt du mineur qui entend se remarier lui commande encore de se munir du consentement de ses parents. (Rapport de M. Albert Sérol.)

Cette réforme a fait modifier plus ou moins certains textes du même Code. C'est ainsi qu'ont été remaniés notamment les articles 151, 154, 155, 158, etc., afin d'en écarter principalement tout ce qui concernait le mariage des majeurs de 21 ans.

Par suite des suppressions opérées dans les articles 154 et 155, ces articles ont été utilisés en quelque sorte pour d'autres dispositions qui figuraient à l'article 148. Il s'agit de la constatation du dissentiment des parents relativement au mariage de leurs enfants mineurs. Ce partage d'opinion emporte consentement, mais il doit être constaté.

Or, jusqu'ici le législateur mettait à la disposition des ascendants quatre procédés pour faire constater leur dissentiment. La loi du 2 février 1933, ne voulant pas innover, les a maintenus, bien que, dans la pratique, il n'y en ait qu'un seul qui soit véritablement usité, celui de la notification par acte notarié du projet de mariage faite à l'ascendant non consentant à la requête du futur époux (article 154 nouveau).

On s'est trouvé d'accord pour abroger en termes formels la disposition finale du cinquième alinéa de l'article 75 du Code civil qui traite des constatations d'identité. Ce texte, vestige assez malencontreux de la loi du 9 août 1919 (1), avait été reconnu inapplicable.

En somme, toutes les difficultés que nous avons mentionnées font voir qu'une refonte générale du chapitre relatif aux conditions du mariage eût été préférable au morcellement de la réforme progressive qui s'est opérée par étapes. Aussi bien, dans sa proposition, M. André Marie faisait-il observer que « les lois successives qui s'échelonnent entre 1896 et 1930 ont apporté un grand désordre dans la suite des prescriptions contenues aux articles 148 à 160 du Code civil. » M. Marie suggérait de consulter les commissions compétentes instituées au ministère de la Justice en vue d'une meilleure distribution de la matière. La commission de l'état civil a examiné cette question. Mais, après avoir effectué un premier travail de classement des articles dans l'ordre logique, elle n'a pas donné suite au projet. Elle a mieux aimé ne pas troubler les habitudes de ceux qui constamment consultent ces textes. En définitive, malgré l'inconvénient de la situation actuelle, la commission a maintenu l'ancien numérotage des articles pour éviter les recherches et les erreurs qu'occasionnerait le bouleversement de cette partie du Code. Par suite, la proposition de M. Marie sur ce point n'a pas été retenue ; tout au moins elle est ajournée (commentaire précité de M. Valeray, p. 108).

(1) V. *Annuaire de législation française*, 1919, pp. 215-216.

Article premier. — La disposition finale de l'alinéa premier de l'article 70 du code civil est ainsi modifiée :

« ...l'indication de la qualité d'époux, de ses père et mère ou, si le futur époux est mineur, l'indication de la reconnaissance dont il a été l'objet. »

Art. 2. — Est abrogée la disposition finale du cinquième alinéa de l'article 75 du code civil, ainsi conçue :

« ... (le début sans modification)... En cas de non-présence, les ascendants attesteront l'identité dans leur consentement donné en la forme légale. Le tribunal qui exerce les fonctions de chef de famille donnera, s'il y a lieu, la même attestation dans son acte de consentement. En cas de décès des ascendants, l'identité sera valablement attestée, pour les mineurs, par le conseil de famille et, pour les majeurs, par leurs propres déclarations. »

Art. 3. — Les alinéas 2 et 3 de l'article 148 du code civil et le dernier alinéa de l'article 158 du code civil sont abrogés.

Art. 4. — L'article 151 du code civil est ainsi modifié :

« La production de l'expédition, réduite au dispositif, du jugement qui aurait déclaré l'absence ou aurait ordonné l'enquête sur l'absence des père et mère, aïeuls ou aïeules de l'un des futurs époux équivaldra à la production de leurs actes de décès dans les cas prévus aux articles 149, 150, 158 et 159 du présent code. »

Art. 5. — L'article 154 du code civil est ainsi modifié :

« Le dissentiment entre le père et la mère, entre l'aïeul et l'aïeule de la même ligne, ou entre aïeuls des deux lignes peut être constaté par un notaire, requis par le futur époux et instrumentant sans le concours d'un deuxième notaire ni de témoins, qui notifiera l'union projetée à celui ou à ceux des père, mère ou aïeuls dont le consentement n'est pas encore obtenu.

« L'acte de notification énonce les prénoms, noms, professions, domiciles et résidences des futurs époux, de leurs pères et mères, ou, le cas échéant, de leurs aïeuls, ainsi que le lieu où sera célébré le mariage.

« Il contient aussi déclaration que cette notification est faite en vue d'obtenir le consentement non encore accordé et que, à défaut, il sera passé outre à la célébration du mariage. »

Art. 6. — L'article 155 du code civil est ainsi modifié :

« Le dissentiment des ascendants peut également être constaté, soit par une lettre dont la signature est légalisée et qui est adressée à l'officier de l'état civil qui doit célébrer le mariage, soit par un acte dressé dans la forme prévue par l'article 73, alinéa 2, soit par l'acte de célébration du mariage (1).

« Les actes énumérés du présent article et à l'article précédent sont visés pour timbre et enregistrés gratis. »

Art. 7. — Le deuxième alinéa de l'article 174 du code civil est ainsi modifié :

« 1° Lorsque le consentement du conseil de famille requis par l'article 159 n'a pas été obtenu... »

Art. 8. — L'article 488 du code civil est ainsi modifié :

« La majorité est fixée à 21 ans accomplis ; à cet âge on est capable de tous les actes de la vie civile. »

Art. 9. — Est abrogée la référence à l'article 154 du code civil, insérée dans l'alinéa 1^{er} de l'article 1^{er} de la loi du 24 juillet 1889, sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés.

Art. 10. — La présente loi est applicable aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion.

(1) « On n'a jamais vu à notre connaissance — a dit M. Albert Sérol dans son rapport à la Chambre — un ascendant faire dresser son acte de non consentement dans la forme authentique, ni à plus forte raison assister à la célébration du mariage, pour déclarer d'une façon toute platonique qu'il n'y consent pas. » D'autre part, MM. François Saint-Maur et André Lebert ont signalé avec raison au Sénat (séance du 24 janvier 1933) combien était fâcheux ce dernier mode de constatation laissant subsister d'une façon en quelque sorte indélébile que le père et la mère n'ont pas été d'accord pour donner le consentement. Aussi est-ce à bon droit que le membre de phrase « soit par l'acte de célébration du mariage » constitue ici la disposition finale du 1^{er} alinéa de l'article 155 du code civil a été supprimé par la loi du 4 février 1934 (*Lois nouvelles*, n° du 15 juin 1934, 1^{re} partie, p. 220, commentaire de M. Edouard Lévy).

V

LOI DU 7 FÉVRIER 1933 SUR LES GARANTIES
DE LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE (1).

Notice et notes par M. Georges LELOIR,
docteur en droit,
président de Chambre honoraire à la
Cour d'appel de Paris.

Entré en vigueur en 1808, le Code d'instruction criminelle n'avait subi jusqu'en 1870 que de bien légères modifications. Cependant plusieurs des articles de ce code, ceux surtout du livre I^{er} relatif à la recherche des crimes et délits et à l'instruction préalable appelaient de sérieuses réformes. En 1878, M. Du faure, alors garde des sceaux, chargea une commission extra-parlementaire de préparer une révision de ce livre I^{er}. Un intéressant projet, élaboré par cette commission, fut déposé, en 1879, sur le bureau du Sénat et voté, en 1882, par cette assemblée, sur le rapport de M. Dauphin, après de longs et substantiels débats. A la Chambre, le rapporteur désigné fut M. Goblet, mais la dis-

(1) *J. Off.* du 9 février 1933 (Errata, *J. Off.* du 10 février 1933).

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Chambre des députés* : Proposition de loi présentée par M. Paul Meunier, le 13 nov. 1918, annexe n° 5213, p. 1813 ; rapport fait au nom de la commission de législation par M. Paul Meunier, le 27 novembre 1918, annexe n° 5318, p. 2145 ; adoption sans débat le 16 juillet 1919 (*J. Off.* du 17 juillet, p. 3515).

Sénat : Transmission le 22 juillet 1919, annexe n° 353, p. 460 ; rapport fait au nom de la commission spéciale par M. Busson-Billault, le 14 avril 1921, annexe n° 256, p. 586 ; 2^e rapport fait au nom de la même commission par M. Guillaume Poulle, le 28 mars 1922, annexe n° 242, p. 337 ; déclaration d'urgence, discussion et adoption avec modifications, le 22 juin 1922 (*J. Off.* du 23 juin, p. 898).

Chambre : Retour le 9 juin 1928, annexe n° 33, p. 1163 ; rapport fait au nom de la commission de législation par M. Louis Rolland, le 16 avril 1930, annexe n° 3274, p. 739 ; reprise du rapport fait au cours de la précédente législature par M. Louis Rolland, le 24 juin 1932, annexe n° 248, p. 867 ; adoption sans débat ni modification le 30 décembre 1932 (*J. Off.* du 31 décembre 1933, p. 3.800).

BIBLIOGRAPHIE. — *Dalloz périodique*, 1933, 4^e partie, p. 65 et s. — *Lois nouvelles*, 1933, 1^{re} partie, p. 145 et s., commentaire de M. Goyet. — *Recueil général des lois, décrets et arrêtés*, (Paris, 6, rue de Mézières), 1933, 5^e livraison, 1^{re} partie, p. 121 et s., commentaire de M. Viatte.

cussion, à peine ouverte, fut interrompue, et ne fut jamais reprise ensuite, en sorte que la question était encore pendante, lorsqu'en 1897 M. Constant détacha quelques articles de ce projet d'ensemble et réussit à faire voter par les deux Chambres la loi du 8 décembre 1897 dont l'influence sur la pratique a été considérable. Cette loi avait organisé la défense des inculpés pendant la période de l'instruction préalable ; elle ne s'était pas préoccupée d'assurer à l'inculpé ces garanties de la liberté individuelle que les publicistes et l'opinion en général commençaient à réclamer avec instance. La très belle discussion qui s'ouvrit en 1901 à la Société générale des prisons à la suite d'un rapport substantiel du professeur Larnaude appela de nouveau l'attention publique sur ces questions ; elle fut suivie en 1906 d'un rapport de M. Félix Lacoïn et d'une discussion qui complétait la première.

Dans les Chambres même, de nombreuses propositions de lois avaient été déposées ; aucune n'avait encore abouti, lorsqu'un projet de loi présenté en 1908 au Sénat par M. Georges Clémenceau, alors président du Conseil, fut l'occasion, dans cette Assemblée, d'un rapport de M. Monis. Le projet de la commission, discuté le 9 février 1909, fut voté par le Sénat le 2 mars suivant et transmis à la Chambre. La question était encore pendante lorsque la guerre éclata en 1914.

Deux jours après l'armistice, le 13 novembre 1918, M. Paul Meunier présentait à la Chambre, comme une proposition nouvelle, le texte voté par le Sénat en 1909 ; il fut lui-même le rapporteur de sa proposition que la Chambre adoptait sans débat le 16 juillet 1919. La commission du Sénat se montra plus minutieuse, et, après deux rapports successifs de M. Busson-Billault et de M. Guillaume Poulle, le Sénat vota la proposition Meunier, largement amendée, le 22 juin 1922. On ne se pressa pas de renvoyer le projet à la Chambre et c'est seulement le 30 décembre 1932 que le texte amendé par le Sénat a été approuvé par la Chambre et définitivement voté. La loi a été promulguée le 7 février 1933.

La loi du 7 février 1933, dont le but était d'assurer aux citoyens des garanties plus efficaces de leur liberté individuelle, a tenté de réaliser ce but par des modifications apportées au Code d'instruction criminelle, au Code pénal et au Code de procédure civile. Ces modifications sont les suivantes : 1^o abrogation de l'art. 10 C. instr. cr., qui donnait au préfet de police à Paris, aux préfets dans les départements, des pouvoirs de police judiciaire ; 2^o réglementation nouvelle de la détention préventive dont la durée cesse d'être illimitée, admission plus facile de la mise en liberté provisoire, rétablissement de la chambre du conseil (art. 112 à 120, 125 et 126) ; 3^o modification des règles jusqu'ici en vigueur quant aux ordonnances des juges d'instruction et aux recours dont elles peuvent être l'objet (art. 135 et 136) ; 4^o modification des

règles relatives aux perquisitions et aux saisies de pièces ou d'effets, notamment à la saisie à la poste des correspondances (art. 37 à 39, 87 à 89) ; 5° modification des règles relatives aux commissions rogatoires (art. 90) ; 6° abrogation de l'art. 421 C. instr. cr. relatif aux pourvois en cassation. Quelques modifications sont apportées, d'autre part, à l'art. 120 C. pén. relatif aux gardiens de prison et au Code de procédure civile en ce qui concerne la procédure de la prise à partie (art. 505, 510, 513 et 515).

Article premier. — L'article 10 du Code d'instruction criminelle est abrogé.

L'article 120 du Code pénal est modifié comme suit :

« Les gardiens et concierges des maisons de dépôt, d'arrêt de justice ou de peine qui auront reçu un prisonnier sans mandat ou jugement, ou, quand il s'agira d'une expulsion ou d'une extradition, sans ordre provisoire du gouvernement (1), ceux qui l'auront retenu ou auront refusé de le représenter à l'officier de police ou au porteur de ses ordres, sans justifier de la défense du procureur de la République ou du juge, ceux qui auront refusé d'exhiber leurs registres à l'officier de police, seront, comme coupables de détention arbitraire, punis de six mois à deux ans d'emprisonnement et d'une amende de seize à deux cents francs (16 à 200 francs) (2).

(1) L'ancien art. 420 C. pén. semblait admettre l'incarcération d'une personne sur un ordre provisoire du Gouvernement. Une formule aussi équivoque ne pouvait être maintenue dans sa forme générale ; mais il a bien fallu préciser que l'ordre provisoire de l'Administration suffirait du moins encore pour autoriser l'écrou d'un étranger dans le cas d'être expulsé ou de celui faisant l'objet d'une demande d'extradition. Il est d'ailleurs bien entendu que les règles établies sur la procédure à suivre dans le cas d'une demande d'extradition par la loi du 10 mars 1927 n'ont subi aucun changement (rapport à la Chambre de M. Louis Rolland).

(2) Le nouvel art. 120 confirme implicitement l'abolition de la vieille pratique du bulletin d'écrou si longtemps en usage dans les parquets et qu'une circulaire de la Chancellerie du 2 août 1905 avait dès longtemps déclarée abusive. Mais ce texte ne résout pas la question si souvent agitée depuis la loi du 8 décembre 1897, de savoir comment il est possible de retenir, au chef-lieu du tribunal, l'inculpé arrêté en vertu d'un mandat d'amener, lorsque le juge qui a décerné ce mandat se trouve, au moment où ledit inculpé est conduit devant lui, dans l'impossibilité matérielle de l'interroger sur le champ. A Paris, où il existe un local spécial (c'est le dépôt de la Préfecture de police) où un tel inculpé peut être provisoirement placé, la chose peut paraître assez

Art. 2. — Les articles 112 à 120 du Code d'instruction criminelle sont modifiés comme suit :

« Art. 112. — L'inobservation des formalités prescrites pour les mandats de comparution, de dépôt, d'amener et d'arrêt sera toujours punie d'une amende de cinquante francs au moins contre le greffier et, s'il y a lieu, d'injonctions au juge d'instruction et au procureur de la République, même de prise à partie s'il y échet.

« Ces dispositions sont étendues, sauf application de peines plus graves, s'il y a lieu, à toute violation des mesures protectrices de la liberté individuelle prescrites par les articles 113, 114, 116, 119, 37, 38, 87 et 88 du Code d'instruction criminelle.

« Le conflit d'attribution ne peut jamais être soulevé et les tribunaux de l'ordre judiciaire sont toujours exclusivement compétents.

« Il en sera de même dans toute instance civile fondée sur des faits qui seraient constitutifs des infractions prévues par les articles 114 à 122 et 184 du Code pénal (1).

« Art. 113. — Aucun inculpé, après son interrogatoire devant le juge d'instruction, ne peut être mis ou maintenu en détention, s'il a un domicile certain et si la peine encourue est inférieure à deux ans d'emprisonnement. La disposition qui précède ne s'appliquera ni aux inculpés déjà condamnés pour crime, ni à ceux condamnés à un emprisonnement de plus de trois mois, sans sursis, pour délits de droit commun.

« En toute autre matière correctionnelle que celle prévue dans

simple. Partout ailleurs, de quelque façon que l'on procède, on est toujours en dehors des prescriptions de la loi.

(1) L'ordonnance du 1^{er} juin 1828 interdisait d'élever le conflit en matière criminelle ; elle ne permettait de l'élever en matière correctionnelle que dans deux cas, mais la formule employée pour définir ces cas était si large qu'on pouvait y faire à peu près tout rentrer. En interdisant d'élever le conflit dans tous les cas où la liberté individuelle est en jeu, et cela non seulement lorsque le tribunal correctionnel est saisi, mais aussi lorsque la question se pose à l'occasion d'une instance civile, la loi nouvelle a fait faire aux intérêts de la liberté civile un sensible progrès. Cette solution pouvait, au surplus, s'induire déjà auparavant des termes de l'art. 117 du Code pénal (v. le rapport au Sénat de M. Busson-Billault. V. aussi : Lyon, 9 février 1904, *Gaz. des trib.* du 21 février 1904).

la première partie du paragraphe précédent et en matière criminelle, la liberté provisoire est de droit cinq jours après le même interrogatoire. Toutefois, il pourra être dérogé à cette dernière règle, et la détention préventive pourra être maintenue par ordonnance motivée du juge, dans les cas suivants :

« 1° Si l'inculpé n'a pas en France un domicile certain ;

« 2° S'il a été précédemment condamné à plus de trois mois d'emprisonnement, sans sursis, pour délits de droit commun ;

« 3° S'il y a lieu de craindre que l'inculpé essaie de se soustraire à la justice ;

« 4° S'il est dangereux pour la sécurité publique ;

« 5° Si son maintien en liberté est de nature à nuire à la manifestation de la vérité (1).

« *Art. 114.* — La durée de la détention préventive résultant de l'ordonnance prévue au paragraphe 2 de l'article qui précède, ne pourra excéder quinze jours.

« Si les nécessités de l'information exigent une prolongation de cette durée, le juge d'instruction fera son rapport à la chambre du conseil. Celle-ci, sur les conclusions du procureur de la République, l'inculpé et son conseil entendus, ce dernier appelé par lettre recommandée et vingt-quatre heures à l'avance, ordonnera, s'il y a lieu, que la détention soit maintenue pour une période d'un mois au plus. Ce délai peut être renouvelé plusieurs fois, dans les mêmes formes, jusqu'à la clôture de l'information

« Le procureur de la République et l'inculpé peuvent interjeter appel de la décision de la chambre du conseil.

« La procédure est celle de l'article 135 de ce Code.

« *Art. 115.* — La mise en liberté provisoire, lorsqu'elle n'est pas de droit, peut être autorisée, même d'office, en toute

(1) L'ordonnance du juge d'instruction est susceptible d'appel devant la chambre du conseil. Le jugement de cette chambre qui confirme l'ordonnance du juge est suffisamment motivé lorsqu'elle constate qu'il y a lieu de craindre que l'inculpé essaie de se soustraire à la justice et que sa mise en liberté provisoire ne soit de nature à nuire à la manifestation de la vérité. (Cass. cr., 14 avril 1934, *D. hebdomadaire*, 1934, 285).

matière et en tout état de cause, par le juge d'instruction, sur les conclusions du ministère public, à charge par l'inculpé d'élire domicile au siège du tribunal ou de la cour, et de prendre l'engagement de se représenter à tous les actes de la procédure, ainsi que pour l'exécution de la sentence aussitôt qu'il en sera requis.

« Ladite mise en liberté provisoire pourra toujours, dans ce cas, être subordonnée à l'obligation de fournir un cautionnement.

« Ce cautionnement garantit :

« 1° La représentation de l'inculpé à tous les actes de la procédure et pour l'exécution du jugement ;

« 2° Le payement dans l'ordre suivant :

« a) Des frais faits par la partie publique ;

« b) De ceux avancés par la partie civile ;

« c) Des amendes.

« L'ordonnance ou le jugement de mise en liberté détermine la somme affectée à chacune des deux parties du cautionnement.

« L'ordonnance ou le jugement qui prononce la mise en liberté provisoire sera exécuté par provision et nonobstant appel.

« Art. 116. — L'inculpé pourra interjeter appel de toute ordonnance du juge statuant sur le maintien de l'arrestation en vertu de l'article 113 ci-dessus, ou sur la mise en liberté provisoire.

« Le même droit appartiendra au procureur de la République (1).

« L'appel résultera d'une simple déclaration faite au bas de l'ordonnance, ou sur un registre tenu au greffe, dans les vingt-

(1) Contrairement à l'ancien art. 115, aucun recours de la partie civile contre l'ordonnance de mise en liberté provisoire de l'inculpé n'est autorisé désormais. La demande de mise en liberté provisoire est cependant notifiée à la partie civile, mais celle-ci n'est admise qu'à présenter des observations écrites, si elle entend s'y opposer (V. *infra*, art. 125). L'art. 119 ancien conférait également au procureur général un droit d'opposition distinct de celui qui appartenait au procureur de la République. Cette disposition n'a pas été reproduite.

quatre heures de la notification à l'inculpé ou à son conseil, ou de la communication qui leur aura été faite par le juge d'instruction.

« L'inculpé est appelé par le procureur de la République à comparaître dans les quarante-huit heures, au plus tard, devant la chambre du conseil. Le conseil de l'inculpé et la partie civile sont également appelés, par lettre recommandée à eux adressée vingt-quatre heures à l'avance, à présenter leurs moyens.

« La chambre du conseil statue en dernier ressort, et le jour même de l'audience, à peine de nullité, en l'absence même des parties, le ministère public entendu.

« Dans tous les cas prévus par le présent article, il sera statué sur simple requête (1).

« *Art. 117.* — Les attributions de la chambre du conseil du tribunal de première instance, en matière répressive, sont dévolues à une chambre constituée par le président du tribunal ou, en cas d'empêchement, par le magistrat appelé à le remplacer.

« Le juge unique ayant composé la chambre du conseil pourra valablement connaître de la poursuite.

« Le juge qui instruit l'affaire ne peut être appelé à composer la chambre du conseil.

« *Art. 118.* — La prolongation de la détention préventive jusqu'au jour du jugement définitif résultera de plein droit de l'ordonnance ou de l'arrêt de renvoi, s'il n'en a été autrement disposé.

« Postérieurement à cette ordonnance ou à cet arrêt, il appartiendra à la juridiction saisie et, dans l'intervalle des

(1) La compétence de la chambre du conseil pour statuer sur la maintenance de la détention préventive n'a lieu que dans les cas de libération de droit prévu par les art. 113 et 114. Lorsqu'il s'agit de la mise en liberté facultative de l'art. 115, l'appel est porté, comme auparavant, à la chambre des mises en accusation (Cass. cr. 27 octobre 1933, D. *hebd.* 1933, p. 541).

sessions d'assises, à la chambre des mises en accusation, de statuer sur la mise en liberté provisoire.

« En cas de pourvoi en cassation et jusqu'à l'arrêt de la cour, la demande de mise en liberté provisoire sera jugée par la juridiction qui a connu en dernier lieu de l'affaire au fond, et, dans l'intervalle des sessions d'assises, par la chambre des mises en accusation.

« En cas de décision d'incompétence, la juridiction dont elle émane restera compétente pour connaître les demandes de mise en liberté, jusqu'à ce que la juridiction nouvelle en ait été saisie (1).

« Il sera, dans tous les cas prévus au paragraphe précédent, statué sur simple requête, le ministère public entendu, ainsi que l'inculpé et son conseil (2).

« *Art. 119.* — La mise en liberté provisoire, soit de plein droit, soit facultative, a toujours lieu sans préjudice du droit pour le juge d'instruction, ou après dessaisissement pour la juridiction saisie et, dans l'intervalle des sessions d'assises, pour la chambre des mises en accusation, de décerner, sur les réquisitions du ministère public (3), l'accusé et son conseil entendus, ce dernier dûment appelé (4) comme il est dit à l'ar-

(1) Les solutions énoncées aux trois premiers alinéas sont empruntées à la législation précédente. Neuve, au contraire, est la solution donnée pour le cas où il y a eu un jugement ou une déclaration d'incompétence.

(2) La procédure est désormais devenue contradictoire en ce sens que les juges ne statuent qu'après avoir entendu le prévenu, ou l'accusé, ou le condamné, et son conseil. Les débats ont lieu dans la chambre du conseil, sans publicité. L'ancien art. 117 le disait dans des termes exprès qui n'ont pas été reproduits. Mais il n'en peut être autrement et rien dans le texte ni dans les travaux préparatoires ne permet de supposer que les rédacteurs de la nouvelle loi aient eu à un moment quelconque la pensée d'instituer un débat public.

(3) Il semble bien résulter de la formule employée que le nouveau mandat ne pourra être accordé que sur les conclusions conformes du ministère public, même lorsque ce sera le juge d'instruction qui usera lui-même de la faculté accordée par l'art. 119. Sous l'empire de l'ancien art. 115, le juge d'instruction pouvait d'office décerner un nouveau mandat d'amener ou de dépôt ; mais s'il voulait décerner un mandat d'arrêt, l'art. 94 rendait nécessaire l'intervention du ministère public.

(4) L'obligation de mettre l'inculpé en cause avant de statuer sur la demande de délivrance d'un nouveau mandat peut offrir des inconvénients sérieux lorsque la fuite de celui-ci est une éventualité à prévoir.

ticle 114, paragraphe 2, un nouveau mandat, si l'une des conditions prévues à l'article 113, paragraphe 2, vient à se réaliser, ou si des circonstances nouvelles et graves rendent cette mesure nécessaire, ou si l'inculpé dûment cité ou ajourné ne comparait pas (1).

« Le même droit appartiendra, en cas de décision d'incompétence, à la juridiction dont elle émane, dans les termes de l'article 118, paragraphe 3.

« Si la liberté provisoire a été accordée par la chambre du conseil ou par la chambre des mises en accusation, le juge d'instruction qui veut faire ramener à exécution un nouveau mandat d'arrestation devra se conformer à la procédure instituée par le paragraphe 2 de l'article 114 (2).

« Art. 120. — Dans le cas où la liberté provisoire aura été subordonnée au cautionnement, il sera fourni en espèces, billets de banques, titres de l'Etat ou garantis par l'Etat appartenant à un tiers ou à l'inculpé.

« Toute tierce personne solvable pourra également être admise à prendre l'engagement de faire représenter l'inculpé à toute réquisition de justice ou à défaut de verser au Trésor la somme déterminée. »

Art. 3. — Les articles 125 et 126 du Code d'instruction criminelle sont modifiés comme suit :

(1) En 1879, le projet du Gouvernement n'envisageait que le cas de l'inculpé en fuite ; le texte nouveau est désormais applicable au simple défaillant. Or, si l'on peut facilement admettre que devant le juge d'instruction, celui qui ne répond pas à une convocation pour subir un interrogatoire, après avoir été mis en liberté provisoire, soit traité avec rigueur, on se l'explique moins lorsqu'il s'agit du prévenu qui, faisant défaut devant la juridiction de jugement, ne fait qu'user d'un droit. La loi de 1933 dont le but déclaré était d'améliorer la condition des inculpés, l'aurait, dans ce cas particulier, rendue pire, étant donné surtout que l'art. 119 s'applique désormais non plus seulement à l'inculpé bénéficiaire d'une ordonnance ou d'un arrêt de non lieu, mais aussi à celui qui a été libéré de plein droit en vertu de l'art. 113, §§ 2 et 3.

(2) Les diverses dispositions de l'art. 119 ne s'appliquent pas sans doute au cas où un crime ou un délit nouveau fait l'objet d'une nouvelle inculpation contre une personne après la mise en liberté provisoire de celle-ci. La même solution paraît s'imposer, bien que la question soit plus délicate, lorsqu'il s'agit d'un fait nouveau découvert au cours d'une instruction non encore close.

« *Art. 125.* — La demande de mise en liberté provisoire sera notifiée à la partie civile, à son domicile ou à celui qu'elle aura élu. Elle pourra, dans le délai de vingt-quatre heures à partir du jour de la notification, présenter des observations écrites.

« *Art. 126.* — L'inculpé renvoyé devant la cour d'assises sera mis en état d'arrestation en vertu de l'ordonnance de prise de corps.

« Toutefois, s'il a été mis en liberté provisoire, il sera seulement tenu de se constituer la veille du jour de l'audience » (1).

Art. 4. — Les articles 135 et 136 du Code d'instruction criminelle sont modifiés comme suit :

« *Art. 135.* — Le procureur de la République, indépendamment du droit d'appel devant la chambre du conseil qui lui est conféré par l'article 116, paragraphe 2, du Code d'instruction criminelle, contre les ordonnances du juge d'instruction statuant sur le maintien de l'arrestation ou sur la mise en liberté provisoire, pourra interjeter appel de toute autre ordonnance du juge devant la chambre des mises en accusation.

« Le même droit appartiendra à l'inculpé dans les cas prévus par les articles 115, 119 et 539 du Code d'instruction criminelle, et à la partie civile contre : 1° les ordonnances rendues dans les cas prévus par les articles 128, 129, 131 et 539 du présent code ; 2° toute ordonnance faisant grief à ses intérêts civils.

« L'appel devra être interjeté dans un délai de vingt-quatre heures, qui courra : contre le procureur de la République, à compter du jour de l'ordonnance ; contre la partie civile et con-

(1) Aux termes de l'art. 293 c. instr. cr., l'accusé doit être interrogé par le président des assises cinq jours au moins avant l'ouverture des débats. Dans le cas prévu par le nouvel art. 126, c'est-à-dire lorsqu'il est autorisé à ne se constituer prisonnier que la veille de l'audience, qu'arrivera-t-il si, dûment convoqué pour subir l'interrogatoire de l'art. 293, il ne répond pas à cette convocation ? L'art. 205 du projet sénatorial de 1882 avait prévu ce défaut et il autorisait l'arrestation immédiate de l'accusé en vertu d'une ordonnance du président des assises. Le nouvel art. 125 ne renferme pas de disposition semblable. Il en résulte que si l'accusé se constitue prisonnier, la veille de l'audience, mais sans avoir subi l'interrogatoire prescrit, il pourra ainsi empêcher que les débats s'ouvrent au jour fixé, ce qui rendra peut-être nécessaire le renvoi de l'affaire à une autre session.

tre le prévenu non détenu, à compter de la signification qui leur est faite de l'ordonnance au domicile par eux élu dans le lieu où siège le tribunal ; contre l'inculpé détenu, à compter de la communication qui lui est donnée de l'ordonnance par le greffier.

« La signification et la communication prescrites par le paragraphe précédent seront faites dans les vingt-quatre heures de la date de l'ordonnance.

« La chambre des mises en accusation statuera, toute affaire cessante, après avoir entendu le ministère public, l'inculpe et son conseil. Les pièces seront transmises selon qu'il est dit à l'article 133 (1).

« L'inculpé détenu sera maintenu en prison jusqu'à ce qu'il ait été statué sur l'appel et, dans tous les cas, jusqu'à l'expiration du délai d'appel.

« Le droit d'appel appartiendra sous les mêmes conditions au procureur général près la Cour d'appel.

« Il devra notifier son appel dans les dix jours qui suivront l'ordonnance du juge.

« *Art. 136.* — Le partie civile qui succombera dans son appel sera condamnée aux dommages-intérêts envers l'inculpé ».

Art. 5. — L'article 421 du Code d'instruction criminelle est abrogé.

(1) La nouvelle loi organise devant la chambre d'accusation, lorsqu'elle est appelée à statuer sur un appel dirigé contre une ordonnance du juge d'instruction, une procédure contradictoire devant la chambre d'accusation, ce qui constitue, par rapport à ce qui se passait auparavant, une innovation considérable. Les débats ont lieu cependant en dehors de toute audience publique. La cour statue sur le rapport d'un de ses membres ; le texte ne le dit pas expressément ; mais c'est une règle générale écrite dans l'art. 2 de la loi du 28 avril 1919.

Dans le projet de 1882, où il était déjà question de l'organisation d'une procédure orale contradictoire devant la chambre d'accusation, le texte portait que la Cour statuerait, le ministère public et les conseils du prévenu et de la partie civile entendus. Le texte du nouvel art. 135 exige une comparution personnelle du prévenu, ce qui est une cause de lenteurs et de frais et présente bien des inconvénients lorsque l'affaire s'instruit dans un chef-lieu éloigné du siège de la cour d'appel. Le nouveau texte ne parle pas non plus de l'audition du conseil de la partie civile ; mais cette partie ayant le droit d'attaquer par voie d'appel les ordonnances autres que celles rendues en matière de liberté provisoire, il ne semble guère possible de refuser au conseil de la partie civile le droit de se présenter pour soutenir son appel.

Art. 6. — Les articles 37, 38, 39, 87, 88, 89 et 90 du Code d'instruction criminelle sont modifiés comme suit :

« Art. 37. — S'il existe dans le domicile du prévenu des papiers ou effets qui puissent servir à conviction ou à décharge, le procureur de la République en dressera procès-verbal et se saisira desdits effets ou papiers.

« Ce magistrat a, seul, avec les personnes désignées aux articles 39 et 88, le droit de prendre connaissance des papiers avant de prononcer la saisie.

« Art. 38. — Les objets saisis seront clos et cachetés, si faire se peut, ou, s'ils ne sont pas susceptibles de recevoir des caractères d'écriture, ils seront mis dans un vase ou dans un sac sur lequel le procureur de la République attachera une bande de papier qu'il scellera de son sceau.

« Toute communication sans l'autorisation de l'inculpé ou de ses ayants-droit ou du signataire ou du destinataire d'un document provenant d'une perquisition à une personne non qualifiée par la loi pour en prendre connaissance, et tout usage de cette communication, sera punie de cinq mille (5.000 francs) d'amende et de deux mois à deux ans d'emprisonnement (1).

« Art. 39. — Les opérations prescrites par les articles précé-

(1) Les formalités édictées par les art. 37 et 39 l'ayant été uniquement en vue de garantir l'inviolabilité du domicile, il en résulte que des recherches faites par des agents de police dans une voiture conduite par un individu hors de son domicile ne constituent pas une perquisition au sens de l'art. 37 ; que, dès lors, la saisie d'objets découverts dans cette voiture n'est pas soumise à l'observation des formalités prescrites par les trois articles précités. (Cass. cr. 11 sept. 1933, *D. hebdomadaire* 1933, 462).

Les poursuites s'opèrent conformément au droit commun. Si les personnes coupables d'indiscrétions sont de simples particuliers ou des auxiliaires de la justice tels que secrétaires, greffiers, etc., ils sont traduits devant le tribunal correctionnel compétent et peuvent même y être déférés par une citation directe de la partie civile. Si ce sont des magistrats tels que le juge d'instruction ou un membre du parquet, la poursuite ne peut s'exercer que dans les formes prescrites par l'art. 479 c. instr. cr. modifié par la loi du 24 févr. 1934, c'est-à-dire que l'instruction et le jugement de l'affaire seront confiés à un tribunal du même ressort, autre que celui où le magistrat inculpé remplit ses fonctions et que la désignation de ce tribunal par une ordonnance du premier président ne pourra être provoquée que par des réquisitions du procureur général.

dents seront faites en présence de l'inculpé, s'il a été arrêté, et, s'il ne peut ou ne veut y assister, en présence d'un fondé de pouvoir qu'il pourra nommer, ou de deux témoins par lui désignés, à défaut, devant deux membres de la famille présents au lieu de la perquisition, ou subsidiairement devant deux témoins requis par le juge d'instruction.

« Si l'inculpé est libre, il pourra assister à toute perquisition faite à son domicile, mais sans qu'il y ait lieu de lui en donner préalablement avis.

« S'il ne veut ou ne peut y assister, ou s'il est absent, il sera procédé conformément aux dispositions du paragraphe 1^{er}.

« Les objets seront présentés à l'inculpé ou aux personnes présentes en sa place, à l'effet de les reconnaître et de les parapher, s'il y a lieu, et, au cas de refus, il en sera fait mention au procès-verbal.

« Les formalités ci-dessus mentionnées aux articles 37, 38 et 39 sont prescrites à peine de nullité.

« Art. 87. — La visite domiciliaire et la perquisition sont des actes d'instruction ; on ne pourra y recourir que si, l'instruction étant ouverte, l'individu dans le domicile duquel on veut pénétrer est prévenu d'être auteur ou complice du fait criminel, ou, du moins, présumé détenir chez lui les objets relatifs au fait incriminé (1).

(1) En spécifiant que « la visite domiciliaire et la perquisition sont des actes d'instruction », les rédacteurs de la loi ont voulu faire entendre qu'ils ne considéraient pas comme légitimes les opérations purement préventives que la police opérait volontiers avant l'abrogation de l'art. 10 c. instr. cr. Dans le projet de loi adopté en 1882 par le Sénat, le droit de perquisition était subordonné à ce qu'il y eût mandat décerné. En 1907, le texte du projet du Gouvernement semblait n'admettre de perquisition qu'après le premier interrogatoire. Ces formules étaient defectueuses car elles auraient exclu le cas si fréquent où l'on instruit contre inconnu. M. Monis a écrit dans son rapport de 1908 : « il y a certaines affaires, telles que celles d'espionnage ou de faux monnayage, dans lesquelles il faut agir avec la dernière célérité et où il suffit de donner l'éveil pour que l'inculpé, ses complices, ses parents ou ses amis puissent faire disparaître immédiatement toute trace du crime. » Il disait également au Sénat dans la séance du 7 février 1909 : « Pour le juge d'instruction, nous demandons comme unique garantie, non pas qu'un mandat soit décerné, ce qui serait trop étroit, mais qu'une instruction soit ouverte. »

« A défaut de ces conditions, le juge d'instruction qui fait une visite domiciliaire commet un acte arbitraire susceptible d'entraîner la prise à partie.

« Sous les réserves qui précèdent, le juge d'instruction peut procéder à des perquisitions dans tous les lieux où pourraient se trouver des objets dont la découverte serait utile à la manifestation de la vérité.

« Hors le cas de flagrant délit, le juge d'instruction opère lui-même les perquisitions, sauf ce qui est dit relativement aux commissions rogatoires.

« Si l'inculpé est arrêté, la perquisition a lieu en sa présence ou, s'il ne veut ou ne peut y assister, en la présence d'un fondé de pouvoir nommé par lui ; s'il ne peut ou ne veut en désigner un, la perquisition a lieu en présence de deux témoins requis par le juge d'instruction.

« Si l'inculpé est libre et présent, il sera invité à assister à la perquisition, mais sans qu'il soit besoin d'un avis préalable (1).

« S'il est empêché d'assister à la perquisition, elle aura lieu en présence de son fondé de pouvoir.

« S'il est absent ou s'il ne peut ou ne veut désigner son fondé de pouvoir, la perquisition a lieu en présence de deux témoins requis par le juge d'instruction.

« Si la perquisition a lieu dans un domicile autre que celui de l'inculpé, la personne chez laquelle elle doit avoir lieu sera invitée à y assister. Si elle est empêchée ou absente, la perquisition aura lieu en présence de deux membres de sa famille présents sur les lieux, ou, à défaut, devant deux témoins également requis.

(1) Lorsqu'on examina, en 1909, le projet présenté par le ministère Clémenceau, le texte soumis à la discussion du Sénat supposait que l'inculpé, même libre, serait *convoqué* afin d'assister à la perquisition. M. Ribot critiqua cette formule, tout avis préalable semblant de nature à rendre la perquisition vaine : « Si on envoie, disait-il, l'huissier pour dire qu'à telle heure on cherchera des papiers dans tel domicile, il y a quelque probabilité qu'à cette heure les papiers auront pu s'envoler ». C'est pour lui donner satisfaction que l'on ajouta ces mots : « .. sans qu'il soit besoin d'un avis préalable ».

« Art. 88. — Lorsque le juge d'instruction doit se transporter sur les lieux ou procéder à perquisition, il en donne avis au procureur de la République (1).

« Le juge d'instruction est toujours assisté du greffier du tribunal.

« Le juge d'instruction peut saisir ou faire saisir tous les objets utiles à la manifestation de la vérité.

« Il est dressé inventaire de ces objets. Ils sont clos et cachetés, si faire se peut, ou, s'ils ne sont pas susceptibles de recevoir des caractères d'écriture, ils sont mis dans un vase ou dans un sac sur lequel le juge d'instruction attache une bande de papier qu'il scelle de son sceau (2).

« Le paragraphe dernier de l'article 38 est applicable à la communication des papiers ou effets saisis par le juge d'instruction.

« Art. 89. — Lorsqu'il y a lieu à recherche de papiers, le juge ou l'officier de police judiciaire régulièrement commis a seul le droit d'en prendre connaissance avant de procéder à la saisie.

« Les scellés ne pourront être ouverts et le dépouillement des papiers opéré qu'en présence de l'inculpé et de son conseil ou

(1) Dans le projet de 1909, il était dit qu'avis du transport projeté serait donné préalablement à l'inculpé, et que le conseil serait libre, ainsi que le procureur de la République, d'accompagner le juge. Toute cette partie du texte a été supprimée dans le même esprit que la modification apportée au texte de l'art 87, sur les observations de M. Ribot. L'avis donné avant le transport pour perquisition aurait risqué sans doute de rendre l'opération inutile.

(2) Les objets saisis doivent être représentés au fur et à mesure à l'inculpé ou à son représentant. C'est ce que prescrit l'art. 39 *in fine*, et bien que l'art. 88 n'ait pas reproduit cette prescription, il est évident qu'elle est imposée par la force même des choses. Mais cette prescription même pourrait faire naître un scrupule : la représentation des objets n'est-elle pas accompagnée d'une sorte d'interrogatoire et alors, par application de la loi du 8 décembre 1897, si la perquisition a lieu en cours d'instruction, alors qu'il n'y a plus flagrant délit, ne faut-il pas que le conseil soit convoqué lui-même à l'avance, ce qui risquerait également de rendre l'opération inutile ? La loi ne semble pas l'avoir considéré, et il faut considérer avec elle, que l'interpellation faite à l'inculpé ou à son représentant, au moment de la saisie de chaque objet, n'est pas un interrogatoire véritable.

eux dûment appelés, ce dernier par lettre recommandée. Le tiers chez qui la saisie a été faite sera également appelé à assister à cette opération (1).

« Le juge d'instruction ne peut faire saisir et se faire livrer par l'administration des Postes et des Télégraphes que les lettres et télégrammes émanant de l'inculpé ou à lui adressés.

« Il prend seul connaissance des lettres ou télégrammes saisis, dès que le scellé lui est remis.

« Il maintient la saisie de ceux qui sont utiles à la manifestation de la vérité ou dont la communication serait de nature à nuire à l'instruction, et il fait remettre les autres à l'inculpé ou aux destinataires.

« Les télégrammes et lettres dont la saisie est maintenue sont communiqués dans le plus bref délai, en original ou en copie, en tout ou en partie, à l'inculpé ou au destinataire, à moins que cette communication soit de nature à nuire à l'instruction (2).

« Toute personne prétendant droit sur l'objet placé sous la main de la justice peut en réclamer la restitution au juge d'instruction, et, sur son refus, à la chambre du conseil. Elle sera entendue si elle le demande, en ses explications.

(1) En indiquant qu'en procédant à la recherche des papiers, le juge peut seul en prendre connaissance, le texte semble bien avoir voulu lui interdire de se faire assister dans cette œuvre par le greffier, à plus forte raison par le procureur de la République.

Au moment de la levée des scellés, le texte exige que l'inculpé et son conseil aient été au moins appelés. Il ne parle pas du procureur de la République qui se trouve ainsi exclu, ce qui est en tout cas regrettable.

La convocation du conseil doit être faite par lettre recommandée. Ainsi la loi nouvelle ajoute aux exigences des articles 9 et 10 de la loi du 8 décembre 1897. Quant à l'inculpé libre, l'avertissement peut lui être donné par simple lettre ou même verbalement. Ce qui importe, c'est qu'au dossier le fait de la convocation soit constaté d'une façon incontestable.

(2) « La violation du secret des lettres, écrivait M. Dauphin dans son rapport de 1882, est une des plus regrettables nécessités des poursuites criminelles. Elle peut être acceptée pour convaincre un inculpé, jamais pour le rechercher et le découvrir ». Et M. Monis, en 1908 : « Cette mesure d'instruction, vraiment exorbitante, ne doit être permise que lorsque le prévenu est sous le coup d'une inculpation sérieuse, bien définie en fait et en droit. » Quant aux lettres écrites par un tiers et qui ne sont pas adressées à l'inculpé, la saisie en est formellement interdite et si, par suite d'une erreur, elles avaient été interceptées, le juge d'instruction devrait, sans délai, en ordonner la restitution.

« Art. 90. — Le juge d'instruction peut requérir, par commission rogatoire, tout juge de son tribunal, tout juge de paix du ressort de son tribunal et tout juge d'instruction, de procéder à tous actes d'instruction dans les lieux soumis à la juridiction de chacun d'eux.

« Il ne peut les requérir de procéder à l'interrogatoire de l'inculpé (1).

« Il ne peut adresser aux autres officiers de police judiciaire que des ordres de saisie et ne peut les investir que de missions rentrant dans les attributions de chacun d'eux (2).

« Le juge ou l'officier de police judiciaire commis exerce, dans les limites de la commission rogatoire, tous les pouvoirs du juge d'instruction. »

(1) De ce qu'un officier de police judiciaire ne peut jamais être délégué en vue de procéder à l'interrogatoire d'un inculpé, quelques personnes avaient conclu que le juge d'instruction ne peut pas donner commission rogatoire en vue de la constatation du délit d'adultère, cette opération ne pouvant s'effectuer sans que les inculpés soient interrogés, à tout, le moins sur leur identité. C'est ce qui fut déclaré dans une ordonnance d'incompétence émanée d'un des juges de paix de Paris. Cette ordonnance a été annulée dans l'intérêt de la loi ; la Cour de cassation a décidé, en effet, que les questions posées dans ces conditions aux personnes surprises en flagrant délit d'adultère n'ont point le caractère d'un interrogatoire, dans le sens que le nouvel art. 90 c. instr. cr. donne à ce mot (Cass. cr. 15 mars 1934, *D. hebdomadaire*, 207).

(2) Aux officiers de police judiciaire autres que les juges d'instruction et les juges de paix, il ne peut être donné commission rogatoire qu'en vue d'opérer des saisies, ce qui n'a pas pour conséquence de les investir du droit de perquisition. Dès lors, les commissaires de police ne pouvant point être chargés d'opérer des constats d'adultère, cela a eu pour premier résultat de faire retomber sur les juges de paix, même ceux de Paris et des grandes villes, le soin d'exécuter en cette matière les commissions rogatoires. De là bien des protestations contre la nouvelle loi.

Lorsqu'un commissaire de police procède, en cas de flagrant délit, par application des art. 33 et 49 c. instr. cr., il agit comme auxiliaire du procureur de la République et entend tous témoins utiles. Mais l'instruction une fois ouverte, il ne peut plus être chargé par voie de commission rogatoire, de recevoir des dépositions. Or, dans les villes, à Paris notamment, c'était toujours aux commissaires de police que ces sortes de missions étaient jusqu'ici confiées. Telle était, particulièrement à Paris, la fonction des commissaires aux délégations judiciaires, qui rendaient à l'œuvre de la justice des services éminents. L'entrée en vigueur du nouvel art. 90 n'a pu qu'avoir sur l'évolution des mœurs judiciaires une influence imprévue.

Art. 7. — Les articles 505, 510, 513 et 516 du Code de procédure civile sont modifiés comme suit :

« Art. 505. — Les juges peuvent être pris à partie dans les cas suivants :

« 1° S'il y a vol, fraude, concussion ou faute lourde professionnelle qu'on prétendrait avoir été commis, soit dans le cours de l'instruction, soit lors des jugements (1) ;

« 2° Si la prise à partie est expressément prononcée par la loi ;

« 3° Si la loi déclare les juges responsables, à peine de dommages et intérêts ;

« 4° S'il y a déni de justice.

« L'Etat est civilement responsable des condamnations en dommages-intérêts qui seront prononcées à raison de ces faits, contre les magistrats, sauf son recours contre ces derniers (2).

(1) Le n° 1 de l'art. 505 du code de procédure civile primitif donnait ouverture à la prise à partie dans les cas de « dol, fraude ou concussion », ce qui supposait la mauvaise foi. Rien n'avait été prévu dans les cas de simple imprudence, négligence, maladresse, c'est-à-dire une simple faute civile, un simple quasi-délit pouvant aboutir à des dommages-intérêts. Or, on proposait d'ouvrir ce mode d'action dans tous les cas d'un manquement professionnel quelconque. C'était exagéré. En 1908, la commission sénatoriale, dont M. Monis était le rapporteur, semble avoir trouvé la note juste lorsqu'elle a ajouté à l'énumération la faute lourde professionnelle. M. Ribot a dit, dans son discours au Sénat du 9 février 1909 : « Vous exigez la faute lourde professionnelle. Que sera cette faute lourde ? La jurisprudence la définira. Mais le principe est posé et vous ne vous en tiendrez pas là ; car quand vous l'aurez voté en ce qui concerne les magistrats, c'est-à-dire les hommes qui, par leurs fonctions mêmes, doivent avoir le plus de liberté et d'indépendance dans leur conduite, et le moins de comptes à rendre de leurs actes, vous serez bien amenés à l'étendre à tous les autres fonctionnaires. Ce sera comme une révolution, étant donnée notre façon de comprendre les fonctions publiques en France. Pour ma part, je m'en réjouirais. »

(2) On avait songé d'abord à déclarer l'Etat responsable de la faute de son préposé, sauf son recours, le cas échéant, contre celui-ci. C'est ainsi que procède, dans le cas de responsabilité des membres de l'enseignement public, l'art. 1384 c. civ. modifié par la loi du 20 juillet 1899. Mais sur les observations faites, en 1909, par M. Ribot, le système a été modifié comme ne donnant pas au magistrat responsable assez de facilité pour présenter lui-même sa défense. C'est donc contre celui-ci que la demande en dommages-intérêts est poursuivie directement, sauf responsabilité civile de l'Etat, lorsqu'il est hors d'état de payer.

« *Art. 510.* — Néanmoins, aucun magistrat ne pourra être pris à partie sans une autorisation préalable du premier président, qui statuera après avoir pris l'avis du procureur général (1).

« En cas de refus qui sera motivé, la partie plaignante pourra saisir la Chambre des requêtes de la Cour de cassation ; elle sera dispensée du ministère d'un avocat.

« La Chambre des requêtes statuera, en la forme ordinaire et en audience publique, après avoir entendu les observations du conseil de la partie plaignante et les conclusions du ministère public.

« L'arrêt ne sera motivé qu'en cas de refus de l'autorisation (2).

« *Art. 513.* — Si la requête est rejetée, le demandeur sera condamné à des dommages et intérêts envers les parties, s'il y a lieu.

« *Art. 516.* — Si le demandeur est débouté, il sera condamné à des dommages et intérêts envers les parties, s'il y a lieu. »

(1) En substituant à la cour elle-même, statuant pour autoriser la prise à partie, le premier président qui rend, en cas de refus, une ordonnance motivée, mais dont l'ordonnance peut faire l'objet d'un recours, le projet gouvernemental de 1907 a organisé ce que M. Georges Picot appelait « le référé de la liberté ». Ce système a passé dans la loi de 1933.

(2) La Chambre des requêtes de la Cour de cassation est, dans le cas prévu, juge du fait comme du droit. Dans cette phase de la procédure, tout se passe en dehors du défendeur éventuel, qui ne saurait être tenu de se présenter ni de se faire représenter devant la Chambre des requêtes. C'est dans son intérêt même qu'il en doit être ainsi, car, s'il arrive que la Chambre des requêtes, infirmant l'ordonnance du premier président, autorise la prise à partie, il ne faut pas qu'elle semble avoir dicté la décision de la cour d'appel sur le fond. Le demandeur, dispensé de se faire représenter devant la Cour de cassation par un avocat, est dispensé également de consigner, lorsqu'il exerce son recours, l'amende prévue par le règlement du 28 juin 1738 pour le cas d'un pourvoi en cassation.

VI

LOI DU 19 FÉVRIER 1933 MODIFIANT LES ARTICLES 228, ALINÉA 3,
ET 313, ALINÉA 2, DU CODE CIVIL (1).

Notice par M. Henri SERRE,

docteur en droit, avocat honoraire à la Cour de Paris

La loi nouvelle ajoute seulement aux articles modifiés des dispositions de procédure tendant à régler certaines controverses doctrinales et à faciliter la rectification d'actes de l'état civil contradictoires en apparence par suite de l'amalgame du droit ancien et d'un droit nouveau dans cette matière si délicate de la paternité et de la filiation.

Elle a pour origine une proposition déposée à la Chambre par M. Bouissoud le 18 janvier 1929 tendant à étendre la liste des enfants adultérins susceptibles d'être légitimés aux termes de l'article 331.

La commission législative de la Chambre subdivisa ce projet en deux tronçons et retint tout d'abord les dispositions relatives aux articles 228 et 313 qui ne soulevaient aucune objection de principe. Ces dispositions ont été votées par les Chambres et sont devenues loi le 9 février 1933.

L'article 228 du Code civil interdisant à la femme de contracter un second mariage avant dix mois révolus depuis la dissolution du premier a été successivement modifié par la loi du 20 août 1919 qui a substitué au délai de dix mois un délai de 300 jours; et par la loi du 4 février 1928 qui a permis au président du tribunal dans le ressort duquel le second mariage doit être célébré, d'abréger ce délai, par ordonnance sur requête, « lorsqu'il résulte avec

(1) *J. Off.* du 21 février 1933.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Chambre des députés* : Proposition de loi de M. Bouissoud du 18 janvier 1929, doc. ann. n° 1109 ; rapports de M. Appourchaux des 12 février 1930 (doc. ann. n° 2281) ; adoption le 26 mars 1930. — *Sénat* : Transmission le 1^{er} avril 1930, doc. ann. n° 191 ; rapport de M. Goirand du 30 juin 1932, doc. annexe n° 621 ; urgence et adoption le 22 novembre 1932. — *Chambre* : Retour le 1^{er} décembre 1932, doc. annexe n° 965 ; rapport de M. Albert Sérol du 26 janvier 1933, doc. annexe n° 1314 ; adoption le 12 février 1933.

BIBLIOGRAPHIE. — *Lois nouvelles*, n°s des 1^{er}-15 avril et 1^{er} mai 1933, 1^{re} partie, commentaire de M. Edouard Lévy.

évidence des circonstances que, depuis 300 jours, le précédent mari n'a pas cohabité avec sa femme ».

La loi de 1933 ajoute à la loi de 1928 en prescrivant la communication de la requête au ministère public et en instituant le droit d'appel en cas de rejet de la demande.

Déjà, à vrai dire, la cause était en principe communicable au ministère public, puisqu'il s'agissait d'une question d'état, mais en fait cette communication n'avait pas lieu et il était donc utile de l'imposer par un texte.

Quant au droit d'appel sur lequel la loi de 1928 était restée muette, il avait été dénié par la Cour de Paris, motif pris de ce qu'on se trouvait en matière de juridiction gracieuse, et la loi nouvelle complète donc heureusement à cet égard la loi précédente.

L'article 313 relatif à l'action en désaveu est à la fois rectifié dans son texte et complété par une disposition nouvelle.

L'action en désaveu de l'enfant né au cours d'une instance en divorce était, d'après l'ancien texte, ouverte au mari quand la naissance se plaçait 300 jours après la décision ayant autorisé la femme à avoir un domicile séparé.

Or, il peut arriver que cette autorisation n'ait pas été inscrite dans l'ordonnance de non-conciliation, soit parce qu'elle n'a pas été demandée, soit parce que les circonstances de fait la rendaient inutile, et une interprétation strictement littérale du texte permettait de soutenir qu'en pareil cas le délai de 300 jours ne prenait pas départ du jour de l'ordonnance. La loi nouvelle supprime cette possibilité de controverse en fixant le « *dies a quo* » à la date de « l'ordonnance prévue aux articles 236 du présent Code et 878 du Code de procédure civile ».

L'addition au texte ancien, apposée *in fine*, a pour but d'effacer la contradiction choquante pouvant exister parfois entre les énonciations de l'acte de naissance et la mention marginale de légitimation.

En principe, l'enfant conçu pendant le mariage a pour père le mari, et cette présomption subsiste, même en cas de naissance au cours d'une instance en divorce ou en séparation de corps, 300 jours après l'ordonnance de non-conciliation, si le mari ne désavoue pas l'enfant.

Il en résultait, depuis la loi du 7 novembre 1907, autorisant la légitimation par mariage subséquent de la mère, que l'enfant, né trois cents jours après l'ordonnance de non-conciliation mais non désavoué par le mari, pouvait, au cas de nouveau mariage de sa mère et de légitimation, apparaître tout à la fois dans le même acte d'abord comme fils légitime du premier mari, puis après l'inscription marginale de légitimation, comme fils également légitime du second mari !

La loi du 30 décembre 1915 voulut supprimer cette étrange apparence de contradiction en ajoutant à l'article 313 une disposition effaçant dans ce cas la présomption de paternité du premier mari; mais elle négligera de prévoir la rectification des énonciations contradictoires de l'acte.

Or, l'officier de l'état civil ne pouvait évidemment pas délivrer une copie de l'acte qui ne fût pas conforme à l'original, ainsi que le demandaient certains justiciables, et cependant la copie intégrale de l'acte, dont la mention marginale contredisait la première partie, faisait ressortir, contrairement au vœu de la loi, l'origine adultérine de l'enfant légitimé par le second mariage.

La loi de 1933 a mis fin aux discussions qui s'étaient élevées sur cette question de rectification solutionnée diversement par les tribunaux, en ajoutant à l'alinéa de l'article 313, qui efface la présomption de paternité du premier mari au cas où l'enfant adultérin non désavoué est légitimé par le second mariage de sa mère, cette disposition qui est une conséquence logique de la première : « et son acte de naissance peut être rectifié sur ce point, s'il y a lieu, conformément aux dispositions de l'article 99 du présent Code et de l'article 865 du Code de procédure civile ».

Article premier. — Le troisième alinéa de l'article 228 du Code civil est complété ainsi qu'il suit :

« La requête est sujette à communication au ministère public. En cas de rejet de la requête, il peut être interjeté appel. »

Art. 2. — Le deuxième alinéa de l'article 313 du Code civil est modifié ainsi qu'il suit :

« En cas de jugement ou même de demande, soit de divorce, soit de séparation de corps, le mari peut désavouer l'enfant né trois cents jours après l'ordonnance prévue aux articles 236 du présent Code et 878 du Code de procédure civile et moins de cent quatre vingt jours depuis le rejet définitif de la demande ou depuis la réconciliation. La présomption de paternité établie par l'article précédent ne s'applique pas à cet enfant, même en l'absence de désaveu, s'il a été légitimé par un nouveau mariage de sa mère, conformément aux dispositions de l'article 331, et son acte de naissance peut être rectifié sur ce point,

s'il y a lieu, conformément aux dispositions de l'article 99 du présent Code et de l'article 855 du Code de procédure civile. »

Art. 3. — La présente loi est applicable aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion.

VII

LOI DU 8 AVRIL 1933 AUTORISANT AU PROFIT DU FERMIER LA RÉDUCTION DES PRIX DES BAUX A FERME (1),

Notice par M. L. Paul HENRY,

avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation

Au cours de la période d'incertitude monétaire et de hausse désordonnée des denrées agricoles les fermiers avaient été amenés à accepter la conclusion de baux dans des conditions telles que leur exécution n'aurait été possible que si les prix des produits

(1) *J. Off.* du 10-11 avril 1933.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Chambre* : Proposition de loi de M. Goniaux, dépôt 7 juin 1928, doc. parl. p. 1175, annexe 104 ; proposition de loi de M. Thoumyre, 28 juin 1928, doc. parl. p. 1260, annexe 280 ; proposition de loi de M. Inizan, 28 juin 1928, doc. parl. p. 1261, annexe 284 ; proposition de loi de M. Blanc, 13 juin 1929, doc. parl. p. 815, annexe 1803 ; proposition de loi de M. Marie, 12 juillet 1929, doc. parl. p. 1152, annexe 2638 ; rapport de M. Augé sur les cinq propositions de lois réunies, 25 février 1930, doc. parl. p. 204, annexe 2935 ; proposition de loi de M. d'Harcourt, 17 novembre 1931, doc. parl. p. 176, annexe 5656 ; proposition de loi de M. Fié 24 novembre 1931, doc. parl. p. 233, annexe 5721 ; rapport supplémentaire de M. Augé sur les sept propositions de loi réunies, 17 décembre 1931, doc. parl. p. 463, annexe 5995 ; discussion et adoption les 16 (2^e séance) et 23 (1^{re} séance) décembre 1931, 26 et 28 (2^e séance) janvier 1932 et le 2 (1^{re} et 2^e séances) février 1932.

Sénat : Transmission 9 février 1932, doc. parl. p. 1171, annexe 89 ; rapport de M. Morand, 7 juillet 1932, doc. parl. p. 995, annexe 660 ; avis de la commission de l'agriculture par M. Donon, 12 juillet 1932, doc. parl. p. 1013, annexe 687 ; déclaration d'urgence et discussion le 16 juillet 1932 ; rapport supplémentaire de M. Morand, 8 novembre 1932, doc. parl. p. 1666, annexe 764 ; avis supplémentaire de la commission d'agriculture par M. Donon, 8 novembre 1932, doc. parl. 1067, annexe

de la terre n'avaient cessé de progresser. La stabilisation du franc et l'abondance générale dans le monde entier vinrent transformer cette situation, et à la hausse exagérée des denrées agricoles a succédé leur avilissement progressif. De nombreux baux, conclus au cours des années de prospérité factice, devenaient donc pratiquement inexécutables.

Sans doute, il aurait été possible de laisser propriétaires et fermiers chercher par des ententes mutuelles la solution des difficultés nées de la nouvelle situation économique, car il est bien certain que les bailleurs n'auraient jamais pu obtenir le paiement des fermages prévus ; mais le législateur a préféré, une fois encore, intervenir entre les parties et prévoir la modification légale de stipulations obligatoires pour elles.

La loi du 9 juin 1927, autorisant le relèvement du prix des baux à ferme conclus avant la période où la dévaluation du franc s'était accentuée, édictée en faveur des propriétaires, constituait d'ailleurs un précédent qui n'a pas manqué d'être invoqué.

La Chambre et le Sénat envisagèrent deux procédés différents pour parvenir à la réduction des fermages. La Chambre admit que l'intervention législative devait se manifester sous la forme d'un droit de revision, d'après lequel les baux en cours devaient être réduits de manière à ne point excéder les fermages de 1914 affectés d'un coefficient.

Le Sénat, au contraire, concéda au fermier le droit de faire

765 ; suite de la discussion et adoption les 8 (2^e séance), 15 (1^{re} et 2^e séances), 17 (1^{re} et 2^e séances) et 18 novembre 1932.

Chambre : Retour 24 novembre 1932, doc. parl. p. 170, annexe 898 ; rapport de M. Augé, 27 décembre 1932, doc. parl. p. 1067, annexe 1160 ; avis de la commission d'agriculture par M. Thureau-Dangin, 12 janvier 1933, doc. parl. p. 17, annexe 1233 ; discussion et adoption les 13 (1^{re} séance), 17 (1^{re} séance), 20 (1^{re} séance) et 24 janvier 1933.

Sénat : Retour 31 janvier 1933, doc. parl. p. 25, annexe 32 ; rapport de M. Morand, 26 février 1933, doc. parl. p. 111, annexe 108 ; avis de la commission d'agriculture par M. Donon, 14 mars 1933, doc. parl. p. 123, annexe 143 ; discussion et adoption les 21, 23 et 24 mars 1933.

Chambre : 2^e retour, 28 mars 1933, doc. parl. p. 800, annexe 1665 ; rapport de M. Hesse, dépôt, lecture et adoption 31 mars 1933 ; débat parl. 1^{er} avril 1933, p. 1742.

BIBLIOGRAPHIE. — *Lois nouvelles*, 1^{er} juin 1933, 1^{re} partie, pp. 227 et s. ; commentaire de M. Pierre Voirin (avec celui du même auteur sur la loi interprétative du 22 mars 1934). *Lois nouvelles*, 1^{er} mai 1934, 1^{re} partie, pp. 167 et s. — Commentaire de M. Valeray dans le *Recueil général des lois, décrets et arrêtés*, 1933, 6^e livraison, 1^{re} partie, pp. 169 et s. (Paris, 6, rue de Mézières). — E. de Fernehem de Bournonville, *La réduction des prix des baux à ferme* (loi du 8 avril 1933), imprimeries réunies de Senlis, 9, place Henri-IV, 1933.

résilier le bail en cours, et envisagea seulement une procédure de conciliation destinée à fixer le nouveau prix du fermage dans le cas où les parties seraient disposées à l'accepter.

Cette dernière conception a prévalu ; ses effets ont d'ailleurs été atténués par la disposition qui prévoit que la résiliation ne produira effet qu'à la fin d'une période de deux ans, outre l'année en cours.

Si le législateur a admis que faute d'acceptation, par les parties, d'un nouveau prix de fermage, le bail serait résilié, il a tenu à multiplier les moyens de parvenir à concilier les intérêts opposés, et le président du Tribunal civil, chargé de l'application de la loi, est tenu de procéder à une double tentative de conciliation, avant de fixer le prix du fermage qui lui paraît correspondre à la valeur locative équitable. Ce n'est que sur le refus d'accepter ce prix que la résiliation est prononcée à la requête d'une des parties.

La loi ne s'applique pas à tous les fermages en cours ; elle ne vise que les baux conclus du 1^{er} janvier 1924 au 11 novembre 1932 pour une durée de trois années au moins. Cette période, peut-être un peu arbitrairement choisie, a été considérée comme correspondant à l'époque où les fermiers entraînés par la hausse des denrées agricoles avaient pu prendre des engagements inconsidérés.

Bien que les baux, stipulés payables en nature, fort nombreux depuis la guerre, eussent pu paraître échapper aux inconvénients des fermages dus en argent, puisque les loyers dus restent proportionnels à la valeur des denrées récoltées, le législateur a cru devoir comprendre les contrats de ce genre dans les prévisions de la loi du 8 avril 1933. Beaucoup de fermiers avaient en effet accepté des baux en nature, en prenant pour base une quantité tellement élevée de produits agricoles, que même en tenant compte de la dépréciation de ces denrées, ils se trouvaient débiteurs de fermages hors de rapport avec le bénéfice réalisé.

Les dispositions édictées par la loi du 8 avril 1933 n'ont eu qu'une application temporaire puisque ses bénéficiaires ont dû en user dans un délai de trois mois ; elles ne reposent sur aucun principe juridique, et leur seul objet a été d'essayer d'atténuer les difficultés nées d'une des phases des troubles économiques qui sévissent depuis la guerre.

Article premier. — Tout fermier qui aura conclu, entre le 1^{er} janvier 1924 et le 11 novembre 1932 inclus, pour une durée d'au moins trois ans, un bail à ferme dont le prix sera payable soit en argent, soit en nature, pourra, dans le délai de trois

mois, à partir de la promulgation de la présente loi, à peine de forclusion, demander, par lettre recommandée, avec avis de réception ou par acte extrajudiciaire, au propriétaire de l'immeuble, objet du bail, la réduction du prix du fermage.

Art. 2. — Faute d'accord dans le mois qui suivra la demande, le propriétaire et le fermier comparaitront en personne à la requête de la partie la plus diligente, sur déclaration faite au greffe, devant le président du tribunal d'arrondissement, ou son délégué, où est situé le siège principal de l'exploitation. Ce magistrat convoquera les parties à son audience huit jours au moins à l'avance par lettre recommandée du greffier, avec avis de réception.

En cas de cession de bail ou de sous-location, le président prescrira la mise en cause de tous les intéressés qui devront être convoqués dans les mêmes formes et délais en vue de la tentative de conciliation.

Le magistrat procédera à la tentative de conciliation. Si celle-ci demeure infructueuse, deux experts seront désignés, choisis, l'un par le propriétaire, l'autre par le fermier, sur la liste des électeurs aux chambres d'agriculture du département ou sur la liste des experts agricoles du tribunal.

Les experts nommés auront pour mission de donner, dans un rapport déposé au greffe du tribunal dans le délai d'un mois à dater du jour de leur désignation, leur avis sur la valeur locative actuelle de l'exploitation.

Les parties devront comparaître en personne devant le magistrat, sauf en cas d'empêchement de force majeure dûment constaté. Elles pourront se faire assister et se faire représenter par un avoué ou un avocat, régulièrement inscrit, dispensé de procuration.

Art. 3. — Dans le mois qui suivra le dépôt du rapport des experts au greffe du tribunal, les parties seront convoquées huit jours au moins à l'avance devant le président du tribunal qui sera à nouveau chargé de les concilier.

A défaut d'entente, ou en cas de non comparution de l'une des parties, le président prend une première ordonnance fixant le prix du fermage.

Il ajourne les parties à quinzainé, sur nouvelle convocation qui leur sera adressée, pour faire connaître leur acceptation.

Si, lors de cette nouvelle comparution, les parties déclarent accepter, le président en dresse procès-verbal.

Si le nouveau prix n'est pas accepté, le président, à la requête de l'une des parties, prononcera la résiliation du bail et mentionnera dans son ordonnance la date de sortie.

Cette résiliation ne produira effet qu'à la fin d'une période de deux années, outre l'année en cours.

Néanmoins, si les pépinières sont dominantes dans la ferme et principalement établies par le fermier, le juge pourra prolonger le délai de résiliation, sans toutefois que celui-ci puisse excéder cinq années.

Dans aucun cas, les délais accordés ne pourront dépasser la fin du bail.

Toutefois, le fermier aura la faculté de mettre fin au bail à l'expiration de l'année qui suivra l'année en cours, à charge pour lui d'en faire la déclaration au président du tribunal lors de la dernière comparution.

Le nouveau prix de ferme pour la fixation duquel le juge pourra tenir compte des sommes versées ou devant être versées depuis le 1^{er} janvier 1932 sera applicable à partir du jour de la demande du fermier.

Même si le refus d'accepter le nouveau prix provient du fermier, celui-ci aura droit à une indemnité à raison des dépenses faites par lui, avant la promulgation de la présente loi, pour les améliorations foncières des biens loués, effectuées avec l'autorisation écrite du propriétaire et compte tenu des usages locaux. En cas de désaccord, le montant de cette indemnité sera fixé par les tribunaux de droit commun. Cette indemnité sera égale au montant du dommage subi par le fermier du fait qu'il n'aura pu jouir des améliorations par lui apportées au fonds pendant la période comprise entre la date de la résiliation et la fin normale du bail.

Les décisions rendues par le président du tribunal en vertu de l'article 2 et du présent article ne seront susceptibles ni d'opposition, ni d'appel. Dans la huitaine, elles seront notifiées aux parties par lettres recommandées.

Elles seront susceptibles de pourvoi en cassation. Ces pourvois seront formés au plus tard dans un délai de quinze jours francs à dater de la notification prévue à l'alinéa précédent, par déclaration au greffe du tribunal, et notifiés, à peine de déchéance, dans la quinzaine, par exploit d'huissier.

Dans la quinzaine de cette notification, les pièces seront adressées à la Cour de cassation. Aucune amende ne sera congnée. Le ministère d'avocat ne sera pas obligatoire.

Ces pourvois seront portés devant la Commission supérieure de cassation.

Art. 4. — Dans la quinzaine qui suivra la décision prononçant la résiliation, le fermier pourra, par déclaration au greffe, renoncer à son action, le bail originaire devant, dans ce cas, se continuer sans modification de prix.

De même et dans les mêmes conditions de prix, et avant toute toute procédure, le fermier aura le droit de résilier son bail à l'expiration de l'année qui suivra l'année en cours. Sa demande devra être faite dans le délai d'un mois à dater de la promulgation de la loi, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Art. 5. — Aucune demande en réduction ne sera admise en ce qui concerne les baux définitivement expirés lors de la promulgation de la présente loi.

Art. 6. — Ne sont pas soumis à la présente loi les baux de chasse et de pêche, les baux à colonat partiaire qui ne comportent que le partage de produits agricoles.

Dans le cas où le bénéficiaire de la revision sera un fermier général, le métayer pourra éventuellement bénéficier du droit à réduction suivant la procédure prévue à l'article 2, § 2.

Art. 7. — Les dispositions de la présente loi sont applicables aux baux de mines, de carrières, d'étangs servant à l'élevage piscicole, d'établissements horticoles, de culture maraîchère, de culture de champignons.

Art. 8. — Les frais seront répartis par moitié entre les parties.

Art. 9. — Les conventions de réduction de fermage qui seront passées entre propriétaire et fermier seront dispensées des droits de timbre et d'enregistrement.

Art. 10. — Le procès-verbal de conciliation, prévu au § 4 de l'article 3, ou l'ordonnance prononçant la résiliation prévue au § 5 de l'article 3, seront dispensés des droits de timbre et d'enregistrement.

Art. 11. — La présente loi est applicable à l'Algérie.

Dès décrets édicteront dans les colonies et pays de protectorat dépendant du ministère des Colonies, les dispositions qui pourront être nécessaires.

VIII

LOI DU 5 JUILLET 1933 PORTANT DÉROGATION AUX ARTICLES 157 ET 187 DU CODE DE COMMERCE EN CE QUI CONCERNE LE RÈGLEMENT DES BILLETS DE FONDS DE COMMERCE (1).

Notice par M. Eugène POURTIER,
arbitre-rapporteur près le Tribunal de commerce de la Seine

Cette loi fut inspirée aux divers auteurs des propositions déposées sur le bureau de la Chambre des Députés par la prolongation de la crise économique mondiale. Il s'agissait d'adopter des

(1) *J. Off.* du 6 juillet 1933.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Chambre* : Proposition de loi de M. Félix Gouin du 11 juillet 1932, doc. ann. n° 505 ; proposition de loi de M. Marcel Déat du 16 juillet 1932, doc. ann. n° 603 ; proposition de loi de M. Grisoni du 16 septembre 1932, doc. ann. n° 624 ; proposition de loi de M. Pierre Colomb du 17 novembre 1932 (doc. ann. n° 813 ; rapport de M. Lebret du 17 novembre 1932, doc. ann. n° 815 ; adoption le 29 décembre 1932 (*J. Off.* du 30 décembre, p. 3761).

Sénat : Transmission le 29 décembre 1932, doc. ann. n° 869 ; rapport

mesures permettant aux débiteurs de prix de fonds de commerce d'obtenir des délais pour se libérer du montant des effets souscrits par eux.

Le projet adopté par la Chambre des Députés étendait les dispositions du paragraphe 2 de l'article 1244 du Code civil au règlement des billets de fonds de commerce.

Ce texte prévoyait l'application de ces dispositions pendant un délai de deux ans à partir de la promulgation de la loi, à la condition que les billets aient été souscrits antérieurement à cette promulgation.

Il appartient, ainsi que le rappelait M. Lebreton dans son rapport du 28 juin 1933 à la Chambre des Députés, aux juges consulaires... « bien placés pour connaître la triste situation créée par la crise économique dont souffrent un grand nombre de commerçants de leur ressort... » de décider en toute équité.

Le Sénat a modifié profondément le texte voté par la Chambre des Députés, n'en laissant, pour ainsi dire, rien subsister si ce n'est le recours à la juridiction consulaire (il n'en pouvait, d'ailleurs, être autrement puisqu'il s'agit de créances commerciales).

Il a, en effet, refusé de rendre applicable au règlement des billets de fonds de commerce l'article 1244 du Code civil, il a préféré déroger aux articles 157 et 187 du Code de commerce.

Le débiteur d'un billet souscrit en paiement du prix d'achat d'un fonds de commerce, antérieurement au 1^{er} juillet 1932, aura la faculté de demander, à l'échéance, à s'en libérer, partie en espèces et pour le surplus, en une retraite ou nouveau billet à ordre, payable à un an de date augmenté des frais et intérêts calculés au taux d'intérêt légal.

C'est le président du tribunal de commerce statuant par voie de référé qui, en cas de désaccord des parties décidera après les avoir entendues : a) si la demande du débiteur est justifiée ; b) à concurrence de quelle somme il y a lieu d'ordonner le paiement en espèces, sans que la partie payable en espèces puisse être inférieure au cinquième du montant du billet augmentée des intérêts et frais.

de M. Caillier du 31 mai 1933, doc. ann. n° 337 ; discussion et adoption les 20 et 22 juin 1933 (*J. Off.* des 21 et 23, déb. p. 1383, 1387 et 1401).

Chambre : Retour le 23 juin 1933, doc. ann. n° 2115 ; rapport de M. Lebreton du 28 juin 1933, doc. ann. n° 2165 ; adoption le 4 juillet 1933 (*J. Off.* du 5, déb. p. 3452).

BIBLIOGRAPHIE. — V. le commentaire de M. Viatte dans le *Recueil général des lois, décrets et arrêtés*, 9^e livraison, 1933, 1^{re} partie, p. 308 (Paris, 6, rue de Mézières). Sur les règles nouvelles édictées en 1934, *V. Lois nouvelles*, n° 14 (1-15 août 1934), 3^e partie, pp. 580 et s.

L'ordonnance de référé ne sera pas susceptible d'appel.

Le Sénat a mis sur pied un projet beaucoup plus précis que celui de la Chambre des Députés mais, aussi, beaucoup moins favorable aux débiteurs puisque la Chambre des Députés admettait que les délais accordés seraient renouvelables sans pouvoir excéder la durée de *la location* (à noter l'obscurité de ce terme en l'occurrence il s'agit sans doute de la durée du bail des locaux où est exploité le fonds de commerce).

Le Sénat, au contraire, a limité à un an la durée du délai à accorder au débiteur momentanément gêné.

Le texte qu'il a voté s'il est plus précis que celui de la Chambre des députés, contient, malheureusement, une contradiction relevée fort justement, par M. Lebreton, dans son rapport du 28 juin 1933 précité.

«... Les deux derniers paragraphes font apparaître une contradiction » observait M. Lebreton «... En effet, le nouveau billet à ordre remis au tiers porteur sera considéré, est-il dit, comme substitué au précédent, etc..., alors que l'on peut lire plus loin : « le billet primitif conserve entre les mains du porteur tous ses effets à l'égard de tous endosseurs... »

Article unique. — Par dérogation aux articles 157 et 187 du Code de commerce et pendant un délai d'un an à partir de la promulgation de la présente loi, le commerçant, débiteur d'un effet à ordre souscrit par lui antérieurement au 1^{er} juillet 1932 en paiement du prix d'achat de son fonds, pourra, à l'échéance de ce billet, demander à s'en libérer partie en espèces, et le surplus en une retraite ou nouveau billet à ordre, payable à un an de date, augmenté des frais et des intérêts calculés au taux d'intérêt légal.

Faute d'accord entre les parties, le débiteur pourra, dans la huitaine de l'échéance, appeler le bénéficiaire ou tiers porteur du billet en référé devant le président du tribunal de commerce, qui, après avoir entendu les parties, jugera si la situation de ce débiteur est telle, en raison des circonstances économiques actuelles, qu'elle justifie de sa part une demande de délai ; en ce cas, il fixera l'importance des espèces que le débiteur devra verser et qui ne pourront être inférieures au cinquième du montant du billet, augmenté des intérêts et frais. Cette décision sera sans appel.

Le nouveau billet à ordre remis au tiers porteur sera considéré comme substitué au précédent et bénéficiera comme lui de tous les droits dans l'inscription du privilège du vendeur qui lui étaient attachés.

Le billet primitif conservé, entre les mains du porteur, sous ses effets à l'égard de tous endosseurs.

IX

LOI DU 8 JUILLET 1933 TENDANT A ADAPTER AUX NÉCESSITÉS ACTUELLES, DANS L'ORDRE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE, LE RÉGIME DES GRANDS RÉSEAUX DES CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT GÉNÉRAL (1).

La loi du 8 juillet 1933 sur la réorganisation des chemins de fer (3 articles) et l'avenant du 6 juillet 1933 (11 articles) à la convention du 28 juin 1921 auquel elle donne son approbation, comprennent trois séries de dispositions :

1° Diverses modifications aux statuts des Compagnies et à la Convention de 1921 (institution d'administrateurs d'Etat auprès de chacune des Compagnies, dont l'un siègera au Comité de direction des Grands Réseaux, — élargissement des attributions de ce Comité de direction, — création d'une Commission de fonctionnaires de l'Etat à laquelle seront soumis les marchés des réseaux, — modification de la prime de gestion, — renonciation par les Compagnies à une partie de l'indemnité à recevoir de l'Etat, en fin de concession, pour le matériel qui sera repris par celui-ci, — fusion de services et d'exploitation entre les Compagnies d'Orléans et du Midi, chacune de ces compagnies conservant sa personnalité) ;

2° Réduction de l'impôt sur les voyageurs, compensée par un prélèvement égal du prix des billets et des cartes ;

3° Assouplissement des divers textes qui entravent la modernisation du chemin de fer et sa défense contre ses concurrents.

(1) *J. Off.* du 23 juillet 1933.

Si l'on envisage plus spécialement la nouvelle loi au point de vue financier, on constate qu'elle réduit le déficit de 470 millions par an, du fait de la diminution de l'impôt, et que les autres dispositions de nature à produire des économies ou à augmenter les recettes ne réaliseront leurs effets que progressivement.

Dans le courant des mois d'août et de septembre, les Assemblées extraordinaires des Réseaux ont approuvé, à la quasi-unanimité, l'avenant du 6 juillet 1933 à la Convention de 1921, et ont apporté aux statuts des Compagnies les modifications nécessaires à l'application de cet avenant (1).

X

LOI DU 12 JUILLET 1933 AYANT POUR OBJET DE PERMETTRE AUX
COMMERÇANTS, INDUSTRIELS ET ARTISANS D'INTRODUIRE UNE
ACTION EN RÉVISION DU PRIX DE LEUR LOYER EN VUE D'OBTENIR
UNE RÉDUCTION POUR LES BAUX ANTÉRIEURS AU 1^{er} JUILLET
1932 (2).

Notice par M. Henri SERRE,
docteur en droit, avocat honoraire à la Cour de Paris

Cette nouvelle loi de révision fait ressortir une fois de plus la fragilité des contrats en ces temps d'instabilité et de désordre économique qui ont caractérisé l'après-guerre.

La dévaluation du franc avait créé une discordance choquante

(1) Pour tous développements, V. *Bulletin de l'Association des actionnaires et obligataires des chemins de fer français*, juin 1933, p. 94, et octobre 1933, janvier 1934, p. 14 (Paris, 4, rue Lallier, 9^e arrond.).

(2) *J. Off.* du 14 juillet 1933.

BIBLIOGRAPHIE. — Commentaire par M. Esmein, *Lois nouvelles*, n° du 1^{er}-15 septembre 1933, 1^{re} partie, pp. 293 et s. — Commentaire par M. Viatte, *Recueil général des lois, décrets et arrêtés*, 9^e livraison 1933, 1^{re} partie, pp. 289 et s. (Paris, 6, rue de Mézières). — Commentaire de M. H. Jourdain, 1 vol. in-8°, librairie Duchêne, 18, rue Soufflot, Paris.

entre le prix des baux à long terme antérieurs à 1914 ou même à la cessation des hostilités, et la valeur locative des lieux loués.

La loi du 6 juillet 1925 tendit à réparer cette anomalie préjudiciable aux propriétaires et favorable aux locataires, en autorisant la révision, dans le sens d'une majoration, du prix des baux passés avant le 24 octobre 1919.

Les augmentations de loyer établies en vertu de la loi de 1925, comme les prix des baux conclus depuis le décret de cessation des hostilités, furent tout naturellement calculés en fonction des indices économiques du moment.

Aussi, lorsqu'advint un ralentissement accentué des affaires commerciales et industrielles, les prix de loyers fixés aux jours d'une prospérité factice apparurent à leur tour comme excessifs et impossibles à maintenir.

Une nouvelle loi de révision s'imposa donc encore, mais cette fois dans le sens d'une réduction des loyers en cours.

La loi du 12 juillet 1933 procède, comme la loi de 1925, de la même idée générale d'adaptation des prix convenus à la valeur réelle, lorsque, par suite d'événements imprévisibles, les conditions économiques sur la base desquelles avait été conclu le contrat originaire se trouvent sensiblement modifiées.

Elle vise seulement toutefois les baux commerciaux et industriels, tandis que la loi de révision de 1925 s'appliquait indistinctement à tous les loyers.

C'est, du reste, une violente campagne des commerçants qui en a déterminé le vote ; campagne qui n'avait pas sa raison d'être en ce qui concerne les locaux d'habitation et à laquelle les locataires de ces locaux sont restés étrangers.

Deux catégories de non-commerçants, les artisans et l'Etat ou les collectivités publiques locataires d'immeubles affectés à des Offices ayant pour but le développement du commerce, ont toutefois, comme les commerçants, le droit de se prévaloir de la loi nouvelle.

La répercussion fatale de la crise sur les gains des artisans, qui cependant bénéficient par ailleurs des lois sur les locaux d'habitation, et le désir de corriger un bail abusif accepté par un Office furent les causes déterminantes de cette double exception au principe général de la loi.

Il faut et il suffit, pour qu'un bail soit révisible, qu'il soit antérieur au 1^{er} juillet 1932 et d'une durée contractuelle égale ou supérieure à six ans.

Toute diminution, même minime, de la valeur locataire équitable ouvre le droit à révision.

Aucune règle n'est imposée pour déterminer cette valeur loca-

taire équitable qui doit être arbitrée par le juge en tenant compte de tous les éléments d'appréciation.

La loi de 1925 exigeait au contraire, pour admettre l'action en révision, qu'il y eût bail de neuf ans au moins et que le prix porté au contrat fût inférieur de plus d'un part à la valeur locative réelle.

Les cessionnaires, sous-locataires et leurs ayant cause, ont, comme le locataire originaire, le droit de demander la révision, mais les locataires qui, à la date du 1^{er} avril 1933, auront soit cédé soit sous-loué la majeure partie des locaux à un ou plusieurs cessionnaires ou sous-locataires, ne se trouvent pas eux-mêmes dans les conditions requises pour demander la révision et sont exclus du bénéfice de la loi.

Sont également privés du droit de demande de révision, tout au moins pendant une période de trois ans, les locataires ayant bénéficié du prix du loyer de 1914 pendant dix ans, à compter du 24 octobre 1919.

Les baux déjà révisés en vertu de la loi du 6 juillet 1925, comme les baux renouvelés en vertu de la loi du 30 juin 1926, peuvent être révisés à nouveau en vertu de la loi de 1933, sans qu'il soit tenu compte des conditions de délai et de quantum de réduction auxquelles les lois de 1925 et de 1926 avaient subordonné la faculté de révision.

Quant aux baux révisés en vertu de la loi nouvelle, ils seront eux-mêmes révisables à nouveau, mais seulement après l'expiration d'une période de 3 ans.

Toutes clauses de nature à faire échec à la loi sont déclarées nulles, comme dans toutes les précédentes lois sur les loyers. (art. 6.)

La demande en réduction de prix doit être signifiée au bailleur par lettre recommandée ou par exploit d'huissier et le Président du Tribunal doit être saisi par déclaration au greffe dans les six mois de la promulgation de la loi (art. 7).

Il est ensuite procédé, conformément à l'article 16 de la loi du 1^{er} avril 1926, mais le juge conciliateur peut ordonner l'expertise et la décision est rendue en dernier ressort lorsque le prix du loyer dont la révision est demandée ne dépasse 1.500 francs.

Le juge de paix n'est jamais compétent.

La réduction de prix admise prend départ du jour de la demande (art. 1, al. 3).

Bien que cette nouvelle loi de révision ait été inspirée par l'intérêt de seuls locataires, il a été inséré aussi, sur l'initiative de la commission de législation civile de la Chambre, une disposition importante, favorable à certains propriétaires.

La dévalorisation du franc s'était sensiblement accentuée depuis

le 24 octobre 1919 et cependant la loi de 1925 limitait aux baux antérieurs à cette date la faculté de révision.

Il était évidemment injuste que les propriétaires ayant concédé au bail à l'époque du franc-or fussent contraints de subir le même loyer nominal même après la dévaluation de ce franc et le législateur de 1933 a voulu réparer cette injustice.

Une action en révision aux fins d'augmentation, parallèle en quelque sorte à l'action en révision aux fins de réduction, a donc été instituée par l'article 4 de la loi du 12 juillet 1933. Elle est ouverte aux bailleurs ayant conclu des baux avant le 1^{er} janvier 1924 et cette instance est suivie selon la procédure de la loi du 6 juillet 1925, modifiée par celle du 3 avril 1928.

Très logiquement ont été exclus du bénéfice de la loi, puisqu'ils ne pouvaient invoquer la thèse de l'imprévision, les propriétaires ayant acquis l'immeuble loué à titre onéreux postérieurement au 31 décembre 1933.

Notons, en terminant, que 30.000 affaires environ ont été engagées devant le seul Tribunal de la Seine, en vertu de la loi que nous venons d'analyser.

Article premier. — Les prix des baux à loyers normaux, prorogés ou renouvelés, d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, ayant pris cours ou conclus avant le 1^{er} juillet 1932 et d'une durée contractuelle égale ou supérieure à six ans, pourront être révisés en vue d'une réduction de prix.

Les baux conclus au choix des parties pour des périodes successives et ayant pris cours avant le 1^{er} juillet 1932, dont l'ensemble égale ou dépasse six ans, pourront de même être révisés.

La réduction fixée, soit par transaction amiable, soit par décision de justice, sera applicable à partir de la demande et pour la durée du bail ou de la prorogation restant à courir.

Les baux qui ont été révisés en exécution de la loi du 6 juillet 1925 ou renouvelés en vertu de la loi du 30 juin 1926 bénéficieront d'ores et déjà des dispositions de la présente loi, sans qu'il soit tenu compte des délais et conditions prévus par l'article 5 de la loi du 6 juillet 1925 et par le dernier alinéa de l'article 3 de la loi du 30 juin 1926.

Bénéficieront également des dispositions de la présente loi les

baux afférents aux locaux occupés par des offices ayant pour but le développement du commerce.

Ne pourront intenter la demande en revision prévue ci-dessus :

1° Les locataires d'immeubles qui auront bénéficié du prix du loyer de 1914 pendant une période de dix ans, à dater de la cessation des hostilités. Cette exclusion n'aura lieu que pendant trois ans, à partir de la promulgation de la présente loi et la demande de revision devra être formée dans les six mois de l'expiration dudit délai de trois ans.

2° Les locataires qui, à la date du 1^{er} avril 1933, auront, soit cédé, soit sous-loué la majeure partie des locaux à un ou plusieurs cessionnaires ou sous-locataires ne se trouvant pas eux-mêmes dans les conditions requises par la présente loi pour demander la revision.

Art. 2. — Le prix du bail, après revision, ne devra pas dépasser la valeur locative équitable au jour de la demande.

La valeur locative équitable sera déterminée en tenant compte, pour la réduction du loyer, de tous les éléments d'appréciation.

Art. 3. — Les présentes dispositions s'appliquent à tous les baux consentis aux commerçants, industriels et artisans, même si ces baux ont été consentis par l'Etat, les départements, les communes et les autres établissements publics.

Art. 4. — Inversement, les prix des baux à loyers normaux ou prorogés par application de l'article 56 de la loi du 9 mars 1918, ayant pris cours ou conclus avant le 1^{er} janvier 1924, pourront, à la demande du bailleur, selon la procédure de la loi du 6 juillet 1925, modifiée par la loi du 3 avril 1928, être ajustés à la valeur locative équitable telle qu'elle est prévue ci-dessus.

Les dispositions du précédent alinéa sont applicables à tous les baux consentis aux commerçants, industriels et artisans par l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics.

La demande devra être faite dans le délai prévu à l'article 7 ci-dessous.

Ne pourront bénéficier de cette disposition les propriétaires qui auront acquis l'immeuble loué, à titre onéreux, à une date postérieure au 31 décembre 1923.

Sous réserve de l'effet des décisions judiciaires devenues définitives au jour de la promulgation de la présente loi, ne seront pas sujets à révision les baux consentis antérieurement au 1^{er} août 1914 à des locataires de nationalité ex-ennemie et qui, mis en adjudication publique en exécution des lois et décrets de guerre, ont été adjugés moyennant un prix perçu par l'Etat français en fonction des traités de paix.

Art. 5. — Si les conditions économiques se sont modifiées au point d'entraîner une variation de plus d'un quart de la valeur locative fixée conformément à la présente loi, les parties pourront demander la révision du prix précédemment établi, dans les formes et conditions prévues par le dernier alinéa de l'article 3 de la loi du 30 juin 1926.

Les actions en révision actuellement en cours, en vertu du dernier alinéa de l'article 3 de la loi du 30 juin 1926 ou de l'article 5 de la loi du 6 juillet 1925, resteront soumises aux règles de procédure établies par lesdites lois.

Art. 6. — Toutes clauses contraires et de nature à faire échec à la présente loi seront nulles et de nul effet.

Ne sont pas tenues pour telles les clauses inscrites dans les baux antérieurs à la loi, qui en prévoient la révision obligatoire en fonction des circonstances économiques.

Art. 7. — Le locataire, cessionnaire, sous-locataire ou leurs ayants-cause qui voudront obtenir une réduction du prix de leur loyer devront notifier, par lettre recommandée avec avis de réception, ou par acte extrajudiciaire, leur demande au bailleur.

A défaut d'accord amiable entre les parties et dans les six mois qui suivront le jour de la promulgation de la loi, à peine de forclusion, le président du tribunal de la situation de l'immeuble devra être saisi, par déclaration faite au greffe.

Il pourra se faire remplacer par un magistrat du siège, et, au tribunal de la Seine, même par un juge assesseur.

Art. 8. — Il sera ensuite procédé conformément à l'article 16

de la loi du 1^{er} avril 1926, sous réserve des modifications ci-dessous en ce qui concerne la signification.

Le juge conciliateur pourra ordonner l'expertise.

La signification du jugement contradictoire sera faite dans les formes du droit commun.

La décision sera rendue en dernier ressort, lorsque le prix du loyer annuel dont la révision est demandée ne dépassera pas 1.500 francs. Elle ne pourra être attaquée que par le recours devant la commission supérieure instituée par la loi du 14 décembre 1920, en se conformant aux prescriptions de l'article 51 de la loi du 9 mars 1918 et de l'article 4 de la loi du 14 décembre 1920 .

Les autres jugements rendus seront susceptibles d'appel dans les termes du droit commun ; ils seront néanmoins exécutoires par provision, nonobstant appel et sans caution.

Art. 9. — En cas de cession de bail ou de sous-location, le magistrat pourra prescrire la mise en cause des intéressés.

Art. 10. — Il sera statué sur l'appel dans les formes du droit commun.

Les parties pourront se pourvoir en cassation devant la commission supérieure dans les conditions prévues à l'alinéa 4 de l'article 8 ci-dessus.

Art. 11. — Les baux dont le prix aura été réduit en vertu des dispositions de la présente loi ne pourront faire l'objet d'une sous-location totale à un prix supérieur au loyer révisé avant un délai de trois ans à partir de la demande de réduction.

Art. 12. — La présente loi est applicable aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, ainsi qu'à l'Algérie.

Des décrets édicteront dans les colonies et pays de protectorat dépendant du Ministère des colonies les dispositions qui seront nécessaires à son application.

XI

LOI DU 13 JUILLET 1933 MODIFIANT LES DISPOSITIONS DE LA LOI DU 30 JUIN 1926 MODIFIÉE PAR LES LOIS DU 22 AVRIL 1927 ET DU 27 MARS 1928 RÉGLANT LES RAPPORTS ENTRE LOCATAIRES ET BAILLEURS, EN CE QUI CONCERNE LE RENOUELEMENT DES BAUX A LOYER D'IMMEUBLES OU DE LOCAUX A USAGE COMMERCIAL OU INDUSTRIEL (1).

Notice par M. Henri SERRE,

docteur en droit, avocat honoraire à la Cour de Paris

La loi du 30 juin 1926 « réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement de baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel » n'a pas, malgré les très larges dérogations qu'elle apportait à des principes jusqu'alors incontestés, donné toute satisfaction aux protagonistes du nouveau droit miaginé sous le nom de « propriété commerciale ».

Aussi fut-elle, dès sa promulgation, vivement attaquée par ses bénéficiaires au profit desquels elle restreignait cependant déjà beaucoup un des attributs essentiels du droit du propriétaire et faisait échec, par faveur pour certains intérêts particuliers, à la règle tutélaire de la liberté des conventions.

Une nouvelle campagne de revendications fut aussitôt engagée.

Elle a abouti au vote de la loi du 13 juillet 1933, qui modifie les articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 8, 9, 11, 13, 17 et 18, et abroge les articles 12, 14, 15, 16, 18 *bis* et 20 de la loi du 30 juin 1926 déjà légèrement remaniée par la loi interprétative et complémentaire du 22 avril 1927.

Nous ne pouvons tracer iciqu'un aperçu sommaire de cette loi qui comporte des dispositions de nature très différentes.

Les critiques élevées contre la loi de 1926 avaient trait surtout aux conditions d'admission et d'exercice du droit de renouvel-

(1) *J. Off.* du 14 juillet 1933.

BIBLIOGRAPHIE. — Commentaire par M. Esmein, *Lois nouvelles*, nos des 1^{er}-15 octobre et 1^{er} novembre 1933, 1^{re} partie, pp. 355 et s. — Commentaire par M. Viatte, *Recueil général des lois, décrets et arrêtés*, 10^e livraison 1933, 1^{re} partie, pp. 321 et s. (Paris, 6, rue de Mézières).

lement reconnu en principe au locataire, au droit de reprise parfois concédé au propriétaire, et au calcul de l'indemnité d'éviction.

Les locataires obtiennent sur tous ces points, à défaut d'un entérinement complet de leurs desiderata, de très larges satisfactions.

L'article 1^{er} de la loi de 1926 instituait le droit de renouvellement pour les locaux « où s'exploite un fonds de commerce ou d'industrie » et les tribunaux avaient refusé d'étendre ce droit aux locaux annexes quand ils n'étaient pas compris dans le bail principal. La loi nouvelle stipule expressément que les locaux accessoires bénéficieront du même droit, même s'ils appartiennent à un autre propriétaire, pourvu que cette location ait été faite en vue de l'utilisation jointe que leur destinait le preneur, et que cette destination ait été connue du bailleur au moment de la location.

Les baux de terrains nus sur lesquels avaient été édifiées des constructions à usage commercial et industriel ne bénéficient du droit de renouvellement, d'après la loi de 1926, que si ces constructions avaient été, à la connaissance du propriétaire, et dans la commune intention des parties, la raison même de la location.

Nous ne trouvons plus dans le texte remanié de l'article 11 la condition de la « commune intention des parties » et il suffit désormais, pour qu'existe le droit de renouvellement, que les constructions aient été élevées ou exploitées à la connaissance et du consentement du propriétaire.

Les conditions de durée d'exploitation nécessaires pour que le droit de renouvellements soit acquis sont également modifiées, tout au moins en cas de bail verbal.

La loi de 1926 exigeait une jouissance consécutive d'au moins 9 ans, qui est réduite à 6 ans par la loi nouvelle.

Notons aussi que le droit de renouvellement est étendu au sous-locataire vis-à-vis du locataire principal, dans la mesure des droits que ce dernier tient du propriétaire.

Le propriétaire doit être appelé à l'acte et il est tenu au renouvellement vis-à-vis du sous-locataire s'il a autorisé ou agréé la sous-location. Il est également appelé à concourir à toute sous-location et peut demander une augmentation à son principal locataire si le prix de la sous-location est supérieur à celui du bail principal.

Le droit de reprise du propriétaire se trouve, d'autre part, restreint et soumis à des conditions nouvelles. C'est même sur ce point que les discussions ont été les plus vives.

La loi de 1926 reconnaissait le droit de reprise pour occupation personnelle à tout propriétaire.

Les commerçants demandaient avec insistance le retrait de ce droit quand le propriétaire était une Société et ils avaient obtenu de la Chambre un vote conforme à leur prétention. Le Sénat n'a pas accepté mais a consenti cependant à ce que les Sociétés civiles et commerciales ne puissent exercer le droit de reprise que « que pour les locaux de l'immeuble où est établi « le siège social ou pour ceux de l'immeuble où elle entend « transférer le siège social » (art. 5, al. 2). — Notons que le nouveau texte ne fait pas échec au droit de refus de renouvellement qui reste acquis aux sociétés comme aux citoyens propriétaires, mais rend seulement les sociétés passibles de l'indemnité d'éviction quand elles exercent la reprise en dehors du cas spécial prévu par le nouvel article 5.

La loi de 1926 précisait que l'occupation personnelle justificative de la reprise sans indemnité pouvait résulter de l'occupation non seulement par le propriétaire lui-même, mais encore par son conjoint, ses descendants, ses ascendants ou leurs conjoints.

La Chambre voulait exclure les ascendants de cette liste des représentants autorisés du propriétaire et le Sénat n'a pas accepté, mais les conditions d'occupation personnelle ont été rendues plus strictes. Il est expressément stipulé dans la loi nouvelle que, dans tous les cas, l'occupation devra être rigoureusement effective, personnelle, et ne pourra être éludée sous aucune forme, notamment sous forme de gérance. Cette occupation personnelle devra, en outre, être de cinq ans au moins, sauf en cas de motif légitime (art. 5, al 4).

La loi de 1926 assujettissait bien à l'indemnité d'éviction le propriétaire commerçant qui exerçait le droit de reprise pour agrandir les locaux où il exerçait son commerce ou pour fonder une succursale, mais la jurisprudence admettait qu'il n'y avait pas agrandissement si les anciens locaux étaient abandonnés, alors même que les locaux repris seraient plus importants. La loi de 1933 précise au contraire que toute reprise par le propriétaire commerçant entraîne l'indemnité d'éviction dès qu'elle se traduit par un agrandissement soit du commerce, soit des locaux.

Notons aussi que le droit de reprise sans indemnité pour reconstruire l'immeuble a été également subordonné à des conditions de 1933 précise au contraire que toute reprise par le propriétaire devra désormais : 1° donner au locataire un préavis d'une année ; 2° commencer les travaux dans les six mois du départ du dernier locataire évincé ; 3° abandonner au locataire une indemnité égale à deux années de loyer (art. 5, al 8).

Le système de la loi de 1926, c'est-à-dire la seule condition d'un préavis de six mois, est cependant maintenue au cas où le pro-

priétaire qui reprend pour reconstruire prouve que l'immeuble menace ruine ou est insalubre (art. 5, al. 9).

La loi nouvelle édicte d'autre part, tout au moins jusqu'au 1^{er} janvier 1935, une exclusion du droit de reprise sans indemnité en faveur du locataire titulaire de la carte du combattant ou de la veuve de guerre non remariée. Cette exclusion est cependant inopérante si le propriétaire qui veut exercer la reprise, rentre lui-même dans une de ces deux catégories (art 5, al. 11).

Notons enfin que le refus de renouvellement justifié par une raison d'utilité publique, d'un bail consenti par une collectivité publique propriétaire est assimilé au refus de renouvellement pour reconstruire et soumis aux mêmes conditions.

La loi de 1926 posait en principe dans son article 4 que le refus injustifié de renouvellement de bail ouvrait au profit du locataire le droit à une indemnité d'éviction « égale au préjudice causé » par le défaut de renouvellement ».

Les commerçants ne trouvaient pas ces texte assez explicite et obtinrent de la Chambre que le texte fût complété par l'énumération des pertes et manques à gagner pouvant résulter du défaut de renouvellement. Le Sénat n'a pas accepté cette adjonction et le texte ancien a été seulement remanié dans des termes qui n'en modifient nullement le sens juridique. Le nouvel article 4 modifié par la loi du 13 juillet 1933, précise en effet que le juge devra tenir compte de tous les éléments de perte que le locataire aura à subir et du gain dont il sera privé par suite de l'indemnité d'éviction. Or, le juge devait évidemment déjà, pour arbitrer le « préjudice causé » visé par la loi de 1926, tenir compte tout à la fois du « *damnum emergens* » et du « *lucrum cessans* ». — Le droit de repentir a été restreint et ne pourra être exercé qu'autant que le locataire sera encore dans les lieux et n'aura pas déjà loué ou acheté un autre local (art. 4, al. 4).

Résumons enfin les dispositions de la loi nouvelle qui, sans modifier les principes posés par la loi de 1926, réglementent à nouveau les conditions d'exercice du droit de renouvellement, de fixation du nouveau prix, et d'établissement du nouveau bail.

La loi de 1926 avait imparti aux demandeurs en indemnité d'éviction un délai de quinzaine pour introduire leur action ou faire appel du jugement rendu. Ce délai, un peu trop bref, a été prolongé de quinze jours et, par conséquent, fixé à un mois. Il est, en outre, prescrit à la partie demanderesse de faire connaître à la partie adverse les délais que la loi lui ouvre pour prendre parti ou agir en justice et la demande de renouvellement pourra désormais être adressée soit au gérant, soit à un seul des coo-propriétaires qui sont présumés avoir qualité pour la recevoir (art. 2).

Les dispositions de la loi de 1926 fixant le nouveau prix de loyer à somme égale aux offres des tiers, reconnues sincères et réelles, était vivement critiquée. Les commerçants en demandaient la suppression et avaient obtenu gain de cause à la Chambre. Le Sénat n'a pas admis qu'il fût possible d'écarter ainsi un fait justificatif de la valeur locative. Cependant, pour éluder une collusion éventuelle entre le propriétaire et les tiers, le nouveau texte stipule que seules, les offres faites six mois au moins avant l'expiration du bail, pourront entrer en ligne de compte (art. 3).

La multiplicité des instances engagées, surtout dans les premières années d'application de la loi de 1926, avait fatalement engendré des lenteurs et de nombreuses protestations s'étaient élevées contre les retards apportés au dépôt du rapport des arbitres.

La loi de 1933 donne au président du Tribunal le droit de nommer d'office un nouvel arbitre en remplacement du défaillant si le rapport n'est pas déposé dans les trois mois de la réception par les arbitres de l'avis de leur nomination.

Le président du Tribunal est en outre investi du droit de taxer les honoraires des arbitres en cas de contestation.

Des dispositions nouvelles sont prévues en vue d'arriver à la conclusion du bail au cas où, malgré l'accord des arbitres, les parties ou l'une d'elles se refuseraient à le passer aux conditions indiquées par le rapport.

Signalons enfin les dispositions transitoires inévitables en pareille matière.

La loi de 1933 s'applique non seulement aux instances en cours mais encore à toutes celles déjà jugées et dont le jugement n'a pas été exécuté (art. 25). Le législateur de 1933 a voulu respecter non la chose jugée mais les situations de fait nées de l'exécution de ces décisions.

L'article 23 relève propriétaires et locataires de presque toutes les forclusions ou déchéances encourues pour défaut d'observation des prescriptions de la loi du 30 juin 1926.

Sont abrogés un certain nombre d'articles de la loi de 1926, notamment l'article 12 qui admettait la reprise sans indemnité pour reconstruire des immeubles à usage principal d'habitation ou des constructions ayant ce caractère d'utilité générale.

Comme dans toutes les lois sur les loyers, les clauses et stipulations contraires sont déclarées nulles, et il suffit, pour que la nullité soit acquise, que la clause incriminée ait pour conséquence

directe de faire échec au droit de renouvellement sans qu'il y ait lieu de rechercher quelle a été l'intention des parties contractantes (1).

Article premier. — Les articles 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6, 8, 9, 11, 13, 17 et 18 de la loi du 30 juin 1926, complétée par la loi du 22 avril 1927, sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Art. 1^{er}. — Le renouvellement des baux à loyer des locaux et immeubles où s'exploite, depuis au moins deux années, au moment de l'expiration de ces baux, un fonds de commerce ou d'industrie, est régi par les règles ci-après, qui s'appliqueront également aux locaux accessoires dépendant dudit fonds, s'ils appartiennent au même propriétaire, à la condition qu'ils soient nécessaires à son exploitation industrielle ou commerciale et s'ils appartiennent à un propriétaire différent, à la condition que la location qui concerne ces locaux accessoires ait été faite en vue de l'utilisation jointe que leur destinait le preneur et que cette destination ait été connue du bailleur au moment de la location.

« Art. 2 (1^{er} alinéa). — Le locataire, le cessionnaire ou les ayants cause qui voudront obtenir le renouvellement d'un bail écrit devront, dans le délai maximum de deux ans et minimum de dix-huit mois avant l'expiration du bail, ou avant l'expiration de la prorogation s'il en existe une, notifier une demande de renouvellement au bailleur, par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec avis de réception.

« Cette demande devra, à peine de nullité, mentionner expressément la forme et le délai dans lesquels le préavis prévu par

(1) Le *Bulletin de la Chambre des propriétaires* (274, boulevard Saint-Germain, Paris), dans son numéro de septembre 1933, p. 512, a publié intégralement la loi du 30 juin 1926 sur le renouvellement des baux commerciaux remaniée en vertu de la loi du 13 juillet 1933. Les dispositions nouvelles sont imprimées en caractères ordinaires et les parties subsistantes du texte primitif en italiques.

le paragraphe 7 de l'article 5 devra être donné par le propriétaire qui désire exercer le droit de reprise.

« Sauf notification contraire de la part du bailleur, la demande pourra lui être, aussi bien qu'au propriétaire, valablement adressée en la personne du gérant, lequel sera présumé avoir qualité pour la recevoir. De même s'il y a plusieurs propriétaires, la demande adressée à l'un d'eux vaudra à l'égard de tous.

« (2° alinéa). — S'il s'agit d'un bail verbal, tel qu'il est défini dans l'article 17, ou d'un bail comportant plusieurs périodes et que le bailleur dénonce le bail à l'expiration de l'une des périodes autre que la dernière, ou d'un bail dont la durée est subordonnée à un événement dont la réalisation autorise le bailleur à demander la résiliation, la demande en renouvellement devra être formée dans le mois qui suivra le congé ou la demande en résiliation.

« (3° alinéa). — Si la résiliation doit s'opérer de plein droit, le délai d'un mois partira de la notification faite au locataire, par acte extrajudiciaire, de l'événement qui l'aura déterminée. Cette notification devra, à peine de nullité, indiquer que, faute par lui d'avoir formé la demande de renouvellement dans le délai d'un mois, il sera déchu du bénéfice de la loi du 30 juin 1926.

« La même indication devra être fournie en cas de congé ou de demande de résiliation.

« Au cas où la validité de la prorogation légale, instituée par la loi de 1918 et invoquée par le locataire, serait contestée par le propriétaire, la demande de renouvellement pourra être effectuée dans le mois qui suivra la signification de la décision qui aura refusé cette prorogation ou dans le mois qui suivra le refus du bailleur, lequel devra être, à peine de nullité, notifié par acte extra-judiciaire un mois au moins avant l'expiration du bail.

« (10° alinéa). — Toutefois, la partie défaillante aura droit de faire opposition dans le délai de quinzaine de la signification de l'ordonnance rendue contre elle. Cette signification devra mentionner expressément ce délai.

« (Dernier alinéa). — Le greffier recevra les émoluments fixés par le tarif général en vigueur.

« Art. 3. —.....

« (4^e alinéa). — Faute par l'une des parties d'avoir procédé à cette désignation dans les quinze jours qui suivront l'audience de conciliation ou l'expiration des délais d'opposition, il y sera pourvu d'office par le président.

.....

« (6^e alinéa.) — Si le propriétaire justifie, six mois au moins avant l'expiration du bail, d'une offre faite par un tiers, les arbitres vérifieront la sincérité et la réalité de cette offre que le propriétaire pourra accepter si le locataire ne peut faire une offre légale.

« Le prix du loyer sera alors fixé au montant de l'offre reconnue sincère et réelle.

« Pendant la durée de l'instance relative à la fixation du prix, le locataire sera tenu de continuer à payer les loyers échus au prix du bail dont le renouvellement est demandé, sauf compte à faire, le cas échéant, entre bailleur et preneur, après fixation définitive du prix du nouveau bail.

« (7^e alinéa). — Les arbitres devront, en outre, examiner si cette offre est hors de proportion avec la valeur du loyer sur lequel le propriétaire pouvait raisonnablement compter. Dans ce cas, le locataire qui renoncera au renouvellement du bail pourra réclamer une indemnité d'éviction dans les termes de l'article 4 ci-après.

.....

« (9^e alinéa). — Sauf accord entre les parties, la durée du nouveau bail sera égale à la durée du bail précédent, sans toutefois pouvoir dépasser neuf ans.

« (10^e alinéa). — Les autres conditions proposées par le propriétaire ou par le locataire dans un intérêt légitime seront laissées à l'appréciation des arbitres et, en cas de désaccord, à l'appréciation du président du tribunal, sauf à en tenir compte dans la détermination du prix.

« (11^e alinéa). — Le rapport des arbitres sera déposé au greffe dans les trois mois de la réception de l'avis de leur nomination, passé lequel délai le président du tribunal, à la requête de la partie la plus diligente, nommera d'office un nouvel arbitre en remplacement du défaillant.

« Chaque partie avancera et supportera les frais et honoraires de l'arbitre par elle choisi. Ces frais et honoraires seront fixés par le président du tribunal s'il y a contestation à leur sujet. En cas de non-conciliation entre les parties, ces frais et honoraires feront masse avec les autres frais pour être supportés ainsi qu'il en sera décidé par le juge.

« (12^e alinéa). — Qu'il y ait ou qu'il n'y ait pas accord entre les arbitres et si le bail n'est pas conclu, l'affaire reviendra à la requête de la partie la plus diligente, devant le président du tribunal qui constatera l'accord entre elles ou, s'il y a désaccord, statuera après en avoir conféré avec les arbitres et entendu les parties. Celles-ci pourront se faire assister ou, en cas d'excuse, représenter par un avoué ou par un avocat régulièrement inscrit, dispensé de procuration. En cas de difficulté particulière, le président pourra ordonner une expertise.

« (13^e alinéa). — L'ordonnance devra être motivée. Appel pourra en être relevé dans le mois de la signification. Il contiendra assignation et sera signifié à personne ou à domicile et sera porté directement en audience spéciale.

« (14^e alinéa). — Dans le délai d'un mois qui suivra la signification de la décision définitive les parties dresseront un nouveau bail dans les conditions convenues et arbitrées, si mieux n'aime le locataire renoncer à la demande de renouvellement, à charge par lui de supporter tous les frais. Faute par le bailleur d'avoir envoyé dans ce délai à la signature du preneur le projet de bail conforme à la décision susvisée, ou faute d'accord dans le mois de cet envoi, l'ordonnance ou l'arrêt fixant les conditions du nouveau bail vaudra bail.

.....

« Art. 4 (1^{er} alinéa). — Si le propriétaire ou le bailleur refuse de renouveler le bail, ou s'il refuse le renouvellement aux conditions déterminées en application des articles précédents, et

si les motifs allégués par lui ne sont pas jugés graves et légitimes à l'encontre du locataire sortant, celui-ci aura droit à une indemnité égale au préjudice causé par le défaut de renouvellement.

« Le juge devra, pour la fixation de l'indemnité, tenir compte de tous les éléments de perte que le locataire aura à subir et de gain dont il sera privé en suite de l'éviction.

« (2° alinéa). — L'assignation devra être signifiée dans le mois de la notification du procès-verbal de non-conciliation ou de la notification, intervenue postérieurement, du refus de renouvellement aux conditions déterminées en application des articles 2 et 3 de la loi susvisée, opposé par le propriétaire. La notification sera faite par ministère d'huissier et devra mentionner expressément le délai d'un mois à peine de nullité. L'assignation sera donnée devant le tribunal civil dont le jugement pourra être frappé dans le mois de la signification.

.....

« (4° alinéa). — Le propriétaire qui aura succombé pourra néanmoins, dans la quinzaine de la signification de la décision définitive, se soustraire au paiement de l'indemnité, à charge par lui de supporter les frais de l'instance et de consentir au renouvellement du bail dont les conditions, en cas de désaccord, seront fixées conformément aux règles de l'article 3. Ce droit ne pourra être exercé qu'autant que le locataire sera encore dans les lieux et n'aura pas déjà loué ou acheté un autre local.

.....

« Art. 5. — Le propriétaire aura le droit de refuser tout renouvellement du bail lorsqu'il reprendra les locaux loués, soit pour les occuper lui-même, soit pour les faire occuper par son conjoint, ses descendants, ses ascendants ou leurs conjoints. Si la reprise a été effectuée en vue d'une affectation commerciale ou industrielle, seuls le propriétaire ou son conjoint, ses descendants et les conjoints de ceux-ci en pourront bénéficier.

« Le droit de reprise ne pourra être exercé par une société civile ou commerciale que pour les locaux de l'immeuble où est établi le siège social ou pour ceux de l'immeuble où elle entend transférer le siège social.

« Dans tous les cas l'occupation devra être rigoureusement effective, personnelle, et ne pourra être éludée sous aucune forme, notamment sous forme de gérance.

« Elle devra être d'une durée de cinq ans au moins, sauf en cas de motif légitime.

« Si le local ou l'immeuble a été acquis par un commerçant ou un industriel déjà établi, en vue, soit de fonder une succursale, soit d'agrandir son commerce ou ses locaux, qu'il s'agisse d'un agrandissement dans l'immeuble même où il exerce son commerce actuel ou dans tout autre immeuble, le locataire sortant aura droit à l'indemnité prévue à l'article 4, même en cas de reconstruction de l'immeuble.

« L'acquisition visée au précédent alinéa sera même présumée faite dans ce but, sauf preuve contraire, si elle n'a pas date certaine avant les cinq ans qui précèdent l'expiration du bail ou la fin de la prorogation.

« Le propriétaire qui veut exercer le droit de reprise, conformément aux dispositions ci-dessus, devra donner préavis, et ce, par acte extrajudiciaire, au locataire occupant, dans le délai de deux mois, à partir de la demande en renouvellement qui devra à peine de nullité, mentionner la forme et le délai dans lequel ce préavis doit être donné. Ce délai est de rigueur.

« Le propriétaire aura également le droit de refuser le renouvellement du bail lorsqu'il reprendra les lieux pour reconstruire l'immeuble, mais à charge :

« 1° De donner au locataire, par acte extrajudiciaire, un préavis d'une année ;

« 2° De commencer les travaux dans les six mois qui suivent le départ du dernier locataire évincé, les locaux, une fois évacués, ne devant pas être reloués jusqu'à la démolition ;

« 3° D'abandonner au locataire ou de lui payer, préalablement au départ, une somme représentant deux années de loyer.

« Si le propriétaire établit que l'immeuble menace ruine ou est en état d'insalubrité reconnue, la seule condition sera de donner au locataire un préavis de six mois.

« Au cas où il viendrait à être établi à la charge du propriétaire qu'il n'a exercé la reprise du local que dans le but de

faire fraude aux droits du locataire, notamment par des opérations de location ou de revente, que ces opérations aient un caractère civil ou commercial, le locataire aura droit à l'indemnité d'éviction.

« A la condition que ne soit intervenue aucune décision de justice déjà exécutée, ni de convention ayant date certaine avant le 1^{er} juillet 1930, le droit de reprise ne pourra pas être exercé jusqu'au 1^{er} juillet 1935 contre les locataires ou sous-locataires titulaires de la carte du combattant ou veuves de guerre non remariées, à moins que celui au bénéfice duquel le droit de reprise est exercé ne rentre lui-même dans une de ces deux catégories.

« Si l'évacuation d'un immeuble, commencée avant la mise en application de la présente disposition, se trouve interrompue de ce fait, le propriétaire est autorisé à relouer les locaux évacués.

« En cas de désaccord entre les parties tant sur le droit des locataires à se maintenir dans les lieux que sur le montant de l'indemnité d'occupation due par les locataires ainsi maintenus, le magistrat conciliateur statuera à la requête de la partie la plus diligente et sous réserve de droit d'appel comme il est prévu à l'article 4.

« Le paiement en sera garanti par les mêmes voies et privilèges que le loyer.

« Art. 6. — Lorsqu'il est à la fois propriétaire de l'immeuble loué et du fonds de commerce qui y est exploité et que le bail porte en même temps sur les deux, le bailleur, en cas de refus de renouvellement du bail, pourra continuer l'exploitation commerciale ou industrielle, mais il devra une indemnité au locataire, à concurrence du profit qu'il aura retiré de la plus-value apportée soit au fonds, soit à la valeur locative de l'immeuble, du fait des améliorations matérielles effectuées par le locataire.

.....

« Art. 8. — Sous réserve du cas de cession du fonds de commerce au propriétaire qui a exercé le droit de reprise, celui-ci ne pourra, pendant le délai de cinq ans, soit par lui-même, soit par le nouvel occupant qu'il se sera substitué et dont il

sera responsable, exercer, dans les locaux repris, un commerce ou une industrie similaire, sous peine de dommages-intérêts.

« Cette action se cumulera, s'il y a lieu, avec celle de l'article 4.

« Le propriétaire ou le principal locataire qui, en même temps qu'il est le bailleur des locaux qui font l'objet de la demande de renouvellement est aussi le vendeur du fonds de commerce qui y est exploité et qui en a reçu le prix intégral, ne peut exercer le droit de reprise qu'à charge d'une indemnité d'éviction.

« Art. 9. — Sauf motif légitime, le droit au bail dont le renouvellement aura été obtenu dans les conditions ci-dessus déterminées, ne pourra être cédé que par les locataires ayant personnellement exercé le commerce dans l'immeuble pendant trois ans consécutifs dont une année au moins après le renouvellement du bail.

« En cas de cession consentie par un locataire ne remplissant pas cette condition, le renouvellement sera considéré comme nul et non avenue.

.....

« Art. 11. — Les dispositions ci-dessus s'appliquent aux baux de terrains nus sur lesquels ont été édifiées, soit avant, soit après le bail, des constructions à usage industriel ou commercial, du moment que ces constructions ont été élevées ou exploitées à la connaissance et du consentement du propriétaire. Elles ne sont pas applicables aux baux emphytéotiques. Toutefois, les baux consentis par l'emphytéote bénéficient des dispositions ci-dessus sans que, cependant, la durée du renouvellement puisse dépasser la durée du bail emphytéotique.

« Art. 13 (1^{er} alinéa). — Sont nuls et de nul effet, quelle qu'en soit la forme, les clauses, stipulations et arrangements qui auraient pour conséquence directe de faire échec au droit de renouvellement institué par la présente loi.

« (2^e alinéa). — Les baux ou promesses de baux consentis à des tiers pour la période qui doit suivre les baux en cours

ne font échec à ce droit de renouvellement que s'ils ont date certaine avant le 1^{er} janvier 1923.

« Les locataires principaux ne seront pas considérés comme des tiers.

.....

« *Art. 17.* — Les locataires qui pourront invoquer, en vertu d'un bail verbal, une jouissance consécutive d'au moins six ans, pourront demander un renouvellement de bail pour une durée de trois années dans les conditions de l'article 3.

« Cette demande de renouvellement devra être formée par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec avis de réception dans le mois qui suivra le congé donné par le propriétaire.

« *Art. 18 (1^{er} alinéa).* — Le renouvellement des baux concernant des immeubles appartenant à l'Etat, aux départements, aux communes et aux établissements publics pourra être refusé sans que la collectivité propriétaire soit astreinte au paiement de l'indemnité prévue à l'article 4, si son refus est justifié par une raison d'utilité publique.

« Dans ce cas, le locataire évincé bénéficiera des dispositions contenues aux alinéas 8, 9, 10 et 11 de l'article 5 de la présente loi, sous la réserve que le paiement imposé par l'alinéa 11 ne sera exigible que le jour de l'évacuation des lieux.

« En ce qui concerne toutefois le locataire actuellement dans les lieux et qui antérieurement à la promulgation de la présente loi, aura reçu avis de les évacuer, cette mise en demeure tiendra lieu pour lui du préavis prévu par l'alinéa 9 de l'article 5 susvisé.

(2^e alinéa). — La présente loi est applicable aux établissements d'enseignement ainsi qu'aux artisans et faïonniers que les lois fiscales des 31 juillet 1917 et 30 juin 1923 ont exonérés de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. »

Art. 2. — Les lois des 30 juin 1926 et 22 avril 1927 sont complétées ainsi qu'il suit :

« *Art. 21.* — Le sous-locataire est recevable à demander le renouvellement de son bail au locataire principal dans la mesure

des droits que celui-ci tient lui-même du propriétaire. Cette demande devra être débattue en présence du locataire principal et du propriétaire.

« A l'expiration du bail principal, le propriétaire n'est tenu au renouvellement que s'il a, directement ou indirectement, autorisé ou agréé la sous-location et si, matériellement ou dans la commune intention des parties, les lieux faisant l'objet du bail principal ne forment pas un tout indivisible.

« Art. 22. — Le locataire ne se trouvant pas dans l'un des cas formellement exclus par la loi du droit à l'indemnité prévue à l'article 4, ne peut être obligé de quitter les lieux avant de l'avoir reçue, à moins que le propriétaire ne lui verse une indemnité provisionnelle à fixer par le juge conciliateur.

« Cette indemnité sera imputée sur le montant de celle qui sera définitivement fixée, soit à l'amiable, soit en justice, si celle-ci lui est supérieure.

« Dans le cas contraire, le locataire sera tenu envers le propriétaire au remboursement de la différence.

« A dater de la promulgation de la présente loi, tous les loyers payés d'avance sous quelque forme que ce soit et même à titre de garantie, porteront intérêt au profit du locataire au taux pratiqué par la Banque de France pour les avances sur titres, pour les sommes excédant celle qui correspond au prix du loyer de plus de deux termes.

« Défalcation sera faite de cet intérêt sur les quittances de loyer des deuxième et quatrième trimestre en cas de règlement trimestriel et des sixième et douzième mois, si le paiement se fait par mensualité.

« Toutes clauses et conventions contraires seront frappées de nullité absolue.

« Art. 23. — A la condition qu'ils occupent encore matériellement les lieux et que le propriétaire n'ait pas consenti une nouvelle location ou une vente à un tiers par acte ayant date certaine avant le 1^{er} janvier 1931, sont relevés de la forclusion, déchéance ou irrecevabilité et pourront, dans les trois mois de la promulgation de la présente loi, former une demande à fin de renouvellement de bail ou à fin d'indemnité d'éviction :

« 1° Les locataires commerçants dont la demande primitive a été formée hors les délais légaux ou a été adressée à tort, soit au gérant, soit à un seul des copropriétaires, ou qui auraient encouru la déchéance prévue à l'article 10 sous condition qu'il ne soit pas intervenu, dans les deux premiers cas, de décision de justice déjà exécutée ;

« 2° Les locataires dont la demande, sans être tardive ou prématurée, a été cependant déclarée irrecevable, alors qu'elle aurait été recevable si elle eût été notifiée à une autre date au cours des six mois écoulés entre le maximum et le minimum des délais prévus par le paragraphe 1^{er} de l'article 2 ou parce qu'elle a été notifiée sans avis de réception ;

« 3° Les locataires ayant engagé une instance qui s'est terminée moins de deux ans avant l'expiration du bail à renouveler.

« A la condition que ne soit intervenue aucune décision de justice déjà exécutée, sont relevés de la forclusion et pourront, dans les trois mois de la promulgation de la présente loi, signifier, dans les formes prévues par le paragraphe 4 de l'article 5 ci-dessus, leur refus de renouvellement du bail, les propriétaires qui n'auraient pas manifesté leur volonté dans le délai antérieurement prévu.

« Dans le cas d'application de l'alinéa qui précède, le propriétaire sera tenu de l'indemnité de deux années de loyer prévue à l'article 5 ci-dessus, sauf s'il s'agit d'un immeuble menaçant ruine ou insalubre.

« Dans les instances de demandes de renouvellement encore en cours, il ne sera plus tenu compte des déchéances, forclusions ou irrecevabilités ci-dessus spécifiées et lesdites instances se poursuivront devant les tribunaux ou cours actuellement saisis sans qu'il soit besoin de former de nouvelles demandes.

« Au cas où les forclusions, déchéances ou irrecevabilités ci-dessus n'auraient point été opposées à la date de la promulgation de la loi dans les instances actuellement en cours, elles ne pourraient plus l'être ultérieurement et les dites instances se poursuivraient sans qu'il soit besoin de former la nouvelle demande prévue à l'alinéa 1^{er}.

« Les prix des baux renouvelés en vertu de la présente loi

seront dus à partir de l'expiration du bail précédent ou de sa prorogation, sauf imputation des paiements effectués par les locataires maintenus en possession.

« Art. 24. — En cas de sous-location totale ou partielle d'un local à usage commercial, le propriétaire sera appelé à concourir à l'acte.

« Lorsque le loyer de la sous-location sera supérieur au prix de la location principale, le propriétaire aura la faculté de faire fixer conformément à l'article 3 ci-dessus et d'exiger éventuellement une augmentation correspondante du loyer de la location principale, augmentation qui, à défaut d'accord entre les parties, sera déterminée par le tribunal.

« Le locataire devra faire connaître au propriétaire son intention de sous-louer par lettre recommandée ou par acte extrajudiciaire. Dans les quinze jours de la réception de cet avis, le propriétaire devra faire connaître s'il entend concourir à l'acte. S'il refuse ou s'il omet de répondre, il sera passé outre.

« La présente disposition ne s'applique qu'aux baux renouvelables en vertu de la présente loi.

« Art. 25. — La présente loi s'appliquera aux instances qui n'ont pas encore fait l'objet d'une décision déjà exécutée.

« Art. 26. — La présente loi s'appliquera aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle ainsi qu'à l'Algérie.

« Des décrets édicteront, dans les colonies et dans les pays de protectorat, dépendant du Ministère des Colonies, les dispositions qui pourront être nécessaires. »

Art. 3. — Sont abrogés les articles 12, 14, 15, 16, 18 *bis* et 20 de la loi du 30 juin 1926, complétée par la loi du 22 avril 1927.

XII

LOI DU 19 JUILLET 1933 MODIFIANT LES ARTICLES 18 DE LA LOI DU 17 MARS 1905 RELATIVE A LA SURVEILLANCE ET AU CONTRÔLE DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES SUR LA VIE, ET DE LA LOI DU 19 DÉCEMBRE 1907 RELATIVE A LA SURVEILLANCE ET AU CONTRÔLE DES SOCIÉTÉS DE CAPITALISATION (1).

Notice par M. Paul SUMIEN,
directeur honoraire au Ministère du Travail,
professeur à l'Ecole des sciences politiques.

Les réformes que la loi nouvelle apporte à la réglementation actuelle des entreprises d'assurance sur la vie, de capitalisation et d'épargne sont de deux sortes ; l'objet et les raisons en sont précisés dans l'exposé des motifs du projet :

1° La législation en vigueur avant la loi nouvelle impartissait au Conseil d'Etat, au cas de pourvoi formé par une société de l'espèce contre le décret lui retirant l'enregistrement, — pourvoi suspensif, — un délai d'un mois pour statuer. A l'expérience, ce délai s'est révélé trop court pour pouvoir être respecté. La loi le porte à trois mois.

2° Pendant les délais de l'instruction du pourvoi, la société contre laquelle le retrait d'enregistrement a été prononcé continue à fonctionner librement, le pourvoi étant suspensif (art. 18 des lois du 17 mars 1905 et du 19 décembre 1907). Après le rejet du pourvoi et une fois le retrait devenu définitif, la société entre de plein droit en liquidation. Celle-ci peut être faite par un mandataire nommé par l'assemblée générale des sociétaires, et ce mandataire est généralement le conseil d'administration, à moins qu'un liquidateur judiciaire n'ait été désigné à la demande, soit du

(1) *J. Off.* du 21 juillet 1933.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Chambre* : Dépôt du projet, du 25 octobre 1932, doc. parl. n° 699 ; rapport de M. Bouësse, du 17 mars 1933, doc. parl. n° 1581, et adoption sans débats le 24 mai 1933. — *Sénat* : Transmission du 9 juin 1933, doc. parl. n° 367 ; rapport de M. Lancien, du 23 juin 1933, doc. parl. n° 399, et adoption sans débats, le 30 juin 1933.

ministre du Travail, soit des intéressés. Dans le premier cas, le liquidateur amiable conserve la libre disposition des réserves de la société.

« On a vu, dit l'exposé des motifs, l'actif de certaines sociétés entrées en liquidation, soit purement et simplement dilapidé, soit réalisé et remployé dans des conditions qui, pour n'être pas directement contraires aux textes réglementaires, n'étaient certainement pas conformes aux intérêts des porteurs... Nous proposons de soumettre à l'obligation du visa préalable du ministre du Travail ou de son délégué, la réalisation des valeurs qui composent l'actif d'une entreprise, dès le moment où le décret lui retirant l'enregistrement a été rendu, et nonobstant tout pourvoi. Le visa préalable pour la réalisation de l'actif existe déjà en ce qui concerne les tontines, en vertu de l'article 6 du décret du 22 juin 1906 qui se réfère sur ce point à l'article 9, n° 7, de la loi du 17 mars 1905. Il n'implique nullement la mainmise du contrôle sur la gestion financière de la société; mais il oblige cette dernière à signaler au contrôle, *au jour le jour et préalablement*, toutes les mesures de disposition qu'elle compte prendre; il permet ainsi à ce dernier d'intervenir, le cas échéant, et de s'opposer à toute opération qu'il jugerait inspirée par d'autres considérations que l'intérêt des porteurs de contrats ».

Ces deux réformes comporte chacune quelques observations.

*
**

Dans son projet, le gouvernement se bornait, sur le premier point, à porter d'un mois à trois le délai dans lequel le Conseil d'Etat doit statuer en cas de pourvoi contre un retrait d'enregistrement. La Chambre a tenu à fixer, pour éviter toute équivoque, le point de départ de ce délai au jour « du dépôt du pourvoi au greffe du Conseil d'Etat ». L'inobservation du délai par le Conseil d'Etat ne comporte pas de sanction, qu'il serait d'ailleurs assez difficile d'établir. On peut craindre que le délai nouveau, ainsi allongé, ne soit encore dépassé dans des affaires dont l'instruction peut être particulièrement délicate. Les deux rapporteurs de la loi à la Chambre et au Sénat ne paraissent pas s'être fait d'illusions sur l'efficacité de la réforme.

L'étendue de cette réforme est d'ailleurs très limitée : l'article 18 des lois de contrôle étant seul modifié, elle ne concerne que le pourvoi en matière de *retrait* d'enregistrement.

Au cas de *refus* d'enregistrement par le ministre du Travail, soit d'une société, soit d'un tarif, soit de modifications statutaires, ou si le délai de six mois imparti par l'article 2 desdites lois au ministre, pour statuer sur cette demande, s'est écoulé sans

qu'il soit intervenu de décision, les intéressés peuvent également former un recours pour excès de pouvoir devant le Conseil d'Etat (Art. 3 des lois de 1905 et 1907). Ce recours n'est pas suspensif, puisque la société ne fonctionne pas encore et que les manœuvres dilatoires qu'on peut redouter de sa part au cas de retrait d'enregistrement ne sont pas à craindre ici : elles se retourneraient contre la société. Là, les textes de 1905 et 1907 impartissent déjà au Conseil d'Etat l'obligation de statuer dans les trois mois. Les délais se trouvent donc aujourd'hui unifiés.

Mais la rédaction nouvelle du 19 juillet 1933 soulève une difficulté imprévue. Le texte déclare « modifiés comme suit les articles 18 de la loi du 17 mars 1905... et de la loi du 19 décembre 1907 », et l'alinéa 1^{er} du nouvel article 18, c'est-à-dire aussi bien de l'article 18 de la loi de 1905 que de l'article 18 de la loi de 1907, dispose : « Ce décret [de retrait d'enregistrement] est rendu après avis conforme du Comité consultatif *des assurances sur la vie* ».

Ainsi donc, pour se conformer à la disposition nouvelle, parfaitement claire et nette, au cas de retrait d'enregistrement d'une société de capitalisation ou d'épargne, le décret devrait être pris sur avis conforme du Comité consultatif *des assurances sur la vie*, et non plus sur celui du Comité *des entreprises de capitalisation et d'épargne*, séparé du Comité-Vie et constitué en comité consultatif distinct depuis la loi du 31 juillet 1917.

Cette conséquence, très importante, puisqu'elle aboutirait à dessaisir ce comité de la plus essentielle de ses prérogatives, n'a pas été voulue par le législateur : rien dans les travaux préparatoires ne la laisse entrevoir. Elle paraît cependant s'imposer en présence d'une rédaction aussi précise. On pourra certes soutenir que c'est une simple inadvertance et que le texte est écrit aussi bien pour le comité-vie que pour le comité-capitalisation, *mutatis mutandis*. Il serait toutefois prudent, dans l'hypothèse de pourvois toujours possibles de la part de sociétés de capitalisation ou d'épargne, de rectifier cette rédaction qui permettrait de soutenir devant le Conseil d'Etat l'incompétence et le vice de forme comme moyens de recours pour excès de pouvoir. Pourquoi ne pas avoir repris la formule si simple et qui s'appliquait aux deux cas de l'article 18 de la loi du 19 décembre 1907 : « Sur avis conforme du Comité consultatif », ou bien plus simplement encore : « Le délai d'un mois des articles 18 des lois du 17 mars 1905 et du 19 décembre 1907 est porté à trois mois, à dater du dépôt du pourvoi au greffe du Conseil d'Etat » ?

*
**

La loi du 19 juillet 1933 complète les deux articles 18 par l'adjonction d'un alinéa nouveau, soumettant les entreprises d'assurances sur la vie, de capitalisation et d'épargne, objet d'un décret leur retirant l'enregistrement, à l'obligation de demander le visa préalable du ministre du Travail ou de son délégué, pour réaliser tout ou partie des valeurs composant son *actif*.

Cette obligation s'impose à la société, même si elle a formé un pourvoi contre le décret lui retirant l'enregistrement et malgré l'effet suspensif de ce pourvoi ; à cet égard, l'alinéa 3 déroge à l'alinéa 2 du nouvel article 18. Mais cette obligation n'existe qu'au cas de *retrait* d'enregistrement et non au cas de *refus* : le texte qui est d'ordre réglementaire et pénal doit être interprété restrictivement.

Pour la même raison, le texte, qui emploie le mot *réalisées*, n'interdit pas les arbitrages entre valeurs réglementaires, la société remplaçant, par exemple, des fonds d'Etat par des obligations de chemins de fer pour une somme équivalente. Il n'en serait pas de même dans le cas où des valeurs mobilières seraient vendues pour remployer les fonds en achats d'immeubles ou en hypothèques : il y a en effet alors *réalisation* des valeurs.

Par contre, le texte dit : « les valeurs composant l'*actif* de l'entreprise ». Le sens et l'étendue du mot *actif* dans ce cas ont été précisés récemment par la Cour de cassation : il comprend non seulement les réserves mathématiques et la réserve de garantie, mais *tout l'avoir* des sociétés, qui doit être placée en valeurs réglementaires : Cass. crim. 13 janvier 1933, Sir. 1933, 1, 193(avec la note de M. J.-A. Roux).

En ce qui concerne enfin la sanction, le texte du gouvernement se bornait à renvoyer « aux peines prévues par l'article 16 de la présente loi ». La référence était trop vague et la sanction n'aurait pas pu jouer. En effet, ainsi que le fit remarquer le rapporteur de la Chambre, « l'article 16 prévoit deux délits distincts qu'il punit de peines différentes : l'un dans son premier alinéa ; l'autre, plus grave, dans son quatrième alinéa. Il faut que la loi détermine quelle pénalité elle entend viser, car sinon le juge ne pourra en appliquer aucune ». Aussi proposait-il de compléter ainsi la phrase : « prévues par l'article 16, *alinéa 1^{er}*, de la présente loi ». Cette adjonction a été adoptée par les deux Chambres et la pénalité applicable est donc celle du premier alinéa de l'article 16, c'est-à-dire une amende de 16 à 100 francs et la publica-

tion du jugement aux frais des condamnés ou des entreprises civilement responsables (art. 17 des lois de 1905 et de 1907), sous réserve de l'application de l'article 463 du Code pénal.

Article unique. — Les articles 18 de la loi du 17 mars 1905, relative à la surveillance et au contrôle des sociétés d'assurances sur la vie, et de la loi du 19 décembre 1907 relative à la surveillance et au contrôle des sociétés de capitalisation sont modifiés comme suit :

« Art. 18. — L'enregistrement d'une entreprise, effectué en vertu de l'article 2 de la présente loi, cesse d'être valable dès qu'un décret constate que l'entreprise ne fonctionne plus en conformité soit de ses statuts, soit de la présente loi ou des décrets et arrêtés qu'elle prévoit. Ce décret est rendu après avis conforme du comité consultatif des assurances sur la vie, les représentants de l'entreprise ayant été mis en demeure de fournir leurs observations par écrit ou d'être entendus dans un délai d'un mois sur communication des irrégularités relevées contre l'entreprise. Le comité doit émettre son avis motivé dans le mois suivant.

« Dans un délai de huitaine, à compter de la notification du décret, l'entreprise peut se pourvoir pour excès de pouvoir devant le Conseil d'Etat, qui doit statuer dans les trois mois, à dater du dépôt du pourvoi au greffe du Conseil d'Etat. Ce pouvoir est suspensif. La publication du décret au *Journal Officiel* ne pourra être faite qu'après le rejet du pourvoi par le Conseil d'Etat.

« A partir de la notification du décret, et nonobstant tout pourvoi, les valeurs composant l'actif de l'entreprise ne peuvent être réalisées que sur visa préalable du ministre du Travail ou de son délégué, toute infraction à la présente disposition comportant application des peines prévues par l'article 16, alinéa 1^{er}, de la présente loi. »

XIII

LOI DU 13 NOVEMBRE 1933 RÉGLEMENTANT LE DROIT DE VOTE DANS
LES ASSEMBLÉES D'ACTIONNAIRES DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS (1).

Notice par M. Ch. LAURENT,
docteur en droit.

L'utilisation dans les sociétés anonymes d'actions dites à vote plural ou à vote privilégié, donnant droit dans les assemblées générales à un plus grand nombre de voix que les autres actions, après avoir été à peine connue avant la guerre, s'est introduite dans la pratique au cours des années qui l'on suivie et s'est rapidement développée.

Les abus que cette pratique pouvait faire craindre dès ses débuts, et qui ne manquèrent pas de se produire, suscitèrent, à partir de l'année 1921, divers projets de loi tendant, soit à la réglementation des actions à vote privilégié, soit à leur suppression totale (2).

Ces initiatives, de même que les études qui se multiplièrent sur la question, aboutirent à une première réforme qui fit l'objet de l'article 6 de la loi du 26 avril 1930.

On sait que cette disposition régla la question pour l'avenir, en interdisant de créer désormais des actions à vote plural, mais ne visa pas celles déjà existantes, qui devaient demeurer par suite dans le *statu quo*, jusqu'à ce que leur sort fût réglé par une nou-

(1) *J. Off.* du 15 novembre 1933.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — Documentation trop abondante pour pouvoir être relevée ici et à laquelle renvoient les commentaires de la loi.

BIBLIOGRAPHIE. — H. Bosvieux, La nouvelle réglementation du droit de vote dans les sociétés par actions. (Commentaire de la loi du 13 novembre 1933.) *Journal des Sociétés*, 1934, p. I. — Bernard Auger : Le nouveau régime des actions à vote plural. *Revue des Sociétés*, 1933, p. 213. — *Les lois nouvelles* : Commentaire de la loi du 13 novembre 1933, n° du 1^{er} décembre 1933, 3^e partie, p. 653. — Henry Solus : Le nouveau régime légal des actions au droit de vote privilégié (loi du 13 novembre 1933). *Les lois nouvelles*, n°s des 1^{er}, 15 janvier et 1^{er} février 1934, 1^{re} partie. — H. Decugis : Le nouveau régime des actions à vote plural (loi du 13 novembre 1933). — Cheminai : La réglementation du droit de vote dans les assemblées d'actionnaires des Sociétés par actions. — Georges Piot : Commentaire dans le *Recueil général des lois, décrets et arrêtés*, 3^e livraison, 1934, 1^{re} partie, p. 105 et s. (Paris, 6, rue de Mézières).

velle intervention législative. Parant au plus pressé, on s'était ainsi borné à limiter les abus, sauf à résoudre plus tard par une nouvelle loi le problème particulièrement épineux des actions existantes : cette nouvelle loi devait être celle du 13 novembre 1933 qui, cette fois, règle effectivement la question du vote privilégié d'une façon complète, c'est-à-dire tant pour le passé que pour l'avenir.

Pour liquider le passé, elle prescrit la suppression, dans un délai maximum de deux années, des droits de vote privilégié attribués à des actions avant la prohibition de la loi du 26 avril 1930. Pour l'avenir, elle consacre expressément le principe de la proportionnalité du droit de vote au capital possédé, mais sous réserve toutefois de diverses dérogations sur lesquelles nous reviendrons plus loin : si bien que, sur ce deuxième point, la nouvelle loi, tout en confirmant l'interdiction de la loi de 1930, en atténue la rigueur.

Le cadre du présent commentaire ne permet pas d'aborder toutes les questions que soulève l'application de cette loi. Des explications nous paraissent surtout utiles sur les trois points essentiels suivants : le principe de la proportionnalité du droit de vote et du capital ; l'institution du droit de vote double ; la suppression du droit de vote privilégié ancien. Il suffira ensuite de mentionner brièvement les autres dispositions de la loi.

I. — PRINCIPE DE LA PROPORTIONNALITÉ DU VOTE AU CAPITAL

Désormais, c'est ce principe, logique et équitable, qui régit les délibérations d'assemblées générales. La règle ayant un caractère impératif, il va de soi qu'en dehors des dérogations spécialement admises, toute clause contraire serait nulle.

Précisons que c'est le quantum seulement du capital qui détermine le droit de vote de l'actionnaire, sans qu'il y ait à distinguer suivant que ce capital est entièrement libéré ou non, ni suivant qu'il est ou non amorti.

Observons également que l'interdiction légale de restreindre le droit de vote de l'actionnaire n'empêche nullement de subordonner l'admission dans l'assemblée ordinaire à la possession d'un certain nombre d'actions, car l'actionnaire qui n'en possède pas le nombre voulu n'est pas dépouillé pour cela de son droit de vote, qu'il peut toujours exercer en recourant à la faculté de groupement.

Le principe ainsi posé comporte deux sortes d'exceptions expressément visées par la nouvelle loi : les unes restrictives, les autres extensives de ce droit de vote.

Les dérogations dans le sens restrictif sont : a) le maintien de la limitation à dix du nombre de voix des actionnaires dans les

assemblées constitutives ou assimilées, limitation qui résulte de la disposition finale, expressément réservée, de l'article 27 de la loi du 24 juillet 1867 ; b) la faculté de limitation, également maintenue, qu'autorise l'art. 31 de la loi de 1867, tel qu'il a été modifié par la loi du 1^{er} mai 1930.

Les dérogations dans le sens extensif sont : a) le maintien, par l'art. 6 de la loi, des droits de vote privilégié en vigueur dans les sociétés dont le capital, pour des raisons d'intérêt général, est en partie propriété de l'Etat, de départements, de communes ou établissements publics, et dans les sociétés ayant pour objet des exploitations coloniales concédées par les autorités administratives ; b) celle résultant de l'institution du vote double dans ses diverses applications ; c) à titre transitoire, le maintien en vigueur des anciens droits de vote privilégié pendant la période (limitée à deux ans au maximum) devant s'écouler entre la date de la nouvelle loi et celle de l'adaptation à celle-ci des statuts de chaque société. Cette dernière dérogation n'est pas formellement exprimée, mais elle résulte clairement des dispositions de la loi.

Parmi ces diverses exceptions, celle qui a trait au vote double, et qui constitue l'innovation essentielle de la loi, appelle des explications particulières.

II. — INSTITUTION DU VOTE DOUBLE

La loi permet d'attribuer un droit de vote double à certaines actions, à la condition qu'elles soient nominatives, dans les trois cas suivants :

1^o Lors de la constitution de la société, aux actions entièrement libérées ;

2^o En cours de société, aux actions inscrites au nom du même titulaire depuis deux ans au moins ;

3^o En cas d'échange des actions à vote plural actuelles contre des actions ordinaires, aux actions ainsi remises en échange.

Dans tous les cas, la conversion au porteur ou le transfert du titre entraîne de plein droit la cessation du droit de vote double, à moins qu'il ne s'agisse de transfert par suite de succession (*ab intestat* ou testamentaire), de partage de communauté, ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible.

Si le vote double est adopté, tout actionnaire rentrant dans les conditions requises en bénéficie. La loi permet cependant d'exclure de son application, par une disposition statutaire, les actionnaires de nationalité étrangère.

Ainsi le législateur, après avoir mis fin à la faculté arbitraire de créer un droit de vote privilégié pour les raisons les plus

diverses, a conçu et autorisé l'institution d'un privilège de vote, mais doublement limité : quant aux causes, par sa restriction aux trois cas qui viennent d'être énumérés, et quant aux effets, par la fixation du droit de vote privilégié au double du droit de vote ordinaire.

La première application constitue une faveur au profit des fondateurs d'une société, faveur que paraissent justifier l'initiative prise et le premier risque couru, en même temps qu'un encouragement à la libération des actions.

La deuxième application, particulièrement heureuse à notre avis, favorise l'actionnaire qui, par la possession durable de titres nominatifs, témoigne de son attachement à la société.

Enfin, l'attribution de ce droit de vote à ceux qui possédaient précédemment des actions à vote plural est une juste atténuation de la mesure d'expropriation dont ils se trouvent frappés.

Ces trois exceptions, toutes liées à la forme nominative de l'action, peuvent constituer un nouvel avantage de cette forme et par suite un encouragement à son adoption, ce qui n'est pas non plus dénué d'intérêt pour le Trésor.

III. — SUPPRESSION DES ANCIENNES ACTIONS A VOTE PRIVILÉGIÉ

Le législateur a eu la double préoccupation de mettre fin aux droits de vote privilégié existants et de donner aux intéressés le laps de temps nécessaire pour s'adapter à la situation nouvelle : précaution indispensable pour qu'il ne se produisît pas de brusques renversements de majorité, qui auraient gravement lésé de légitimes intérêts. Deux années sont accordées aux sociétés intéressées pour mettre leurs statuts en harmonie avec la nouvelle législation ; mais la loi prend, à juste titre, la précaution d'interdire toute modification à la consistance ou à la répartition du capital, tant que cette adaptation n'est pas accomplie.

Le problème le plus délicat à résoudre consistait à déterminer les conditions de suppression du vote privilégié. Sur ce point, le législateur dispose qu'à défaut de prévision figurant dans les statuts des sociétés, celles-ci pourront, à leur gré, procéder, soit au remboursement de la valeur des actions à vote privilégié, soit à leur échange contre des actions ordinaires au porteur ou contre des actions nominatives jouissant, dès cet échange, d'un droit de vote double.

Il va de soi que la valeur dont il est ici question (qu'il s'agisse de remboursement ou d'échange) est la valeur réelle de l'action.

Son évaluation est une question de fait. Deux catégories d'actionnaires sont intéressées à cette estimation : les propriétaires d'actions à vote privilégié et les propriétaires d'actions ordinaires. Aussi la loi prévoit-elle que les conditions de remboursement ou

d'échange seront soumises à l'assemblée extraordinaire des actionnaires (dans laquelle la loi précise que le vote privilégié ne pourra pas s'exercer), et à l'assemblée spéciale des porteurs d'actions à vote privilégié.

A défaut d'accord entre ces deux assemblées, les conditions du remboursement ou de l'échange sont fixées en dernier ressort par un arbitrage dont la constitution et le fonctionnement sont réglés par les 5^{me} et 6^{me} alinéas de l'article 3.

Aucune règle n'étant imposée par la loi pour cette estimation, les assemblées, ou à défaut les arbitres, pourront prendre en considération tous les éléments dont ils jugeront devoir tenir compte.

Une des questions qu'ils seront appelés à apprécier sera celle de savoir si l'on doit ou si l'on peut faire entrer en ligne de compte, parmi les éléments de cette évaluation, le droit de vote privilégié lui-même. La directive à suivre à cet égard devrait être, à notre avis, la suivante : la perte du privilège, puisqu'elle résulte de la volonté impérative du législateur, ne saurait, par elle-même, justifier une indemnité que supporteraient les porteurs d'actions ordinaires. Mais si, lors de la création des actions à vote privilégié, ce privilège a été compensé par un sacrifice pécuniaire à la charge des souscripteurs de ces actions et au profit des autres actionnaires, comme cela s'est souvent produit, il ne serait pas juste de maintenir un sacrifice qui n'aurait plus sa raison d'être ; il faut donc, en pareil cas, en tenir compte, non pas tant pour indemniser les intéressés de la perte de leur privilège que pour les indemniser d'un sacrifice fait par eux en contrepartie de celui-ci.

IV. — DISPOSITIONS DIVERSES

Les principales dispositions dont l'analyse précède sont complétées par diverses mesures qu'il convient de signaler rapidement.

Tout d'abord, la loi devait, comme conséquence de la prohibition par elle édictée, prévoir la sanction des infractions à cette règle. C'est l'objet de l'article 4 qui déclare nulles les délibérations qui seraient ainsi prises, sans préjudice d'une amende à la charge des administrateurs ou gérants.

Par contre, l'article 5 couvre les nullités qui auraient été encourues, avant la promulgation de la loi, par suite de l'utilisation du vote privilégié : le législateur entend ainsi couper court aux litiges se rattachant à l'application dans le passé du vote plural, en raison notamment de la controverse relative à son exercice dans les assemblées extraordinaires.

Dans un autre ordre d'idées, la loi, qui a maintenu l'ancien droit de vote privilégié pour certaines sociétés et autorisé l'ins-

titution d'un droit de vote double dans les divers cas énoncés plus haut, entend que les tiers ne puissent ignorer cette situation : d'où l'interdiction, formulée par l'article 7, de publier les cours des titres d'une société, lorsqu'elle est dans ce cas, sans que soit indiquée l'existence d'actions de cette nature. Mention doit en être faite également au registre du commerce. Toute infraction est punie d'une amende de 500 francs à 1.000 francs.

Le législateur prend enfin les précautions nécessaires pour qu'une opération, qui est ordonnée par elle, n'entraîne pas de charges fiscales : à cet effet, elle a prévu, dans les quatre derniers alinéas de l'article 3, diverses exonérations.

*
* *

Telles sont les grandes lignes de la nouvelle loi. Des critiques ont été formulées contre son texte, qui laisse place à certaines difficultés d'application. Si cette loi n'est sans doute pas parfaite, on doit reconnaître cependant que, dans son ensemble, elle est pleinement satisfaisante. Il était nécessaire de mettre fin à une pratique qui avait donné lieu à de nombreux et graves abus. Il était indispensable, par contre, de ménager une période de transition entre le libre exercice du vote privilégié et sa suppression totale. Il était enfin équitable, après avoir prohibé l'utilisation arbitraire du vote privilégié, de traiter différemment, quant à leurs droits de vote dans les assemblées générales, l'actionnaire occasionnel et l'actionnaire habituel. Peut-être est-il permis de penser que le surcroît d'influence accordé à ce dernier a été dosé d'une façon un peu trop parcimonieuse, et de regretter que le législateur n'ait pas été plus loin dans cette voie, en accroissant davantage le nombre de voix de l'actionnaire justifiant de la possession de ses actions pendant une durée de cinq ans ou de dix ans par exemple. Quoiqu'il en soit, la loi du 13 novembre 1933, en mettant fin à d'incontestables abus, et en substituant à une situation confuse des solutions claires en même temps que rationnelles, constitue à notre avis une heureuse réforme.

Article premier. — Dans les assemblées des actionnaires, le droit de vote attaché aux actions est obligatoirement proportionnel à la quotité du capital social souscrit qu'elles représentent respectivement, sans préjudice des limitations du nombre de voix dont peut disposer un membre de l'assemblée, prévues par les articles 27 et 31 de la loi du 24 juillet 1867.

Toutefois, un droit de vote double de celui conféré aux actions

au porteur, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent, peut être attribué : soit pas les statuts aux actions nominatives libérées dès l'origine, soit par ces statuts ou une assemblée générale extraordinaire ultérieure, à toutes les actions libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative, depuis deux ans au moins, au nom du même actionnaire ; le tout, sous réserve des dispositions statutaires relatives aux actionnaires de nationalité étrangère, et aussi des dispositions de l'article 3 ci-après.

Ce droit de vote double cesse de plein droit, et nonobstant toute clause contraire, pour toute action ayant fait l'objet d'une conversion au porteur ou d'un transfert. Néanmoins, n'interrompra pas le délai de deux ans ci-dessus fixé ou conservera le droit acquis, tout transfert du nominatif au nominatif, par suite de succession *ab intestat* ou testamentaire ou de partage de communauté de biens entre époux. Il en sera de même, en cas de donation entre vifs, au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible.

Art. 2. — A peine de nullité de la délibération, toute convocation d'assemblée générale extraordinaire, appelée à statuer sur la création d'actions à droit de vote plus fort, devra contenir un ordre du jour indiquant, de façon précise, cet objet de la réunion.

Les assemblées délibéreront, à cet égard, dans les conditions fixées par les alinéas 4 et 5 de l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867.

Art. 3. — Dans le délai de deux ans à dater de la promulgation de la présente loi, les sociétés devront mettre leurs statuts en harmonie avec les dispositions qui précèdent.

Aucune modification touchant à la consistance ou à la répartition du capital ne pourra être faite avant l'accomplissement de ces formalités.

Une assemblée générale extraordinaire aura à statuer sur les modifications de statuts nécessitées par la présente loi, sans que le droit de vote privilégié puisse s'exercer dans ladite assemblée.

A défaut de prévisions insérées dans les statuts originaux

ou modifiées par décisions d'assemblées générales extraordinaires dans lesquelles le vote privilégié ne s'est pas exercé, la société pourra, à son gré, procéder, soit au remboursement de la valeur des actions à vote privilégié, soit à leur échange contre des actions ordinaires au porteur, ou contre des actions nominatives jouissant, dès cet échange, d'un droit de vote double.

Les conditions de l'échange ou du remboursement seront soumises à l'assemblée générale des actionnaires et à l'assemblée spéciales des bénéficiaires d'actions à droit de vote privilégié. A défaut d'accord entre ces deux assemblées, chacune d'elles désignera un arbitre, un troisième arbitre étant désigné par le président du Tribunal de commerce dans le ressort duquel se trouve le siège social. Ces trois arbitres fixeront les conditions de l'échange ou du remboursement. Leur sentence ne sera susceptible ni d'opposition ni d'appel.

Cette sentence sera, dans les trois jours de sa date, déposée par la partie la plus diligente au greffe du tribunal civil dans le ressort duquel le siège social est situé, et rendue exécutoire par ordonnance du président de ce même tribunal.

Les actes ou pièces exclusivement relatifs à l'exécution de la présente loi sont dispensés des droits d'enregistrement, à l'exclusion du droit d'apport édicté par l'article 15 de la loi du 29 juin 1918, dont le taux sera toutefois réduit à 1 p. 100 sans décimes.

Les opérations nécessitées par l'échange de titres fait en exécution de la présente loi sont dispensées des droits de transfert et de conversion. Si les titres primitifs ont été timbrés, les nouveaux titres seront timbrés à l'extraordinaire ou visés pour timbre gratis, dans la mesure où leur valeur nominale n'excède pas celle des titres primitifs.

L'article 80 de la loi du 13 juillet 1925 n'est pas applicable aux remboursements et amortissements effectués sur le montant des actions à droit de vote privilégié pour l'exécution de la présente loi.

La remise, en contre-valeur, au détenteur d'une action à vote plural supprimée, d'une action ordinaire d'un nominal plus élevé, est exonérée de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Art. 4. — Sont nulles les délibérations des assemblées d'actionnaires qui seraient ultérieurement prises en violation des dispositions de la présente loi, sans préjudice d'une amende de cent francs à mille francs dont seront passibles chacun des membres des conseils d'administration ou des gérants.

Art. 5. — Les délibérations prises antérieurement à la promulgation de la présente loi par les assemblées extraordinaires ne peuvent être annulées pour la raison que, dans ces assemblées, les actionnaires d'une certaine catégorie auraient disposé de plusieurs voix par action.

Art. 6. — Par dérogation aux dispositions qui précèdent, dans les sociétés dont le capital serait, pour un motif d'intérêt général, en partie propriété de l'Etat, de départements, de communes ou d'établissements publics, et dans celles ayant pour objet des exploitations concédées par les autorités administratives compétentes, hors de la France métropolitaine, le droit de vote continuera à être réglé par les statuts en vigueur au jour de la promulgation de la présente loi.

Art. 7. — Lorsque les actions d'une société seront pourvues d'un droit de vote plus fort, aucune publication des cours de titre quelconque de cette société ne peut avoir lieu sans qu'y soit indiquée l'existence d'actions de cette nature.

Mention en sera faite, en outre, au registre du commerce.

Toute infraction aux dispositions du présent article sera punie d'une amende de 500 à 1.000 francs.

Art. 8. — Sont abrogées les dispositions légales relatives au régime des sociétés par actions, en tant que ces dispositions sont contraires aux prescriptions des articles qui précèdent.

La présente loi est applicable aux sociétés constituées avant sa promulgation.

Art. 9. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

XIV

LOI DU 20 DÉCEMBRE 1933 MODIFIANT L'ARTICLE 28 DE LA LOI DU 25 VENTÔSE AN XI ET SUPPRIMANT LA FORMALITÉ DE LA LÉGALISATION POUR LES ACTES NOTARIÉS LORSQU'IL DOIT EN ÊTRE FAIT USAGE EN FRANCE ET AUX COLONIES (1).

Notice par M. André PRUD'HOMME,
notaire à Paris

L'article 28 de la loi du 25 ventôse an XI oblige les notaires à faire légaliser par le Président du tribunal civil de leur arrondissement les actes dont il devra être fait usage hors de leur ressort.

La loi du 2 mai 1861 a remplacé cette légalisation par celle du juge de paix du canton, lorsque le notaire ne réside pas au siège du tribunal.

La loi du 20 décembre 1933 a supprimé la légalisation pour les actes dont il doit être fait usage en France ou dans les colonies.

La suppression de cette formalité était depuis longtemps réclamée par les notaires ruraux ; ceux-ci, en effet, sont obligés de faire pour ces légalisations des déplacements coûteux qui retardent en outre pour les clients la livraison des actes.

A vrai dire, ces légalisations ne signifiaient pas grand chose. Elles supposaient connues de chacun les signatures des juges de paix ainsi que des magistrats de première instance de toute la France et de leurs suppléants et ne présentait donc pas beaucoup de garantie.

L'adjonction d'une signature incontrôlable d'un magistrat ne pouvait arrêter un faussaire qui aurait déjà imité la signature des parties, celle du notaire et celle du receveur de l'enregistrement.

(1) *J. Off.* du 22 décembre 1933.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Chambre* : 17 novembre 1930, proposition de loi de M. Georges Pernot ; 20 janvier 1933, rapport de M. de Nadail-lac ; 10 février 1933, adoption. — *Sénat* : 16 février 1933, transmission de la proposition de loi ; 3 novembre 1933, rapport de M. Vallier ; 7 décembre 1933, déclaration d'urgence et adoption.

Cependant ce genre de faux ne paraît pas avoir existé sur une échelle appréciable.

L'on ne saurait donc qu'approuver cette disposition qui, introduite par la loi du 9 août 1919, pour les actes civils, ne paraît pas avoir eu d'inconvénient.

Il sera toujours possible à la personne à qui sera présenté un acte suspect de s'assurer de la véracité de cet acte en demandant au notaire dont le nom figure sur l'acte, confirmation d'une indication de l'acte, tel que par exemple un ordre de prénoms, une date ou une adresse. Il saura ainsi si l'acte a bien été reçu en son étude.

Dans les relations avec les pays étrangers rien n'est changé à l'usage des légalisations successives de la signature du notaire par celle du juge de paix, de celle du juge de paix par le ministère de la Justice, de cette dernière par le ministère des Affaires étrangères.

Toutes les signatures sont ainsi contrôlées à chaque légalisation et l'acte présenté donne toutes les garanties.

Cette manière de faire est du reste conforme au mode de légalisation pratiqué par les autres pays.

Article premier. — L'article 28 de la loi du 25 ventôse an XI, est modifié ainsi qu'il suit :—

« Art. 28. — Les actes notariés ne seront légalisés qu'autant qu'il y aura lieu de les produire devant les autorités étrangères et sauf conventions internationales contraires.

« La légalisation sera faite par le président du tribunal de première instance de la résidence du notaire, et en outre pour les notaires n'ayant pas leur résidence au chef-lieu judiciaire, par le juge de paix du canton de leur ressort. »

Art. 2. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies de la Réunion, de la Martinique et de la Guadeloupe.

XV

LOI DU 20 DÉCEMBRE 1933 SUPPRIMANT LA PEINE DE LA FERMETURE
DU FONDS DE COMMERCE (1).

Notice par M. Eugène POURTIER,

arbitre rapporteur près le Tribunal de commerce de la Seine.

Cette loi modifie celles des 9 novembre 1915 et 1^{er} octobre 1917 la première ayant pour objet la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons et la seconde la suppression de l'ivresse publique et la police des débits de boissons.

Ces lois prévoyaient, dans certains cas, la fermeture définitive du fonds, c'est-à-dire, ainsi qu'observe très justement dans son intéressant commentaire sur la loi du 20 décembre 1933, M. Patouillet (*Lois Nouvelles* n° du 15 février 1934) une «... peine réelle frappant l'établissement à la différence de l'interdiction d'exploit-

(1) *J. Off.* 22 décembre 1933.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Chambre* : Proposition de loi de M. René Coty, du 18 juin 1925 (Doc. ann. n° 1745) ; rapp. de M. Cautru du 7 déc. 1927 (Doc. ann. n° 5182) ; adoption le 13 mars 1928, *J. Off.* du 14, déb. p. 1443.

Sénat : Transmission le 5 juin 1928 (doc. ann. n° 495) ; rapport de M. Lugol du 26 mars 1929 (doc. ann. n° 209) ; Avis de M. Fernand Merlin au nom de la Commission de l'hygiène du 23 déc. 1931 (doc. ann. n° 947) ; déclaration d'urgence, discussion et adoption le 24 déc. 1931 (*J. Off.* du 25, déb. p. 1816).

Chambre : Retour le 19 janvier 1932 (doc. ann. n° 6153) ; rapport de M. Cautru du 16 fév. 1932 (doc. ann. n° 6389). Nouvelle transmission en raison du changement de législature le 7 juin 1932 (doc. ann. n° 67) ; rapport de M. Cautru du 6 décembre 1932 (doc. ann. n° 992) ; avis de M. Georges Boucheron au nom de la Commission du commerce du 23 février 1933 (doc. ann. n° 1466) ; avis de M. Guy Menant au nom de la Commission de l'hygiène du 9 mars 1933 (doc. ann. n° 1519) ; rapport supplémentaire de M. Cautru du 23 mars 1933 (doc. ann. n° 1614) ; 2^e rapport supplémentaire de M. Cautru du 15 juin 1933 (doc. ann. n° 2030) ; adoption le 3 juillet 1933 (*J. Off.* du 4, déb. p. 3386).

Sénat : Retour le 5 juillet 1933 (doc. ann. n° 491) ; Rapport de M. Lugol du 24 octobre 1933 (doc. ann. n° 572) ; avis de M. Mauger au nom de la Commission de l'hygiène du 7 décembre 1933 (Doc. ann. n° 645) ; discussion et adoption le 7 décembre 1933 (*J. Off.* du 8, déb. p. 1899).

BIBLIOGRAPHIE. — Commentaire de M. Viatte, dans le *Recueil général des lois, décrets et arrêtés*, 1934, 4^e livraison, 1^{re} partie, p. 149 (Paris, 6, rue de Mézières).

ter, peine personnelle, atteignant la personne même du délinquant obligé de renoncer à l'exercice de sa profession ; elle l'atteint même dans ses intérêts matériels puisque tout en conservant son fonds il est obligé de le faire exploiter par un tiers... »

La fermeture du fonds portait préjudice aux intérêts des tiers : paropriétaire de l'immeuble, précédent propriétaire non encore payé du prix de vente, autres créanciers nantis, fournisseurs, etc...

Si l'interdiction est définitive (et elle le sera dans l'hypothèse prévue par l'article 6 § 3 de la loi du 20 déc. 1933) ou si elle est supérieure à deux années, le tribunal devra ordonner la vente du fonds aux enchères publiques si le fonds est la propriété du délinquant (art. 9, § 1). Dans le cas où le délinquant n'est que gérant du fonds « ... s'il l'exploitait pour le compte du propriétaire... », prescrit l'article en question, le tribunal autorisera la reprise du fonds par le propriétaire.

L'interdiction d'exploiter ne peut excéder deux ans dans le cas d'infraction aux dispositions à l'article 5 de la loi du 1^{er} octobre 1917 qui sanctionne les délits suivants : donner à boire à des individus ivres, recevoir des mineurs de moins de 18 ans ou des malades hospitalisés, servir des alcools à des mineurs ou malades (art. 1^{er} de la loi).

Elle peut excéder deux ans en cas d'infraction aux dispositions de l'article 11 de la loi du 1^{er} octobre 1917. L'article 3 de la loi du 20 décembre 1933 se borne à laisser aux tribunaux le soin de fixer la durée de l'interdiction. Mais si cette interdiction ne pouvait excéder les deux années prévues en son article 1^{er}, la disposition de l'article 9 ci-dessus visée prévoyant la mise en vente du fonds exploité par le délinquant ne pourrait se concevoir puisque cette vente ne peut être ordonnée que si l'interdiction est prononcée pour une durée supérieure à deux années.

A moins, toutefois, qu'il s'agisse d'une contradiction qui a échappé au législateur, comme celle que relevait dans son rapport au Sénat M. Lugol, s'étonnant, fort justement, que le titre de la loi indique qu'elle tend à la suppression de la fermeture du fonds alors qu'elle prévoit, dans certains cas, cette fermeture. L'honorable sénateur avait en vue l'article 2 qui prévoit la fermeture définitive et obligatoire (puisque le tribunal *devra* la prononcer) « en cas de nouvelle infraction constatée dans le même établissement pendant un délai de deux ans... »

A signaler, encore, les dispositions de l'article 10 prévoyant la réouverture d'un débit fermé en vertu des dispositions que la nouvelle loi déclare abrogées à la seule condition que cette réouverture soit demandée dans le délai de six mois qui suivra sa promulgation.

La réouverture doit être demandée par voie de requête au tri-

bunal du lieu. La requête peut-être présentée, indépendamment du propriétaire du fonds, par celui de l'immeuble où il est exploité ou par un créancier ou un ayant droit du délinquant au préjudice duquel la fermeture du fonds a eu lieu.

Et cette disposition finale révèle (ce qui résulte d'ailleurs de l'examen des travaux préparatoires) que le législateur a entendu, surtout, sauvegarder les droits des tiers bien plutôt qu'atténuer les rigueurs des lois antérieurement promulguées, dans l'intérêt des débitants.

Article premier. — L'article 6 de la loi du 1^{er} octobre 1917 sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons est rédigé ainsi qu'il suit :

« Toute personne qui aura encouru deux condamnations en police correctionnelle pour l'un ou l'autre des délits prévus en l'article précédent sera déclarée, par le second jugement, incapable d'exercer les droits indiqués en l'article 3. Dans le même cas, le tribunal pourra lui interdire l'exploitation d'un débit de boissons pour un temps qui ne saurait excéder deux ans. »

Art. 2. — Le dernier paragraphe de l'article 10 de la loi du 1^{er} octobre 1917 sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons est ainsi modifié :

« En cas de nouvelle infraction constatée dans le même établissement pendant un délai de deux ans, la fermeture définitive du délit devra être ordonnée par le tribunal. »

Art. 3. — L'article 11 de la loi du 1^{er} octobre 1917 sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons est ainsi rédigé :

« Toutes les condamnations à l'emprisonnement d'un mois au moins, pour une infraction quelconque aux dispositions de la présente loi, toute condamnation prononcée par application de l'article précédent, entraîneront, pour ceux contre lesquels elles seront prononcées, l'interdiction d'exploiter un débit de boissons, pendant un délai dont le tribunal fixera la durée. »

Art. 4. — Le deuxième paragraphe de l'article 6 de la loi du 9 novembre 1915 relative à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons est ainsi rédigé :

« Toute infraction aux dispositions des article 3, 4 ou 5 sera punie d'une amende de seize à deux cents francs et entraînera pour le condamné l'interdiction d'exploiter un débit de boissons pendant un délai dont le tribunal fixera la durée. En cas de récidive, l'amende pourra être portée jusqu'au double et le coupable pourra, en outre, être condamné à un emprisonnement de six jours à un mois. »

Art. 5. — L'article 12 de la loi du 9 novembre 1915 relative à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons est ainsi rédigé :

« L'ouverture d'un débit de spiritueux en dehors des conditions ci-dessus indiquées sera punie d'une amende de 100 à 2.000 francs, sans préjudice des pénalités fiscales actuellement en vigueur.

« Dans le même cas, le tribunal pourra lui interdire l'exploitation d'un débit de boissons pendant un temps dont le tribunal fixera la durée. »

Art. 6. — Le paragraphe 2 de l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1915 relative à l'interdiction de la fabrication, de la vente en gros et au détail, ainsi que de la circulation de l'absinthe et des liqueurs similaires est rédigé ainsi qu'il suit :

« Les contraventions au paragraphe 1^{er} du présent article seront punies à la requête de l'administration des contributions indirectes, des peines fiscales prévues à l'article 1^{er} de la loi du 28 février 1872 et à l'article 19 de celle du 30 janvier 1907. Le tribunal pourra, en outre, interdire aux condamnés d'exercer à l'avenir un commerce ou une industrie ayant pour objet la fabrication, la vente ou la circulation des boissons, vins et liqueurs, pendant un délai qui ne pourra excéder deux ans.

« En cas de nouvelle infraction constatée dans le même établissement pendant un délai de deux ans, l'interdiction prévue au paragraphe précédent d'exercer à l'avenir un commerce ou une industrie ayant pour objet la fabrication, la vente ou la

circulation des boissons, vins et liqueurs, pendant un délai qui ne pourra excéder deux ans.

« En cas de nouvelle infraction constatée dans le même établissement pendant un délai de deux ans, l'interdiction prévue au paragraphe précédent d'exercer à l'avenir un commerce ou une industrie ayant pour objet la fabrication, la vente ou la circulation des boissons, vins et liqueurs, sera obligatoire pour les tribunaux. »

Art. 7. — L'article 4 de la loi du 19 juillet 1845, modifiée et complétée par la loi du 12 juillet 1926, concernant l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses, notamment l'opium, la morphine et la cocaïne, est rédigé comme suit :

« Dans tous les cas prévus par la présente loi, les tribunaux pourront ordonner la confiscation des substances saisies. Cette confiscation ne pourra toutefois être prononcée lorsque le délit aura été constaté dans une officine pharmaceutique si le délinquant n'est qu'un gérant responsable, à moins que le propriétaire de l'officine n'ait fait acte de complicité.

« Pour les cas prévus au premier paragraphe de l'article 2 et au deuxième paragraphe de l'article 3, les tribunaux pourront interdire au condamné l'exercice de la profession, à l'occasion de laquelle le délit a été commis, pendant un temps qui ne pourra excéder deux ans.

« Dans les cas prévus au deuxième paragraphe de l'article 2, les tribunaux devront ordonner la confiscation des substances, ustensiles, matériel saisis, des meubles et effets mobiliers dont les lieux seront garnis et décorés, ainsi que l'interdiction pour le délinquant, pendant un délai que le tribunal fixera, d'exercer la profession sous le couvert de laquelle le délit aura été perpétré. »

Art. 8. — Toute infraction aux dispositions d'un jugement ou de la loi portant contre le condamné interdiction d'exercer sa profession sera punie d'une amende de 500 à 5.000 francs et d'un emprisonnement de six jours à deux ans.

Pendant la durée de cette interdiction, le condamné ne pourra,

sous les mêmes peines, être employé à quelque titre que ce soit dans l'établissement qu'il exploitait, même s'il l'a vendu, loué ou mis en gérance. Il ne pourra non plus être employé dans l'établissement qui serait exploité par son conjoint, même séparé.

Art. 9. — Lorsque l'interdiction d'exercer sa profession, prononcée contre le condamné, sera d'une durée supérieure à deux ans, le tribunal ordonnera la vente du fonds aux enchères publiques, si ce fonds est sa propriété.

S'il l'exploitait pour le compte du propriétaire, le tribunal en autorisera la reprise par ce dernier, nonobstant toutes conventions contraires et quelle que soit la durée de l'interdiction prononcée.

Lorsqu'il ordonnera la vente, le tribunal nommera un administrateur provisoire du fonds et désignera le notaire chargé de procéder à la vente suivant les règles ordinaires en matière de vente de fonds de commerce.

En cas de difficultés, il sera statué par le juge des référés.

Art. 10. — Nonobstant les dispositions du paragraphe 1^{er} de l'article 11 de la loi du 9 novembre 1915, ne sera pas considérée comme ouverture d'un nouveau débit de boissons, à la condition qu'elle soit effectuée dans les six mois qui suivront la promulgation de la présente loi, la réouverture d'un débit fermé en vertu des dispositions abrogées par la présente loi.

Cette réouverture sera demandée au tribunal du lieu par voie de requête présentée, soit par le propriétaire de l'immeuble ou du fonds, soit par un créancier ou un ayant droit du délinquant au préjudice duquel la fermeture du fonds a eu lieu. Le tribunal pourra ordonner, suivant le cas, la reprise du fonds par son propriétaire ou sa vente aux enchères par le ministère du notaire qu'il désignera.

Le produit de la vente, dans ce dernier cas, sera réparti entre les créanciers du débitant.

XVI

LOI DU 27 DÉCEMBRE 1933 PORTANT FIXATION DE L'ORGANISATION
DOUANIÈRE ET FISCALE DES TERRITOIRES FRANÇAIS VISÉS PAR
L'ARRÊT DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE
DU 7 JUIN 1932 (1).

Notice par M. E. HÉRON DE VILLEFOSSE,
docteur en droit.

Cette loi abroge (sauf les articles 2 et 3 provisoirement maintenus en vigueur) celle du 16 février 1923 dont nous avons déjà rendu compte au sujet du litige existant depuis trop longtemps entre la France et la Suisse sur la question des zones franches (*Annuaire de législation française*, 1923, p. 55). Un compromis d'arbitrage a été ensuite conclu le 30 octobre 1924 entre les deux pays (*Annuaire de législation étrangère*, 1924, p. 45) : Il tendait à obtenir de la Cour de justice internationale de La Haye l'interprétation et, au besoin, l'exécution d'un texte d'ailleurs assez équivoque, à savoir l'article 435, alinéa 2, du traité de paix de Versailles (2). Ce compromis d'arbitrage franco-suisse n'a été ratifié à Paris que beaucoup plus tard en mars 1928 (V. son texte au *J. Off.* du 23 mars 1928).

Dès lors commençait la phase judiciaire du procès.

La France voulait l'abolition des zones. La Suisse réclamait leur maintien tout en se déclarant prête à accepter pour elles un « régime plus stable et plus libéral ».

(1) *J. Off.* du 29 décembre 1933. L'application de cette loi a motivé le décret du 29 décembre (*J. Off.* du 30) relatif à l'organisation des zones franches du pays de Gex et de la Haute-Savoie.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES (extrait). — *Chambre* : S. E. annexe 2683, doc. parl. p. 322 ; annexe 2780, doc. p. 1177. — Discussion, débats parl. (2^e séance du 22 décembre 1933), *J. Off.* p. 4839.

(2) De plus, le 6 avril 1925, M. Herriot, pour la France, et pour la Suisse M. Dunant, son ministre à Paris, signaient un traité de conciliation et d'arbitrage qui liait les deux pays pendant dix ans. Le décret de sa promulgation en France est du 23 mars 1934 (*J. Off.* du 25 mars).

Depuis 1928, cette controverse internationale a d'abord fait l'objet de deux décisions préparatoires de la Cour de La Haye en forme d'ordonnances des 19 août et 6 décembre 1930 déterminant les droits respectifs des deux parties en vue d'une entente. Celle-ci ne s'étant pas produite dans les délais prescrits, la Cour permanente a rendu le 7 juin 1932 son arrêt définitif qui se borne à une solution de droit strict.

Cet arrêt, adopté par 6 voix contre 5, règle le statut futur des zones sur la triple base que voici :

La Cour donne raison à la Suisse sur le fond du droit : les zones sont maintenues, l'article 435 du traité de Versailles n'a rien abrogé, et nous avons jusqu'au 1^{er} janvier 1934 pour reculer à nouveau notre ligne douanière.

La France se voit, d'autre part, confirmée dans son droit d'établir à la frontière politique un système de surveillance et un cordon fiscal.

Enfin, en contre-partie du maintien des zones « il y a lieu de prévoir, dit la Cour, en faveur des produits des zones, une importation des marchandises en franchise ou à droits réduits à travers la ligne des douanes fédérales. »

Tel est à grands traits l'arrêt du 7 juin 1932 (Lapradelle, *Revue de droit international*, t. X, 1932, p. 670). M. Henry Trémond, délégué du ministère des Affaires étrangères aux zones franches, en présente l'examen critique dans la *Revue parlementaire et politique* du 10 septembre 1932, p. 491, à la suite d'un article de M. le professeur Le Fur du 10 avril 1932, p. 40, même revue.

Reste à régler le problème d'exécution de cette sentence en ce qui touche le régime des franchises qu'elle n'éclucide pas dans ses détails.

Au cours de l'année 1933 les négociations sur ce point se sont poursuivies entre les trois experts-arbitres désignés par les gouvernements suisse et français (rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur sa gestion en 1933, p. 81 et s.).

Il est possible qu'une solution du différend soit trouvée du côté suisse naturellement, puisque la France est liée par la décision de La Haye (1).

(1) Le Conseil national, dans sa session de juin 1934, s'est déjà préoccupé du danger qui menace aujourd'hui la vie économique du canton de Genève. — V. « au paradis de la contrebande », enquête faite sur les lieux, par Guy Mounereau (*Echo de Paris* des 30 et 31 mai, 2, 4, 5, 11 et 13 juin 1934). — V. aussi *Lois nouvelles*, 1^{er} février 1934, 3^e partie, p. 83.

Article premier. — A partir du 1^{er} janvier 1934, cesseront d'être assujetties au régime douanier français les parties du territoire national comprises entre la frontière franco-suisse et la ligne des douanes telle qu'elle aura été fixée en exécution de la loi du 17 mars 1928, par arrêté du ministre du Budget.

Elles demeureront soumises, à tous autres égards, aux mêmes dispositions que l'ensemble du pays. En particulier, y seront applicables, comme sur le reste du territoire national, les impôts de toutes sortes perçus à l'occasion de la production, de la préparation, de la circulation, de la consommation, de la vente ou de l'achat des marchandises, ainsi que les prescriptions relatives à la circulation des personnes et des véhicules, à la sauvegarde de l'ordre et de la santé publique, à la protection des animaux et des plantes et à la loyauté du commerce.

Art. 2. — En vue d'assurer l'application des dispositions d'ordre fiscal et autres mentionnées à l'alinéa 2 de l'article 1^{er} ci-dessus, il sera établi à la frontière séparant les territoires français visés audit article 1^{er} des cantons suisses limitrophes, une ligne de surveillance composée de bureaux et de postes dits de « finances ».

Art. 3. — Les marchandises transportées de l'étranger à destination des territoires français visés à l'article 1^{er} de la présente loi, par la frontière séparant ces territoires des cantons suisses limitrophes, et réciproquement, devront être conduites directement à un bureau de finances et y être déclarées par écrit, par leurs détenteurs, pour y être vérifiées et soumises aux taxes autres que douanières dont elles pourraient être passibles.

Une exception à cette règle est prévue pour les produits agricoles récoltés par les propriétaires des zones sur les parcelles de leur propriété situées au delà de la frontière, en territoire suisse. Ces produits sont réputés français à condition d'être introduits au moment de la récolte et conduits dans l'exploitation agricole. Ils seront exempts de taxe de douane lorsqu'ils seront, ensuite, introduits en territoire intérieur assujéti au régime douanier.

La forme dans laquelle devront être établies les déclarations et les cas dans lesquels une déclaration verbale pourra être

substituée à la déclaration écrite, seront fixés par arrêté du ministre du Budget.

Art. 4. — Les marchandises expédiées, autrement que par chemin de fer, de l'étranger, à destination du territoire douanier français, en transit par les régions visées à l'article 1^{er} de la présente loi, devront être déclarées par leurs détenteurs dans les bureaux de finances spécialement désignés. Elles seront placées sous le lien d'un acquit-à-caution qui devra être rapporté au bureau de finances d'émission, dans un délai maximum de seize jours, dûment revêtu d'un certificat de décharge du bureau de douane d'introduction dans le territoire douanier. A défaut, les soumissionnaires pourront être astreints à payer, indépendamment des pénalités prévues par les lois et règlements relatifs aux taxes autres que douanières éventuellement exigibles, une amende égale à la valeur des marchandises non représentées au bureau de douane précité.

Les conditions dans lesquelles devront être effectuées les autres opérations de transit par les régions visées à l'article 1^{er} de la présente loi, seront fixées par arrêté du ministre du Budget.

Art. 5. — Des décrets rendus sur la proposition des ministres du Budget, du Commerce et de l'Industrie et de l'Agriculture pourront, sous les conditions qu'ils détermineront, autoriser l'importation, en franchise des droits et taxes de douane, ou au bénéfice de droits et taxes de douane spéciaux, dans le territoire douanier, des produits originaires des régions françaises visées à l'article 1^{er} de la présente loi.

Art. 6. — Pour assurer l'application des dispositions qui seront prises en exécution de l'article 5 de la présente loi, il pourra être créé, dans les territoires français visés à l'article 1^{er}, des agents techniques qui auront qualité pour procéder chez les producteurs et les expéditeurs aux investigations jugées nécessaires.

Art. 7. — Afin d'empêcher les introductions frauduleuses dans le territoire douanier, pourront être appliquées dans les

régions françaises visées à l'article 1^{er} de la présente loi, toutes mesures convenables contre le dépôt et le stationnement des marchandises étrangères.

Pour la recherche des dépôts de ces marchandises, les agents des bureaux et postes de finances pourront, en se faisant assister d'un officier municipal du lieu, effectuer des visites domiciliaires lorsqu'ils auront des commencements de preuves ou de fortes présomptions de fraudes. Toutefois, ces visites ne pourront être faites que de jour.

Art. 8. — Pour l'exécution de leur service, les agents des bureaux et postes de finances auront le droit de libre passage sur les rives françaises du lac Léman.

Art. 9. — Pour autant qu'elles ne tomberont pas sous le coup de lois et règlements spéciaux, et sous réserve du droit de transaction du ministre du Budget, les infractions aux dispositions de la présente loi et des décrets et arrêtés rendus pour son application seront constatées et poursuivies comme en matière de douane et punies d'une amende fiscale de 100 à 10.000 fr.

Art. 10. — Sous réserve des dispositions particulières prévues aux articles 3, 4 et 5 de la présente loi, les mesures d'application que comportent les articles 1^{er} à 9 qui précèdent seront déterminées par décrets rendus sur la proposition du ministre du Budget, après avis des départements ministériels intéressés.

Art. 11. — Sont classés dans la voirie nationale les chemins ci-après, faisant actuellement partie de la voirie vicinale du département de la Haute-Savoie :

Le chemin vicinal de grande communication n° 14, depuis son embranchement au delà d'Eloïse, avec la route nationale n° 508, jusqu'à son aboutissement à la route nationale n° 206, au delà de Vulpens ;

Le chemin vicinal d'intérêt commun n° 3, depuis son embranchement avec la route nationale n° 508, avant Epagny, jusqu'à son aboutissement à la route nationale n° 201, vers le Grand-Brogny ;

Le chemin vicinal ordinaire n° 1, de la commune d'Etre-

bières; entre la route nationale n° 206 et la route départementale de la Roche à Annemasse ;

Le chemin vicinal ordinaire n° 10, entre la route départementale de la Roche à Annemasse et le chemin de grande communication n° 15 de Cruseilles à Monnetier-Mornex.

Art. 12. — Le ministre des Travaux publics est autorisé à engager, pour l'année 1934, dans la limite d'un maximum de 20 millions de francs, les dépenses destinées aux travaux routiers devenus nécessaires en raison du rétablissement des zones franches.

Le ministre des Finances est autorisé à engager, en 1934, dans la limite de 7.500.000 francs, les dépenses devenues nécessaires pour l'organisation et le fonctionnement des services douaniers à la limite des zones franches (Traitements, indemnités du personnel, 4 millions de francs. — Installations matérielles, 3.500.000 francs).

Ces dépenses seront imputables, soit sur les crédits de paiement à ouvrir au titre des budgets des exercices suivants, soit, le cas échéant, sur des autorisations de dépenses figurant dans une loi de perfectionnement de l'outillage national.

Art. 13. — Sera abrogée, à compter du 1^{er} janvier 1934, la loi du 16 février 1923, à l'exception des articles 2 et 3, qui seront provisoirement maintenus en vigueur.

Art. 14. — Le Gouvernement est autorisé à prendre les mesures nécessaires en vue d'assurer aux produits des territoires français visés à l'article 1^{er} de la présente loi l'importation en franchise ou à droits réduits, à travers la ligne des douanes suisses, telle qu'elle est prévue par la sentence arbitrale du 7 juin 1932.

Art. 15. — Sont rétablis dans leurs limites antérieures les arrondissements de Gex et de Saint-Julien-en-Genevois, supprimés par le décret du 10 septembre 1926.

Eu égard à la spécialité de l'administration dans ces territoires, les conditions de nomination des premiers titulaires de ces deux sous-préfectures seront fixées par décret.

Art. 16. — Les expéditions de marchandises à destination des territoires visés à l'article 1^{er} de la présente loi seront assimilées, en ce qui concerne la réduction des tarifs et l'exemption de l'impôt sur les transports, aux expéditions à destination des territoires non soumis au régime douanier français.

Il en sera de même des transports à destination des entrepôts réels de douane qui seraient créés dans les gares avoisinantes situées en territoire assujetti.

Un décret sera pris pour assurer l'exécution du présent article.

ALSACE ET LORRAINE.

Notice générale par M. René CAPITANT,
professeur à la Faculté de Droit de Strasbourg

L'année 1933 n'a pas apporté de réformes profondes à la législation alsacienne-lorraine.

I

I. — L'unification du droit, notamment, ne s'est poursuivie que sur des domaines secondaires : police sanitaire, organisation de la police d'Etat dans les grandes villes, taxes communales et départementales.

A. — En ce qui concerne la police sanitaire, l'art. 21 de la loi du 7 juillet 1933 réalise une double réforme. D'une part, il introduit en Alsace-Lorraine les articles 40 et 41 de la loi du 21 juin 1898, comblant ainsi une lacune de la législation sanitaire locale. (Le premier de ces articles interdit l'exercice de la médecine vétérinaire dans les maladies contagieuses des animaux à quiconque n'est pas pourvu du diplôme de vétérinaire et le second interdit l'exposition, la vente ou la mise en vente des animaux atteints ou soupçonnés d'être atteints de maladies contagieuses). D'autre part, il déclare applicable aux trois départements la loi du 7 juillet 1933 elle-même, sur la prophylaxie de la tuberculose des bovidés et sur le contrôle de la salubrité des viandes. Cette loi, rendue nécessaire par les progrès de la tuberculose bovine, réalise, après dix ans de discussions, une importante réforme en organisant la collaboration de l'Etat et des propriétaires dans la prophylaxie de cette maladie, en faisant de celle-ci un vice rédhibitoire de la vente, et en prescrivant des mesures sévères quant à l'utilisation du lait et des viandes provenant d'animaux tuberculeux. Cette réforme s'applique donc dans les départements recouvrés comme dans les autres départements. Seuls, quelques articles

(2, 3, 9 et 10) n'y sont pas applicables, mais les deux premiers, visant, l'un, la liste des maladies donnant lieu à déclaration et, l'autre, l'abatage en cas de morve, ont, sauf différences secondaires, leur équivalent en droit local, et quant aux deux derniers, visant l'inspection des viandes, ils n'avaient guère à être introduits dans une région où l'inspection des viandes est obligatoire et généralisée depuis le xv^e siècle.

B. — Trois villes, en Alsace-Lorraine, ont une police d'Etat : Strasbourg, Mulhouse et Metz. Le statut de ces polices avait conservé une grande partie de la réglementation allemande, ce qui les distinguait des autres villes françaises possédant également une police d'Etat : Lyon, Marseille, Toulon-La-Seyne et Nice. D'ailleurs, les polices de ces dernières villes étaient également régies par des statuts différents, d'où il résultait un grand désordre administratif. Le décret du 23 juillet 1933 unifie toutes ces polices en un service unique dont le recrutement est directement assuré par le Ministère de l'Intérieur, et dont les agents peuvent être indirectement affectés à la police de l'une ou l'autre ville.

C. — La loi du 13 août 1926 a autorisé les départements et les communes à percevoir des taxes. Cette loi a déjà été introduite dans les départements recouvrés par la loi du 17 juillet 1931, qui prévoyait qu'un règlement d'administration publique déterminerait les modalités de l'application de la loi dans ces départements. Le décret ainsi prévu a été promulgué le 4 mars 1933. Il se borne à étendre aux trois départements les règles qui ont été édictées pour le reste de la France par les divers décrets rendus en application de la loi du 13 août 1926, sauf en ce qui concerne un certain nombre de taxes, pour lesquelles il fixe des règles spéciales. Ces taxes sont les suivantes : taxe sur les voitures, chevaux, mules et mulets, taxe sur les cercles, sociétés et lieux de réunion, taxe d'habitation d'après la valeur locative des locaux d'habitation, taxe sur la valeur locative des locaux servant à l'exercice d'une profession et, enfin, taxe sur les chasses louées et gardées.

II. — La législation locale, dans la mesure où elle subsiste, exige encore l'intervention du Parlement pour être réformée et adaptée aux événements, indépendamment même du souci de la rapprocher de la législation française.

La dévaluation monétaire explique ainsi la loi du 7 mars 1933, qui applique les coefficients 5 au montant de toutes les amendes prévues par la loi locale du 25 juillet 1900 sur les professions.

Des considérations de justice expliquent par ailleurs les modifications et compléments apportés au code des assurances sociales du 19 juillet 1911 et à la loi du 20 décembre 1911 sur l'assu-

rance des employés par les lois des 1^{er} mars, 2 mai et 6 août 1933.

Ces interventions ont pour objet : 1^o d'exclure les allocations familiales touchées par l'assuré du calcul maximum de salaire au delà duquel il serait exclu du bénéfice de l'assurance obligatoire ; 2^o de mettre à la charge des corporations d'assurances la rééducation professionnelle des mutilés du travail (à l'image de la loi du 14 mai 1930 dans les autres départements) ; et, 3^o, de compter comme mois de cotisations les mois pendant lesquels l'assuré aurait été atteint de chômage involontaire (comme le faisait déjà dans les autres départements la loi du 25 avril 1928, modifiée le 30 avril 1930).

Enfin, le souci d'améliorer les relations ferroviaires entre les départements recouvrés et le reste de la France explique que de nouvelles limites aient été fixées entre les réseaux de l'Etat et d'Alsace et Lorraine, par convention du 1^{er} octobre 1930, approuvée le 8 juillet 1933. Ces limites, qui coïncidaient avec l'ancienne frontière, se trouvaient passer en pleine voie, loin de tout centre important. La convention les reporte au contraire à des gares d'une certaine importance, en vue d'éviter des arrêts inutiles. Les points de jonction sont désormais, du nord au sud : Audun-le-Roman, Conflans-Jarny, Metz, Château-Salins, Igney-Avicourt, Belfort.

III. — Enfin, le législateur français est amené à édicter des mesures spéciales aux départements recouvrés, tenant compte des conditions économiques, sociales ou juridiques spéciales à ceux-ci. On ne peut guère en signaler que deux en 1933.

D'une part, l'indemnité compensatrice des difficultés inhérentes à la dualité des langues et au régime spécial des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, accordée aux fonctionnaires, agents et employés de l'Etat vivant dans ces départements a été prorogée, non sans de vives résistances dues aux difficultés financières, comme en témoigne le nombre des lois de prorogation qui n'est pas inférieur à cinq.

D'autre part, la loi du 18 mars 1933 a liquidé une question depuis longtemps pendante : celle des indemnités dues aux alsaciens lorrains internés civils pendant la guerre.

La loi ouvre un crédit de 3.150.000 francs qui, s'ajoutant aux 12.000.000 de francs déjà inscrits dans le budget de 1928, permettra de régler les indemnités attribuées aux intéressés par une commission instituée à cet effet et dont les travaux sont définitivement terminés.

II

I. — Droit public

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Organisation générale des services d'Alsace et Lorraine. — Décret du 5 janvier 1933 déléguant au sous-secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil les pouvoirs confiés au Président du Conseil des ministres par le décret du 21 mars 1919, la loi du 17 octobre 1919 et la loi du 24 juillet 1925 (*J. O.* du 6 janvier 1933, *B. O.* p. 47) (1).

Voir aussi :

Décret du 9 février 1933 (*J. O.* du 10 février, *B. O.* p. 108).

Décret du 2 novembre 1933 (*J. O.* du 5 novembre, *B. O.* p. 519).

Décret du 30 novembre 1933 (*J. O.* du 2 décembre, *B. O.* p. 556).

Arrêté du 3 novembre 1933, fixant les attributions du sous-secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil (*J. O.* du 7 novembre, *B. O.* p. 520).

Voir aussi :

Arrêté du 2 décembre 1933 (*J. O.* du 5 décembre, *B. O.* p. 559).

Organisation des services locaux de la Direction générale d'Alsace et Lorraine. — Décret du 6 janvier 1933 modifiant les cadres du personnel des services locaux temporaires de la Direction générale des services d'Alsace et Lorraine (*J. O.* du 17 janvier, *B. O.* p. 53).

Agriculture. — Arrêté du 5 janvier 1933, relatif à l'application du décret du 12 octobre 1932 portant réorganisation du service de la défense des végétaux (*J. O.* du 6 janvier, *B. O.* p. 48).

Arrêté du 14 février 1933, nommant les membres des comités de liaison institués auprès des centres de recherches phytopathologiques (*J. O.* du 17 février, *B. O.*, p. 111).

Chasse et animaux nuisibles. — Arrêté du 15 septembre 1933, portant les ondatras sur la liste des animaux nuisibles en Alsace-et Lorraine (*B. O.* p. 465).

Chemins de fer. — Loi du 8 juillet 1933 approuvant une convention relative à la fixation de nouvelles limites entre les réseaux de l'Etat et d'Alsace et Lorraine (*J. O.* du 23 juillet, *B. O.* p. 356).

(1) *J. O.* désigne le *Journal Officiel*, *B. O.* désigne le *Bulletin Officiel d'Alsace et de Lorraine*.

Décret du 22 juillet 1933, prorogeant les délais fixés par le décret du 4 juin 1931 pour le maintien en vigueur, sur les chemins de fer d'Alsace et Lorraine, des dispositions du règlement local concernant l'établissement de barrières aux passages à niveau (*J. O.* du 18 août, *B. O.* p. 399).

Communes. — Arrêté du 12 juin 1933, concernant le recrutement et les devoirs professionnels des architectes agréés pour les travaux communaux dans les départements d'Alsace et Lorraine (*B. O.* p. 524).

Débts de tabacs. — Décret du 21 octobre 1933, prorogeant les dispositions du décret du 1^{er} décembre 1930 concernant l'attribution des débits de tabacs de 2^e classe en Alsace et Lorraine (*J. O.* du 26 octobre, *B. O.* p. 503).

Indemnités accordées aux Alsaciens et Lorrains détenus civils pendant la guerre. — Loi du 18 mars 1933, ouvrant un crédit supplémentaire applicable à l'exercice 1932, pour parfaire l'attribution d'indemnités aux Alsaciens et Lorrains qui ont été, au cours de la guerre 1914-18, internés dans les camps de concentration français (*J. O.* du 21 mars, *B. O.* p. 176).

Enseignement. — Décret du 18 mars 1933, fixant les conditions d'application de la loi du 26 avril 1932 (avancement du personnel de l'instruction publique) aux fonctionnaires de l'enseignement secondaire et de l'enseignement primaire provenant de l'ancien cadre local d'Alsace et Lorraine (*J. O.* du 19 mars, *B. O.* p. 174).

Décret du 21 juin 1933, portant organisation des études et des épreuves en vue des grades de bachelier, licencié et docteur en théologie protestante à l'Université de Strasbourg (*J. O.* du 1^{er} juillet, *B. O.* p. 299).

Arrêtés du 21 juin 1933 et annexes portant création à la Faculté de théologie protestante de diplômes de bachelier, de docteur, de certificats d'études religieuses et d'études religieuses supérieures. — Université de Strasbourg (*B. O.* p. 311.).

Décret du 27 juillet 1933 modifiant les cadres du personnel de la bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg (*J. O.* du 11 août, *B. O.* p. 391).

Décret du 7 octobre 1933 modifiant les décrets du 23 juillet 1926 et du 7 janvier 1927, relatifs à l'organisation de la bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg (*J. O.* du 15 octobre, *B. O.* p. 480).

Décret du 23 novembre 1933, modifiant le décret du 23 décembre 1924 en vue du rattachement de l'école nationale supérieure du pétrole et des combustibles liquides à Strasbourg, à l'Office national des combustibles liquides (*J. O.* du 25 novembre, *B. O.* p. 541).

Fonctionnaires : Indemnités compensatrices. — Loi du 31 janvier 1933, crédits, art. 7, prorogeant les dispositions relatives à l'indemnité compensatrice attribuée aux fonctionnaires d'Alsace et Lorraine (*J. O.* du 1^{er} février, *B. O.* p. 99).

Les dispositions de l'art. 7 ont été à nouveau prorogées par : Loi du 28 février 1933, art. 7 (*J. O.* du 1^{er} mars, *B. O.* p. 124) ; Loi du 31 mars 1933, art. 11 (*J. O.* du 1^{er} avril, *B. O.* p. 192) ; Loi du 31 mai 1933, art. 143 (*J. O.* du 1^{er} juin, *B. O.* p. 267) ; Loi du 23 décembre 1933, art. 11 (*J. O.* du 24 décembre, *B. O.* 1934, p. 20).

Incorporation. — Décret du 23 octobre 1933 modifiant le décret du 14 décembre 1924 incorporant les agents de l'enregistrement du cadre local d'A. et L. dans les cadres de l'administration générale (*J. O.* du 1^{er} novembre, *B. O.* p. 508).

Géomètres. — Décret du 13 mars 1933 modifiant les conditions d'obtention du diplôme de géomètre expert (*J. O.* du 14 mai, *B. O.* p. 252).

Décret du 13 mars 1933 et arrêté relatif à la création d'un diplôme d'ingénieur géomètre dans les départements d'Alsace et Lorraine (*J. O.* du 14 mai, *B. O.* p. 254).

Hygiène. — Arrêté du 4 janvier 1933 portant fixation du tarif officiel des médicaments dans les départements d'Alsace et Lorraine à la date du 1^{er} janvier 1933 (*B. O.* p. 45).

Impôts divers et taxes. — Décret du 4 mars 1933 relatif à l'application de la loi du 17 juillet 1931 portant introduction dans les départements d'A. et L. de la loi du 13 août 1926, autorisant les communes et les départements à percevoir des taxes (*J. O.* du 7 mars, *B. O.* p. 140).

Décret du 31 décembre 1933 fixant la date d'entrée en vigueur de la majoration de 10 % sur les contributions, impôts et taxes établis pour les années 1932 et antérieures (*J. O.* du 18 janvier, *B. O.* 1934, p. 56).

Législation fiscale. — Voir annuaire 1932, p. 196-197.

Loi de crédits du 28 février 1933, art. 67 relatif à l'extension à l'Alsace et Lorraine des dispositions fiscales de cette loi (*J. O.* du 1^{er} mars, *B. O.* p. 124).

Loi de finances du 31 mai 1933, art. 118 relatif à l'extension à l'Alsace et Lorraine des dispositions fiscales de cette loi (*J. O.* du 1^{er} juin, *B. O.* p. 267).

Loi du 23 décembre 1933 tendant au rétablissement de l'équilibre budgétaire ; art. 26 relatif à l'extension à l'Alsace et Lorraine des dispositions fiscales de cette loi (*J. O.* du 24 décembre, *B. O.* 1934, p. 19).

Loi de crédits du 23 décembre 1933, art. 7 relatif à l'extension à l'Alsace et Lorraine des dispositions fiscales de cette loi (*J. O.* du 24 décembre, *B. O.* 1934, p. 20).

Législation vétérinaire. — Loi du 7 juillet 1933 sur la prophylaxie de la tuberculose des bovidés et sur le contrôle de la salubrité des viandes (*J. O.* du 9 juillet, *B. O.* p. 345).

Liquidation des biens et intérêts allemands. — Loi de finances du 31 mai 1933, art. 138 relatif à la révision des marchés de guerre (extension de cette disposition aux opérations liquidatrices des séquestres d'Alsace et Lorraine réalisées sans adjudication publique après la guerre) (*J. O.* du 1^{er} juin, *B. O.* p. 267).

Places de guerre et servitudes militaires. — Décret du 7 janvier 1933 portant classement dans la première série des places de guerre (ouvrages de Ritterhoffen, ouvrage de Königsbruck, ouvrage de Kauffen Leien, ouvrage de la Sauer et abri de Königsbruck (Bas-Rhin).

Décret du 10 février 1933 portant création d'un polygone exceptionnel dans la zone de servitudes de la place de Strasbourg (*J. O.* du 17 février, *B. O.* p. 109).

Décret du 9 mars 1933 relatif à la réduction de la zone des fortifications du fort Saint-Julien (place de Metz) (*J. O.* du 17 mars, *B. O.* p. 161).

Décret du 28 mai 1933 portant classement de places de guerre. (Wineckerthal-Ouest, Wineckerthal-Est, Windstein, Nagelsthal (Bas-Rhin) (*J. O.* du 3 juin, *B. O.* p. 266).

Loi du 6 juillet 1933 relative aux fortifications détachées de Strasbourg (*J. O.* du 7 juillet, *B. O.*, p. 334).

Décret du 18 août 1933 relatif à la réduction des zones de servitudes du fort de Queuleu, à Metz (*J. O.* du 31 août, *B. O.*, p. 432).

Décret du 18 octobre 1933 portant classement dans les places de guerre (ouvrage de Cattenom (Moselle) (*J. O.* du 24 octobre, *B. O.* p. 499).

Décret du 23 novembre 1933 portant classement dans la première série des places de guerre (ouvrages est et ouest des Chênes brûlées (Moselle) (*J. O.* du 29 novembre, *B. O.* p. 546).

Décret du 6 décembre 1933 portant classement de places de guerre (ouvrages de Rochonville (Moselle) (*J. O.* du 12 décembre, *B. O.* p. 564).

Police. — Décret du 23 mai 1933 portant dérogation au décret du 2 janvier 1933 relatif aux inspecteurs stagiaires de police spéciale en Alsace et Lorraine (*J. O.* du 30 mai *B. O.* p. 265).

Décret du 23 juillet 1933 portant réorganisation des polices d'Etat et allocations d'indemnités (*J. O.* du 25 juillet, *B. O.*, p. 384).

Port autonome de Strasbourg. — Décret du 23 novembre 1933 relatif au port autonome de Strasbourg (Modification du décret du 27 septembre 1925) (*J. O.*, 8 décembre, *B. O.*, p. 549).

Retraités, fonctionnaires. — Décret du 9 mars 1933, déterminant les conditions d'application aux retraités des départements d'Alsace et Lorraine des dispositions des articles 96 à 102 de la loi de finances du 31 mars 1932 (*J. O.* du 19 mars, *B. O.*, p. 163).

Ouvriers de l'Etat. — Décret du 20 juillet 1933 relatif aux conditions d'application du régime des retraites aux cantonniers dans les départements d'Alsace et Lorraine (*J. O.* du 20 juillet, *B. O.* p. 380).

Décret du 15 septembre 1933, relatif à l'application de la loi du 21 mars 1928 et des décrets du 15 décembre 1928 et du 5 octobre 1931 au personnel ouvrier de l'Ecole nationale technique de Strasbourg (*J. O.* du 31 octobre, *B. O.*, p. 487).

Valeurs mobilières. — Loi de finances du 31 mai 1933, art. 87, relatif à l'extension aux membres du conseil de surveillance des sociétés anonymes en Alsace et Lorraine de dispositions relatives à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (*J. O.* du 1^{er} juin, *B. O.* p. 267).

Voir art. 52 du décret du 28 décembre 1926 portant codification des textes qui régissent les valeurs mobilières (comp. Sirey 1933, 3.966).

Vins et viticulture. — Décrets du 15 juillet 1933 et du 17 juillet 1933 fixant les caractères des vins propres à la consommation dans les différentes régions (*J. O.* du 22 juillet, *B. O.*, p. 375).

Voir Loi du 4 juillet 1931, art. 6 (*J. O.* du 5 juillet).

II. — Droit privé

Organisation judiciaire. — Décret du 23 juin 1933 portant répartition des tribunaux de première instance du ressort de la Cour d'appel de Colmar (*J. O.* du 27 juin, *B. O.* p. 323).

Décret du 19 septembre 1933 relatif à la nomination de greffiers du ressort de la Cour d'appel de Colmar nommés au grade de juge du livre foncier (*J. O.* du 10 octobre, *B. O.* p. 474).

Décret du 21 novembre 1933 portant rattachement de tribunaux cantonaux, dans le ressort de la cour d'appel de Colmar (*J. O.* du 23 novembre, *B. O.* p. 538).

19 décembre 1933, décrets autorisant l'ordre des avocats de Sarverne, de Colmar, de Strasbourg, de Metz, de Mulhouse et de Sarreguemines à appliquer les droits de plaidoirie aux œuvres de

prévoyance oragnisées au profit de leurs membres (*J. O.* du 22 décembre, *B. O.* 1934, p. 11).

Baux. — Loi du 12 juillet 1933 ayant pour objet de permettre aux commerçants, industriels et artisans d'introduire une action en révision du prix de leur loyer en vue d'obtenir une réduction pour les baux antérieurs au 1^{er} juillet 1932 ; art. 12, rendant cette loi spécialement applicable en Alsace et Lorraine (*J. O.* du 14 juillet, *B. O.* p. 368).

Loi du 13 juillet 1933 modifiant les dispositions de la loi du 30 juin 1926 modifiée par les lois du 22 avril 1927 et du 27 mars 1928, réglant les rapports entre locataires et bailleurs, en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ; art. 26, rendant cette loi spécialement applicable en Alsace et Lorraine (*J. O.* du 14 juillet, *B. O.* p. 372).

Législation pénale. — Loi du 13 juillet 1933 portant amnistie ; art. 14, rendant cette loi spécialement applicable en Alsace et Lorraine en ce qui concerne les infractions aux dispositions du droit local pour les faits de la nature de ceux visés à la présente loi (*J. O.* du 14 juillet, *B. O.* p. 373).

III. — Législation économique et sociale

Assurance contre la grêle. — Décret du 10 juillet 1933 fixant pour certaines communes le taux de contribution de l'Etat, les taux minima des franchises d'avarie et les taux bruts limites de tarification en matière d'assurance contre la grêle et liste des territoires (cantons et communes) où le risque de grêle revêt un caractère particulièrement onéreux (*J. O.* du 2 août, *B. O.* p. 364 et 366).

Assurances sociales. — Décret du 6 janvier 1933 modifiant les cadres du personnel de l'Office général des assurances sociales d'Alsace et Lorraine (*J. O.* du 17 janvier 1933 ; *B. O.* p. 55).

Loi du 1^{er} mars 1933 tendant à modifier l'art. 160 du Code des assurances sociales et l'art. 2 de la loi du 20 décembre 1911 sur l'assurance des employés, en vigueur dans les départements d'Alsace et Lorraine (*J. O.* du 9 mars, *B. O.* p. 135).

Arrêté du 7 avril 1933 fixant les frais à payer par les institutions d'assurances régies par le Code des assurances sociales du 19 juillet 1911, pour chaque affaire de contentieux judiciaire à laquelle elles participent devant les offices supérieurs départementaux d'assurance sociale (*B. O.* p. 207).

Loi du 2 mai 1933 mettant à la charge des corporations d'assurance-accidents la rééducation professionnelle des mutilés du travail auxquels leurs blessures ou infirmités ouvrent le droit à pen-

sion au titre du Code des assurances sociales en vigueur dans les départements d'Alsace et Lorraine (*J. O.* du 23 mai, *B. O.* p. 245).

Arrêté du 15 juin 1933 relatif aux frais de traitements curatifs de l'institut d'assurance sociale invalidité-vieillesse (*B. O.* p. 339).

Arrêté du 15 juin 1933, relatif aux frais de traitements curatifs de la Caisse d'assurance des employés (*B. O.* p. 340).

Loi du 6 août 1933 tendant à compléter l'art. 51 de la loi du 20 décembre 1911, modifiée par celle du 30 décembre 1930, sur l'assurance des employés en vigueur dans les départements d'Alsace et Lorraine (*J. O.* du 11 août, *B. O.* p. 396).

Décret du 23 novembre 1933 portant prorogation du régime des allocations supplémentaires attribuées aux titulaires de rentes servies en application de la loi du 20 décembre 1911 sur l'assurance des employés en vigueur dans les départements d'Alsace et Lorraine (*J. O.* du 26 novembre, *B. O.* p. 542).

Blés. — Loi du 28 décembre 1933 ayant pour objet d'aménager certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1933 portant fixation d'un prix minimum pour le blé et tendant à l'organisation et à la défense du marché du blé ; art. 11, rendant les taxes prévues par la loi du 10 juillet 1933 applicables en Alsace et Lorraine (*J. O.* du 29 décembre, *B. O.* 1934, p. 28).

Caisses d'épargne. — Décret du 31 octobre 1933, fixant le taux d'intérêt à servir en Alsace et Lorraine par les caisses d'épargne avec garantie communale à leurs déposants pour l'année 1934 (*J. O.* du 16 novembre, *B. O.* p. 531).

Décret du 31 octobre 1933 fixant le taux d'intérêt à servir en Alsace et Lorraine aux caisses d'épargne sans garantie communale par la Caisse des dépôts et consignations pour l'année 1934 (*J. O.* du 16 novembre, *B. O.* p. 532).

Travail. — *Journée de huit heures.* — Arrêté du 21 avril 1933, rendant applicables aux départements d'Alsace et Lorraine les dispositions du décret du 18 juillet 1929, modifiant le décret du 17 août 1921 relatif à l'application de la loi sur la journée de huit heures dans les pharmacies vendant au détail (*J. O.* du 25 avril, *B. O.* p. 222).

Décret du 30 avril 1933 portant règlement d'administration publique autorisant une répartition inégale des heures de travail dans les industries du bâtiment et des travaux publics des départements d'Alsace et Lorraine (*J. O.* du 12 mai, *B. O.*, p. 229).

Décret du 2 mai 1933 relatif à l'application de la loi sur la journée de huit heures dans les hôtels, cafés-restaurants et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place de la ville de Strasbourg (*J. O.* du 9 mai, *B. O.* p. 232).

Décret du 3 juin 1933 portant règlement d'administration publi-

que modifiant le décret du 29 septembre 1932 relatif à l'établissement d'un régime uniforme des heures de présence dans les magasins et salons de coiffure de la ville de Saverne (*J. O.* du 8 juin, *B. O.* p. 276).

Arrêté du 19 septembre 1933, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures au personnel de la batellerie fluviale (*J. O.* du 20 septembre, *B. O.* p. 472).

Décret du 21 octobre 1933 portant règlement d'administration publique modifiant le décret du 11 septembre 1932 relatif à l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de la ville de Haguenau (*J. O.* du 31 octobre, *B. O.* p. 500).

Décret du 23 octobre 1933 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans le commerce de détail de la ville de Metz (*J. O.* du 5 novembre, *B. O.* p. 510).

Main d'œuvre étrangère. — Décret du 18 juillet 1933 étendant les dispositions du décret du 13 mars 1933 concernant les musiciens étrangers employés dans les orchestres des hôtels, cafés et restaurants dans les départements d'Alsace et Lorraine (*J. O.* du 22 juillet, *B. O.*, p. 378).

Décret du 26 juillet 1933 limitant l'emploi de la main d'œuvre étrangère dans les industries de la tannerie et de la mégisserie dans les départements d'Alsace et Lorraine (*J. O.* du 5 août, *B. O.* p. 400).

Décret du 26 juillet 1933 limitant l'emploi de la main d'œuvre étrangère dans l'industrie de la chaussure dans les départements d'Alsace et Lorraine (*J. O.* du 5 août, *B. O.* p. 402).

Décret du 26 juillet 1933 limitant l'emploi de la main d'œuvre étrangère dans les diverses industries des cuirs et peaux autres que la chaussure dans les départements d'Alsace et Lorraine (*J. O.* du 5 août, *B. O.* p. 404).

Décret du 12 août 1933 limitant la proportion de musiciens étrangers pouvant être employés dans les orchestres des hôtels, cafés, restaurants et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place dans le département du Haut-Rhin (*J. O.* du 24 août, *B. O.* p. 422).

Décret du 3 octobre 1933 limitant l'emploi de la main d'œuvre étrangère dans l'industrie de la tannerie-mégisserie dans le département de la Moselle (*J. O.* du 10 octobre, *B. O.* p. 478).

Chambre des métiers. — Apprentissage. — Loi du 7 mars 1933 modifiant le régime et le taux des amendes infligées dans les départements d'Alsace et Lorraine par application des dispositions du Code industriel local relatif à l'apprentissage (*J. O.* du 10 mars, *B. O.* p. 153).

Décision du 13 juillet 1933 portant approbation d'une modification portée à l'art. 57 des statuts de la Chambre des métiers d'Alsace (*B. O.* p. 374).

Allocations familiales. — Arrêté du 5 septembre 1933 fixant les taux minima des allocations familiales à servir en exécution de la loi du 11 mars 1932 dans le département du Bas-Rhin (*J. O.* du 6 septembre, *B. O.* p. 442).

Arrêtés du 6 septembre 1933 fixant les taux minima des allocations familiales à servir en exécution de la loi du 11 mars 1932 dans les départements de la Moselle et du Haut-Rhin (*J. O.* du 7 septembre, *B. O.* p. 444).

III

Loi du 1^{er} mars 1933 tendant à modifier l'article 160 du code des assurances sociales et l'article 2 de la loi du 20 décembre 1911 sur l'assurance des employés, en vigueur dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. (*J. O.* du 9 mars 1933.)

Article unique. — Les articles 160 du code des assurances sociales et 2 de la loi du 20 décembre 1911 sur l'assurance des employés, en vigueur dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, sont complétés par un second alinéa ainsi conçu :

« Le fait, pour un assuré, de recevoir des allocations familiales pour son épouse ou pour ses enfants ne peut, en aucun cas, avoir pour conséquence de faire cesser son affiliation à l'assurance. »

IV

Loi du 2 mai 1933 mettant à la charge des corporations d'assurance-accidents la rééducation professionnelle des mutilés du travail auxquels leurs blessures ou infirmités ouvrent le droit à pension au titre du code des assurances sociales en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. (*J. O.* du mai 1933.)

Article unique. — Le code des assurances sociales du 19 juillet 1911, maintenu en vigueur dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, est modifié et complété ainsi qu'il suit :

Art. 622. — (Sans changement.)

Art. 622 *bis*. — Si, du fait d'un accident de travail, l'assuré ne peut exercer la même profession ou ne peut le faire qu'à la suite d'une nouvelle adaptation, la corporation d'assurance est, à la demande de l'assuré et sous réserve que celui-ci présente les conditions d'aptitudes requises, tenue de lui faire apprendre l'exercice d'une profession de son choix.

A cet effet, la corporation pourra, soit faire admettre l'intéressé dans une des écoles de rééducation professionnelle, visées à la loi du 5 mai 1824 ou créées en vertu de l'article 843 du présent code, soit assurer son apprentissage chez un artisan qualifié, dans des conditions qui seront déterminées d'accord avec la chambre des métiers compétente. Les frais de la rééducation sont à la charge de la corporation.

Si l'ayant droit est nourri et logé aux frais de la corporation, les membres de sa famille recevront la rente de proches parents dans les conditions visées à l'article 598 du code des assurances sociales du 19 juillet 1911.

Dans tous les autres cas, l'accidenté a droit à la rente entière pendant la durée de la rééducation professionnelle et, lorsque le lieu de son occupation se trouve en dehors de la commune où il a sa résidence, au remboursement de ses frais de déplacement et de séjour, d'après un tarif établi par l'office général des assurances sociales d'Alsace et de Lorraine.

La rente de l'ouvrier rééduqué ne peut être réduite du fait de son aptitude à exercer une nouvelle profession.

Art. 623. — (Sans changement.)

L'article 843 du code du 19 juillet 1911 est complété par l'alinéa suivant :

« 4° Des écoles de rééducation professionnelle. »

L'article 1583 du même code, alinéa 1^{er}, n° 3, est complété par les mots ci-après :

« ...de la rééducation professionnelle. »

V

Loi du 6 août 1933 tendant à compléter l'article 51 de la loi du 20 décembre 1911, modifiée par celle du 30 décembre 1930, sur l'assurance des employés, en vigueur dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. (*J. O.* du 11 août 1933.)

Article unique. -- L'article 51 de la loi du 20 décembre 1911, modifiée par celle du 30 décembre 1930, est complété par la disposition suivante :

« Sont comptés comme mois de cotisations au sens des articles 15 et 49, les mois pendant lesquels l'assuré :

- « 1°
- « 2°
- « 3°
- « 4°
- « 5°
- « 6°

« 7° Aura été atteint de chômage involontaire par suite de manque de travail. Ce chômage sera à justifier par une attestation de l'office de placement compétent auquel le chômeur sera tenu de se faire inscrire. »

ALGÉRIE.

TEXTES LÉGISLATIFS ET RÉGLEMENTAIRES PROMULGUÉS PENDANT L'ANNÉE 1933

par M. V. BERGER-VACHON

Professeur de Droit criminel à la Faculté de droit d'Alger

I. — DROIT PUBLIC ET ADMINISTRATIF

Administration. — 14 mars 1933. — Arrêté du gouverneur général relatif à la durée du mandat des membres des djemaâs des communes mixtes (*J. O. A.* (1), 17 mars 1933).

15 mars 1933. — Arrêté du gouverneur général portant réorganisation de l'Administration centrale du Gouvernement général de l'Algérie (*J. O. A.*, 24 mars 1933).

21 mars 1933. — Décret relatif à la réorganisation du personnel du cadre métropolitain des contributions diverses d'Algérie (*J. O.*, 24 mars 1933, et rectificatif : *J. O.* (2), 8 avril 1933).

1^{er} avril 1933. — Décret concernant les primes accordées aux fonctionnaires et employés civils de l'Algérie pour connaissance de la langue arabe (*J. O.*, 5 avril 1933).

6 avril 1933. — Loi ayant pour objet de modifier le régime des succursales algériennes de la Caisse nationale d'épargne (*J. O.*, 7 avril 1933).

4 août 1933. — Décret portant règlement d'administration publique pour application de la loi du 31 mars 1931 relative au budget des magasins généraux de l'Assistance publique en Algérie (*R. A.* (3), 1933, III, 92).

15 décembre 1933. — Arrêté du gouverneur général modifiant l'article 23 de l'arrêté du 30 mars 1909 portant règlement sur le

(1) *J. O. A.* : *Journal officiel de l'Algérie.*

(2) *J. O.* : *Journal officiel.*

(3) *R. A.* *Revue algérienne, tunisienne et marocaine de législation et de jurisprudence.*

personnel de l'Administration centrale du Gouvernement général de l'Algérie (*J. O. A.*, 29 décembre 1933).

20 décembre 1933. — Loi modifiant l'article 28 de la loi du 25 ventôse an XI et supprimant la formalité de la légalisation pour les actes notariés lorsqu'il doit en être fait usage en France ou aux colonies (*J. O.*, 22 décembre 1933).

Armée. — Marine. — Guerre. — 26 février 1933. — Décrets portant organisation des corps de marins indigènes de l'Algérie et des marins indigènes de Tunisie (*J. O.*, 2 mars 1933).

23 octobre 1933. — Décret sur le recrutement des indigènes algériens (*J. O. A.*, 1^{er} décembre 1933).

Asssemblées. — 21 mai 1933. — Décret modifiant la composition du conseil supérieur du Gouvernement de l'Algérie (*R. A.*, 1933, III, 84).

Communes. — 26 avril 1933. — Loi prorogeant le mandat des membres des commissions municipales des communes mixtes et des membres des djemâas en Algérie (*J. O.*, 27 avril 1933).

25 juillet 1933. — Arrêté du gouverneur général fixant le taux des subventions qui peuvent être accordées aux communes pour l'établissement de leurs plans et projets d'extension et d'aménagement (*J. O. A.*, 28 juillet 1933).

6 mars 1933. — Arrêté du gouverneur général complétant l'article 1^{er} de l'arrêté du 12 septembre 1922 relatif au personnel des monderies (*J. O. A.*, 17 mars 1933).

Eaux. — Domaines. — 19 août 1933. — Loi relative au statut des eaux souterraines en Algérie (*J. O.*, 23 août 1933).

8 septembre 1933. — Décret portant règlement général sur l'administration et l'aliénation des biens du domaine de l'Algérie (*J. O.*, 27 octobre 1933).

6 novembre 1933. — Arrêté du gouverneur général portant composition du conseil d'administration des eaux et forêts en Algérie (*J. O. A.*, 17 novembre 1933).

27 novembre 1933. — Arrêté du gouverneur général portant délégation de pouvoirs aux préfets pour l'administration du domaine de l'Algérie (*J. O. A.*, 29 décembre 1933).

28 novembre 1933. — Arrêté du gouverneur général portant délégation de pouvoirs aux directeurs des domaines pour l'administration du domaine de l'Algérie (*J. O. A.*, 29 décembre 1933).

Enregistrement. — Hypothèque. — Timbres. — 6 janvier 1933. — Décret ayant pour objet d'étendre à l'Algérie l'article 17 de la

loi du 31 mars 1932 modifiant l'article 59 de la loi du 13 juillet 1925 relatif à l'exercice du droit d'expertise accordé par la législation en vigueur à l'Administration de l'Enregistrement (*J. O.*, 12 janvier 1933).

18 juin 1933. — Décret portant codification des textes concernant l'enregistrement des actes et mutations et l'application des droits d'enregistrement et d'hypothèques en Algérie (*J. O.*, 13 mars 1934).

23 novembre 1933. — Décret homologuant une décision des délégations financières algériennes portant modification du taux de certains droits d'enregistrement et d'hypothèques (*J. O.*, 3 décembre 1933 et rectificatif *J. O.*, 15 décembre 1933).

22 décembre 1933. — Décret portant homologation d'une décision des délégations financières algériennes relative à certains droits de timbre (*J. O.*, 1^{er} janvier 1934 et *erratum J. O.*, 19 janvier 1934).

22 décembre 1933. — Décret étendant à l'Algérie les dispositions des articles 2 à 7 du décret du 17 mars 1933 (timbre de dimension) (*J. O.*, 1^{er} janvier 1934).

Enseignement. — 23 mai 1933. — Arrêté confiant au recteur de l'Académie d'Alger la haute direction des établissements d'enseignement technique (*R. A.*, 1933, II, 84).

23 juillet 1933. — Décret modifiant l'article 5 de celui du 23 juillet 1895 relatif aux diplômes d'études des médersas (*J. O. A.*, 25 août 1933).

10 octobre 1933. — Arrêté du gouverneur général portant réorganisation des services de l'enseignement technique et professionnel en Algérie (*J. O. A.*, 27 octobre 1933).

Postes. — Télégraphes. — Téléphones. — 10 février 1933. — Décret modifiant le décret du 18 février 1928 portant règlement d'administration publique sur le fonctionnement du budget des Postes, Télégraphes et Téléphones en Algérie (*J. O.*, 12 février 1933).

19 décembre 1933. — Décret homologuant une décision des délégations financières algériennes portant augmentation des taxes de communications téléphoniques interurbaines dans le service intérieur algérien et création de communications téléphoniques sub-urbaines (*J. O.*, 21 décembre 1933).

Finances. — 27 janvier 1933. — Décret étendant à l'Algérie les dispositions de la loi du 28 décembre 1927 et l'article 170 de la loi de finances du 16 avril 1930 modifiant la loi du 1^{er} avril 1898 relative aux sociétés de secours mutuels (*J. O.*, 8 février 1933).

25 février 1933. — Décret autorisant l'émission d'une tranche d'emprunt de 850 millions de francs par le Gouvernement général de l'Algérie (*J. O.*, 26 février 1933).

6 octobre 1933. — Décret portant émission d'une tranche d'emprunt de 850 millions de francs par le Gouvernement général de l'Algérie (*J. O. A.*, 27 octobre 1933).

16 novembre 1933. — Décret portant homologation d'une décision des délégations financières algériennes relative à l'établissement des impôts sur les revenus (*J. O.*, du 16 novembre 1933).

30 novembre 1933. — Décret relatif au régime fiscal des appareils récepteurs de radiodiffusion en Algérie (*J. O.*, 6 décembre 1933).

30 novembre 1933. — Décret portant relèvement du droit de consommation sur les tabacs fabriqués en Algérie autres que les cigares (*J. O.*, 6 décembre 1933).

30 novembre 1933. — Décret relatif au droit de circulation sur les vins exportés d'Algérie (*J. O.*, 6 décembre 1933).

30 novembre 1933. — Décret homologuant une décision des délégations financières algériennes relative au relèvement des droits de consommation sur les alcools en Algérie (*J. O.*, 6 décembre 1933).

14 décembre 1933. — Décret portant application à l'Algérie de l'article 71 de la loi du 28 février 1933 (pénalités relatives au refus collectif de l'impôt) (*J. O.*, 18 décembre 1933).

22 décembre 1933. — Décret portant homologation d'une décision des délégations financières algériennes ayant pour objet d'éviter la superposition des impôts algériens et tunisiens (*J. O.*, 1^{er} janvier 1934).

22 décembre 1933. — Décret relatif à l'établissement des impôts sur les revenus en Algérie (*J. O.*, 25 janvier 1934 et *erratum J. O.*, 13 mars 1934).

22 décembre 1933. — Décret portant homologation d'une décision des délégations financières algériennes instituant une taxe sur le vin et les céréales secondaires et une taxe de mouture (*J. O.*, 1^{er} janvier 1934).

Organisation judiciaire. — 27 avril 1933. — Décret fixant le nombre des commis-greffiers rétribués des tribunaux de commerce de l'Algérie (*J. O.*, 30 avril 1933).

23 juin 1933. — Décret modifiant l'article 3 du décret du 13 février 1908 sur le recrutement de la magistrature (*R. A.*, 1933, III, 85).

23 juin 1933. — Décret portant suppression de la justice de paix civile de Djelfa (*R. A.*, 1933, III, 85).

23 juin 1933. — Décret portant création d'une justice de paix civile à Olin-Sefra (*R. A.*, 1933, II, 86).

23 juin 1933. — Décret portant création d'une justice de paix civile à Olin-Sefra (*J. O.*, 24 juin 1933).

23 juin 1933. — Décret portant suppression de la justice de paix civile de Djelfa (*J. O.*, 24 juin 1933).

29 juin 1933. — Circulaire du procureur général relative à l'emploi d'auxiliaires dans les mahakmas (*J. O. A.*, 21 juillet 1933).

21 juillet 1933. — Circulaire du procureur général relative à l'emploi d'auxiliaires dans les mahakmas (*J. O. A.*, 21 juillet 1933).

1^{er} septembre 1933. — Arrêté du gouverneur général modifiant l'arrêté du 26 novembre 1927 réglementant les conditions d'avancement du personnel de la justice musulmane (*J. O. A.*, 15 septembre 1933).

7 décembre 1933. — Arrêté du gouverneur général relatif au recrutement des magistrats musulmans pour les mahakmes malekites des territoires du Sud (*J. O. A.*, 15 décembre 1933).

Territoires du Sud. — 28 mars 1933. — Décret relatif à l'application aux territoires du Sud de l'Algérie du tarif des droits et émoluments fixé par l'article 1^{er} du décret du 21 décembre 1921 (*J. O.*, 31 mars 1933).

13 mai 1933. — Décret ayant pour objet d'ajouter à chaque article de rôle d'impôt direct établi dans les territoires du Sud de l'Algérie cinquante centimes pour frais de premier avertissement (*J. O.*, 18 mai 1933).

29 juin 1933. — Arrêté du gouverneur général portant limitation dans les territoires du Sud de la vitesse des véhicules dont le poids total en charge dépasse 3.000 kilos (*J. O. A.*, 4 août 1933).

30 décembre 1933. — Décret ayant pour objet de proroger la perception au profit des territoires du Sud de l'Algérie de centimes additionnels extraordinaires aux impôts arabes et européens (*J. O.*, 17 janvier 1934).

II. — DROIT PRIVÉ ET DROIT CRIMINEL

Assurances. — 10 août 1933. — Décret concernant l'application à l'Algérie de la loi du 13 juillet 1930, relative au contrat d'assurance (*R. A.*, 1933, III, 100).

Baux et loyers. — *Locations.* — *Ventes aux enchères.* — 8 avril 1933. — Loi autorisant au profit du fermier la réduction des prix des baux à ferme (*J. O.*, 11 avril 1933).

12 juillet 1933. — Loi ayant pour objet de permettre aux commerçants, industriels et artisans d'introduire une action en révision du prix de leur loyer en vue d'obtenir une réduction pour les baux antérieurs au 1^{er} juillet 1932 (*J. O.*, 14 juillet 1933).

13 juillet 1933. — Loi modifiant les dispositions de la loi du 30 juin 1926 modifiée par les lois du 22 avril 1927 et du 27 mars 1928 réglant les rapports entre locataires et bailleurs, en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel (*J. O.*, 14 juillet 1933).

29 décembre 1933. — Arrêté du gouverneur général portant réglementation des conditions des locations de gré à gré et aux enchères publiques, des ventes aux enchères publiques et de l'instruction des demandes d'échange concernant les immeubles de l'Algérie (*J. O. A.*, 2 février 1934).

Fraudes. — 20 juin 1933. — Décret portant application à l'Algérie de dispositions de la loi du 21 juillet 1932 tendant à la répression des fraudes sur les sirops et liqueurs de cassis. (*R. A.*, 1933, III, 85).

25 octobre 1933. — Décret étendant à l'Algérie des dispositions du décret du 7 octobre 1932 sur la répression des fraudes dans le commerce des cafés, chicorées et thés (*J. O.*, 1^{er} novembre 1933).

25 octobre 1933. — Décret étendant à l'Algérie les dispositions du décret du 30 décembre 1931 sur la répression des fraudes dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine (*J. O.*, 1^{er} novembre 1933).

Procédure. — 30 juin 1933. — Décret rendant applicable à l'Algérie la loi du 7 février 1933 sur les garanties de la liberté individuelle (*J. O.* du 4 juillet 1933).

Sociétés. — 6 janvier 1933. — Décret relatif au cautionnement de garantie des sociétés étrangères abonnées en Algérie (*J. O.*, 12 janvier 1933).

6 janvier 1933. — Décret ayant pour objet d'étendre à l'Algérie le décret du décembre 1930 fixant les conditions dans lesquelles est acquitté l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières afférent aux diverses rémunérations allouées aux administrateurs des sociétés (*J. O.*, 12 janvier 1933).

13 novembre 1933. — Loi réglementant le droit de vote dans les assemblées d'actionnaires des sociétés par actions (*J. O.*, 15 novembre 1933).

22 décembre 1933. — Décret étendant à l'Algérie les dispositions de l'article 47 de la loi du 28 février 1933 concernant les sociétés à responsabilité limitée (*J. O.*, 1^{er} janvier 1934).

22 décembre 1933. — Décret portant homologation d'une décision des délégations financières algériennes ayant pour objet de permettre à l'Administration de modifier le lieu de paiement des taxes dues par les sociétés françaises (*J. O.*, 1^{er} janvier 1934).

III. — LÉGISLATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Accidents du travail. — Législation ouvrière. — 23 octobre 1933. — Décret rendant applicables à l'Algérie les dispositions de la loi du 24 janvier 1923 modifiant les articles 20 à 28 et 96 du livre II du Code du travail au sujet du travail des femmes et des enfants (*J. O.*, 30 octobre 1933 et rectificatif *J. O.*, 3 novembre 1933).

23 octobre 1933. — Décret rendant applicable à l'Algérie le décret du 24 septembre 1926 modifiant le décret du 21 mars 1914 au sujet des travaux dangereux pour les femmes et les enfants (*J. O.*, 30 octobre 1933 et rectificatif *J. O.*, 3 novembre 1933).

23 octobre 1933. — Décret rendant applicable à l'Algérie le décret du 8 août 1920 modifiant le décret du 24 mars 1914 relatif aux travaux dangereux pour les femmes et les enfants (*J. O.*, 30 octobre 1932 et rectificatif *J. O.*, 3 novembre 1933).

23 octobre 1933. — Décret rendant applicable à l'Algérie la loi du 7 décembre 1926 modifiant l'article 72 du livre II du Code du travail relatif aux travaux interdits aux enfants de moins de dix-huit ans et aux femmes (*J. O.*, 30 octobre 1933, et rectificatif *J. O.*, 3 novembre 1933).

23 octobre 1933. — Décret rendant applicable à l'Algérie la loi du 4 janvier 1928 modifiant l'article 29 du livre I^{er} du Code du travail concernant le repos des femmes en couches (*J. O.*, 30 octobre 1933, et rectificatif *J. O.*, 3 novembre 1933).

23 octobre 1933. — Décret rendant applicable à l'Algérie le décret du 12 juin 1930 modifiant le décret du 14 août 1907 complétant la nomenclature des établissements admis à donner le repos hebdomadaire par roulement en vertu de l'article 38, paragraphes 1^{er} et 2 du livre II du Code du travail (*J. O.*, 30 octobre 1933, et rectificatif *J. O.*, 3 novembre 1933).

23 octobre 1933. — Décret rendant applicable à l'Algérie la loi du 30 juin 1928 modifiant les articles 1^{er}, 2, 3, 21 paragraphe 1^{er}, 29, 52, 74, 86 et 182 du livre II du Code du travail (*J. O.*, 30 octobre 1933, et rectificatif *J. O.*, 3 novembre 1933).

30 décembre 1933. — Décret appliquant à l'Algérie la loi du 16 mars 1928 modifiant l'article 98 du livre 1^{er} du Code du travail (*J. O.*, 7 janvier 1934).

Agriculture. — Minoterie. — Viticulture. — 8 juillet 1933. — Loi tendant à compléter et à modifier la loi du 4 juillet 1931 sur la viticulture et le commerce des vins (*J. O.*, 13 juillet 1933).

10 juillet 1933. — Loi portant fixation d'un prix minimum pour le blé et tendant à l'organisation et à la défense du marché du blé (*J. O.*, 10 juillet 1933).

13 juillet 1933. — Décret fixant les modalités d'application à l'Algérie du prix minimum de vente des blés durs ou tendres (*J. O.*, 14 juillet 1933).

28 juillet 1933. — Arrêté du gouverneur général relatif au warrantage des blés (*J. O. A.*, 4 août 1933).

28 juillet 1933. — Arrêté du gouverneur général portant suspension des dispositions de l'arrêté du 1^{er} mars 1933 sur la composition des farines panifiables consommées en Algérie (*J. O. A.*, 4 août 1933).

29 juillet 1933. — Décret rendant applicable à l'Algérie le décret du 18 juillet 1933 relatif à la déclaration des stocks de blés, farines prévus par l'art. 7 de la loi du 10 juillet 1933 (*J. O.*, 1^{er} août 1933).

2 septembre 1933. — Décret étendant à l'Algérie les dispositions de l'article 2 de la loi du 10 juillet 1933 relatives aux exploitants de minoterie (*J. O.*, 9 septembre 1933).

Cinématographie. — T. S. F. — 22 décembre 1933. — Décret concernant la radiodiffusion en Algérie (*J. O.*, 30 janvier 1934).

Etrangers. — 22 décembre 1933. — Décret portant homologation d'une décision des délégations financières algériennes relative aux cartes d'identité des étrangers (*J. O.*, 1^{er} janvier 1934).

Expropriation. — 10 septembre 1933. — Décret rendant applicables à l'Algérie les dispositions des articles 2 et 3 bis de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation modifiée par l'article 1^{er} de la loi du 6 novembre 1918 (*J. O.*, 13 septembre 1933).

Hygiène et santé publiques. — 2 septembre 1933. — Décret rendant applicables en Algérie des décrets des 24 juillet et 24 octobre 1930 aux mesures de protection et de salubrité et du décret du 8 août 1930 modifiant le décret du 1^{er} août 1913 sur l'emploi de la céruse et du sulfate de plomb dans les travaux de peinture (*J. O. A.*, 20 octobre 1933).

2 septembre 1933. — Décret rendant applicable en Algérie la loi du 31 janvier 1926 modifiant le chapitre IV du titre II du livre II du Code du travail relatif à l'emploi de la céruse dans les travaux de peinture (*J. O. A.*, 20 octobre 1933).

Médecins. — 3 novembre 1933. — Décret rendant applicable à l'Algérie la loi du 21 avril 1933 sur l'exercice de la médecine (*J. O.*, 8 novembre 1933).

Mutualité. — 19 juillet 1933. — Loi portant création d'un fonds commun des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels de l'Algérie (*J. O.*, 21 juillet 1933).

6 novembre 1933. — Circulaire du gouverneur général concernant la législation des associations syndicales (*J. O. A.*, 24 novembre 1933).

8 novembre 1933. — Arrêté du gouverneur général relatif au fonctionnement des fonds communs des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels (*J. O. A.*, 17 novembre 1933).

18 novembre 1933. — Circulaire relative au fonctionnement du fonds commun des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels en Algérie (*J. O. A.*, 1^{er} décembre 1933).

Officiers ministériels. — *Cadis.* — *Notaires.* — 4 août 1933. — Arrêté du gouverneur général modifiant celui du 9 septembre 1929 fixant la limite d'âge des avoués (*J. O. A.*, 25 août 1933).

4 août 1933. — Arrêté du gouverneur général modifiant celui du 9 septembre 1929 fixant la limite d'âge des notaires (*J. O. A.*, 25 août 1933).

4 août 1933. — Arrêté du gouverneur général modifiant celui du 9 septembre 1929 fixant la limite d'âge des greffiers (*J. O. A.*, 25 août 1933).

4 août 1933. — Arrêté du gouverneur général modifiant la limite d'âge des commissaires priseurs (*J. O. A.*, 25 août 1933).

4 août 1933. — Arrêté du gouverneur général modifiant celui du 9 septembre 1929 fixant la limite d'âge des huissiers (*J. O. A.*, 25 août 1933).

10 août 1933. — Arrêté du gouverneur général modifiant la durée du stage des cadis notaires (*R. A.*, 1933, III, 100).

Pêche. — *Navigaton.* — 16 avril 1933. — Loi tendant à modifier ou à compléter les articles 3 et 10 de la loi du 1^{er} mars 1888, modifiée par la loi du 30 mars 1928, et à compléter l'article 3 de la loi

du 30 mars 1928 ayant pour objet d'interdire aux étrangers la pêche dans les eaux territoriales de France et d'Algérie (*J. O.*, 20 avril 1933 et rectificatif *J. O.*, 21 avril 1933).

16 juin 1933. — Loi portant revision de la loi du 17 avril 1907 sur la sécurité de la navigation maritime et l'hygiène à bord des navires de commerce de pêche et de plaisance (*J. O.*, 17 juin 1933).

Pensions. Retraites. Allocations. Retenues. — 3 février 1933. — Arrêté interministériel fixant les conditions d'application de la loi du 24 août 1931 en Algérie (allocations militaires) (*J. O.*, 8 février 1933 et rectificatif *J. O.*, 18 février 1933).

3 novembre 1933. — Décret homologuant une décision des délégations financières algériennes relative à la contribution exceptionnelle sur les traitements (*J. O.*, 8 novembre 1933).

8 novembre 1933. — Arrêté du gouverneur général fixant le pourcentage d'augmentation des pensions servies par la caisse des retraites de l'Algérie et révisées par application des articles 11 et 12 du décret du 8 septembre 1933 (*J. O. A.*, 17 novembre 1933).

8 septembre 1933. — Décret étendant aux fonctionnaires et agents coloniaux tributaires de la caisse des retraites de l'Algérie les dispositions des articles 72 et 96 à 105 de la loi de finances du 31 mars 1932.

Poids et mesures. — 22 décembre 1933. — Décret portant homologation d'une décision des délégations financières algériennes majorant les droits relatifs à la vérification primitive et à la vérification annuelle des poids et mesures et instruments de pesage et mesurage (*J. O.*, 1^{er} janvier 1934).

Topographie. — 1^{er} juillet 1933. — Arrêté du gouverneur général portant réorganisation générale du service topographique (*J. O. A.*, 21 juillet 1933).

Transports et manutentions. — Routes. — 27 janvier 1933. — Loi ayant pour objet le classement de routes nationales en Algérie (*J. O.*, 5 février 1933).

14 février 1933. — Loi ayant pour objet le classement de routes nationales en Algérie (*J. O.*, 16 février 1933).

23 mars 1933. — Décret relatif aux certificats internationaux de route en Algérie (*J. O.*, 29 mars 1933).

18 juillet 1933. — Arrêté du gouverneur général relatif à la boîte de pansement des véhicules automobiles affectés aux services publics de transport en commun (*J. O. A.*, 4 août 1933).

18 octobre 1933. — Arrêté du gouverneur général instituant, dans le cadre de la convention du 1^{er} juillet 1921, une gestion commune des réseaux de chemins de fer d'intérêt général de l'Algérie (*J. O. A.*, 27 octobre 1933).

23 octobre 1933. — Décret étendant à l'Algérie (Code algérien de la route) certaines dispositions des décrets des 31 décembre 1932 et 19 janvier 1933 (*J. O.*, 17 décembre 1933).

Textes communs à l'Algérie, au Maroc et à la Tunisie

24 février 1933. — Arrêté ministériel relatif à l'application en Tunisie, au Maroc, dans les territoires sud-algériens et aux confins algéro-marocains de la loi du 24 août 1931 tendant à compléter l'article 24 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'année (*J. O.*, 25 février 1933).

24 février 1933. — Arrêté ministériel relatif à l'application, en Tunisie, au Maroc, dans les territoires sud-algériens et aux confins algéro-marocains de la loi du 24 août 1931 tendant à compléter l'article 24 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée (*J. O.*, 25 février 1933).

TUNISIE.

TEXTES LÉGISLATIFS ET RÉGLEMENTAIRES PROMULGUÉS PENDANT L'ANNÉE 1933

par M. V. BERGER-VACHON

Professeur de Droit criminel à la Faculté de droit d'Alger

I. — DROIT PUBLIC ET ADMINISTRATIF

Administration. — 3 juillet 1933. — Décret beylical relatif à l'accession des indigènes tunisiens aux emplois administratifs (*J. O. T.* (1), 5 juillet 1933).

3 juillet 1933. — Décret beylical relatif à l'accession des indigènes tunisiens aux emplois administratifs (*J. O. T.*, 5 juillet 1933).

10 octobre 1933. — Décret beylical instituant un secrétariat général du gouvernement tunisien (*J. O. T.*, 14 octobre 1933).

13 octobre 1933. — Décret beylical relatif à la réorganisation du secrétariat général du gouvernement tunisien (*R. A.* (2), 1933, III, 109).

13 octobre 1933. — Arrêté du résident général fixant les emplois de chefs des services composant le secrétariat général du gouvernement tunisien (*J. O. T.*, 17 octobre 1933).

13 octobre 1933. — Arrêté du résident général fixant les attributions de l'inspecteur général des contrôles civils au secrétariat général du gouvernement tunisien (*J. O. T.*, 17 octobre 1933).

13 octobre 1933. — Arrêté du résident général fixant les attributions de l'inspecteur général des services administratifs au secrétariat général du gouvernement tunisien (*J. O. T.*, 17 octobre 1933).

13 octobre 1933. — Arrêté du résident général fixant les attributions du conseiller juridique et de législation du secrétariat général du gouvernement tunisien (*J. O. T.*, 17 octobre 1933).

(1) *J. O. T.* : Journal officiel tunisien.

(2) *Revue algérienne tunisienne et marocaine.*

21 octobre 1933. — Arrêté du ministre plénipotentiaire délégué à la résidence générale de la République française à Tunis relatif à la constitution du comité supérieur d'économies (*J. O. T.*, 27 octobre 1933).

23 octobre 1933. — Décret beylical relatif à l'organisation du secrétariat général du gouvernement tunisien (*J. O. T.*, 24 octobre 1933).

Armée et Guerre. — Arrêté du général commandant supérieur des troupes de Tunisie concernant l'importation et l'exportation des pigeons voyageurs dans la Régence (*J. O. T.*, 25 janvier 1933).

27 mai 1933. — Décret beylical rectificatif au décret du 22 octobre 1900 sur les réquisitions en temps de guerre (*J. O. T.*, 5 juillet 1933).

Assemblées. — 12 juillet 1933. — Décret beylical modifiant l'article 20 du décret du 27 mars 1928 sur les conseils de région (*J. O. T.*, 9 août 1933).

28 décembre 1933. — Arrêté du résident général réduisant à une semaine le délai fixé pour le deuxième tour de scrutin en ce qui concerne les chambres économiques (*J. O. T.*, 2 janvier 1934).

28 décembre 1933. — Arrêté du résident général relatif à la représentation des intérêts économiques au grand conseil de Tunisie (*J. O. T.*, 2 janvier 1934).

28 décembre 1933. — Arrêté du résident général relatif à la représentation de la colonie française au grand conseil de la Tunisie (*J. O. T.*, 2 janvier 1934).

28 décembre 1933. — Arrêté du résident général modifiant la composition de la Chambre de commerce française de Tunis (*J. O. T.*, 2 janvier 1934).

Culte. — 20 juillet 1933. — Décret beylical reconnaissant la personnalité civile au diocèse de Carthage comprenant toute la collectivité catholique de Tunisie (*J. O. T.*, 22 juillet 1933).

Domaine. — 5 août 1933. — Décret beylical portant règlement sur la conservation et l'utilisation des eaux du domaine public (*J. O. T.*, 26 août 1933).

Enseignement. — 30 mars 1933. — Décret beylical relatif à la réorganisation de l'enseignement de la Grande Mosquée (*J. O. T.*, 29 avril 1933).

3 juillet 1933. — Décret beylical modifiant les articles 6 et 62

du décret du 30 mars 1933 réorganisant l'enseignement de la Grande Mosquée (*J. O. T.*, 27 septembre 1933).

25 septembre 1933. — Décret beylical plaçant sous l'autorité et le contrôle du premier ministre les méderças affectées au logement des élèves de la Grande Mosquée (*J. O. T.*, 27 septembre 1933).

17 novembre 1933. — Arrêté du premier ministre relatif à l'administration des méderças (*J. O. T.*, 8 décembre 1933).

Finances. — 18 juillet 1933. — Arrêté du directeur général des finances modifiant l'arrêté organique du 22 novembre 1927 sur le personnel de l'administration des finances (*J. O. T.*, 26 août 1933).

6 décembre 1933. — Décret beylical modifiant l'organisation de la direction générale des finances (*J. O. T.*, 8 décembre 1933).

6 décembre 1933. — Arrêté de M. le résident général de France à Tunis créant un emploi de contrôleur des dépenses publiques de l'Etat au secrétariat général du gouvernement tunisien (*J. O. T.*, 8 décembre 1933).

28 décembre 1933. — Décret beylical fixant les nouveaux taux de l'impôt sur les acabats à comparer du 1^{er} janvier 1934 (*J. O. T.*, 6 février 1934).

Habous. — 9 mars 1933. — Décret beylical complétant l'article 12 du décret du 19 mars 1924 réglementant le concours d'admission aux emplois de début à la Djemaa des Habous (*J. O. T.*, 15 mars 1933).

7 septembre 1933. — Décret beylical modifiant le décret du 8 février 1928 instituant une commission de revision du droit d'occupation sur les terres habous (*J. O. T.*, 13 septembre 1933).

Organisation judiciaire. — 9 janvier 1933. — Décret permettant aux tribunaux français de Tunisie d'autoriser les huissiers audienciers à se faire suppléer pour le service des audiences par des clerks agréés à cet effet (*J. O.*, 12 janvier 1933).

28 avril 1933. — Décret relatif aux traitements des juges de paix en Tunisie (*J. O.*, 2 mai 1933).

29 avril 1933. — Décret divisant en deux chambres le tribunal de première instance de Sousse (*J. O.*, 30 avril 1933).

12 mai 1933. — Décret modifiant le décret du 11 juillet 1930 fixant le statut des interprètes judiciaires en Tunisie (*J. O.*, 14 mai 1933).

28 juillet 1933. — Décret relatif à la composition du tribunal civil de Tunis (*J. O.*, 30 juillet 1933).

6 mai 1933. — Décret beylical relatif à la mise en surveillance des Tunisiens dans un douar ou une localité désignée par le résident général (*J. O. T.*, 10 mai 1933).

27 mai 1933. — Décret beylical rendant applicables aux journaux ou écrits de caractère politique, publiés dans la régence en toute autre langue que la langue arabe ou hébraïque et dirigés ou rédigés par des Tunisiens soit directement soit par personnes interposées, les dispositions de l'art. 14 du décret du 14 octobre 1884 modifié par les décrets des 6 mai 1893 et 15 juillet 1910 (*J. O. T.*, 31 mai 1933).

24 juin 1933. — Rectificatif au décret du 1^{er} décembre 1932 relatif à la consignation immédiate des amendes pour infractions aux règlements sur la protection de la voie publique et sur la police du roulage et de la circulation (*J. O. A.*, 24 juin 1933).

23 novembre 1933. — Arrêté du directeur général des travaux publics modifiant l'arrêté du 1^{er} décembre 1932 en quatre catégories, en vue du versement par les contrevenants des sommes forfaitaires exigibles dans les conditions fixées par le décret du 1^{er} décembre 1932 pour les infractions aux règlements sur la protection de la voie publique, police du roulage et de la circulation (*J. O. T.*, 19 décembre 1933).

26 décembre 1933. — Décret beylical supprimant l'emploi de chef de service de la sécurité publique et créant un emploi de commissaire principal chef de la police de Tunisie (*J. O. T.*, 5 janvier 1934).

II. — DROIT PRIVÉ ET DROIT CRIMINEL

Baux à loyer. — 5 juillet 1933. — Décret beylical modifiant le décret du 19 décembre 1929 réglant les rapports des bailleurs et des locataires d'habitation et suspendant pendant un an la majoration de 15 % sur les loyers (*J. O. T.*, 8 juillet 1933).

6 juillet 1933. — Décret beylical abrogeant le quatrième alinéa de l'article 17 du décret du 16 septembre 1902 établissant la taxe sur la valeur locative des immeubles (*J. O. T.*, 15 juillet 1933).

2 août 1933. — Décret beylical ayant pour objet de permettre aux commerçants, industriels et artisans d'introduire une action en révision du prix de leur loyer en vue d'obtenir une réduction pour les baux antérieurs au 1^{er} juillet 1932 (*J. O. T.*, 12 août 1933).

8 août 1933. — Décret beylical autorisant au profit du fermier la révision des prix des baux de ferme (*J. O. T.*, 12 août 1933).

19 septembre 1933. — Décret beylical modifiant les décrets réglant les rapports entre locataires et bailleurs, en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel (*J. O. T.*, 24 octobre 1933).

20 septembre 1933. — Rectificatif au décret beylical du 8 août 1933 autorisant au profit du fermier la révision du prix des baux à ferme (*J. O. T.*, 20 septembre 1933).

20 septembre 1933. — Rectificatif au décret beylical du 2 août 1933 ayant pour objet de permettre aux commerçants, industriels et artisans d'introduire une action en révision du prix de leur loyer en vue d'obtenir une réduction pour les baux antérieurs au 1^{er} juillet 1932 (*J. O. T.*, 20 septembre 1933).

7 octobre 1933. — Décret beylical portant modification au décret du 8 août 1933 autorisant au profit du fermier la révision du prix des baux ruraux (*J. O. T.*, 24 octobre 1933).

9 décembre 1933. — Décret beylical modifiant l'art. 32 du décret du 16 septembre 1902 sur la taxe locative (*J. O. T.*, 26 décembre 1933).

14 décembre 1933. — Décret beylical modifiant le § B de l'article 8 du décret du 16 septembre 1902 relatif à la taxe locative (*J. O. T.*, 19 décembre 1933).

Fraudes. — 30 juillet 1933. — Décret beylical modifiant le décret du 10 octobre 1929 sur la répression des fraudes dans le commerce des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles ou naturels (*J. O. T.*, 19 août 1933).

Procédure et contentieux. — 30 octobre 1933. — Arrêté du premier ministre modifiant l'article 19 de l'arrêté du 10 juin 1932 réglant la procédure devant la commission de révision (*J. O. T.*, 3 novembre 1933).

17 novembre 1933. — Décret beylical complétant les articles 1^{er} et 5 du décret du 15 juillet 1932 concernant les commissions arbitrales des occupations (*J. O. T.*, 12 décembre 1933).

III. — Législation économique et sociale

Agriculture. — Viticulture. — 15 janvier 1933. — Décret beylical modifiant le décret du 11 juillet 1932 relatif aux warrantages du blé dur et de l'orge (*J. O. T.*, 11 février 1933).

16 février 1933. — Décret relatif à l'admission en franchise de vins tunisiens (*J. O.*, 17 février 1933).

7 avril 1933. — Décret beylical fixant les modalités d'application du décret du 15 juillet 1932 sur la limitation des plantations de vignes (*J. O. T.*, 26 avril 1933).

3 mai 1933. — Décret beylical portant, à titre provisoire, interdiction des plantations de vignes (*J. O. T.*, 20 mai 1933).

28 juillet 1933. — Loi modifiant et complétant la loi du 30 mars 1928 sur le régime douanier applicable en France et en Algérie aux vins et autres produits tunisiens (*J. O.*, 29 juillet 1933).

29 juillet 1933. — Décret beylical réglementant l'exportation des vins admis en franchise en France (*J. O. T.*, 29 juillet 1933).

9 août 1933. — Décret beylical réglementant l'exportation des vins à destination de la France et de l'Algérie à partir du 10 septembre 1933 (*J. O. T.*, 12 août 1933).

18 août 1933. — Décret beylical portant adoption de mesures destinées à améliorer le marché des vins (*J. O. T.*, 19 août 1933).

7 octobre 1933. — Décret beylical complétant le décret du 23 août 1933 portant fixation d'un prix minimum pour le blé et tendant à l'organisation et à la défense du marché de cette céréale (*J. O. T.*, 24 octobre 1933).

Alcools et débit de boissons. — 4 décembre 1933. — Décret beylical instituant une taxe municipale dite « Droit de licence » à la charge des titulaires des débits de boissons (*J. O. T.*, 19 décembre 1934).

Caisses de prêts. — 9 octobre 1933. — Décret beylical étendant le bénéfice des prêts exceptionnels de semences institués au profit des colons français par décret du 5 septembre 1933 dans les mêmes conditions aux agriculteurs indigènes actuellement adhérents aux caisses locales de crédit mutuel agricole et cultivant suivant les méthodes européennes (*J. O. T.*, 24 octobre 1933).

Colonisation. — 7 août 1933. — Décret beylical accordant aux acquéreurs de lots ruraux de colonisation placés sous le régime du décret du 1^{er} juillet 1924 et à titre exceptionnel, la faculté de faire reporter sans intérêt moratoire après la dernière année d'amortissement du prix de leur lot le montant en principal des annuités échues et non payées au 1^{er} octobre 1933 (*J. O. T.*, 30 août 1933).

Hygiène et santé publiques. — 21 février 1933. — Arrêté du directeur général des travaux publics modifiant et complétant la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes annexée au décret du 27 mars 1919 (*J. O. T.*, 8 mars 1933).

23 février 1933. — Décret beylical réglementant la lutte contre les moustiques (*J. O. T.*, 4 mars 1933).

Législation ouvrière. — 23 juin 1933. — Décret beylical étendant à la régence la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures (*J. O. T.*, 1^{er} juillet 1933).

Monnaie. — 6 avril 1933. — Décret beylical portant à dix francs le pouvoir libératoire entre particuliers, des monnaies tunisiennes de bronze et de bronze de nickel (*J. O. T.*, 3 mai 1933).

Navigation. — 30 mai 1933. — Décret beylical modifiant le règlement général des ports maritimes de commerce (*J. O. T.*, 19 juillet 1933).

Propriété foncière. — 10 juin 1933. — Décret beylical fixant le délai dans lequel les constructions nouvelles surélévatoires et agrandissements devront être achevés pour pouvoir bénéficier de l'exonération de l'impôt foncier pendant quinze ans (*J. O. T.*, 29 juillet 1933).

Pêche. — 8 janvier 1933. — Arrêté du directeur général des travaux publics relatifs aux engins susceptibles de porter préjudice aux fonds épongifères de la Régence (*J. O. T.*, 11 janvier 1933).

Radiotélégraphie. — 25 décembre 1933. — Décret beylical portant promulgation en Tunisie de la convention radiotélégraphique internationale et des règlements annexes (*J. O. T.*, 16 mars 1934, n° 22 bis).

Urbanisme. — 31 août 1933. — Décret beylical modifiant les dispositions du décret du 25 janvier 1929 concernant l'aménagement, l'extension et le redressement des agglomérations urbaines (*J. O. T.*, 6 septembre 1933).

MAROC.

TEXTES LÉGISLATIFS ET RÉGLEMENTAIRES PROMULGUÉS PENDANT L'ANNÉE 1933

par M. V. BERGER-VACHON

Professeur de Droit criminel à la Faculté de droit d'Alger

I. — DROIT PUBLIC ET ADMINISTRATIF

Administration. — 6 janvier 1933. — Arrêté viziriel modifiant l'arrêté viziriel du 10 janvier 1927 déterminant les conditions dans lesquelles sont allouées une indemnité de résidence et une indemnité pour charges de famille aux citoyens français en fonctions dans une administration publique de l'empire chérifien (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 6 janvier 1933) (*B. O. M.* (1), 13 janvier 1933).

14 janvier 1933. — Arrêté viziriel modifiant l'arrêté viziriel du 5 octobre 1931 formant statut du personnel auxiliaire des administrations publiques du Protectorat, et portant des dispositions pour la mise en vigueur de ce statut (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 14 janvier 1933) (*B. O. M.*, 20 janvier 1933).

13 mars 1933. — Arrêté viziriel modifiant l'arrêté résidentiel du 7 mai 1930 relatif au statut du corps de chaouchs et mokhazeins du service du contrôle civil (*B. O. M.*, 24 mars 1933).

31 mai 1933. — Arrêté résidentiel modifiant le statut du corps du contrôle civil au Maroc (*B. O. M.*, 14 juillet 1933) (Frais de transport, frais de voyage, réquisitions de passage).

7 juin 1933. — Arrêté résidentiel portant organisation du cadre des chaouchs et mokhazeins des affaires indigènes entretenus sur le budget du Protectorat (*B. O. M.*, 16 juin 1933).

9 juin 1933. — Dahir modifiant et complétant le dahir du 24 juillet 1920 modifié par le dahir du 28 février 1921 portant création d'une direction générale de l'agriculture, du commerce et de la

(1) *Bulletin officiel du Protectorat marocain.*

colonisation (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 1^{er} juillet 1933) (*B. O. M.*, 14 juillet 1933).

1^{er} novembre 1933. — Dahir modifiant et complétant le dahir du 4 septembre 1915 constituant un état civil dans la zone française de l'empire chérifien (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 8 novembre 1933) (*B. O. M.*, 12 novembre 1933).

Armée. — Marine. — 6 septembre 1933. — Dahir relatif aux servitudes des ouvrages de la marine nationale française au Maroc (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 7 septembre 1933) (*B. O. M.*, 15 septembre 1933).

5 octobre 1933. — Arrêté du ministre plénipotentiaire délégué à la résidence générale portant réorganisation territoriale et administrative de la région militaire des confins algéro-marocains (*B. O. M.*, 20 octobre 1933).

Décret du 23 octobre 1933 modifiant le décret du 7 septembre 1926 relatif au recrutement des indigènes algériens (*R. A.*, 1933, IV, 33).

Assemblées. — 1^{er} mai 1933. — Arrêté résidentiel modifiant l'article 23 des arrêtés résidentiels du 1^{er} juin 1919 relatifs aux chambres françaises consultatives (*B. O. M.*, 5 mai 1935).

5 août 1933. — Dahir modifiant et complétant le dahir du 30 juin 1919 instituant une juridiction d'appel pour les contestations relatives aux élections des chambres françaises consultatives d'agriculture, de commerce et d'industrie (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 21 septembre 1933) (*B. O. M.*, 6 octobre 1933).

Douanes et Régie. — 14 mars 1933. — Dahir modifiant et complétant le dahir du 14 janvier 1914 réglementant l'importation, la circulation et la vente des explosifs au Maroc et fixant les conditions d'installation des dépôts (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 12 avril 1933) (*B. O. M.*, 21 avril 1933).

Eaux. — 15 mars 1933. — Dahir modifiant le dahir du 1^{er} août 1925 sur le régime des eaux (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 28 mars 1933) (*B. O. M.*, 7 avril 1933).

9 octobre 1933. — Dahir sur le régime des eaux (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 15 novembre 1933) (*B. O. M.*, 24 novembre 1933).

Enseignement. — 6 février 1933. — Dahir complétant le dahir du 23 septembre 1927 portant institution de prêts d'honneur pour encourager les études supérieures (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 17 février 1933) (*B. O. M.*, 3 mars 1933).

31 mars 1933. — Dahir relatif à l'organisation de l'université de Garaouiyne (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 13 juillet 1933) (*B. O. M.*, 6 avril 1934).

16 décembre 1933. — Arrêté viziriel modifiant l'arrêté viziriel du 18 octobre 1933 relatif au régime des examens pour obtention des divers titres délivrés par l'Institut des hautes études marocaines (Vu pour promulgation et mise à exécution le 30 décembre 1933) (*B. O. M.*, 5 janvier 1934).

Finances. — 13 janvier 1933. — Loi autorisant le gouvernement chérifien à contracter les emprunts nécessaires pour permettre l'achèvement du réseau de chemins de fer autorisé par la loi du 21 août 1920 (*J. O. (1)*, 16 janvier 1933).

30 janvier 1933. — Dahir instituant des taxes de compensation à l'importation de certains produits et marchandises (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 30 janvier 1933) (*B. O. M.*, 3 février 1933).

27 février 1933. — Dahir portant modification des taxes intérieures de consommation établies sur les essences de pétrole, les caoutchoucs, les pétroles, les huiles minérales de graissage, les produits consistants de graissage fabriqués avec les huiles minérales de graissage, les sucres et certains produits sucrés (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 27 février 1933) (*B. O. M.*, 3 mars 1933).

1^{er} mars 1933 réglementant les frais d'avertissement en matière d'impôts directs (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 1^{er} mars 1933) (*B. O. M.*, 3 mars 1933).

1^{er} mars 1933. — Dahir portant majoration de certains droits d'enregistrement et de timbre et assujettissant à la double formalité diverses sentences des juridictions makhzen dans la zone de contrôle civil (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 1^{er} mars 1933) (*B. O. M.*, 3 mars 1933).

1^{er} mars 1933. — Dahir relatif à l'assiette des impôts directs (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 1^{er} mars 1933) (*B. O. M.*, 3 mars 1933).

8 mars 1933. — Dahir instituant un impôt sur les véhicules automobiles (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 9 mars 1933) (*B. O. M.*, 17 mars 1933).

23 mars 1933. — Arrêté viziriel étendant l'application des dahirs sur l'enregistrement (Vu pour promulgation et mise à exécution le 23 mars 1933) (*B. O. M.*, 31 mars 1933).

(1) *Journal officiel.*

14 avril 1933. — Loi tendant à exonérer du droit de timbre des valeurs mobilières les titres de sociétés marocaines qui ont déjà acquitté cet impôt dans la zone française de l'Empire chérifien (*J. O.*, 15 avril 1933).

14 juin 1933. — Dahir portant réduction de certaines taxes minières (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 30 juin 1932) (*B. O. M.*, 7 juillet 1933).

20 juin 1933. — Dahir complétant le dahir du 8 mars 1933 instituant un impôt sur les véhicules automobiles (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 22 juin 1933) (*B. O. M.*, 30 juin 1933).

23 juin 1933. — Dahir complétant le dahir du 20 avril 1917 relatif aux droits de porte (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 7 juillet 1933) (*B. O. M.*, 16 juillet 1933).

28 juin 1933. — Dahir modifiant le dahir du 11 mars 1915 relatif à l'enregistrement (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 20 juillet 1933) (*B. O. M.*, 28 juillet 1933).

28 juin 1933. — Dahir modifiant et complétant le dahir du 9 octobre 1920 portant établissement de l'impôt des patentes (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 20 juillet 1933) (*B. O. M.*, 28 juillet 1933).

28 juillet 1933. — Dahir complétant le dahir du 18 mars 1931 relatif aux droits des marchés ruraux (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 3 août 1933) (*B. O. M.*, 11 août 1933).

2 décembre 1933. — Arrêté viziriel modifiant l'arrêté viziriel du 23 mars 1933 étendant l'application des dahirs sur l'enregistrement (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 20 décembre 1933) (*B. O. M.*, 29 décembre 1933).

17 décembre 1933. — Dahir modifiant le dahir du 5 septembre 1928 déterminant le nouveau régime monétaire marocain (Vu pour promulgation et mise à exécution le 18 décembre 1933) (*B. O. M.*, 22 décembre 1933).

Organisation judiciaire. — 28 août 1933. — Dahir relatif à la répression de la récidive par les juridictions makhzen (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 23 novembre 1933) (*B. O. M.*, 1^{er} décembre 1933).

Police. — 10 février 1933. — Arrêté viziriel modifiant l'arrêté viziriel du 6 février 1923 sur la police de la circulation et du roulage (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 28 février 1933) (*B. O. M.*, 10 mars 1933).

10 février 1933. — Dahir modifiant le dahir du 11 décembre 1922 sur la conservation de la voie publique, la police de la circulation et du roulage (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 25 février 1933) (*B. O. M.*, 10 mars 1933).

4 avril 1933. — Dahir modifiant le dahir du 12 juillet 1914 édictant des mesures de police sanitaire vétérinaire à l'importation des animaux et produits vivants (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 5 avril 1933) (*B. O. M.*, 14 avril 1933).

4 avril 1933. — Dahir complétant le dahir du 13 juillet 1914 édictant des mesures pour garantir les animaux domestiques contre les maladies contagieuses (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 5 avril 1933) (*B. O. M.*, 14 avril 1933).

7 avril 1933. — Dahir relatif aux entreprises ou sociétés de gardiennage ou police privée (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 4 mai 1933) (*B. O. M.*, 12 mai 1933).

II. — DROIT PRIVÉ ET DROIT CRIMINEL

Droit maritime. — 6 février 1933. — Dahir modifiant l'annexe I du dahir du 31 mars 1919 formant code de commerce maritime (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 21 février 1933) (*B. O. M.*, 3 mars 1933).

2 mai 1933. — Dahir modifiant l'annexe I du dahir du 31 mars formant code de commerce maritime (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 28 mai 1933) (*B. O. M.*, 9 juin 1933).

2 mai 1933. — Dahir relatif à l'immatriculation des navires de commerce en zone française de l'empire chérifien (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 28 mai 1933) (*B. O. M.*, 9 juin 1933).

Droit pénal. — 29 septembre 1933. — Dahir rendant exécutoires, en zone française de l'empire chérifien, les dispositions de la loi du 17 février 1933 modifiant l'article 340 du Code pénal relatif à la bigamie (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 26 octobre 1933) (*B. O. M.*, 3 novembre 1933).

29 septembre 1933. — Dahir rendant exécutoires, en zone française de l'empire chérifien, les dispositions de la loi du 16 février 1933 complétant l'article 378 du Code pénal et l'article 312 du Code d'instruction criminelle (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 26 octobre 1933) (*B. O. M.*, 3 novembre 1933).

11 décembre 1933. — Dahir rendant exécutoires, en zone française de l'empire chérifien, les dispositions de la loi du 23 mars 1928 modifiant le dernier alinéa de l'article 357 du Code pénal relatif à la non-représentation des enfants mineurs (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 3 janvier 1934) (*B. O. M.*, 12 janvier 1934).

Fraudes. — 5 juin 1933. — Arrêté viziriel modifiant l'arrêté viziriel du 6 décembre 1928 relatif à l'application du dahir du 14 octobre 1914 sur la répression des fraudes (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 20 juin 1933) (*B. O. M.*, 30 juin 1933).

9 août 1933. — Dahir modifiant le dahir du 14 octobre 1914 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 27 septembre 1933) (*B. O. M.*, 6 octobre 1933).

23 septembre 1933. — Dahir modifiant le dahir du 28 septembre 1932 relatif à la répression des fraudes sur l'origine des produits exportés en France et en Algérie au titre de contingent (Vu pour promulgation et mise à exécution, 27 septembre 1933). (*B. O. M.*, 29 septembre 1933).

Procédure. — 6 juillet 1933. — Dahir complétant le dahir du 12 août 1913 sur la procédure civile (*B. O. M.*, 14 juillet 1933).

1^{er} novembre 1933. — Dahir modifiant et complétant le dahir du 12 août 1913 sur la procédure civile (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 8 novembre 1933). (*B. O. M.*, 24 novembre 1933).

III. — LÉGISLATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Accidents du travail. — Législation ouvrière. — 6 février 1933 — Dahir portant promulgation de la convention concernant l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux en matière de réparation des accidents du travail (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 25 février 1933) (*B. O. M.*, 3 mars 1933).

Agriculture. Commerce. Industrie. — 4 janvier 1933. — Dahir modifiant le dahir du 4 janvier 1926 portant institution d'un conseil supérieur de l'élevage (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 24 janvier 1933) (*B. O. M.*, 3 février 1933).

27 mai 1933. — Dahir modifiant le dahir du 27 août 1918 réglementant le nantissement des produits agricoles (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 28 mai 1933) (*B. O. M.*, 2 juin 1933).

4 novembre 1933. — Dahir modifiant le dahir du 27 août 1918 réglementant le nantissement des produits agricoles et étendant le bénéfice des exonérations fiscales en nantissement des produits appartenant à l'union des docks-silos coopératifs du Maroc (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 27 novembre 1933) (*B. O. M.*, 8 décembre 1933).

15 novembre 1933. — Dahir modifiant le dahir du 13 juillet 1933 instituant la caisse du blé (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 30 novembre 1933) (*B. O. M.*, 8 décembre 1933).

Assistance. — *Crédit mutuel.* — 1^{er} avril 1933. — Dahir modifiant le dahir du 25 mai 1926 portant organisation du crédit au petit et moyen commerce et à la petite et moyenne industrie (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 28 avril 1933) (*B. O. M.*, 5 mai 1933).

20 mai 1933. — Arrêté viziriel portant modification de l'arrêté viziriel du 29 novembre 1931 pris en exécution de l'article 27 du dahir du 9 mai 1923 sur le crédit agricole mutuel (*B. O. M.*, 26 mai 1933).

Associations. — 5 juin 1933. — Dahir modifiant le dahir du 24 mai 1914 sur les associations (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 20 septembre 1933) (*B. O. M.*, 29 septembre 1933).

Assurances. — 19 avril 1933. — Dahir relatif aux contrats d'assurances en matière de transport par véhicules automobiles sur route (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 24 mai 1933) (*B. O. M.*, 2 juin 1933).

Colonisation. — 17 mai 1933. — Arrêté viziriel relatif à la dénomination des agglomérations de la zone française du Maroc et portant fixation de l'orthographe française du nom des principales agglomérations (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 8 juin 1933) (*B. O. M.*, 16 juin 1933).

29 mai 1933. — Dahir modifiant l'article 5 du dahir du 18 mai 1932 relatif à l'aliénation des lots de colonisation à la suite d'un arrêté de déchéance ou à la requête des créanciers inscrits et au rachat de ces lots par l'Etat (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 22 juin 1933) (*B. O. M.*, 30 juin 1933).

5 août 1933. — Dahir modifiant du 20 février 1932 fixent le montant de la taxe judiciaire applicable à la distribution des deniers provenant de l'aliénation des lots de colonisation à la suite d'un arrêté de déchéance des attributaires desdits lots (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 21 septembre 1933) (*B. O. M.*, 29 septembre 1933).

Etrangers. — 15 mars 1933. — Dahir relatif au statut des ressortissants autrichiens en zone française de l'empire chérifien (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 15 mars 1933) (*B. O. M.*, 24 mars 1933).

15 mars 1933. -- Dahir relatif au statut des ressortissants allemands en zone française de l'empire chérifien (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 15 mars 1933) (*B. O. M.*, 24 mars 1933).

Exportation. Importation. — 4 avril 1933. — Dahir relatif à l'importation des animaux vivants en zone française de l'empire chérifien (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 5 avril 1933) (*B. O. M.*, 14 avril 1933).

20 novembre 1933. — Dahir modifiant le dahir du 4 avril 1933 relatif à l'importation des animaux vivants en zone française de l'empire chérifien (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 27 novembre 1933) (*B. O. M.*, 1^{er} décembre 1933).

Familles nombreuses. — 26 août 1933. — Dahir complétant le dahir du 4 juillet 1928 portant création de l'office des familles nombreuses françaises (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 27 septembre 1933) (*B. O. M.*, 6 octobre 1933).

Hygiène et salubrité publique. — 13 octobre 1933. — Arrêté viziriel portant classement des établissements insalubres, incommodes ou dangereux (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 6 novembre 1933) (*B. O. M.*, 1^{er} décembre 1933).

13 octobre 1933. — Dahir relatif aux établissements insalubres, incommodes ou dangereux (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 6 novembre 1933) (*B. O. M.*, 1^{er} décembre 1933).

Indemnités. Réquisitions. — 26 mai 1933. — Dahir relatif au jugement des réclamations portant sur le montant des indemnités de réquisition (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 23 juin 1933) (*B. O. M.*, 7 juillet 1933).

26 mai 1933. — Dahir sur les réquisitions à effectuer pour l'exécution des transports automobiles d'intérêt national (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 23 juin 1933) (*B. O. M.*, 7 juillet 1933).

1^{er} juin 1933. — Arrêté résidentiel relatif aux réquisitions à effectuer pour l'exécution des transports automobiles d'intérêt national (*B. O. M.*, 7 juillet 1933).

Main-d'œuvre indigène. — 11 janvier 1933. — Dahir modifiant le dahir du 27 octobre 1931 portant réglementation de la sortie des travailleurs marocains (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 23 janvier 1933) (*B. O. M.*, 3 février 1933).

Médecins. Pharmaciens. Dentistes. — 10 février 1933. — Dahir portant réorganisation du stage officinal en zone française du

Maroc (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 2 mars 1933) (B. O. M., 10 mars 1933).

15 février 1933. — Dahir portant organisation du stage dentaire en zone française du Maroc (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 2 mars 1933) (B. O. M., 10 mars 1933).

Métaux précieux. — 27 février 1933. — Dahir modifiant le dahir du 1^{er} octobre 1925 portant organisation du contrôle des matières de platine, d'or et d'argent (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 27 février 1933) (B. O. M., 3 mars 1933).

Mines. — 20 juin 1933. — Dahir modifiant le dahir du 15 décembre 1917 sur le timbre (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 3 juillet 1933) (B. O. M., 14 juillet 1933).

Pêche maritime et fluviale. — 7 avril 1933. — Dahir modifiant le dahir du 11 avril 1922 sur la pêche fluviale (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 4 mai 1933) (B. O. M., 12 mai 1933).

Protection des animaux. — 6 mars 1933. — Dahir conférant aux pachas et caïds des pouvoirs spéciaux pour assurer la protection des animaux domestiques (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 23 mars 1933) (B. O. M., 31 mars 1933).

29 décembre 1933. — Dahir complétant le dahir du 13 juillet 1914 édictant les mesures pour garantir les animaux domestiques contre les maladies contagieuses (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 7 février 1934) (B. O. M., 16 février 1934).

Propriété foncière. — 16 février 1933. — Dahir complétant le dahir du 18 février 1924 portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 7 mars 1933) (B. O. M., 17 mars 1933).

13 mars 1933. — Arrêté viziriel modifiant l'arrêté viziriel du 4 juin 1915 portant règlement sur le service de la conservation de la propriété foncière (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 13 mars 1933) (B. O. M., 17 mars 1933).

Propriétés industrielles et commerciales. — 18 juillet 1933. — Dahir modifiant le dahir du 23 juin 1916 relatif à la protection de la propriété industrielle (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 10 août 1933) (B. O. M., 25 août 1933).

29 juillet 1933. — Arrêté viziriel fixant les taxes, droits et émoluments perçus au titre de la propriété industrielle (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 10 août 1933) (B. O. M., 25 août 1933).

Transports. — 6 février 1933. — Dahir réglementant l'exploitation de services publics de transports en commun de voyageurs par véhicules automobiles sur route (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 6 février 1933) (*B. O. M.*, 10 février 1933).

6 février 1933. — Arrêté viziriel relatif à l'agrément des entrepreneurs de service public de transport en commun de voyageurs par véhicules automobiles sur route et à l'autorisation des véhicules affectés au service (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 6 février 1933) (*B. O. M.*, 10 février 1933) (Application du dahir du 6 février 1933).

19 avril 1933. — Arrêté viziriel relatif à l'exploitation des services publics de transports de marchandises et des services publics de transports mixtes (voyageurs et marchandises) par véhicules automobiles sur route (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 24 mai 1933) (*B. O. M.*, 2 juin 1933).

19 avril 1933. — Dahir réglementant l'exploitation des services publics de transports de marchandises et des services publics de transports mixtes (voyageurs et marchandises) par véhicules automobiles sur routes (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 24 mai 1933) (*B. O. M.*, 2 juin 1933).

19 avril 1933. — Arrêté viziriel complétant l'arrêté viziriel du 6 février 1933 relatif à l'agrément des entrepreneurs de services publics de transports en commun de voyageurs par véhicules automobiles sur route et à l'autorisation des véhicules affectés au service. (Vu pour promulgation et mise à exécution, le 24 mai 1933) (*B. O. M.*, 26 mai 1933).

COLONIES ET PROTECTORATS

par M. André MAYER,

avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation.

Réglementation générale

Amnistie. — La loi d'amnistie du 13 juillet a disposé qu'elle serait applicable à la Guadeloupe, la Martinique, la Réunion et la Guyane française et qu'à l'égard des autres colonies des décrets spéciaux fixeraient les infractions auxquelles elle s'applique (*J. Off.* 14 juillet).

Un décret du 5 octobre détermine pour les colonies françaises, à l'exception des Antilles, de la Guyane et de la Réunion les infractions auxquelles s'applique la loi d'amnistie du 13 juillet 1933 (*J. Off.* 11 octobre et 19 octobre).

Armée. — Différents décrets intéressent la solde, les indemnités, les primes d'engagement et de rengagement des troupes coloniales (V. les décrets des 29 mars, 21 avril, 10 mai, 6 septembre, *J. Off.* 3 et 27 avril, 13 mai, 20 septembre).

Avortement. — La loi du 31 juillet 1920 réprimant l'avortement et la propagande anticonceptionnelle est étendue aux colonies par un décret du 30 mai (*J. Off.* 3 juin).

Brocantage. — Un décret du 28 juillet a rendu applicable aux colonies autres que la Guadeloupe et la Réunion la loi du 15 février 1898 sur le commerce de brocanteur (*J. Off.* 2 août).

Code civil de commerce, d'instruction criminelle, pénal, de procédure civile. — Plusieurs décrets étendent aux colonies des lois récentes qui ont modifié certaines dispositions de ces Codes.

Notamment, un décret du 3 janvier porte application aux colonies de la loi du 13 février 1932 qui avait supprimé de l'acte de mariage toute énonciation relative aux oppositions (*J. Off.* 14 février).

Un décret du 26 janvier étend aux colonies autres que les anciennes colonies et aux pays de protectorat d'une part la loi du 2 avril 1932 qui, complétant l'article 1558 du Code civil, permet aux époux mariés sous le régime dotal de louer sous réserve de certaines garanties, les immeubles dotaux pour une durée pouvant aller de neuf à vingt-cinq ans ; d'autre part, la loi du 10 mars 1932 relative à l'apposition des mentions en marge des actes de l'état civil (*J. Off.*, 26 janvier).

La loi du 29 avril 1924, relative à la preuve des reprises de la femme mariée sous le régime de la communauté d'acquêts, a été étendue aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat par un décret du 20 mai (*J. Off.* 24 mai).

Un décret du 21 novembre, en vue de maintenir les législations civile et criminelle de nos colonies en harmonie avec celles de la métropole, a étendu aux colonies diverses lois qui ont modifié certains articles du Code civil, du Code de procédure, du Code Pénal et du Code d'Instruction criminelle (Loi des 26 novembre 1923 et 6 avril 1932 modifiant les articles 2, 50 et 59 du Code Procédure civile ; loi du 9 juillet 1931 modifiant l'article 2 de la loi du 27 février 1880, relative à l'aliénation des valeurs mobilières appartenant aux mineurs et interdits et l'article 389 du Code civil relatif aux obligations du père administrateur légal des biens de ses enfants mineurs ; loi du 2 février 1933 assimilant l'âge de la majorité matrimoniale à la majorité de droit commun et modifiant les articles 70, 75, 148, 151, 154, 158, 174 et 478 du Code civil ; lois du 19 février 1933 modifiant l'une les articles 228 et 313 du Code civil, la seconde l'article 184 du Code civil ; loi du 15 mars 1933 modifiant les articles 176, 177 et 178 du Code civil relatifs à la mainlevée des oppositions à mariage ; loi du 16 février 1933 complétant l'article 378 du Code pénal et l'article 312 du Code d'instruction criminelle ; loi du 17 février 1933 modifiant l'article 340 du Code pénal) (*J. Off.* 30 novembre).

Décorations. — Un décret du 14 juillet réglemente les conditions de nomination et de promotion dans les ordres coloniaux (*J. Off.* 19 juillet).

Détournement d'avances. — Le décret du 2 juin 1932 qui réprime les détournements et dissipations d'avances de salaires et primes d'engagements a été modifié sur certains points par un décret du 28 janvier 1933 (*J. Off.* 1^{er} février).

Divorce. — La loi du 13 avril 1932 qui a pour objet de sanctionner pénalement les manœuvres ayant pour but de la part d'un époux de dissimuler à son conjoint une action en divorce ou en séparation de corps est étendue aux colonies, pays de protectorat et sous mandat par un décret du 24 février (*J. Off.* 1^{er} mars).

Douanes. — Voir notamment les décrets des 7 août, 5 décembre, 22 décembre (*J. Off.* 8 août, 9 novembre, 23 décembre).

Fonctionnaires. — Plusieurs décrets intéressent leur rémunération (primes d'engagement, soldes, retraites) et portent dérogation aux textes qui avaient suspendu leur recrutement (*Décrets* des 25 et 29 mai, 24 juin, 27 et 31 août, 18 et 20 octobre) (*J. Off.* 31 mai, 1^{er} juin, 4 juillet, 3 septembre, 5 septembre, 21 et 25 octobre).

Louage. — L'article 12 de la loi du 12 juillet 1933, accordant une action en réduction de loyer aux commerçants, industriels et artisans, prévoit que des décrets édicteront dans les colonies et pays de protectorat les dispositions nécessaires à son application (*J. Off.* 14 juillet).

La loi du 13 juillet complétant la législation sur la propriété commerciale dispose que des décrets édicteront dans les colonies les dispositions qui pourront être nécessaires (*J. Off.* 14 juillet).

Médecine. — Un décret du 23 juillet applique aux colonies, la disposition essentielle de la loi du 21 avril 1933 sur l'exercice de la médecine et de l'art dentaire en France (exclusion des étrangers) (*J. Off.* 29 juillet).

Navigation aérienne. — Application des règles de la convention internationale de Varsovie du 12 octobre 1929 (décret du 25 juillet) (*J. Off.* 30 juillet).

Navigation maritime. — Une loi du 6 août subordonne au transport sous pavillon français le paiement des primes accordées à certains produits coloniaux par les lois de protection du 31 mars 1931 (*J. Off.* 8 août).

Pétrole. — Un décret du 10 mai réglemente les autorisations d'ouverture et d'exploitation des dépôts de produits de pétrole, dérivés et résidus (*J. Off.* 13 mai).

Produits oléagineux. — Afin de venir en aide aux Colonies éprouvées par la chute des cours des produits oléagineux, une loi du 6 août établit des droits de douane, prévoit reversement aux colonies de partie de ces droits, crée des appellations d'origine et prend diverses mesures destinées à garantir la qualité des produits (*J. Off.* 13 août).

Régime financier. — Modification de l'article 149 du décret du 30 décembre 1912 (décret du 6 septembre) (*J. Off.* 12 septembre).

Salubrité publique. — Un décret du 24 février modifie le décret du 27 décembre 1928 relatif à la police sanitaire maritime aux Colonies (*J. Off.* 1^{er} mars).

Sociétés par actions. — La loi du 13 novembre réglementant le droit de vote dans les assemblées d'actionnaires des sociétés par actions a été déclarée applicable aux colonies (*J. Off.* 15 novembre).

Vagabondage spécial. — L'article 1^{er} de la loi du 27 décembre 1916, relative à la répression du vagabondage spécial, a été rendue applicable aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat par un décret du 20 septembre (*J. Off.* 24 septembre).

Afrique Equatoriale Française

Armée. — Des décrets du 29 mars visent le recrutement des troupes indigènes en Indochine, à Madagascar et dépendances, à la Côte française des Somalis, en Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale française (*J. Off.* 4 avril).

Budgets. — De nombreux décrets dont l'énumération serait fastidieuse, approuvent le budget général et les budgets annexes, portent ouverture et annulation de crédits, modifient les rubriques du budget.

Citoyens français. — Divers décrets avaient facilité depuis la fin de la guerre aux anciens combattants originaires de nos possessions indochinoises et africaines l'attribution rapide et sans frais de la qualité de citoyen français. Il est apparu que devait intervenir une réglementation d'ensemble s'étendant à tous les gouvernements généraux et aux colonies du Pacifique et qui précise en les élargissant les conditions auxquelles est subordonné l'accès au droit de cité. A cette fin un décret du 19 avril réglemente l'accession à la qualité de citoyen français des sujets et protégés français, anciens combattants originaires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, de l'Indochine, de Madagascar, de la Nouvelle Calédonie, et des Etablissements français de l'Océanie (*J. Off.* 25 avril).

Les conditions d'accession à la qualité de citoyen français sont fixés pour l'Afrique équatoriale française par un décret du 6 septembre. Ce texte se substitue à un décret de 1912 et s'inspire de dispositions édictées à des dates récentes pour d'autres colonies (*J. Off.* 15 septembre).

Douanes. — Voir notamment les décrets des 13 mai, 14 juin, 1^{er} octobre (*J. Off.* des 17 mai, 18 juin, 13 octobre).

Emprunts. — Décrets réalisant des emprunts et portant ouverture de travaux (lignes de chemin de fer notamment) sur fonds d'emprunt.

Fonctionnaires. — Un décret du 21 février fixe le taux du supplément colonial à attribuer aux fonctionnaires servant en Afrique équatoriale française (*J. Off.* 4 mars) et un décret du 15 avril fixe le supplément colonial à attribuer au personnel militaire (*J. Off.* 25 avril).

Régime minier. — Le régime minier est réglementé par un décret du 13 octobre (*J. Off.* 19 octobre et 21 novembre).

Travaux publics. — Un décret du 17 décembre approuve un arrêté du Gouverneur général réglementant la police des voies ferrées (*J. Off.* 23 décembre).

Afrique Occidentale Française

Appareils à vapeur. — Ils sont réglementés par un décret du 13 juin (*J. Off.* 18 et 25 juin).

Armée. — Voir Afrique équatoriale française.

Budgets. — Nombreux décrets approuvant le budget, portant ouverture et annulation de crédits.

Citoyen français. — Voir Afrique équatoriale française.

Code pénal. — Un décret du 2 septembre modifie l'alinéa 2 de l'article 179 du Code Pénal réprimant la tentative de corruption non suivie d'effet (correctionnalisation de ce délit) (*J. Off.* 7 septembre).

Conseil de gouvernement. — Modification à sa composition par un décret du 22 juin (*J. Off.* 24 juin).

Côte d'Ivoire. — Son chef-lieu est transféré de Bingerville à Abidjan (décret du 10 août) (*J. Off.* du 19 août).

Douanes. — Plusieurs décrets intéressent les rapports de la colonie avec la métropole et l'Algérie et cherchent à remédier à la crise des oléagineux.

Emprunts. — Décrets autorisant le gouvernement général à réaliser des emprunts et à effectuer des travaux par prélèvement sur fonds d'emprunt.

Expropriation. — Modification au régime de l'expropriation pour cause d'utilité publique et de l'occupation temporaire par un décret du 24 août (*J. Off.* du 29 août).

Fraude. — Un décret du 23 juillet rend applicable la loi du 19 mars 1925 relative à la répression des fraudes dans le commerce des engrais (*J. Off.* 5 août).

Instruction criminelle. — Elle est modifiée par un décret du 2 septembre qui tient compte d'une part des modifications apportées dans la métropole et d'autre part des changements réalisés dans l'organisation judiciaire de la colonie (*J. Off.* 13 septembre).

Prêt. — Décret du 1^{er} juillet interdisant les prêts sur pension. Exception est faite seulement pour certaines sociétés philanthropiques (*J. Off.* 7 juillet).

Régime foncier. — Le décret du 8 octobre 1925 instituant un mode de constatation des droits fonciers des Indigènes est modifié par un décret du 20 décembre (*J. Off.* 27 décembre).

Sénégal. — Détermination des limites entre le Sénégal d'une part et la Mauritanie et la Guinée française d'autre part. — Voir les décrets des 8 et 13 décembre (*J. Off.* 12 et 20 décembre).

Trésor public. — Un décret du 9 février institue le privilège du Trésor en matière de contributions indirectes et de taxe sur le chiffre d'affaires (*J. Off.* 14 février).

Cameroun et Togo

Alcool. — Un décret du 8 juillet modifie le décret du 24 mai 1931 portant réglementation du régime de l'alcool au Cameroun (*J. Off.* 13 juillet).

Budget. — Nombreux décrets pris pour le Cameroun et Togo approuvant le budget, portant ouverture et annulation de crédit, portant création de rubriques nouvelles.

Chambres de commerce. — Modification au régime des Chambres de commerce, d'agriculture et d'industrie au Cameroun ; décret du 9 mars 1933 (*J. Off.* 14 mars).

Cultes. — L'article 7 du mandat sur le Cameroun, confirmé à la France le 20 juillet 1922, spécifie que la puissance mandataire assurera la pleine liberté de conscience et le libre exercice des cultes à charge pour elle d'exercer tel contrôle qui serait nécessaire. Pour assurer cette obligation un décret du 28 mars réglemente le régime des cultes, décret qui n'établit entre les associations religieuses aucune distinction de confession ou de nationalité (*J. Off.* 4 avril).

Douanes. — Plusieurs décrets relatifs au régime douanier.

Emprunts. — Décrets relatifs à la réalisation d'emprunts et à l'ouverture de travaux sur fonds d'emprunt.

Intérêt. — Un décret du 23 novembre fixe le taux de l'intérêt légal au Cameroun à 5 % en matière civile et à 6 % en matière commerciale (*J. Off.* 30 novembre).

Justice. — Un décret du 13 décembre 1932 fixe la procédure à suivre en matière de demande en révision des jugements et arrêts des tribunaux indigènes de la Chambre d'homologation au Cameroun (*J. Off.* 1^{er} janvier).

La justice indigène au Togo était organisée par un décret de 1922 ; elle a dû être modifiée profondément. Un décret du 21 avril la réorganise ; il reproduit avec les adaptations de détail nécessaires le décret du 3 décembre 1931 qui avait réorganisé la justice indigène en Afrique occidentale française (*J. Off.* 27 avril).

Prêt. — En présence des conséquences entraînées par la baisse des cours des produits locaux au point de vue des transactions où figurent des indigènes, il a paru nécessaire de prendre des mesures pour réprimer certaines formes délictueuses de crédit. Un décret du 29 novembre réglemente le prêt et édicte des règles contre l'usure (*J. Off.* 1^{er} décembre).

Guadeloupe

Code civil. — La loi du 15 mars 1933 modifiant et complétant les articles 176, 177 et 178 du Code civil relatifs à la mainlevée des oppositions à mariage est applicable dans les Colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion (*J. Off.* 17 mars). Dans ces mêmes colonies a été déclarée applicable la loi du 19 février modifiant les articles 228 et 313 du Code civil (*J. Off.* 21 février), de même que la loi du 2 février 1933 assimilant l'âge de la majorité matrimoniale à l'âge de la majorité de droit commun (*J. Off.* 4 février) et la loi du 19 février 1933 modifiant l'article 184 du Code civil (*J. Off.* 24 février).

Conseil général. — Un décret du 2 décembre rend applicable aux colonies de la Martinique de la Guadeloupe et dépendances et de la Réunion l'article 20 de la loi du 10 août 1871 (démission des conseillers généraux) (*J. Off.* 8 décembre).

Conseil privé. — Sa composition est modifiée par l'adjonction du directeur de la Banque locale d'émission dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et dépendances, de la Réunion et de la Guyane par un décret du 10 novembre (*J. Off.* 14 novembre).

Douanes. — Différents décrets et une loi du 25 mai (*J. Off.* 2 juin), intéressent le tarif douanier de la colonie.

Emprunts. — Réalisation d'une tranche de l'emprunt autorisé par une loi de 1931. Décret du 12 décembre (*J. Off.* 13 décembre).

Fonds de commerce. — Un décret du 8 mars approuve une délibération du Conseil général relative à l'application dans la colonie de dispositions fiscales concernant la vente ou le nantissement des fonds de commerce (*J. Off.* 14 mars).

Fraude. — Décret du 24 septembre pris pour assurer l'application des lois réprimant la fraude dans le commerce des engrais (*J. Off.* 28 septembre et 11 octobre).

Notaire. — La loi du 20 décembre 1933 qui a supprimé la formalité de la légalisation pour les actes notariés lorsqu'il doit en être fait usage en France ou aux colonies est applicable à la Guadeloupe, la Réunion et la Martinique (*J. Off.* 22 décembre).

Recel. — Une loi du 23 octobre rend applicable aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion les dispositions de la loi du 22 mai 1915 sur le recel (*J. Off.* 4 novembre).

Taxe de séjour. — Un décret du 25 juillet a approuvé une délibération du Conseil général créant une taxe de séjour sur les immigrants étrangers à la colonie (*J. Off.* 3 août).

Guyane

Budget. — V. les décrets des 20 novembre et 6 décembre (*J. Off.* 23 novembre et 10 décembre).

Communes. — Un décret du 7 novembre a pour objet d'assurer des garanties de stabilité au personnel communal (*J. Off.* 10 novembre).

Conseil Privé. — V. Guadeloupe.

Emprunts. — Décret du 12 février autorisant l'ouverture de travaux et l'engagement de dépenses sur fonds d'emprunt (*J. Off.* 15 février).

Etat civil. — Un décret du 29 juillet crée des centres de l'Etat civil dans le territoire de l'Inini et permet au gouverneur d'investir certains fonctionnaires de la qualité d'officier d'état civil ; il prolonge dans ce territoire et en Guyane le délai imparti par l'article 55 du Code civil pour la déclaration de naissances (*J. Off.* 5 août).

Impôts. — Plusieurs décrets fixent le mode d'assiette et les règles de perception de différents impôts. Ils sont tous du 3 août

(*J. Off.* 9 août) et concernant le droit de timbre sur les chèques, sur les affiches, l'impôt sur le revenu des créances, l'enregistrement des mutations de fonds de commerce.

Inde (Établissements Français de l')

Explosifs. — Un décret du 4 juillet intéresse le régime des explosifs (*J. Off.* 9 juillet).

Impôts. — V. pour la patente le décret du 27 juillet (*J. Off.* 3 août) et pour l'impôt foncier le décret du 3 septembre (*J. Off.* 8 septembre).

Indochine

Admission. — Un décret du 31 août régleme les conditions d'admission des Français et des étrangers dans la colonie et les conditions de résidence des étrangers (*J. Off.* 22 septembre).

Amendes. — L'article 33 de la loi de Finances du 30 mars 1902 relatif aux décimes à ajouter au montant des amendes est rendu applicable par un décret du 6 septembre (*J. Off.* 12 septembre).

Arbitrage. — Modification au régime de la conciliation et de l'arbitrage par un décret du 23 décembre (*J. Off.* 30 décembre).

Armée. — Voir Afrique équatoriale française.

Association. — Un décret du 21 février détermine le régime des associations laïques (*J. Off.* 26 février).

Budget. — Divers crédits relatifs au budget.

Citoyen français. — Modification aux conditions de jouissance du droit civil, de l'acquisition de la nationalité française par un décret du 24 août (*J. Off.* 29 août).

V. aussi Afrique équatoriale française.

Conseils économiques et financiers. — Des modifications sont apportées aux textes qui les régissent par un décret du 3 août (*J. Off.* 9 août).

Crédit agricole. — Un décret du 20 mai porte création d'un Office indochinois de crédit mutuel agricole et règle l'organisation et le fonctionnement du crédit agricole (*J. Off.* 25 mai et 1^{er} juin).

Douanes. — Nombreux décrets relatifs aux douanes intéressant notamment le tarif douanier, la nomenclature douanière. Une

loi du 25 mai a ratifié une délibération de la commission permanente du Conseil de gouvernement portant organisation et réglementation du régime des entrepôts de douanes et réforme du régime des dépôts en douane (*J. Off.* 2 juin).

Décret du 28 septembre relatif à des surtaxes compensatrices de l'écart des changes (*J. Off.* 6 octobre).

Emprunts. — Réalisation d'emprunts et travaux sur fonds d'emprunt.

Fonctionnaires. — Voir notamment un décret du 13 mai relatif à la réduction des traitements (*J. Off.* 19 mai).

Fonds de commerce. — Un règlement d'administration publique du 21 décembre détermine avec détails les conditions d'application de la loi du 17 mars 1909 relative à la vente et au nantissement des fonds de commerce (*J. Off.* 29 décembre).

Fraudes. — Deux décrets du 1^{er} août portent règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes, l'un en ce qui concerne les vins de liqueur, les vermouths et les apéritifs à base de vins, l'autre en ce qui concerne les viandes, produits de la charcuterie, fruits, légumes, poissons et conserves alimentaires (*J. Off.* des 5 et 6 août).

Un décret de la même date concerne la répression des fraudes dans le commerce des engrais (*J. Off.* 10 août).

Médecine. — Un décret du 30 juin autorise la formation de chirurgiens dentistes indigènes (*J. Off.* 7 juillet).

L'Ecole de médecine et de pharmacie est transformée en école de plein exercice et organisée par un décret du 19 octobre (*J. Off.* 8 novembre).

Pharmacie. — Modification à la réglementation de l'exercice de la pharmacie. Décret du 24 août (*J. Off.* 29 août).

Pilotage. — Un décret du 31 mars porte réglementation du pilotage. Il reprend dans son ensemble les dispositions de la loi métropolitaine du 28 mars 1928 (*J. Off.* 4 avril).

Régime foncier. — Voir un décret du 8 juillet et deux décrets du 25 juillet (*J. Off.* des 13 et 30 juillet).

Régime minier. — Un décret du 23 novembre modifie le régime minier en prévoyant des dispositions relatives à la recherche et à la concession des hydrocarbures (*J. Off.* 6 décembre).

En raison de la prolongation de la crise économique un décret du 21 décembre a étendu pour l'année 1934 les mesures de faveur

prises au cours des exercices précédents pour les concessions instituées depuis moins de dix ans (*J. Off.* 27 décembre).

Un décret du 17 septembre modifie le décret du 29 mai 1931 sur les redevances minières (*J. Off.* 21 septembre).

Sursis. — L'application du sursis en ce qui concerne les peines d'amende infligées aux délinquants en matière de contributions indirectes est supprimée par un décret du 29 mars (*J. Off.* 4 avril).

Transports automobiles. — Un décret du 6 mai, modifié par un décret du 17 septembre, réglemente les transports automobiles (*J. Off.* 13 mai et 21 septembre).

Travail. — Les conditions du travail libre des indigènes et asiatiques assimilés sont réglementées par un décret du 19 janvier. Les dispositions de ce décret ne sont pas applicables à l'agriculture ; par contre en raison de la non promulgation en Indochine du Code français du travail, les mesures protectrices édictées ont été étendues aux femmes, enfants et adolescents européens (*J. Off.* 28 janvier et 28 mars).

Un décret du 15 juin réglemente l'emploi des étrangers en Indochine (*J. Off.* 22 juin).

Madagascar

Armée. — Voir Afrique équatoriale française.

Budget. — Décrets approuvant le budget, portant ouverture et annulation de crédits, modifiant sur certains points la contexture du budget.

Délégations économiques et financières. — Le décret du 7 mai 1924 qui les avait créées est modifié par un décret du 1^{er} août afin d'assurer la représentation des chambres de commerce (*J. Off.* 6 août).

Emprunts. — Décrets autorisant la colonie à contracter et réaliser des emprunts, et à entreprendre des travaux sur fonds d'emprunt.

Fraude. — La loi du 19 mars 1925 relative à la répression des fraudes dans le commerce des engrais est étendue à Madagascar par un décret du 23 juillet (*J. Off.* 5 août).

Justice. — Un décret du 24 septembre modifie le décret du 9 mai 1909 qui avait réorganisé la justice indigène à Madagascar. Ces modifications sont la conséquence des changements apportés dans les divisions territoriales (*J. Off.* 28 septembre).

Nationalité. — Un décret du 6 septembre dispose que l'exercice des droits civils est indépendant de l'exercice des droits politiques ; il fixe les conditions de jouissance des droits civils, d'acquisition, de perte et de recouvrement de la qualité de Français. Les dispositions de ce texte ne sont pas applicables aux indigènes (*J. Off.* 16 septembre et 7 novembre).

Pharmacie. — Un décret du 4 août réglemente l'exercice de la pharmacie (*J. Off.* 10 août et *J. Off.* 13 août).

Martinique

Code civil. — Voir Guadeloupe.

Conseil général. — Voir Guadeloupe.

Conseil privé. — Voir Guadeloupe.

Emprunts. — Comme pour les colonies précédentes des décrets autorisent des réalisations d'emprunt et l'exécution de grands travaux à l'aide de ressources d'emprunt.

Enseignement technique. — Un décret du 15 janvier rend applicable à la Martinique les dispositions de la loi du 25 juillet 1919 relative à l'organisation de l'enseignement technique (*J. Off.* 21 janvier).

Notaire. — V. Guadeloupe.

Recel. — V. Guadeloupe.

Nouvelle-Calédonie

Bien de famille. — Un décret du 22 mars étend les dispositions de la loi du 14 mars 1928 sur la valeur du bien de famille insaisissable (*J. Off.* 29 mars).

Boissons. — Une loi du 5 août ratifie un décret approuvant une délibération du Conseil général du 4 décembre 1931 tendant à prohiber, sous la dénomination de vins, l'importation dans cette colonie, des boissons fabriquées avec des raisins secs, des figues, des dattes et autres produits analogues (*J. Off.* 19 août).

Douanes. — Différents décrets relatifs à l'organisation du service des douanes et à des taxes et surtaxes douanières.

Emprunts. — Réalisation d'emprunts et travaux sur fonds d'emprunt.

Impôt. — Un décret du 15 avril est relatif à la capitation due par les indigènes (*J. Off.* 21 avril).

Un décret du 21 mars est relatif à des droits d'octroi de mer (*J. Off.* 30 mars).

Métis. — La condition juridique des métis nés de parents inconnus est fixée par un décret du 30 mai (*J. Off.* 3 juin).

Océanie (Etablissements français de l')

Budget. — Voir décret du 10 juin (*J. Off.* 14 juin).

Délégations économiques et financières. — Instituées en 1932, leur organisation est modifiée par un décret du 17 mai (*J. Off.* 21 mai).

Douanes. — Décrets intéressant le service des douanes et le tarif douanier.

Intérêt. — Le taux des intérêts conventionnel et légal est fixé en matière civile et commerciale par un décret du 15 septembre (*J. Off.* 20 septembre).

Justice. — Un décret du 21 novembre réorganise la justice et les règles de procédure. Il coordonne les dispositions antérieures, les adapte aux règles plus récentes de la législation métropolitaine et coloniale tout en tenant compte des particularités locales (*J. Off.* 29 novembre).

La qualité d'officiers de police judiciaire est conférée aux brigadiers de gendarmerie et aux gendarmes chefs de postes par un décret du 1^{er} avril (*J. Off.* 12 avril).

Nationalité. — Un décret du 9 juillet fixe les conditions de la naturalisation. Il modifie les dispositions antérieures afin de restreindre l'acquisition de la nationalité *jure soli* (*J. Off.* 18 juillet).

Réunion

Code civil. — Voir Guadeloupe.

Conseil général. — Voir Guadeloupe.

Conseil privé. — V. Guadeloupe.

Emprunts. — Décrets relatifs à la réalisation d'emprunts et à l'exécution de travaux sur fonds d'emprunt.

Louage. — Un décret du 23 décembre rend applicable la loi du 29 juin 1929 sur les baux à loyer (*J. Off.* 28 décembre).

Notaire. — Voir Guadeloupe.

Pharmacie. — L'exercice de la pharmacie est réglementé par un décret du 3 août (*J. Off.* 9 août).

Recel. — V. Guadeloupe.

Saint-Pierre et Miquelon

Budget. — Décrets approuvant le budget et portant ouverture de crédits supplémentaires.

Energie électrique. — Un décret du 9 mars réglemente les transmissions d'énergie électrique. (*J. Off.* 15 mars).

Régime minier. — Certains indices de gisements miniers ayant été constatés, deux décrets du 7 février et du 13 octobre ont été pris pour réglementer le régime des mines. (*J. Off.* 11 février et 20 octobre).

Somalis (Côte Française des)

Armée. — V. Afrique équatoriale française.

Un décret du 28 janvier complété par un décret du 24 juin réorganise la milice indigène (*J. Off.* 1^{er} février et 2 juillet).

Budget. — Différents décrets intéressent cette rubrique.

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS

INSÉRÉS, ANALYSÉS OU MENTIONNÉS DANS L'ANNUAIRE DE LÉGISLATION FRANÇAISE

FRANCE

1933		Pages	1933		Pages
2 janv.	D. Recrutement des fonctionnaires.	17	12 janv.	L. Compétence territoriale des notaires des chefs-lieux d'arrondissement supprimés.	19
6 —	L. Reboisement des terrains en montagne....	30	11 —	L. Doubles impositions (Belgique).	2
7 —	L. Condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides (Grande-Bretagne, Egypte).....	2	— —	L. Etablissements de bienfaisance privée, surveillance.	40, 51
9 —	D. Assurances sociales, taux de la contribution patronale pour les salariés.	39	— —	L. Tribunaux de Commerce, élection des membres.	19, 52
— —	L. Dommages de guerre, fonction de rapporteur près la Commission supérieure confiée à des auditeurs au Conseil d'Etat et à la Cour des comptes.	18	— —	L. Voies ferrées d'intérêt local.	33
10 —	Engagements et engagements résiliables dans les troupes coloniales..	12	15 —	D. Journée de huit heures dans les industries textiles.	38
11 —	L. Chemins de fer, contrats de concession....	33	18 —	D. Organisation de l'école nationale supérieure de l'aéronautique.	28
12 —	D. Chômage, durée des secours alloués par les fonds publics.	40	19 —	D. Chemins de fer, journée de huit heures....	34
— —	D. Chômage, taux des subventions aux institutions publiques	40	— —	D. Code de la route, modification.	35
— —	L. Code de procédure civile, assignations et actes d'appel, modifications des articles 61, 64, 70, 456 et 1029....	20, 47	— —	L. Régions libérées, dommages de guerre.....	35
			20 —	D. Droits de douane sur les pommes de terre et la fécule.	30
			— —	D. Indemnisation des victimes civiles de la guerre ou de leurs ayants droit (Belgique)	5

	1933	Pages		1933	Pages
20 janv.	L. Circulation des wagons - poste, transport des colis postaux.....	33	28 janv.	D. Avancement des ingénieurs des poids et mesures.	27
21 —	D. Importation des lins d'origine étrangère. . . .	27	2 fév.	L. Code civil, assimilation de l'âge de la majorité matrimoniale à l'âge de la majorité de droit commun.	21, 64
— —	D. Imprimerie lithographique, dessins et modèles.	27	7 —	D. Organisation du Conseil de l'air.	29
— —	L. Jardins ouvriers.....	40	— —	L. Code pénal, garanties de la liberté individuelle.	23, 70
22 —	D. Organisation de l'intendance militaire et du service de santé des troupes coloniales.	12	9 —	D. Stock de sûreté du blé	31
23 —	D. Ilcure légale.....	35	12 —	L. Transformation des écoles rurales en écoles mixtes.	24
— —	D. Réorganisation du Conseil supérieur de la défense nationale	12	16 —	D. Droits de douane sur les beurres.	31
24 —	L. Emploi du boni des Caisses d'épargne.....	37	— —	D. Pacte de non-agression, procédure de conciliation (U. R. S. S.).....	6
26 —	D. Réorganisation des services de main-d'œuvre du Ministère du travail.	38	— —	L. Code pénal, secret professionnel du jury, art. 378, complément	24
— —	D. Sociétés coopératives ouvrières de production et de crédit.	38	17 —	D. Doubles impositions (Belgique).	2
— —	L. Arrangement commercial (Egypte).	2	— —	L. Code pénal, bigamie, art. 340, modification..	24
— —	L. Défense du blé.....	30	19 —	D. Réorganisation du corps des équipages de la flotte.	14
27 —	D. Accord commercial (Allemagne).	5	— —	L. Code civil, désaveu d'enfant ou de paternité, art. 228 (al. 3) et 313 (al. 2).	21, 89
— —	D. Accord de compensation (Bulgarie)	6	— —	L. Code civil, mariage, art. 184, modification..	21
— —	D. Accord de compensation (Yougoslavie)	6	25 —	L. Coupes forestières....	33
— —	D. Echanges commerciaux du bassin de la Sarre avec le territoire douanier allemand.	5	— —	D. Courses de lévriers..	17
— —	D. échange de lettres (Suisse).	6	26 —	D. Courses de lévriers....	17
— —	D. <i>Modus vivendi</i> commercial (Chili).	6	28 —	L. Redressement budgétaire, aménagements fiscaux.	16
— —	L. Navigation aérienne (Tchécoslovaquie)	3	— —	L. Impôt foncier.....	42
— —	D. Répression des fraudes, semences de blé..	31	— —	L. Impôt général sur le revenu.	42

TABLE CHRONOLOGIQUE

215

1933		Pages	1933		Pages
28 fév.	L. Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.	42	15 mars	L. Code civil, mainlevée des oppositions à mariage, art. 176, 177 et 178, modifications	22
— —	L. Impôt sur les traitements et salaires.	41	17 —	D. Suppression ou suspension de la haute paye pour les militaires indigènes coloniaux condamnés ou envoyés dans une section spéciale.	12
— —	L. Surtaxe pour grands magasins et maisons à succursales multiples . .	42	— —	D. Union postale universelle.	6
— —	L. Taxe annuelle de transmission.	42	18 —	D. Sociétés d'assurances mutuelles agricoles contre la grêle, subventions.	31
— —	L. Timbre de dimension. .	42	20 —	Arr. D. Importation de diverses marchandises étrangères (ard o i s e s, produits chimiques, maroquinerie, etc.).	27
— —	L. Timbre de quittance..	42	22 —	D. Statistiques économiques.	6
— —	L. Timbre des chèques et virements.	42	— —	L. Traité de travail (Italie).	3
— —	L. Automobiles, essence gas-oils, alcool.	43	25 —	D. Assurances sociales, comptabilité des Cais- ses.	39
4 mars	D. Echange des actes d'état civil (Grèce).	6	— —	D. Pourcentage de blé indigène.	31
— —	D. Règlements commerciaux (Hongrie)	6	28 —	L. Ouvrages de côte (armée).	11
— —	L. Tarif des douanes sur les cloches de chapellerie en soie artificielle..	26	30 —	D. Convention consulaire, transmission des actes judiciaires et des commissions rogatoires en matière civile et commerciale (Lituanie)...	7
8 —	Arr. D. Importation de certaines marchandises étrangères.	31	31 —	D. Constitution d'un bien de famille insaisissable en ce qui touche les honoraires des notaires, greffiers et experts....	19
— —	D. Appellation d'origine de certains produits (chaussures).	27	— —	D. Création d'une Cour spéciale de justice militaire chargée de la révision des jugements..	12
— —	D. Stock de sûreté du blé.	31			
9 —	L. Redressement financier, aménagements fiscaux.	16			
13 —	D. Arrangement commercial (Suède).	6			
— —	D. Conditions d'obtention du diplôme de géomètre expert.	25			
— —	D. Convention commerciale (Finlande).	6			
— —	D. Recrutement du personnel du secrétariat du parquet du Tribunal de la Seine.	19			
14 —	D. Allocations familiales. .	38			
— —	D. <i>Modus vivendi</i> commercial (Costa-Rica)....	6			

	Pages		Pages
1933		1933	
31 mars D. Modification au règlement du service dans l'armée.	12	22 avril D. Assurances sociales, surprimes.	40
1 ^{er} avril D. Organisation de l'armée de l'air.	29	23 — L. Ordures ménagères.	16
5 — D. Interdiction d'entrée et de transit de plantes et fruits, introduction du pou de San-José.	31	27 — Droits de douane sur les vins de Porto et de Madère.	31
6 — D. Arrangement commercial (Norvège).	7	— — D. Stock de sûreté du blé	31
— — L. Stupéfiants.	3	28 — D. Organisation du Conseil supérieur de la guerre et de l'état-major général de l'armée.	12
8 — D. Energie électrique dans les campagnes.	31	29 — D. Rééducation professionnelle aux marins de commerce victimes d'accidents du travail.	36
8 — D. Organisation de la surveillance et du contrôle des objets mobiliers appartenant à l'Etat.	25	— — D. Statut du personnel civil des établissements militaires.	12
8 — L. Bail à ferme, réduction des prix au profit du fermier.	22, 92	30 — D. Organisation du service d'architecture des monuments historiques.	25
— — L. Calamités publiques.	16	30 — D. Primes aux grandes pêches.	37
11 — D. Assurances sociales, montant des pensions d'orphelins.	40	— — L. Habitations à bon marché, taux de redevance due par les organismes	41
12 — D. Culture de l'olivier.	31	1 ^{er} mai D. Statut des adjudants-chefs et adjudants du service de l'artillerie.	12
— — L. Gares internationales de Modane et de Vintimille (Italie).	3	— — L. Emplois réservés pour les fonctionnaires de police.	16
13 — L. Doubles impositions (Italie).	3	3 — D. Accord commercial (Union économique belgo-luxembourgeoise).	7
15 — D. Honneurs (Marine).	14	— — D. Composition du Conseil supérieur de l'air.	29
— — L. Tarif douanier concernant l'iode.	26	— — L. Accord commercial (Union économique belgo-luxembourgeoise).	3
16 — D. Contentieux du Conseil d'Etat.	19	— — L. Arrangement frontalier (Union économique belgo-luxembourgeoise).	4
— — D. Loyers (Espagne).	7	5 — D. Création d'un service international de photographes.	34
— — L. Pêche dans les eaux territoriales de France et d'Algérie.	36	— — D. Tarif douanier conventionnel (Canada).	7
19 — L. Traitement préférentiel du maïs hongrois (Hongrie).	3		
20 — L. Régions libérées, dommages de guerre.	35		
21 — L. Exercice de la médecine par des étrangers.	41		

TABLE CHRONOLOGIQUE

217

	Pages
1933	
5 mai L. Poids de la pièce de cinq francs en nickel..	16
6 — D. Conseils d'enquête des officiers de l'armée active.	13
— — L. Tarification douanière de l'essence de citronnelle.	26
7 — L. Calamités publiques..	16
9 — D. Convention commerciale (Hongrie).	7
— — D. Loyers (Etats-Unis d'Amérique).	7
— — D. Traitement préférentiel du maïs hongrois (Hongrie).	3
10 — D. Affaire des phares (Grèce).	8
— — D. <i>Modus vivendi</i> commercial (Italie).	7
11 — L. Fusion de l'Office national du combattant avec l'Office national des mutilés et réformés de la guerre.....	14
13 — D. Personnel de l'Office de renseignements agricoles.	31
14 — Arr. D. Mesures pour arrêter les progrès du doryphora.	31
15 — D. Amitié, conciliation et arbitrage (Turquie) ...	8
16 — D. Blés, farines et céréales (Algérie)	8
17 — D. Contentieux du Conseil d'Etat	19
19 — D. Habitations à bon marché, contrôle.	41
— — D. Tarif des émoluments des greffiers de justice de paix.	31
23 — D. Pêche côtière.....	37
24 — D. Contrôle de la comptabilité des études de notaire.	19
— — Soins gratuits aux mutilés.	14

	Pages
1933	
27 mai L. Détermination et conservation des postes électro-sémaphoriques. .	14
28 — D. Recrutement de l'armée.	13
30 — D. Circulation automobile (Italie).	8
30 — D. Gares internationales de Modane et de Vintimille (Italie).	3
— — D. Navigation aérienne (Tchécoslovaquie). . . .	3
31 — D. Accidents du travail..	39
— — L. Budget général 1933..	17
— — L. Droits de succession..	44
— — L. Impôt général sur le revenu.	43
— — L. Impôt sur le revenu des créances.	44
— — L. Impôt sur les B. I. C..	43
— — L. Alcools, automobiles, taxe sur le chiffre d'affaires.	44
1 ^{er} juin D. Conditions d'admission dans les différents corps d'officiers de réserve de l'armée de mer.	14
2 — D. Assurances sociales (taux d'intérêt des placements des caisses)...	40
3 — D. Organisation de l'administration centrale et de l'école de l'air.....	29
— — L. Sécurité des ouvriers mineurs.	37
6 — D. Etablissements de l'artillerie et des fabrications d'armement. . . .	13
7 — Arr. Etablissements de l'artillerie et des fabrications d'armement	13
8 — D. Arrangement commercial (Italie).	8
— — D. Convention commerciale (Hongrie).	8
— — D. Ecole spéciale militaire.	13

		Pages			Pages
1933			1933		
9 juin	D. Sociétés de secours mutuels.	38	25 juin	D. Conciliation, règlement judiciaire et arbitrage (Finlande).	8
13 —	D. Ecole du service de santé militaire	13	26 —	D. Doubles impositions (Italie).	3
15 —	D. Convention commerciale (Tchécoslovaquie).	8	— —	L. Commission de réforme en cas d'hostilités.	11
16 —	D. Fusion de l'Office national du combattant avec l'Office national des mutilés et réformés de la guerre.	14	— —	L. Sursis d'incorporation (armée).	11
— —	D. Loyers (Grande-Bretagne).	8	27 —	D. Conditions de nomination des navigateurs de de la marine marchande dans les cadres de la réserve de la marine militaire.	15
— —	D. Loyers (Suisse).	8	— —	D. Organisation des prisons militaires.	15
— —	L. Marine marchande, sécurité et hygiène à bord des navires.	36	— —	D. Réorganisation des équipages de la flotte	15
17 —	D. Avancement des sous-officiers de cavalerie.	13	28 —	L. Accord commercial (Italie).	4
— —	L. Usages commerciaux, cotons cardés hydrophiles, loi du 13 juin 1866, dispositions complémentaires.	26	29 —	L. Compétence des conseils de prud'hommes.	37
18 —	D. Transport et maintenance des poudres, munitions, artifices et matières assimilées.	35	— —	L. Compétence des conseils de prud'hommes et Code du travail.	19
20 —	L. Création d'aéroports.	26	— —	D. Accord commercial (Allemagne).	8
21 —	D. Réorganisation des cadres de l'administration centrale de la marine et transformation d'emplois	15	— —	D. Stupéfiants.	3
22 —	L. <i>Modus vivendi</i> commercial (Italie).	4	— —	L. Bail à loyer, modification de la loi du 1 ^{er} avril 1926.	22
23 —	D. Paiement des indemnités afférentes aux dommages de guerre qui ont atteint les archives des communes et hospices.	25	— —	L. Importation d'articles ménagers.	26
23 —	L. Recrutement de la magistrature.	20	— —	L. Organisation du Ministère de l'Air.	28
24 —	D. Attributions de la direction du contentieux et de la justice militaire.	13	1 ^{er} juill.	D. Convention commerciale (Estonie).	9
			3 —	L. Récompenses nationales.	19
			4 —	D. Affectations spéciales en cas de mobilisation.	13
			— —	D. Emploi par des tiers de documents appartenant au service géographique de l'armée.	13

TABLE CHRONOLOGIQUE

219

	Pages
1933	
4 juill. L. Importation des truites fraîches.	33
5 — L. Code de commerce, dérogation aux art. 157 et 187, règlement des billets de fonds de commerce.	26, 98
6 — D. Importation des truites fraîches.	32
— — D. Traité Zaldivar-Delcassé (Salvador).	9
— — L. Elections aux chambres d'agriculture. . . .	30
7 — D. Création d'un corps d'ingénieurs des poids et mesures.	27
— — D. Organisation du personnel de l'Office national des combustibles liquides.	27
— — L. Prophylaxie de la tuberculose des bovidés et le contrôle de la salubrité des viandes.....	30
8 — L. Circulation des wagons-poste, transport des colis postaux.	34
— — L. Régime des grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général....	34, 101
— — L. Viticulture et commerce des vins.....	30
10 — D. Bâtiments de la marine nationale	15
— — D. Protection des appellations d'origine (Salvador).	9
— — L. Fixation d'un prix minimum pour le blé.....	30
11 — L. Détermination et conservation des postes militaires relatifs à la défense des côtes ou à la sécurité de la navigation	14
12 — D. Conditions de détachement des sous-préfets et secrétaires généraux de préfectures.	17

	Pages
1933	
12 juill. D. Règlement des paiements commerciaux (Autriche).	9
— — L. Bail à loyer, révision	22, 102
— — L. Droits de douane applicables à divers produits ou marchandises, modification.	26
— — L. Retraites de vieillesse et d'invalidité des ouvriers mineurs.	38
13 — L. Avances aux sociétés coopératives de crédit pour les industries d'art	26
— — L. Bail à loyer, renouvellement.	23, 109
— — L. Délits et contraventions, amnistie	24
— — L. Doubles impositions (Belgique).	4
— — L. Doubles impositions (Italie).	4
14 — D. Assurances sociales, taux d'intérêt des placements des caisses.....	40
— — D. Caisses régionales de crédit agricole mutuel..	32
14 — D. Placement de l'actif des entreprises d'assurances sur la vie.	38
— — D. Placement de l'actif des sociétés d'épargne	38
— — L. Service des étudiants en médecine, pharmacie, chirurgie dentaire (Armée).	11
15 — D. Direction de la gendarmerie.	13
— — L. Huiles minérales, monopole d'importation....	26
— — L. Traitement préférentiel du maïs yougoslave (Yougoslavie).	4
— — L. Tarif douanier, importation de crustacés d'origine étrangère, modification.	26

	Pages		Pages
1933		1933	
17 juill. D. Organisation du corps de contrôle de l'administration de l'aéronautique.	29	25 juill. D. Recrutement de l'armée de mer, organisation des réserves, cadres des assimilés spéciaux.	15
— — D. Question des biens (Syrie, Liban, Turquie)...	9	26 -- D. Tables alphabétiques décennales des actes de l'état civil.	20
— — D. Réglementation des congés et permissions (Armée).	13	27 — D. Règlement des paiements commerciaux (Equateur).	9
18 - D. Importation et transit des plantes vivantes, y compris les fruits frais.	32	-- — L. Assistance aux indigents (Suisse).	4
19 - L. Code du travail, art. 47, modification.	23	28 — D. Assurances sociales, assurés des professions non agricoles ou forestières.	40
— — L. Contrôle et répartition du pourboire (salaires).	38	— — D. Manutention et transport de matières combustibles.	35
— — L. Façonniers travaillant à domicile pour des négociants.	38	— — L. <i>Modus vivendi</i> (Lituanie).	5
— — L. Poteries cuites en grès, droits de douane, modification.	27	— — L. Régime douanier applicable aux vins et autres produits tunisiens (Algérie).	5
— — L. Surveillance des sociétés assurances-vie et contrôle des sociétés de capitalisation ..	38, 126	30 — D. Création d'un personnel de militaires spécialistes de carrière.....	13
20 — L. Convention entre la Compagnie transatlantique et le ministère de la Marine marchande. . . .	36	-- — D. Régions libérées, dommages de guerre.....	35
— — L. Mousseline de laine, tarif douanier.	27	31 -- L. Admission temporaire des maïs étrangers.....	30
— — L. Produits dérivés du pétrole.	27	- — L. Composition de la Commission supérieure des dommages de guerre...	19
22 -- D. Exportation compensatrice des blés.....	32	1 ^{er} août D. Accord commercial (Autriche).	9
-- -- D. Filons étrangers.....	28	— — D. Admission temporaire des maïs et des blés durs.	32
23 -- L. Exécution des jugements en matière civile et commerciale (Italie).	4	-- -- D. Chômage. — Canaux et rivières canalisées qui mettent en communication la France, l'Allemagne et la Belgique..	9
24 D. Surtaxe douanière sur les vins de liqueur (Portugal).	9	2 — D. Admission temporaire des maïs et des blés durs.	32
— — L. Protection de la propriété littéraire et artistique (Italie).	4		

TABLE CHRONOLOGIQUE

221

1933		Pages	1933		Pages
2 août	D. Surtaxe compensatrice de l'écart des changes pour les marchandises originaires de l'Estonie.	9	15 août	D. Recrutement, congédiement et réforme des marins et militaires de l'armée de mer, formation des élèves officiers de réserve de la marine	15
3 --	L. Acide tartrique, protection douanière.	27	18 --	D. Admission des stagiaires (Espagne).	10
4 --	D. Origine des beurres, fruits, œufs et miels importés.	32	-- --	D. Ecoles de perfectionnement d'officiers de réserve.	13
5 --	D. Convention commerciale (Estonie).	10	-- --	L. Importations des conserves de poisson de provenance étrangère.	27
-- --	D. Suppression de la taxe compensatrice pour les marchandises originaires de l'Estonie.	9	22 --	D. Accidents du travail.	39
6 --	D. <i>Modus vivendi</i> commercial (Turquie).	10	24 --	D. Céréales (Algérie).	10
-- --	D. Règlement des paiements commerciaux (Turquie).	10	-- --	D. Soldes des marins de différentes catégories, officiers de marine, traitements et indemnités des fonctionnaires et employés civils.	15
-- --	L. Fruits et graines oléagineux, matières grasses et leurs dérivés, droits de douanes.	27	25 --	D. Assurances-décès.	29
-- --	L. Primes accordées à certains produits coloniaux.	36	-- --	D. Baccalauréat de l'enseignement secondaire.	25
10 --	D. Allocations aux victimes des inondations de mars 1930.	18	-- --	D. Diplôme de chirurgien-dentiste.	25
-- --	D. Doubles impositions (Belgique).	4	-- --	D. Indication d'origine de produits étrangers.	28
-- --	L. Importations du poisson de mer d'origine étrangère.	27	26 --	Arr. D. Importation de certaines marchandises étrangères.	32
11 --	D. Traitement préférentiel du maïs yougoslave (Yougoslavie).	4	-- --	D. Postes, télégraphes, téléphones, organisation de l'administration centrale.	34
12 --	L. Réservant des emplois de leur profession aux médecins, pharmaciens, chirurgiens dentistes et vétérinaires pensionnés pour infirmités de guerre.	14	27 --	L. Radiotélégraphie internationale.	5
13 --	D. Déclaration de récolte de vins.	32	30 --	D. Conseil d'administration de l'école nationale des eaux et forêts.	33
			1 ^{er} sept.	D. Admission des blés tendres.	32
			2 --	D. Indication d'origine de certains produits étrangers.	28
			5 --	D. Convention commerciale (Grèce).	10

	Pages		Pages
1933		1933	
6 sept. D. Convention commerciale (Belgique).	10	12 oct. D. Réorganisation du Comité technique, de la Commission permanente des essais des bâtiments de la flotte, de la commission permanente de contrôle et de révision du règlement d'armement et de la Commission permanente des essais des ouvrages de côte et de défense contre aéronefs.	15
- - D. Taux d'extraction des farines panifiables, vente des farines panifiables et fourragères de blé.	32	15 - D. Comptes courants et chèques postaux.	34
7 - D. Auditeurs de 2 ^e classe au Conseil d'Etat.	20	18 - D. Commission de codification du droit maritime.	37
- - D. Production et commerce des céréales.	32	- - D. Marchés de guerre, jury national.	20
10 - L. Echange de lettres (Allemagne).	5	- - D. Réorganisation de l'armée de l'air.	29
18 - D. Solde des marins et officiers de marine.	15	19 - D. Réorganisation de l'école nationale des eaux et forêts.	33
19 - D. Solde des marins et officiers de marine.	15	21 - D. Assistance aux indigents (Suisse).	5
21 - D. Fonctionnement des services du Comité supérieur de l'aménagement et de l'organisation de la région parisienne.	18	- - D. Conservation des eaux et forêts.	33
24 - D. Répression des fraudes, cidres et poirés.	32	- - D. Organisation des services aériens.	29
25 - D. Impôt sur le chiffre d'affaires.	18	23 - D. Cartes d'identité destinées aux étrangers.	18
26 - Arr. D. Importation des huiles fines pures de maïs.	28	- - D. Recrutement des indigènes algériens.	13
- - D. Taxes sur les licences d'importation du maïs.	28	31 - D. Caisse d'Epargne, taux de l'intérêt.	34
30 - D. Effectif des syndics de gens de mer.	37	3 nov. D. Films cinématographiques (Allemagne).	10
1 ^{er} oct. D. <i>Modus vivendi</i> commercial (Italie).	10	3 - D. Statut des maisons d'éducation de la Légion d'honneur.	20
3 - D. Droits de douane applicables aux biscuits, pain et biscottes grillées, modification.	28	- - D. L. Funérailles nationales à Paul Painlevé.	24
- - D. Engagements (Armée).	13	7 - D. Contrôle à l'étranger du trafic des Compagnies de navigation aérienne subventionnées.	29
8 - D. Tarification douanière huiles fines pures.	28		
10 - D. Etablissements d'enseignement secondaire de l'Etat.	25		
11 - D. Importation des provenances de Pologne.	10		

TABLE CHRONOLOGIQUE

223

	Pages		Pages
1933		1933	
7 nov. D. Organisation de l'école navale et de l'école d'application des enseignes de vaisseau.....	15	23 nov. L. Statut des opérations radiotélégraphistes. ...	36
-- -- L. Funérailles nationales au docteur Roux.....	25	24 -- D. Doubles impositions (Italie).	4
9 -- D. Conditions de nomination des sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture.	18	29 -- Arr. D. Conditions de recrutement du personnel des bibliothèques universitaires.	25
-- -- D. Service des eaux et forêts.	33	30 -- D. Expulsions (Grande-Bretagne, Irlande du Nord, gouvernement de l'Inde)	11
10 -- D. Temps de commandement des colonels, commandants et capitaines..	14	1 ^{er} déc. D. Assurances sociales, statut du personnel des services départementaux	40
13 -- D. Surtaxe douanière sur les importations douanières.	28	-- -- D. Réceptions radio-électriques.	35
-- -- L. Droit de vote dans les assemblées d'actionnaires des sociétés par actions.	23, 131	2 -- D. Assur ^{es} sociales, élections des représentants.	40
18 -- D. Etablissement des nationaux, commerce et navigation (Panama).	10	4 -- D. Règlement de l'Académie des sciences morales et politiques.	25
20 -- Arr. D. Organisation de l'exploitation du poste national de radiodiffusion.	35	7 -- D. Réorganisation de la direction de l'aéronautique civile.	29
21 -- D. Police des courses et des jeux.	18	12 -- D. Pensions militaires....	14
-- -- D. Stupéfiants.	18	-- -- D. Personnel non officier des réserves de l'armée de mer.	15
-- -- L. Organisation du Conseil d'Etat statuant au contentieux (modification)..	19	13 -- L. Conserves d'asperges, droits de douane.	27
22 -- D. Exécution des jugements en matière civile et commerciale (Italie)..	4	14 -- D. Tarif des notaires....	20
-- -- Marins de commerce, assurances sociales. . . .	37	-- -- D. Création d'un personnel de militaires spécialisés de carrière.	13
-- -- L. Repos du dimanche aux clercs des officiers publics et ministériels....	38	-- -- D. Tarif des notaires....	20
23 -- D. Accord frontalier (Luxembourg).	11	16 -- D. Chômage, artistes non salariés.	40
-- -- D. Convention postale (Maroc).	11	17 -- D. Attributions des recteurs et inspecteurs d'Académie dans l'enseignement technique.	25
-- -- D. Magistrature coloniale	20	-- -- D. Service des eaux et forêts.	33
		-- -- L. Contrebande des tabacs	17
		18 -- D. Echanges commerciaux du territoire de la Sarre avec le territoire douanier allemand.	11

	Pages		Pages
1933		1933	
18 déc. D. Marins de commerce, assurances sociales.	37	23 déc. L. Fonds de commerce..	45
-- -- L. Composition du Conseil supérieur de l'Instruction publique.	25	-- -- L. Immeubles, valeurs mobilières, automobiles, spiritueux anisés et apéritifs à base d'alcool..	46
19 -- L. Sabots, droits de douane.	27	26 -- L. Assurances sociales (Espagne).	5
20 -- D. Radiodiffusion, longueurs d'onde.	35	-- -- L. Travail et assistance (Espagne).	5
-- -- L. Fermeture du fonds de commerce, suppression de la peine.	24, 142	27 -- D. Surtaxes de change..	28
-- -- L. Législation des actes notariés en France et aux Colonies.	23, 140	27 déc. L. Organisation douanière et fiscale (frontière franco-suisse).	5, 148
21 -- D. Manutention et transports des hydrocarbures et des combustibles liquides.	36	28 -- D. Importation des engrais azotés.	28
-- -- D. <i>Modus vivendi</i> commercial (Italie).	4	-- -- D. Surtaxes de change..	28
21 -- D. Protection de la propriété littéraire et artistique (Italie).	4	29 -- D. Dépôt légal des périodiques.	18
22 -- L. Organisation des cadres des réserves (Armée).	12	-- -- D. Habitations à bon marché, sociétés de crédit immobilier.	41
22 -- L. Recrutement de l'armée.	12	-- -- L. Régions libérées, ouvriers mineurs.	35
23 -- L. Rétablissement de l'équilibre budgétaire.	17	30 -- Arr. D. Importation de diverses marchandises étrangères.	28
-- -- L. Impôt général sur le revenu.	45	-- -- D. Marins de commerce frais de traitement, d'entretien et de rapatriement pour cause de maladie ou blessure.....	37
-- -- L. Impôt sur les bénéfices agricoles.	45	-- -- D. Perception d'une taxe sur les charbons importés.	36
-- -- L. Impôt sur les bénéfices des professions non commerciales.	45	31 -- D. Caisses d'épargne, taux de l'intérêt.	39
		-- -- L. Accord financier (Monaco).	5

ALSACE ET LORRAINE

4 janv. Arr. Tarif officiel des médicaments.	160	6 janv. D. Assurances sociales..	163
5 -- Arr. Défense des végétaux.	158	-- -- D. Organisation des services locaux de la direction générale.	158
-- -- D. Organisation générale des services.	158	7 -- D. Places de guerre et servitudes militaires.....	161

TABLE CHRONOLOGIQUE

223

1933		Pages	1933		Pages
31 janv.	L. Fonctionnaires, indemnités compensatrices ..	160	8 juill.	L. Chemins de fer..	157, 158
9 fév.	D. Organisation générale des services.	158	10 —	D. Assurance-grêle.....	163
14 —	Arr. Centres de recherches phytopathologiques	158	12 —	L. Baux à loyer.....	163
28 —	L. Fonctionnaires, indemnités compensatrices....	160	13 —	L. Amnistie.	163
— —	L. Législation fiscale....	160	— —	L. Baux à loyer.....	163
1 ^{er} mars	L. Assurance des employés.	157, 166	15 —	D. Vins et viticultures..	162
— —	L. Assurances sociales..	163	18 —	D. Main d'œuvre étrangère.	165
4 —	D. Impôts divers et taxes.	160	20 —	D. Ouvriers de l'Etat...	162
— —	D. Taxes diverses.....	156	22 —	D. Chemins de fer.....	158
7 —	L. Apprentissage.	165	23 —	D. Police.	156, 161
— —	L. Dévaluation monétaire.	156	27 —	D. Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg, cadres du personnel.	159
9 —	D. Pensions.	162	6 août	L. Assurance des employés.	157, 167
13 —	D. Géomètres.	160	— —	L. Assurances sociales. ..	164
— —	D. Enseignement, avancement du personnel.	159	5 sept.	Arr. Allocations familiales	166
— —	L. Indemnités accordées aux Alsaciens et Lorrains détenus civils pendant la guerre. ..	157, 159	6 —	Arr. Allocations familiales	166
31 —	L. Fonctionnaires, indemnités compensatrices ..	160	15 —	Chasse et animaux nuisibles.	158
21 avril.	Arr. Journée de huit heures.	164	— —	D. Ouvriers de l'Etat...	162
30 —	D. Journée de huit heures.	164	3 oct.	D. Main d'œuvre étrangère.	165
2 mai	L. Assurance des employés.	157	7 —	D. Organisation de la Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg.	159
— —	L. Assurances sociales.	163, 166	21 —	D. Débits de tabacs.....	159
23 —	D. Police.	161	23 —	D. Agents de l'enregistrement.	160
31 —	L. Fonctionnaires, indemnités compensatrices....	160	— —	D. Journée de huit heures.	165
— —	L. Législation fiscale....	160	31 —	D. Caisses d'épargne....	164
— —	L. Liquidation des biens et intérêts allemands...	161	2 nov.	D. Organisation générale des services.	158
— —	L. Valeurs mobilières....	162	— —	Arr. Organisation générale des services.	158
3 juin	D. Journée de huit heures	164	23 —	D. Assurances sociales..	164
12 —	Arr. Travaux communaux	159	— —	D. Ecole nationale supérieure du pétrole et des combustibles liquides à Strasbourg.	159
21 —	Arr. Enseignement supérieur.	159	— —	D. Port autonome de Strasbourg.	162
23 —	D. Organisation judiciaire.	162	30 —	D. Organisation générale des services.	158
7 juill.	L. Législation vétérinaire	161			
— —	L. Police sanitaire.....	155			

	1933	Pages		1933	Pages
2 déc.	Arr. Organisation générale des services.	158	23 déc.	L. Fonctionnaires, indemnités compensatrices. ..	160
6 —	D. Places de guerre et servitudes militaires. . . .	161	— —	L. Législation fiscale....	160
19 —	D. Organisation judiciaire	162	28 —	L. Blés.	164
			31 —	D. Impôts divers et taxes	160

ALGÉRIE

	1933	Pages		1933	Pages
6 janv.	D. Droit d'expertise.....	170	23 juin	D. Création d'une justice de paix civile à Olin-Sefra.	173
— —	D. Sociétés étrangères...	174	— —	D. Magistrats.	175
27 —	D. Sociétés de secours mutuels.	171	— —	D. Suppression de la justice de paix civile de Djelfa.	172
3 fév.	Arr. Allocations militaires	178	30 —	D. Liberté individuelle...	174
10 —	D. Postes, télégraphes et téléphones	171	1 ^{er} juill.	Arr. Service de la topographie.	178
14 —	L. Classement des routes nationales.	178	8 —	L. Viticulture et commerce des vins.	176
23 —	D. Finances.	172	10 —	L. Blés.	176
24 —	Arr. Recrutement de l'armée.	179	12 —	L. Baux à loyer.....	174
26 —	D. Corps des marins indigènes.	170	13 —	D. Blés.	176
14 mars	Arr. Organisation administrative.	169	— —	L. Baux à loyer.....	174
21 —	D. Organisation administrative.	169	18 —	Arr. Transport en commun.	178
23 —	D. Certificats internationaux de route.....	178	19 —	L. Sociétés de prévoyance, de secours et de prêts mutuels.	177
6 avril	L. Organisation administrative.	169	23 —	D. Enseignement.	171
8 —	L. Baux à ferme.....	173	25 —	Arr. Communes.	170
16 —	L. Pêche.	177	28 —	Arr. Farines panifiables..	176
26 —	L. Communes.....	170	— —	Arr. Warrantage des blés	176
27 —	D. Tribunaux de commerce.	172	29 —	D. Blés et farines.....	176
21 mai	D. Conseil supérieur du Gouvernement.	170	4 août	Arr. Limite d'âge des avoués, commissaires-priseurs, greffiers, huissiers et notaires.....	177
23 —	Arr. Enseignement.	171	10 —	Arr. Durée du stage des cadis notaires.	177
16 juin	L. Navigation.	178	— —	D. Contrat d'assurance...	173
18 —	D. Enregistrement et hypothèques.	171	19 —	L. Statut des eaux souterraines.	170
20 —	D. Répression des fraudes sur les sirops et liqueurs de cassis. . . .	174			

TABLE CHRONOLOGIQUE

227

1933	Pages	1933	Pages
2 sept. D. Exploitants de mino-		8 nov. Arr. Sociétés de pré-	
— — D. Hygiène et santé pu-	176	— — voyance, de secours et	
8 — D. Domaines.	176	— — de prêts mutuels.....	177
— — D. Pensions.	178	13 — D. Sociétés par actions..	174
10 — D. Expropriation.	176	16 — D. Impôts revenus.....	172
10 oct. Arr. Enseignement. . . .	171	30 — D. Alcools, Tabacs, Vins.	172
18 — Arr. Chemins de fer.....	179	— — D. Radiodiffusion.	172
23 — D. Code algérien de la		7 déc. Arr. Organisation judi-	
— — route.	179	— — ciaire.	173
— — D. Recrutement des in-		14 — D. Pénalités relatives au	
— — digènes algériens.	170	— — refus collectif de l'impôt	172
— — D. Travail des femmes et		19 — D. Téléphones.	171
— — des enfants.	175	20 — L. Organisation adminis-	
25 — D. Répression des fraudes		— — trative.	170
— — dans le commerce des		22 — D. Cartes d'identité des	
— — cafés, chicorées et thés. . . .	174	— — étrangers.	176
— — D. Répression des fraudes		— — D. Droits de timbre.....	171
— — dans le commerce du		— — D. Impôts revenus.....	172
— — beurre et la fabrication		— — D. Poids et mesures.....	178
— — de la margarine.....	174	— — D. Radiodiffusion.	176
3 nov. D. Exercice de la méde-		— — D. Sociétés à responsabi-	
— — cine.	177	— — lité limitée.	174
— — D. Pensions.	178	— — D. Superposition des im-	
6 — D. Eaux et forêts.....	170	— — pôts.	172
		— — D. Taxe sur les vins et	
		— — les céréales.	172
		29 — Arr. Baux à loyer.....	174

TUNISIE

1933	Pages	1933	Pages
8 janv. D. Pêche.	187	3 mai D. Plantations de vignes..	186
9 — D. Organisation judiciaire	183	12 — D. Statut des interprètes	
15 — D. Warrantages du blé		— — judiciaires.	183
— — dur et de l'orge.....	185	27 — D. Réquisitions en temps	
25 — Arr. Pigeons voyageurs..	182	— — temps de guerre.....	182
16 fév. D. Vins.	185	30 — D. Ports maritimes de	
21 — D. Hygiène et santé publi-		— — commerce.	187
— — que.	186	10 juin D. Propriété foncière. . .	187
9 mars D. Habous.	183	23 — D. Journée de huit heures	187
30 — D. Enseignement.	183	24 — D. Protection de la voie	
6 avril D. Monnaies.....	187	— — publique, police du rou-	
7 — D. Plantations de vignes.	186	— — lage et de la circulation	184
28 — D. Traitements des juges		3 juill. Arr. D. Organisation ad-	
— — de paix.	183	— — ministrative.	181
29 — D. Tribunal de première		— — D. Enseignement.	183
— — instance de Sousse....	183	5 — D. Baux à loyer.	184

1933		Pages	1933		Pages
6 juill.	D. Taxe sur la valeur locative des immeubles..	184	23 oct.	D. Organisation administrative.	182
12 —	D. Conseils de région....	182	30 —	D. Procédure devant la Commission de révision	185
18 —	Arr. Finances.	183	17 nov.	Arr. Enseignement. . . .	183
20 —	D. Culte.	182	— —	D. Commissions arbitrales des occupations....	185
28 —	D. Tribunal civil.....	183	23 —	Arr. Protection de la voie publique, du roulage et de la circulation.	184
30 —	D. Répression des fraudes	185	4 déc.	D. Alcools et débits de boissons.	186
2 août	D. Baux à loyer.	184	6 —	Arr. D. Finances.....	183
5 —	D. Eaux.	183	9 —	D. Taxe locative.....	185
7 —	D. Colonisation.	186	14 —	D. Taxe locative.....	185
8 —	D. Baux à ferme.....	184	23 —	D. Radiotélégraphie	187
31 —	D. Urbanisme.	187	26 —	D. Police.	184
7 sept	D. Habous.	183	28 —	Arr. Chambre de Commerce.	182
19 —	D. Baux à ferme.....	185	— —	Arr. Chambres économiques.	182
— —	D. Baux à loyer.....	184	— —	D. Finances.	183
25 —	D. Enseignement.	183			
7 oct.	D. Baux ruraux.....	185			
9 —	D. Caisses de prêts.....	186			
13 —	Arr. D. Organisation administrative.	181			
21 —	Arr. Organisation administrative.	182			

MAROC

1933		Pages	1933		Pages
4 janv.	D. Conseil supérieur de l'élevage.	194	14 mars	D. Explosifs.	190
6 —	Arr. D. Organisation administrative.	189	15 —	D. Régime des eaux....	190
11 —	D. Main d'œuvre indigène	196	— —	D. Statut des ressortissants autrichiens et allemands.	195, 196
13 —	D. Finances.	191	23 —	Arr. Finances.	191
6 fév.	Arr. D. Transports.....	198	31 —	D. Enseignement.	191
— —	D. Accidents du travail..	194	1 ^{er} avril	D. Crédit au petit et moyen commerce. . . .	195
— —	D. Code de commerce maritime.	193	4 —	D. Importation des animaux vivants.	196
— —	D. Enseignement.	190	— —	D. Police sanitaire.....	193
10 —	Arr. Police de la circulation et du roulage....	192	7 —	D. Pêche.	197
— —	D. Médecins, pharmaciens, dentistes, stage officinal	196	— —	D. Police.	193
16 —	D. Propriété foncière....	197	14 —	L. Finances.	192
27 —	D. Métaux précieux.....	197	19 —	Arr. D. Transports.....	198
6 mars	D. Protection des animaux.	197	— —	D. Contrats d'assurances en matière de transport.	195
13 —	Arr. Propriété foncière..	197	1 ^{er} mai	Arr. Chambres françaises consultatives.	190

TABLE CHRONOLOGIQUE

229

Pages

1933

2 mai	D. Droit maritime.	193
17 —	Arr. Colonisation.	195
20 —	Arr. Crédit agricole mu- tuel.	195
26 —	D. Indemnités de réquisi- tion.	196
26 —	D. Transports automobiles d'intérêt national	196
27 —	D. Produits agricoles....	194
29 —	D. Colonisation.	195
1 ^{er} juin	D. Transports automobiles d'intérêt national.	196
5 —	Arr. Répression des frau- des.	194
— —	D. Associations.	195
20 —	D. Mines.	197
6 juill.	D. Procédure civile.....	194
18 —	D. Propriété industrielle et commerciale.	197
29 —	Arr. Propriété industrielle et commerciale.	197
5 août	D. Chambres françaises consultatives.	190
— —	D. Colonisation.	195
9 —	D. Répression des fraudes	194
23 —	D. Répression des fraudes	194
26 —	D. Familles nombreuses..	196

1933

28 août	D. Répression de la réci- dive par les juridictions makhzen. :	192
6 sept.	D. Servitudes des ouvra- ges de la marine natio- nale française.	190
29 —	D. Bigamie.	193
— —	D. Code pénal, art. 378, Code d'instruction cri- minelle, art. 312.....	193
5 oct.	Arr. Région militaire des confins algéro-marocains	190
9 —	D. Régime des eaux....	190
13 —	Arr. D. Hygiène et salu- brité publique.	196
23 —	D. Recrutement des indi- gènes algériens.	190
1 ^{er} nov.	D. Organisation adminis- trative.	190
— —	D. Procédure civile.....	194
4 —	D. Produits agricoles....	194
15 —	D. Caisse du blé.....	195
29 —	D. Importation des ani- maux vivants.	196
11 déc.	D. Non-représentation des enfants mineurs.	193
16 —	D. Enseignement.	191
17 —	D. Finances.	192
29 —	D. Protection des animaux	197

Pages

COLONIES ET PROTECTORATS

Pages

1933

3 janv.	D. Acte de mariage.....	199
15 —	D. Enseignement techni- que (Martinique).	210
19 —	D. Travail (Indochine)..	209
26 —	D. Mariage.	200
28 —	D. Détournement d'avan- ces.	200
— —	D. Milice indigène (Côte française des Somalis).	212
7 fév.	D. Mines (Saint-Pierre et Miquelon).	212
9 —	D. Trésor public (Afrique occidentale française) ..	204

1933

12 fév.	D. Emprunts (Guyane)....	206
21 —	D. Fonctionnaires (Afri- que équatoriale fran- çaise).	203
— —	D. Associations laïques (Indochine).	207
24 —	D. Divorce.	200
24 —	D. Salubrité publique. . .	201
8 mars	D. Fonds de commerce Guadeloupe).	206
9 —	D. Chambres de Com- merce (Cameroun). . . .	204

Page

	Pages		Pages
1933		1933	
9 mars D. Energie électrique (Saint-Pierre et Miquelon).	212	20 mai D. Crédit agricole (Indochine).	207
15 — L. Mariage (Guadeloupe, Martinique et Réunion)..	205	— — D. Mariage.	200
22 — D. Biens de famille (Nouvelle-Calédonie).	210	25 — D. Fonctionnaires.	201
28 — D. Cultes (Cameroun)...	204	— — L. Douanes (Guadeloupe).	205
29 — D. Armée.	199	— — L. Douanes (Indochine)..	207
— — D. Recrutement des troupes indigènes (Indochine, Madagascar, Somalis, Afrique occidentale française et Afrique équatoriale française. . .	202	29 — D. Fonctionnaires.	201
— — D. Sursis, contributions indirectes (Indochine). . .	209	30 — D. Avortement.	199
31 — D. Pilotage (Indochine)..	208	— — D. Métis (Nouvelle-Calédonie).	211
1 ^{er} avril D. Police judiciaire (Etablissements français de l'Océanie).	211	10 juin D. Budget (Etablissements français de l'Océanie)..	211
15 — D. Fonctionnaires (Afrique équatoriale française).	203	13 — D. Appareils à vapeur (Afrique occidentale française).	203
— — D. Impôts (Nouvelle-Calédonie).	211	14 — D. Douanes (Afrique équatoriale française).	202
19 — D. Citoyens français (Afrique occidentale française, Indochine, Madagascar, Nouvelle-Calédonie et Etablissements français de l'Océanie) . .	202	15 — D. Main d'œuvre étrangère (Indochine).	209
21 — D. Armée.	199	22 — D. Conseil de gouvernement (Afrique occidentale française).	203
— — D. Tribunaux indigènes (Cameroun et Togo)...	205	24 — D. Fonctionnaires.	201
6 mai D. Transports automobiles (Indochine).	209	30 — D. Médecine (Indochine)..	208
10 — D. Armée.	199	1 ^{er} juill. D. Prêts sur pension (Afrique occidentale française).	204
— — D. Pétrole.	201	4 — D. Explosifs (Etablissements français de l'Inde)	207
13 — D. Douanes (Afrique équatoriale française).	202	8 — D. Alcool (Cameroun et Togo).	204
— — D. Fonctionnaires (Indochine).	208	— — D. Régimeancier (Indochine).	208
17 — D. Délégations économiques et financières (Etablissements français de l'Océanie).	211	9 — D. Nationalité (Etablissements français de l'Océanie).	211
		12 — L. Baux à loyer.	201
		13 — L. Amnistie.	199
		— — L. Baux à loyer.....	201
		14 — D. Décorations.	200
		23 — D. Médecine.	201
		— — D. Répression des fraudes (Afrique occidentale française).	203
		— — D. Répression des fraudes (Madagascar).	209
		25 — D. Navigation aérienne..	201

TABLE CHRONOLOGIQUE

231

1933	Pages	1933	Pages
25 juill. D. Régime foncier (Indochine).	208	6 sept. D. Nationalité (Madagascar).	210
— — D. Taxe de séjour (Guadeloupe).	206	— — D. Régime financier.	201
27 — D. Impôts (Etablissements français de l'Inde).	207	15 — D. Taux des intérêts conventionnel et légal (Etablissements français de l'Océanie).	211
28 — D. Brocantage.	199	17 — D. Mines (Indochine).	209
29 — D. Etat civil (Guyane).	206	20 — D. Vagabondage spécial.	201
1 ^{er} août D. Délégations économiques et financières (Madagascar).	209	24 — D. Tribunaux indigènes (Madagascar).	209
— — D. Répression des fraudes (Indochine).	208	28 — D. Douanes (Indochine).	208
3 — D. Conseils économiques et financiers (Indochine).	207	1 ^{er} oct. D. Douanes (Afrique équatoriale française).	202
— — D. Perception de différents impôts (Guyane).	206	5 — D. Amnistie.	199
3 — D. Pharmacie (Réunion).	212	13 — D. Mines (Saint-Pierre et Miquelon).	212
4 — D. Pharmacie (Madagascar).	210	— — D. Régime minier (Afrique équatoriale française).	203
5 — L. Boissons (Nouvelle-Calédonie).	210	18 — D. Fonctionnaires.	201
6 — L. Navigation maritime.	201	19 — D. Médecine (Indochine).	208
— — L. Produits oléagineux.	201	23 — L. Recel (Guadeloupe, Martinique et Réunion).	206
7 — D. Douanes.	201	25 — D. Fonctionnaires.	201
24 — D. Expropriation (Afrique occidentale française).	203	7 nov. D. Personnel communal (Guyane).	206
— — D. Nationalité (Afrique équatoriale française, Indochine).	207	13 — L. Sociétés par actions.	202
— — D. Pharmacie (Indochine).	208	20 — D. Budget (Guyane).	206
27 — D. Fonctionnaires.	201	21 — D. Code civil, Code de procédure, Code pénal et Code d'instruction criminelle, modifications de certains articles.	200
31 — D. Condition des étrangers (Indochine).	207	— — D. Organisation judiciaire (Etablissements français de l'Océanie).	211
31 — D. Fonctionnaires.	201	23 — D. Mines (Indochine).	208
2 sept. D. Code pénal, alinéa 2 de l'art. 179 (Afrique occidentale française).	203	— — D. Taux de l'intérêt légal (Cameroun).	205
— — D. Organisation judiciaire (Afrique occidentale française).	204	29 — D. Prêt (Cameroun et Togo).	205
3 — D. Impôts (Etablissements français de l'Inde).	207	2 déc. D. Démission des Conseillers généraux (Martinique, Guadeloupe et Réunion).	205
6 — D. Amendes (Indochine).	207	5 — D. Douanes.	201
— — D. Armée.	199	6 — D. Budget (Guyane).	206
— — D. Citoyens français (Afrique équatoriale française).	202		

1933		Pages	1933		Pages
12 déc.	D. Emprunts (Guadeloupe)	206	21 déc.	D. Mines (Indochine)...	208
17 —	D. Police des voies fer-		— —	Régl. Fonds de commerce	
	rées (Afrique équatoriale			(Indochine).	208
	française).	203	22 —	D. Douanes.	201
20 —	D. Régime foncier (Afri-		23 —	D. Arbitrage (Indochine)..	207
	que occidentale fran-		— —	D. Baux à loyer (Réu-	
	çaise).	204		nion).	212
--	L. Notariat (Guadeloupe,		24 —	D. Répression des frau-	
	Martinique et Réunion).	206		des (Guadeloupe).	206

TABLE ANALYTIQUE

A

ACADÉMIE. — V. ENSEIGNEMENT.
 ACCIDENTS DU TRAVAIL. — Fonds de garantie, D. p. 39. — Taux des taxes à percevoir pour l'alimentation des fonds prévus par la législation, D. p. 39. — V. MARINE MARCHANDE, MAROC.
 ACIDE TARTRIQUE. — V. DOUANES.
 ACTES DE L'ÉTAT CIVIL. — Tables alphabétiques décennales, D. p. 20. — V. GUYANE, TRAITÉS.
 ACTES NOTARIÉS. — Modification de l'art. 28 de la loi du 25 ventôse an xi, L. p. 23. — V. NOTARIAT.
 AÉRONAUTIQUE. — V. NAVIGATION AÉRIENNE.
 AÉROPORTS. — V. CHAMBRE DE COMMERCE.
 AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — V. TRAITÉS.
 AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE. — Armée, D. p. 202. — Chemins de fer, D. p. 203. — Douanes, D. p. 202. — Fonctionnaires, D. p. 203. — Mines, D. p. 203. — Nationalité, D. p. 202.
 AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE. — Appareils à vapeur, D. p. 203. — Armée, V. AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE. — Code pénal, alinéa 2, art. 179, D. p. 203. — Expropriation, D. p. 203. — Impôts, D. p. 204. — Nationalité, V. AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE. — Organisation judiciaire, D. p. 204. — Prêt, D. p. 204. — Régime foncier, D. p. 204. — Répression des fraudes, D. p. 203.
 AGRICULTURE. — Admission temporaire des maïs et des blés durs et tendres, D. p. 32. — Admission temporaire des maïs étrangers, L. p. 30. — Blé indigène, D. p. 31, 32. — Calamités agricoles, allocations, D. p. 31. — Céréales, D. p. 32. — Chambres d'agriculture, élections, L. p. 30. — Culture de l'olivier, D. p. 31. — Défense du marché du blé, L. p. 30. — Dory-

phora, D. p. 31. — Epizooties, prophylaxie de la tuberculose des bovidés, contrôle de la salubrité des viandes, L. p. 30. — Exportation compensatrice des blés, D. p. 32. — Farines panifiables, D. p. 32. — Organisation et défense du marché du blé, D. L. p. 30. — Plantes, importation et transit, D. p. 32. — Répression des fraudes, commerce des semences de blé, D. p. 31. — Semences, Arr. D. p. 31, 32. — Stock de sûreté du blé, D. p. 31. — V. ALSACE ET LORRAINE, CRÉDIT, DOUANES, MAROC, SOCIÉTÉS D'ASSURANCES, TRAITÉS, TUNISIE.
 ALCOOL. — V. CAMEROUN ET TOGO, TUNISIE.
 ALGÉRIE. — Armée, Arr. p. 170, 179. — Assistance publique, D. p. 169. — Associations syndicales, Circ. p. 177. — Assurances, D. p. 173. — Baux à ferme, L. p. 173. — Baux à loyer, Arr. L. p. 173. — Caisses d'épargne, L. p. 169. — Carte d'identité des étrangers, D. p. 176. — Chemins de fer, Arr. p. 179. — Code de la route, Arr. p. 179. — Communes, Arr. L. p. 170. — Eaux, Arr. D. L. p. 170. — Enregistrement, D. p. 170. — Enseignement, Arr. D. p. 171. — Expropriation, D. p. 176. — Finances, D. p. 171. — Hypothèques, D. p. 170. — Liberté individuelle, D. p. 174. — Marine, D. p. 170. — Médecine, D. p. 177. — Navigation, L. p. 178. — Notariat, L. p. 170. — Officiers ministériels, Arr. p. 177. — Organisation administrative, Arr. D. p. 169. — Organisation judiciaire, Arr. D. p. 172. — Pêche, L. p. 177. — Pensions, Arr. D. p. 178. — Poids et mesures, D. p. 178. — Postes, Télégraphes, Téléphones, D. p. 171. — Radiodiffusion, D. p. 176. —

- Répression des fraudes, D. p. 174. — Santé publique, D. p. 176. — Sociétés, D. L. p. 174. — Sociétés de prévoyance, Arr. L. p. 177. — Territoires du Sud, Arr. p. 173. — Timbre, D. p. 171. — Topographie, Arr. p. 178. — Transport, Arr. p. 178. — Travail, D. p. 175. — Voirie, D. L. p. 178. — V. TRAITÉS.
- ALLEMAGNE. — V. TRAITÉS.
- ALLOCATIONS FAMILIALES. — Professions industrielles, commerciales et libérales, D. p. 38.
- ALSACE ET LORRAINE. — Agriculture, animaux nuisibles, centre de recherches phytopathologiques, défense des végétaux, Arr. p. 158. — Agriculture, blés, L. p. 164. — Allocations familiales, Arr. p. 166. — Armée, places de guerre et servitudes militaires, D. L. p. 161. — Assurance-grêle, D. p. 163. — Assurances sociales, Arr. D. L. p. 163, 164, 166, 168. — Baux à loyer, L. p. 163. — Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg, D. p. 159. — Biens et intérêts allemands (liquidation des), L. p. 161. — Caisses d'épargne, D. p. 164. — Chemins de fer, D. L. p. 157, 158, 159. — Communes, travaux communaux, Arr. p. 159. — Débits de tabacs, D. p. 159. — Enseignement, Arr. D. p. 159. — Finances, législation fiscale, L. p. 160. — Fonctionnaires, indemnités compensatrices, L. p. 160. — Géomètres, D. p. 160. — Impôts divers et taxes, D. p. 156, 160. — Indemnités accordées aux Alsaciens et Lorrains détenus civils pendant la guerre, L. p. 157, 159. — Monnaie, L. p. 156. — Navigation, port autonome de Strasbourg, D. p. 162. — Organisation administrative, Arr. D. p. 158. — Organisation judiciaire, D. p. 162. — Ouvriers de l'Etat, D. p. 162. — Pensions, D. p. 162. — Pharmacie, tarif des médicaments, Arr. p. 160. — Police, D. p. 161. — Police d'Etat, D. p. 156. — Police sanitaire, L. p. 155. — Santé publique, L. p. 161. — Travail, apprentissage, journée de huit heures, main d'œuvre étrangère, Arr. D. L. p. 164, 165. — Valeurs mobilières, L. p. 162. — Vins et viticulture, D. p. 162.
- AMNISTIE. — Dispositions complémentaires, L. p. 24. — V. COLONIES.
- ANIMAUX. — V. AGRICULTURE.
- APPAREILS A VAPEUR. — V. AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE.
- APPELLATION D'ORIGINE. — Chaussures, D. p. 27. — Produits étrangers, D. p. 28. — V. TRAITÉS.
- APPRENTISSAGE. — V. TRAVAIL.
- ARBITRAGE ET CONCILIATION. — V. INDOCHINE, TRAITÉS.
- ARMÉE. — Affectations spéciales en cas de mobilisation, D. p. 13. — Attributions de la direction du contentieux et de la justice militaire, D. p. 13. — Avancement des sous-officiers de carrière de cavalerie, D. p. 13. — Conseils d'enquête des officiers de l'armée active, D. p. 13. — Création d'un personnel de militaires spécialisés de carrière, D. p. 13. — Création d'une Cour spéciale de justice militaire chargée de la révision des jugements, D. p. 12. — Ecrits pouvant intéresser la défense nationale, D. p. 12. — Emploi par des tiers de documents appartenant au service géographique de l'armée, D. p. 13. — Engagements et rengagements réversibles dans les troupes coloniales, D. p. 12. — Engagements prévus par la loi du 31 mars 1928, D. p. 13. — Fonctionnement des écoles de perfectionnement d'officiers de réserve, D. p. 13. — Organisation de l'école du service de santé militaire, D. p. 13. — Organisation de l'intendance militaire et du service de santé des troupes coloniales, D. p. 12. — Organisation des cadres des réserves, L. p. 12. — Organisation du Conseil supérieur de la guerre et de l'état-major général de l'armée, D. p. 12. — Recrutement de l'armée, D. p. 12, D. p. 13. — Recrutement de l'armée (service des étudiants en médecine, pharmacie, chirurgie dentaire), L. p. 11. — Recrutement des indigènes algériens, D. p. 13. — Réformés en cas d'hostilité, L. p. 11. — Réglementation et organisation de l'école spéciale militaire, D. p. 13. — Réglementation des congés et permissions, D. p. 13. — Réorganisation du Conseil supérieur de la défense nationale, D. p. 12. — Réorganisation du service de l'artillerie et organisation des fabrications d'armement, Arr. D. p. 13. — Statut des adjudants-chefs et adjudants du service d'artillerie, D. p. 12. — Statut du personnel civil des établissements militaires, D. p. 12. — Suppression ou sus-

pension de la haute paye pour les militaires indigènes coloniaux condamnés ou envoyés dans une section spéciale, D. p. 12. — Sursis d'incorporation, L. p. 11. — Ouvrages de côte, L. p. 11. — Temps de commandement des colonels, commandants et capitaines, D. p. 14. — Transformation de la gendarmerie en une sous-direction rattachée à la direction du contentieux et de la justice militaire, D. p. 13. — V. AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE, AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, ALGÉRIE, ALSACE ET LORRAINE, COLONIES, INDOCHINE, MADAGASCAR, MARINE, MAROC, NAVIGATION AÉRIENNE, PENSIONS, SOMALIS, TUNISIE.

ARTIFICE. — V. EXPLOSIFS.

ARTISANAT. — V. CODE DU TRAVAIL.

ASSISTANCE. — V. ALGÉRIE, CRÉDIT, TRAITÉS.

ASSOCIATIONS. — V. INDOCHINE, MAROC.

ASSOCIATIONS SYNDICALES. — V. ALGÉRIE.

ASSURANCES. — V. ALGÉRIE, MAROC, SOCIÉTÉS.

ASSURANCES DÉCÈS. — Assurances temporaires, D. p. 39.

ASSURANCES-GRÊLE. — V. ALSACE ET LORRAINE.

ASSURANCES SOCIALES, D. p. 39, 40. — V. ALSACE ET LORRAINE, MARINE MARCHANDE, TRAITÉS.

AUTOMOBILES. — V. IMPÔTS ET TAXES, TRAITÉS, TRANSPORTS.

AUTRICHE. — V. TRAITÉS.

AVIATION. — V. NAVIGATION AÉRIENNE.

AVORTEMENT. — V. COLONIES.

B

BAIL A FERME. — Réduction des prix au profit du fermier, L. p. 22, 92. — V. ALGÉRIE, TUNISIE.

BAIL A LOYER. — Locaux à usage commercial, industriel et artisanal, revision du prix des loyers, L. p. 22, 102. — Rapports des bailleurs et des locataires de locaux d'habitation, L. p. 22, 109. — Renouvellement des baux à loyer, L. p. 23. — V. ALGÉRIE, ALSACE ET LORRAINE, COLONIES, RÉUNION, TUNISIE.

BEAUX-ARTS. — Surveillance et contrôle des objets mobiliers appartenant à l'Etat, D. p. 25.

BELGIQUE. — V. TRAITÉS.

BÉNÉFICES. — V. IMPÔTS.

BEURRE. — V. DOUANES.

BIBLIOTHÈQUE. — V. ALSACE ET LORRAINE, ENSEIGNEMENT.

BIEN DE FAMILLE. — Application de la loi sur la constitution d'un bien de famille insaisissable, en ce qui touche les honoraires des notaires, greffiers et experts, D. p. 19. — V. NOUVELLE-CALÉDONIE.

BIENS ET INTÉRÊTS ALLEMANDS. — V. ALSACE ET LORRAINE.

BIENFAISANCE (Etablissements de). — V. SANTÉ PUBLIQUE.

BIGAMIE. — V. CODE PÉNAL, MAROC.

BILLETS DE FONDS DE COMMERCE. — V. CODE DE COMMERCE.

BLÉ. — V. AGRICULTURE.

BOISSONS. — V. NOUVELLE-CALÉDONIE.

BROCANTAGE. — V. COLONIES.

BUDGET. — V. FINANCE.

BULGARIE. — V. TRAITÉS.

C

CAISSES D'ÉPARGNE. — Emploi du boni, L. p. 37. — Taux de l'intérêt, D. p. 34, 39. — V. ALGÉRIE, ALSACE ET LORRAINE.

CAISSES RÉGIONALES DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL. — D. p. 32.

CALAMITÉS PUBLIQUES. — Exclusion du bénéfice de l'exemption temporaire de contribution foncière sur les propriétés bâties pour les immeubles construits par les sinistrés du Sud-Ouest avec l'aide de l'Etat, L. p. 16. — Remploi des allocations attribuées aux victimes des inondations de mars 1930, D. p. 18. — V. FINANCES.

CALAMITÉS AGRICOLES. — V. AGRICULTURE.

CAMEROUN ET TOGO. — Alcool, D. p. 204. — Chambres de Commerce, D. p. 204. — Cultes, D. p. 204. — Intérêt légal, D. p. 205. — Organisation judiciaire, D. p. 205. — Prêt, D. p. 205.

CANADA. — V. TRAITÉS.

CAPITALISATION. — V. SOCIÉTÉS.

CARTE D'IDENTITÉ. — Etrangers, D. p. 18. — V. ALGÉRIE.

CÉRÉALES. — V. AGRICULTURE.

CHAMBRES D'AGRICULTURE. — V. AGRICULTURE.

- CHAMBRES DE COMMERCE. — Création d'aéroports, acquisitions de terrains ou d'immeubles, L. p. 26. — V. CAMEROUN ET TOGO, MADAGASCAR.
- CHAMBRES FRANÇAISES. — V. MAROC, TUNISIE.
- CHANGE. — Surtaxes, D. p. 28.
- CHAPELLERIE. — V. DOUANES.
- CHARBONS. — V. IMPORTATION.
- CHAUSSURES. — V. APPELLATION D'ORIGINE.
- CHEMINS DE FER. — Conseil supérieur, D. p. 34. — Journée de huit heures, entreprises privées dans les gares, D. p. 34. — Régime des grands réseaux d'intérêt général, D. L. p. 34, 101. — Réseaux secondaires d'intérêt général, contrats de concession, L. p. 33. — Tarifs, D. p. 34. — Voies ferrées d'intérêt local, dispositions financières, L. p. 33. — Wagons-poste, circulation, transport des colis postaux, L. p. 33. — V. AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE, ALGÉRIE, ALSACE ET LORRAINE, POSTES ET TÉLÉGRAPHES, TRAITÉS, TRANSPORTS.
- CHIFFRE D'AFFAIRES. — V. IMPOT.
- CHÈQUES POSTAUX. — V. POSTES ET TÉLÉGRAPHES.
- CHILI. — V. TRAITÉS.
- CHIRURGIEN-DENTISTE. — V. ENSEIGNEMENT.
- CHÔMAGE. — Artistes salariés, D. p. 40. — Durée des secours alloués par les fonds publics de chômage, D. p. 40. — Taux de subventions aux institutions publiques de chômage, D. p. 40.
- CIDRES ET POIRÉS. — V. RÉPRESSION DES FRAUDES.
- CINÉMATOGRAPHE. — Films étrangers, D. p. 28. — V. TRAITÉS.
- CIRCULATION. — V. CODE DE LA ROUTE, POLICE, TRAITÉS, TRANSPORTS.
- CODES. — V. COLONIES.
- CODE CIVIL. — Assimilation de l'âge de la majorité matrimoniale à l'âge de la majorité de droit commun, L. p. 21, 64. — Désaveu d'enfant ou de paternité, art. 228, al. 3 et 313, al. 2, modifications, L. p. 21, 89. — Mainlevée des oppositions à mariage, art. 176, 177 et 178, modifications, L. p. 22. — Mariage, art. 184, modification, L. p. 21.
- CODE DE COMMERCE. — Billets de fonds, dérogation aux art. 157 et 187, L. p. 26, 98. — V. MAROC.
- CODE DE LA ROUTE. — Chargement des véhicules, éclairage, vitesse, stationnement, etc., D. p. 35. — V. ALGÉRIE.
- CODE DE PROCÉDURE CIVILE. — Assi-gnation et actes d'appel, modifications des art. 61, 64, 70, 456 et 1029, L. p. 20, 47.
- CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE. — V. CODE PÉNAL, MAROC.
- CODE DU TRAVAIL. — Contrôle et répartition du pourboire, L. p. 38. — Façonniers travaillant à domicile pour des négociants, L. p. 38. — Institution de privilèges nouveaux, art. 47, modification, L. p. 23. — Repos du dimanche aux clercs des officiers publics et ministériels, L. p. 38. — Sécurité des ouvriers mineurs, L. p. 37.
- CODE PÉNAL. — Bigamie, art. 340, modification, L. p. 24. — Garanties de la liberté individuelle, L. p. 23, 70. — Secret professionnel du jury, L. p. 24. — V. AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, MAROC.
- COLONIES ET PROTECTORATS. — Amnistie, D. L. p. 199. — Armée, D. p. 199. — Avortement, D. p. 199. — Baux à loyer, L. p. 201. — Brocantage, D. p. 199. — Code civil, Code de procédure, Code Pénal, Code d'instruction criminelle, modification de certains articles, D. p. 200. — Décorations, D. p. 200. — Détournement d'avances, D. p. 200. — Divorce, D. p. 200. — Douanes, D. p. 201. — Finances, D. p. 201. — Fonctionnaires, D. p. 201. — Mariage, D. p. 199, L. p. 200. — Médecine, D. p. 201. — Mines, D. p. 201. — Navigation, D. p. 201. — Navigation aérienne, D. p. 201. — Santé publique, D. p. 201. — Sociétés par actions, L. p. 202. — Vagabondage, D. p. 202. — V. AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE, AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, CAMEROUN ET TOGO, GUADELOUPE, GUYANE, INDE, (Etablissements français de l'), INDOCHINE, MADAGASCAR, MARTINIQUE, NOUVELLE CALÉDONIE, Océanie (Etablissements français de l'), RÉUNION, SAINT-PIERRE ET MIQUELON, SOMALIS (Côte française des).
- COLONISATION. — V. MAROC.
- COMBUSTIBLES. — Manutention et transport, D. p. 35.
- COMMERCE. — V. TRAITÉS.
- COMMUNES. — V. ALGÉRIE, ALSACE ET LORRAINE.
- COMPAGNIES. — V. SOCIÉTÉS.
- COMPENSATION. — V. TRAITÉS.
- COMPTES COURANTS. — V. POSTES ET TÉLÉGRAPHES.
- CONCILIATION (ET ARBITRAGE). — V. TRAITÉS.

CONSEIL D'ETAT. — V. ORGANISATION JUDICIAIRE.
 CONSEILS DE PRUD'HOMMES. — Compétence, L. p. 19, 37.
 CONSUL. — V. DIPLOMATIE.
 CONVENTIONS. — V. TRAITÉS.
 COOPÉRATIVES. — V. SOCIÉTÉS.
 COSTA-RICA. — V. TRAITÉS.
 COTONS. — V. USAGES COMMERCIAUX.

COURSES. — V. JEUX.
 CRÉDIT. — V. MAROC.
 CRÉDIT AGRICOLE. — V. CAISSES, INDOCHINE, TUNISIE.
 CRÉDIT MARITIME. — V. MARINE MARCHANDE.
 CULTES. — V. CAMEROUN ET TOGO, TUNISIE.

D

DÉCORATIONS. — Récompenses nationales, L. p. 19. — V. COLONIES.
 DENTISTE. — V. ENSEIGNEMENT, MAROC.
 DÉPOT LÉGAL. — Périodiques, D. p. 18.
 DESSINS ET MODÈLES. — V. PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE.
 DETTE PUBLIQUE. — V. FINANCES.
 DIPLOMATIE. — V. TRAITÉS.
 DIVORCE. — V. COLONIES, MARIAGE.
 DOMMAGES. — V. CALAMITÉS PUBLIQUES.
 DOMMAGES DE GUERRE. — Composition de la Commission supérieure, L. p. 19. — Fonction de rapporteur près la Commission supérieure confiée à des auditeurs au Conseil d'Etat et à la Cour des comptes, L. p. 18. — Paiement des indemnités, archives des communes et hospices, D. p. 25. — V. RÉGIONS LIBÉRÉES.
 DOUANES. — Droits applicables à divers produits ou marchandises, L. p. 26. — Droits sur les beurres,

D. p. 31. — Biscuits dits de fantaisie ou de luxe, D. p. 28. — Conserve d'asperges, L. p. 27. — Fruits et graines oléagineux, L. p. 27. — Pommes de terre et la fécule, D. p. 30. — Poteries cuites en grès, L. p. 27. — Sabots, L. p. 27. — Vins de Porto et de Madère, D. p. 31. — Protection douanière équitable à l'industrie nationale de l'acide tartrique, L. p. 27. — Ratification douanière de l'essence de citronnelle, L. p. 26. — Surtaxes sur les importations brésiliennes, D. p. 28. — Tarif douanier sur les cloches de chapellerie en soie artificielle tressées à la main, L. p. 26. — Crustacés d'origine étrangère, L. p. 26. — Iode et ses dérivés, L. p. 26. — Mousselines de laine, L. p. 27. — V. AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE, COLONIES, EXPORTATION, IMPORTATION, GUADELOUPE, INDOCHINE, MAROC, TRAITÉS.
 DOUBLES IMPOSITIONS. — V. TRAITÉS.

E

Eaux et forêts. — Division territoriale de la France en conservations des eaux et forêts, D. p. 33. — Ecole nationale, D. p. 33. — Réorganisation du service, D. p. 33. — V. ALGÉRIE, MAROC, TUNISIE.
 ECHANGES COMMERCIAUX. — V. TRAITÉS.
 ECOLES. — V. ENSEIGNEMENT.
 ÉGYPTÉ. — V. TRAITÉS.
 ÉNERGIE ÉLECTRIQUE. — Distribution dans les campagnes, D. p. 31. — V. SAINT-PIERRE ET MIQUELON.
 ENREGISTREMENT. — V. IMPÔTS ET TAXES.
 ENSEIGNEMENT. — Académie des sciences morales et politiques, membres résidant à Paris, D. p.

25. — Attributions des recteurs et des inspecteurs d'académie dans l'enseignement technique, D. p. 25. — Baccalauréat de l'enseignement secondaire, D. p. 25. — Composition du Conseil supérieur de l'instruction publique, L. p. 25. — Diplôme de chirurgien-dentiste, D. p. 25. — Diplôme de géomètre-expert, D. p. 25. — Établissements d'enseignement secondaire, D. p. 25. — Recrutement du personnel des bibliothèques universitaires, D. p. 25. — Transformation des écoles spéciales rurales en écoles mixtes à une ou deux classes, L. p. 24. — V. ALGÉRIE, ALSACE ET LORRAINE, GUADELOUPE, MAROC, TUNISIE.

ÉPARGNE. — V. CAISSES, SOCIÉTÉS.
 ÉPIZOOTIES. — V. AGRICULTURE.
 ÉQUATEUR. — V. TRAITÉS.
 ESPAGNE. — V. TRAITÉS.
 ESTHONIE. — V. TRAITÉS.
 ÉTABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE PRIVÉE. — V. SANTÉ PUBLIQUE.
 ÉTRANGERS. — V. CARTE D'IDENTITÉ, GUADELOUPE, MAROC.
 EXPLOSIFS. — Transport et maintenance, D. p. 35. — V. INDE (Établissements français de l').
 EXPORTATION-IMPORTATION. — Articles de ménage, L. p. 26. — Conserve de poisson de provenance étrangère, L. p. 27. — Diverses

marchandises étrangères, Arr. D., p. 27, 28, 31, 32. — Huiles fines pures de maïs, D. p. 28. — Lins d'origine étrangère, D. p. 27. — Miels, D. p. 31. — Poisson de mer de provenance étrangère, L. p. 27. — Taxe sur les charbons, D. p. 36. — Taxes sur les licences d'importation du malt, D. p. 28. — Truites fraîches, D. p. 32. — V. MAROC.
 EXPROPRIATION. — V. AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, ALGÉRIE.
 EXPULSIONS. — V. TRAITÉS.
 EXTRADITION. — V. TRAITÉS.
 ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. — V. TRAITÉS.

F

FAÇONNIERS. — V. CODE DU TRAVAIL.
 FACULTÉS. — V. ENSEIGNEMENT.
 FAMILLES NOMBREUSES. — V. MAROC.
 FÉCULE. — V. DOUANES.
 FILMS. — V. CINÉMATOGRAPHE.
 FINANCES. — Budget général de l'exercice 1933, fixation, L. p. 17. — Crédits provisoires, mois de mars 1933, L. p. 16. — Emission d'obligations du Trésor pour couvrir à titre définitif, l'insuffisance des exercices 1930-1931, 1931-1932 et 1932, L. p. 16. — Ouverture d'un crédit pour subventions, dommages causés par les calamités publiques, L. p. 16. — Rétablissement de l'équilibre budgétaire, L. p. 17. — V. ALGÉRIE, ALSACE ET LORRAINE, COLONIES, GUADELOUPE, GUYANE, IMPÔTS, MAROC, OCÉANIE, TRAITÉS, TUNISIE.

FINLANDE. — V. TRAITÉS.
 FONCTIONNAIRES. — V. AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE, ALSACE ET LORRAINE, COLONIES, INDOCHINE, ORGANISATION ADMINISTRATIVE.
 FONDS DE COMMERCE. — Suppression de la peine de fermeture, L. p. 24. — V. CODE DE COMMERCE, GUADELOUPE, IMPÔTS ET TAXES, INDOCHINE.
 FORÊTS. — Coupes forestières, D. p. 33. — Reboisement des terrains en montagne, L. p. 30. — V. EAUX.
 FRAUDES. — V. RÉPRESSION.
 FRONTIÈRES. — V. TRAITÉS.
 FUNÉRAILLES NATIONALES. — MM. Paul Painlevé et docteur Roux, D. L. p. 24, 25.

G

GARES INTERNATIONALES. — V. TRAITÉS.
 GÉOMÈTRES. — V. ALSACE ET LORRAINE, ENSEIGNEMENT.
 GRANDE-BRETAGNE. — V. TRAITÉS.
 GRÈCE. — V. TRAITÉS.
 GUADELOUPE. — Conseil général, Conseil privé, D. p. 205. — Douanes, D. p. 205. — Finances, D. p. 206. — Fonds de commerce, D. p. 206. — Mariage, L. p. 205. —

Notariat, L. p. 206. — Recel, L. p. 206. — Répression des fraudes, D. p. 206. — Taxe de séjour sur les émigrants étrangers, D. p. 206.
 GUERRE. — V. RÉQUISITION.
 GUYANE. — Actes de l'état civil, D. p. 206. — Conseil privé, V. GUADELOUPE. — Finances, D. p. 206. — Impôts, D. p. 206. — Personnel communal, D. p. 206.

H

HABITATIONS A BON MARCHÉ. — Contrôle, D. p. 41. — V. SOCIÉTÉS.
 HABOUS. — V. TUNISIE.
 HEURE LÉGALE. — D. p. 35.
 HONGRIE. — V. TRAITÉS.

HUILES MINÉRALES. — Monopole du raffinage, L. p. 26.
 HYGIÈNE. — V. SANTÉ PUBLIQUE.
 HYPOTHÈQUES. — V. ALGÉRIE.

I

IMPORTATION. — V. EXPORTATION, DOUANES, TRAITÉS.
 IMPÔTS ET TAXES. — Alcools, L. p. 43, 44, 46. — Automobiles, L. p. 43, 44, 46. — B. I. C., L. p. 43. — Bénéfices agricoles, L. p. 45. — Bénéfices de professions non commerciales, L. p. 45. — Bénéfices industriels et commerciaux, L. p. 42. — Chiffre d'affaires, D. p. 18, L. p. 44. — Essence, L. p. 43. — Fonds de commerce, L. p. 45. — Gas-oils, L. p. 43. — Grands magasins et maisons à succursales multiples, L. p. 42. — Immeubles, L. p. 45. — Foncier, L. p. 42. — Revenu, L. p. 42, 43, 45. — Revenu des créances, L. p. 44. — Successions, L. p. 44. — Taxe annuelle de transmission, L. p. 42. — Timbre de dimension, L. p. 42. — Timbres des chèques et virements, L. p. 42. — Traitements et salaires, L. p. 41. — Valeurs mobilières, L. p. 45. — V. AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, ALSACE ET LORRAINE, GUYANE, INDE, INDOCHINE, MAROC, NOUVELLE-CALÉDONIE, TRAITÉS.
 INDE (Etablissements français de l')

— Explosifs, D. p. 207. — Impôts, D. p. 207.
 INDEMNITÉS. — V. ALSACE ET LORRAINE, TRAITÉS.
 INDOCHINE. — Amendes, D. p. 207. — Arbitrage, D. p. 207. — Armée, V. AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE. — Associations, D. p. 207. — Conseils économiques et financiers, D. p. 207. — Crédit agricole, D. p. 207. — Douanes, D. L. p. 207. — Fonctionnaires, D. p. 208. — Fonds de commerce, D. p. 208. — Impôts, D. p. 209. — Médecine, D. p. 208. — Mines, D. p. 208. — Nationalité, D. p. 208. — Navigation, D. p. 208. — Pharmacie, D. p. 208. — Régime foncier, D. p. 208. — Répression des fraudes, D. p. 208. — Transports automobiles, D. p. 209. — Travail, D. p. 209.
 INONDATIONS. — V. CALAMITÉS PUBLIQUES.
 INSTRUCTION PUBLIQUE. — V. ENSEIGNEMENT.
 INTÉRÊT LÉgal. — V. CAMEROUN ET TOGO, OCÉANIE.
 IODE. — V. DOUANES.
 ITALIE. — V. TRAITÉS.

J

JARDINS OUVRIERS. — V. SOCIÉTÉS.
 JEUX. — Courses de lévriers, D. p. 17. — Service des courses et des jeux, contrôle, D. p. 18.

JURY. — V. CODE PÉNAL.

L

LÉGION D'HONNEUR. — Statut des maisons d'éducation de la Légion d'honneur, D. p. 20.
 LIBERTÉ INDIVIDUELLE. — V. ALGÉRIE, CODE PÉNAL.

LINS. — V. IMPORTATION.
 LITHUANIE. — V. TRAITÉS.
 LOYER. — V. BAIL, TRAITÉS.
 LUXEMBOURG. — V. TRAITÉS, UNION ÉCONOMIQUE BELGO LUXEMBOURGEOISE.

M

MADAGASCAR. — Armée, V. AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE. — Chambre de commerce, D. p. 209. — Nationalité, D. p. 210. — Organisation judiciaire, D. p. 209. — Pharmacie, D. p. 210. — Répression des fraudes, D. p. 209.

MAGISTRATS. — V. ORGANISATION JUDICIAIRE.

MAIN-D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE. — V. TRAVAIL.

MAIN-D'ŒUVRE INDIGÈNE. — MAROC.

MAÏS. — V. AGRICULTURE.

MALT. — V. IMPORTATION.

MARCHANDISES. — V. IMPORTATION.

MARIAGE. — V. CODE CIVIL, COLONIES, DIVORCE, GUADELOUPE, RÉUNION.

MARINE. — Armement, essais, entretien et conservation des bâtiments de la Marine nationale, D. p. 15. — Conditions de nomination des navigateurs de la marine marchande dans les cadres de la réserve de la marine militaire, D. p. 15. — Défense des côtes, sécurité de la navigation, L. p. 14. — Détermination et conservation des postes électrosémaphoriques, L. p. 14. — Honneurs, D. p. 14. — Organisation de l'Ecole navale et de l'Ecole d'application des enseignes de vaisseau, D. p. 15. — Organisation des prisons militaires, D. p. 15. — Personnel non officier des réserves de l'armée de mer, D. p. 15. — Recrutement, congédiement et réforme des marins et militaires de l'armée de mer ainsi qu'à la formation des élèves officiers de réserve, D. p. 15. — Recrutement de l'armée de mer et organisation de ses réserves, D. p. 15. — Réorganisation des cadres de l'administration et transformation d'emplois, D. p. 15. — Réorganisation du corps des équipages de la flotte, D. p. 14. — Solde des marins et officiers de marine, D. p. 15. — V. ALGÉRIE, ARMÉE, MAROC, NAVIGATION AÉRIENNE.

MARINE MARCHANDE. — Accidents du travail, D. p. 36. — Assurance des marins du commerce et de leurs familles, risques de maladie et de maternité (Assurances sociales), D. p. 37. — Cadre et statut du personnel de la Caisse nationale de répartition au profit des marins français pour le service

des assurances sociales, D. p. 37. — Commission de codification du droit maritime, Arr. D. p. 37. — Convention avec la Compagnie générale transatlantique, L. p. 36. — Crédit maritime, L. p. 36. — Frais de traitement, d'entretien et de rapatriement des marins du commerce délaissés pour cause de maladie ou de blessure, D. p. 37. — Paiement des primes accordées à certains produits coloniaux, transportés sous pavillon français, L. p. 36. — Sécurité de la navigation maritime, hygiène à bord des navires de commerce, de pêche et de plaisance, L. p. 36. — Services maritimes entre la France et l'Algérie, D. p. 36. — Statut des opérateurs radio-télégraphistes à bord des navires, L. p. 36. — Syndics des gens de mer, D. p. 37. — V. MAROC.

MAROC. — Accidents du travail, D. p. 194. — Agriculture, Animaux domestiques, protection, D. p. 197. — Caisse du blé, élevage, produits agricoles, D. p. 194, 195. — Armée, D. p. 190. — Associations, D. p. 195. — Assurances, Transports par véhicules automobiles, D. p. 195. — Bigamie, D. p. 193. — Chambres françaises, D. p. 190. — Code de Commerce maritime, modification, D. p. 193. — Code d'instruction criminelle, art. 312, p. 193. — Code pénal, art. 357 et 378, D. p. 193. — Colonisation, Arr. D. p. 195. — Crédit, Arr. D. p. 195. — Dentiste, p. 197. — Douanes, D. p. 190. — Eaux, D. p. 190. — Enseignement, Arr. D. p. 190, 191. — Etrangers, statuts des ressortissants allemands et autrichiens, D. p. 195, 196. — Exportation, D. p. 196. — Familles nombreuses, D. p. 196. — Finances, L. p. 191. — Impôts, Arr. D. L. p. 191, 192. — Main-d'œuvre indigène, D. p. 196. — Marine, D. p. 190. — Marine marchande, D. p. 193. — Médecine, D. p. 196. — Mines, D. p. 197. — Monnaie, D. p. 197. — Organisation administrative, Arr. D. p. 190. — Organisation judiciaire, D. p. 192. — Pêche, D. p. 197. — Pharmacie, D. p. 196. — Platine, D. p. 197. — Police, Arr. D. p. 192, 193. — Procédure civile, D. p.

194. — Propriété foncière, Arr. D. p. 197. — Propriété industrielle, Arr. D. p. 197. — Répression des fraudes, Arr. D. p. 194. — Réquisition, Arr. D. p. 196. — Santé publique, D. p. 196. — Transports, Arr. D. p. 198. — V. TRAITÉS.
- MARTINIQUE. — Conseil général, Conseil privé, V. GUADELOUPE. — Enseignement technique, D. p. 210. — Mariage, V. GUADELOUPE. — Notariat, V. GUADELOUPE. — Recel, V. GUADELOUPE.
- MÉDECINE. — Exercice de la médecine, L. p. 41. — V. ALGÉRIE, COLONIES, INDOCHINE, MAROC.
- MIEL. — V. IMPORTATION.
- MINES. — V. AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE, COLONIES, INDOCHINE, MAROC, SAINT-PIERRE ET MIQUELON.
- MINEURS. — V. CODE DU TRAVAIL, PENSIONS, RÉGIONS LIBÉRÉES.
- MONACO. — V. TRAITÉS.
- MONNAIE. — Poids de la pièce de cinq francs en nickel, L. p. 16. — V. ALSACE ET LORRAINE, MAROC, TUNISIE.
- MONUMENTS HISTORIQUES. — Service d'architecture, D. p. 25.
- MOUSSELINES DE LAINE. — V. DOUANES.
- MUNITIONS. — V. EXPLOSIFS.
- MUTUALITÉ. — V. PRÉVOYANCE, SOCIÉTÉS.

N

- NATIONALITÉ. — V. AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE, AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, INDOCHINE, MADAGASCAR, Océanie.
- NAVIGATION. — V. ALGÉRIE, ALSACE ET LORRAINE, COLONIES, INDOCHINE, MARINE MARCHANDE, TRAITÉS, TUNISIE.
- NAVIGATION AÉRIENNE. — Composition du Conseil supérieur de l'air, D. p. 29. — Ecole nationale supérieure de l'aéronautique, D. p. 29. — Organisation de l'administration centrale et de l'école de l'air, D. p. 29. — Organisation du Ministère de l'air, L. p. 28. — Principes généraux d'emploi et d'organisation de l'armée de l'air, D. p. 29. — Réorganisation de la direction de l'aéronautique civile, D. p. 29. — Trafic des compagnies subventionnées, D. p. 29. — V. COLONIES, TRAITÉS.
- NORVÈGE. — V. TRAITÉS.
- NOTAIRES. — V. OFFICIERS MINISTÉRIELS.
- NOTARIAT. — V. ALGÉRIE, GUADELOUPE, RÉUNION.
- NOUVELLE-CALÉDONIE. — Bien de famille, D. p. 210. — Boissons, L. p. 210. — Impôts, D. p. 211. — Métis, D. p. 211.

O

- Océanie (Etablissements français de l'). — Finances, D. p. 211. — Délégations économiques et financières, D. p. 211. — Intérêt légal, D. p. 211. — Nationalité, D. p. 211. — Organisation judiciaire, D. p. 211.
- OFFICIERS MINISTÉRIELS. — Compétence territoriale des notaires des chefs-lieux d'arrondissement supprimés, L. p. 19. — Contrôle de la comptabilité des études de notaires, D. p. 19. — Repos du dimanche aux clercs des officiers publics et ministériels, L. p. 38. — V. ACTES NOTARIÉS, ALGÉRIE.
- OLIVIER. — V. AGRICULTURE.
- ORDURES MÉNAGÈRES. — V. VOIRIE.
- ORGANISATION ADMINISTRATIVE. — Aménagement et organisation générale de la région parisienne, D. p. 18. — Avancement des membres des Conseils de préfecture interdépartementaux, D. p. 18. — Emplois réservés, création d'un tableau spécial pour les fonctionnaires de police, L. p. 16. — Ministère du travail, réorganisation des services de main-d'œuvre, D. p. 38. — Nomination des sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture, D. p. 18. — Détachement des sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture dans les fonctions de chef de cabinet du préfet, D. p. 17. — Recrutement des fonctionnaires, D. p. 17. — V. ALGÉRIE, ALSACE ET LORRAINE, MAROC, TUNISIE.

ORGANISATION JUDICIAIRE. — Jury national des marchés de guerre, D. p. 20. — Nomination des auditeurs de 2^e classe au Conseil d'Etat, D. p. 20. — Magistrature coloniale, D. p. 20. — Organisation de la section du contentieux du Conseil d'Etat, modification, D. p. 19. — Organisation du Conseil d'Etat statuant au contentieux,

modification, L. p. 19. — Recrutement de la magistrature, D. p. 20. — Recrutement du personnel du secrétariat du parquet du Tribunal de la Seine, D. p. 19. — V. AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, ALGÉRIE, ALSACE ET LORRAINE, CAMEROUN ET TOGO, MADAGASCAR, MAROC, OCÉANIE, TUNISIE.

P

PANAMA. — V. TRAITÉS.

PARI. — V. JEUX.

PÊCHE. — Eaux territoriales de France et d'Algérie, interdiction aux étrangers, L. p. 36. — Pêche côtière dans les quatre premiers arrondissements maritimes, D. p. 37. — Primes, D. p. 37. — V. ALGÉRIE, MAROC.

PENSIONS. — Fusion de l'Office national du Combattant avec l'Office national des mutilés et réformés de la guerre, D. L. p. 14. — Pensionnés pour infirmités de guerre, réserve des emplois de leur profession aux médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes et vétérinaires, L. p. 14. — Retraites de vieillesse et d'invalidité des ouvriers mineurs, L. p. 38. — Révision des pensions concédées, D. p. 14. — Soins gratuits aux mutilés, D. p. 14. — V. ALGÉRIE, ALSACE ET LORRAINE.

PÉRIODIQUES. — V. DÉPÔT LÉGAL.

PHARMACIE. — V. ALSACE ET LORRAINE, INDOCHINE, MADAGASCAR, MAROC, RÉUNION.

PIGEONS VOYAGEURS. — V. ARMÉE.

PLANTES. — V. AGRICULTURE.

PLATINE. — V. MAROC.

POIDS ET MESURES. — Avancement des ingénieurs, D. p. 27. — Création d'un corps d'ingénieurs, D. p. 27. — V. ALGÉRIE,

POISSON. — V. IMPORTATION.

POLICE. — V. ALSACE ET LORRAINE, MAROC.

POLOGNE. — V. TRAITÉS.

POMMES DE TERRE. — V. DOUANES.

PORT. — V. NAVIGATION.

PORTUGAL. — V. TRAITÉS.

POSTES, TÉLÉGRAPHES, TÉLÉPHONES. — Circulation des wagons-poste, transport des colis postaux, L. p. 34. — Comptes courants et chèques postaux, D. p. 34. — Organisation de l'administration centrale, D. p. 34. — Service international de phototélégrammes, D. p. 34. — V. ALGÉRIE, CAISSE D'ÉPARGNE, CHEMINS DE FER, RADIODIFFUSION.

POTERIES. — V. DOUANES.

POUDRES. — V. EXPLOSIFS.

PRESSE. — V. DÉPÔT LÉGAL.

PRÊT. — V. AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, CAMEROUN.

PRÉVOYANCE. — V. SOCIÉTÉS.

PROCÉDURE. — V. TRAITÉS, TUNISIE.

PROCÉDURE CIVILE. — V. MAROC.

PRODUITS TUNISIENS. — V. TRAITÉS.

PROPRIÉTÉ. — V. RÉGIME FONCIER.

PROPRIÉTÉ ARTISTIQUE ET LITTÉRAIRE. — V. TRAITÉS.

PROPRIÉTÉ FONCIÈRE. — V. MAROC, TUNISIE.

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE. — Dessins et modèles, D. p. 27. — V. MAROC.

R

RADIODIFFUSION. — Longueurs d'onde, D. p. 35. — Organisation et exploitation du poste national, D. p. 35. — Réceptions, D. p. 35. — V. ALGÉRIE.

RADIOTÉLÉGRAPHIE. — V. TRAITÉS, TUNISIE.

RECEL. — V. GUADELOUPE, MARTINIQUE, RÉUNION.

RÉCOMPENSES NATIONALES. — V. DÉCORATIONS.

RÉGIME FONCIER. — V. AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, INDOCHINE, PROPRIÉTÉ FONCIÈRE.

RÉGIONS LIBÉRÉES. — Dommages de guerre, D. L. p. 35. — Ouvriers mineurs, reconstitution, L. p. 35.

RÉPRESSION DES FRAUDES. — Cidres et poirés, D. p. 32. — V. AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, AGRICULTURE, ALGÉRIE, GUADELOUPE, INDOCHINE, MADAGASCAR, MAROC, TUNISIE.
RÉQUISITION. — V. MAROC.
RETRAITES. — V. PENSIONS.
RÉUNION. — Baux à loyer, D. p. 212. — Conseil général, Conseil privé,

V. GUADELOUPE. — Mariage; V. GUADELOUPE. — Notariat, V. GUADELOUPE. — Pharmacie, D. p. 212. — Recel, V. GUADELOUPE.
REVENU. — V. IMPOTS.
ROULAGE. — V. POLICE.
RUSSIE. — V. UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES.

S

SABOTS. — V. DOUANES.
SAINT-PIERRE ET MIQUELON. — Energie électrique, D. p. 212. — Mines, D. p. 212.
SALAIRES. — V. TRAITEMENTS.
SALVADOR. — V. TRAITÉS.
SANTÉ PUBLIQUE. — Surveillance des établissements de bienveillance privée, L. p. 40, 51. — V. ALGÉRIE, ALSACE ET LORRAINE, COLONIES, MAROC, TUNISIE.
SOCIÉTÉS. — V. ALGÉRIE.
SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES OUVRIÈRES. — Taux d'intérêt des avances consenties par l'Etat en 1933, D. p. 38.
SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES POUR LES INDUSTRIES. — Avances, L. p. 26. — SOCIÉTÉS D'ASSURANCES MUTUELLES AGRICOLES CONTRE LA GRÊLE. — Subventions de l'Etat, D. p. 31.
SOCIÉTÉS D'ASSURANCES SUR LA VIE. — Placement de l'actif, D. p. 38. — Surveillance et contrôle, L. p. 38, 126.
SOCIÉTÉS D'ÉPARGNE. — Placement de l'actif, D. p. 38.

SOCIÉTÉS DE CAPITALISATION. — Surveillance et contrôle, L. p. 38, 126.
SOCIÉTÉS DE JARDINS OUVRIERS. — PRÊTS, L. p. 40.
SOCIÉTÉS DE PRÉVOYANCE. — V. ALGÉRIE.
SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS. — Caisses autonomes, D. p. 38.
SOCIÉTÉS DES HABITATIONS A BON MARCHÉ. — Emploi des fonds libres, D. p. 41. — Taux de la redevance, L. p. 41.
SOCIÉTÉS PAR ACTIONS. — Droit de vote dans les assemblées d'actionnaires, L. p. 23. — V. COLONIES.
SOMALIS (Côte française des). — Armée, V. AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE. — MILICE INDIGÈNE, D. p. 212.
STATISTIQUES ÉCONOMIQUES. — V. TRAITÉS.
STUPÉFIANTS. — V. SUBSTANCES VÉNÉNEUSES.
SUBSTANCES VÉNÉNEUSES. — Trafic illicite des stupéfiants, D. p. 18.
SUCCESIONS. — V. IMPOTS ET TAXES.
SUÈDE. — V. TRAITÉS.
SUISSE. — V. TRAITÉS.

T

T. S. F. — V. RADIODIFFUSION.
TABACS. — V. ALSACE ET LORRAINE.
TAXES. — V. IMPOTS.
TCHÉCOSLOVAQUIE. — V. TRAITÉS.
TIMBRE. — V. IMPÔTS ET TAXES.
TOGO. — V. CAMEROUN.
TOPOGRAPHIE. — V. ALGÉRIE.
TRAITEMENTS ET SALAIRES. — V. CODE DU TRAVAIL, IMPOTS.
TRAITÉS. — Convention internationale concernant les statistiques économiques, D. p. 6. — Déclaration pour régler les époques et la durée du chômage des canaux et rivières canalisées qui mettent en communication la France, l'Allemagne et la Belgique, D. p. 9.

— Limitation de la fabrication et réglementation de la distribution des stupéfiants, D. L. p. 3. — Radiotélégraphie internationale, L. p. 5. — *Algérie* : Régime douanier, vins et autres produits tunisiens, D. L. p. 5. — *Allemagne* : Accord commercial, D. p. 5, 8, Echanges commerciaux du territoire du bassin de la Sarre avec le territoire douanier allemand, D. p. 5, 11, Echanges de lettres, L. p. 5. Importation et présentation des films allemands, D. p. 10. — *Autriche* : Accord commercial, D. p. 9. Règlement des paiements commerciaux, D. p. 9. — *Belgi-*

que : Accord commercial, D. p. 10. Doubles impositions et autres questions en matière fiscale, D. L. p. 2, 4. Indemnisation des victimes civiles de la guerre ou de leurs ayants droit possédant les nationalités française ou belge, D. p. 5. — *Bulgarie* : Accord de compensation, D. p. 6. — *Canada* : Arrangement commercial, D. p. 8. Tarif douanier, conserves de poissons, D. p. 7. — *Chili* : *Modus vivendi* commercial, D. p. 6. — *Costa-Rica* : *Modus vivendi* commercial, D. p. 6. — *Egypte* : Arrangement au sujet du Condominium des Nouvelles-Hébrides, L. p. 2. — Arrangement commercial, L. p. 2. — *Equateur* : Règlement des paiements commerciaux, D. p. 9. — *Espagne* : Assistance et travail, L. p. 5. Assurances sociales, L. p. 5. Lois sur les loyers, D. p. 7. Traité de travail, admission des stagiaires, D. p. 10. — *Esthonie* : Convention commerciale, D. p. 9, 10. Surtaxe compensatrice de l'écart des changes pour les marchandises originaires de l'Esthonie, D. p. 9. — *Etats-Unis d'Amérique* : Lois sur les loyers, D. p. 7. — *Finlande* : Convention commerciale, D. p. 6. Traité d'arbitrage, de conciliation et de règlement judiciaire, D. p. 8. — *Grande-Bretagne* : Arrangement au sujet des expulsions hors de certains territoires britanniques et français, D. p. 11. Arrangement au sujet du condominium des Nouvelles-Hébrides, L. p. 2. Lois sur les loyers, p. 8. — *Grèce* : Compromis d'arbitrage concernant l'affaire des phares, D. p. 8. Convention commerciale, D. p. 10. Echange des actes d'état civil, D. p. 6. — *Hongrie* : Convention commerciale, D. p. 7, 8. Règlements commerciaux, D. p. 6. Traitement préférentiel du maïs, D. L. p. 3. — *Italie* : Accord commercial, L. p. 4. Agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways, L. p. 3. Circulation automobile, D. p. 8. Doubles impositions en matière d'impôts sur le chiffre d'affaires, importation, taxe sur les échanges, D. L. p. 3. Doubles impositions et autres questions en matière fiscale, D. L. p. 4. Exécution des jugements en matière civile et commerciale, D. L. p. 4. Gares internationales de Modane et de Vin-

timille, D. L. p. 3. *Modus vivendi* commercial, D. p. 4, 7, 10. *Modus vivendi* d'établissement provisoire, D. p. 11. Protection de la propriété artistique et littéraire, D. L. p. 4. — *Lithuanie* : Convention consulaire, D. p. 7. *Modus vivendi*, L. p. 5. Traité d'extradition, D. p. 7. Transmission des actes judiciaires et des commissions rogatoires en matières civile et commerciale, D. p. 7. — *Luxembourg* : Accord frontalier, D. p. 11. — *Maroc* : Convention postale, D. p. 11. — *Monaco* : Accord financier, L. p. 5. — *Norvège* : Arrangement commercial, D. p. 7. — *Panama* : Lois sur les loyers, D. p. 10. — *Pologne* : Importation des produits originaires et en provenance de Pologne, D. p. 10. — *Portugal* : Surtaxe douanière sur les vins de liqueur, D. p. 9. — *Salvador* : appellations d'origine, D. p. 9. Convention relative à la prorogation du traité Zaldivar-Delcassé du 9 janvier 1901, D. p. 9. — *Suède* : Arrangement commercial, D. p. 6. — *Suisse* : Assistance aux indigents, D. p. 5, L. p. 4. Echanges de lettres, D. p. 6. Lois sur les loyers, D. p. 8. Organisation douanière et fiscale des territoires français visés par l'arrêt de la Cour permanente de justice internationale du 7 juin 1932 (frontière franco-suisse), L. p. 5. — *Tchécoslovaquie* : Convention commerciale, D. p. 8. Navigation, navigation aérienne, D. L. p. 3. — *Turquie* : *Modus vivendi* commercial, D. p. 10. Règlement des paiements commerciaux, D. p. 10. Règlement équitable et pratique des biens turcs en Syrie et des biens syriens en Turquie, D. p. 9. Traité d'amitié, de conciliation et d'arbitrage, D. p. 8. — *Union des Républiques socialistes soviétiques* : Procédure de conciliation, D. p. 6. — *Union économique belgo-luxembourgeoise* : Accord commercial, D. L. p. 3, 7. — Arrangement frontalier, L. p. 4. — *Union postale universelle* : Convention et arrangements, D. p. 6. — *Yougoslavie* : Accord de compensation, D. p. 6. Arrangement commercial, traitement préférentiel du maïs, D. L. p. 4.

TRANSPORTS. — Entreprises de transports sur route, retraites des agents, D. p. 34. — V. ALGÉRIE, ASSURANCES, CHEMINS DE FER, INDO-

- CHINE, MAROC, RÉQUISITION, TRAITÉS.
- TRAVAIL. — Journée de huit heures dans les industries textiles, D. p. 38. — V. ACCIDENTS, ALGÉRIE, ALLOCATIONS, ALSACE ET LORRAINE, CHOMAGE, CODE DU TRAVAIL, INDOCHINE, TRAITÉS, TUNISIE.
- TRAVAUX PUBLICS. — V. CHEMINS DE FER, TRANSPORTS.
- TRIBUNAUX. — V. ORGANISATION JUDICIAIRE.
- TRIBUNAUX DE COMMERCE. — Election des membres, L. p. 19, 52.
- TUNISIE. — Agriculture, D. p. 185. — Alcools, D. p. 186. — Armée D. p. 182. — Baux à ferme, D. p. 184. — Baux à loyer, D. p. 184.
- Chambres françaises, Arr. D. p. 182. — Crédit agricole, D. p. 186. — Culte, D. p. 182. — Eaux, D. p. 182. — Enseignement, Arr. D. p. 182. — Finances, Arr. D. p. 183. — Habous, D. p. 183. — Monnaie, D. p. 187. — Navigation, D. p. 187. — Organisation administrative, Arr. D. p. 181. — Organisation judiciaire, D. p. 183. — Procédure, Arr. D. p. 185. — Propriété foncière, D. p. 187. — Radiotélégraphie, D. p. 187. — Répression des fraudes, D. p. 185. — Santé publique, Arr. D. p. 186. — Travail, D. p. 187. — Urbanisme, D. p. 187. — Vins, D. L. p. 185.
- TURQUIE. — V. TRAITÉS.

U

- UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES. — V. TRAITÉS.
- UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE. — V. TRAITÉS.
- UNION POSTALE UNIVERSELLE. — V. TRAITÉS.
- UNIVERSITÉS. — V. ENSEIGNEMENT.
- URBANISME. — V. TUNISIE.
- USAGES COMMERCIAUX. — Loi du 13 juin 1866, cotons cardés hydrophiles, dispositions complémentaires, L. p. 26.

V

- VAGABONDAGE. — V. COLONIES.
- VALEURS MOBILIÈRES. — V. ALSACE ET LORRAINE, IMPÔTS ET TAXES.
- VINS. — Déclaration des récoltes, D. p. 32. — Viticulture et commerce des vins, L. p. 30. — V. ALSACE ET LORRAINE, DOUANES, TRAITÉS, TUNISIE.
- VOIRIE. — Ordures ménagères, L. p. 16. — V. ALGÉRIE, POLICE.

Y

- YUGOSLAVIE. — V. TRAITÉS.



ANNUAIRE
DE
LÉGISLATION FRANÇAISE,

PUBLIÉ PAR LA
SOCIÉTÉ DE LÉGISLATION COMPARÉE,

CONTENANT LE TEXTE
DES
PRINCIPALES LOIS VOTÉES EN FRANCE
EN 1930.

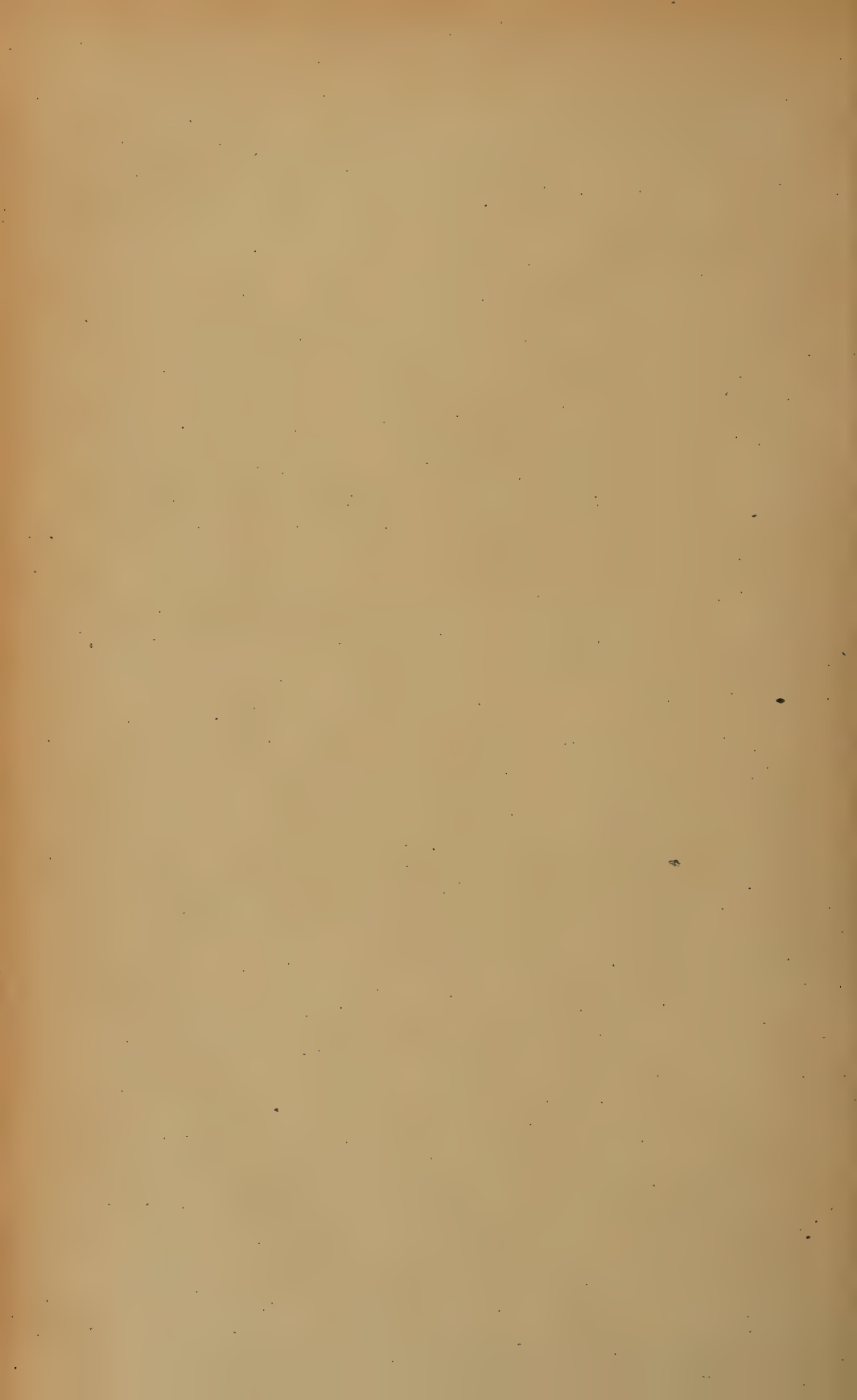
CINQUANTIÈME ANNÉE

*Ouvrage honoré de subventions accordées par la Confédération
des Sociétés scientifiques sur les crédits alloués par le Parlement
et par la Fondation Carnegie*

PARIS
LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE.
Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^e et Ancienne Librairie F. Pichon réunies
R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS
Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée.
20, rue Soufflot (5^e Arr.).

1931





PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ

Bulletin. Les trois premières années (1869-1872). 1 fort vol. in-8° (<i>Réservé aux membres nouveaux de la Société.</i>)	
— — Années 1873, 1874 et 1875. <i>Epuisé.</i>	
— — An. 1876. 1 v. in-8°. (<i>Réservé aux membres nouveaux de la Société.</i>)	50 fr.
— — Années 1877 à 1928. — Prix de chaque vol. gr. in-8° (1914 <i>épuisé</i>)	35 fr.
Prix réduit pour les membres nouveaux de la Société.	15 fr.
Table du Bulletin (1869-1880). 1 vol. gr. in-8°.	100 fr.
Annuaire de législation étrangère. — 1 ^{re} année (1872). — 1 vol. gr. in-8°.	70 fr.
Prix réduit pour les membres nouveaux de la Société.	
— — Année 1873. <i>Epuisé.</i>	
— — Années 1874 à 1927. — Prix de chaque vol. gr. in-8°.	50 fr.
Prix réduit pour les membres nouveaux de la Société.	35 fr.
— — La Collection entière, moins le tome II.	1.500 fr.
— — La Collection de 10 volumes ne comprenant pas le tome I ^{er} .	300 fr.
— — La même Collection comprenant le tome I ^{er} .	325 fr.
Annuaire de législation étrangère. — Table des matières contenues dans les trente premiers volumes, dressée par M. L. ADAM. Prix.	80 fr.
Prix réduit pour les membres de la Société.	50 fr.
Annuaire de législation française. Ann. 1882 à 1929. — Chaque vol. gr. in-8°.	30 fr.
Prix réduit pour les membres nouveaux de la Société.	20 fr.
Table décennale de l'Annuaire de législation franç. (t. I à X). 1 v. g. in-8°.	15 fr.
Prix réduit pour les membres de la Société.	10 fr.
Annuaire de législation française. — Table alphabétique et analytique des matières contenues dans les vingt premiers volumes (1882 à 1901), dressée par M. SALEFRANQUE. 1 vol. gr. in-8°.	20 fr.
Prix réduit pour les membres de la Société.	15 fr.
Société de législation comparée. — Catalogue de la Bibliothèque (2 ^e édition) dressé par Christian DAGUIN et Maurice DUFOURMANTIELLE. 1 vol. gr. in-8°.	30 fr.
Prix réduit pour les membres de la Société.	18 fr.
Recueil des procès-verbaux de la Commission chargée d'étudier les réformes à introduire dans la loi de 1838 sur les aliénés, précédé d'une Etude par M. Ernest BERTRAND. 1 vol. gr. in-8°. Prix.	15 fr.
Rapport de la Commission chargée d'étudier les diverses législations sur le notariat. In-8°. — Prix.	15 fr.
Congrès international de droit comparé. — Procès-verbal des séances et documents. — 2 vol. gr. in-8°. — Prix.	40 fr.
Prix réduit pour les membres de la Société.	30 fr.
Les transformations du droit dans les principaux pays depuis cinquante ans. Livre du Cinquantenaire de la Société. — 2 vol. in-8° <i>Epuisé.</i>	

COLLECTION DES PRINCIPAUX CODES ÉTRANGERS

Code d'instruction criminelle autrichien de 1873, traduit et annoté par Ed. BERTRAND et Ch. LYON-CAEN. 1 vol. in-8°. <i>Epuisé.</i>	
Code de commerce allemand et loi allemande sur le change, traduits et annotés par P. GIDE, Ch. LYON-CAEN, J. FLACH et J. DIETZ. 1 v. in-8°. <i>Epuisé.</i>	
Code pénal des Pays-Bas (2 mars 1881), traduit et annoté par W.-J. WINTGENS. 1 vol. in-8°. <i>Epuisé.</i>	
Code de procédure pénale allemand (1 ^{er} février 1877), traduit et annoté par Fernand DAGUIN. 1 vol. in-8°. <i>Epuisé.</i>	
Code d'organisation judiciaire allemand (27 janvier 1877), traduit et annoté par L. DUBARLE. 2 vol. in-8°.	
Prix réduit pour les membres de la Société.	50 fr.
Les Chartes coloniales et les Constitutions des Etats-Unis de l'Amérique du Nord, par Alphonse GOURD (tomes I, II et III). 3 vol. in-8°.	
Prix réduit pour les membres de la Société.	75 fr.
Code pénal hongrois , traduit et annoté par C. MARTINET et P. DARESTE. 1 vol. in-8°. — Prix réduit pour les membres de la Société.	18 fr.
Code de procédure civile pour l'Empire d'Allemagne (30 janv. 1877), trad. et an. par E. GLASSON, E. LEDERLIN et F.-R. DARESTE. 1 v. in-8°. <i>Epuisé.</i>	
Loi anglaise sur la faillite (du 25 août 1883), trad. et annotée par Ch. LYON-CAEN. 1 vol. in-8°. <i>Epuisé.</i>	
Code de commerce portugais de 1888, traduit et annoté par E. LEHR. <i>Epuisé.</i>	
Lois françaises et étrangères sur la propriété littéraire et artistique, recueillies par Ch. LYON-CAEN et P. DELALAIN. <i>Epuisé.</i>	
Code pénal d'Italie , traduit et annoté par J. LACOURT. <i>Epuisé.</i>	
Code civil du canton de Zurich de 1837, traduit et annoté par E. LEHR.	
Code général des biens pour la principauté du Monténégro de 1888, traduit par R. DARESTE et A. RIVIÈRE.	
Code d'organisation judiciaire russe , traduit par M. J. KAPNIST.	
Lois maritimes scandinaves , traduites par M. L. BEAUCHET.	
Code civil portugais, traduit par MM. LANEYRIE et DUBOIS.	
Code de procédure criminelle espagnol , trad. par MM. VERDIER et DEPEIGES.	
Code civil allemand , traduit par MM. BUENOIR, CHALLAMEL, DRIoux, GÉNY, HAMEL, LÉVY-ULLMANN et SALEILLES. 4 vol. in-8°. <i>Epuisé.</i>	
Code civil des Etats-Unis du Brésil, traduit par MM. P. GOULÉ et C. DAGUIN, 1 vol. in-8°.	

